

MARQUIS DE LA-TOUR-DU-PIN LA CHARCE
LIEUTENANT-COLONEL

Vers un ordre social chrétien

JALONS DE ROUTE

1882-1907

TROISIÈME ÉDITION

(Deuxième tirage)

NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
11, RUE DE MÉDICIS, 11
PARIS

Vers un ordre social chrétien

JALONS DE ROUTE

1882-1907

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

Aphorismes de politique sociale. — Un volume in-16
double-couronne de 104 pages. 1 fr.

**Feuillets de la vie militaire sous le Second Empire,
1855-1870.** — Un volume grand in-12 jésus de
192 pages. 5 fr.

AVERTISSEMENT

Cet ouvrage, recueil d'études et d'articles de circonstance, écrits au cours d'un quart de siècle en vue d'une réfection sociale dont le problème s'imposait déjà aux esprits avertis, n'était d'abord destiné dans la pensée de l'auteur qu'à être donné à ses amis.

Nous avons toutefois la faculté de le tenir à la disposition d'un public restreint, qu'on eût pu appeler des amis inconnus.

Ceux-ci se sont montrés assez nombreux pour épuiser rapidement cette édition. Nous avons alors pressé l'auteur de nous laisser rééditer son ouvrage, afin qu'il pût profiter à tous ceux, de plus en plus nombreux, qui cherchent leur voie et la trouveront tracée par ces jalons de route vers un ordre social et politique bien chrétien et bien français.

C'est cette seconde édition que nous offrons aujourd'hui au public.

L'ÉDITEUR.

PLAN DU RECUEIL

I

Durum iter peregrî.

Les articles recueillis ici sont groupés en cinq titres, — le premier figurant seul avant toute série, parce qu'il porte sur leur ensemble et en donne la source commune dans une formation traditionnelle.

Chacune des autres séries correspond à une époque et à une idée particulières, non pas comme le ferait un traité, mais par une série de traits qui forment comme autant de jalons sur le parcours de la route ainsi repérée.

L'orientation générale est celle d'une recherche de la justice sociale, c'est-à-dire d'un ordre chrétien des sociétés en général et particulièrement pour celle de ce temps et de ce pays. — Cette recherche n'étant pas conduite selon un plan préconçu, mais se poursuivant de terrain en terrain, au gré des incidents qui retardent ou précipitent la marche des idées.

La rupture d'avec le libéralisme en religion, en économie, en politique, en est le fil conducteur du premier pas au dernier.

C'était l'erreur régnante au moment où commencent ces écrits. En religion, il avait offusqué le sens catholique et nécessité le concile du Vatican. — En économie, il avait produit le capitalisme et ouvert par contre-coup la porte au

socialisme. — En politique, il avait fait échouer en France la restauration monarchique, qui eût été le salut.

Au cours de cette marche de combat, poursuivie en pionnier, au jour le jour, le premier terrain abordé fut celui de la question ouvrière ; elle amena sur ceux de la politique sociale, en principe d'abord, puis sur ses actualités, et ne put manquer de conduire sur le terrain politique.

D'où l'ordre des parties du recueil et leur enchaînement réel.

II

La première série, en faisant abstraction de l'indication des sources, ce qu'on pourrait appeler le certificat d'origine, se compose d'articles parus de 1883 à 1891 dans la revue *l'Association catholique*, éditée alors par *l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers*. Cette œuvre, née comme on sait au lendemain des désastres de la guerre et de l'insurrection, était animée de la foi la plus pure dans le magistère de l'Église et de l'esprit de combat le plus résolu contre le libéralisme, dans lequel ses fondateurs voyaient la source de tous les maux qui venaient de s'abattre sur la France et menaçaient partout la société.

Ils le rencontraient tout d'abord sur le terrain de la question ouvrière dans la doctrine des économistes. Ils firent profession inverse, avec l'éclat que donnait à leur action la parole de M. de Mun, et me confièrent, sous son autorité, le soin d'éclairer la marche dans un sens opposé. L'encyclique pontificale sur la condition des ouvriers vint clore par un triomphe cette période qui a été dite celle des temps héroïques de l'Œuvre.

Inutile de dire et de répéter par la suite que ce ne furent pas les écrits reproduits ici qui procurèrent ce triomphe, mais

les études serrées, faites au sein de l'Œuvre, et dont ces écrits ne furent que des jalons, comme on le voit du premier au dernier, *le glas d'un régime* (1).

III

La question ouvrière nous avait conduits sur un terrain plus vaste, celui de la politique sociale, — expression nouvelle alors que nous fîmes passer dans le langage courant. Je dis nous, mais mes compagnons ne furent plus tous les mêmes, l'Œuvre des Cercles n'ayant pas cru devoir s'y avancer au delà de la position couronnée par l'encyclique de 1891, alors que d'autres actes pontificaux rendaient le terrain singulièrement difficile. Mais, grâce à son éminent directeur, le comte de Ségur-Lamoignon, la revue ne faiblit pas, et la lutte y continua par des incursions dans presque tout le champ des questions sociales, c'est-à-dire, après celles de l'ordre économique, celles de l'ordre des sociétés. Cela fournit à une seconde partie du recueil, dont *l'Association catholique*, restée à des mains amies, a bien voulu me permettre de combler les vides par un aperçu d'ensemble sur les doctrines sociales « selon la science et selon la foi ».

IV

L'application des principes de la politique sociale aux questions actuelles fournit à une troisième série du recueil. Un champ de déploiement très large avait été ouvert aux hommes de tradition par la célébration du centenaire de 1789. *L'Association catholique*, qui relevait encore alors de

(1) C'est par erreur que l'article sur le *Capitalisme* a été qualifié d'*extrait de l'Association catholique* : composé pour cette revue, il parut ailleurs et fut l'objet d'une critique épiscopale; tandis que l'ensemble des travaux de l'auteur dans cette même revue y recevait en novembre 1891, par les hauts offices du cardinal Langénieux et la faveur du Saint-Père, le plus marqué des témoignages d'encouragement.

l'Œuvre des cercles, inséra les premières considérations par lesquelles je voulus indiquer le parti qu'on en pouvait tirer. Puis un autre organe fut créé pour cela, et c'est dans d'autres publications encore que j'ai produit divers articles traitant des questions qui sont restées soulevées depuis. — Ce mouvement d'opinion, grandiose en son essor, n'ayant pas abouti, faute de persévérance de ses promoteurs détournés par une action politique plus immédiate, ces aperçus restent ainsi détachés et sans lien entre eux ; les derniers sont récents, mais ils reviennent sur des questions posées et abordées lors du centenaire dans un sens général caractérisé par ce mot : « au contre-pied de la Révolution. » L'action politique proprement dite ne peut manquer d'être à un moment donné le dernier mot de l'action sociale lorsque celle-ci périclité, comme en ce temps où aucune bonne volonté isolée ou collective ne réussit à enrayer sur la pente fatale. Je le pensais et je le dis lorsque la tentative en fut faite sans être liée à un changement de régime.

V

Mais, sur le régime restaurateur lui-même, les idées étaient confuses depuis que le libéralisme avait paru sur les marches du trône à restaurer. L'occasion me fut offerte par quelques amis de porter sur ce terrain les principes pour lesquels j'avais combattu, comme on le voit, dans les séries précédentes du recueil. J'ai pu y ajouter dès lors, dans une dernière série, un exposé de l'application de ces principes à l'organisation politique, et quelques aperçus historiques encore susceptibles d'une application actuelle. Enfin un vœu et l'expression d'une espérance : celle de voir d'autres amis, dont je sais la droiture, ramenés par la force des choses aux mêmes conclusions.

Ainsi finit ce que j'ai cru de quelque intérêt à retenir

d'une production plus considérable, mais faite surtout de répétitions, comme l'est la vie d'un soldat en campagne. *Vivere militare est.*

VI

Les traces que j'en apporte ici, pour mes compagnons de la première heure devenus bien rares et pour ceux qui sont venus après chaque perte apporter un renfort et me viennent encore, sont, j'y insiste, celles d'une poursuite et non d'une exposition méthodique. — La lutte fut de tous les moments, sur tous les terrains, souvent, hélas ! à l'encontre du sentiment des amis de la veille et de celui des amis du lendemain : lutte contre l'enseignement d'une école d'économistes qui s'intitulait elle-même orthodoxe et tenait toutes les chaires officielles ; lutte contre le poison du libéralisme qu'elle infusait même à l'enseignement des Instituts catholiques ; lutte contre l'esprit des salons et contre celui des académies ; lutte contre tous les expédients politiques ; lutte contre les conseillers les plus aimés, les plus respectés. Mon langage s'est trop senti de l'âpreté de cette lutte dans les premières parties surtout ; je l'ai senti en le relisant, mais je n'ai pas cru qu'il fût loyal de l'atténuer, d'y mettre de la pondération, alors que j'en annonçais une reproduction. Il m'a paru qu'affirmations même téméraires, arguments même violents, contradictions mêmes, appartenaient à l'histoire du mouvement au cours duquel ces défauts se sont produits, inséparables d'une action d'avant-garde.

L'enchaînement des idées maîtresses subsiste quand même, reliant les domaines abordés ou même les commandant et fixant ainsi le trait caractéristique de l'œuvre, — *la continuité*, telle qu'elle naît non d'un dessein et d'une création de l'esprit, mais de la nature des choses, et qu'elle se poursuit par leur force.

I

En fidélité j'ai terminé ma vie.
(Vieille devise.)

Les Origines d'un Programme

I. — Lettre à la Direction de l'Association catholique.

LES ORIGINES D'UN PROGRAMME

Lettre ouverte à la Direction de « l'Association catholique » (1).

Arrancy, 10 août 1903.

Mon cher Directeur et Ami,

Vous insistez pour que je donne à la *Revue* la clef des sources auxquelles elle a puisé son programme, ce qu'on a appelé « les idées de l'Œuvre des cercles ». Vous y insistez pour que je rectifie la légende suivant laquelle ces sources seraient à l'étranger ; ce serait en Autriche que moi, en particulier, je les aurais rencontrées, et en aurais été le canal d'introduction ici. Vous me dites que c'est là une opinion assez généralement reçue, qui peut nuire à leur crédit et qu'il faudrait remettre au point.

Mis ainsi personnellement en demeure de défendre l'œuvre commune, je m'exécute, mais ne veux parler que pour moi seul : je n'ai pas à dire comment les amis dont je n'ai été que le lien et le serviteur ont formé leur jugement. Ce serait probablement divers pour chacun d'eux, et je n'ai pas mission de parler pour eux. Plusieurs ne sont plus, et les survivants ont en M. de Mun un interprète d'une autorité tout autre que la mienne. Lui-même a redit souvent dans les discours qui ont été reproduits ici sous quelles impressions, à quels spectacles,

(1) *Association catholique*, septembre 1903.

son âme s'était ouverte aux idées dont son magnifique langage a fait la fortune. Personne n'a songé à lui dire qu'il les avait rapportées de la douloureuse captivité que nous avons supportée ensemble à l'étranger ; mais je peux ajouter que nous y avons un livre de chevet, celui d'un vaillant compatriote, — Émile Keller, — sur *l'Encyclique du 8 décembre 1864 et les principes de 1789*. C'est là le fil conducteur de la pensée du secrétaire général de l'Œuvre des cercles, la trame de tous les discours qu'il a prononcés en cette qualité ; elle apparaît de la manière la plus saisissable dans celui qui est intitulé : « L'Œuvre, c'est la contre-révolution. » Depuis, il s'est rapproché de Montalembert ou plutôt il s'en est fait l'émule. Il n'y a donc rien là qui sente l'inspiration étrangère.

Revenons de ces hauteurs à celui qui est en cause, votre serviteur. Il lui faudra un plaidoyer plus long, parce que les apparences prêtent à la méprise en même temps que sa langue n'est pas aussi française, et qu'il s'y rencontre, paraît-il, des réminiscences, pour ne pas dire des idiotismes variés. Je le crois : j'ai eu effet, par carrière et par goût, vécu chez des peuples divers, fréquenté des foyers et pratiqué des hommes de diverses conditions. Mais j'étais alors déjà moi-même, c'est-à-dire un homme formé au foyer familial jusqu'au point où l'on ne peut plus recevoir une nouvelle empreinte, mais seulement des confirmations et, si vous voulez, des ciselures.

Cette formation sociale se caractérise par une parole qui revenait sur les lèvres de mon père quand il me faisait parcourir avec lui le petit domaine familial, la *terra avita*, sur laquelle s'achève aujourd'hui ma vie : « Rappelle-toi toujours que tu ne seras que l'administrateur de cette terre pour ses habitants. » — C'était la notion sociale de la propriété. J'entendis de la même façon, c'est-à-dire par l'exemple, ce qu'il en était du salaire familial et du reste des objets sur lesquels je fus scandalisé plus tard d'entendre la dispute des casuistes. Car pour moi dès lors tout était dit, et ce que j'appris depuis ne fut pas cela, mais ce qu'on en disait et ce qu'on en pouvait dire dans d'autres milieux.

Dans cet ordre de travaux, le premier auquel j'eus part est

l'établissement des *avis du Conseil des études de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers* sur le régime du travail. Le recueil de ces avis a été édité chez Lecoffre, il y a plus de vingt ans. Rien n'y sent l'inspiration étrangère, depuis l'avant-propos, dû à la plume du dévoué directeur de ces travaux, Félix de Roquefeuil, jusqu'à la note de Keller qui en résume l'esprit et à la mienne qui en formule les conclusions. Sans doute, un des principaux collaborateurs, le comte de Breda, avait, par suite de sa carrière, une grande connaissance de l'étranger ; mais si l'on trouve chez tous les milieux catholiques — sauf en France à ce moment-là — les principes développés par lui dans *l'Association catholique* sur « l'économie politique dans ses rapports avec la loi morale », on n'en saurait inférer qu'il les ait lui-même possédés autrement que par tradition. Aussi bien son enseignement fut continué après lui dans nos rangs par le P. de Pascal, encore un homme de tradition. — Mais je ne saurais passer à d'autres souvenirs sans rappeler aussi que ç'avait été déjà Breda qui nous avait mis sur la voie des applications du régime corporatif à l'industrie moderne, à la suite d'une enquête qu'il avait faite dans les principaux établissements du nord et de l'est de la France.

Les études d'application auxquelles le champ avait été ouvert ainsi furent poursuivies sur ces données par nos amis Milcent et Delalande, qui n'avaient alors, que je sache, jamais fréquenté l'étranger autrement qu'à portée de fusil, à Mentana ou à Héricourt. Ce sont eux surtout qui préparèrent la confection de cet ensemble de projets de loi qui furent portés aux Chambres avec tant d'éclat par MM. de Mun et Lecour-Grandmaison et résumés ici même par ce dernier (1). Ces projets n'étaient d'ailleurs pas isolés dans le programme que s'était tracé la direction des études de l'Œuvre pour la *préparation d'une législation protectrice du travail*, en conformité des avis VIII et XV du *Conseil des études* sur le régime corporatif. Il ne serait peut-être pas superflu de reproduire ces vieux travaux aujourd'hui

(1) « L'Œuvre sociale des cercles catholiques », *Ass. cath.*, numéro du 1^{er} janvier 1901.

qu'une génération nouvelle s'applique à en reprendre sinon la suite, du moins quelques-uns des objets.

Enfin, pour terminer cette rapide revue de l'œuvre d'une génération et revendiquer pour elle ses droits d'auteur, je rappellerai la préparation et la production des *cahiers* de 1889. Œuvre bien française assurément en son inspiration, et qui, malheureusement étouffée par la politique, a pourtant laissé plus de germes qu'on ne croit, entre autres le programme d'une réfection sociale reposant sur l'association professionnelle, la représentation des intérêts et la décentralisation, que d'autres groupes catholiques ou politiques ont fait leur, depuis que celui des initiateurs s'est dissous. Il est d'origine bien française, car il s'est produit, à ma connaissance, pour la première fois dans une *Lettre publique de M. le comte de Chambord aux ouvriers* en 1865.

Est-ce à dire, après avoir fait acte d'autodoxie, que nous ne soyons redevables en quoi que ce soit à nos coreligionnaires en dehors de ce pays ? Ce serait sottise et ingratitude : sottise parce que ce serait faire montre d'avoir ignoré les œuvres magistrales d'un P. Liberatore, d'un Vogelsang, d'un Rodolphe Meyer, d'un P. Weiss, qui ont remis l'économie politique sur les bases chrétiennes ; ce serait encore sottise en paraissant mettre en oubli le rôle de cette Union catholique de Fribourg, où, sous la direction sans égale du comte de Blome et grâce au patronage du cardinal Mermillod, s'est comme préparée l'Encyclique sur la condition des ouvriers, qui a consacré nos efforts et guidé encore ceux des catholiques éminents qui s'y rencontraient avec nous.

Ce serait une ingratitude inexcusable chez qui a éprouvé tout particulièrement la puissance de leur assistance et la cordialité de leurs encouragements, faute desquels il eût sans doute renoncé à la lutte. Mais ce ne sont pas des doctrines étrangères. apprises à leur école, que j'aurais importées et que mes amis auraient acceptées : ce sont des convictions traditionnelles chez toutes les nations d'antique civilisation chrétienne, mais refoulées de chez nous par une philosophie qui est bien, elle, d'origine étrangère et qu'il faut appeler par son nom, le libéralisme.

Le libéralisme qui, frappé par Pie IX sur le terrain religieux, poursuivi par Léon XIII sur le terrain social, put à la faveur des circonstances se reformer sur le terrain politique, où, toujours semblable à lui-même, il consiste, selon la très sagace définition qu'en donnait naguère à Chalon M. de Mun, à n'avoir collectivement « ni doctrine ni programme particuliers », chaque individu y conservant son indépendance en vertu du principe de sa « souveraineté ».

Mais on ne peut pas longtemps vivre dans le libéralisme sur un terrain même spécial sans que son esprit ne gagne les autres, invoquer les principes de 1789 en politique et les renier en sociologie. En sorte que l'individualisme, dont ils sont la charte, nous guette de nouveau sous ses deux incarnations : le capitalisme qui en est la floraison bourgeoise et le socialisme qui en est le fruit populaire. Or ce sont bien là deux plantes exotiques, importées de l'étranger pour infester le sol français, et c'est à leur introduction, non à notre tradition, qu'on peut, hélas ! appliquer ce jugement historique et demeuré prophétique du vicomte de Bonald : « Ce sont les idées de l'étranger qui nous ont asservis et livrés aux armes de l'étranger. »

LA-TOUR-DU-PIN CHAMBLY.



II

L'entente pour la vie en place de la lutte
pour la vie.

Économie Sociale

- I. — Note sur la nature du contrat de travail.
- II. — Du régime corporatif.
- III. — Crise agricole ou question agraire.
- IV. — Du capitalisme.
- V. — De l'esprit d'une législation chrétienne du travail.
- VI. — De l'essence des droits et de l'organisation des intérêts économiques.
- VII. — Le glas d'un régime.

I

NOTE SUR LA NATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL (1)

Eclairé par des notes précédentes, je puis essayer de préciser, en rectifiant l'expression et même le point de vue, les premières considérations que j'avais soumises au *Conseil* sur cette question, et que je mets ici sous ce titre emprunté au langage usuel : « En bonne justice, que doit procurer le contrat de travail aux parties contractantes, l'entrepreneur et l'ouvrier, et par suite à la société ? »

La nature de ce contrat ne me paraît ni toujours être celle d'une location ni jamais celle d'une vente, mais bien toujours celle d'un échange de services (2). Or, pour qu'un contrat de cette nature soit équitable, il faut que les services échangés soient équivalents. Donc, étant de fait que l'entrepreneur comme l'ouvrier doivent vivre de l'entreprise, il faut que celle-ci puisse être conduite et exécutée de manière à procurer à l'un comme à l'autre des contractants ce qui est contenu implicite-

(1) Avis donné au Conseil des études de l'Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers, mars 1882.

(2) Dans le cas de l'ouvrier en chambre travaillant à la pièce, le contrat ne peut se rapprocher que de celui de vente, et pourtant on ne peut pas dire que cette condition soit immorale; elle se trouve surtout dans les métiers. Dans le cas de l'ouvrier agricole, employé, nourri et logé à la ferme, le contrat est purement de location et entraîne plus que tout autre les devoirs de patronage. Dans le cas enfin de l'usine, le contrat participe des deux natures, et il est à désirer qu'il se rapproche de la location par la permanence des engagements.

ment dans ces termes de la loi du travail : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. » C'est-à-dire que les fruits de l'entreprise soient partagés entre eux dans la mesure qui correspond aux conditions d'une vie honnête pour l'un comme pour l'autre, chacun selon son état.

Voilà pour moi le caractère qu'en bonne justice, et dans l'intérêt de la paix sociale qui est liée à l'observance de la bonne justice, — *opus justitiæ pax*. — doit présenter la généralité des contrats suivant lesquels s'exerce le travail humain. C'est là, me semble-t-il, le critère que nous devons indiquer aux *commissions d'étude* pour les guider vers les solutions diverses selon le métier, le temps et le lieu, qu'elles poursuivent dans le champ de l'économie politique.

Est-il besoin de redire que nous ne croyons pas que cette règle, fût-elle toujours respectée, suffise au rétablissement de la paix sociale ? Il n'y a pas en effet qu'un seul commandement. A côté de : « Tu ne déroberas pas », il est écrit : « Tu n'envieras ni l'âne, ni le bœuf, ni la femme de ton prochain », et l'inégalité des conditions sociales, qui doit être respectée par la justice, comme aussi les maux dont celle-ci ne saurait nous préserver, ne seront jamais rendus supportables que par la vertu.

Mais revenons à la question, afin d'en dégager encore quelques points d'une application générale.

L'entrepreneur et l'ouvrier ne sont donc pas quittes en bonne justice, lorsqu'ils ont échangé uniquement le prix convenu contre le travail convenu, s'ils ne se sont pas procuré ainsi l'un à l'autre, dans la mesure où cela dépend d'eux, ce dont chacun a besoin pour mener une vie honnête selon son état. Et pour l'homme de tout état les exigences d'une vie honnête sont : la possession d'un foyer, des moyens d'y élever sa famille selon sa condition, et la possibilité d'épargner de quoi soutenir ses vieux jours quand il ne pourra plus gagner.

La mesure où l'ouvrier et l'entrepreneur peuvent se procurer réciproquement ces biens est très inégale : l'ouvrier sans doute doit limiter ses exigences de salaire à la valeur réelle de la façon ; il doit même supporter les crises industrielles avec le patron au lieu de les exploiter, comme trop souvent, contre lui ;

l'entrepreneur a les mêmes devoirs à l'égard de l'ouvrier, mais en plus celui de lui procurer tous les moyens d'arriver à la possession du foyer, à l'éducation de la famille et à l'épargne pour les mauvais jours ; toutes choses que ne fournit guère le salaire brut qu'il lui sert en échange de son temps et de sa fatigue, car les facultés économiques dépendent beaucoup moins, dans la pratique, de la quotité du salaire que des conditions dans lesquelles l'ouvrier est appelé à le gagner, conditions de salubrité, de discipline et de moralité de l'atelier, auxquelles il est de stricte obligation et de bonne justice que l'entrepreneur pourvoie.

J'entends ici par cette distinction de stricte obligation et de bonne justice que l'une comme l'autre devraient sans doute être le fruit de l'amour du prochain, mais que, dans la mesure où cet amour fait défaut, la première doit être procurée directement par la contrainte légale, tandis que la seconde ne peut l'être qu'indirectement par le concours des mœurs, des institutions et des lois.

Ainsi, quant aux prohibitions restrictives du travail des femmes et des enfants hors du foyer, à la limitation des heures et surtout des jours de travail, aux délais pour la résiliation des engagements, ce sont à mes yeux choses du domaine de la stricte justice, parce qu'elles sont nécessaires à la sauvegarde des foyers en même temps que faciles à obtenir par la loi, qui, impuissante le plus souvent à créer, ne l'est jamais pour réprimer les abus lorsqu'elle est juste et confiée à des mains fermes.

Pour le reste des sauvegardes, non moins nécessaires au règne de la bonne justice, et auxquelles l'action du Pouvoir qui a pour mission essentielle de les procurer doit pourvoir par ce qu'on appelle improprement l'intervention de l'Etat, d'une manière tantôt directe, tantôt indirecte, il faut reconnaître qu'il est impossible de les obtenir du régime ou plutôt de l'anarchie actuelle du travail, fruit des doctrines plus encore que des actes de la Révolution, et nullement de la force des choses, comme on le répète banalement.

La restauration du régime corporatif s'impose donc avec toutes les réformes politiques et financières qu'elle suppose.

Et si elle est nécessaire, il serait puéril de dire qu'elle doit néanmoins être purement spontanée et facultative. Bien qu'il ne soit pas d'institution plus libérale (dans le bon sens du mot), car elle tend à substituer dans le monde du travail le régime de la juridiction arbitrale à celui du bon plaisir et de la force sans frein, néanmoins il ne lui suffit pas de l'indifférence du Pouvoir pour reprendre sa fonction dans l'Etat, car ce n'est pas à la liberté qu'il a été donné en ce monde de réfréner les abus de la force, mais à la contrainte là où la persuasion ne suffit pas. Sans doute la reconstitution des corporations ne saurait être œuvre de décrets seulement, car on ne décrète pas l'existence de ce qui n'est plus, mais on en prépare la renaissance par des appels, on la reconnaît en droit dès qu'elle reparait en fait, on la fortifie par des privilèges, on la dirige par des règles vers son développement politique, selon un plan conforme à la nature des choses en même temps qu'aux fins dernières auxquelles elles doivent conduire.

Que si l'on n'admet pas cette conclusion : que la réorganisation corporative de l'industrie dans toutes ses formes est la condition nécessaire au plein exercice des devoirs réciproques du patron et de l'ouvrier, et doit être l'objet de nos revendications publiques en même temps que de nos efforts privés, on reste dans l'utopie et on décourage les deux parties intéressées, en prétendant de l'une plus qu'elle ne peut et en offrant à l'autre moins qu'elle n'a besoin.

Ou plutôt le besoin est commun et il se résume en un mot : la sécurité que donne la stabilité des conditions. Or, il n'y a de stable que ce qui forme corps ; le sable ne l'est pas, et c'est bâtir sur le sable que d'essayer à fonder ce que nous avons préconisé déjà avec juste raison (avis n° VII) — le patrimoine corporatif, l'ascension dans la profession, le syndicat industriel — tout cela et le reste, dans une société gouvernée actuellement par un code et des mœurs qui tendent à détruire tout patrimoine, toute hiérarchie, tout lien.

Enfin, et pour compléter ma pensée sur la question, il me semble qu'on ne saurait affirmer la nécessité d'une pareille réforme dans le régime intérieur du travail national sans

rappeler en même temps que ce régime doit être protégé dans ses rapports intimes avec le commerce par des traités internationaux, et que, pour cela, ceux-ci doivent être conclus, non pas dans l'intérêt du fisc ni même dans celui du consommateur, mais avant tout en vue de la protection morale et matérielle que le travailleur doit rencontrer dans l'Etat chrétien.

II

DU REGIME CORPORATIF (1)

I

Le régime corporatif a été présenté comme l'organisation du travail la plus conforme aux principes de l'ordre social chrétien et la plus favorable au règne de la paix et de la prospérité générales. Et cette affirmation ne s'est produite solennellement dans la bouche de dignitaires ecclésiastiques, dont un grand-vicaire de l'archevêque de Paris, recteur de l'Institut catholique, aussi bien que dans celle du secrétaire général de l'Œuvre, que parce qu'elle se dégageait de tous les travaux d'études préparés pour cette assemblée et de l'ensemble des témoignages qui y étaient apportés de toutes parts ; témoignages parmi lesquels le plus frappant aux yeux a été la présence assidue d'un personnage de grande marque dans le mouvement catholique, dont la parole venait de concourir avec éclat au rétablissement légal du régime corporatif pour les états cisleithans de la monarchie austro-hongroise.

Après avoir remis en mémoire des membres de l'assemblée et en relief pour les autres lecteurs la concordance de ces témoignages, nous voudrions les compléter ici par quelques considérations venues à notre pensée au cours des entretiens de cette assemblée sur les points suivants qui y ont été plutôt affirmés que discutés, à savoir :

(1) *Association catholique*, août 1883.

Le régime corporatif tel qu'il a été exposé et invoqué est-il acceptable en principe?

Est-il praticable en fait?

Serait-il fécond en conséquences?

Et finalement tirer de cet examen des conclusions nettes, telles qu'elles conviennent à la poursuite de notre entreprise, en nous inspirant de cette pensée que la contre-Révolution doit être comme la Révolution, selon le mot d'un agitateur célèbre, tout à la fois *pensée et action*.



L'assemblée a été saisie tout d'abord d'un exposé rapide, que cette revue venait de publier, sur la marche de nos études depuis l'assemblée précédente, où nous avions donné les premiers traits du régime corporatif tel qu'il nous apparaissait alors désirable. Cet exposé rappelait que ces premiers traits avaient été portés depuis au congrès des directeurs d'œuvres ouvrières à Autun, où ils avaient rencontré le consentement général à la suite d'un rapport remarquable de M. Harmel. Mais il ne faisait pas l'historique de la question, qui mérite pourtant un coup d'œil.

Le mot même de *régime corporatif* a été inscrit dans la première livraison de cette revue par la plume du comte Albert de Mun, il y a huit ans. Qu'on nous permette en passant cette revendication, car si le mot de *corporation* avait déjà été ailleurs et par d'autres prononcé dans un esprit de retour nécessaire à une institution du passé, il n'en existait pas moins une différence réelle de principes dans la manière de l'entendre entre ceux qui prétendaient suffisante la faculté de former sous ce nom de corporation des associations professionnelles sans autre règle que celle du bon plaisir, et ceux qui ne voyaient le salut que dans un régime légal d'organisation du travail, reposant sur le fonctionnement autonome, mais réglé dans l'État, de corporations définies strictement par certains caractères fixes. — Le différend, d'abord latent, puis public, semble être jugé aujourd'hui par l'expérience même des années pendant les-

quelles il s'est maintenu, où la liberté des associations professionnelles, tantôt légale comme en Allemagne et en Italie, tantôt tacite comme en France, n'a produit que très peu de fruits doués de quelque vitalité et rien abrité en réalité que les doctrines libérales qui s'en faisaient un refuge ; cela au nom de la charité chrétienne, des précieuses conquêtes de nos pères, des exigences imprescriptibles de nos sociétés modernes, en un mot d'un verbiage qui va enfin se démodant, mais après avoir courbé tout un siècle sous son joug.

Encore aujourd'hui, que le régime dit de la liberté du travail ne trouve plus de défenseurs militants dans les rangs catholiques, le régime corporatif est loin d'avoir rallié tous les esprits. La plupart restent encore trop imprégnés des fameux dogmes de 1789, dont la destruction des corporations fut une application logique, pour conclure à leur rétablissement intégral. Alors, vis-à-vis de la question ouvrière, tantôt ils gardent un silence embarrassé, tantôt ils prennent pour des remèdes à la crise sociale qu'elle provoque les palliatifs de la charité ou ceux d'une philanthropie officielle plus ou moins ingénieuse. L'embarras et la faiblesse de cette attitude en face des violentes revendications du parti ouvrier sont très frappantes pour les étrangers qui viennent étudier l'état social de notre pays dans les congrès annuels de ses sociétés de bien public. L'un d'eux naguère ne revenait pas de cette parole qu'il avait entendu tenir solennellement : « Que nous parle-t-on des revendications d'un quatrième état dans un pays qui ne connaît plus aucune distinction d'état entre les citoyens ? »

On comprendra le sentiment dans lequel nous évitons de préciser où ce langage a été tenu, où d'ailleurs la question ouvrière n'a pas même été inscrite au programme d'un congrès, ou bien où il ne s'est présenté personne pour la traiter. Mais nous ne sommes, Dieu merci, pas astreint à la même réserve à l'égard d'une assemblée qui va s'ouvrir le 27 août à Limoges entre les directeurs des œuvres ouvrières, comme l'année dernière à Autun, et où les précédents nous donnent à espérer que le régime corporatif sera de nouveau acclamé, sans qu'il y ait besoin pour cela d'aucun effort de la part de nos amis. Car nous

n'entendons pas nous faire un privilège de cette revendication, mais au contraire la voir devenir une cause vraiment catholique et française.



Nous nous hâtons au contraire de dire que nous avons jusqu'ici très peu fait pour le progrès de cette cause. Sans doute nous avons des premiers mis la question ouvrière à l'ordre du jour du mouvement catholique, et nous avons soutenu un combat sans merci contre les fausses doctrines qui en éloignaient la solution. Les huit années d'existence de cette revue, qui n'a pas eu d'autre programme, en sont le témoignage, comme l'est d'une manière plus formelle encore le recueil de nos études théoriques que nous venons de publier. Mais, en fait de détails pratiques, le rapport de la direction de nos études à l'assemblée générale de cette année, qui résume l'état d'avancement de nos connaissances, est resté plus que sobre, vraiment muet. Il annonce un complément, et c'est ce complément que nous allons essayer de préparer ici, en attendant qu'il soit formulé avec plus de maturité, car c'est sur le terrain des applications que se produit maintenant l'effort de la résistance, après que sur le terrain doctrinal il paraît avoir cédé. On ne nous oppose plus le dogme abstrait de la liberté, mais celui plus concret des lois naturelles, comme si la mission de l'humanité n'était pas de soumettre la nature à servir ses destinées providentielles. Ainsi la nature nous a créés nus; est-ce une raison pour repousser le vêtement comme une contrainte contre nature? On l'a bien vaincue, cette nature, par l'industrie des transports et des communications, qui tend à faire du monde entier un marché unique des produits de toutes ses contrées, condition devant laquelle l'antique organisation du travail a dû, dit-on, disparaître. — Pourquoi disparaître, au lieu de se transformer en combinant ses principes sociaux éminemment conservateurs avec des applications nouvelles plus ingénieuses? La puissance militaire des États ne s'est pas moins modifiée dans ses proportions que leur puissance industrielle, mais l'art nouveau n'a pas pour

cela changé les principes organiques de la discipline des armées; il ne les applique au contraire qu'avec plus de méthode et de rigueur. On parle des concentrations créées par l'emploi de la vapeur pour la grande industrie comme étant d'une nature essentiellement différente de celle des petits ateliers auxquels convenait le lien corporatif. Mais le fait même contredit cette prétendue opposition, si nous le prenons dans la même industrie : dans celle de la navigation par exemple, chez l'équipage d'une barque de pêcheur et chez celui du plus puissant steamer, ne peut-on concevoir des rapports analogues entre ses éléments, — l'armateur qui livre le capital, le capitaine qui fournit la direction, et les hommes de conditions variées qui font le travail ? Aujourd'hui l'âge de la houille, comme l'a appelé M. Le Play, sollicite telles agglomérations ; demain peut-être se lèvera celui de l'électricité qui les dispersera. Est-ce que les principes de droit naturel et divin qui gouvernent les rapports des hommes entre eux sont sujets à ces révolutions ?



Un autre indice, et des plus frappants, en faveur de la valeur constante des mêmes principes dans l'organisation sociale, est l'identité des maux qui se produisent partout où ils ont cessé de régner.

On répète facilement que le régime corporatif n'a jamais fonctionné que pour les arts et métiers, parce que l'on ne se rend pas compte de l'identité de principes qui présidait à la vie industrielle dans les mines, les forges, les verreries, comme dans le domaine agricole aussi bien que dans les ateliers urbains. Mais qu'on s'enquière, comme nous le faisons, de l'état actuel des relations entre les éléments du corps social dans ces différentes conditions : on sera pénétré de l'identité des ravages exercés par les doctrines et les pratiques de l'économie moderne dans les milieux les plus divers.

C'est ce qui nous a frappé tout d'abord à l'audition des rapports produits à l'assemblée de l'Œuvre par les commissions

des arts et métiers, de l'agriculture et de l'industrie : l'accroissement du prolétariat, la désorganisation des familles, la désaffection des ouvriers aux patrons, l'instabilité des rapports, la décroissance de la capacité professionnelle, l'insécurité de l'exploitation, les indices de la décadence économique après la consommation de la décadence morale, l'ensemble des phénomènes les plus néfastes de la désorganisation sociale apparaissant sous des formes variées, mais manifestant une cause identique, la rupture des liens sociaux et l'individualisme, c'est-à-dire le *fait* et la *doctrine* de la Révolution. — Maîtres des arts et métiers, patrons de la grande industrie, propriétaires cultivateurs, ne nous ont pas fait entendre un autre langage, en réponse à la partie de notre enquête portant sur la marche du prolétariat. Qu'eût-ce été si nous avions consulté des ouvriers ? — Nous dirons plus loin pourquoi nous ne l'avons pas encore fait.

En ce qui est de la seconde partie de l'enquête, portant sur la facilité à remédier à la crise sociale par le régime corporatif, il s'est produit entre nos commissions non pas des divergences, mais des degrés dans l'affirmation : les métiers en ont acclamé le principe et déclaré l'application facile ; les industriels sont entrés nettement dans la voie, les agriculteurs avec plus d'hésitation. Mais tous y ont montré assez d'inclination pour nous faire conclure avec assurance qu'aux maux identiques en leur principe et variés en leurs manifestations, il fallait opposer des remèdes également identiques en principe et variés dans leurs applications.

Autant donc nous repoussons des formules générales arrêtées en commun, c'est-à-dire entre incompetents, pour être appliquées indistinctement aux diverses conditions du travail, autant nous croyons qu'il n'y a, pour résoudre la question ouvrière, qu'à étudier dans chacune d'elles les applications dont y est susceptible le principe du régime corporatif.

Ce qui nous conduit, après cette conclusion de notre préambule, à passer au second point de cette étude, à l'examen du principe même du régime corporatif.

II

Le principe du régime corporatif nous paraît consister dans la reconnaissance d'un droit propre, tant à chaque membre de l'Association qu'à celle-ci dans l'État et à l'État envers celle-ci.

C'est là le principe qui présidait à toute l'organisation sociale du moyen âge, et auquel un homme d'État italien, dégagé en cela du moins des erreurs du libéralisme, recommandait naguère de revenir, comme nous l'avons cité ici même il y a un an.

Pour parler d'abord du droit propre à chaque individu membre de l'Association, cette reconnaissance est tellement caractéristique et fondamentale de la société du moyen âge que nous n'attendrons pas l'époque de l'épanouissement de l'organisation corporative pour la rencontrer, mais l'apercevrons dans celle même du servage. Le serf attaché à la glèbe, cela fournit une rime riche avec plèbe, et fort exploitée contre la prétendue barbarie des temps passés, mais en réalité cela signifie le laboureur attaché au sol, l'artisan à l'atelier, *et réciproquement*, et cela réalise le *desideratum* des socialistes : « la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier », dans une mesure infiniment supérieure à celle qui s'épanouit au soleil des libertés modernes dans les pays les plus libres du monde. Tel par exemple ce fait que j'ai sous les yeux en ce moment, en Italie, de la saisie par le fisc de 470 petits héritages dans une seule commune, foyers séculaires d'humbles familles, qui vont être vendus à l'encan devant les malheureux expulsés pour recouvrement de l'impôt arriéré.

Dans la corporation d'arts et métiers, pour revenir à celle-ci, chacun de ses membres, apprenti, compagnon ou maître, avait son droit propre garanti par les statuts de l'association et sauvegardé par sa magistrature. Il avait réellement cette *possession d'état* dont le nom, le plus souvent sans la chose, est resté dans notre jurisprudence actuelle, et il ne pouvait en être débouté que par jugement.

Aujourd'hui, sous le régime du libéralisme, où est le droit

propre de l'ouvrier qui lui garantit des conditions de travail fixe et un lendemain quelconque ? Pas un patron ne voudrait, ou du moins, ne saurait dans les conditions actuelles, lui reconnaître rien de semblable, et c'est là le véritable obstacle à la propagande de nos idées près des chefs d'industrie : ils ne veulent pas entendre parler de droits pour l'ouvrier.

Demain, sous le régime du socialisme, où y aura-t-il place pour les droits du patron ? — car enfin il y en aura toujours un, ou du moins un directeur de l'entreprise. Mais quelle sera sa possession d'état, sa garantie, sa sécurité ?

Non, le régime corporatif seul a pu assurer un droit propre à chaque individu, non pas un droit unique sans doute, puisqu'il provenait de fonctions diverses dans l'association, mais un *respect égal de droits divers*, et c'est là le fondement de tout ordre social digne de ce nom. Et ces droits étaient combinés de telle façon qu'ils n'étaient pas une arme aux uns contre les autres, mais une protection des intérêts de tous, solidarisés par leur harmonie même, de même qu'une saine constitution d'Etat n'arme pas les citoyens en partis ennemis, mais les unit en faisant du bien public vraiment le bien commun.



Ce qu'il y a de plus caractéristique dans le régime corporatif après la garantie du droit individuel, c'est celle du droit propre de l'association. Celle-ci n'est pas, comme on l'aurait voulu dans ces derniers temps, une société purement privée, sans lien avec la chose publique. Elle est une institution sociale qui tient une place déterminée dans l'organisation de la commune, et plus ou moins directement dans celle de l'Etat.

Ici se place la question de la corporation libre ou de la corporation obligatoire. Mais ni l'une ni l'autre ne sont viables si l'on suppose la première laissée sans protection autre que celle du droit commun contre la concurrence libre et sans frein, non plus que si l'on suppose la seconde créée par décret de toutes pièces, et ne pouvant dès lors fonctionner que par un

mécanisme bureaucratique en place d'un organisme spontané.

Nulle part, d'ailleurs, on n'a tenté le second essai, pas plus que nulle part le premier n'a réussi. Ce que le législateur vient de faire en Autriche, par exemple, c'est de donner force de loi à la juridiction de corporations libres préexistantes, pour leur faire englober le travail libre et les empêcher ainsi d'être étouffées par la concurrence le plus souvent déloyale. C'est grâce au privilège seulement qu'on peut espérer le développement de corporations libres, car jamais elles n'ont existé autrement ; seulement qui dit privilège ne dit pas forcément monopole, mais tout au moins attribution d'une juridiction, même sur la concurrence, afin d'en contenir les procédés dans la limite du juste et de l'intérêt social. Et c'est ainsi que de libre, ce qu'elle doit être pour se former, la corporation tend par la force des choses à devenir obligatoire, ce qu'elle doit être pour exercer une fonction politique. Que l'on regarde, au lieu de tant discourir sur des abstractions, si ce n'est pas toujours ainsi que les choses se passent dans la pratique !



Le troisième caractère essentiel du régime corporatif est la place qu'il fait au droit de l'Etat. La corporation est comme la commune, un Etat dans l'Etat. c'est-à-dire qu'elle est liée à lui par un contrat moral comportant des attributions et des obligations réciproques. Le pouvoir public ne lui dicte pas ses règles, mais il les homologue pour les maintenir dans la sphère d'une utilité propre qui ne soit pas au détriment de l'utilité publique, en même temps qu'il en protège l'application contre des difficultés matérielles ou des oppressions du dehors.

S'agit-il non plus seulement de conserver, mais de promouvoir des corporations, comme chez nous en ce moment, l'action du pouvoir public doit être pleine de sollicitude ; son rôle est alors celui d'un tuteur vigilant, qui supplée par lui-même aux soins administratifs que ne peut encore prendre son pupille et qui prévoit et prépare son avenir. Ont-elles atteint leur matu-

rité, le pouvoir public ne se fait plus sentir que par la promulgation de lois qui coordonnent ces nouvelles forces autonomes avec l'ensemble des institutions sociales et politiques.

Il y a en effet une grande différence entre administrer un pays et le gouverner, ou plutôt un pays ne devrait jamais être administré, mais chacun de ses éléments devrait l'être par lui-même dans le cadre fourni par les lois. Or ce n'est pas *a priori* que l'on peut déterminer où finit le rôle autonome de la législation nationale et où commence celui de l'administration. Cela dépend des mœurs et des circonstances ; ce qu'il importe tout d'abord, c'est que ces deux notions ne soient pas confondues dans l'esprit de ceux qui traitent de la question sociale, afin que, dans leur juste aversion pour la centralisation bureaucratique, ils n'oublient pas le rôle que la législation joue dans toutes les civilisations. Ainsi il peut exister des chrétiens sous une législation païenne, mais il ne peut se former une société à mœurs chrétiennes, et cela se vérifie aujourd'hui, hélas ! comme au temps des Césars romains.

Lorsqu'il s'agit des intérêts de la production, il est une raison d'Etat qui, loin d'être en désaccord avec les considérations humanitaires auxquelles on a voulu rattacher le libre échange, s'en inspire cette fois justement. C'est celle qui fait un devoir au gouvernement de défendre ces intérêts contre l'étranger, moins par une guerre de tarifs douaniers que par un accord qui fixe cette tarification au nécessaire pour protéger dans une juste mesure non seulement le marché au point de vue économique, mais encore le travail national au point de vue social. Ainsi le pouvoir qui impose des restrictions aux procédés de la fabrication à raison des ménagements dus à la population ouvrière, doit diriger ses relations avec l'étranger de manière que les procédés inhumains de concurrence qu'il interdit à l'intérieur ne viennent pas peser de l'extérieur sur ses nationaux. On a souvent fait des guerres pour ouvrir un marché à un produit délétère, comme le sont physiquement l'opium pour la Chine et moralement nombre de produits européens pour les pays primitifs. Ne serait-il pas plus chrétien de n'en entreprendre que pour protéger l'humanité là où elle est indigne-

ment exploitée par la cupidité de quelques-uns ? Il y a la traite des blancs comme celle des noirs ; elle s'exerce à nos frontières même dans des pays où les femmes travaillent dans les mines ainsi que des bêtes de somme, comme en Belgique ; dans d'autres où la journée de travail dure jusqu'à 16 heures dans certaines manufactures, selon une enquête officielle en Moravie ; d'autres où le salaire des femmes employées dans l'industrie est absolument insuffisant pour leur procurer le strict nécessaire, comme en Angleterre ; d'autres enfin où certaines classes ouvrières sont tellement misérables que l'espèce humaine en est dégradée, comme en Allemagne.

Voilà une campagne autrement noble à soutenir pour un prince chrétien que celle des guerres de la Révolution qui ont bouleversé la face de l'Europe pour lui inoculer Dieu sait quels ferments antisociaux ; et une politique dont la générosité, bien qu'intéressée, mériterait bien autrement la faveur des peuples, au relèvement desquels elle tendrait en même temps qu'à la protection de ses propres nationaux. Au reste elle pourrait sans doute se poursuivre sans violences, car à nos portes mêmes un petit Etat comme la Suisse a su protéger par un ensemble de lois et de tarifs sa population industrielle relativement nombreuse et florissante.

Nous voici loin, il semble, de notre objectif, l'examen du régime corporatif en son principe ; mais tout se tient, et la solidarité qu'il crée entre les ateliers de travail ne saurait vivre que de la solidarité nationale, et mieux encore de la solidarité chrétienne.

III

Après avoir exposé ci-dessus ce que nous croyons être le principe du régime corporatif, — la reconnaissance d'un droit propre tant pour l'individu de chacune des classes qui concourent à la production que pour chacun des degrés de l'association formée entre ces éléments depuis la corporation jusqu'à l'Etat, — il convient maintenant d'examiner quelles sont les

pratiques fondamentales qui donnent un corps à ces droits, en n'en retenant ici, bien entendu, que les points essentiels, et laissant de côté les formes d'application qui conviennent à l'une ou à l'autre des conditions du travail.

Il nous paraît que ces pratiques fondamentales se rapportent à trois chefs essentiels à la corporation :

L'existence d'un patrimoine corporatif participant à la prospérité de l'industrie ;

La constatation de la capacité professionnelle de l'entrepreneur comme de l'ouvrier ;

La représentation de chaque élément intéressé dans le gouvernement de l'ensemble.

Nous allons les examiner successivement.



L'existence d'une corporation est tellement liée à celle d'un patrimoine corporatif indivisible et inaliénable que cette première pratique fondamentale ne donnerait lieu à aucune observation, si la difficulté ne se reportait pas sur la question de la formation de ce patrimoine. Question capitale, car si la constitution d'une telle propriété de l'association est indispensable, et si sa quotité doit être à raison des besoins de toute sorte auxquels elle doit subvenir, chômages, pensions, secours, écoles professionnelles, etc., sa solution ne saurait être laissée entièrement à l'arbitraire. A une institution facultative, il suffit d'expédients facultatifs, mais à une institution nécessaire, il faut des contributions réglées.

La plus logique de ces contributions est celle d'un prélèvement sur la production, non plus en raison de ses bénéfices dont la réalisation est un acte commercial du domaine propre de l'entreprise, mais en raison de sa quantité évaluée au prix de revient. Dans le décompte à établir, il est aisé de faire porter une part égale de la contribution à l'entreprise et au travail, chacune des parties apportant pour cela gratuitement, qui l'outillage et selon les cas la matière première, qui la main-

d'œuvre. On peut encore concevoir la mesure de cette contribution fournie par le temps, comme par exemple serait dans une production uniforme une demi-journée par semaine.

Quel que soit le procédé, on voit que le système est celui d'une participation du fonds corporatif à la prospérité de l'industrie. Il reçoit déjà en partie son application dans nombre d'exploitations agricoles, où les ouvriers employés en permanence à la culture reçoivent un tantième de fruits récoltés ; il s'agit seulement de capitaliser ce prélèvement au lieu de le distribuer individuellement. Dans les sociétés industrielles par actions on peut affecter à la formation de ce fonds de réserve un certain nombre d'actions, en y faisant entrer une retenue sur le salaire normal, qu'il est toujours aisé d'évaluer en parts d'actions, pourvu que l'ouvrier soit lié par un engagement ou n'entre en participation à la caisse qu'après un certain temps. Qu'on veuille bien retenir, en passant, cet artifice de calcul qui permet d'évaluer le travail en capital, parce qu'il peut être l'origine de bien des arrangements tendant à substituer entre l'entrepreneur et l'ouvrier le contrat de société au contrat de louage, et à donner ainsi satisfaction à un desideratum du parti ouvrier sans léser aucun intérêt légitime.

Nous n'avons d'ailleurs pas la prétention d'indiquer ici aucune des mille combinaisons déjà en usage entre les facteurs de la production, mais seulement l'intention de rappeler que les procédés, pour créer un fonds corporatif qui se développe au fur et à mesure des besoins, ne sont pas à inventer, mais simplement à employer d'une manière plus constante et dans un but spécial, celui de conduire l'ouvrier, qui peut difficilement arriver à la propriété individuelle, à obtenir au moins et d'une manière assurée les avantages de la propriété collective.

Ce n'est que justice : si la propriété doit être considérée comme une des bases de la société, c'est à la condition qu'elle soit accessible en une forme ou en une autre à toutes les classes sociales, et qu'on ne voie plus subsister la classification en propriétaires et en prolétaires créée par le régime moderne.



Le capital n'est pas d'ailleurs l'unique forme de propriété dont un homme puisse tirer légitimement avantage en vertu d'un droit propre. La possession d'une carrière, d'un métier, peut aussi revêtir le caractère d'une propriété quand elle est garantie par la loi, c'est-à-dire quand elle constitue un droit propre à qui l'a acquise, qu'elle lui ouvre un privilège, et qu'elle ne peut lui être enlevée que par jugement.

Or nous croyons trouver ces caractères dans un brevet de capacité professionnelle délivré selon certaines règles à tous les agents de la production, aussi bien à l'ingénieur qu'à l'ouvrier, et sans lequel nul ne peut être membre actif de la corporation ni s'élever au-dessus du dernier rang de la hiérarchie professionnelle.

Le manouvrier, en effet, le simple manoeuvre, ne possède pas à proprement parler de métier; c'est sa force qui est employée et non son habileté, mais cette condition du travail tendra toujours à diminuer avec les progrès de la mécanique qui fournit la force et n'exige plus de l'homme que la direction. Dès que cet homme a acquis une habileté propre, que ce soit celle de mener un attelage, de confectionner un habit ou de conduire un métier, il possède véritablement un état, selon l'ancienne expression du langage, et cet état doit lui être garanti par l'ensemble d'institutions que nous comprenons sous la désignation de régime corporatif. De plus, il doit pouvoir s'élever dans cet état par son habileté et sa bonne conduite aussi loin qu'il peut conduire, c'est-à-dire passer de compagnon maître, l'un et l'autre degré dans l'état constatés par un brevet qui lui reste et lui assure certains avantages indépendants de l'emploi qu'il occupera momentanément.

Ces mêmes principes s'appliquent à la condition d'ingénieur; en même temps que la corporation industrielle par exemple n'emploiera que des ingénieurs brevetés, elle ouvrira par des écoles professionnelles l'accès de cette carrière, sinon à de

simples ouvriers, au moins à leurs enfants, offrant ainsi au plus humble de ses membres de saines et légitimes perspectives de progression dans le rang social.

Tout cela s'est longtemps pratiqué dans notre pays et dans toute l'Europe, et tend à y reparaitre : ainsi, en Autriche, le législateur, en rétablissant le régime corporatif pour les arts et métiers, a rétabli en même temps l'exigence de la production du « chef-d'œuvre » ou, en son équivalence, d'un certificat d'études professionnelles, pour pouvoir exercer la direction d'un atelier ; de plus, cette mesure paraît devoir s'étendre à d'autres industries que celles des métiers, fussent-elles purement commerciales : il y a en effet autant d'intérêt pour l'honneur de la profession que pour la sécurité de la clientèle à ce qu'un marchand connaisse la qualité des objets de son négoce et en soit responsable aussi bien que le fabricant.

Là où le régime corporatif ne fonctionne pas, et où pourtant on ne veut pas tout abandonner à la lutte des intérêts individuels, comme en Prusse par exemple, certaines exploitations privées mais qui intéressent plus directement la nation, telles que les mines, les forêts, ne peuvent être dirigées que par des ingénieurs brevetés, et qui doivent soumettre leur plan d'exploitation annuel à l'homologation administrative. Il est question d'une semblable mesure pour les grands domaines agricoles de la Hongrie, lorsque la mauvaise gestion des propriétaires arrive au point d'être ruineuse non seulement pour eux, mais pour le pays.

Notons, en terminant, que nos exemples de cette intervention de l'État, qui paraîtra abusive, sont pris dans des pays où elle est devenue nécessaire malgré l'existence de corporations libres, tandis qu'elle serait bien plus normalement suppléée par le régime corporatif dit obligatoire. Celui-ci est le seul, en effet, contrairement à ce que l'on dit si souvent sans réflexion, où la corporation soit ouverte à quiconque en remplit les conditions. Les corporations libres, au contraire, sont par là même fermées, et il devient dès lors difficile que l'État abdique entre leurs mains l'exercice d'une juridiction étendue.



Ce mot de juridiction que nous venons de prononcer doit être, nous l'avons dit, l'objet d'une particulière attention, comme correspondant à une notion fondamentale du régime corporatif. En effet, une société n'est pourvue de toutes les conditions d'existence indépendante nécessaire à son autonomie que si elle possède dans son sein même les trois pouvoirs qui, selon Montesquieu, constituent le mécanisme du gouvernement : le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif. Autrement dit, la corporation édicte ses règles, juge les contestations entre ses membres, et administre son patrimoine par des délégués choisis dans son sein.

Si ces principes sont admis, il faut reconnaître qu'ils ne reçoivent leur juste application qu'autant que tous les éléments de l'association participent à son gouvernement, non pas selon le nombre des individus, mais selon l'ordre des fonctions sociales. Leur société par ainsi ne sera parfaite que si elle réunit tous les éléments qui concourent à son but. Or le but d'une association de travail étant la production, il faut reconnaître que tous les agents nécessaires ou immédiatement intéressés à la production doivent y figurer — ce qui différera suivant la nature et les conditions du travail dans l'application du principe.

Ainsi dans la grande industrie on distingue aisément trois sortes d'agents : le capital, formé le plus souvent par une société d'actionnaires ; la direction, représentée par un certain nombre de directeurs et d'employés ; la main-d'œuvre, par les ouvriers. Dans l'agriculture, on rencontre de même le plus souvent trois intéressés : le propriétaire, le fermier, régisseur ou métayer, et le serviteur ; dans les arts et métiers, au premier aspect on n'en aperçoit que deux, qui correspondent aux anciennes dénominations de maître et de compagnon. Mais si l'on considère la transformation actuelle du marché, on reconnaît que les métiers n'ont guère pu résister à la concurrence de la

manufacture que lorsqu'ils travaillent pour le client et non pour le marché, comme cela arrive le plus souvent dans les arts du vêtement ou du bâtiment; et dès lors on peut dire que cette clientèle agit par sa commande sur l'entreprise comme l'actionnaire sur l'activité industrielle par la prestation du capital, et qu'ayant ainsi sa fonction dans la production, elle peut légitimement et utilement être représentée dans l'organisation corporative. — Du moins nous avons admis ce fait dans nos premiers essais de restauration des anciennes corporations, et « le comité d'honneur » — ainsi que nous avons plus ou moins heureusement désigné le groupe de bienfaiteurs que nous formons pour protéger les premiers pas de nos fondations — est pour nous dans la pratique un élément indispensable.

Quant au jeu réciproque de ces trois éléments dans le conseil qui gouverne la corporation, le rétablissement du « vote par ordre » — chacun d'eux étant représenté par un seul suffrage — est un trait par lequel nous dépassons en netteté et en art pratique tout ce qui a été présenté par ailleurs comme plan de réorganisation des corporations, y compris les études si remarquables d'ailleurs de M. Lœsevitz d'après M. Mazarcz.

Ce sujet comporte encore bien d'autres remarques, mais il faut se hâter, après avoir rappelé le principe vital et les pratiques fondamentales du régime corporatif, d'arriver à l'examen de ses avantages.

IV

Les avantages du régime corporatif, dont nous poursuivons la substitution au régime actuel dit de la liberté du travail, sont, selon nous, l'arrêt de la décadence économique par la loyauté de la concurrence et la prospérité du métier ; — l'arrêt de la décadence morale par la conservation des foyers et le retour à la vie de famille ; -- l'arrêt de la décadence politique

par le rétablissement pour chacun de la possession d'état. Nous allons essayer de le montrer.



La liberté du travail, autrement dit le capitalisme, n'épuise pas moins la nature que l'humanité et n'est pas moins nuisible à la production qu'au producteur. Le capitalisme est le système aujourd'hui pratiqué dans toute l'économie sociale qui ne tend uniquement qu'à faire porter des rentes au capital, et pour cela qu'à diminuer le prix de revient du produit en se procurant au meilleur marché possible la matière première et la main-d'œuvre, et employant au produit le moins possible de l'une et de l'autre en qualité comme en quantité. Voici comment le problème social réduit à cette simplicité se traite journellement : un fabricant habile et consciencieux livre un bon produit ; une maison de commerce le commande et se fait ainsi un bon renom et un bénéfice suffisant, mais dès que le prix est fait pour le public et le débit assuré, soit une maison rivale, soit elle-même n'a plus qu'un effort : obtenir à meilleur compte un produit semblable en apparence, en y employant une main-d'œuvre et une matière de moindre qualité ; dès lors le fabricant est perdu s'il veut conserver ses bons ouvriers et la loyauté de sa fabrication, à moins qu'il ne se retire à temps, et, en prévision de cette nécessité d'amasser en quelques années pour toute la vie, n'ait par avance surélevé ses prix.

La concurrence, dit-on, est l'âme de la production, mais elle existait aussi bien jadis, même avec le monopole corporatif, qui, d'une part, ne permettait pas la surélévation au delà du juste prix parce que les magistratures publiques y veillaient, et d'autre part ne tolérait pas la décadence du produit parce que les jurandes y tenaient la main. Il y avait concurrence entre les maîtres de la même corporation à qui livrerait, aux mêmes conditions de tarif pour la main-d'œuvre, la matière première et la vente, *le meilleur produit*. Tout le monde y gagnait : le client d'être bien servi, l'ouvrier et le maître d'avoir

un état assuré. Et ce n'était pas tant à la liberté du travail que ce régime imposait des freins qu'à la liberté du capital, plus tyrannique aujourd'hui pour le fabricant que pour l'ouvrier, qui en ressent seulement le contre-coup.

Le système de la liberté sans limites du capital a-t-il développé la production, comme on le prétend, aussi bien qu'il l'a avilie ? Nullement : il l'a laissée dépérir sur le sol national en émigrant lui-même là où il trouvait la main-d'œuvre ou la matière première à meilleur marché, et l'on devrait bien faire attention à ce fait, quand on dispute sur la décadence économique de la France, que l'importation annuelle y excède maintenant d'un milliard sur l'exportation, autrement dit qu'on y consomme pour un milliard de plus qu'on n'y produit. Qui donc paie cet excès de production étrangère, si ce n'est la rente du capital français qui est allé féconder d'autres champs d'activité que les nôtres ? Et c'est le plus souvent sous la propre marque de l'industrie française que nos maisons de vente lui substituent la fabrication étrangère ; c'est en Allemagne que se fabrique une bonne partie de « l'article de Paris », et souvent par un double jeu du capitalisme il fausse jusqu'à nos statistiques d'exportation. Ainsi récemment un riche propriétaire viennois, qui avait commandé des tapis en France, voit les ouvriers de la ville venus pour les poser reconnaître leur propre fabrication : la maison de Paris commanditait celle de Vienne et exploitait ainsi à la fois la misère de l'ouvrier viennois et la bonne foi du consommateur aux dépens de la marque et de l'industrie françaises.

Mais qu'on regarde bien les conséquences du système, que la multiplicité des voies de communication qui est son œuvre (ce sont les capitaux français qui ont construit moitié des chemins de fer étrangers) va rapidement porter à son plus haut degré : ce plus haut degré sera de ne plus pourvoir le marché que par les produits des populations les plus misérables ; le coolie chinois deviendra le meilleur ouvrier des deux mondes parce qu'il n'a d'autre besoin que ceux de la bête. Puis comme l'ouvrier, l'ingénieur, l'agent commercial, le banquier lui-même, seront pris au meilleur marché ; et après que le juif de Londres,

de Paris ou de Vienne aura accumulé la richesse publique en faisant travailler ses capitaux en Chine, viendra pour lui le tour d'une lutte inégale contre l'usurier chinois qui ne se donne pas le luxe des palais princiers, des écuries de courses, des fêtes et de la vie à grandes guides. Voilà comment une décadence irrémédiable attend dans l'ordre économique la civilisation de l'Occident au bout de cette voie de la liberté du travail, où elle s'est engagée avec la doctrine de ses philosophes pour flambeau, la science de ses économistes pour guide, et la puissance de ses capitalistes pour ressort.



Le régime corporatif n'est pas moins nécessaire pour arrêter la décadence dans l'ordre moral que dans l'ordre économique, car le régime de la liberté du travail a été tout d'abord celui de la destruction de la famille ouvrière. Qu'on veuille bien lire le livre que vient de publier un prêtre d'Alsace, M. l'abbé Cetty, sur la désorganisation des foyers et la corruption des mœurs dont il suit des yeux le progrès dans les centres manufacturiers de cette province, si justement renommée pourtant non seulement par l'état florissant de son industrie, mais encore par tous les sacrifices consentis et toutes les œuvres philanthropiques créées par les chefs d'industrie en faveur de leurs ouvriers. Cités ouvrières, habitations cédées en propriété, caisses de secours, de retraite, sociétés de consommation, bibliothèques, écoles, tout en un mot ce que l'économie charitable met de remèdes au service de la question ouvrière y est demeuré impuissant à arrêter la décadence morale due à l'insuffisante protection des mœurs dans le régime de la liberté du travail. — Il faut le répéter aussi longtemps que les conservateurs s'obstineront à ne pas voir le mal où il est, ou bien à y chercher des palliatifs impuissants devant un tel vice d'organisation.

L'organisation de la famille ne peut résister à la désorganisation de l'atelier où chacun de ses membres travaille dans

des conditions qui ne tiennent aucun compte des droits et des besoins du foyer. Et l'atelier ne peut être réorganisé en vue de respecter et pour ainsi dire de prolonger l'organisation de la famille que par un commun accord de tous les agents de la production placé sous l'égide des lois. Sans doute celles-ci suffiraient à faire respecter le repos du dimanche, empêcher l'abus de l'emploi des femmes et des enfants, réprimer la séduction, etc... mais elles ne sauraient faire régner cette discipline morale qui repose avant tout sur le respect de la hiérarchie dans la famille comme dans l'atelier. Seule la corporation peut maintenir le père de famille dans sa dignité tout en l'assistant dans ses charges, et la mère de famille à son foyer en le lui conservant, et préparer ainsi aux influences, aux mœurs et aux pratiques de la religion un abri où elles puissent régner communément, c'est-à-dire sans que ce soit au prix d'efforts héroïques qui seront toujours rares. C'est la pensée et l'expression même de l'abbé Cetty que nous reproduisons ici, et s'il nous fallait plus que la parole d'un prêtre pour couvrir cet aspect de la question religieuse, nous pourrions invoquer le mémoire de Mgr de Ketteler, évêque de Mayence, sur « la question ouvrière et le christianisme ». — Ce n'est pas sans émotion que nous pouvons lire ces lignes qui ont précédé de quinze ans le mouvement catholique en faveur du rétablissement du régime corporatif : « Puisse Dieu dans sa bonté susciter bientôt les hommes qui importeront cette idée féconde des associations de production sur le sol du christianisme, et l'y feront prospérer pour le salut des classes ouvrières ! » — Et les suivantes où la mission de l'Œuvre des cercles, qui a eu la plus grande part à ce mouvement, est si bien tracée : « Autrefois l'Eglise a vu les sacrifices de la noblesse donner naissance à une partie de ses grands monastères. Il me semble que rien ne serait plus chrétien et plus agréable à Dieu qu'une œuvre ayant pour but de créer des associations de production chrétienne dans les endroits où les souffrances des ouvriers sont les plus grandes. Mais avant tout il est nécessaire que l'idée de ces associations, la manière de les fonder, devienne claire et soit examinée sous toutes ses faces. Lors-

« que tout le monde reconnaitra leur importance pour les classes
« ouvrières, que celles-ci même en seront pénétrées, que la
« plupart seront vivement convaincus des grands avantages
« qu'elles offrent, et qu'en même temps on saura sous quelle
« forme et par quels moyens l'idée est réalisable, alors seule-
« ment nous pourrons espérer de voir se multiplier les tenta-
« tives en faveur de leur établissement. »

Et veut-on savoir de quelle manière le grand évêque considérait les tentatives de résoudre autrement la question ouvrière ? Voici ce qu'il en disait à propos des banques populaires, la plus prônée de ces tentatives, dont le promoteur, M. Schulze-Delitzsch, vient de mourir après avoir vu surgir en Allemagne trois mille de ces sociétés qui n'y ont d'autre lien que celui d'un intérêt d'argent : « Bien des Schulze-Delitzsch apparaîtront
« encore, annonçant le salut aux classes ouvrières, avant que
« la dernière tour bâtie par le dernier d'entre eux s'écroule sur
« elle-même, et que le pauvre ouvrier cesse de faire de nouveau
« la triste expérience qu'il a joué le rôle de dupe et que ses
« espérances étaient vaines. »



Après avoir reconnu dans le régime corporatif le seul arrêt possible à la décadence économique et à la décadence morale, il faut y voir encore l'arrêt à la décadence politique, par la base qu'il offre à une réorganisation sociale sur le principe de la possession d'état pour tous, et de la représentation de tous les intérêts.

Il va de soi que, pour rendre le peuple conservateur, il faut lui donner quelque chose à conserver. Or, c'est exactement l'inverse qu'a fait le libéralisme en supprimant les organisations sociales où chacun avait quelque droit propre et quelque état assuré. Depuis ce temps, les mécontentements sont permanents, les révolutions chroniques, parce qu'un état politique stable ne peut s'ériger sur un état social instable, le premier n'étant que le couronnement de l'édifice formé par

la société dans les limites de la nation. Ailleurs dans ces notes nous avons insisté sur la distinction fondamentale entre l'État et la société; ici il faut considérer la connexité de ces deux organismes; l'État ne fonctionne que pour la conservation de la société. Mais si cette société elle-même est troublée, si ses membres ne veulent pas la conserver et la rendent ainsi intenable, alors la mission de l'État devient impossible à remplir, et le peuple qui ne voit que lui, parce qu'il est comme la forme extérieure de la société, le prend en haine par mécontentement de celle-ci et ne songe qu'à le renverser.

C'est à ce résultat qu'est arrivé le libéralisme depuis un siècle qu'il gouverne les anciens États de la chrétienté; le mécontentement du peuple croît en sens inverse de ses promesses et en mesure directe de ses progrès, et toutes les belles phrases du monde ne peuvent empêcher la constatation de ce fait historique, pas plus que retarder l'évolution sociale qui fera passer le monde du régime de l'anarchie libérale à celui du despotisme socialiste, parce que ce sont là deux périodes d'une seule et même maladie, celle qui envahit le monde de temps en temps, et dont la dernière apparition fut celle de 1789. Le libéralisme a engendré le socialisme par la logique de ses principes et par la réaction contre ses pratiques; l'évolution est beaucoup plus avancée qu'on ne pense, et ce n'est plus à la première phase du mouvement qu'il s'agit de mettre un arrêt mais à la seconde.

Le régime corporatif, pris pour base de la réorganisation sociale, n'est donc pas à moitié chemin entre les deux, comme on l'a dit légèrement, car il ne tient absolument de l'un ou de l'autre ni dans ses principes ni dans ses formes. Il n'est pas davantage du socialisme chrétien, car l'accouplement des deux mots est un non-sens dans notre langue où le mot socialisme n'a qu'une acception mauvaise, mais bien du christianisme social, ou, sans pléonasse, du christianisme. C'est parce qu'il incarne vraiment en place des principes de la Révolution ceux du christianisme — comme cela ressort pour nous en particulier de ce fait que c'est uniquement par déduction de la doctrine de l'Église que nous sommes arrivés à en reconnaître

les principes et à en apercevoir la vertu, — qu'il contient en germe le salut social.

Mais pour que ce germe prenne tout son développement, il faut que l'application en soit faite de la manière la plus complète ; ce n'est pas seulement aux diverses conditions du travail manuel, mais à toute l'activité sociale qu'il doit s'appliquer, parce qu'il recèle le seul principe vraiment conservateur d'un ordre démocratique à la base et aristocratique au sommet, c'est-à-dire de l'ordre naturel.

Cette pensée n'est pas de nous, pas plus qu'aucune à peu près de celles qui ont été émises ici, mais nous la trouvons ces jours derniers énoncée en termes formels dans les mémoires du prince de Metternich (lettre au marquis de Saint-Aulaire, 1834) comme dans les manifestes de M. le comte de Chambord (lettre sur les ouvriers, 1867) et dans les publications du républicain M. Mazaro; si bien qu'un homme d'État étranger venu à notre assemblée nous disait, en attirant notre attention sur cette concordance entre des langages d'origine si diverse, qu'il y avait là un puissant indice non seulement de vérité pour cette doctrine, mais d'avenir.

V

Il faut conclure : si le régime corporatif repose sur un principe aussi éminemment social que nous avons essayé de le montrer, si ses pratiques fondamentales sont aussi acceptables et ses avantages aussi étendus, sa revendication doit être une excellente arme de combat contre la Révolution qui l'a aboli jadis.

Nous allons en effet montrer que cette revendication intégrale suffirait à doter le mouvement catholique d'un programme dans la question sociale, puis à lui ouvrir l'action politique en amenant les partis à se prononcer pour ou contre sa bannière et enfin à tenir en échec les forces révolutionnaires du dehors comme celles du dedans.



La revendication intégrale du régime corporatif est à elle seule, disons-nous d'abord, un programme dans la question sociale. — En effet, sa destruction a été la conséquence d'un programme exprimé très nettement en une ligne par l'auteur de la loi de 1791 : « Il ne doit pas être permis aux citoyens de certaines professions de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs, ... c'est à la nation à fournir des travaux à ceux qui en ont besoin pour leur existence et des secours aux infirmes. » Que ce soit là un programme, celui de la Révolution, cela saute aux yeux, et le secrétaire général de l'Œuvre n'a eu qu'à le rappeler, lorsque le 12 juin dernier il est monté à la tribune de la Chambre des députés pour exposer le programme inverse dans la question ouvrière, à savoir que ce n'était pas à la nation mais aux corporations que revenait le soin de l'organisation du travail en faveur des travailleurs, — à des corporations d'une constitution déterminée, en faveur desquelles devait être constitué un privilège spécial comme acheminement vers le régime corporatif.

Pour apercevoir comme quoi c'est là pour la première fois doter le mouvement catholique français d'un programme dans la question, il suffit de remarquer que toutes les fois qu'elle s'était posée les législateurs de ce même côté du parlement étaient restés muets, sauf notre confrère M. Keller, et avaient voté dans le sens libéral. A quoi tient cet étrange et triste phénomène ? Au point de départ même de la question, à ce que le comte de Mun a formulé ainsi qu'il suit :

« La situation sociale créée par l'abandon du régime corporatif a reçu un nom : c'est l'individualisme, et c'est la plaie qui ronge du haut en bas notre société moderne ; mais nul n'en a souffert et n'en souffre plus cruellement que l'ouvrier, parce que nul n'a plus besoin que lui qui est faible, pour qui la question sociale devient presque toujours une question de subsistance, nul n'a plus besoin que lui d'être protégé et

« de trouver dans les institutions sociales la compensation à ses misères. »

Or, parmi les actes de courage qui marquent la vie de notre ami, ce n'est pas le moindre que d'avoir ainsi repris, à l'encontre du courant d'opinion chez presque tous les catholiques de ce côté du Rhin, la thèse qui ouvre par cette ligne mémorable les écrits du célèbre évêque de Mayence qui le premier posa la question ouvrière sous son vrai jour : *« La question ouvrière est essentiellement une question de subsistance. »*

Dans la quinzaine d'années qui s'est écoulée entre la parole de Mgr de Ketteler et celle de notre ami, on s'était d'abord complu à dire que la question ouvrière était essentiellement une question de vertu de la part des ouvriers, et à en attendre la solution du développement des œuvres ouvrières, c'est-à-dire des efforts de quelques prêtres ou laïques dévoués à exercer un apostolat particulier envers les rares ouvriers qu'ils pouvaient atteindre. Puis on s'aperçut qu'elle pourrait bien être aussi une question de vertu chez les patrons, et l'un d'eux, notre cher Léon Harmel, donna à leur rappel aux devoirs chrétiens l'éloquence d'une parole de feu et d'un exemple plus admirable encore. Mais ni le premier ni le second mouvement de la charité ne firent faire grand pas à l'apaisement de la question ouvrière, parce que si l'esprit de charité est la condition de cet apaisement, l'esprit de justice doit en poser le principe, et que ce principe est celui d'un ordre social qui rétablisse organiquement dans les rapports de leurs droits et de leurs devoirs réciproques les trois agents de la production : le capitaliste, l'entrepreneur et l'ouvrier. Il faut que le régime corporatif soit assez strict en ses mailles pour ne pas enserrer que les deux derniers éléments, mais retenir aussi le capital qui est au travail comme l'eau au poisson. Il faut donc que ce régime soit constitué par une loi d'État, et non pas seulement facultatif et livré à la seule bonne volonté des intéressés les plus faibles par respect pour la liberté du plus fort, le capitaliste.

Celui-ci avait réussi de nos jours à substituer à la religion chrétienne, quand il s'agissait de s'en inspirer pour traiter des affaires de Sa Majesté, la religion du Veau d'or. Il faisait

dire couramment que celui-là était un utopiste des plus extravagants ou un socialiste des plus dangereux, qui se permettait de rappeler que les docteurs de l'Église avaient enseigné en matière de rôle du capital tout autre chose que la liberté de faire suer l'argent *ad libitum*.

C'est pourtant pour ne pas avoir osé revendiquer ces principes de l'Église et se poser franchement sur ce terrain, que l'enseignement distribué en matière d'économie politique même par des catholiques très fervents a manqué trop souvent jusqu'ici de netteté et de conclusions ; qu'il n'a pas rompu suffisamment avec l'école libérale pour faire école lui-même, pas frappé l'opinion, pas entraîné même ses propres auditeurs, la jeunesse élevée dans les écoles catholiques, et que finalement ce n'est ni un légiste ni un économiste, mais un tout autre homme, celui que l'on sait, qui a dit à son pays au bon moment le mot juste : « Pour l'ouvrier la question sociale est question de subsistance », et qui lui a indiqué pour solution le régime corporatif.

Seulement, tandis qu'il devint ainsi l'émule des comtes de Blome, de Belcredi, du prince de Liechtenstein, qui, les premiers de notre époque, ont fait entendre et acclamer ce langage à un parlement, loin d'être soutenu comme eux par une saine préparation de l'opinion publique et par un mouvement de pétitions ouvrières, il a paru à la tribune presque isolé, n'ayant recueilli à l'appui de son amendement les signatures que de trente-deux collègues et de quelques milliers de membres de l'Œuvre.

Il faut bien le reconnaître, son langage n'est encore l'expression que de la pensée d'une poignée d'hommes, dont les efforts depuis onze ans n'ont été ni suivis ni même compris. Nous pouvons dire que nous avons doté le mouvement catholique français tout au moins d'un commencement de programme dans la question sociale ; nous ne pouvons encore dire qu'il ait fait vraiment sien ce programme. Nous avons pris position pour lui sur le champ de bataille où se jouent les destinées de notre pays, et l'on peut dire de la civilisation chrétienne ; nous y avons porté sa propre bannière ; c'est à

lui maintenant d'y rallier. Et c'est l'œuvre tout d'abord assignée à ceux qui y exercent l'enseignement, que de le dégager nettement des voies du libéralisme en économie sociale comme dans le reste, et de faire resplendir ainsi cette parole prononcée au Vatican : « La science est un don qui doit ramener à Dieu. »



Le jour où les catholiques français se seront ralliés franchement sur un programme dans la question sociale, ils se seront ouvert l'action dans le champ politique; plus encore, ils s'y seront préparé la suprématie si leur programme est juste, parce que les triomphes de l'erreur ne sont pas éternels, et s'il est visiblement topique, parce qu'aux maux sociaux il faut offrir des remèdes sociaux, et que la société qui sent enfin son mal est lasse des politiciens qui se bornent à lui offrir chacun leur médecine — qui l'Empire, qui la République, qui la Monarchie — mais se taisent tous sur le traitement qui importe cependant autant que le médecin.

Il y a toujours eu en France des catholiques convaincus que la source de toutes les vérités fondamentales de l'ordre social est dans la doctrine de l'Église, mais leur nombre a toujours été diminuant depuis l'époque de la Ligue, où ils sauvèrent l'unité nationale; successivement les erreurs du jansénisme, du gallicanisme, et finalement du soi-disant catholicisme libéral, s'infiltrant dans le clergé lui-même, avaient affaibli le parti, si bien que de notre jeunesse on avait vite fait de citer, je ne dirai même pas ses hommes d'État, mais ses écrivains, depuis le comte de Maistre, le vicomte de Bonald, Blanc de Saint-Bonnet, jusqu'au cardinal Pie, à M. Keller et à Louis Veuillot. Le parti catholique (car la Ligue n'était pas autre chose) avait toujours décliné avec l'affaiblissement des doctrines romaines et le triomphe des doctrines libérales en religion, en politique et en économie sociale, — et c'est là, notons-le en passant, la réponse à faire au reproche adressé par les conser-

vateurs protestants à l'Église d'avoir perdu plus de terrain que toute autre devant la Révolution ; c'est qu'hélas ! ç'a été moins devant les attaques de ses ennemis qu'elle a perdu ce terrain que par suite de l'abandon de ses enfants, de ceux qui se disaient et voulaient se croire encore ses fidèles, et ne l'étaient plus que de cœur, mais non d'esprit.

Si bien qu'après une longue éclipse on ne vit renaître en France de parti catholique qu'à la suite des désastres nationaux, où son premier acte vraiment caractéristique fut le vœu national au Sacré-Cœur. L'Église le bénit, encouragea la floraison d'œuvres et de manifestations de toutes sortes qui signalèrent cette renaissance, et entre lesquelles nous avons droit de citer l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers ; mais elle s'abstient encore de l'engager dans la lutte contre la Révolution autrement que par la protestation contre ses attentats croissants. Les protestations contre la dispersion des congrégations religieuses et contre la laïcisation de l'enseignement public furent l'expression de cette politique encore négative, mais qui servit du moins au parti à se compter et à rappeler à l'opinion publique l'existence d'autres droits que les soi-disant « droits de l'homme ».

Dans cette première période, il n'est pas question pour le parti d'autres droits que de ceux de l'Église. Le droit politique, le plus complexe de tous et le plus facilement faussé par les passions, demande une éducation plus mûre pour en retrouver la notion exacte que ne peut l'être celle du jeune parti, et le droit social lui-même lui paraît difficile à saisir et à revendiquer. Mais comme cela a été dit de tous les courants humains, de la période de la critique il va falloir passer à celle de l'affirmation, et là, en matière de questions sociales, on sent l'Œuvre des cercles engager peu à peu le mouvement, jusqu'à l'éclosion de la troisième période, celle où se formulera le programme d'action.

Le degré actuel de cette progression est plus ou moins difficile à déterminer, surtout par ceux qui sont eux-mêmes dans le mouvement ; mais l'observateur en trouvera un indice caractéristique dans les sentiments exprimés à l'un des der-

niers congrès catholiques régionaux. Le programme du congrès portait cette question : *De la résistance à l'action antichrétienne des sociétés secrètes*. La commission compétente émit l'avis que : « le seul moyen pour les catholiques de résister efficacement à « l'action antichrétienne des sociétés secrètes est de travailler « par les moyens politiques à enlever à ces sociétés le pou- « voir civil qu'elles détiennent et à faire passer ce pouvoir « aux mains d'un gouvernement catholique. » Elle émet encore au même sujet le vœu « que les catholiques étudient davantage toutes les questions sociales, et préparent ainsi la restauration complète de l'ordre social chrétien, en en rétablissant tout d'abord en eux-mêmes puis au dehors la notion intégrale ». — Ces vœux ne furent pas, par des motifs d'une prudence très légitime, soumis à la sanction du congrès, mais les paroles n'en étaient pas moins dites, et les réunions qui suivront ou bien devront se porter sur ce terrain-là, ou échouer faute d'intérêt : le siècle a marché, et après avoir longtemps marché pour nos adversaires, c'est contre eux qu'il marche aujourd'hui, soit sous la bannière du socialisme, soit sous la nôtre.

Remarquons d'ailleurs que le mouvement ne connaît pas de frontières, et que la France est précédée dans ce sens par bien d'autres peuples catholiques ; nous aimons à citer un exemple pris dans notre race, en extrayant d'un programme aux élections politiques du Canada ce qui suit : « L'adhésion pleine « et entière aux doctrines catholiques romaines en religion, « en politique et en économie sociale doit être la première et « la principale qualification que les électeurs catholiques « devront exiger du candidat catholique. C'est le critérium le « plus sûr qui devra leur servir à juger les hommes et les « choses. » (*L'Ass. cath.* du 15 avril 1881.)

Le jour peu éloigné où les catholiques français prendront cette attitude et en traduiront l'inspiration par un programme social tel que celui dont le comte de Mun vient de leur fournir avec éclat le point de départ, ils n'auront plus à craindre de se compromettre à la suite d'un parti politique ; ils inféoderont au contraire à leur politique celui des partis

en présence qui peut la suivre, et deviendront enfin ainsi redoutables à la Révolution. — C'est du moins ce qui fut opposé à la motion de notre ami par l'orateur de la majorité de la Chambre que l'on sait, M. Lockroy : écoutons ce langage sans nous arrêter aux effets de mots qui sentent plus l'auteur dramatique que l'homme d'État :

« C'est sous prétexte d'ordre social et de liberté que l'honorable M. de Mun vient demander aujourd'hui de défendre la classe laborieuse contre l'exploitation républicaine et de remettre ses intérêts entre les mains des patrons et des chefs de cercles catholiques d'ouvriers ! C'est sous prétexte de liberté et d'ordre social qu'on vient nous demander de faire tomber une à une toutes les barrières que la Révolution avait élevées pour nous défendre contre les empiétements des classes aristocratiques. Et c'est en un mot du prétexte de la liberté et de l'ordre social qu'on se sert, comme on s'en est toujours servi, pour faire réussir les entreprises de réaction politique et de domination cléricale. Or jamais, peut-être, il n'y a eu une entreprise de ce genre plus éloquemment défendue, plus habilement conduite et plus dangereuse pour la société » (RÉVOLUTIONNAIRE).



C'est sur cette parole échappée à l'inquiétude d'un révolutionnaire qu'il nous plaît de fermer ces considérations, à chaque point desquelles nous en laissons bien d'autres à rattacher. Mais à ce dernier moment nous ne résistons pas à jeter un coup d'œil sur l'état actuel de la Révolution en Europe. Elle y possède un état-major, la secte maçonnique, et deux forces organisées, prêtes à se dévorer entre elles quand elles croiront en avoir fini de nous ; l'alliance des cabinets aux mains des libéraux et celle des associations populaires aux mains des socialistes. Toute la politique européenne tourne sur ces deux pivots : empêcher la restauration des monarchies légitimes, surtout à Rome et en France, pour complaire à la secte maçonnique ; employer la

secte à contenir les mouvements populaires qui renverseraient les autres monarchies ébranlées par la chute de celle-là, et pour cela donner au peuple des satisfactions apparentes en place de droits réels. Programme sans base et sans point d'appui, car la secte n'en est pas un ; maintien de l'ordre impossible lorsque, pour avoir été fauteur ou complice de l'injustice, on a perdu la notion même de la justice et la grâce pour pouvoir en être le ministre.

Nous à l'inverse nous disons : Rendre au peuple les justes garanties qui lui sont dues, et reconstruire sur la base de ses droits restitués l'édifice entier du droit social et politique. Notre programme est catholique dans la source, ce qui fait que nous le voyons surgir sans entente préalable dans tous les pays où la société est lasse d'être exploitée par les libéraux et n'a pas confiance dans la main des socialistes, partout en un mot où la Révolution perd du terrain. Et elle en perd visiblement. Courage donc ! Les partis politiques qui ont soulevé la question sociale périront par elle, et l'avenir n'est qu'à celui qui saura la résoudre.

Un dernier mot : Pourquoi, puisque ce sont les droits du peuple que nous prenons en main, ne pas lui avoir encore fait appel, plutôt que de nous user à faire appel au dévouement de la classe qui a le plus perdu la notion de ces droits ? — Parce que c'est là que la société révolutionnaire s'est formée avant d'envahir ce même peuple, et que c'est la tête du serpent et non sa queue qu'il faut écraser. Il ne nous serait pas malaisé de jouer les prince Kropotkine, de parler aux ouvriers de droits à reconquérir alors que nous ne sommes pas encore les maîtres de les leur rendre, car nous sommes moins « bourgeois », selon leur langage, que ceux qui les exploitent d'une façon ou de l'autre. Mais ce n'est pas ainsi qu'a fait Notre-Seigneur Jésus-Christ, notre Maître et notre Roi : il n'a pas prêché la révolte aux esclaves, mais aux grands que les petits étaient leurs frères et qu'il fallait rendre à chacun ce qui lui était dû, et de là est né et renaitra encore, si Dieu le veut, l'ORDRE SOCIAL CHRÉTIEN.

III

CRISE AGRICOLE OU QUESTION AGRAIRE (1)

I. — Un Congrès international.

Tandis que beaucoup de passions religieuses, politiques ou nationales absorbent dans des luttes de partis l'activité des classes dirigeantes et des gouvernements, il s'accomplit en Europe un phénomène général d'appauvrissement et de destruction sociale qui n'est assurément pas sans rapport avec le principe révolutionnaire de ces agitations, mais qui a pourtant aussi ses causes distinctes et mériterait d'être intrinsèquement pris en considération ; autrement la lutte des partis et la rivalité des gouvernements entre eux ressembleraient trop à un combat d'abordage sur le pont d'un vaisseau qui fait eau dans ses basses œuvres, et finira par couler avec les combattants.

Il s'agit de la crise agricole qui se manifeste avec une intensité croissante dans les États occidentaux, et affecte maintenant le centre et déjà même l'est de l'Europe, par suite de l'arrivage considérable des produits d'outre-mer sur ses marchés alimentaires, sans qu'un échange suffisant s'établisse pour cela sur d'autres branches de production.

La capitale d'un des États les plus atteints de ce fait, mais les plus doués de vitalité pour y résister, parce qu'il possède encore une classe dirigeante dévouée, active et considérée — la ville de Pest, en Hongrie, — vient d'être, par l'initiative de

(1) Association catholique, juillet 1883.

cette classe, et non du gouvernement, le siège d'un congrès international d'agronomie où la détermination des caractères de la crise agricole et des remèdes à y apporter a été abordée avec une grande largeur de vues par des hommes éminents d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, de Suède et d'Italie. Je ne nomme pas parmi ces pays la France, bien qu'elle y fût représentée par son ambassadeur à Vienne, le comte Foucher de Careil, qui est en même temps le président de la Société nationale d'agriculture, et par un directeur au ministère de l'agriculture, M. Tisserand. Je ne la nomme pas, parce que le premier de ses représentants n'y a brillé que par sa présence, et le second que par la production de ce paradoxe : Que la France devait se féliciter de sa situation agricole, puisqu'elle pouvait supporter une perte annuelle d'un demi-milliard sans en être incommodée (1).



Pour qui est dans le mouvement d'idées, je ne dirai pas *moderne*, parce que celui-là commence bien à *dater*, mais dans le mouvement d'idées *actuel*, la surproduction en denrées non plus seulement coloniales, mais continentales, provenant de l'agriculture de l'Amérique, de l'Australie et des Indes, est un phénomène aussi inéluctable et aussi considérable pour les anciens États civilisés que l'a été pour eux la découverte des richesses métalliques du Nouveau Monde.

Ce rapprochement historique, qui s'impose et est même déjà banal, mène à des conclusions qui ont été tirées à Pest avec beaucoup de netteté :

a) La reconnaissance d'une infériorité agricole non pas accidentelle et passagère, mais normale, destinée à s'accroître encore et ouvrant une nouvelle ère économique pour l'Ancien Monde en face du Nouveau ;

b) L'utilité d'une entente internationale entre les nations euro-

(1) V. *Compte rendu du Congrès agricole international de Buda-Pest.*

péennes pour conserver leurs marchés respectifs, à l'exception de la Russie, considérée elle-même comme un pays de surproduction agricole, et de l'Angleterre, qui l'est en partie par son Empire indien ;

c) Le caractère provisoire et forcément insuffisant de la protection douanière même ainsi pratiquée ;

d) L'urgence d'une transformation de l'assiette agricole par une connaissance plus complète du marché, un meilleur équilibre entre ses diverses branches et l'amélioration des cultures ;

e) Le besoin d'une organisation du crédit agricole qui le protège contre la spéculation tout en lui fournissant des ressources suffisantes ;

f) Enfin, d'une manière générale, la nécessité d'organisations économiques au sein des populations agricoles, qui, basées à la fois sur l'association spontanée et sur une législation protectrice, soient aptes à préserver les existences sociales aujourd'hui menacées de disparaître et de tomber dans le prolétariat ;

g) Le devoir pour les grands et moyens propriétaires de prendre l'initiative de ces formations, et pour les gouvernements celui de les y soutenir.



Que si l'on fait la synthèse de ces conclusions, on les ramène à cette idée mère : affranchir les classes agricoles des tributs qu'elles payent à la spéculation et de leur asservissement au spéculateur.

En effet, nous ne sommes pas en présence d'un épuisement fatal du sol qui nourrissait les pères ; leurs fils ont sur eux l'avantage d'une connaissance plus complète des lois de la nature, et celui d'un outillage bien plus puissant au service des procédés agricoles fournis par la science. Donc, tout en tenant le plus grand compte des agents et des méthodes de la culture, ce n'est pas à leur insuffisance qu'il faut attribuer la crise agricole, ni par conséquent dans leur perfectionnement qu'il suffit de chercher le remède.

La cause et le remède adéquat à la cause sont dans le régime économique de la société moderne, et en particulier dans ses rapports avec le régime agricole. Autrement dit, le problème est moins technique que social, ce qu'on exprime généralement, quand on est de cette opinion, en disant qu'il s'agit moins d'une crise agricole que de questions agraires.

Les lois, les coutumes, les mœurs, sont visées par ce mot de *question agraire*, qui ne fait pas d'aujourd'hui son entrée dans l'histoire, mais y a bien au contraire toujours apparu dans les époques où la violation du droit naturel avait faussé les rapports de l'homme avec la terre ou l'harmonie sociale entre les classes agricoles.

La cause première de ces violations a toujours été et sera toujours la cupidité ; seulement, tandis qu'aux temps jadis elle s'exerçait surtout dans les relations des classes agricoles entre elles, aujourd'hui elle s'exerce sur ces mêmes classes par une classe distincte, celle des spéculateurs.

Ce ne sera pas de trop de jeter ici un coup d'œil sur les divers marchés qu'elle exploite, et desquels il faut la bannir en y contenant le jeu des échanges dans les limites du négoce *rég.*



Avant d'aller plus loin, il y a lieu de s'entendre sur une distinction nécessaire entre la spéculation et le commerce. Bien que l'on emploie souvent ces termes indifféremment, ils représentent des actes fort différents : commercer, c'est échanger des marchandises, des valeurs, des réalités en un mot, soit par l'exercice du négoce, qui consiste à en tenir simplement marché, soit par celui du trafic, qui consiste à aller les chercher au pays d'origine pour les livrer aux négociants du pays de consommation. Le commerce doit procurer à ceux qui le font un bénéfice légitime ; il est le grand ressort de la vie économique dans les sociétés complexes, et n'est pas en lui-même plus malhonnête que parasite, puisqu'il correspond à un

besoin normal du travail humain, celui des échanges, et que rien n'empêche — quoique beaucoup de tentations en détournent — d'opérer ces échanges loyalement, c'est-à-dire à valeur réellement égale, ce que l'école d'économie scolastique du moyen âge appelait *au juste prix*.

Mais où le commerce cesse d'être loyal et dégénère en spéculation, c'est, comme le mot l'indique, lorsqu'il ne livre plus que des apparences (*species*) contre des réalités, et qu'il consiste surtout à faire passer dans sa poche le bien des autres, parce qu'alors il pêche directement contre le septième commandement : « Le bien d'autrui tu ne prendras ni retiendras à ton escient. » Or, il y a escient, ou du moins il devrait y avoir scrupule de conscience, toutes les fois que le client du spéculateur se trouve dans une condition de besoin telle qu'il n'a pas liberté d'établir et de réclamer le « juste prix », mais doit souscrire aux conditions du marchand, — prêteur ou courtier, — fussent-elles léonines. Ainsi l'agiotage, selon la définition récente de M. de Courcy à la Société d'économie sociale, est une spéculation et non un commerce loyal, parce qu'il consiste à ne livrer par contrat d'échange qu'une valeur que l'on pense devoir être moindre à l'échéance de la livraison que celle qui fait l'objet du troc. Ce n'est pas un service que l'on aspire à échanger, mais un piège que l'on tend à l'ignorance ou au besoin.

Il y a deux manières de réprimer la spéculation : l'une directe par des lois spéciales ; l'autre indirecte, mais plus efficace, qui consiste, par des organisations sociales, à préserver du besoin impérieux d'y recourir sinon tous les individus, du moins des classes entières qui n'y peuvent aujourd'hui échapper.

II. — Le champ de la spéculation.

Le cultivateur ne connaissait jadis guère d'autre marché pour ses produits que celui de la région même, dont il pouvait alors suivre les mouvements et même prévoir et calculer les

conditions. Aujourd'hui, il se trouve en présence de la concurrence du monde entier et plus particulièrement, nous l'avons dit, du Nouveau Monde, qui prétend être le fournisseur alimentaire de l'Europe en échange de son épargne et des produits de ses industries urbaines. Cette Europe elle-même, du moins dans ses régions occidentales et centrales, ne constitue qu'un marché, mais un marché dont les mouvements sont presque indépendants de la production européenne, et dont les variations et les lois échappent aux prévisions de celle-ci aussi bien qu'à son action.

Il s'établit un prix à peu près uniforme dans toute cette partie de l'Europe pour les produits qui sont l'objet de la concurrence d'outre-mer, parce que cette concurrence rencontre des facilités de pénétration assez égales sur tous les points d'arrivage ; ainsi, la principale des denrées d'importation, le blé, vient faire son prix marchand en Suisse, sur le lac de Constance, qui est comme le centre de figure des pays d'importation, à distance presque égale des ports méditerranéens qui amènent les blés d'Orient ou des Indes, des ports océaniques, et enfin des arrivages par terre venant des plaines du Danube.

Or, comme chacun des « placiers » qui se rencontrent à Rohrschach, représentant les maisons du Havre, de Marseille, de Hambourg, de Trieste, peut livrer à meilleur compte que le producteur français, allemand, autrichien ou italien, c'est entre eux qu'ils établissent la mercuriale que nous devons subir. Seulement, ils l'établissent après un jeu de spéculation colossal ; le blé qu'ils livrent à la consommation a déjà changé vingt fois de mains sans être pour cela déplacé, à Odessa aussi bien qu'à Chicago. Qu'y peut, je ne dirai pas faire, mais seulement voir le cultivateur européen ? Et pourtant, il faut remarquer que l'importation, ainsi maîtresse du marché, ne fournit qu'une très faible part de la consommation, et que l'Europe pourrait se suffire mieux que jamais aujourd'hui, si elle n'était tenue en échec, sur ses propres marchés, par suite de sa transformation en un marché exotique où l'on traite d'elle, chez elle et sans elle.



Les économistes du congrès de Pest, qui considèrent l'Europe comme une unité économique appelée à se protéger contre les spéculations du Nouveau Monde par des tarifs sensiblement prohibitifs, ne se rendent pas moins bien compte de la nécessité d'appliquer le principe de l'autonomie à chacun des Etats qu'ils voudraient voir se liguer entre eux sur le terrain économique, comme le firent jadis les Etats Unis d'Amérique, et répondre au mot d'ordre de Monroe : *L'Amérique aux Américains*, par celui de : *L'Europe aux Européens*.

Il a été formellement reconnu au congrès que chaque Etat doit conserver son autonomie au sein de la fédération économique, en se couvrant par des tarifs différentiels selon les intérêts de sa production combinés avec les besoins de sa consommation, afin de former, lui aussi, pour nous servir du même terme, une « unité économique ». C'est la doctrine de l'économie nationale, formulée par List, par opposition à celle de Smith et de J.-B. Say, — pour ne nommer que les chefs d'école, — et appliquée aujourd'hui par l'Allemagne d'une manière si redoutable pour la France et même pour l'Angleterre.

Un Etat qui n'est pas maître de ses tarifs douaniers ne l'est pas du développement de ses industries, et abdique ainsi sa charge d'assurer le bien-être des populations, charge qui est pourtant sa mission historique non moins que la condition de son existence en droit et en fait. Gouverner, ce n'est pas, dans l'ordre providentiel, « laisser faire, laisser passer », c'est-à-dire étendre une égale indifférence à toutes les existences sociales ; mais, tout au contraire, protéger, favoriser, promouvoir même au besoin les unes, contenir les autres dans un juste équilibre, et finalement combattre et faire disparaître les spéculations nuisibles à la prospérité et à la moralité publiques.

Ces considérations s'appliquent au premier chef à l'agriculture, dont la prospérité est la condition essentielle de la vie nationale : les Etats qui n'ont pas le fondement de leurs res-

sources dans l'exploitation, soit agricole, soit industrielle, de leur propre territoire, n'ont jamais pu prétendre à d'autre rôle et à d'autre durée que n'en possédèrent les républiques commerçantes du moyen âge, et encore les conditions d'alors n'existent-elles plus aujourd'hui.

Le maintien d'unités économiques nationales peut seul opposer un rempart aux déprédations de la spéculation si bien nommée *l'internationale d'or*.



Si le fait de la constitution d'un État en unité économique est plutôt une conséquence de l'ordre historique que de l'ordre naturel, il n'en est pas de même pour une autre unité économique aujourd'hui en voie de disparaître, alors qu'il faudrait, au contraire, la reconnaître et la préserver avec sollicitude ; je veux parler de l'unité économique qui crée un marché local.

Tout groupe de population attaché de temps immémorial à un territoire, et en tirant son entretien dans des conditions déterminées par les facilités naturelles qui ont présidé au développement des industries locales, constitue un marché local. Il importe et il exporte pour sa subsistance des sommes de produits à peu près équivalentes chacune à chacune, et il forme ainsi véritablement une unité économique, moins complète et moins complexe sans doute que celle d'un État, mais qui n'en est, d'une part, que plus aisée à reconnaître, et, d'autre part, que tout aussi nécessaire à conserver, car elle est à cet État comme l'unité simple est à l'unité décuple ou centuple, l'élément premier dont les autres ne sont que la répétition convertie en somme.

C'est au moyen de taxes sur les transports, sur les marchés et sur l'exercice des débitants patentés, que peut surtout s'exercer la protection légale des unités économiques locales. Les octrois répondent à une tout autre conception, qui est purement fiscale : d'abord, parce qu'ils ne protègent ni la production ni la consommation, bien au contraire ; ensuite, parce qu'ils ne

constituent, même ainsi à rebours, que les villes seules en unités économiques, et n'existent pas pour les campagnes, à l'organisation économique desquelles le législateur semble n'avoir songé en ce siècle que pour la détruire. Il a interdit les associations, supprimé les corporations, confisqué les biens de mainmorte, aliéné les biens communaux, en un mot rasé les assises mêmes de toute organisation économique dans les campagnes, pour les livrer par l'individualisme plus facilement au jeu de la spéculation.

III. — L'Économie rurale.

L'analyse de cette grande unité économique que l'on préconisait à Pest, — l'Europe, — et de celle que l'on commence en France à reconnaître nécessaire de reconstituer, — la nation, — nous a amené par analogie à inscrire au rang des restaurations nécessaires celle d'une troisième unité économique que, faute de mieux, j'ai appelée le marché local. Si nous décomposons encore celle-ci, ou plutôt si nous examinons de quels éléments elle se compose, nous arriverons au domaine rural, qui est comme la cellule organique de la production agricole. Tant que cette cellule n'est pas altérée, et qu'elle accomplit bien sa fonction de nourrir une famille et de reproduire, par les soins de cette famille, un excédent de denrées et de produits industriels pour le marché, tout l'organisme économique se soutient ou peut se reconstituer.

Mais si le domaine rural se décompose en poussière atomique par la parcellarisation, perd sa vie propre par absorption dans un *latifundium*, ou, totalement abandonné, retombe en friche et retourne à la forêt, la décomposition du corps social tout entier, atteint dans son principe de vie, a commencé.

S'il est en conséquence un champ à soustraire non seulement au chancre de la spéculation, mais encore à tous les risques résultant de l'état du marché, des causes extérieures en général et même des accidents et des défaillances du fait de l'exploitant, c'est le champ qui forme le patrimoine d'une famille rurale.

C'est, au contraire, contre celui-là que l'esprit moderne semble s'être acharné, déchainant contre lui toutes les libertés illimitées : celle du travail, même dans les arts nécessaires comme la boulangerie, celle de la propriété jusqu'à la faculté d'endettement et d'aliénation, celle du commerce sous toutes ses formes, — y comprise celle du cabaret. — On n'a condamné au nom de la société que la liberté du testament, qui pouvait seule lutter contre l'action destructive des autres en favorisant la transmission intégrale du domaine patrimonial.

Aussi la dépopulation des campagnes est-elle effrayante dans le rayon des cultures les plus intensives, les plus industrielles, les plus favorisées, croyait-on, mais en réalité les plus exploitées par la spéculation. J'écris ces lignes dans un département naguère renommé par sa richesse agricole, où le quart des exploitations rurales ne trouve aujourd'hui plus preneur à aucun prix ; des villages autour de moi tombent en ruines, et les journaux n'enregistrent à leur quatrième page que des nécrologies d'existences sociales : ventes de terres à vil prix, saisies de mobilier de culture, résiliations de baux, faillites et déchéances.



Après le domaine exploité par une famille sous la direction de son chef et sans autre coefficient que celui de ses ressources propres en travailleurs et en instruments, paraît venir, dans la série historique des formations économiques, la métairie, petit atelier agricole où le capital n'est déjà plus uni au travail, mais seulement associé. Inférieur au seul point de vue de la stabilité, depuis que les tenures ont cessé d'être perpétuelles, le métayage peut être fécond là où l'association est intime, c'est-à-dire engendrée par d'excellents rapports sociaux entre la famille du métayer et celle du propriétaire, pourvu que le capital soit suffisant, c'est à-dire que le propriétaire fasse au métayer et à la terre elle-même toutes les avances nécessaires.

Une métairie possède les mêmes avantages qu'un domaine cultivé par la famille du propriétaire : l'autonomie économique

et l'indépendance du marché. Le métayer n'a pas, en principe, de salaires à payer ni de suppléments à acheter pour l'entretien des bêtes ou des gens ; tout au plus pour celui du mobilier qui est dans la petite culture simple et rustique. Tandis qu'il partage à mi-fruit l'excédent de ses récoltes et de son élevage, sa part de capital s'entretient d'elle-même non moins que sa marmite. Il jouit ainsi d'une existence assurée, que son lien même de tenure — ce que l'on appelle le privilège du propriétaire — défend contre les entreprises de la spéculation. D'ailleurs, en fait de crédit, n'a-t-il pas le recours à celui du propriétaire qui doit le dispenser d'en chercher en dehors ? Il est peu de conditions aussi préservées des chances de décadence en même temps qu'aussi propices à celles d'une certaine ascension sociale : il est plus de métayers qui deviennent propriétaires qu'il n'en est qui tombent dans le prolétariat.

Mais l'ambition du métayer se porte souvent sur la condition de petit fermier, c'est-à-dire qu'il aspire à passer du contrat de société avec le propriétaire au contrat de louage qui l'affranchit de tout lien moral avec celui-ci. Mais alors dans quelle fâcheuse condition ces deux hommes ne se trouvent-ils pas en face l'un de l'autre ? L'un devenu étranger à son propre domaine, l'autre obligé de faire rendre bon an mal an à ce domaine une rente fixe qui, dans les périodes de crise économique, n'épuise pas moins la terre que l'homme qui la lui dérobe. Celui-ci succombe-t-il dans la lutte, au cours même du bail, — comme cela se voit en masse aujourd'hui, — voilà deux familles ruinées : celle du bailleur qui ne trouve plus preneur pour une terre épuisée, et celle du fermier qui se voit le plus souvent saisir son mobilier, son gagne-pain. C'est là que la spéculation, les prêteurs et les intermédiaires ont beau jeu ! Comme d'ailleurs dans toute l'économie du fermage dès que le fermier ne trouve plus assez de bras dans sa famille ; il faut alors qu'il paye des domestiques, des fournisseurs, des ouvriers et finalement son propriétaire ; donc qu'il porte tout au marché, qu'il convertisse tous ses produits en argent, vaille que vaille.



A mesure que l'affranchissement absolu de la propriété, œuvre néfaste des légistes, succéda à la tenure perpétuelle en échange d'une légère redevance, qui était généralement le caractère économique de l'exploitation de nos campagnes à l'époque où elles étaient le plus peuplées et le plus florissantes, il se créa dans les pays de « labourage » du nord de la France de « gros fermiers », et, dans ceux de métayage du centre et du midi, des « fermiers généraux » ; la culture devint de plus en plus industrielle et commerciale aux mains des premiers, de plus en plus un objet de spéculation chez les autres, qui, en même temps que « fermiers généraux », sont le plus souvent « marchands de biens ». Les domaines qui avaient été possédés à titre patrimonial et cultivés à travers les âges par des familles rurales de nobles ou de paysans, furent acquis à vil prix, au moment des crises politiques ou économiques, par des gens d'affaires des villes ou des bourgs. qui ne s'y attachèrent pas, mais ne songèrent qu'à spéculer sur le fonds ou sur la rente. Celle-ci s'accrut prodigieusement sans doute, mais aux dépens de celui-là, et, pis encore, aux dépens des familles des anciens propriétaires grands ou petits, qui disparurent ou tombèrent dans le prolétariat.

Le prolétariat agricole est un produit de l'économie rurale moderne : il naquit à ces époques de prospérité pour l'entrepreneur, qui louant tout autour de son établissement principal des marchés de terre, n'abandonna plus une parcelle ni du sol ni des fruits aux besoins des familles de paysans dépossédés peu à peu de tout héritage, les força ainsi d'émigrer, et les remplaça aux moments des grands travaux sur ces immenses surfaces emblavées d'une seule graine, par des bandes passagères d'immigrants, qui disparaissent la besogne faite et le salaire empoché, — sauf ce qu'ils ont laissé chez les cabaretiers pour l'eau-de-vie dont ils vivent et dont ils meurent.

De là sont nées des coutumes et des mœurs rurales nouvelles, désastreuses pour les familles restées attachées à leurs foyers,

et surtout pour celles des anciens châtelains, qui, ne voulant pas abdiquer leur mission sociale, persistent à diriger et à défrayer elles-mêmes la culture de grands domaines. Obligées d'y mettre un capital considérable, d'acquitter des impôts multiples votés par ceux qui ne les paient pas, de soutenir la partie indigente des populations, d'entretenir les églises abandonnées après avoir été dépouillées, et de n'avoir affaire en tout cela qu'à un personnel gâté dans ses exigences et dans ses mœurs par les exemples et les procédés des maîtres nouveaux, les vieilles familles historiques de chaque province se détruisent plus complètement aujourd'hui qu'au temps même des violences de la Révolution.

IV. — La Société rurale.

Quelle que soit l'organisation des ateliers agricoles — petits ou grands domaines, fermes ou métairies — la population qui les anime et qui y produit les fruits dont elle subsiste elle-même et nourrit le reste de la nation, est régie par certains droits, que nous classerons ici en droits de la propriété, droits de la pauvreté et droits de la société.

Les droits de la propriété — on dit habituellement les droits sacrés de la propriété pour marquer combien leur respect est essentiel à la société — se rattachent tous à un premier droit, celui de subsister. On peut même les résumer en celui-là, puisque les autres ne sont que des moyens de défense du droit fondamental.

Or en examinant la condition juridique actuelle de la propriété foncière, on doit reconnaître qu'elle est très insuffisamment protégée, lorsqu'elle n'est pas compromise, par la législation, qui, promulguée en France par le Premier Consul au lendemain de la Révolution comme un instrument de paix, fut en réalité, pour les pays limitrophes où nos armes la portèrent, un instrument de révolution. S'inspirant du droit romain qui a merveilleusement tiré les dernières conséquences

juridiques de la notion du tien et du mien, le législateur a eu le tort d'en faire l'application complète à la propriété foncière, sans considérer que celle-ci n'impliquait pas seulement une jouissance individuelle mais une fonction sociale, et que son changement de mains trop fréquent jetait le désordre dans la société. Que d'ailleurs la liberté absolue de cette nature de propriété, grevée de charges spéciales, contenait en germe pour elle une menace et presque une loi d'expropriation.

Cela ne paraîtra pas excessif si l'on jette seulement les yeux sur le terrier d'une commune pendant un siècle d'ancien régime et sur la matricule cadastrale actuelle de cette même commune. On verra dans quelle proportion les dépossessions se sont accélérées en notre siècle — et on ne dira pas qu'elles sont toutes ni même la plupart volontaires, mais bien au contraire forcées et fatales, sous l'action de contraintes morales, lors même qu'elles ne sont pas légales.

Ainsi a été méconnu un caractère essentiel, la fixité de la propriété rurale en ce qui est du fonds. Cette propriété n'a pas été moins atteinte dans la jouissance que dans le fonds par l'élévation croissante des impôts, surtout depuis qu'ils ne sont plus votés par qui les paie, mais trop souvent par la plèbe des villages et à l'exclusion systématique des propriétaires. L'impôt foncier ne paraît pas excessif en France, mais si l'on considère de combien d'autres il est en réalité le point de départ, on ne sera pas étonné qu'en ce moment — indéfini, hélas ! — de crise agricole, nombre de fermes des régions éprouvées ne trouvent plus preneur même contre le simple acquittement des impositions. Or, dès que le taux de l'impôt est près d'atteindre au revenu net, il y a commencement d'expropriation par la confiscation de la valeur réelle du bien. — Rien n'est ainsi moins sacré dans le régime actuel que les droits les plus essentiels de la propriété.



Si le droit de rester entre les mains du propriétaire et de lui procurer la subsistance est le droit fondamental de la pro-

priété foncière, ce même droit de trouver la subsistance sur la terre natale n'est pas moins sacré, et est même, écrivait naguère un Jésuite anglais, encore plus sacré pour la pauvreté. C'est dire que, si la propriété constitue en droit celui qui la possède, elle le constitue aussi en devoir à l'égard de la pauvreté, et que celle-ci a un certain droit naturel sur la propriété, dans la mesure où ses moyens d'existence sont exclusivement dépendants de cette propriété d'autrui.

Si, en effet, le théologien admet que l'homme sur le point de périr de faim peut prendre dans le champ d'autrui les fruits qui sont sous sa main, l'économiste reconnaît que ce cas de nécessité suprême est écarté si les champs étaient distribués ou aménagés de telle façon que la misère ne dût pas s'installer au foyer des familles qu'ils portent. Pour cela il faut que ces champs ne soient ni laissés incultes par le propriétaire, ni cultivés par d'autres bras que ceux qu'ils doivent nourrir, ni exploités si avidement qu'il n'en reste aucun fruit pour le voisinage. Tout homme qui vient en ce monde doit pouvoir y poser les pieds sur le sol natal, et la chèvre qui lui fournit sa première nourriture doit y trouver elle-même de quoi brouter. En un mot, dans la loi de charité, qui est celle de la société chrétienne, la terre appartient aussi bien — je ne dis assurément pas de la même façon — aux pauvres qu'aux riches, et la propriété rurale doit être entre les mains de ceux-ci comme la réserve de ceux-là, au même sens où, selon la doctrine évangélique, les riches sont constitués par Dieu à l'égard des pauvres comme les ministres de sa Providence.

Ainsi l'a toujours pratiqué l'Église dans les pays où elle possède, et dans les temps où elle possédait en France ; ainsi l'a pratiqué le moyen âge chrétien par le régime des tenures perpétuelles ; ainsi le pratique encore le propriétaire rural qui a conservé les anciennes traditions par les usages qu'il tolère sans leur opposer ce droit strict, implacable, dont il a été dit : *Summum jus summa injuria*. Quant à l'exploitant rapace qui, jaloux de l'herbe des fossés, du déchet des gerbes, de la dépouille des bois, fait cultiver ses domaines par des mercenaires étrangers, il peut être un fléau pour le pays, aussi bien que le

possesseur insouciant qui les laisse stérilisés. Autour de ses domaines la population rurale souffre et disparaît ; plus tard, il ne trouvera plus de bras pour les mettre en rapport, et aura préparé ainsi son châtiment dès ce monde.

La terre avec sa fertilité est comme un don immédiat de Dieu ; elle ne souffre pas l'injustice qu'il y a envers Lui dans le manque de charité à l'égard du pauvre, et l'histoire nous montre la prospérité et la durée des nations en rapport avec leur économie rurale et avec la part qu'elle fait à ceux qui ne possèdent pas sur les biens de ceux qui possèdent. Le petit peuple des campagnes a droit à y trouver de quoi vivre tant que la fertilité du sol s'y prête, et la culture peut accroître presque indéfiniment cette fertilité : le théorème de Malthus sur l'inégale proportion entre cet accroissement et celui de la population n'a pu être vrai qu'en présence d'un mauvais régime de la propriété, méconnaissant les droits sacrés de la pauvreté dans une société chrétienne.



Si, comme nous venons de le dire, la pauvreté a certains droits sur le croît du sol, la société en a également à faire valoir sur la propriété foncière à côté de ceux de la richesse qui l'a acquise. La source de ces droits est historique, comme celle même de la propriété foncière, qui provient de l'occupation fécondée par le travail.

L'acte d'occupation est en effet un acte éminemment social : la terre n'a pas été peuplée comme l'île de Robinson eût pu l'être s'il eût eu une compagne de naufrage ; ou du moins les rameaux de la famille humaine nés ainsi d'êtres isolés, le plus souvent de fugitifs d'une société antérieure, semblent être tombés à l'état sauvage. Ce sont par contre des sociétés humaines plus ou moins nombreuses, mais toujours des sociétés organisées, qui ont peu à peu couvert et possédé la terre, et cette opération n'a pu se faire d'abord que socialement. Ensuite la nécessité d'une culture intensive pour correspondre à l'ac-

croissement de la race a conduit à individualiser la propriété par familles en restreignant de plus en plus le sens de ce terme générique de famille, de la *gens* à la *familia*.

Ce serait se méprendre que de voir ici la thèse collectiviste, c'est à-dire égalitaire ; mais cette méprise est fréquente chez ceux qui confondent, en fait de propriété, le degré d'appropriation de son objet avec le genre de personnalité de son sujet, alors que ce sont choses tout à fait indépendantes.

Ainsi l'État, être collectif, peut posséder en droit absolu, et le sujet, être individuel, en tenure seulement ; comme, à l'inverse, la propriété privée peut être juridiquement parfaite, c'est-à-dire aliénable, et celle de l'État inaliénable ; le droit positif varie en cela selon le droit historique d'où il est né. Mais il n'en reste pas moins de droit naturel et dès lors constant, que la société possède un domaine éminent sur LA PROPRIÉTÉ DU SOL NATIONAL, quelle que soit sa distribution. Je souligne « propriété du sol national », parce que c'est là une propriété absolument *sui generis*, qui a son droit propre, et dont il ne saurait être traité *in abstracto*, c'est-à-dire en la confondant avec la propriété en général, sans aller à la rencontre d'un écueil pour la netteté de la conception et la sûreté de l'application.

La propriété foncière garde donc de son origine un certain caractère social, qui justifie l'intervention du législateur non seulement à l'endroit de ses vicissitudes, comme par les lois successorales, mais encore à l'endroit de ses fruits, comme par l'impôt. Les droits de la société ont pour limites ceux qui ont été visés tout à l'heure en parlant de la propriété et de la pauvreté. De plus ils ne se bornent pas à certaines revendications sur la propriété individuelle, mais doivent être immédiats sur une certaine portion du sol national. La société en effet ne se compose pas uniquement d'individus égaux en droits, selon la théorie socialiste, qui ne s'élève pas au-dessus d'une conception mécanique : outre la famille, qui est l'unité sociale essentielle à considérer dans la question rurale, l'organisme social comporte une quantité d'autres formations plus ou moins complexes, les unes de droit naturel, les autres de droit histo-

rique, qui réclament toutes leur place au soleil, c'est-à-dire leur part de propriété du sol, entourée de garanties de fixité d'autant plus complètes que ces éléments de la société sont eux-mêmes plus essentiels à son bon fonctionnement. Les biens placés ainsi sous le régime de la mainmorte par leur dévolution à certaines corporations ou institutions, comme la commune, la paroisse, l'école, l'hospice, sont investis d'une existence aussi légitime, aussi nécessaire, aussi sacrée — pour nous servir de l'expression chère aux conservateurs — que la propriété individuelle elle-même, la seule à laquelle on songe aujourd'hui tout d'abord. Ces biens sont d'ailleurs le plus souvent de précieuses réserves pour les intérêts des populations agricoles.

V. — Le Programme agronomique.

Un congrès d'agronomes européens réunis à Pest pour étudier la crise agricole a établi qu'elle ne pouvait être considérée comme une simple crise, mais comme une révolution économique définitive au moins pour notre époque.

Il a en conséquence reconnu la nécessité de substituer au régime du « laisser faire, laisser passer », qui a précipité cette révolution, celui de la protection des diverses séries de marchés déterminés par la nature même dans l'ordre agricole : l'Europe, la nation, le marché local, et d'élever ainsi des barrières contre le jeu de la spéculation qui n'en veut pas connaître.

Or, à la base de ces « organisations positives », comme les appelle l'école économique qui réagit contre l'école libérale, il faut replacer, si l'on ne veut pas bâtir sur le sable, la fixité de la propriété rurale en reconstituant les domaines patrimoniaux, et préférer dans l'exploitation de ces domaines les modes qui, se rapprochant le plus de l'association, laissent le moins de prise à la spéculation.

Cette évolution du régime agronomique en sens inverse de

celui où elle s'était dessinée jusqu'au moment de la crise ne saurait être guidée que par une notion plus juste du droit naturel et du droit historique en matière d'appropriation et d'exploitation du sol national.

Telle est la synthèse à laquelle l'analyse des faits a servi de base, et d'où découle, dans la pratique, la nécessité de poursuivre l'application de ces principes par l'emploi simultané de ces trois ordres de forces qui organisent la société : celles de l'État, celles de l'association et celles de l'individu. — En suivant cette marche, il semble possible de tracer rationnellement un programme économique auquel devront se rattacher les réformes de la législation, de la coutume et des mœurs, dont l'ensemble peut seul procurer l'efficacité.



Le législateur a seul pouvoir de rendre aux patrimoines ruraux le caractère de perpétuité qu'il leur a enlevé à mesure qu'il a substitué le droit écrit au droit coutumier, puis le code civil à l'ancien droit français, qui favorisait la conservation des patrimoines au moins par son silence et son respect de la liberté testamentaire. Mais cela ne suffit pas, s'il ne constitue pas un privilège en faveur de ceux de ces patrimoines qui auront été déclarés par leurs détenteurs actuels inaliénables à perpétuité pour leur descendance en la forme des *homesteads*.

Ce premier résultat obtenu par le législateur conduirait à une seconde disposition légale pour reconnaître aussi par quelque privilège (par exemple en matière du vote de l'impôt) la société formée en chaque commune entre les possesseurs de ces patrimoines garantis contre la division. L'union de ces sociétés locales, pour une région déterminée, pourrait elle-même être privilégiée comme société de crédit national, avec faculté de séquestre temporaire sur les biens des sociétaires, comme il se pratique en Prusse. (V. *l'Association catholique*, t. XVIII, fasc. 4 et 6 : *Des souffrances de l'agriculture*, par le Dr R. Meyer.)

Là paraît être la solution connexe des problèmes du crédit agricole et de la représentation agricole, que l'on poursuit en vain séparément.

L'ensemble de ces dispositions légales s'appellerait *Loi organique de l'agriculture*, et devrait être mis en harmonie avec les principes des lois organiques de l'industrie et de celles des métiers dont l'élaboration se poursuit en ce moment ; comme aussi avec une revision internationale de la législation douanière dans le sens indiqué par le congrès de Pest, revision qui marcherait de pair avec l'accord international pour la protection des travailleurs industriels inscrits depuis longtemps à notre programme.

Enfin, un *code rural* devrait compléter l'œuvre législative en modérant la parcellarisation, en favorisant la reconstitution de domaines arables et en arrêtant celle de domaines de chasse ou forestiers dans les régions fertiles et habitées.

Nous ne parlons pas ici de la reconstitution du patrimoine du pauvre par des communaux, des dotations d'églises, d'hospices, etc., parce que la loi ne saurait guère y intervenir que pour consacrer l'œuvre des générations, aujourd'hui si follement détruite.



En attendant l'intervention essentiellement lente et laborieuse du législateur, l'opinion des classes agricoles a besoin d'être formée sur les questions qu'il doit résoudre ; c'est la mission naturelle des sociétés qui existent déjà ou sont à ce moment même en voie de formation dans son sein. Les comices agricoles, les syndicats de cultivateurs, les sociétés générales, comme celle des agriculteurs de France et ses émules, les Instituts scientifiques eux-mêmes, rendraient un éminent service à l'agriculture s'ils éveillaient ses idées sur l'agronomie proprement dite qui convient aux temps nouveaux, c'est-à-dire sur ce qu'il y a de plus ou moins favorable aux intérêts généraux dans les modes d'accord selon lesquels s'accomplit le travail des champs.

Pour substituer à ceux de ces modes, où la spéculation étrangère s'exerce le plus aux dépens des parties, des procédés qui lui laissent moins de prise en associant plus intimement le travail au capital, pour resserrer ainsi le lien social dans toutes les exploitations agricoles entre maîtres et ouvriers, il faut d'abord faire appel à la sociabilité des uns et des autres, et par exemple organiser des conférences non pas uniquement sur les procédés de culture — comme le font les professeurs départementaux — mais sur les accords qui facilitent cette culture à bon marché, et la rendent ainsi finalement rémunératrice pour tous ceux qui y prennent part.

Ainsi prenons, par exemple, les frais de moisson : si le moissonneur se laisse payer en nature, il reçoit un quintal de blé à la valeur de vingt francs que la ménagère convertira presque sans frais autres que sa peine en un quintal de pain. S'il exige de l'argent, il lui faudra trente francs pour en acheter la même quantité chez le boulanger — et ces trente francs dont le maître doit faire l'avance reviennent aisément pour celui-ci à trente-trois francs. Ainsi voilà une différence de prix de revient, qu'aucune protection, si à outrance qu'elle soit poussée, n'égallera jamais.

Et quand donc, — pour indiquer un autre exemple de conférence populaire, — prendra-t-on corps à corps cette erreur banale que la liberté de la concurrence est le ressort du bon marché ? Si un boulanger, pour couvrir ses frais généraux, a besoin de cent pratiques, et qu'un concurrent vienne lui en enlever la moitié, comme aucun des deux ne travaillera à perte, ils seront tous deux forcés de hausser le prix pour couvrir ces frais doublés. Et si de plus, comme c'est forcé, ils se disputent la pratique en lui offrant à qui plus de crédit, il faudra finalement encore payer plus cher, et les bons payeront pour les mauvais.

Il serait aisé de multiplier à l'infini les témoignages de ce que peut, simplement par la coutume, l'association dans l'économie rurale.



Avec la législation et la coutume, les mœurs sont le troisième agent de l'économie sociale. C'est vrai dans toutes les branches de la vie nationale, mais nulle part autant qu'aux champs. où les rapports personnels entre maîtres et serviteurs, conducteurs de travaux et ouvriers, gens aisés (s'il y en a encore) et pauvres gens, sont constants. Les rapports sociaux y sont naturellement bons et faciles, même à conditions très inégales, pourvu que l'exemple vienne d'en haut, et qu'on se montre plus animé du souci de ses devoirs que de celui de ses droits. Mais que de fois, hélas ! on entend prononcer ce mot de « droits de la propriété » dans un sens détourné du langage chrétien, en place de celui de « devoirs de la propriété », qui a reçu de la parabole du mauvais riche une consécration terrifiante !

Après la générosité dans le tour de l'esprit, la justice et l'affabilité dans les rapports, sans lesquels l'exemple de la pratique religieuse, fût-il ordonné pour tous les serviteurs, resterait impuissant sur les mœurs des campagnes, rien n'y est plus nécessaire, pour la préservation du lien social, faute duquel l'homme devient le loup de l'homme, que le soin de l'éducation du paysan, éducation qui ne se fait pas seulement à la maison, au catéchisme et à l'école, mais d'une manière continue pendant toute la vie par ses relations avec les classes dirigeantes. S'il ne reçoit que la feuille de journal grossière et impie de la ville voisine, s'il n'a affaire qu'à l'avocat, au notaire, au médecin et au vétérinaire francs-maçons, rien d'étonnant qu'il ne prenne, au jour des élections politiques, le mot d'ordre de la loge. Il faut, dans les campagnes aussi bien qu'à la ville, une contre-organisation à opposer à celle des influences antisociales, et pour cela beaucoup de dévouement et de capacité de la part de ceux qui l'entreprennent. L'humanité, dit le penseur, est un homme qui apprend toujours, et ce doit être vrai surtout des classes aisées qui en ont le loisir et partant le devoir.

Si chaque châtelain, en dehors de ses connaissances générales,

savait l'histoire de chacune des familles de son village au moins dans leurs rapports avec la sienne, il n'y serait pas regardé souvent comme un étranger, et le lien social, qui des gens nés autour d'un même clocher fait une unité morale aussi bien qu'économique, se maintiendrait à travers les âges.

Mais pour cela il ne faut pas seulement être à la campagne, mais *de* la campagne.

Le luxe des mœurs, l'amour des plaisirs, le mépris des traditions, l'ignorance de toute chose, sauf de la nouvelle apportée par le journal, ne sont pas au village des fruits du labeur agricole, mais le produit du désœuvrement étalé par les riches et de la cupidité pratiquée par ceux qui veulent le devenir à leur tour. Vivre sans travailler est l'idéal qu'il ne faut jamais présenter au paysan, à cet homme réconcilié en quelque sorte par la nature elle-même avec la loi de la création — vivre en travaillant.

IV

DU CAPITALISME (1)

A la suite du profond et profondément honnête discours par lequel le comte Albert de Mun a clos l'assemblée générale, des délégués venus des assemblées provinciales tenues à l'occasion du centenaire de 1789, l'école classique des économistes s'est émue : les uns ont constaté ironiquement que le langage du « noble comte » ne laissait pas que de ressembler à celui des « pires ennemis de la société » actuelle. Les autres, plus bienveillants, se sont voilé la face.

Mais, comme il n'y a pas de pire ennemi de la société que celui qui non seulement ne l'avertit pas de la perte à laquelle elle court mais encore l'excite à mépriser les avertissements, je crois à mon tour et très humblement faire acte de bon citoyen en cherchant à me rendre compte et à montrer en quoi le siècle actuel porte la marque de l'Usure et mérite d'en conserver le nom, comme l'a dit mon éminent ami.

Ce ne sont d'ailleurs pas ses opinions que je prétends formuler ici, mais uniquement les miennes, telles que l'observation m'a conduit à les former ; étant prêt à les modifier sur les points où la discussion que je cherche me ferait apercevoir mon erreur ; erreur d'ailleurs facile en matière aussi délicate et complexe, où il faudrait apporter la subtilité d'un théologien et la logique d'un mathématicien. Ne possédant ni l'une ni

(1) *Association catholique*, 1889, composé non inséré).

l'autre de ces aptitudes spéciales, je ne me suis permis aucune digression théologique, bien que le sujet semblât l'exiger, et je n'ai pu qu'indiquer des calculs, sans les faire, bien qu'ils soient eux aussi inhérents à la nature du sujet.

J'essaierai de montrer dans une première partie du mémoire les effets du système usuraire, dans une seconde ses remèdes, dans une troisième et dernière l'ensemble du régime économique dont elle serait bannie. Je ne lui ai pas donné de nom, parce qu'on ne baptise les gens qu'après leur naissance. Quant au régime économique de ce siècle qui repose sur l'Usure, il a un nom : *le Capitalisme*.



I. — Des effets de l'Usure.

L'Usure, communément parlant, signifie le prélèvement d'un intérêt excessif à raison du prêt d'un capital. — Scientifiquement parlant, tout intérêt de cette sorte est une Usure, que le taux en soit légal, modéré ou non. Ces distinctions, en effet, tout importantes qu'elles soient au point de vue du légiste ou à celui du moraliste, ne sauraient changer le caractère intrinsèque de l'opération en vertu de laquelle le prêt cesse d'être gratuit comme c'est dans son essence ; c'est même cette gratuité essentielle qui le distingue du contrat de location.

On loue un objet qui s'use par l'emploi pendant la durée de la location, comme un cheval, une maison, parce que c'est aliéner en réalité une partie de leur valeur, que le loueur ne récupérera pas en rentrant en leur possession : on prête ces mêmes objets, si c'est pour un temps si court que leur usure par l'usage auquel ils sont destinés sera insensible. Le langage courant consacre cette distinction : on demande à un ami de vous louer son cheval ; il proteste qu'il ne saurait que vous le prêter. Le langage a donc conservé au mot « prêt » sa signification de service rendu à titre gratuit, bien que l'usage

moderne ait rendu habituel le prêt à titre onéreux, c'est-à-dire l'emploi du contrat de location en matière de prêt d'un objet qui n'est pas déprécié par le fait du prêt.

Ainsi dans l'aliénation temporaire d'un objet il y a de plein droit *location* lorsque cette aliénation entraîne une détérioration ou diminution de l'objet transféré ; il y a *prêt* lorsque ce titre n'existant pas pour justifier une indemnité, ou le propriétaire ne voulant pas recevoir cette indemnité, le transfert de l'usage est gratuit ; enfin il y a *Usure* lorsque, ce titre n'existant pas, il y a néanmoins stipulation d'indemnité.

Les moralistes justifient alors cette indemnité comme présentant le caractère d'un dédommagement ou pour la perte d'un bénéfice assuré ou pour le risque de la non-réintégration de l'objet prêté. Ils ne disent pas alors qu'il n'y a pas *Usure*, mais seulement que cette *Usure* est légitime au même titre que le taux d'une location. Lorsque l'*Usure* s'applique en place d'un prêt en nature à un prêt en argent, elle s'appelle communément *intérêt*.

Ainsi prêter à intérêt, c'est prêter à *Usure*, c'est-à-dire c'est tirer une location d'un objet qui doit vous être restitué intégralement sans détérioration, dépréciation ni diminution. Je vous prête 100 francs au denier 20, c'est dire que je vous loue 100 francs pour en tirer un profit de 5 francs, alors même que je vous réclamerai mon avoir intact, sans qu'il ait subi d'*usure*. Ce n'est donc pas le temps et l'usage qui ont produit une usure de l'objet prêté dont je doive être indemnisé, *c'est moi qui fais l'usure* par ma convention et à ma convenance.

Ceci est aussi mathématiquement sensible que grammaticalement exact, si je prends l'intérêt en dedans, c'est-à-dire si, inscrivant de ce chef 100 francs à mon crédit je ne vous livre que 95 francs ; ce n'est pas moins vrai si je prends l'intérêt en dehors, c'est-à-dire si, vous livrant 100 francs, je vous en impute à dette 105. C'est toujours une opération d'escompte qui entraîne une diminution, une usure du capital transféré par le fait du transfert, puisque ce qui représentait dans mes mains avant d'être employé 100 fr. ou 105 ne passe dans celle de l'employeur qu'à l'état de 95 fr. ou de 100 fr.

Aussi, de même qu'une pièce de monnaie en changeant de main subit une certaine usure qui s'appelle le frai, et qui, si n'était sa valeur de convention, la déprécierait d'autant, de même, beaucoup plus rapidement, une valeur de crédit s'use dans ce régime du prêt à intérêt. Le prêt consume la substance de l'emprunteur en la faisant passer aux mains du prêteur, sans qu'il y ait eu entre les deux, échange de services comme dans une vente ou une location où chacun trouve son compte. Après une vente au juste prix, ou une location équitable, chacune des deux parties est aussi riche qu'avant, et les plateaux de la balance n'ont pas été déplacés ; après un prêt, au contraire, l'équilibre est rompu instantanément.

Mais ce n'est pas tout : l'intérêt a été fixé par annuité ; l'année écoulée, s'il n'y a pas remboursement, l'opération recommence par reconduction : ce n'est plus un vingtième de la somme prêtée, mais deux qui passent du plateau du débiteur dans celui du créancier. Au bout d'un certain nombre d'années, si les intérêts sont simples, d'un moindre laps s'ils sont composés, — c'est-à-dire selon que leur progression est arithmétique ou géométrique, — toute la somme prêtée sera retournée dans l'un des plateaux et il ne restera plus rien dans l'autre, — sans pour cela que les parties soient quittes. Non, à tout jamais la balance a pris son inclinaison, et quelle inclinaison ! l'un a doublé son avoir primitif, l'autre sa pénurie. Où est l'échange ?

Donc, par le simple fait de l'emprunt contracté en vue de la satisfaction d'un besoin et de la condition d'un intérêt mis au prêt correspondant, l'équilibre social tend à se rompre par l'effet croissant d'inégalités économiques, sans autres limites que celles de l'opulence incalculable à l'extrême misère. Autrement dit le système, cher au conservateur, qui généralise le prêt intéressé, exerce sur les conditions sociales une action directe essentiellement perturbatrice.

D'où l'interdiction formelle de l'Usure par la plupart des anciennes législations, et son châtement par des violences et même des catastrophes dans les sociétés où elle n'était pas suffisamment réprimée.



Bien que l'Usure (c'est-à-dire, pour ne plus le répéter, le bénéfice tiré du prêt) ait marqué constamment dans le passé comme un fléau de l'humanité, qu'elle ait été déclarée illicite par les plus hautes autorités morales et qu'elle ait encouru les plus terribles châtiments, dont la destruction cruelle de l'ordre des Templiers n'est qu'un exemple entre mille, il s'est produit de nos jours ce phénomène que le prêt à intérêt n'est communément plus regardé comme entaché d'Usure, qu'il fournit non seulement au budget extraordinaire mais au budget ordinaire des États par l'accumulation d'emprunts continuels, et que toute épargne sur la consommation est considérée comme un capital qu'il faut réaliser, c'est-à-dire mobiliser, en le convertissant en argent, puis « faire travailler » en en tirant intérêt, la plupart du temps un intérêt fixe indépendant des profits de l'entreprise, ce qui a partagé le monde civilisé en deux catégories de citoyens, les travailleurs et les rentiers, tout comme faisait auparavant le prêt de consommation.

Seulement, maintenant « que l'argent travaille », il produit de quoi faciliter l'épargne du travailleur aussi bien que grossir celle du rentier, et l'on devrait passer aisément de la première dans la deuxième catégorie, et finalement celle-ci irait toujours se grossissant aux dépens de celle-là.

Telles sont au moins les apparences dans le régime économique qui se caractérise par la substitution du prêt de production au prêt de consommation en généralisant celui-ci. On n'a plus besoin, pour se faire des revenus sans travail, de les tirer de la ruine des nécessiteux, mais au contraire de leur industrie, et l'on enrichit d'autant le pays. — Cette théorie est très séduisante.

Est-elle aussi solide ? et les choses peuvent-elles se passer indéfiniment ainsi dans la pratique ? C'est ce que nous allons examiner.

D'abord ce n'est pas l'argent, converti ainsi en capital, c'est-

à-dire en instrument de travail, qui travaille. C'est celui qui le met en œuvre, et la productivité du capital est une de ces expressions qu'il ne faut pas prendre à la lettre, mais traduire par cette périphrase : la productivité du travail au moyen du capital. Ce n'est pas la charrue qui travaille, c'est le laboureur ; donc c'est lui qui produit et non pas elle, bien qu'il ne pourrait produire sans elle. Il est donc inexact de dire qu'il y ait deux facteurs du produit ou agents de la production, il n'y en a qu'un, le travail, qui produit à l'aide des agents naturels qu'il rencontre et des agents artificiels qu'il a lui-même créés. Autrement dit, le produit est du travail multiplié par du travail. Qu'une partie des créations de ce travail soit passée auparavant dans des mains oisives qui ne font plus que le rapporter au travail, cela ne change pas sa nature : le capital est le produit d'un travail antérieur à celui que l'on considère sous sa forme de main-d'œuvre, voilà tout. Il n'est pas « du travail accumulé ». Il n'est pas de la force vive, mais de la matière inerte.



La mise en œuvre du capital, lorsqu'il n'est pas aux mains du travailleur, est le résultat d'un contrat entre le possesseur et celui-ci.

Ce contrat est l'application d'une règle de société, si l'on évalue en unités de travail aussi bien celles qui ont concouru à la création du capital que celles qui vont s'y ajouter pour le transformer en un nouveau produit ;

ou bien c'est un contrat de location, si le capital qui entre au service de l'entreprise consiste en un instrument qui y subira par le temps et l'emploi une certaine usure ;

ou bien, si ce capital doit se retrouver intégralement et sous garantie aux mains de son possesseur qui ne s'en dessaisit que temporairement, ce n'est plus de sa part association ni location, mais simplement prêt, c'est-à-dire l'opération étudiée précédemment. En vain veut-on établir une différence entre le prêt

destiné à la consommation et celui destiné à la production. Cette distinction, que les anciens ne connaissaient pas, est plus apparente que réelle, car la production n'est pas autre chose qu'une consommation productive, et qui a normalement pour cause non pas le libre caprice, mais l'impérieux besoin de produire de quoi fournir à la consommation de l'emprunteur.

On ne saurait donc dire que le prêt dit de production présente intrinsèquement des caractères différents de ceux du prêt dit de consommation, si bien que la licéité de l'un comme de l'autre ne saurait dépendre de principes différents ni donner lieu à des jugements opposés.

Si les conséquences du prélèvement d'un intérêt, c'est-à-dire si l'Usure qui en résulte sur le capital prêté, sont les mêmes dans un cas comme dans l'autre au point de vue de la faculté de consommation, qui en est diminuée d'autant chez l'emprunteur au profit du prêteur, il peut pourtant n'en être pas de même au point de vue de la faculté de production : c'est ce qu'il faut examiner.

Or, je trouve ici à l'Usure un effet plus délétère, car dans le premier cas elle n'a fait que déplacer la faculté de consommation en la transférant de l'emprunteur au prêteur jusqu'à l'épuiser finalement chez celui-là en la développant outre mesure chez celui-ci. Mais cette fois, dans le soi-disant « travail de l'argent », elle constitue un simple prélèvement sur le pouvoir de production de l'emprunteur sans profit pour celui du prêteur qui, en l'espèce, n'existe pas. — Exemple : je, fabricant, souscris dans l'intérêt de ma fabrication un billet à ordre de 1.000 francs pour en recevoir immédiatement 950, ou un billet à échéance annuelle de 1.050 fr. pour en recevoir immédiatement 1.000. Cette fabrication ne bénéficie donc que de 950 ou de 1 000 francs, et l'écart entre ce prêt et l'emprunt est perdu pour elle ; ou, si l'on veut, il y a $\frac{19}{20}$ de consommation productive et $\frac{1}{20}$ de consommation improductive qui est qualifié dans ce cas de « frais généraux ». Que si l'on défalquait des frais de production cette catégorie de frais généraux, c'est-à-dire si l'on diminuait le coût de la production d'un vingtième, on pourrait l'augmenter d'autant avec

les mêmes moyens, toutes autres conditions restant les mêmes d'ailleurs.



Ce qui empêche principalement les capitaux de servir, intégralement et sans usure, à la production par contrat d'association ou de location — ou bien ce qui fait renchérir dans les stipulations de ces contrats la part réservée au capitaliste d'une quantité égale à celle de l'usure habituelle attachée au prêt, c'est la facilité que rencontre le capital à se placer à Usure dans des conditions de toute sécurité — cela se comprend de soi — et c'est spécialement et en première ligne l'existence et la quantité de la rente d'État.

Si je puis en toute sécurité de père de famille placer ainsi mon argent à 4 0/0, je ne le mettrai jamais pour un moindre intérêt à la disposition d'une entreprise quelconque ; mais avant de m'associer à cette entreprise, je stipulerai ou j'attribuerai dans mon calcul 4 0/0 de revenu fixe, plus un certain aléa pour le reste, ce qui fait que l'entreprise ne pourra jamais, comme on le dit, disposer du total de mon capital, puisqu'elle devra en réserver 4 0/0 pour l'intérêt à me servir. Sans doute, la loi interdira à telle forme de société de servir des dividendes correspondant à l'aléa, tant que cet aléa n'aura pas été éprouvé, — mais elle se montrera au contraire prête à garantir le revenu fixe dès qu'elle y verra un intérêt public, c'est-à-dire qu'elle autorisera en faveur du capital prêté la diminution du capital emprunté, autrement dit encore la consommation improductive au détriment de la consommation productive.

C'est donc bien là le propre de la rente d'État, soit par son action directe, soit par son action indirecte sur le capital disponible, de le renchérir aux dépens de sa productivité — ou, pour parler plus exactement, aux dépens de la puissance qu'il peut mettre à la disposition des forces productives de la nation. Si l'on considère celle-ci comme un tout économique, on voit que ses frais généraux sont grevés de la rente et que l'ensemble de sa production est diminué d'autant. De plus, la

destruction, si l'on appelle justement ainsi toute consommation improductive, ne s'exerce pas suivant une progression simplement arithmétique d'année en année, comme il arrive d'un capital en présence d'un service d'intérêts simples; mais cette destruction du capital national s'opère suivant la progression géométrique qui préside à la composition des intérêts, puisque le milliard et demi qui a servi les rentes annuelles a été soustrait ainsi à un emploi productif *qui l'eût multiplié*, et que si l'on ne porte de nouveau l'année suivante que la même somme aux frais généraux, le capital national n'en aura pas moins été diminué de cette somme multipliée par son accroissement normal au taux de la production. — Tel un commerçant qui retire la dot de sa fille du roulement de ses capitaux sait très bien qu'il ne diminue pas la prospérité de sa maison seulement de l'intérêt simple de cette somme, mais de son intérêt commercial. On peut donc reconnaître dans le taux de la rente d'État la raison d'une progression géométrique appliquée à la destruction du capital national, et établir par une formule calculable le temps et la proportion dans lesquels s'opère cette destruction.



L'existence d'une autre sorte de placement à intérêt, plus ancienne encore dans son établissement que la rente d'État, sans l'être beaucoup pour cela, et qui ne contribue guère moins à la généralisation de l'Usure, bien qu'elle n'en porte pas elle-même le nom, c'est le placement en biens affermés.

Cette disposition a, d'ailleurs, les mêmes effets que l'Usure, en prélevant pour une consommation improductive une part bien plus considérable encore de la plus-value de la production agricole annuelle. On compte, en effet, le fermage pour un tiers dans la distribution normale du revenu de la terre, les deux autres tiers étant consacrés l'un aux frais de la production, l'autre au bénéfice du fermier, c'est-à-dire à sa consommation : celle-ci doit encore être considérée comme productive,

puisqu'elle fait vivre le personnel dirigeant de la production ; mais la rente, qui va le plus souvent au loin faire vivre une autre famille qu'elle exempte ainsi de travail, est bien une consommation improductive et ne doit pas être confondue avec les anciennes rentes perpétuelles qui étaient la compensation d'un abandon et non d'un prêt, ni avec les redevances qui étaient acquittées en échange de services sociaux déterminés, — les services de guerre, de magistrature, etc. C'était alors un impôt qui se payait et se consommait sur les lieux au profit final de la production, tandis que le fermage actuel a bien moins ce caractère que celui de l'Usure.

Il consiste, en effet, dans la cession onéreuse d'un droit sur l'emploi des agents naturels et de ceux des agents artificiels qu'un travail antérieur a incorporés à la terre, cession qui rentrerait par elle-même dans les conditions essentielles du prêt plutôt que dans celles de la location, puisqu'il n'y a pas usure naturelle, mais au contraire entretien et amélioration progressive de la chose cédée. Il n'y aurait donc lieu à indemnité au bailleur que dans une faible mesure, tandis que cet énorme prélèvement du tiers disponible que doit supporter annuellement le capital d'exploitation au profit du capital d'établissement réduit de moitié la puissance productive du premier sans grossir le second.

Le développement de la prospérité publique est ainsi dans des conditions très inférieures pour les pays de fermage à l'égard de ceux où le contrat d'association ou, mieux encore, la régie directe l'emportent sur le contrat de location en matière d'exploitation agricole.

Exemples de cela : l'Irlande, la Lombardie, plusieurs régions fertiles de la France, et, en sens inverse, les régions de petite culture, de métayage des mêmes pays, les cantons forestiers de la Suisse, etc. Il n'est donc pas étonnant qu'à la suite de la crise agricole européenne le régime du fermage, dit aussi improprement celui de la double rente, se montre intenable, la plus-value de la production n'étant plus suffisante à fournir une rente inutile en plus d'un revenu nécessaire.



Enfin, une dernière exaction déguisée, qui tend à prendre le caractère pratique de l'Usure, est celle qui emprunte la forme et les procédés de la spéculation, et surtout de la spéculation à terme.

Le trafic commercial, qu'il prenne ou non des termes, n'est pas une Usure par lui-même, car il n'oblige pas essentiellement à consentir des prêts et encore moins à les faire payer, ce qui serait caractéristique de l'Usure. Acheter, fût-ce à crédit, et revendre, fût-ce à bénéfice, un produit pour le livrer à la consommation est, dans de justes limites, honnête et utile ; le gain qu'on en retire pour vivre rentre dès lors dans la catégorie des consommations productives.

Mais jouer sur les différences en faisant passer de main en main les chèques qui représentent la valeur des produits, sans intention de prise en livraison, mais uniquement avec celle de provoquer finalement la hausse des prix pour revendre plus cher, c'est incontestablement faire l'Usure. — Si dix intermédiaires, spéculant sur la vente d'une certaine quantité de blé de semence, en font finalement doubler le prix d'achat pour le semeur sans profit pour le producteur, le premier, qui n'a qu'un pouvoir d'achat limité, n'en obtiendra pour la même somme dont il dispose que la moitié de ce qu'il eût pu se procurer directement, et il y aura usure de la moitié du capital primitif, puisqu'il n'y aura reproduction que de moitié.

Or c'est sur la spéculation que s'édifient maintenant les fortunes énormes qui se formaient jadis plus lentement par l'Usure ; sur la spéculation s'exerçant, soit au moyen d'opérations fictives, soit au moyen d'accaparements, soit à l'aide des autres procédés de combat propres au régime de la concurrence illimitée. La loi de cette concurrence entraîne des répercussions à l'infini, comme aussi en sens inverse des rétorsions, et l'Usure devient ainsi l'âme du commerce.

Comme le commerce, à son tour, enveloppe de son réseau toute

la vie industrielle, celle-ci est tout entière, rien que de ce fait, livrée à l'Usure ; alors que déjà la facilité des autres placements usuraires dont nous avons parlé précédemment l'oblige à subir également la loi de l'Usure pour attirer les capitaux dont elle a besoin pour fonctionner. Si bien qu'il ne circule plus une pièce de cent sous, pour telle sorte de transaction ou d'opération économique que ce soit, sans que la quantité de biens qu'elle représente ne soit inférieure à celle des biens dont elle eût pu procurer la production (et dès lors valoir l'échange) d'une fraction de sa valeur égale à ce qu'elle a payé en Usures. Comme elle a cours légal, cela ne se voit pas comme s'il s'agissait d'un billet sur lequel chaque endosseur eût prélevé un escompte, mais cela se répartit sur la masse entière du numéraire et des effets de crédit et s'enlle avec la rapidité de la circulation, que l'on prend pour un signe de la prospérité publique, tandis qu'elle n'est pour beaucoup qu'une conséquence du besoin de faire l'Usure.



Ce sont là les conséquences économiques du système, ou, pour parler le langage de l'école socialiste, du capitalisme.

Voici maintenant ses conséquences sociales :

Une partie de la nation vivant de rentes ou de spéculations, c'est-à-dire de l'une des formes de l'Usure, n'a pas besoin de travailler pour vivre, puisque le travail d'autrui fournit à sa consommation. Cette portion de la société va toujours en augmentant, ou du moins son budget et par suite ses consommations, parce qu'elle reçoit de la société une plus grande part de services qu'elle n'en rémunère ; elle paie sans doute ses consommations individuelles, mais les services sociaux, qui coûtent fort cher, sont rémunérés par elle dans une beaucoup plus faible proportion que par les classes laborieuses, qui paient complètement l'impôt, la patente, les droits indirects. Il lui est donc plus aisé d'épargner, et il suffit qu'elle replace son épargne pour la grossir indéfiniment sans en prendre aucun souci. —

Que telle maison de finance qui a, dit-on, cent millions de revenus, en épargne annuellement cinquante placés à intérêts composés, même faibles, et l'on voit tout de suite que la pompe, aspirant le double de ce qu'elle refoule, peut attirer dans ses réservoirs presque toute l'eau disponible et épuiser le reste de la nation.

Mais à mesure que l'épargne devient plus facile aux uns, elle devient plus difficile aux autres, puisqu'il faut qu'ils fournissent à cette épargne avant que de songer à la leur. L'épargne des financiers d'une part, et d'autre part le labeur des producteurs qui doivent fournir et à cette épargne et à la consommation générale, croissent parallèlement. La société tend ainsi à se décomposer en deux classes, dont l'une, de plus en plus opulente, se forme et vit aux dépens de l'autre, de plus en plus misérable. L'Usure, après avoir diminué les forces de la production des richesses, jette donc une grave perturbation dans les lois naturelles de leur distribution, et porte ainsi à la paix sociale un préjudice plus grave encore qu'à la prospérité nationale.

Les effets du mal vont en croissant selon une progression arithmétique s'il s'agit de l'épargne, c'est-à-dire de l'accroissement de fortune des rentiers, et selon une progression géométrique s'il s'agit de l'épuisement des producteurs. Ceux-ci n'ont dès lors qu'une préoccupation, afin de pouvoir prolonger une lutte dont l'issue est fatale, c'est celle de diminuer les frais de la production, entre autres le salaire de la main-d'œuvre, en lui demandant à leur tour un maximum de travail en échange d'un minimum de rémunération. D'où il suit qu'au merveilleux développement de l'outillage et au perfectionnement des procédés ne correspond nullement un accroissement proportionnel du bien-être des ouvriers, des cultivateurs, des petites gens qui ne peuvent faire l'Usure, mais aux dépens de qui elle se fait. Tout est relatif, ou du moins devrait l'être, mais en est bien loin si l'on compare entre eux les progrès réalisés dans les diverses classes, et non pas si l'on se contente de les mesurer dans la même classe, comme on le fait communément. Il est donc certain que le capital a bénéficié infiniment plus que le travail dans « le siècle de l'Usure », et que l'état social actuel, étant d'une injus-

tice croissante, ne pourra tenir à la longue, mais est destiné à se transformer sous une réforme du régime économique ou à être détruit par une révolution sociale.

II. — Des remèdes contre l'Usure.

En abordant cette seconde partie de la question que je me suis proposé de résoudre, je ne m'en dissimule pas la difficulté, mais je ne la crois pas supérieure à la gravité de la critique par laquelle j'ai commencé. Car, si condamner une pratique universelle est chose facile par le raisonnement, ce n'en est pas moins une chose grave, puisque c'est s'ériger en juge de son siècle, et ce n'est excusable que si l'on fait apercevoir une autre forme de rapports économiques vraiment plus avantageuse à la prospérité générale en même temps que plus conforme à la loi morale, comme cela doit toujours se trouver en allant jusqu'au fond des choses. Car le bon et l'utile ne sauraient pas plus avoir divorcé de nos jours qu'au temps où Cicéron proclamait leur union.

Si d'ailleurs j'étais hésitant, je reprendrais cœur à la besogne en relisant cette lettre écrite par un industriel éminent au président d'un congrès de jurisconsultes qui l'invitait à venir y traiter de la législation du travail.

Dans les questions industrielles la législation est juive (dans le mauvais sens du mot) : elle favorise la spéculation, l'Usure, et opprime l'honnête travailleur.

C'est très frappant pour moi que toute la législation (famille, impôt, sociétés commerciales, etc.) est organisée contre le travail au profit du jeu ou spéculation. Tout homme qui a les mains calleuses se ruine en travaillant. Les seuls qui profitent sont ceux qui ont les mains blanches, qui ne travaillent pas, qui font les échanges : ce sont les parasites. Le laboureur, l'artisan, l'industriel, sont sur la pente de la ruine, la spéculation fait des razzias incomparables. Notre société H. Frères, si elle se ruine, entraîne la ruine absolue de chacun de nous. A côté, une société anonyme se fonde ; elle prodigue les millions, arrive à un effondrement scandaleux, et pendant que des milliers d'actionnaires sont ruinés, les

directeurs, gérants et administrateurs se retirent avec un fort boni.

La liberté de l'industrie, telle que l'entend notre législation libérale, c'est la liberté des voleurs et l'emprisonnement des honnêtes gens par leur mise à la misère. La désorganisation sociale où nous vivons dans le monde du travail engendre des maux incalculables que nos législateurs ne peuvent soupçonner. Autrefois le 1/10 des populations était dans une situation précaire, maintenant ce sont les 9/10.

J'ai été bien frappé de ce que j'ai lu dans Sismond de Sismondi, livre déjà vieux de près de soixante ans : « Le but de la société humaine « doit être le progrès des hommes et non celui des choses. La centra-
« lisation perfectionne tout dans les choses, il est vrai ; en revanche
« elle détruit tout dans les hommes. L'indépendance des petits peuples
« a été absorbée par la centralisation politique ; les droits provinciaux,
« absorbés par la centralisation législative ; les droits municipaux, par
« la centralisation administrative ; les droits des métiers, par la grande
« industrie ; les droits du commerce, par les grands magasins ; les
« droits des petits cultivateurs, par les grosses fermes. »

Empêcher l'Usure, c'est guérir le chancre de l'économie sociale moderne.

Reportons-nous à la nature de ce chancre : le moraliste nous dira que c'est la vente d'une certaine portion ou d'une portion indéfinie de temps, au lieu d'être celle d'une chose ou d'un travail, quoiqu'il ne soit pas au pouvoir de l'homme de vendre le temps dont il n'est ni le créateur ni le propriétaire. L'économiste sera moins abstrait : il dira simplement que c'est grever la consommation productive d'une consommation improductive.

Le diagnostic du mal devant nous fournir, dans cette méthode expérimentale, l'indication du remède, il convient de le bien méditer encore une fois.



La loi fondamentale de l'économie sociale est la consommation productive : les économistes classiques ont eu tort de distinguer et de traiter successivement des phénomènes de la production, de la circulation, de la distribution et de la consommation des richesses, comme s'ils étaient indépendants : leur série doit figurer une courbe fermée, dont toutes les

portions sont fonction l'une de l'autre, et qui possède dès lors un centre où il faut se placer pour découvrir la loi génératrice. Cette loi n'est autre que celle qui veut que le grain de blé pourrisse en terre pour se reproduire au décuple, que toute production ne soit qu'une transformation, et par conséquent le produit de la consommation d'un objet ou de la consommation d'une force, et que rien ne soit ainsi perdu. C'est la loi du travail, de celui de la nature aussi bien que celui de l'humanité, qui en dispose mais n'en peut changer la loi.

Il y a là deux ordres de phénomènes, suivant lesquels s'accomplit la loi : celui de la transformation, ou plutôt, comme on disait jadis, de la transmutation des objets, dont je viens de citer l'exemple le plus frappant, et celui de la commutation des forces, depuis celle qui transforme la chaleur et la lumière en mouvement, selon l'hypothèse scientifique, jusqu'à l'acte vulgaire de la nutrition nécessaire à l'animalité pour la rendre capable de travail.

On conçoit donc très bien que la consommation improductive soit une anomalie, une dérogation à la loi de nature, et qu'elle doive engendrer des désordres dans le développement de la civilisation matérielle, qui ne repose que sur l'excès de la reproduction. En effet, lorsqu'un peuple ou un particulier consomme au fur et à mesure tout ce qu'il produit de biens, son état de bien-être reste stationnaire. Lorsqu'il produit moins qu'il n'a consommé pour cela, il tombe dans la misère, et à l'inverse il ne doit la prospérité qu'à la puissance supérieure de reproduction de sa consommation.

Les consommations les plus productives sont celles qui produisent les biens moraux : le prêtre, l'homme charitable, le savant, consomment généralement peu en proportion de ce dont ils favorisent la production sociale. Un prince par son bon gouvernement, un chef militaire ou un magistrat par la supériorité des services qui leur sont confiés, un ingénieur, un professeur, un médecin, favorisent en général davantage encore la production que ne le font les producteurs directs, cultivateurs, industriels ou ouvriers.

Au contraire, de mauvaises mœurs, de mauvaises finances,

de mauvais services publics, la décadence intellectuelle ou morale des professions libérales, pèsent sur la vitalité des classes directement productrices en ne leur rendant pas l'équivalent des services que les classes dirigeantes en reçoivent, et abaissent par conséquent le niveau de la production et celui de la prospérité publique. Une classe d'oisifs est une classe parasite, et si l'oisiveté devient héréditaire dans certaines familles, ces familles deviennent à charge à la nation.

Si donc, en passant la revue de chacun de ces chapitres de l'histoire sociale, nous y saisissons la complicité de l'Usure, il faudra y porter la réforme et la poursuivre de branche en branche dans la vie nationale, en la rendant inutile dans toutes, — ce qui est le meilleur moyen de la combattre. Il y a sans doute là un cercle vicieux, car c'est l'usurier qui fait les misérables, aussi bien que ce sont ceux-ci qui suscitent l'usurier. Mais pourtant il y eut un besogneux avant qu'il y eût un usurier, et celui-ci ne naquit qu'à la sollicitation du premier. C'est donc moins à des lois répressives qu'à des dispositions préventives que je demanderais la répression de l'Usure. — c'est-à-dire, répétons-le encore une fois, de l'intérêt prélevé à raison du prêt, et du courtage prélevé par le fait de la spéculation inutile. — J'ai montré dans la première partie de ce mémoire la connexité de ces Usures. Je vais maintenant chercher comment on pourrait soustraire à chacune d'elles son domaine propre.



La rente d'État est le prix dont l'État paie, sans les rembourser, les avances que lui ont faites les particuliers pour subvenir à des besoins extraordinaires : elles ont bien le caractère d'une consommation improductive, puisque l'emploi qu'a reçu l'emprunt a été fait et son coût soldé depuis longtemps, et que le plus souvent il n'en reste rien que l'intérêt à payer.

Il y a deux manières de supprimer la rente d'État : l'une consiste à brûler le grand livre ; préconisée jadis par les socialistes, elle ne trouve maintenant plus guère d'adeptes, même parmi

eux, non seulement parce qu'elle serait un vol, mais parce qu'elle aurait sur l'économie générale des répercussions désastreuses.

L'autre manière consiste à l'amortir et suppose deux conditions : l'une qu'il soit possible de diminuer le budget des dépenses ordinaires, l'autre qu'il soit possible de trouver dans le budget des recettes le fonds d'amortissement.

Or aucune de ces deux conditions n'est impossible à réaliser en France, où elles l'ont déjà été souvent, entre autres sous la Restauration, et d'où l'on peut encore les observer non pas sur nous-mêmes, hélas ! mais dans l'administration d'un grand pays, — les États-Unis d'Amérique. Les moyens pour cela sont, au budget des dépenses, la diminution de l'appareil administratif et celui de l'appareil militaire ; au budget des recettes, l'élévation des impôts de consommation prélevés principalement sur le luxe ou les provenances étrangères.

La diminution de l'appareil administratif est facile à atteindre par la décentralisation et le régime représentatif, qui favorisent la gratuité de nombre de fonctions publiques. La diminution de l'appareil militaire est à chercher dans la voie du désarmement général par le rétablissement du respect du droit des gens, sous la sauvegarde d'un Tribunal international. On ne traite plus aussi habituellement maintenant ces idées de chimères ; elles font leur chemin, et comme la poursuite du chemin inverse conduirait à la banqueroute, l'Europe prendra bientôt, de gré ou de force, celui que nous indiquons là.

On ne tombe pas aussi facilement d'accord sur l'avantage économique qu'il y a à frapper d'impôts somptuaires le luxe et en général toutes les consommations improductives, parce qu'on ne sait pas discerner où le luxe commence, cela par suite de la fausse notion de l'égalité des conditions. Que si, au contraire, on considère l'inégalité naturelle et effective des fonctions sociales, on acquerra aisément, suivant les temps et les pays, le discernement entre ce qui convient à l'exercice de chacune d'elles et ce qui y est superflu ; — d'ailleurs le plus grand luxe, c'est-à-dire la plus grande somme de consommations non reproductives, se rencontre aujourd'hui chez des gens

dépourvus de toute fonction sociale. L'impôt somptuaire est donc là tout indiqué, moins encore pour ce qu'il rapportera que pour ce qu'il fera épargner sur le fonds social. Enfin, parmi les objets de consommation de provenance étrangère, il faut sans doute discerner ceux dont la consommation est productive de biens nouveaux de ceux dont la disparition stimulerait au contraire la production nationale. Au résumé, une dette de quarante milliards, c'est-à-dire de dix ans de revenus mangés à l'avance, n'est pas impossible à amortir par ces moyens-là. Qu'on veuille bien remarquer que la progression arithmétique des sommes d'amortissement produirait une progression géométrique dans leur puissance, parce que la masse des capitaux libérés ferait baisser le taux général des intérêts, et que la rente à son tour baisserait d'autant.

*
* *

Le placement en biens-fonds affermés, ou en hypothèques légales sur des biens-fonds, ce qui revient à peu près au même, sans être beaucoup plus ancien que la rente d'État, comme je l'ai dit, n'est pas aussi facile à supprimer, parce que la généralisation du fermage et celle de l'endettement des petits propriétaires sont la conséquence d'un état social créé par la législation qui a morcelé les héritages à l'infini, détruisant les exploitations agricoles organisées en domaines stables, pour les démembrer en « marchés de terres » et briser ceux-ci eux-mêmes en parcelles dont la culture revient forcément à l'exploitant de l'atelier agricole, domaine ou ferme, le plus voisin. A ce genre de petit fermage, il n'y a rien à substituer immédiatement ; mais il faut pourtant travailler à la reconstitution des domaines primitifs, en même temps qu'à la conservation de ceux qui existent encore, par le remaniement de la législation successorale. et par la constitution de domaines familiaux, ou au moins indivisibles et non hypothécables, enfin par la conglomération légale.

Quant aux exploitations agricoles rationnelles, c'est-à-dire

pourvues d'un capital normal en bâtiments et mobilier, qui peuvent par conséquent être exploitées par les propriétaires, il faut que la loi fasse à ceux-ci une situation privilégiée lorsqu'ils exploitent eux-mêmes, à l'inverse de leur créer un privilège lorsqu'ils n'exploitent pas, comme elle le fait aujourd'hui. Sous l'ancien régime, dans les pays d'impôt personnel, le propriétaire noble, c'est-à-dire tenu à certaines charges sociales, était par contre exempt de l'impôt foncier lorsqu'il exploitait lui-même.

C'était là, en même temps qu'une juste compensation à l'impossibilité où il était mis d'exercer les professions commerciales plus lucratives, une prime au travail, à la résidence, à l'exercice en un mot de la fonction sociale. Aujourd'hui, le privilège à rebours qui donne au propriétaire non résident, non exploitant, une première hypothèque légale non seulement sur les produits du travail de l'exploitant, mais sur ses instruments de travail, est une prime à l'absentéisme et à l'oisiveté; de même que le refus d'une indemnité légale au fermier pour plus-value de la terre pendant son bail est la négation du droit du travail et de la loi même du progrès agricole, pour constituer une Usure nouvelle, soit au profit du propriétaire, si le fermier est consciencieux, soit aux dépens de la terre, c'est-à-dire du fonds social, si celui-ci ne l'est pas. C'est une législation absolument antisociale. Aussi quels fruits a-t-elle produits? La mobilité excessive dans l'exploitation pendant la période progressive de l'agriculture, et son abandon pendant cette période régressive. Dans les régions de grande culture, et surtout de culture intensive, on ne trouve plus de fermiers, c'est-à-dire plus d'hommes qui veuillent hypothéquer un capital considérable au profit d'autrui pour lui en servir la rente, en ne gardant pour eux que les bénéfices aléatoires et souvent les pertes de l'exploitation. En cela la nature des choses porte d'elle-même remède, mais un remède qui naît de l'excès du mal, à cet état économique contre nature qui consiste à faire porter des rentes à la terre plutôt que des hommes et des fruits.

Mais il faut constater que dans bien des cas l'exploitation directe ou en régie, à laquelle la législation doit contribuer,

dans le sens d'y ramener les propriétaires, rencontrera de grandes difficultés dans les conditions sociales tant qu'elle ne les aura pas modifiées, ce qui ne se fera pas en un jour. Le remède à ces difficultés est dans l'association, comme nous la voyons pratiquée dans des pays voisins, soit entre grands propriétaires pour assurer dans leurs familles la conservation des domaines héréditaires, soit entre petits propriétaires pour s'en faciliter l'exploitation par des institutions de crédit ou d'assurance mutuelle.

L'association fait partie de la loi du progrès agricole, parce que l'appropriation de la terre a un caractère comme un but social, et qu'elle est ainsi dans la nature des choses, à la connaissance de laquelle il faut toujours revenir, pour mettre en œuvre les forces de la nature.

On le voit, la question agraire ressortit comme tous les problèmes du travail à une double question d'organisation et de législation sociales; c'est dire qu'il est dans la main de l'homme de la résoudre au mieux.

Si la solution que nous en présentons n'est pas radicale, c'est qu'elle est conforme à l'ordre de la nature qui « ne fait pas de sauts ». Mais la loi naturelle d'agglomération, qui a malheureusement fait absorber les « manses » par les fiefs domaniaux, agirait de la même manière et plus heureusement aujourd'hui pour résorber les débris domaniaux émiettés et pour rendre la terre au paysan, en ne donnant pas à ce mot un sens démocratique mais celui qu'il a réellement de cultivateur.

*
* *

La suppression de la rente d'État et la résorption de la rente hypothéquée sur la propriété foncière rurale auraient pour conséquence de faire refluer vers l'industrie une quantité de capitaux et de faire baisser d'autant la rente industrielle, le taux de l'intérêt décroissant avec l'abondance des capitaux, comme il se voit en Angleterre par exemple, et par opposition en Turquie. Rappelons-nous qu'on a appelé ici rente indus-

trielle non pas le simple dividende des bénéfices nets d'une entreprise industrielle, mais la part qui se prélève tout d'abord sur le bénéfice brut au titre de frais généraux pour assurer l'intérêt des capitaux engagés, soit que ce prélèvement se fasse sous titre d'obligations, ou d'actions privilégiées, ou de garanties d'intérêts, ou sans titre spécial aucun, mais simplement en fait. Dans les entreprises industrielles où cette disposition n'existe pas, le taux normal des placements n'est pas de 5 0/0, mais de 10 0/0, ce qui prouve bien notre dire.

Pour faire disparaître le restant de cette Usure après qu'elle aurait déjà diminué de moitié, comme il vient d'être dit, il faudrait réformer la constitution légale des sociétés industrielles, afin que leur responsabilité pécuniaire étant, comme de droit naturel, illimitée, elles ne présentassent plus des placements « de père de famille », mais des opérations strictement coopératives, dans le sens plein du mot. Alors la production en grand, les grandes entreprises resteraient le lot des grands capitalistes, — à leurs risques et périls, — ce qui n'est guère maintenant où ils en absorbent la gestion sans en courir les risques, — et les petites seraient constituées par la petite épargne, qui y serait aussi compétente qu'intéressée, parce que toutes les associations résulteraient du voisinage ou de la similitude de métier.

Par là les coopérateurs manuels, aujourd'hui salariés, de ces associations, auraient grande facilité à en devenir les membres, et on verrait peu à peu le prolétariat faire place à la copropriété des instruments de travail, à la véritable forme pratique de leur socialisation, suivant une expression du vocabulaire socialiste plus juste en l'idée qu'elle éveille qu'en la forme à la fois violente et naïve sous laquelle ceux qui l'emploient la poursuivent. — L'antagonisme du travail et du capital irait par là s'atténuant, à mesure que leur séparation irait diminuant. Il en est de cette séparation comme de celle de l'Eglise et de l'Etat, de la politique et de la religion, de tout ce que la nature a rendu distinct, mais non séparé. — Les divers éléments de la vie sociale, tout comme les divers éléments du corps humain, ne fonctionneraient pas aux dépens mais au service les uns des autres.

Ainsi, pour nous résumer, l'Usure sera bannie autant que possible de la production industrielle quand la législation sur les sociétés anonymes aura été rapportée, et que la solidarité de tous les éléments de la production dans une organisation corporative comprenant patrons, directeurs et ouvriers, viendra rétablir l'harmonie en même temps que la justice sociale dans le monde du travail industriel.

Ce sera la corporation, organe social concret, et non pas la société, conception abstraite à moins qu'on ne la concentre dans l'État, qui sera en possession des instruments de travail, et ses frais généraux ne comprendront plus que ceux de la direction, alors que le capital d'établissement aura été amorti et que celui d'exploitation sera fourni à titre gratuit, et non plus usuraire, par la clientèle elle-même de l'établissement, qui y trouvera un avantage dans le meilleur marché des produits.



L'association de personnes et non de capitaux est donc dans l'avenir qui doit voir l'Usure bannie de l'agriculture et de l'industrie par une législation fondamentalement opposée à l'individualisme et au capitalisme dans l'une comme dans l'autre, sans avoir pour cela rien de socialiste. Mais il faut s'attendre à ce que l'Usure cherchera encore un refuge dans le prêt de consommation, et surtout dans la spéculation.

Pour ce qui est du premier de ces domaines, elle y rencontrera dans une société bien organisée deux obstacles, la mutualité et la charité.

En effet, la masse des hommes ayant été ramenée, comme il vient d'être indiqué, à l'accomplissement de la loi générale du travail dans des conditions où ce travail ne sera pas frustré de sa rémunération légitime par l'Usure, et à la pratique de l'association qui est la condition naturelle du travail, leurs besoins seront non seulement satisfaits normalement, mais encore localisés et spécialisés par le fait de l'organisation sociale : il y aura toujours des pauvres, parce qu'il y aura toujours des

moments où dans la plupart des existences laborieuses les besoins excéderont les ressources procurées par le travail du jour. Mais si dans l'ensemble et pour la masse ce travail a été rémunérateur, c'est-à-dire si, pour reprendre les termes du théorème initial, la production à laquelle il a contribué a été supérieure à la consommation qu'il a coûtée, une partie de l'excédent aura dû être mise en réserve par l'association pour parer aux éventualités dans un sain esprit de mutualité.

Quant au déchet de ces associations, c'est-à-dire quant aux incapables, aux indignes, qu'elles n'aient pas pu admettre ou conserver dans leur sein, ils n'en sont pas moins membres de la société humaine, et assignés comme tels à un recours à la charité publique ou privée, qui ne saurait jamais être bannie de ce monde dont elle est l'honneur et le lien moral.



Reste comme dernière forme de l'Usure à extirper la spéculation usuraire comme je l'ai définie. Sans doute, elle trouverait son terrain d'action très restreint par l'organisation corporative de l'industrie, du commerce et de toutes les professions lucratives qui ont besoin pour s'exercer de disposer de matières premières ou de capitaux libres. Mais là il faut que la vigilance des pouvoirs publics sévise par l'application rigoureuse des lois existantes, au lieu de la complicité qu'ils montrent trop souvent aujourd'hui. Rien n'est facile, au dire des experts en matière commerciale, comme de distinguer un marché fictif d'un marché réel, fût-il à terme. Ce qui favorise les accaparements que ces marchés ont souvent pour but, c'est l'état d'individualisme de la production ; ils n'auraient pas lieu d'être à l'égard de sociétés de production, qui pourraient répondre par l'offre à la demande dans telles proportions qu'elle se présentât. — Et puisque nous avons parlé des marchés à terme, disons que beaucoup de ceux qui sont aujourd'hui non seulement tolérés, mais reconnus par la loi, pourraient être

assujettis à un impôt spécial, et ne tarderaient pas alors à disparaître des pratiques du commerce.

On objectera que les capitaux, gênés sur tous les terrains dans leur soi-disant productivité propre, c'est-à-dire dans leur emploi usuraire, émigreraient du pays pour aller enrichir (ou plutôt ruiner) l'étranger où ils seraient admis en libre pratique. Ceci demande en effet à être envisagé à un point de vue auquel je vais me placer dans les quelques considérations par lesquelles je me propose de terminer ce mémoire sur l'Usure.

III. — Considérations générales.

Dans la première partie de ce mémoire j'ai essayé d'établir la thèse suivante :

Bien que le capital ne soit pas doué d'une productivité propre, les mœurs et les lois actuelles permettent à son possesseur d'en tirer à ce titre spécial un profit normal, en vendant cette productivité fictive sans pour cela aliéner le capital lui-même, et de se créer ainsi des profits sans risques et des rentes sans travail.

La généralisation de cette pratique, jadis qualifiée d'Usure, a pour effet d'entamer d'autant les forces vouées à la production, de diminuer en conséquence la somme des produits et de fausser leur répartition, puisqu'une partie de ces produits est détournée de profiter à leurs auteurs.

Ou, pour se servir des termes mêmes du mémoire, l'Usure (terme figuré) prélevée en vertu de la productivité du capital détermine une usure (au propre) correspondante dans le mécanisme de la vie sociale, et un trouble croissant dans l'organisme social.

Par la II^e partie du mémoire, j'ai essayé de montrer comment on pourrait enrayer le système capitaliste sur les divers terrains de l'ordre économique où il produit les effets susdits ; c'est-à-dire dans les prêts industriels, dans les prêts à l'État, dans les prêts fonciers, comme aussi dans son influence sur les locations et les fermages.

Arrivé au terme de mes conclusions, je me rends très bien compte de n'être pas parvenu à mon but : d'abord à rendre sensible le phénomène qui vicie tout notre système économique; ensuite à montrer les moyens de l'empêcher de se produire. Mes définitions auront paru étranges, mes conclusions aventurées, et toutes les objections qu'elles n'auront pas manqué d'éveiller seront restées debout, parce que, de peur de rompre l'enchaînement des idées, je ne me suis pas arrêté à les prévenir ou à les réfuter.

Enfin, il est certain qu'à un régime économique — le *capitalisme* — auquel on prétend retirer son principal ressort, il faut en substituer un autre que je n'ai fait qu'indiquer, et qui me reste à exposer plus clairement. Car la vie économique, pas plus que les autres formes de la vie sociale, ne retourne pas en arrière. Il ne s'agit donc pas de revenir par l'extinction de l'Usure aux conditions où l'on travaillait avant qu'elle se fût développée, mais de pressentir les conditions nouvelles où pourrait s'exercer le travail, après que ce facteur négatif en aurait été éliminé. Afin que tous les autres, qui proviennent du développement du machinisme et des conquêtes de la civilisation sur le globe, en atteignent plus complètement leur plein épanouissement.

Je vais l'essayer. Et cette fois ce sera la fin.



D'abord, en jetant un coup d'œil sur la vie économique actuelle, j'ai montré sous combien de formes l'Usure s'y produisait, mais je n'ai pas dit dans quelle proportion.

Voici ce que je trouve à ce sujet dans une circulaire financière du 20 août, rédigée dans une maison de banque très honorable, la maison Blondel et Garnier, à la saine direction de laquelle je m'empresse de rendre témoignage :

« Il faut convenir aussi que toutes les économies convergent à l'heure actuelle vers les valeurs mobilières, ce qui leur donne un vigoureux soutien. On n'achète plus de terre; l'in-

dustrie effraie les plus hardis ; c'est encore la Bourse qui offre les placements les plus commodes et les plus lucratifs. Une brochure fort intéressante de M. Emile Cosson, avocat à la cour de Paris, que nous nous honorons de compter dans notre clientèle, relative à l'agiotage et aux syndicats financiers, nous apprend que les valeurs françaises et étrangères possédées par les capitalistes français peuvent être évaluées à 80 milliards rapportant environ 4 milliards. Il ajoute que notre cote officielle comprend 767 titres au comptant et à terme, et fait remarquer le chemin parcouru depuis 1816, où les opérations de bourse ne portaient que sur 3 ou 4 valeurs et où le capital de ces valeurs n'excédait pas 2 milliards ; aujourd'hui la fortune mobilière des particuliers est devenue aussi grande que la fortune immobilière. »

Ainsi, si je comprends bien la première phrase, elle signifie que les valeurs mobilières ne sont plus des fonds d'établissements agricoles ni industriels, mais des fonds de roulement ; dans la seconde, je vois qu'ils rapportent quatre milliards — autant que l'impôt annuel — sous forme de prêts aux établissements agricoles et industriels ; dans la troisième, que la valeur de ces prêts s'élève au même chiffre que celle des capitaux d'établissement.

Autrement dit, que la moitié de la fortune publique consiste en Usures.

Or de quel œil ces producteurs qui fournissent la moitié consolidée du capital social, la somme complète du travail social, la somme totale de la production et finalement la totalité des besoins de la consommation, peuvent-ils bien considérer ces « capitalistes » qui n'ont que la peine de détacher le coupon ? De l'œil dont on considère les gens dont on a besoin, comme ceux-ci le croient ? — N'est-ce pas plutôt de l'œil dont on considère les choses dont on a besoin, lorsqu'elles sont aux mains d'autrui ? Voilà comment l'Usure pose le problème social. Après avoir mesuré l'étendue du phénomène, si l'on veut en mesurer l'intensité, en voici un exemple journalier : vous commandez une paire de bottes chez un ouvrier cordonnier ; n'ayant pas d'approvisionnement de cuir ni de capital, il faut

qu'il emprunte 20 francs à un usurier pour se procurer le nécessaire ; celui-ci lui marque 30 francs (c'est le moins dans une affaire de ce genre) ; l'ouvrier estime à 10 francs sa façon et les bottes lui reviennent ainsi à 40 francs, mais c'est au-dessus du prix courant ; alors il partage entre vous et lui le coût de l'usure, ne garde pour sa peine que 5 francs et vous livre pour 35 francs ce qui en vaut 30. Vous n'êtes pas plus satisfait que lui, mais il y a un *tertius gaudens*, qui, après trois petites opérations de ce genre, se sera procuré, lui, sa paire de bottes sans diminuer son pécule et sans manier l'alène.

Tandis que si l'ouvrier eût possédé le fonds, ou bien que vous lui eussiez avancé de quoi se le procurer en même temps que vous lui faisiez la commande, il y eût trouvé son compte et vous aussi. Comme aussi la société, pour qui les 10 francs empochés par l'usurier représentent une consommation improductive.

C'est pourtant comme ceci que le capitalisme a commencé, tout simplement, tout bonnement, pour arriver par des voies de plus en plus complexes, dans lesquelles il faudrait une vraie science pour le suivre, au développement formidable qui vient d'être indiqué plus haut ; nous avons vu que la moitié du capital français travaille pour qui l'emploie, l'autre moitié pour qui le prête, sans parler du travail de l'argent sur lui-même, du jeu de bourse, également sus-mentionné, par lequel se produit ce qu'on appelle en mécanique un frottement au détriment du travail utile, et en économie une usure au détriment de la production.

Voilà cette fois, j'espère, l'Usure bien prise sur le vif, et sa caractérisation bien claire.



Comme il est dans la nature du capital employé à faire l'Usure de se grossir toujours, puisqu'il se reproduit sans se consommer, il est dans sa destinée de se substituer progressivement au capital qui ne se reproduit que par la consommation et qui

encourt ainsi tous les risques, tandis que l'autre ne s'expose qu'à bon escient, c'est-à-dire quand il possède un gage ou « une couverture ». Le système tend donc à rendre de plus en plus aigu le contraste entre capitalistes et travailleurs, de plus en plus riches ceux-ci et de plus en plus pauvres ceux-là, et à accentuer ainsi par ses deux éléments extrêmes la forme d'un état social où le précepte « que celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger » devienne une contre-vérité. Or, comme la vérité et la justice ne se laissent pas impunément tourner en dérision durant toute l'existence d'un peuple, je suis bien obligé de redire dans ce résumé ce que j'ai dit dès l'exposé de la question, à savoir que le système ne peut aboutir qu'à une révolution sociale.

L'école classique, qui fournit sinon les prêtres de la religion du veau d'or, du moins ses docteurs, a beau chercher à accuser tantôt la bureaucratie, tantôt le christianisme, d'avoir engendré le socialisme : elle seule a engendré et devait engendrer la réaction qui l'emportera elle-même, au prix de Dieu sait quelles violences, mais sans y pouvoir substituer rien qui vaille mieux ni même qui en diffère en principe. Car mettre tout le capital aux mains de l'Etat comme le veut le socialisme, ce n'est pas du tout réaliser l'union du travail et du capital. C'est même y tourner le dos. Le travailleur a encore aujourd'hui une chance de conserver ou même d'acquérir une partie du capital social, — de plus en plus minime il est vrai. — Mais, sous le régime socialiste, plus la moindre chance de cette espèce : l'Etat est le capitaliste universel et absolu ; le travailleur est purement et simplement un esclave. Ainsi, si l'on considère que le régime de l'Usure conduisait les hommes lentement à l'esclavage, il faut bien reconnaître que le socialisme les y précipite d'un coup. — Singulier remède !

La véritable solution, nous l'avons indiquée déjà, et il faut y revenir ici, consiste à remettre et à maintenir l'outil aux mains, c'est-à-dire en la possession de l'ouvrier. Ce n'est pas « la mine au mineur » : d'abord parce que la mine n'est pas un outil, ensuite parce que le mineur n'est pas tout le corps exploitant, mais c'est la corporation industrielle ou agricole

en possession de l'outillage professionnel et exploitant à son compte les forces naturelles.

C'est la coopération, sans doute, par la division du travail combinée avec l'unité de direction, mais la coopération organisée conformément à la nature de l'homme, c'est-à-dire à l'ordre hiérarchique sans lequel l'humanité ne serait qu'un troupeau ; conformément aussi à la nature des choses, c'est-à-dire à leur emploi en vue d'une consommation productive. C'est la coopération organisée par des procédés infiniment variés et pouvant être très complexes ; c'est la coopération sociale, en un mot, au lieu de cette absurde conception soi-disant démocratique, d'après laquelle tous les individus, étant égaux en droit, n'ont d'autre loi que celle du nombre et d'autre hiérarchie que celles qu'il crée.

Non, si l'on conçoit bien l'Etat exploitant, quoique ce ne soit pas sa fonction propre, il n'est pas plus malaisé de concevoir dans l'Etat une foule de petits Etats autonomes reliés entre eux par des organismes de coordination, exploitant chacun pour son compte une branche d'industrie dans un atelier local, sous la protection de l'Etat proprement dit, et dans des conditions garantissant le bien commun. — Dans un tel régime corporatif, il n'y aurait ni Usure ni esclavage, comme lorsque le capital est séparé du travail par sa constitution individualiste ou socialiste, c'est-à-dire par son individualisation pure et simple ou par sa socialisation complète et absolue.

*
* *

Il y a dans l'emploi de ces mots individualisme et socialisme, individualisation et socialisation, place à des malentendus énormes, parce que l'on prend communément leurs radicaux, les mots d'individu et de société, dans un sens abstrait pour traiter d'organisations concrètes. Il n'y a pas d'individu qui, au concret, puisse être considéré comme indépendant d'une société ; ainsi, en certain sens, il n'y a pas d'individus, il n'y a que des membres de la société. Et, d'autre part, le mot de

société ne signifie pourtant pas un être même collectif, mais un état social d'êtres individuels, c'est-à-dire des hommes en société.

Or il convient essentiellement que des hommes en société aient certains droits en propre, comme chacun d'eux a des besoins et des devoirs reconnus, et aussi certains droits en commun et résultant de l'organisation de la communauté, comme ils ont des besoins et des devoirs communs. Il y a des consommations sociales comme des consommations particulières, des productions sociales et des productions individuelles. Et il est bien naturel que les instruments d'une production soient eux-mêmes possédés à l'état social.

Comment passer de l'état de possession individuelle de certains capitaux — et non pas de tous — à la forme sociale ? Je crois l'avoir montré : non pas en déposant leurs possesseurs, mais en les faisant entrer dans la société qui a besoin de leurs capitaux, et de l'organisation de laquelle ils ont besoin pour les faire valoir.

Que l'on ferme aux capitaux d'autres moyens de s'exploiter qu'en société, et l'on est sûr de les voir bientôt socialisés, parce qu'autrement ils ne fourniraient pas à la consommation de leurs possesseurs, ou bien se consommeraient sans se reproduire.

* *

Ici apparaît l'objection de l'internationalisme des capitaux, c'est-à-dire de l'impossibilité de modifier la législation économique à la fois dans tous les pays producteurs, afin d'empêcher les capitaux d'émigrer du pays où l'on apporterait, pour la première fois, des restrictions à leur liberté d'emploi.

Voici la réponse : sans doute, les capitaux employés à l'Usure, devenant disponibles par sa répression, devraient aller chercher fortune ailleurs, s'ils ne se rabattaient pas sur la mise en œuvre utile à la production. Mais cette production prendrait d'autant plus d'essor qu'elle ne serait plus tributaire de l'Usure, et le pouvoir de consommation des foules, augmentant par la

même raison, développerait d'autant le marché national et y attirerait finalement le capital, loin qu'il en fût détourné. On fait l'Usure sur les populations pauvres, mais on travaille volontiers loyalement pour celles qui sont riches.

Maintenant il faut néanmoins se placer au point de vue international beaucoup plus que ne le fait en ce moment le parti conservateur, et voici ce qu'on aperçoit en se plaçant à ce point de vue :

Il y a en ce moment trois courants internationaux, que l'opinion désigne par les noms d'internationale jaune (ou judaïque), d'internationale rouge (ou révolutionnaire) et d'internationale noire (ou chrétienne) ; le premier se forme chez les capitalistes, le second dans la classe ouvrière, le troisième n'appartient pas spécialement à une classe, mais tend à la réconciliation des classes divisées par les deux autres courants, en tenant entre leurs prétentions la juste mesure dictée par une saine doctrine sociale.

Les courants ont beau être tellement distincts qu'ils se combattent comme les eaux de certains fleuves même en se mêlant, ils n'en concourent pas moins à donner une poussée grandissante contre les barrières élevées aux frontières des nations. L'ancien régime, extrême et absolu en toutes choses, tendait à les rendre infranchissables. Mais la merveilleuse facilité des communications et les mœurs cosmopolites qu'elles engendrent (dont le succès des Expositions universelles n'est pas un des moindres traits), tout cet ensemble ouvre de grandes probabilités au triomphe futur de l'une des trois internationales désignées tout à l'heure.

Si c'est celle dont la spéculation est l'âme aussi bien que le ressort, on verra le monde revenir à l'état social du temps de l'Empire romain, qui connut lui aussi les siècles de l'Usure ; l'esclavage aura pris la forme du prolétariat, la ploutocratie tiendra la place de l'aristocratie, et tout idéal aura disparu avec le culte de la patrie et celui du foyer. Ces deux amours, innés au cœur de l'homme, seront remplacés par celui de l'or.

Si c'est l'internationale rouge qui réussit à produire une révolution sociale, ce ne sera plus même vers l'Empire romain,

mais vers la barbarie que rétrogradera la société, car toutes les conceptions sociales soi-disant scientifiques, c'est-à-dire purement matérialistes, de l'école qui s'intitule démocratique socialiste et révolutionnaire, sont d'une rudesse et d'une grossièreté sans nom. Le culte du ventre, comme s'intitule elle-même la religion nouvelle, n'est pas plus digne de l'humanité que celui de l'or, et n'en diffère guère en principe d'ailleurs. Libéralisme et socialisme ne sont, comme on l'a dit souvent, que deux frères ennemis. Mais si les passions soulevées par leur lutte fratricide se font de plus en plus jour, et si leurs manifestations acquièrent non seulement une fréquence, mais un développement inquiétant pour l'ordre social, il s'est produit néanmoins dans le cours de ce siècle, comme dans toute la série qui date de l'ère chrétienne, un adoucissement progressif et continu des mœurs, que des explosions de violence ont pu troubler plutôt qu'arrêter, et dans lequel l'observateur impartial ne peut manquer de reconnaître encore l'influence souveraine, quoique parfois latente et en quelque sorte inconsciente, du christianisme.

Cet adoucissement des mœurs, cette piété pour l'humanité, fournissent à l'action sociale de nos trois internationales comme un air ambiant, où la jaune et la rouge se sentent mal à l'aise, l'une dans son égoïsme, l'autre dans sa rudesse, tandis que l'internationale noire s'y trouve dans son élément. On en voit le témoignage dans ses développements : refoulée par tous les gouvernements, monarchiques ou républicains, conservateurs ou progressistes, elle ne se produit pas moins d'année en année dans des manifestations toujours plus complètes. Après les magnifiques congrès catholiques d'Autriche, d'Espagne et de Suisse, pour ne parler que de ceux de cette année, la France vient de voir sous une autre forme, celle des assemblées provinciales et de l'assemblée générale de leurs délégués, se reproduire un mouvement d'idées fécond dans le même sens. Or le mot de siècle de l'Usure y a été attaché aux pratiques de la civilisation moderne, et elle ne secouera plus ce trait de ses flancs !

D'autre part, l'état-major de l'internationale dorée, la haute

banque juive est attaquée par une littérature ardente, implacable, que l'on croyait d'abord ne pouvoir atteindre les sphères où se complaisent les parvenus de l'opulence, mais qui pourtant y a trouvé de l'écho et a provoqué les symptômes d'un certain antisémitisme dans toutes les classes de la société.

Je constate le fait sans le louer, et surtout sans lui attacher plus d'importance qu'il n'en a : de tout temps les fils de famille ruinés ont maudit les usuriers. Mais j'y voudrais voir un commencement de réaction, non contre les spéculateurs qui restent dans les limites licites de leur industrie, mais contre la spéculation elle-même lorsqu'elle est usuraire, et, pour tout dire, contre le principe même de l'Usure, sous telle forme qu'elle se déguise.

Je crois en avoir désigné ici les principales et montré les principaux effets, quitte à paraître excessif, insensé même dans un milieu social où tout le monde en vit sans s'apercevoir qu'on en meurt. Il est si commode de vivre sur l'épargne des pères ou sur la sienne, en faisant travailler son argent plutôt que soi-même, et de croire que cela durera toujours ! Mais j'ai voulu montrer que cette quiétude, respectable chez l'individu qui n'en peut mais, n'avait pour elle, au point de vue social, ni les calculs de l'économie ni les garanties de la paix sociale.

Et comme la question est la même et à peu près aussi mûre dans tous les Etats d'Europe, ou du moins dans tous ceux que je connais, je ne doute pas, même en restant au point de vue international, que les remèdes législatifs que j'ai indiqués, et d'autres encore, n'entrent bientôt dans les préoccupations de l'opinion, ne deviennent ensuite l'objet de conférences, de congrès internationaux, comme ceux que nous voyons se tenir en ce moment sur d'autres questions sociales, et que les lois contre l'Usure ne finissent par redevenir le code commun des peuples de la CHRÉTIENTÉ.

V

DE L'ESPRIT D'UNE LÉGISLATION CHRETIENNE DU TRAVAIL (1)

I

Peut-il y avoir une législation chrétienne du travail ?

Oui, sans doute, s'il y a une justice sociale chrétienne, un droit social chrétien, que cette législation ait pour objet de définir et de protéger dans le contrat de travail.

Non, si l'on ne voit avec l'École classique dans l'expression de *Justice sociale* qu'un « néologisme qui cache le vague de la pensée sous l'impropriété des termes » ; — « qu'un mot qui n'a point de sens ». — Non si l'on prend pour point de départ de l'étude de cette législation la conviction « qu'il n'y a pas de justice sociale ou particulière, et que si l'on parle quelquefois de justice légale, c'est une manière de qualifier l'injustice ».

En restreignant ainsi l'idée de justice à celle de la justice commutative, on dit alors fort logiquement que la société ne doit rien aux pauvres, « une obligation de charité ne pouvant jamais devenir une obligation de justice », et l'on donne l'exemple suivant de l'application de ces principes :

« Rome ancienne possédait une notion très exacte de ce que réclame la justice dans les relations des hommes, et cepen-

(1) *Association catholique*, mai 1891.

dant elle envoyait les esclaves malades ou infirmes mourir dans une île du Tibre. Si elle connaissait la justice, elle ignorait la charité. »

Elle estimait, sans doute, comme l'auteur lui-même de cette appréciation le pose en thèse quelques lignes plus haut, que « la société ne doit rien aux pauvres ».

Eh bien, j'en demande pardon aux juristes dont j'ai reproduit ici le langage récent, ceci est la justice sociale païenne, ce n'est pas la justice sociale chrétienne, car, dans le christianisme, la charité n'est pas de conseil, elle est de précepte.

« Si votre justice n'est pas plus parfaite que celle des docteurs de la loi et des pharisiens, vous n'entrerez pas dans le royaume des cieux », a dit Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Et comme un de ces docteurs lui demandait quel était le plus grand commandement, il le lui dit et ajouta : *« Voici le second qui lui est semblable : vous aimerez votre prochain comme vous-même ; c'est dans ces deux commandements que sont renfermés toute la loi et les prophètes. »*

Voilà donc bien l'esprit de la loi chrétienne, voilà le principe de la justice sociale chrétienne.

Ceci ne concerne que l'individu et non la société, dira-t-on dans l'école qui n'a pas rompu avec le christianisme. Mais qu'est-ce donc que la société chrétienne, si ce n'est celle « où la philosophie de l'Évangile gouverne les États » (encycl. *Humanum genus*), celle où la conscience chrétienne engendre des mœurs chrétiennes, celles-ci des coutumes chrétiennes et celles-ci une législation chrétienne ?

La notion de la justice, c'est-à-dire de la conformité des relations humaines au droit naturel, n'est pas la même dans une conscience chrétienne, juive ou païenne, et c'est ainsi que l'école historique allemande, opposant une autre erreur à celle de l'école qui n'a pas la conception chrétienne du droit naturel, a été conduite par l'observation à enseigner qu'il n'y avait pas de droit naturel. Naguère on établissait dans le *Journal des économistes* que la morale « orthodoxe » venait du Druidisme par la Cabale, et était infiniment supérieure à la morale chrétienne. Pour moi, je dis simplement qu'elle

vient de la Rome des Césars, et que le Droit romain n'est pas le Droit chrétien.

Si bien qu'on peut être dans la vie privée un parfait chrétien, et porter pourtant dans ses conceptions sur la chose publique un tour d'esprit... romain, c'est-à-dire arriéré de quelque quatorze cents ans pour la France.

Il faut donc encore le redire en quelques mots, pour bien préciser les points de départ :

Il y a trois écoles irréductibles en économie sociale :

celle où l'on considère l'homme comme une chose ;

celle où on le considère comme une bête ;

et celle où on le considère comme un frère.

Voici quelques exemples pris sur le vif :

Soit le problème de la juste rémunération du travail : pour la première École, sa mesure est dans une fraction arbitraire de la valeur vénale ajoutée par la main-d'œuvre à la matière première ; elle est déterminée par la « loi de l'offre et de la demande » ;

Pour la seconde, elle est dans la valeur sociale, c'est-à-dire dans l'effort fait par le travailleur en vue d'un rapport à la collectivité dont il fait partie ; elle est déterminée par l'État ;

Pour nous, elle est dans la mesure du nécessaire à la subsistance d'une famille laborieuse dans la société humaine, pour chacune selon sa condition ; elle est déterminée par les mœurs chrétiennes.

Contre cette dernière conception, le classique et le socialiste se récrient à l'envi, car ils n'aperçoivent l'un et l'autre dans la société que l'individu et l'État. Comment l'État pourra-t-il déterminer cette mesure ? s'écrie le premier. Comment pourra-t-il l'imposer au patron ? Comment le patron pourrait-il la remplir ?

La famille, dit le second, il n'en faut plus ; c'est l'État qui a la charge des enfants, des vieillards ; il n'y a plus de patron que lui ; il paiera chacun selon son travail, et il lui restera encore de quoi traiter chacun selon ses besoins.

L'histoire répond simplement : le problème de l'aisance dans la famille ouvrière a été résolu pendant des siècles par

l'organisation corporative, sans que pour cela on en prit les enfants pour les élever comme des poulets à la couveuse, puis à la gaveuse. Pourquoi ne pourrait-il l'être encore selon les mêmes principes ?

Ainsi les uns ne conçoivent comme principe économique que les transformations de la lutte pour la vie, qui sont la loi de la matière organique. Les autres ne songent qu'à la conservation et au bien-être de l'espèce, ce qui est la tendance de l'animalité ; nous enfin, nous concevons l'humanité comme vivant à l'état organique de corps social, dont toutes les parties sont solidaires, se prêtant par conséquent assistance entre elles, parce que c'est leur loi de vie matérielle aussi bien que morale.

Ce n'est pas nous, d'ailleurs, qui l'avons dit le plus récemment : « La constitution sociale a quelque chose d'analogue à la constitution du corps humain... La force résulte de l'état de ses organes vitaux, la famille, le foyer, la propriété, la liberté individuelle, l'association, la vie locale, etc... » Sauf que tous ces biens ne sont pas des « organes », la pensée est juste et elle se termine ainsi : « La libre action de l'Église est une chose aussi nécessaire et aussi désirable, mais elle ne peut suppléer les fonctions vitales. Il n'est donc pas exact de dire que la question sociale est purement religieuse ; malheureusement elle est beaucoup plus complexe que cela. » — Nous concluons que la législation doit elle-même, dans l'ordre social chrétien, s'inspirer de ses caractères essentiels et distinctifs, pour en rendre l'application sociale plus générale et plus complète à la faveur de dispositions organiques spéciales. et qu'aux formules négatives de l'école classique nous devons opposer non seulement des affirmations doctrinales, mais des faits historiques constants.

II

Il semble aisé de déduire du principe de la foi chrétienne ce que doit être en son inspiration et ce qu'a toujours été en ses caractères une législation sociale chrétienne ; l'application de

l'idée de fraternité et de ses corollaires : l'idée de charité, l'idée de solidarité et l'idée de liberté.

L'idée de charité, parce que des frères se doivent l'amour, et que tout dans leurs rapports, dans leurs coutumes, dans leurs lois, doit respirer l'amour.

L'idée de solidarité, parce que des frères forment une famille et qu'alors même que cette famille s'accroît et essaim, chaque essaim, chaque groupe conserve l'esprit de famille dans son sein comme au dehors.

L'idée de liberté, parce que des frères ne sauraient s'imposer d'autres contraintes que celles fondées sur le respect de l'esprit de charité et de l'esprit de solidarité, mais non disposer du sort les uns des autres, au nom d'une prétendue souveraineté populaire qui, ne résidant pas dans l'individu, ne peut pas davantage appartenir au nombre.

Un coup d'œil historique sur chacune de ces propositions sera leur meilleure démonstration philosophique.

La charité, que l'on voudrait exclure du domaine de la législation, comme si elle n'y rentrait pas d'elle-même dans le droit social chrétien, l'a au contraire tellement inspiré que son histoire semble n'en être qu'une quinze fois séculaire application variée à l'infini. Si d'ailleurs elle en est le trait le plus marqué, elle n'en est pas uniquement le propre ; les anciennes législations de l'Orient en ont également le caractère, quoique à un moindre degré. Entre toutes, la loi mosaïque est inspirée de l'esprit de charité jusque dans ses dispositions les plus caractéristiques : l'année sabbatique dans laquelle le croît des champs appartient aux pauvres, et l'année jubilaire dans laquelle les dettes sont remises et les biens saisis pour leur satisfaire retournent à leurs anciens maîtres. La notion étroite, absolue, individualiste de la propriété quiritaire, que l'on confond trop souvent avec la justice, n'y apparaît nulle part : « La terre est à moi », dit le Seigneur Dieu, et, dès lors, le législateur inspiré en règle l'usage dans les moindres détails, tel que celui de la défense de mettre une muselière au bœuf qui charrie la moisson, afin qu'il en ait aussi sa part dans le champ même. Et s'il songe ainsi à la charité envers les animaux domestiques, com-

pagnons des labeurs de l'homme, avec quelle sollicitude ne le fait-il pas pour les pauvres ! En voilà un qui ne paraît pas avoir cru que la société ne leur devait rien.



Le christianisme apparaît : c'est le règne de la charité, et tout d'abord elle engendre entre ceux qui se nomment des frères non seulement un esprit, mais des pratiques de communauté ; sans doute, cette communauté n'est pas de précepte, mais bien les principes sur lesquels elle repose : le devoir pour tous ses membres de travailler pour y fournir leur apport et le droit correspondant pour chacun d'y trouver de quoi vivre. Car il n'y a pas de charité là où, des oisifs vivant sans travailler, les travailleurs qui fournissent à leur subsistance opulente n'y gagnent pas en même temps au moins leur suffisance ; et l'on ne considérerait pas alors qu'il y eût non plus justice.

La société chrétienne sort des catacombes où elle a supprimé l'esclavage ; la communauté étroite disparaît sans doute entre ses éléments dont l'existence se diversifie selon leurs fonctions sociales ; mais l'esprit de communauté reste : il inspire non seulement les associations religieuses dont il devient la règle, mais toute la législation qui naît peu à peu des formes du droit romain et de la force des coutumes barbares au souffle de l'esprit chrétien, c'est-à-dire de l'esprit de charité. Les évêques, soit chacun dans son diocèse, soit réunis en conciles, sont les premiers législateurs de la société chrétienne, et la charité enfante certainement la justice dont ils édictent les lois.

L'État alors, selon la conception antique ou moderne, l'État a cessé d'exister ; la société est en travail d'organisation politique. Elle paraît avoir trouvé sa forme au moins rudimentaire dans les *Capitulaires* de Charlemagne, puis retombe dans l'anarchie du monde féodal sous ses successeurs jusqu'à l'ère du berceau des dynasties actuelles, des Capétiens en France, plus tard des Habsbourg en Allemagne et des Angevins en Angleterre. Trois législations chrétiennes du travail apparaissent presque simul-

tanément comme un magnifique épanouissement de l'esprit évangélique qui a fait fleurir les coutumes chrétiennes. Ce sont les « établissements » de saint Louis, ceux de l'empereur Henri II et ceux d'Édouard le confesseur. Et si l'Église a élevé ces législateurs au rang de ses saints, c'est que leur œuvre législative semble n'être qu'une codification de la charité. Qu'on lise l'admirable *Histoire du peuple allemand* comme les travaux analogues — bien qu'aucun n'ait cette ampleur — des historiens de la société du moyen âge en France, en Allemagne et dans tous les pays de la chrétienté, et l'on ne trouvera pas exagérée cette expression de codification de la charité, non seulement entre concitoyens, mais plus éclatante encore envers le voyageur et l'étranger, parce qu'eux aussi étaient des frères en Dieu et en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Comme les légistes d'alors — il commençait à s'en former aux écoles d'Italie — durent souffrir à l'aspect de ces « miroirs » des coutumes, qui permettaient au passant de cueillir dans la vigne autant de raisin qu'il en pouvait manger, dans le champ autant d'épis qu'il en fallait pour nourrir son cheval jusqu'au soir, et de prendre dans l'étang du poisson, pourvu qu'il l'apprêtât dans le village voisin !



Hélas ! ils ne souffrirent pas toujours : voici venir la Renaissance, non pas seulement de l'art, mais des lettres, de l'esprit et des lois du paganisme, armant les princes contre les peuples, les seigneurs contre les paysans, les riches contre les pauvres de droits nouveaux, au nom d'une justice qui ignore la charité. Bannie de la justice, celle-ci a bientôt disparu des mœurs, et alors se déchaîne au foyer même du mouvement réformateur cette horrible « guerre des paysans » qui fut comme le prélude des guerres de religion. Les lois deviennent féroces, les supplices qu'elles ordonnent horribles, et la torture que Rome antique n'appliquait qu'aux esclaves devient de droit commun. Cela ne suffit pas encore : la Réforme, fille de ce

triomphe du rationalisme, inaugure son règne en Angleterre en confisquant aux mains de l'Église le patrimoine des pauvres, et marquant ceux-ci d'un fer rouge pour vagabondage et les pendant en cas de récidive. — Nous voilà bien ramenés à cette notion romaine de la justice que l'on trouve si exacte quoique dépourvue de charité dans le sort qu'elle faisait aux esclaves infirmes.



Enfin le dernier mot de la laïcisation de la justice — car c'en est bien une que de la châtrer de la charité — fut l'œuvre soi-disant immortelle de la Révolution française, brisant tout ce qui restait de l'antique organisation sociale de l'aumône, et y substituant une assistance publique dérisoire et une dureté de l'esprit de propriété à laquelle le Sénat a voulu ces jours-ci mettre le bouquet en poursuivant dans le code rural la disparition du dernier reste de ses formes charitables. Les Romains, sans doute, appelaient ces formes des servitudes, et il était digne de la glorification d'une ère de liberté de les abolir en son centenaire, comme étant les traces, non pas d'un antique communisme, mais d'un antique esprit de communauté.

« Nous faisons tout ce que nous devons, mais nous n'accepterons pas que la loi nous l'impose », a-t-il été dit. Heureux qui peut se rendre en premier un tel témoignage, mais malheureux le peuple qui n'a de loi que pour sauvegarder la richesse contre les revendications de la pauvreté, parce que sa justice, trop courte devant notre Père qui est aux Cieux, ne trouvera pas longtemps grâce même devant les hommes.



Est-ce à dire que tout ce que commande la charité doive être l'objet de prescriptions législatives? Non certes : non pas que cela soit contraire au droit, mais parce que c'est le plus souvent impraticable en fait. Sans doute la loi devrait prévenir tout acte d'inhumanité, mais souvent en le faisant elle risquerait

d'arracher le bon grain avec l'ivraie ; dans la question des salaires, par exemple, en fixant le minimum sur ses bases naturelles, elle risquerait précisément de contrecarrer la charité, lorsqu'elle donne sous forme de salaire ce qui n'est en réalité qu'une aumône. Que l'on vienne nous dire que l'intervention du législateur est difficile en pareille matière, d'accord : mais qu'elle est abusive, non, car ce serait renier les exemples constants des siècles les plus chrétiens. Ce n'est donc pas là une question de principe, ou plutôt le principe est favorable à l'intervention du Pouvoir social en faveur de l'équité du contrat de travail, qui ne se trouve que dans ce que les économistes ont appelé le salaire naturel, c'est-à-dire conforme au droit naturel. C'est une question de procédé, et le meilleur procédé ne se trouve certainement pas dans l'action positive et directe de la législation, mais dans son action organique, qui va faire l'objet des remarques suivantes. Mais il fallait d'abord protester contre cette étrange mise de la charité hors la loi dans un pays de civilisation chrétienne.

III

La conception chrétienne de l'humanité, qui est la fraternité de tous les hommes, et particulièrement de ceux qui professent la foi chrétienne et participent à la plénitude des grâces de la rédemption divine, nous a conduit facilement à cette conclusion que l'esprit de charité doit inspirer la législation des nations chrétiennes dans toutes ses parties, et notamment la législation du travail, de ce travail manuel remis en honneur par Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Un coup d'œil sur l'histoire de la civilisation vient de correspondre suffisamment — ce me semble — à cette déduction logique : ce qui devait être, d'après le langage de notre divin Maître et de ses apôtres, le trait distinctif des mœurs, des coutumes, des institutions et des lois chrétiennes, l'a été en effet.

Mais si l'esprit de charité est le principal caractère auquel la législation chrétienne se fasse reconnaître à un point que n'ont atteint ni la loi mosaïque ni le Koran, pourtant inspiré de l'une et de l'autre, ce n'est pas le seul. L'on conclut aisément de l'esprit de charité qui doit animer un peuple de frères à l'esprit de la solidarité qui a dû s'y développer, et l'histoire vient encore là pour rendre ce témoignage à la raison.

Deux puissantes organisations sociales caractérisent en effet d'une manière à peu près uniforme les siècles les plus chrétiens : le régime féodal dans les campagnes et le régime corporatif dans les villes. Or l'un comme l'autre de ces régimes reposent sur l'idée de solidarité au plus haut degré : tenanciers, vassaux et suzerain forment corps ensemble et s'y engagent par serment sur les saints Évangiles. Quant aux corporations des métiers, qui réunissent maîtres, compagnons et apprentis, leur devise est bien connue : « Tous pour un, un pour tous » en Allemagne, et en France : *Vincit concordia fratrum*, c'est-à-dire : « Un lien fraternel nous unit. »

Ce n'est vraiment pas la peine d'insister sur la démonstration d'un phénomène aussi évident et aussi constant, mais il y a intérêt à l'analyser.

Le Moyen-Age ne présente pas, quoi qu'on en dise communément, une organisation de classes, mais une organisation de fonctions exercées solidairement par des familles de différentes classes. Une organisation de classes avait sans doute succédé, pendant la décadence romaine, à l'organisation familiale de la *gens* et de sa clientèle qui avait fait la force de la Rome antique ; cette organisation se retrouve encore dans la période troublée qui suit les invasions des Barbares ; elle se grossit même chez eux d'un élément original, l'homme libre : nous voyons les premiers États constitués à la suite des invasions ne connaître, en fait de régime légal, que le « statut personnel » qui est bien la caractéristique d'une organisation de classes. Mais peu à peu les alleux retournent en tenures où se transforment en bénéfices par la « recommandation », et la société féodale se constitue en corps sociaux, en vertu de fonctions réelles et non plus personnelles. La cellule organique

de ces corps sociaux est le fief ou la commune, dont le lien unit solidairement des personnes de conditions diverses, tout comme la famille elle-même, ce protoplasme sur lequel tout le développement historique de la civilisation paraît se modeler de plus en plus : les fiefs deviennent héréditaires, les maîtrises aussi ; mais ni le « Chevalier » ni le « Bourgeois » ne s'isolent des petites gens et ne forment corps à part. Il n'est donc pas vrai de dire avec les docteurs du socialisme scientifique, Lassalle et Marx, que l'histoire de cette longue période de la civilisation chrétienne soit, comme celles qui l'ont précédée ou suivie, l'histoire de la lutte des classes, car celles-ci pouvaient être alors distinctes par suite de la condition des personnes, mais elles n'étaient pas séparées ; — la séparation, et dès lors le principe de l'antagonisme, ne reparait qu'après la Renaissance et avec la Réforme, préparant l'Ancien Régime et son écroulement final. Cela parce que le principe d'une organisation de classes est antisocial ou tout au moins anti-chrétien. On m'objectera peut-être à cela la composition des États généraux en trois ordres. Mais ces ordres ne représentaient pas des classes, mais des fonctions ; leurs délégués apportaient les cahiers d'autant de corps sociaux. Si cela fut moins apparent aux élections des derniers États, ceux de 1789, c'est que deux siècles d'Ancien Régime s'étaient écoulés depuis la convocation des précédents et avaient faussé l'institution, si bien qu'elle ne put pas se maintenir plus que la monarchie absolue dont elle semblait le contrepoids.

C'est donc un reproche bien inexact à notre adresse que celui de tendances à restaurer une organisation de classes, alors qu'on ne la voit nulle part dans les temps et dans les pays où nous cherchons nos aspirations, mais uniquement dans ceux où l'esprit catholique fait place à l'esprit protestant, juif ou césarien. Dans ceux-ci, le régime ploutocratique succède au régime aristocratique vicié par l'esprit de caste, et la diversité des conditions crée, sous le trompe-l'œil de lois égalitaires, les inégalités les plus intolérables, parce qu'aucune fonction sociale ne relie plus entre eux par des liens de dévouement réciproque les divers membres de la société.

C'est alors que s'épanouit dans toute sa pureté le régime du « libre contrat », ce palladium des libertés publiques et ce *noli me tangere* de la liberté individuelle — selon l'école moderne.

Alors, plus de solidarité dans la famille, c'est-à-dire dans le temps : les enfants veulent bien de l'héritage des parents, non de par le testament, mais de par la loi qui en assigne à chacun un lambeau ; quant à l'héritage moral, quant aux traditions de famille, quant au culte des ancêtres qui est la marque des civilisations fortes et pieuses, on n'en a plus le souci. — On est élevé au collège d'une façon bien classique et égale pour tous, et on en sort soi-disant propre à tout, en réalité bon à rien. Puis chacun cherche fortune comme il peut ; on appelle cela la lutte pour la vie : les bêtes en font autant. On dira que j'exagère en ce qui est de la famille : la preuve est pourtant bien simple à faire de la différence entre le cas que l'on fait de l'héritage pécuniaire ou de l'héritage moral : on réclame légalement l'un jusqu'au 12^e degré, mais qui donc a la mémoire de ses ascendants je ne dirai pas jusqu'au degré correspondant, le sixième, mais même jusqu'au quatrième ? Qui saurait aujourd'hui établir « un livre de raison » remontant seulement au siècle dernier ? Et qui pourrait avoir le sentiment d'une obligation sociale naissant d'une filiation qu'il ignore ?

Que dire alors des obligations résultant de la fonction sociale, c'est-à-dire du reste des conditions distinctes dans lesquelles on est placé par la Providence, et en particulier de celles qui naissent de ce qu'on appelle plus ou moins heureusement le « contrat de travail » ! Les juristes nous démontrent qu'elles ne sauraient exister en justice, et ils ont raison à leur point de vue, car certainement les parties contractantes ne les visaient même pas implicitement en contractant, et il ne peut sortir d'un contrat *individuel* ce qu'on n'y a ni mis ni voulu mettre. Reste à savoir si la justice sociale s'en trouve aussi satisfaite que la légalité.

Non ! la justice sociale chrétienne ne saurait trouver sa mesure dans cet individualisme à outrance ; elle ne trouve son accomplissement que dans la solidarité des membres d'une même famille, non seulement entre les vivants — chacun selon

son rang dans la famille — mais entre eux et les ancêtres. Tout comme la nation — on l'a dit plus éloquemment — n'est pas la somme des nationaux qui vivent actuellement, mais celle qu'ils forment avec les générations disparues dont chacune a contribué à édifier l'édifice historique dont nous ne sommes, à tout prendre, que les hôtes passagers. « Peuple d'Israël, honore tes pères, afin de vivre longtemps sur la terre que le Seigneur t'a donnée. »

La justice sociale chrétienne, qui ne trouve pas son compte dans les familles désorganisées, ne s'accommode pas davantage de l'absence de liens et de solidarité entre les hommes réunis par la même fonction sociale, c'est-à-dire entre ceux qui gagnent solidairement leur pain quotidien. Notre-Seigneur ne nous a pas, en effet, enseigné à le demander chacun pour soi, mais chacun ensemble pour tous, et Il nous a promis d'être au milieu de nous pour nous assister quand nous serions réunis pour redire en son nom la prière « Notre Père..., donnez-nous notre pain quotidien ».

Cela, l'école classique ne peut encore le comprendre : détournée de l'observation par la spéculation, elle n'aperçoit pas ce que c'est qu'une fonction sociale, et comme quoi ce n'est presque jamais l'exercice d'un acte individuel et isolé, mais bien celui d'un organisme là où elle ne voit qu'un mécanisme. L'école socialiste fait, comme souvent, la même confusion, quoiqu'avec des tendances opposées, mais ce même faux point de départ, l'individualisme. Elle admet très bien que les ouvriers d'une fabrique, par exemple, soient solidaires entre eux, mais pas avec le patron. Les premiers ont ensemble, dit-elle, des intérêts identiques, tandis qu'ils sont en lutte d'intérêts avec le dernier. — C'est mal observé ; d'une part des intérêts semblables ne sont pas pour cela des intérêts communs, et la preuve en est que ces ouvriers se font forcément concurrence entre eux ; d'autre part la quotité du salaire de chacun peut, en effet, être l'objet d'un débat contradictoire avec le patron. Mais la quantité du salaire que ce patron peut affecter à la main-d'œuvre dépend de la prospérité de l'industrie, et crée bien un intérêt commun entre tous les collabora-

teurs de l'entreprise, agents de la même fonction sociale.

Chose remarquable : on comprend beaucoup mieux cela à la pratique qu'à la seule théorie ; les hommes de métier, ingénieurs et ouvriers, mieux que les hommes de cabinet. Et il n'est guère de grande entreprise bien conduite qui ne cherche à solidariser ses intérêts avec ceux de ses employés en leur ouvrant une participation à ses bénéfices par des institutions corporatives caisses de retraite, de secours de toute espèce, sociétés de consommation, etc. Sans doute le politicien se récrie que ce sont là autant de chaînes d'esclavage. Mais les familles qu'elles enserrent s'en trouvent bien, et prennent peu à peu de l'esprit de corps sous sa forme la plus immédiate, l'esprit de la maison.

Est-ce suffisant pour établir une solidarité aussi complète que possible entre tous ceux qui gagnent ensemble le même pain aux divers degrés de l'échelle industrielle ? Assurément non : d'abord parce qu'il ne suffit pas de gagner le pain ensemble, il faut encore le manger ensemble pour qu'il y ait communion. Or trop de patrons se créent une vie non seulement différente de celle de leur personnel, ce qui est naturel dans une certaine mesure, mais étrangère à la vie de ce personnel, ce qui ne l'est pas. Pourtant soyons justes ; ils sont ou tout au moins deviennent peu à peu l'exception ; même de la part des grandes compagnies anonymes, les ingénieurs sont plutôt soutenus qu'entravés dans leur pente naturelle à s'attacher au moins l'élite du personnel ouvrier.

Néanmoins, ces bienfaits sociaux restent encore proportionnés en leur effet à la mesure des efforts individuels ou même collectifs, mais toujours dans des sociétés privées, qui ne peuvent que difficilement procurer à leurs institutions facultatives les avantages de celles qui seraient stabilisées et généralisées par la justice légale dans la société. D'aucuns même ne voudraient pas de cette transformation de crainte de n'en plus rester aussi maîtres, et de ne plus voir considérer comme un bienfait ce qui aurait pris le caractère d'un droit. Il y a là deux erreurs : le lien social ne consiste que dans l'heureuse restriction de certaines facultés en vue de certains avantages ; et

ce n'est pas dans la reconnaissance d'une aumône aléatoire, mais dans l'appréciation d'un bien assuré qu'il consiste principalement.

Aussi terminerai-je ces considérations sur le bienfait de la solidarité, qui est un des principes essentiels de l'ordre social chrétien, en rappelant que dans le régime du travail nous nous sommes attachés depuis longtemps à préconiser et à mettre en pratique trois institutions :

A. L'association entre tous les agents d'une même entreprise, chacun à son rang, mais avec garanties d'ascension professionnelle correspondant à la qualité et à l'ancienneté des services ;

B. Le patrimoine corporatif, pour fournir cette partie complémentaire qui ajoute au pain de chaque jour la sécurité du lendemain ;

C. Le syndicat régional, qui fournit seul le moyen de réaliser d'une manière suffisante les deux premières institutions et toutes celles dont l'industrie a besoin et auxquelles elle a droit dans un État bien constitué, en première ligne la *représentation des intérêts*.

Celle-ci — et ce sera le dernier mot sur la solidarité — ne pouvant en être l'expression adéquate que si elle en est comme le produit, en reposant comme base électorale sur des corps organisés. C'est ce que nous avons appelé le RÉGIME REPRÉSENTATIF SUR LA BASE DU RÉGIME CORPORATIF.

IV

Après l'esprit de charité et l'esprit de solidarité, la troisième inspiration caractéristique d'une législation chrétienne est l'esprit de liberté.

Cela peut paraître paradoxal à qui a du mot législation la conception propre au régime césarien, où l'on fait dériver ce mot du terme de basse latinité *ligo*, exactement « je ligotte » ;

mais cela correspond bien au sentiment exprimé par une autre étymologie, plus vraisemblable selon moi, celle qui fait venir législation de *lego*, « je recueille », dans une latinité meilleure.

La législation d'un peuple, selon le droit des gens le plus ancien, et d'une manière très marquée dans le droit chrétien, n'est autre chose que le recueil et la codification de ses coutumes, consentie par le peuple et sanctionnée par le prince. *Lex fit consensu populi ac constitutione Regis*. Cette formule, comparée à celle non moins connue — *quidquid Principi placuit legis habet vigorem* — établit bien nettement le contraste entre les deux droits, le droit chrétien et le droit césarien. — Que les légistes essaient d'atténuer ce contraste par des commentaires plus ou moins ingénieux, ils ne sauraient le faire disparaître de l'histoire.

Je me range par ailleurs d'autant plus volontiers à leur sentiment quand ils disent que le propre de la loi n'est pas de protéger les petits et les faibles, mais bien de protéger le droit en le fixant ; seulement il s'agit de quel droit : est-ce le droit chrétien ou le droit césarien ? En fait, c'est l'un et l'autre : la loi chrétienne protège le droit chrétien, et la loi païenne le droit césarien, l'un inspiré de l'esprit de liberté, l'autre de l'esprit d'absolutisme.

Or, c'est de l'esprit de liberté qu'est née la société chrétienne ; c'est par l'esprit de liberté que s'est développée la civilisation chrétienne, et c'est par l'esprit d'absolutisme, lorsqu'il s'y est introduit, qu'elle a été troublée et menacée dans son développement ultérieur.

Les premières sociétés chrétiennes étaient les Églises ; on ne voit pas qu'aucune autorité étrangère à leur naissance ait décrété leur constitution, non plus que la transformation de la société esclavagiste, à mesure qu'elle devenait chrétienne, en société civile à peu près telle que nous la concevons aujourd'hui. Les plus anciens codes chrétiens s'appellent les *miroirs* des coutumes.

Plus tard les deux formes sociales qui président à l'organisation politique du Moyen-Age, le régime féodal et le régime corporatif, reposent toutes les deux sur l'engagement sous la foi

du serment, c'est-à-dire sur l'acte de liberté le plus solennel. Les associations religieuses elles-mêmes, qui jouent un si grand rôle dans la formation sociale du Moyen-Age, naissent de l'esprit de liberté ; elles se constituent au gré de leur premier noyau et demandent seulement ensuite à Rome l'approbation de leurs statuts. Toute règle est alors d'initiative privée, toute corporation est autonome. Plus tard, quand la formation des communes prépare l'émancipation complète du servage et une organisation sociale nouvelle, leurs chartes ne sont très généralement ni obtenues par violence ni octroyées par bon plaisir, mais concertées entre le seigneur suzerain et les habitants ; elles constatent pour ceux-ci des droits et des devoirs, non pas nouveaux, mais reconnus, tout comme les « établissements » de saint Louis ne sont que la sanction du « Livre des mestiers ». L'initiative de formes politiques nouvelles, qui ne se produit plus maintenant que par la voie de révolution ou bien est concentrée dans un parlement unique tenu en lisière par de soi-disant constitutions, s'exerçait alors de la manière la plus merveilleusement variée au sein de toutes les populations. Toutes les grandes institutions des siècles chrétiens, comme la Chevalerie, toutes leurs grandes épopées, comme les Croisades, n'ont pas d'autre source que l'initiative privée ; les pouvoirs sociaux s'y prêtent, les favorisent, s'y associent même, mais ne les créent pas et n'auraient pu le faire. Les États provinciaux, les États généraux, la Monarchie française elle-même, ont leurs racines historiques dans la liberté de nos pères. En ces temps-là les institutions locales s'appellent des franchises ; elles sont la garantie des libertés publiques, et, comme je l'ai fait remarquer au début du mouvement du centenaire, on voit le statut d'une principauté s'appeler non pas les lois, mais les « libertés » delphinales.

Cette législation incarnait ainsi l'esprit de solidarité des associations, comme celles-ci étaient nées en partie de l'esprit de charité qui les avait le plus souvent précédées et toujours accompagnées. Sans doute elle était trop touffue, comme l'est une végétation spontanée dans une terre féconde ; sans doute aussi, à mesure que les relations sociales s'étendaient, il fallait y intro-

duire plus d'unité, et ce fut là l'œuvre de la Monarchie. On la voit y tendre sous les premiers Valois en réunissant les États provinciaux, afin de procéder, en chaque province d'abord, à la revision et à la codification des coutumes. C'est même de cette époque que datent la plupart des coutumiers dans lesquels nous pouvons aujourd'hui observer l'état de la législation sous l'Ancien Régime. Mais bientôt, toujours à la suite de la Renaissance et de la Réforme, l'action monarchique, s'affranchissant de l'esprit chrétien, dépasse le but, ou plutôt elle laisse subsister les coutumes, mais annule les corps qui les avaient fixées et pouvaient seuls en droit les modifier ; elle procède par édits et fausse l'esprit de celles des organisations qu'elle conserve, comme les corporations. Elle s'écroule finalement avec fracas, comme le colosse aux pieds d'argile, pour avoir sapé elle-même ses bases historiques et substitué en partie le droit césarien au droit chrétien.

La liberté, a dit le poète populaire, « la liberté n'est pas une comtesse du noble faubourg Saint-Germain ». Non, mais elle n'est pas non plus une chimère ne hantant que des songe-creux, comme on nous la dépeint depuis que nous n'en avons plus que le mot.

La liberté, c'est le respect de tous les droits protégé par les lois et garanti par les institutions. Et c'est cela que n'ont pas encore compris ceux qui n'entendent par liberté, selon l'énergique expression de Veuillot, que celle qu'on rencontre dans les bois, c'est-à-dire en dehors de l'état social.

Aussi le culte absurde de cette liberté théorique a-t-il produit dans la pratique les phénomènes suivants : d'abord un mécanisme bureaucratique à la main d'un pouvoir unique placé au centre de l'État, se substituant à tous les organes de la vie locale et professionnelle comme à tous les droits historiques. « L'homme, a-t-on dit dès 1776, ne tient pas ses droits de l'histoire, mais de la nature ! » comme si l'histoire n'était pas le développement d'une évolution naturelle, modifiée seulement par la liberté humaine ! Puis, lorsque le mécanisme des intendances fut ainsi substitué à l'organisme provincial, on en fit d'un coup disparaître jusqu'à la trace en même temps que celle

des corporations, par une conception absolument inverse, à savoir que la France était un tout divisé en départements, en place d'un tout composé de provinces. Enfin, poussant toujours l'analyse jusqu'à la dissolution de toutes les associations, de tous les conglomerats historiques, jusqu'à la famille même autant qu'on put l'atteindre, on arriva à individualiser si complètement la société que pour la ressaisir par des lois il fallut fabriquer celles-ci de toutes pièces, exactement comme le fait en pays conquis un vainqueur impitoyable. La Révolution ne se mit pas d'ailleurs en frais d'imagination : ce fut le mécanisme de la conquête romaine qu'elle imposa à la France jusque dans la nomenclature de ses rouages, Consulat, Empire, Sénat, Préfectures...

Le code civil acheva légalement l'œuvre de la destruction violente, et on vit apparaître alors comme une nation nouvelle, dans laquelle l'État était tout, et le citoyen rien qu'un numéro dans la roue d'une immense loterie. A la corporation obligatoire de l'Ancien Régime (et de l'Ancien Régime seulement succéda l'isolement obligatoire, qu'on décora du nom de liberté du travail ; puis beaucoup d'autres dispositions obligatoires et vexatoires des droits sacrés que l'Ancien Régime lui-même n'avait jamais méconnus, comme l'école laïque obligatoire, le service militaire obligatoire pour tous, etc... De sorte que les conservateurs, affolés de tant de tyrannies antisociales, s'en prennent aujourd'hui au principe même de la Loi, au lieu de s'en prendre à son caractère césarien, et ont perdu toute notion d'organisation sociale presque au même degré que les révolutionnaires.

V

Il est temps de conclure, en montrant la voie historique à reprendre pour sortir de cet état humiliant et désastreux autrement que par le socialisme, car celui-ci en paraît le terme fatal, parce qu'il est l'aboutissement logique des principes de

la société moderne en même temps qu'il offre ou prétend offrir le remède pratique aux maux qu'elle accuse.

Cette voie, je l'appelle historique, parce qu'elle est précisément celle que la civilisation chrétienne a parcourue dans l'établissement progressif de la législation, qui l'a conduite par l'esprit de charité, l'esprit de solidarité et l'esprit de liberté, de l'état chaotique à l'état organique, et de celui-ci à l'état vraiment politique et social le plus avancé et le plus digne de l'humanité.

Seulement cette voie, il faut en conserver la direction, mais elle ne saurait plus être reprise tout à fait de la même manière, parce que nous ne sommes plus du tout au même point de départ. Ce n'est pas une période chaotique que la nôtre : c'est au contraire un état mécanique très complexe, aussi perfectionné que peut l'être un mécanisme, et dont le brisement causerait un effroyable cataclysme. Que diraient ceux de nos amis les plus atteints d'une légitime statophobie si l'unique gardien de cette civilisation moderne, le gendarme, disparaissait subitement ?

Non, c'est à la faveur même de la tranquillité et du bien-être relatifs dus à ce mécanisme qu'il faut reconstituer l'organisme auquel il s'est indûment substitué, et ce ne peut être l'œuvre d'un jour, de même qu'il faut conserver longtemps les attelles sous la protection desquelles se ressoude un membre cassé. Pour cela l'initiative privée est nécessaire comme par le passé, mais elle ne suffit plus, parce que ses ressorts sont affaiblis ; l'esprit de charité et l'esprit de solidarité ne sont plus, après un siècle et davantage d'individualisme et d'athéisme légal, ce qu'ils étaient aux temps héroïques de la civilisation chrétienne de l'Occident. Par contre, deux forces sociales seules sont encore debout : l'Eglise et l'État, l'une pour ranimer l'esprit de charité, l'autre pour rétablir le fait de solidarité. Et il faut y recourir, c'est-à-dire au prêtre et au législateur : au prêtre pour nous enseigner le devoir social, au législateur pour nous en faciliter l'accomplissement.

C'est précisément ce qu'a fait jusqu'ici l'Œuvre des cercles, avec un succès assurément moindre que ses efforts et dont le peu d'étendue tient sans doute à ses fautes, mais bien aussi à la

légèreté, ou au parti pris avec lequel des chrétiens d'élite pourtant, qui eussent dû être à la tête de ses rangs, méconnaissent son programme et le taxent de socialisme d'État, alors qu'il en est l'opposé.

On parle entre autres de corporations obligatoires et de mainmise de l'État sur le travail et la propriété, alors que voici la formule à laquelle nous sommes parvenus et nous nous sommes tenus depuis dix ans :

« ... La reconstitution des corporations ne saurait être œuvre de décrets A PRIORI, mais dès que cette renaissance, indispensable à la paix dans le monde du travail, après avoir été préparée par l'initiative des patrons chrétiens, se sera manifestée par un commencement d'existence et aura ainsi reparu en fait, ce sera à la loi de la reconnaître en droit, de la fortifier par des privilèges et de la diriger par certaines règles vers son développement politique, selon un plan général conforme à la nature des intérêts privés en même temps qu'aux fins sociales dernières auxquelles ces règles doivent conduire. » (Régime du travail, p. 286.)

C'est à ces dernières lignes, je le sais, que l'on trouve une senteur de socialisme d'État. Et c'est pourtant à la pensée qu'elles indiquent qu'il faut recourir contre le césarisme, ce principe politique du socialisme comme du libéralisme. Cette pensée, la voici : la fonction sociale, et non pas le simple fait de l'existence, est ce qui fonde le citoyen en droits politiques actifs ; or l'exercice d'une profession est une fonction sociale ; donc les corps professionnels sont non seulement des corps sociaux, des institutions sociales, mais encore les collèges électoraux naturels et historiques des corps politiques.

C'est là du moins la conception qui régnait au cours des siècles chrétiens, et c'est à cette restauration que doit concourir une législation chrétienne du travail.

C'est donc là ce qu'il ne faudrait pas perdre de vue au milieu des méandres de la dissertation ou des écueils de l'application.

VI

Le document d'où sont extraites les lignes soulignées ci-dessus se poursuit ainsi :

*« ... On ne saurait affirmer la nécessité d'une pareille réforme
« dans le régime intérieur du travail national sans rappeler en
« même temps que ce régime doit être protégé dans ses rapports
« intimes avec le commerce par des traités internationaux, et que
« pour cela ceux-ci doivent avoir pour principe, non pas l'intérêt
« du fisc ni même celui du consommateur, mais avant tout la
« protection morale et matérielle que le travailleur doit rencon-
« trer dans l'État chrétien. »*

Il y a dix ans que cela a été dit, et ce qui paraissait alors une idée excentrique a, peu à peu, pris rang dans les programmes des écoles les plus opposées, — l'école classique exceptée, — puis dans ceux des gouvernements les plus divers, depuis la Suisse démocratique jusqu'à l'Empire allemand. Plus que tout cela, « l'utopie », comme l'école « orthodoxe » la considère encore, a été l'objet d'un éloge public par ordre du Saint-Père et une conférence européenne se réunit pour le réaliser.

Est-ce à dire qu'elle y réussira? Je ne le crois pas, parce que la possibilité d'une entente internationale sur la législation sociale du travail suppose deux conditions : l'une que cette législation sociale existe au préalable d'une manière suffisamment identique dans les différents États ; l'autre qu'un même esprit, ayant présidé dans chacun d'eux à sa conception et à son application, préside encore à son unification entre eux, dans la mesure où elle est nécessaire à des accords internationaux.

Or ces deux conditions n'existent pas aujourd'hui, où l'esprit matérialiste et individualiste de l'école classique a plus ou moins entravé jusqu'ici dans toute l'Europe le développement de la législation sociale qui doit correspondre aux con-

ditions nouvelles du travail, et où les délégués de la plupart des États à la conférence de Berlin en seront encore plus ou moins imbus, ou tout au moins embarrassés.

Mais il ne faut pas oublier que ces deux conditions, d'analogie de législation sociale et d'unité d'esprit entre les nations chrétiennes, ont existé au Moyen-Age, alors que pourtant les relations internationales étaient beaucoup plus rares et les procédés de travail beaucoup plus divers qu'à notre époque de machinisme et de capitalisme cosmopolites.

Dans les siècles chrétiens, la législation, l'organisation, le régime en un mot du travail, étaient d'une analogie frappante chez toutes les nations d'égale civilisation. Pour n'en citer que deux exemples, pris l'un chez les artisans, l'autre dans l'industrie, le livre des métiers de Cracovie au ^{xiv}^e siècle semble une reproduction de celui des corporations parisiennes au temps de saint Louis. Vers la même époque, les règlements des mines promulgués par les rois de Bohême paraissent inspirés du principe de « la mine aux mineurs » non moins que ceux de la même époque en France, dont cette revue va nous donner un aperçu par la plume savante de M. Hipp. Blanc.

Le problème d'un accord international sur la législation sociale était ainsi résolu de fait sous l'influence de l'esprit chrétien et comme sous la garde du Père commun des fidèles.

Aujourd'hui, ai-je dit, la conférence de Berlin a peu de chances d'aboutir à un accord immédiat entre les représentants des États, parce que l'esprit chrétien en sera officiellement absent, du moins chez partie d'entre eux, et en particulier chez ceux de « la fille aînée de l'Église », quels qu'ils soient.

Car chez nous, hélas ! à la différence de ce qui se voit chez les peuples du cœur de l'Europe, les Suisses, les Allemands, les Autrichiens, chez nous, dis-je, l'unité d'esprit dans ces questions sociales n'existe plus même chez les catholiques. Et cela les met dans une lamentable infériorité au point de vue de l'action sociale et politique. Aussi incapables de résister au choc du socialisme, « ce bloc erratique de la vérité » (*Mgr Mermillod*), que de le ramener sur le terrain de la civilisation chrétienne,

ceux qui ont livré cette civilisation aux entreprises du libéralisme ne sauraient plus prendre position devant la crise sociale. Le peuple ne reconnaît plus la « bonne nouvelle » annoncée aux petits et aux pauvres dans l'alliage de son langage avec lui d'une civilisation païenne.

Ainsi, lorsqu'une excellente Œuvre catholique prend en ce moment pour exergue : « Le propriétaire est le représentant de Dieu », en place du vieil enseignement chrétien : « Le pauvre est l'image de Notre-Seigneur Jésus-Christ », n'y risque-t-elle pas de rendre méconnaissable cette sublime figure de l'Homme-Dieu, ce descendant aux mains calleuses des rois d'Israël, en qui s'incarnèrent ainsi, pour réaliser l'unité sociale, le prêtre, le noble et l'ouvrier, ces trois ordres historiques de la civilisation, et en dehors de qui l'on poursuit en vain la réalisation paisible de cette unité ? Que pour ramener chaque classe de la société à l'esprit évangélique on lui tienne tout d'abord le langage qui lui convient davantage, rien de mieux ; alors qu'on nous permette de ne pas tenir le même langage au peuple, mais celui qui répond à ses aspirations comme à notre propre sentiment. Faire droit à ce que le socialisme a de juste dans ses revendications, ce n'est pas ouvrir la porte à ce qu'elles ont d'excessif. Tandis que fuir les problèmes sociaux ou se montrer impuissant à les résoudre, c'est faire le jeu à la Révolution sociale, au lieu de lui disputer le terrain.

Telles sont les dernières réflexions que nous croyons devoir soumettre aujourd'hui aux hommes de bonne volonté qui s'attachent à la préparation d'une législation sociale chrétienne.

VI

DE L'ESSENCE DES DROITS ET DE L'ORGANISATION DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES (1)

Le Play, dont on essaie d'opposer l'autorité à ceux qui estiment que « l'objet de l'économie politique est d'organiser le monde de l'utile conformément à la justice et en vue du bien commun », ouvrirait par ces lignes son beau livre *l'Organisation du Travail* : « Les règles essentielles à l'organisation des ateliers de travail se confondent, à beaucoup d'égards, avec les principes généraux de la constitution des sociétés ». Et ces principes, il ne les cherchait pas dans « les lois économiques naturelles », mais dans « la distinction du bien et du mal, du juste et de l'injuste ».

Ainsi ferons-nous !

I

Le régime actuel du salariat est celui qui se pratique dans l'atelier désorganisé, ne reposant que sur un contrat momentané entre employeurs et employés dotés d'intérêts purement antagoniques et animés de sentiments correspondants : l'employeur prétendant obtenir la plus grande somme de travail contre la moindre somme de salaires, et l'employé exactement

(1) Association catholique, juillet 1891.

l'inverse. D'où une oscillation constante, capricieuse, des stipulations du contrat autour du salaire naturel, celui qui fournit aux besoins de l'existence normale, et une tendance de plus en plus accentuée, chez les classes ouvrières comme chez les classes patronales, à s'organiser chacune séparément en vue non de l'entente, mais de la guerre sociale.

En vain les sociologues attardés dans la croyance à la fatalité de cet état de choses se jettent-ils ou plutôt jettent-ils leur encre entre les deux camps ennemis, les uns en appelant à l'intervention de l'Église, les autres à celle de l'État : l'un et l'autre de ces grands pouvoirs sociaux restent spectateurs trop souvent impuissants, l'Église parce que ce n'est pas sa mission, et l'État parce que ce n'est pas sa fonction d'intervenir directement dans le conflit des intérêts, quand ce conflit n'est pas anormal, c'est-à-dire que la justice n'y est pas violemment et manifestement lésée (1).

Pour apaiser cette dispute et favoriser en cela le rétablissement de la paix sociale, ce n'est pas au dehors de l'atelier qu'il faut chercher, mais dans son sein même qu'il faut modifier les bases du contrat, en y substituant le principe d'association à celui d'antagonisme.

Le moyen pour cela, on l'a beaucoup dit, est la *participation aux bénéfices*; mais encore ce moyen demande-t-il à être employé judicieusement, ou, comme l'on dit aujourd'hui, scientifiquement, en considérant toute entreprise comme une sorte d'association du travail et du capital, et faisant en conséquence à chaque associé dans la répartition du produit une part non pas arbitraire, mais proportionnelle à son apport.

Cette proportion équitable est aisée à déterminer, en évaluant chaque nature d'apports en quantités de même espèce en argent, puisque le rôle de l'argent est d'être la commune mesure des valeurs. Prenons un exemple, le plus simple possible :

(1) Ceci était écrit avant la promulgation de l'encyclique du 15 mai et n'implique dans la pensée de l'auteur aucun doute sur la portée intrinsèque de cet acte pontifical. Il tient essentiellement à le déclarer ici.

Soit d'une part un moteur à vapeur qui a coûté une certaine somme, est sujet à une certaine usure, consomme un certain combustible. Tout cela peut être évalué en un apport annuel suffisant pour amortir le capital engagé, c'est-à-dire pour en reconstituer la valeur intégrale après la période durant laquelle il se sera dépensé au service de la production.

Soit d'autre part le groupe ouvrier qui est attaché à l'exploitation dont nous venons d'estimer l'outillage. Ce groupe a dans l'exploitation un apport exprimé par le salaire qui doit amener également la reconstitution du capital de cet apport, c'est-à-dire l'entretien de la force ouvrière et l'amortissement de ses déperditions journalières par une subvention suffisant à tout ce qui contribue à l'entretenir, les écolages, les secours éventuels, les retraites, etc... Or, les études statistiques sont maintenant assez avancées pour permettre d'évaluer tout cela et d'en prendre la moyenne annuelle.

Il résultera de cette moyenne pour la reproduction du capital vivant, comparée avec celle qui correspond à la reconstitution du capital mort, une proportion qui devrait se retrouver dans celle du partage des bénéfices de l'exploitation, pour qu'il y eût réellement association entre ses deux facteurs, le capital et le travail, ou, pour parler un langage plus humain, le capitaliste et le travailleur.

Ce n'est pourtant pas encore ainsi que les choses se passent communément. Et là est le mal.

Communément, dis-je, le capitaliste ne se contente pas de prélever sur le produit brut de quoi reconstituer son capital, mais il y ajoute dans son calcul un intérêt fixe annuel, comme si le capital produisait *de lui-même* cet intérêt. De plus, après avoir majoré ainsi injustement, comme je le démontrerai une autre fois, l'estimation de son apport, il prétend que tous les risques de l'entreprise étant pour lui, tout le profit doit lui en revenir intégralement, après défalcation des salaires convenus.

Or, il y a là deux inexactitudes : d'abord en ce que l'ouvrier court aussi des risques, — risques professionnels et risques de chômage ; ensuite parce que le fait du risque commercial, qui

incombe à l'entrepreneur seul, correspond à cet autre fait que lui seul a la direction de l'entreprise. Rien ne serait moins équitable que d'imputer une part de responsabilité commerciale à celle des parties qui n'a aucune ingérence dans les calculs et dans les opérations du spéculateur dont est forcément doublé tout industriel. Mais il n'est pas plus équitable de la traiter autrement qu'un associé commanditaire, puisqu'elle a en réalité apporté et confié à l'entrepreneur un capital déterminé, comme nous venons de le voir. Ainsi, s'il y a perte, sa responsabilité est limitée et se traduit par un manque à gagner ; s'il y a gain, ce gain doit être en participation, comme dans toute entreprise en commandite.

Le système de la participation aux bénéfices ainsi ramené à son essence est très simple et logique. Il se complique sans doute infiniment dans la pratique, mais toutes ses difficultés sont susceptibles de solutions conformes au principe d'association.

Ainsi l'on dit que son application créerait entre les industries de grandes inégalités, favorisant les unes aux dépens des autres. — Non, ce ne serait pas la création, mais la constatation d'un fait, que la concurrence réduirait à sa juste portée, tout comme aujourd'hui.

On dit que la spéculation, qui est l'âme de l'industrie, serait impossible si l'entrepreneur devait des comptes à ses ouvriers. Mais d'abord ceci s'applique à une fraction minime et décroissante des entreprises industrielles, la plupart étant maintenant gérées en forme de société anonyme, c'est-à-dire *tenues à une comptabilité ouverte*. Ensuite, il y aurait bien des moyens organiques de contenir l'ingérence ouvrière dans des limites discrètes sans cesser d'être équitables.

Cette difficulté serait très réduite, parce que les fruits de la participation ne seraient pas, dans les ateliers bien organisés, distribués individuellement comme faisant partie du salaire naturel ; mais elles y formeraient un complément sous forme collective ou plutôt corporative, qui deviendrait le patrimoine de la maison, comme on le voit en germe dans les caisses de retraite et autres institutions analogues, créées spontanément

par les plus grandes entreprises industrielles, avec participation et souvent ingérence administrative du personnel ouvrier.

II

Puisque nous apercevons dans cet ordre d'institutions le germe des caisses corporatives, il y a lieu de quitter un instant notre thèse du principe d'association pour examiner comment l'initiative patronale procède à leur création.

Nous prendrons notre type dans les grandes Compagnies de chemins de fer, qui passent communément, et à juste titre croyons-nous, pour avoir fait le plus dans ce genre et s'être attaché ainsi un personnel d'élite.

L'expérience a démontré, en ce qui est des caisses de retraite, qui sont l'institution la plus onéreuse, qu'elles doivent en moyenne servir à la moitié du personnel figurant au contrôle à une époque donnée, vingt ans après cette époque, une pension équivalente à la moitié des salaires — et que la moyenne de ceux-ci étant de 1.600 francs, la pension à servir est de 800 fr. Cette pension allouée, comme nous venons de le dire, à la moitié du personnel exactement 33 000 hommes et 20 000 veuves, touchant moins mais vivant plus longtemps), impose ainsi à l'entreprise pour son personnel retraité une charge égale au quart de la somme qu'elle paie en salaires à son personnel en activité.

A noter, en passant devant ces chiffres, quels mécomptes attendent les sociétés de secours mutuels dans l'établissement de pensions viagères sur une cotisation insignifiante ! Et quelle charge imposeraient au Trésor public ceux qui demandent à l'État d'assurer des retraites à tous les travailleurs, comme c'est une clause de style de tout programme socialiste !

Les Compagnies de chemins de fer, hâtons-nous de le dire, s'en tirent à meilleur compte, bien qu'encore élevé. — N'ayant créé les caisses de retraite que progressivement en faveur d'un personnel jeune et vigoureux, elles voient leurs allocations

annuelles à ces caisses fructifier à intérêts composés ; de telle sorte qu'elles ont cru pouvoir y suffire avec des *quantum* du salaire portés successivement de 6 à 8, 10 et aujourd'hui 12 0/0, plus une retenue sur les salaires de 3 à 4 0/0. La baisse croissante du taux de l'intérêt diminué d'autant le coefficient tiré de la capitalisation, si bien que les capitaux des caisses, placés la plupart à 3 0/0, n'augmenteront que des 2/3 dans la période de vingt ans susdite, et devront faire appel à un rapport de 17 0/0 sur tous les salaires pour fournir à une allocation de 25 0/0.

La caisse des retraites, pour être la plus onéreuse des institutions complémentaires du salaire journalier, est d'ailleurs loin d'être la seule chez ces mêmes Compagnies, de sorte qu'en réalité ce qu'elles appellent leurs sacrifices bénévoles en faveur de leur personnel se monte aujourd'hui au 1/6 du salaire et tend à en atteindre le 1/5, plus tard même le 1/4.

Indépendamment du rapport de ce complément du salaire à la portion principale de celui-ci, il y a encore d'autres côtés à considérer dans ses institutions : d'abord leur constitution, pour la plupart, en organes indépendants de l'administration qui les constitue. Ainsi la caisse des retraites de telle Compagnie que je pourrais nommer est dotée en obligations de la même Compagnie, ce qui lui crée une sorte de copropriété du capital d'établissement. Il y a là un principe d'avenir analogue à celui qui régissait au Moyen Age la propriété foncière.

Le Conseil d'administration ne se conserve d'autre droit sur la caisse que celui d'en tenir la comptabilité et d'en ordonnancer les sorties conformément à un règlement public qui fait loi entre lui et les ayants droit. Dans d'autres Compagnies la caisse des retraites est gérée par un conseil spécial, dans la composition duquel sont appelés des agents de tous les services ; on s'en trouve très bien. Ce n'est pourtant pas encore là une institution corporative proprement dite, parce que les conseils n'en sont pas élus.

Enfin une foule d'institutions sont plus ou moins constituées sur le même principe : apprentissages, écolages, secours, logements, sociétés de consommation ; si bien que les sacrifices consentis par la Compagnie facilitent l'existence à son person-

nel dans des proportions plus grandes encore, en le dispensant de recourir à des moyens plus onéreux pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

Nous ne prononçons pas sans dessein ce mot de famille, car, dans les grandes entreprises industrielles dont nous parlons, la famille de l'ouvrier tient une place considérable dans la sollicitude de l'administration. A ce point que dans l'une des grandes Compagnies, le Nord, on ne se contente pas de secours indirects pour les hommes chargés de famille, mais on leur alloue un supplément de paie à raison du nombre de leurs enfants. Qu'en doit dire l'éminent avocat de cette Compagnie, qui se plaint à opposer à nos conceptions sur le juste salaire l'impossibilité de payer la façon d'une table plus cher à un menuisier qui aurait douze enfants ?

Par contre, le bénéfice des institutions complémentaires du salaire ne s'étend pas dans la même mesure à tout le personnel, mais est surtout réservé à la fraction de ce personnel — la plus considérable aujourd'hui — qui est « commissionnée », c'est-à-dire attachée d'une manière définitive, sauf manquements graves, « à la maison ». Ce personnel se recrute parmi les agents en régie, à la suite d'un stage plus ou moins long, et dans des proportions inégales suivant les services ; c'est à-dire naturellement plus forte pour les services techniques, qui demandent un apprentissage et des qualités spéciales, que dans ceux où ne s'exercent que des professions usuelles et faciles. La constitution de cette sorte d'aristocratie ouvrière est un trait essentiel de la bonne organisation des ateliers en tout état de chose.

III

Après avoir jeté ce regard rapide sur les ateliers les mieux organisés dans le système actuel du salariat simple, il convient de revenir à l'analyse des deux parties dont se compose le salaire ainsi distribué, et de reconnaître s'il y a dans l'allocation de la partie complémentaire un acte de munificence ou

simplement de bonne administration, un acte de charité ou de justice.

C'est bien facile à discerner. Aucune des formes du salaire complémentaire ne correspond à un luxe ou à un plaisir, mais à un besoin absolu : besoin de secours dans la maladie, besoin d'aliments dans la vieillesse, besoin d'élever les enfants, besoin de ne pas laisser une veuve et des orphelins dans la misère. Et personne ne prétend que les allocations supplémentaires, faites par l'entreprise pour ces buts philanthropiques, pourraient être prélevées sur les salaires journaliers qu'elle alloue. Ils y seraient évidemment insuffisants, au moins pour la plus forte mesure, comme on a pu le voir par les calculs que nous avons indiqués, et par ce fait que l'échelle des salaires commence pour les débutants — dont beaucoup le restent longtemps, quelques-uns toujours — à 2 fr. 50 par jour pour les ouvriers en régie et 1.100 fr. par an pour les agents commissionnés ; cela dans les entreprises mêmes où nous avons choisi le type le plus avancé d'une bonne organisation industrielle, et où l'affluence innombrable des demandes d'emploi justifie notre choix.

On ne peut donc voir dans le salaire fixe qu'un salaire *minimum*, correspondant aux stricts besoins de l'existence journalière, et dans le salaire complémentaire que ce qui vient à constituer en surplus de ce salaire *minimum* le *salaire naturel*, correspondant à l'entretien normal de la classe ouvrière, sans progrès économique ni ascension sociale pour son ensemble.

Or cette stagnation n'est en elle-même pas normale, parce qu'elle ne correspond pas à ce qui se passe pour la classe capitaliste, dont les facultés d'épargne, et par conséquent d'enrichissement, augmentent sensiblement avec les progrès des sciences et des arts. Si en effet l'outillage industriel, en se perfectionnant, développe indéfiniment la production sans faire varier sensiblement le nombre ni la rémunération des travailleurs, il n'est pas exact de dire que par le fait de la concurrence tout bénéfice est absorbé par le meilleur marché des produits. — Le rapport des charbonnages d'Anzin, pour

ne prendre qu'un exemple célèbre, a décuplé au profit des premiers sociétaires, sans pour cela que le prix du charbon ait baissé ou celui des salaires haussé dans la moindre proportion correspondante.

Ce qu'il est vrai de dire, c'est que les petits capitalistes profitent beaucoup moins que les gros de ce déplacement des rapports de rémunération entre le travail et le capital ; qu'ils sont peu à peu absorbés par les nécessités de la concurrence dans le gros capital, au prix de leur indépendance, et que l'effet de cette concurrence tend à faire baisser l'intérêt du capital, lorsqu'il n'est pas habilement manié par la spéculation, jusqu'à un taux qui diminue le nombre des petits rentiers.

Mais tout cela n'enrichit pas l'ouvrier, parce qu'il n'est que faiblement consommateur de tous ces produits à bon marché, la plupart de luxe. La nourriture, le logement, le vêtement, c'est-à-dire les besoins essentiels de la vie, n'ont pas sensiblement diminué de prix, lors même qu'ils n'ont pas augmenté, alors que l'atmosphère de jouissances plus coûteuses correspondant à l'accroissement des revenus industriels ne manque pas de réagir sur la classe ouvrière et de compliquer pour elle le problème de l'existence.

Nous nous servons à dessein de ce mot problème de l'existence, parce que l'état inorganique de l'industrie, en la livrant sans limites aux agissements de la spéculation, y rend l'existence de l'élément ouvrier en particulier constamment problématique. Des sociétés anonymes se fondent sans garantie morale ni légale aucune, attirent l'ouvrier et le rejettent avec une égale facilité. Des entreprises soi-disant patronales n'en ont que le nom, et ajoutent à l'insécurité des sociétés anonymes celle qui naît du secret d'opérations conduites sous une responsabilité fictive, afin d'échapper à tout contrôle.

Aucune des spéculations industrielles qui naissent et meurent souvent sans avoir distribué même le premier des dividendes merveilleux qu'elles ont promis, ne peut fournir à l'ouvrier ce complément du salaire journalier que nous avons reconnu indispensable, et dès lors son existence est précaire, »

et s'il y a quelque chose d'assuré, c'est qu'il finira dans la misère, à moins d'une vertu d'épargne peu commune et encore qu'elle soit favorisée par les circonstances, c'est-à-dire ne se soit pas trouvée aux prises avec le chômage, sans parler des autres accidents.

V

Ce n'est pas là le dire de l'Ecole classique, mais c'est celui qui ressort de toutes les monographies de familles ouvrières que l'on peut y entreprendre, si l'on n'y choisit pas les sujets, mais prend au hasard devant soi, à la fortune des rencontres, comme doit le faire tout enquêteur désireux de la vérité.

L'Ecole n'admet pas ce qu'elle appelle l'hypothèse d'un « contraste grandissant entre les bénéfices sans mesure des capitalistes et une condition toujours plus précaire des ouvriers », selon l'expression de M. de Mun dans cette revue (janvier 1891, page 28). Mais ce qu'elle y oppose, ce sont des affirmations de ce genre : (*V. Réforme sociale*, 16 mars 1891, page 446.)

« Que la part du travail dans la répartition des valeurs produites est allée en augmentant depuis un siècle ; que la tendance à une moindre inégalité des conditions est un fait contemporain... que sur l'ensemble les gains du capital sont loin d'égaliser maintenant les salaires du travail. »

Essayons l'examen successif de ces trois propositions corrélatives : la première s'y dérobe tout d'abord parce que le régime industriel actuel n'existait pas il y a un siècle ; la seconde est vraiment osée dans le siècle des Ouvrard, des Rothschild, des Schneider ; mais la troisième est intéressante parce qu'elle fait la lumière sur une colossale erreur, qui consiste à imaginer une règle de proportion entre la somme des salaires et celle des dividendes ou celle des frais de production. Or l'écart entre ces sommes varie avec la nature de l'industrie, certaines fabrications exigeant une grande consommation de capital et peu de main-d'œuvre, d'autres inversement. Même

dans une industrie donnée, ce rapport varie bien moins avec les exigences de l'ouvrier ou la libéralité de l'entrepreneur qu'avec l'habileté de celui-ci : s'il peut, en payant de bons salaires, réaliser de gros bénéfices, c'est que l'industrie est prospère, tandis que la diminution des bénéfices tend à produire la dépression des salaires.

Là n'est donc pas la question ; mais elle est de savoir si le bénéfice, quel qu'il soit, de la production, c'est-à-dire la plus-value de la matière première, ou le produit brut dégagé des frais de la production, c'est-à-dire le produit net, doit être considéré comme étant le fruit uniquement du capital, et doit dès lors revenir en entier au capitaliste, en place d'être partagé également, c'est-à-dire proportionnellement à l'apport, entre celui-ci et le travailleur.

Or, à cette thèse qui se fait jour, non pas chez les socialistes, mais dans les plus hautes régions de la philosophie chrétienne, l'Ecole qui la contredit n'a encore répondu que par l'étonnante confusion ci-dessus entre le produit brut et le produit net.

Que si, au contraire, nous avons bien tenu compte de cette distinction, et montré que les deux facteurs du produit ont au *pro rata* de leur apport un droit égal sur sa valeur, nous aurons suffisamment correspondu à la première partie de l'énoncé de notre étude — l'essence des droits économiques.

Nous nous réservons de traiter de la deuxième partie du même énoncé. — l'organisation des intérêts, — en y recherchant quelle organisation correspondrait le mieux à cette conception des droits susdits.

Mais que l'on entende bien : nous ne donnons nullement cette conception comme absolue, ni l'organisation correspondante comme l'idéal du régime industriel. Nous y avons poursuivi simplement un progrès à introduire dans le régime du salariat, et nous ne voyons en celui-ci lui-même qu'une catégorie historique.

VI

Depuis que nous avons essayé d'indiquer ici un principe éminemment social, celui d'association, comme propre à modifier heureusement les conditions du salariat, une nouvelle parole pontificale est venue jeter un trait de lumière sur la question.

Léon XIII, après avoir établi, dans son Encyclique sur la condition des ouvriers, que le salaire devait en stricte justice correspondre au moins aux besoins normaux de la classe ouvrière, ce qui entraîne la fixation coutumière ou même, s'il le faut, légale d'un *salaire minimum*, nous a enseigné dans son allocution au pèlerinage ouvrier français que la parfaite justice demandait plus encore à la conscience du chrétien : à savoir le *juste salaire*, c'est-à-dire le salaire « adéquat au travail » fourni. C'est bien là, ce nous semble, ce que nous avons indiqué par le partage des bénéfices au prorata des apports, comme mesure d'équité.

Ceci étant reconnu comme l'essence des droits des travailleurs, nous pouvons indiquer de bien diverses manières d'y correspondre, qui conviennent l'une à telles industries, l'autre à telles autres, cela non seulement selon la nature de l'industrie, mais encore selon le caractère patronal, commanditaire ou anonyme des établissements industriels. Le système des primes, comme celui d'une bonification du salaire au prorata de la production, sont autant de formes d'accord qui se rapprochent de ce que l'on pourrait appeler, par analogie avec ce qui se passe dans l'agriculture, le métayage industriel.

Il s'agit donc maintenant de généraliser ces bonnes coutumes, sans néanmoins les uniformiser, et pour cela de chercher quelle organisation des intérêts professionnels correspondrait le mieux au principe de l'accord susdit et en rendrait l'application plus aisée. Il faudrait que cette organisation fût assez souple pour produire partout ses effets, et assez puissante pour les imposer là où la coutume ne parviendrait pas à s'établir sans contrainte préalable.

Ce disant, nous avons nommé l'organisation corporative. Malgré l'antiquité de ses origines, elle est plus appropriée que jamais à un siècle où la prodigieuse variété des industries et la puissance de monopolisation du capital rendent l'initiative privée non moins nécessaire, mais beaucoup moins efficace. On compare souvent les conditions actuelles de l'industrie à celles du champ de bataille; or, si jamais à la guerre la valeur et l'initiative du soldat n'ont été plus nécessaires, jamais non plus elles n'ont été moins capables de suppléer à l'organisation des forces militaires. Jamais non plus l'organisation corporative de l'industrie, comme de la société entière, c'est-à-dire le régime corporatif, n'a été plus indiquée et ne s'est imposée davantage à l'action commune des trois facteurs qui doivent la produire de concert : l'initiative privée pour l'engendrer et lui conserver la vie ; l'action des pouvoirs publics pour la protéger et l'introduire dans la constitution légale du pays ; l'action de l'Eglise pour la pénétrer de sa morale et y incliner les cœurs.

Nous allons dire comment nous concevons cette organisation pour qu'elle incarne à la fois le principe d'ordre et celui de liberté ; mais pour en rendre le tableau plus clair, il faut d'abord s'arrêter à quelques définitions de termes :

L'ensemble des gens appartenant d'une façon quelconque à la même profession, dans le même lieu, forme dans notre langage *le corps d'état* ;

Le groupement volontaire de plusieurs membres du même corps d'état constitue une *association professionnelle* ;

Si cette association professionnelle est ce qu'on appelle aujourd'hui un « syndicat mixte », c'est-à-dire si elle comprend sans les confondre tous les éléments qui constituent la profession, tels que patrons, employés et ouvriers dans la grande industrie, — maîtres, compagnons et apprentis dans les métiers, — propriétaires, fermiers et colons dans l'agriculture, il y a *corporation*.

L'essence de chacun de ces groupements demande à être bien saisie :

Celle d'une association professionnelle est la liberté ; en effet, la contrainte peut rapprocher les hommes, mais elle ne peut

les associer ; syndicats ouvriers, syndicats patronaux, sont des groupements essentiellement volontaires, c'est pour cela que nous les appelons des associations.

La corporation, telle que nous venons de la définir, n'est qu'une forme particulière plus complexe et plus complète de l'association professionnelle ; elle participe donc de son principe essentiel, la liberté.

Le corps d'état, par contre, est une collectivité purement numérique à laquelle on s'inscrit par le fait d'une simple déclaration, mais sans que cette déclaration implique aucune intention de la part de ses membres de s'associer entre eux. Si l'exercice de la profession y est soumis à certaines règles, ces règles ne sauraient être ni spontanées ni facultatives, puisque la collectivité en question n'est pas un organisme vivant, capable de spontanéité ou de choix, mais une simple juxtaposition mécanique d'individus indépendants les uns des autres, c'est-à-dire sans lien social.

Combien donc est oiseuse la dispute des réformateurs sociaux en chambre sur la corporation libre ou obligatoire, alors qu'ils appellent du même mot des choses différentes ! Ainsi en France il n'y a plus ou plutôt il n'y a pas encore de corporations industrielles, mais seulement des associations professionnelles — en dehors de quelques syndicats mixtes, vraiment complets.

En Allemagne, il y a des corporations.

En Autriche, ce sont les métiers eux-mêmes dans leur entier qui sont organisés de par la loi en corps d'état.

Le meilleur des trois systèmes, celui qui convient le mieux à chaque pays, est celui qui s'y est établi le plus facilement ; il n'y a pas à disputer là-dessus, mais à considérer ce qui se produit par l'évolution historique alors qu'elle n'est ni étouffée ni violentée par les pouvoirs publics, mais protégée et dirigée par eux en vue du bien commun.

En France, après la table rase faite violemment en 1791, les associations professionnelles n'ont pu être que secrètes d'abord ; puis elles ont eu des manifestations publiques, mais seulement temporaires, reconnues légalement sous le nom de coalitions. A partir de 1884 un régime moins tyrannique que celui qui

datait de la Révolution a permis aux associations professionnelles de se reformer sous le nom de syndicats. Mais les efforts de ceux de nos amis qui avaient été les promoteurs de ce retour à la liberté n'ont pu parvenir encore à faire doter d'avantages spéciaux les syndicats mixtes, qui correspondent à ce que dans notre langage nous appelons la *Corporation*, que nous voulons voir dotée de certains privilèges, comme étant un organe plus perfectionné que la simple association professionnelle. Il en est résulté un très faible développement de ces syndicats mixtes, tandis que se multipliaient les syndicats uniquement de patrons ou d'ouvriers.

En présence de cette situation, on ne saurait faire reposer un régime corporatif un peu général sur des fondations qui sont l'exception ; mais il est très aisé d'y suppléer par des *Conseils mixtes* que nous appellerons *Conseils corporatifs*, composés de délégués fournis par les associations professionnelles d'ouvriers ou de patrons à nombre égal des uns et des autres, comme cela se pratique déjà pour les Conseils de prud'hommes. Leurs attributions seraient beaucoup plus étendues que celles de ces derniers conseils, puisqu'elles consisteraient à prévenir les conflits entre leurs membres, en place de les résoudre seulement. Et ces conseils seraient en effet beaucoup plus en état de le faire, parce que leurs membres seraient des mandataires d'associations aptes à se former un sentiment et à établir des *cahiers*.

La question des membres honoraires, qui divise souvent nos amis eux-mêmes, serait ainsi écartée, car il n'y aurait nul lieu que les associations professionnelles en continssent, pourvu que le Conseil corporatif pût en appeler dans son sein à titre technique ou arbitral.

Cette organisation, cent fois esquissée ici, conviendrait à toutes les formations existantes et en appellerait de nouvelles à se former tout aussi librement ; mais la juridiction de ces Conseils corporatifs serait naturellement limitée aux membres des associations professionnelles qui les auraient constitués. Sans doute la loi pourrait l'étendre à toute la profession, lorsque la majorité des membres de celle-ci serait entrée dans les associations constitutives. Mais il y a un procédé plus libéral,

conduisant au même résultat : c'est l'union syndicale, ou, pour mieux dire, l'*union corporative*.

En voici le jeu indiqué par un exemple :

La ville de N... contient 200 charpentiers : ceux-ci forment entre eux des associations corporatives diverses, une de 40 membres, une de 30, une de 20 ; 110 charpentiers sont restés en dehors de toute association. S'agit-il d'une mesure d'intérêt général à prendre : les associations sont conviées à désigner à cet effet des délégués en nombre proportionnel à celui de leurs membres, et à constituer ainsi la Chambre corporative de $4 + 3 + 2 = 9$ membres. Celle-ci élabore la mesure en question, mais sa décision ne fait loi pour le corps d'état qu'après qu'elle aura été soumise par voie de suffrage direct à tous les membres de la profession, sans autre distinction que celle de leur condition de patron ou d'ouvrier. Le règlement ainsi établi n'a plus qu'à être sanctionné par les pouvoirs publics, comme n'étant pas contraire au bien public, pour devenir la loi du corps d'état, et être appliqué par la Chambre corporative

Telles sont les grandes lignes du régime corporatif tel que nous le comprenons, le préconisons et le préparons à la faveur de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels.

Il convient maintenant de revenir sur la constitution de chacun de ses éléments.

Le syndicat patronal n'est pas un élément nécessaire ; il suffit que chaque chef d'établissement soit appelé lorsqu'il y a lieu dans les réunions délibératives comme représentant de droit son établissement, en tant que patron, bien entendu. Aussi convient-il qu'il lui soit attribué un nombre de voix proportionnel à l'importance de l'établissement.

Quant à l'association ouvrière, il n'y a aucunes règles à imposer à sa formation et à son fonctionnement, sinon celle de l'exercice de la profession : un ancien ouvrier du métier peut en faire partie tant qu'il n'en exerce pas un autre, de même qu'on est censé être domicilié dans une commune tant qu'on n'a pas élu et déclaré domicile dans une autre.

Si, dans un même corps d'état, il ne s'est constitué ni asso-

ciations patronales ni associations ouvrières, ou bien l'une des deux associations seulement, le magistrat public peut toujours convier les membres inscrits dans la profession à se réunir pour une élection directe semblable à celle du Conseil des prud'hommes. Seulement alors il ne saurait se rencontrer dans cette délégation sans mandat les mêmes qualités que dans une représentation de corps organisés, et il serait imprudent de lui reconnaître une juridiction aussi étendue que celle dont doit être investie de plein droit une Corporation sur ses membres ou une Chambre corporative sur le corps d'état.

Terminons ceci en disant que la distinction que nous faisons ici entre les prérogatives de la Corporation et celles de la Chambre corporative n'est pas communément nécessaire. Il sera rare, comme on le touche en Allemagne, où le système fonctionne en partie, de voir se former pour le même métier et dans le même lieu plusieurs corporations différentes. Le plus souvent, la majorité des patrons se réunira d'un côté, celle des ouvriers de l'autre ; s'ils s'entendent suffisamment, ils se réuniront pour constituer, comme dit, un Conseil corporatif ; s'ils persistent dans l'antagonisme et ne peuvent arriver à prendre une disposition commune, le Conseil de la profession sera constitué d'office, comme dit, et départagé également d'office au besoin, s'il ne sait de lui-même recourir pour cela à la voie arbitrale.

VII

Supposons le problème résolu, la Corporation ou les Corporations constituées librement, et la *Chambre corporative* qui réunit leurs délégués constituée de même d'une manière régulière, et jetons un coup d'œil sur le rôle qu'elle prendra utilement.

A. Fixer les conventions relatives au travail, à son mode de rémunération et au taux de cette rémunération entre certaines limites, de manière à favoriser l'établissement des bonnes

coutumes du métier et leurs modifications successives en correspondance avec la situation industrielle et les circonstances économiques ;

B. Rendre la justice et faire la police dans le sein du corps d'état pour l'observation des règles établies comme est dit ci-dessus. Cela notamment par l'institution de Conseils de discipline d'une composition analogue à celle en usage dans les tribunaux militaires, où tous les grades sont représentés, le titulaire du grade le moins élevé opinant le premier ;

C. Créer et administrer toutes les institutions d'intérêt commun : caisses de secours, de retraite, de maladie, de chômage ; assurances contre les accidents, sociétés de consommation, avantages collectifs de toute espèce ;

D. Etudier et proclamer les intérêts professionnels ; avoir qualité pour les défendre et revendiquer, c'est-à-dire représenter le corps d'état toutes les fois qu'il a droit à paraître ou à être entendu.

Il n'est pas de problème dans la question ouvrière qui ne puisse être résolu de cette façon, ou du moins acheminé vers sa solution. Et l'on ne voit pas d'autre moyen d'apaisement des conflits actuels sans recourir à l'intervention directe de l'Etat. En sorte que l'on ne comprendrait pas facilement que le régime corporatif ne fût pas l'idéal de tous les sociologues qui redoutent l'intervention de l'Etat dans la question ouvrière, si celle-ci n'était niée en principe par une partie d'entre eux. Ceux-ci admettent bien, en effet, qu'il y ait débat pour l'établissement du contrat de travail entre le patron et l'ouvrier, mais ils veulent que ce débat reste individuel et ne puisse jamais devenir collectif, parce qu'alors il prendrait facilement un caractère juridique, c'est-à-dire que la classe ouvrière pourrait revendiquer certains droits vis-à-vis de la classe patronale. Or, c'est la reconnaissance d'un droit de l'ouvrier qui paraît à beaucoup d'hommes excellents une monstruosité juridique et sociale, tout comme aux temps du travail servile.

Nous ne discutons pas ici, mais nous constatons seulement que, par contre, la classe ouvrière est pénétrée maintenant de la conscience de ce droit et qu'elle y trouve le principe d'une

émancipation qui ne sera qu'une question de temps — et de fort peu de temps.

La classe patronale déploie bien moins d'activité ; elle ne s'organise pour la lutte qu'avec répugnance et comme avec quelque honte. Elle a fait, il faut le reconnaître, pour le bien-être, la sécurité et la dignité de la classe ouvrière, plus en France qu'en aucun autre pays, et cela a éclaté lors de la dernière Exposition universelle, dans la section ouverte aux œuvres d'économie sociale.

Mais tous ses bienfaits, comme elle les appelle, toutes ces habiles organisations du salaire, comme nous les appelons plus justement, ne réussissent pas à satisfaire l'ouvrier, d'abord parce qu'ils lui sont dévolus à titre de munificence et non de justice, ensuite parce qu'il peut en perdre le bénéfice, en même temps que ses moyens journaliers de subsistance, par le fait d'un renvoi auquel il est à tout instant arbitrairement exposé.

Ici encore nous ne plaidons pas, nous exposons : il est certain que la plupart des grèves ont pour point de départ ou pour nœud de la résistance le renvoi d'un ouvrier dénoncé comme meneur, ou le refus de renvoi d'un contre-maître accusé d'injustice ; si bien que, bon gré mal gré, l'autorité patronale perd tous les jours du terrain et risque d'être absolument méconnue si elle ne transige pas sur ces deux points : la reconnaissance d'un droit au salaire complémentaire et celle d'une juridiction corporative pour appliquer ce droit.

VIII

Au résumé :

Il y a un droit du travail à reconnaître dans la fixation des salaires ; la loi de l'offre et de la demande n'en est pas le seul régulateur.

Il y a un organisme juridique spécial à créer pour appliquer ce droit ; cet organisme doit être corporatif.

Il n'y a réellement *corporation* que par le *syndicat mixte*, mais des Chambres syndicales mixtes peuvent y suppléer juridiquement, pourvu qu'elles émanent d'associations professionnelles libres et spontanées.

Les *Chambres syndicales* peuvent être appelées d'office à se grouper pour former les *Chambres corporatives* aptes à établir les coutumes du métier.

Ces coutumes peuvent faire loi des parties moyennant consentement de la majorité des membres du *corps d'état* établie dans chaque classe.

Telles sont les grandes lignes dans lesquelles il faut se mouvoir, à ce qu'il nous semble, pour rencontrer une organisation qui corresponde à l'essence des droits économiques de la classe ouvrière, et qui fasse une juste part à ses revendications sans lui livrer le bien d'autrui.

Nous nous sommes attachés à mettre en relief par un exemple le grand rôle que doit jouer la *corporation libre et chrétienne* dans le travail d'organisation auquel est livré en ce moment le monde industriel.

C'est ainsi que nous répondons à la crainte qu'on nous a manifestée de voir une organisation générale faire disparaître nos premières œuvres.

Nous y reviendrons d'une manière plus complète, afin de solliciter la critique à s'exercer sur un programme bien ferme, plutôt que sur des tendances plus ou moins exactement appréciées. Nous espérons même que si ces critiques prennent un corps, elles aboutiront alors à un programme différent du nôtre qui pourra être discuté à son tour. Car le dernier mot n'est assurément pas dit dans la question ouvrière.

VII

LE GLAS D'UN RÉGIME

*« Eh bien, oui, monsieur ! mais c'est triste à avouer, les ouvriers
« ont donné une leçon aux Compagnies, et comme je ne veux,
« quant à moi, employer que des termes absolument courtois, je
« dirai qu'ils ont, par cette leçon, enseigné à leurs patrons qu'il
« est dangereux pour l'industrie de considérer dans l'ouvrier
« autre chose qu'un outil, et que s'occuper de ses besoins matériels
« et moraux, chercher à améliorer son bien-être constitue un
« péril. Oui, les ouvriers ont donné une leçon, et cette leçon,
« M. le Ministre des travaux publics la résumait en disant que les
« Compagnies avaient eu tort de trop s'occuper de leurs ouvriers,
« que c'était aux rapports du capital et du travail que devaient
« dorénavant se réduire les rapports à intervenir entre les patrons
« et leurs ouvriers. »*

Ces paroles d'un député de la droite, qu'on a pu lire dans la lettre adressée par lui à la Direction de l'Association catholique, sont plus que l'indice d'un état d'esprit commun à presque tous les éléments du parti conservateur en France : elles sonnent le glas d'un régime économique et social, du régime que ses partisans ont appelé le régime de la liberté du travail, et ses adversaires le régime capitaliste.

Cela ne veut pas dire pourtant que sous ce régime l'ouvrier soit toujours considéré uniquement comme un outil, mais bien

(1) Association catholique, février 1892.

que c'est en cela que se manifeste l'esprit du régime, que consiste son essence et que repose son jeu. Si bien que l'honorable représentant de l'industrie du Nord s'est montré beaucoup plus sagace que circonspect, en en livrant la formule avec cette précision, et signalant le péril qu'il aperçoit à s'en départir. Il est certain, en effet, que la répudiation d'un axiome du droit social et son remplacement par un autre contraire aboutissent nécessairement à la transformation de l'état social ; cela non seulement au péril, mais au détriment de la classe la plus favorisée.

Est-ce à dire que pour sauver la situation de cette classe il suffirait de résister au mouvement d'opinion qui en condamne les maximes, par un retour aux rigueurs des lois de la Révolution qui protégeaient la soi-disant liberté du travail contre toute action commune des intéressés ; d'abolir la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, et de condamner plus fort encore ce qu'on a malheureusement appelé le socialisme chrétien, depuis son apparition dans cette humble feuille où il s'est incarné pour la France, jusqu'à sa confirmation souveraine par la récente encyclique pontificale sur la condition des ouvriers ?

Non, cela ne suffirait pas, parce que le régime de la liberté du travail porte en lui-même sa condamnation et le principe du mal qui doit l'emporter, car à la conception que l'ouvrier est pour le patron un cétail répond nécessairement celle que le patron est pour l'ouvrier une caisse, une caisse qu'il doit remplir, mais qu'il lui serait beaucoup plus agréable de vider à son profit. Si bien qu'à cet outil mis à côté de cette caisse il ne manque que la main d'un politicien pour l'employer à forcer la caisse. — Et cela ne saurait manquer longtemps en pays de suffrage universel. L'émancipation politique de la classe ouvrière doit amener forcément son émancipation économique et sociale ; et s'il y a quelque chose de surprenant, c'est que celle-ci ait retardé en France de bientôt un demi-siècle sur la première.

Un simple coup d'œil sur l'histoire du travail montre non seulement que cette phase économique est inévitable, mais

encore qu'elle est proche, parce que les conditions nécessaires et suffisantes à son éclosion sont près de se réaliser, et que l'effet suivra de près la cause sous l'impulsion des forces accélératrices extérieures.

Avant la Révolution, disons-nous, l'organisation du travail était corporative dans les ateliers et dans les manufactures. Elle ne donnait guère qu'aux maîtres voix au chapitre, mais tout compagnon pouvait passer maître et trouvait en attendant une protection suffisante de ses droits ; de plus il était « compagnon », c'est-à-dire convive du patron, goûtant au même pain, souvent assis à la même table, et se considérant comme de la famille professionnelle.

Cette organisation économique du régime corporatif jouait un rôle considérable dans l'ordre social et même dans l'ordre politique ; elle s'harmonisait parfaitement avec les mœurs générales et les autres institutions publiques, parce qu'elle était un produit des mêmes idées régnantes, de l'idée religieuse et du principe aristocratique qui avaient formé la société. Non pas que la corporation fût née forcément de la confrérie, mais elles ne tardaient pas à se compénétrer dans un temps où la religion était associée à tous les actes de la vie publique comme de la vie privée.

Le principe aristocratique de l'ancienne société voulait que nul n'y fût classé par sa richesse, mais uniquement par sa fonction, fief, charge ou profession ; ces fonctions étant pour la plupart du temps héréditaires et familiales. C'est ainsi, disons-nous, que le gouvernement de la corporation n'appartenait qu'aux maîtres, que les fils y succédaient à leur père de préférence à tous autres, enfin qu'au sein de ces familles professionnelles, qui se mariaient le plus souvent entre elles, se recrutaient non seulement les magistrats de la corporation, mais ceux de la cité. On sait, par exemple, quel grand rôle jouait à Paris le Prévôt des marchands, qui fût souvent fourni par eux.

L'ancienne Corporation — s'étendre davantage serait tomber dans des redites — l'ancienne Corporation se présente donc à nous avec des caractères propres et constants, parfaitement déterminés, ceux-là même qui informaient toute la société.

Cette harmonie même entre le tout et la partie fut sa perte; non par tel décret du Roi ou de l'Assemblée législative, mais par le contraste, l'incompatibilité, qui devaient éclater entre cette forme de l'ancien régime et celle qui était l'idéal des temps nouveaux, la forme individualiste et césarienne, c'est-à-dire l'isolement de l'ouvrier et l'absolutisme du patron.

La révolution économique, qui se produisit dans le monde industriel peu après la révolution politique, mit en effet fin forcée à cet état social : l'ouvrier devint l'égal du maître en droits politiques, mais tomba dans une dépendance sans limites sous le rapport économique ; il n'eut plus aucun droit sous ce rapport, aucune protection légale, aucun privilège professionnel, aucune propriété, aucun recours, et la condition de salarié devint pour le grand nombre celle de prolétaire. Il y eut plus tard sans doute une réaction contre cet abandon de tout secours pour l'ouvrier, dans le patronat intelligent et soucieux de ses devoirs moraux comme aussi de son avantage matériel. Mais ce patronat conserva l'esprit d'individualisme créé par la Révolution ; non seulement il ne pratiqua pas l'association, mais il la combattit et laissa ainsi l'ouvrier dans une situation précaire en face du patron, qui conservait sur lui droit de vie et de mort économiques.

Ce fut la deuxième phase du régime industriel ; elle correspondit à la naissance et au développement de la grande industrie et à la disparition ou au moins à la raréfaction des petits ateliers.

Ensuite, par la force des développements scientifiques de l'industrie qui la conduisaient à devoir mettre en œuvre des capitaux de plus en plus considérables, et surtout à la faveur de la loi de 1867 sur la constitution de sociétés commerciales anonymes, commença à se dessiner une transformation nouvelle de l'état social.

Il se créa un quatrième état, par le fait de l'écart croissant entre la condition de l'employé et celle de l'employeur ignoré et irresponsable, qui remplaçait peu à peu le patron connu et indéfiniment responsable. Les salariés de l'industrie formèrent une classe à part, intelligente, instruite, facile à s'éprendre de

l'idée de solidarité et à se constituer en « parti ouvrier », auquel il ne manquait que l'organisation pour devenir un parti politique. La loi de 1884 sur les syndicats professionnels vint à point pour favoriser cette organisation, au développement de laquelle les capitalistes assistent avec effroi, tandis que le reste de la nation la voit plutôt de bon œil, et que nous y voyons, nous, la première phase d'une grandiose réorganisation sociale. Le premier résultat de cette organisation sera de porter le débat, en matière de contrat de travail, du terrain individuel sur le terrain social, c'est-à-dire que la loi de l'offre et de la demande ne s'exercera plus entre un patron et un ouvrier, mais entre la classe patronale et la classe ouvrière, et que c'est aux rapports juridiques du capital et du travail que devront désormais, selon l'expression précitée, sinon « se réduire », du moins se conformer tout d'abord les rapports à intervenir entre les patrons et leurs ouvriers.

Enfin ces rapports juridiques du capital et du travail seront eux-mêmes influencés par un certain idéal de justice sociale, absolument inconnu aux docteurs du régime capitaliste, appelés communément les économistes.

Ce processus, cette évolution économique et sociale, est absolument fatal, et après avoir loué la sagacité de ceux qui l'ont proclamé, comme il a été dit, on peut pourtant s'étonner qu'il leur ait fallu pour cela une leçon de choses. On doit surtout regretter que tant d'hommes de bien, tant d'autorités sociales du monde de la politique, de la chaire même ou du barreau, ne l'ayant pas vu venir, en contestent encore le bien fondé, la légitimité, et aliènent ainsi de plus en plus la partie la plus intelligente de la classe ouvrière aux causes dont ils se proclament les défenseurs. Ajoutez à cela que non seulement ils maudissent cette émancipation du quatrième état, comme on l'a justement appelée, mais qu'ils ne savent absolument de quel côté s'orienter, et montrent en cela n'avoir pas plus le sens historique que ne l'ont les détracteurs systématiques du passé.

« Les Corporations appropriées aux temps nouveaux seront libres », ont-ils dit, quand il leur a fallu admettre ce mot de

corporation contre lequel ils s'étaient tant débattus, « et ce sera là leur caractère moderne. » Or, je ne sais pas bien ce qu'on peut entendre par le mot de corporation libre, mais ce que je sais, c'est que les corporations nouvelles différeront du tout au tout des corporations anciennes en ce qu'elles seront aussi complètement démocratiques, pour prendre un mot à la mode, que celles-ci étaient aristocratiques, et que c'est en cela que consistera surtout leur caractère d'appropriation aux temps nouveaux, c'est-à-dire à une société démocratique.

L'idéal serait assurément que la classe patronale, après avoir été tout dans le régime du travail, y eût encore une place correspondant à son droit légitime ; mais comme, d'une part, elle va diminuant en nombre et en considération à mesure qu'elle se dérobe aux responsabilités sous le voile de l'anonymat, et que d'un autre côté elle ne paraît nullement disposée à faire sa nuit du 4 Août, elle se verra arracher peu à peu par le flot populaire tout ce qu'elle ne veut pas concéder et verra finir son règne avec le siècle qui l'a vue naître.

Le capital, dira-t-on, ne saurait disparaître sans entraîner la ruine de l'industrie. Sans doute : il ne disparaîtra pas, il changera seulement de mains et passera en partie dans celle de la classe ouvrière.

Voici comment le phénomène semble devoir se produire : les deux classes rivales profitent très inégalement de la faculté d'association qui leur a été rendue par la loi ; les Syndicats mixtes, qui en seraient l'application la plus heureuse, prennent peu : les patrons qui sont en bons rapports avec leurs ouvriers croient n'avoir pas besoin de codifier cet accord, et craindraient de le troubler ainsi. Là où la discorde est entrée, le Syndicat mixte ne peut s'établir, et là où il s'établit, il n'a pour lui ni la bienveillance des autres patrons ni celle des autres ouvriers : les premiers y voient un affaiblissement de l'autorité patronale ; les seconds une servilité déguisée, ou tout au moins une absence d'indépendance de la part de leurs camarades syndiqués.

Les Syndicats purement patronaux ne se développent guère davantage, parce que, sous le régime de la liberté du travail,

la concurrence effrénée qu'il suscite met les patrons en état d'antagonisme constant et ne développe chez eux que l'esprit d'individualisme en place de l'esprit d'association.

Les Compagnies anonymes qui remplacent la classe patronale n'en diffèrent pas sous ce rapport, mais sont encore moins en état de faire acte d'association, parce que leurs Conseils n'ont pas la même initiative qu'un patron peut avoir.

Par contre, le mouvement syndical se propage très rapidement dans la classe ouvrière, parce qu'il y rencontre le besoin d'association à l'état aigu et l'esprit d'association à l'état latent, mais prêt à jaillir comme une flamme des profondeurs où il a été comprimé. Ajoutez l'effet des premiers succès de la lutte engagée par les représentants des Syndicats contre ceux du capital, et mesurez ce qu'il faut de temps pour que la classe ouvrière entière soit conduite par les Syndicats.

Si bien que les positions vont être à l'inverse de ce qu'elles étaient auparavant : jusqu'ici, dans l'établissement du contrat de travail, le capital aggloméré avait eu affaire à l'ouvrier isolé et le débat entre eux avait été plus que sommaire, on peut dire nul ; la fixation du salaire avait été arbitraire et déterminée seulement par le degré de misère des populations ; le règlement d'atelier et les autres conditions du contrat étaient plus arbitraires encore de la part de l'employeur à l'égard des employés, sans autre règle que le degré d'humanité du premier et de besoin des seconds. — Aujourd'hui, tout cela va changer : le taux des salaires sera débattu avec le Syndicat, et celui-ci déterminera presque seul le règlement d'atelier par des coutumes qui feront loi pour le patron ou le directeur.

Cette transformation des rapports entre les détenteurs du capital et les masses ouvrières amènera, je l'ai dit, un transfert d'une partie du capital des mains des premiers à celles des travailleurs, non pas individuellement mais collectivement, ou mieux corporativement. En effet, les Syndicats deviendront de plus en plus exigeants en fait de complément du salaire sous forme d'assurances contre l'accident, la maladie, la vieillesse, le chômage même ; ils voudront avoir l'administration de ces caisses et exigeront des garanties que les entreprises

ne peuvent leur donner qu'en les hypothéquant sur leur capital d'établissement ; si bien que peu à peu celui-ci passera aux associations professionnelles qui deviendront de véritables corporations. Les ingénieurs et hauts employés, cette aristocratie du salariat, en feront partie, mais les capitalistes n'y auront plus de place. Ils continueront à fournir le capital d'exploitation entier aux établissements qui voudront travailler à leur compte, et ne seront plus que des commanditaires pour ceux qui seront parvenus à se créer un fonctionnement plus autonome encore. -- Peu à peu ils seront éliminés de la vie professionnelle et ne pourront plus que s'intéresser financièrement à des entreprises dont la direction technique et même commerciale leur aura totalement échappé.

L'évolution historique qui a fait passer la direction du maître au patron, et de celui-ci au capitaliste, finira par la livrer à la corporation « appropriée aux temps nouveaux » dans le sens indiqué plus haut. Cette évolution économique correspond d'une manière frappante à celle qu'un docteur du socialisme a formulée ainsi : chaque classe, arrivée successivement à la domination, a eu pour l'humanité son legs utile : le sacerdoce lui a légué le sentiment du devoir, l'aristocratie celui de l'honneur, la bourgeoisie celui de l'intérêt, le peuple lui donnera celui de la solidarité.

Que si l'on veut bien comprendre quelle différence il y a entre un capitaliste et un patron ou un maître, et comme quoi les maîtres ont pu assurer paisiblement la direction du travail pendant des siècles, les patrons brillamment ensuite, tandis que les capitalistes n'auront eu qu'un règne éphémère et troublé, on en trouvera la clef dans la leçon suivante que me fit un docteur ès sciences sociales, un jour qu'en Autriche nous prenions le même train, à côté d'un paysan styrien, député au Reichsrath, et d'un des gros barons de la finance : « Supposez, » me dit-il, que chacun de ces quatre voyageurs emporte avec « lui, dans ce train, tout ce qu'il possède : le financier son « portefeuille, le paysan ses bœufs, vous votre épée, et moi « mes livres ; puis que le train déraille par suite de quelque « tour de brigandage, que l'on nous ramasse sur la berge,

« blessés et dépouillés de tout, et qu'il s'agisse de reconstituer notre état social : eh bien ! le paysan sera encore un paysan, moi un savant, vous un gentilhomme, tandis que le baron X. ne sera plus qu'un misérable juif. »

Le train, nous y sommes ; le déraillement, le brigandage, nous attendent peut-être, et puis un nouvel état de choses se produira. C'est le côté historique de la question, le seul auquel j'aie essayé de montrer ici que s'applique la leçon de l'Écriture : *Transit figura hujus mundi.*



III

Politique Sociale

Il y a des lois pour la société des abeilles;
comment a-t-on pu penser qu'il n'y en
aurait pas pour celle des hommes ?

BONALD.

- I. — Politique sociale.
- II. — Introduction aux études sociales.
- III. — Démocratie contre ploutocratie.
- IV. — Conservateurs et rénovateurs.
- V. — Des institutions représentatives.
- VI. — Du mouvement syndical.
- VII. — L'évolution agricole.

I

POLITIQUE SOCIALE (1)

Le terme de *législation sociale*, que nous avons rapporté d'Italie où il avait été importé d'Angleterre, est aujourd'hui passé dans le langage. Il est peut-être temps d'y introduire un autre terme, non moins usité dans d'autres langues, et dont celui de *législation sociale* n'est que le dérivé : le terme de *politique sociale*.

Tandis que la politique n'éveille dans le langage usuel d'autre idée que celle de la dispute ou de la jouissance du pouvoir par des moyens quelconques, la politique sociale appartient à un langage plus relevé, qui lui donne pour objet l'application de la loi morale et des lois économiques à la Société, quelle que soit la forme de l'État.

Si la loi morale reconnue est celle de l'Évangile, la société qu'elle gouverne devient une société chrétienne. Et si les lois économiques n'ont pas été moins bien discernées que la loi morale, on constate une marche progressive de cette société, qui s'appelle dans l'histoire de l'humanité la *civilisation chrétienne*.

Nous supposerons dans la suite de ce chapitre que le lecteur tient ces simples définitions pour des axiomes. Sans quoi nous le renverrions à l'écrit encore récent où un Prélat éminent, qui préside à l'enseignement universitaire catholique à Paris et exerce une légitime influence encore

(1) *Association catholique*, janvier 1887.

en d'autres milieux intellectuels, nous a rendu le grand service de constater qu'il y avait eu révélation pour lui dans la parole pontificale de la dernière encyclique : « Il fut un temps » où la philosophie de l'Évangile gouvernait les États (1). »

Comment viser au retour d'un pareil temps, sans pour cela méconnaître les transformations historiques qui nous séparent de celui dont la louange surprend les esprits du XIX^e siècle ? C'est-à-dire comment appliquer la loi morale, qui est immuable, aux forces économiques modernes, qui, pour être nouvelles, n'en sont pas moins définitivement acquises ? — Tel est le problème qui tourmente les plus nobles esprits, le souci le plus digne en effet de chrétiens qui ne se désintéressent pas de la chose publique, parce qu'ils savent que de l'économie terrestre des sociétés dépend, pour beaucoup de ceux qui en sont membres, « l'élargissement des voies du ciel », selon la belle expression de Bossuet.

Le temps n'est plus, Dieu merci, où l'on pouvait entendre de ces hommes de bien, que l'amour de l'Église et de leur pays pousse à briguer les magistratures électives, dire couramment des questions sociales qu'ils n'en savaient pas un mot, et le prouver surabondamment à toute occasion.

Il ne sera d'ailleurs que juste, comme a daigné l'énoncer Mgr Freppel, d'attribuer à l'initiative de l'*Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers* une grande part du retour des bons esprits à l'étude des questions que la Providence leur fait une loi de savoir résoudre, comme elle leur en fournira sans doute les moyens. — C'est là l'excuse de ce nouvel essai sur la *politique sociale*.

*
*
*

I. — En présence du socialisme.

Le centenaire de 1789, disais-je récemment, s'apprête à porter dans l'histoire de l'humanité la marque d'une époque non

(1) *Le droit chrétien et le droit moderne*, étude sur l'encyclique *Immortale Dei* par Mgr d'Hulst, recteur de l'Institut catholique de Paris

moins troublée que celle dont il évoque le souvenir. — De même qu'il y a un siècle le libéralisme a soufflé en tempête sur la France, y renversant des institutions antiques, plutôt que de les pénétrer et transformer sans trop de violences, comme il le fit du reste du monde civilisé, de même aujourd'hui ce monde commence à frissonner sous un vent révolutionnaire nouveau, celui du socialisme.

Sortis de la même outre d'Èole, des mêmes « principes de 1789 », ces deux souffles qui se succèdent à si court intervalle dans l'histoire, courent néanmoins en sens contraire, le dernier paraissant devoir emporter toutes les voiles mises selon le premier. La formule socialiste — « l'avènement du quatrième état » — remplace celle du soi-disant avènement du tiers état ; ce n'est plus le drapeau tricolore, mais le drapeau rouge qu'arbore la Révolution ; plus le cri « d'A bas la noblesse ! », mais celui d'« A bas la bourgeoisie ! » qui s'élève de ses rangs, car ce n'est plus seulement l'égalité en droit qu'elle réclame, mais bien l'égalité en fait. — Tel est le premier et le dernier mot du programme socialiste.

Or le nivellement des conditions sociales, dans telle mesure qu'il soit réalisable et puisse paraître à aucuns désirable, ne saurait s'effectuer sans jeter un trouble profond dans une société où les inégalités économiques se sont fait sentir à l'extrême, par là même qu'elles n'en ont plus rencontré d'autres pour frein ou pour contrepoids.

Il y eut partout et toujours des riches et des pauvres, mais jamais en effet n'avait apparu comme aujourd'hui le contraste entre les deux classes placées aux extrêmes de l'échelle sociale, celle des capitalistes et celle des prolétaires. Ces classes elles-mêmes sont des créations essentiellement modernes, et, semble-t-il, aussi irréductibles entre elles qu'elles paraissent liées, par la relation de cause à effet, dans le régime libéral ; c'est-à-dire qu'elles en sont deux conséquences simultanées et inséparables.

Sans doute il a pu se produire dans une situation assez analogue, chez la noblesse française, une nuit du 4 Août, mais encore n'a-t-elle pas suffi à préserver celle-ci de la déposses-

sion violente. De plus, on n'aperçoit aucune velléité d'un tel renoncement volontaire chez ce qu'on appelle fort improprement la féodalité financière actuelle, ni chez le bourgeois vivant de ses rentes. Donc, entre ces gens dont les uns ne veulent rien abdiquer, et les autres rien respecter, il n'y a pas de conciliation à espérer, et nous marchons à la guerre sociale.

Enfin la lutte pour la suppression des dernières inégalités, qu'une société soi-disant égalitaire ait souffertes ou même favorisées jusqu'ici, se complique, par une certaine association de faits et d'idées, de l'apport de violence inséparable des compétitions politiques et des passions antireligieuses. Car l'État et l'Église sont mis violemment en cause par les revendications démagogiques, comme s'ils étaient responsables des conséquences du régime auquel ils ont dû s'accommoder, mais par contre faiblement défendus, il faut le dire, par les conservateurs, qui ne voient plus bien ce qu'ils ont à en attendre.

Ce que chacune de ces grandes forces sociales pourrait néanmoins apporter de moyens de résistance aux conservateurs, s'ils savaient y avoir recours en faisant cause commune avec elles, n'est pas généralement mieux aperçu que ce qu'ils pourraient se créer de points d'appui par le simple jeu d'associations libres et spontanées.

De même pourtant qu'en une place menacée de siège la défense s'appuie tout d'abord sur le moral de la garnison et de la population, puis sur l'armement de l'enceinte, et enfin multiplie au dehors de celle-ci, pour la couvrir elle-même et la fortifier, des ouvrages de campagne et des obstacles de toute sorte contre les approches des assaillants. de même il semble que les défenseurs de la société en péril devraient recourir aux forces morales qu'elle recèle, comme aussi à la puissance des lois et des institutions d'État, sans négliger pour cela l'influence d'aucune création de l'initiative individuelle ; mettre à profit en un mot tout ce qui dans l'homme tend à la conservation de la société, pour l'opposer à ce que l'on sait en être éminemment subversif : l'athéisme et le despotisme de la démagogie.

L'homme, en effet, est un être religieux, historique et social,

et toute société repose sur la religion, la tradition et l'association.

Je vais donc essayer de développer quelles ressources la défense sociale trouverait dans le recours à chacune de ces forces : de là les divisions de cette étude.

*
* *

II. — Rôle de l'Église.

L'homme est un être religieux.

Tout ordre social correspond en une mesure plus ou moins complète à une conception religieuse ; je dis en une mesure plus ou moins complète, parce que l'effet ne suit pas immédiatement la cause, et qu'il subsiste dans l'ordre social d'une époque déterminée des restes de celui qui l'a précédé, ou des anomalies apparentes tenant à la nature des choses, qui ne se laissent pas facilement ployer à l'idéal qu'on poursuit.

C'est ainsi qu'il subsiste encore aujourd'hui des restes d'un ordre social chrétien régnant au temps « où la philosophie de l'Évangile gouvernait les États ».

Les socialistes ne font pas moins rage contre ces assises, qui ont résisté jusqu'ici à l'athéisme des lois précédant celui des mœurs, que contre les abus, les monstruosité même, issues de cet athéisme officiel, ou contre les défaillances résultant de la déformation des consciences religieuses. C'est ainsi que le socialisme, continuant l'œuvre du libéralisme, fait faire à la Révolution des progrès incontestables, en érigeant la négation en croyance, la matière en cause première, la jouissance en fin dernière. Et cette constatation suffirait pour nous mettre en garde contre lui, alors même qu'il ne tiendrait pas école de blasphème contre tout ce que nous respectons. Prêt à m'émouvoir lorsqu'on me parle des souffrances du peuple, je me révolte contre l'outrage à celles de mon Dieu, et ne peux passer outre.

Pourtant il faut bien considérer que les socialistes ont, eux

aussi, une religion, ou du moins que leurs docteurs en enseignent une, — celle de l'humanité divinisée, — et que leurs apôtres font appel au plus noble sentiment de cette humanité l'amour des petits et des faibles. Il est donc nécessaire d'opposer la vraie religion et la morale de l'Évangile à cette religion et à cette morale maçonniques, et de revendiquer tout d'abord, comme le propre caractère de la religion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, non pas seulement l'aumône, mais l'accomplissement de tous les devoirs de justice et de charité inspirés par le dévouement envers ceux qui souffrent.

Le socialisme dans sa branche la plus exaltée, chez les nihilistes, a pu produire des Charlotte Corday, mais non des Sœurs de charité, et aucune de ses chaires n'a encore fait entendre à l'auditoire le plus démagogique le sermon de Bossuet devant la cour de France sur « l'éminente dignité du pauvre ». Sainte Elisabeth de Hongrie ne fait pas moindre figure dans l'histoire que Théroigne de Méricourt ou Louise Michel, et le nom de chrétien se passe bien d'être accolé à l'épithète de socialiste pour signifier la fraternité humaine. Comme l'a dit le grand penseur qui a le plus nettement formulé la condamnation des « faux dogmes de 1789 » Fr. Le Play, « on n'a depuis l'Évangile rien inventé de plus beau, et l'humanité s'est anoblie ou a reculé selon qu'elle s'est plus ou moins écartée de son divin modèle ».

Si donc la *Déclaration des droits de l'homme*, si, pour remonter plus haut, le *Contrat social*, si la philosophie de la Réforme, si l'enseignement d'un trop grand nombre de légistes épris du Droit romain ne sont que des étapes de la voie qui mène à la doctrine socialiste — et vous ne verrez aucun historien socialiste lui dénier ces origines ni rompre avec ces prémisses — c'est alors une doctrine non moins ancienne, non moins suivie, non moins intégrale, qu'il faut opposer à la doctrine socialiste ; et nul autre corps de doctrine n'existe avec assez d'autorité pour cela que celui qui s'est formé depuis dix-neuf siècles dans l'Église catholique. Puis- sent les conservateurs, modérés, libéraux, ou de telle façon qu'ils se qualifient, reconnaître cette vérité : il n'y a que la

« politique du *Syllabus* » à opposer à celle de la Révolution ; tout le reste vient de celle-ci et y retourne.

Aussi ne tenterai-je pas de parler ici le langage de l'Église, — il est à la fois trop délicat et trop répandu, — mais rappellerai-je seulement la netteté de cette affirmation qui ouvre la dernière encyclique pontificale sur la constitution chrétienne des États :

« Œuvre immortelle du Dieu de miséricorde, l'Église, bien
« qu'en soi et de sa nature elle ait pour but le salut des âmes
« et la félicité éternelle, est cependant, dans la sphère même
« des choses humaines, la source de tant et de tels avantages,
« qu'elle n'en pourrait procurer de plus nombreux et de plus
« grands, lors même qu'elle eût été fondée surtout et direc-
« tement en vue d'assurer la félicité de cette vie. — Partout,
« en effet, où l'Église a pénétré, elle a immédiatement changé
« la face des choses et imprégné les mœurs publiques non
« seulement de vertus inconnues jusqu'alors, mais encore
« d'une civilisation toute nouvelle. »

L'Église, sans doute, n'a pas produit ces bienfaits sociaux partout au même degré, mais bien dans la mesure où elle a obtenu la reconnaissance de ses trois attributions essentielles : le ministère, l'enseignement et le jugement.

Arrêtons-nous un instant sur le rapprochement de ces trois attributs, avant d'examiner le secours dont peut être chacun d'eux dans la lutte sociale.

La plupart des conservateurs sont depuis longtemps déshabitués de considérer dans l'Église autre chose que son ministère : administrer les sacrements et prêcher la morale dans les temples, personne ne le lui conteste. Enseigner, c'est-à-dire tenir des écoles et y distribuer l'instruction en même temps que l'éducation, c'est là ce qu'on appelle pour l'Église jouir de la liberté d'enseignement, et Dieu sait au prix de quelles luttes s'acquiert ou se maintient ce minimum de liberté-là ! — Mais le droit de l'Église ne se borne pas là : c'est elle qui, dans une société chrétienne, doit avoir la direction de l'enseignement ; plus encore, son droit imprescriptible est de fonder, maintenir et distribuer la DOCTRINE SOCIALE.

Enfin, la conséquence du droit d'enseigner la société est, nous l'avons dit, le droit de la convaincre de péché, lorsqu'il y a lieu, c'est-à-dire que le droit de jugement, avec ses sanctions pénales, non seulement sur ses clercs, mais sur tous ses fidèles, et dans toute société chrétienne, n'est que l'exercice normal et régulier de la mission providentielle de l'Église (1).

Et c'est précisément par la reconnaissance de cette mission de l'Église que se distingue le temps où la philosophie de l'Évangile gouverne l'État de celui où la Révolution l'ébranle.

Au reste, ces considérations générales ne sont pas propres à l'Église catholique seulement, bien qu'aucune autre ne présente à un égal degré de pureté et d'autorité cette triple et indivisible puissance de l'action par le ministère, par la doctrine et par le jugement, comme nous la voyons éclater au Moyen Âge. Le protestantisme a aussi conservé en principe cette triple puissance à ses Églises, tout en en livrant de fait une partie au Prince ; et l'islamisme en présente un exemple frappant par sa tradition de ne permettre au chef même des Croyants de déclarer « la guerre sainte » qu'en conformité d'une sentence (2) rendue par le chef de la religion, à peu près comme il se passait dans le monde chrétien à l'époque du Saint-Empire.

Que si la dualité du pouvoir civil et du pouvoir religieux est un fait aussi ancien que l'histoire, la suprématie du second sur le premier, en matière de jugement, éclate dans la formation des consciences à tous les âges historiques de la civilisation et dans toutes les religions philosophiques. Les socialistes

(1) « *Delictum judicare meum est* », écrivait Innocent III à Philippe-Auguste au sujet d'une contestation de droit féodal avec le roi d'Angleterre. -- Même pour ne parler des jugements de l'Église qu'en matière économique, il faudrait suivre la série des Conciles depuis ceux de Tolède jusqu'à celui de Trente. Quant aux actes pontificaux, comment ne pas citer, de siècle en siècle, les sentences de Boniface VIII qui atteignirent Philippe le Bel particulièrement dans ses exactions comme « faux-monnaieur », selon le surnom populaire ; les conditions mises par Martin V en 1432, et maintenues par Pie V en 1563, à la tolérance du prêt de rente (le taux devait être juste, le contrat ne porter que sur des immeubles, la rente pouvoir être rachetée par le débiteur) ; enfin les restrictions que Benoît XIV apporta à celle du prêt d'argent à intérêt ?

(2) *Fetva*.

disent que l'humanité se forma sous le règne des théocraties avant de passer sous celui des aristocraties ; mais l'observation est inexacte, ces deux règnes étant contemporains et ayant formé ensemble l'ordre social. D'aussi loin qu'il nous souvienne, et jusqu'à la Révolution française, la constance de ce fait montre qu'il est le produit d'une loi naturelle. C'est donc là un trait de la « constitution essentielle de l'humanité », selon l'expression de mon admirable maître Le Play ; quiconque se refuse à le reconnaître n'a plus droit à se dire conservateur, mais bien révolutionnaire, — repu ou affamé, — qu'il s'intitule d'ailleurs libéral et modéré, ou radical et socialiste.

Revenant à l'Église catholique, qui a formé la civilisation chrétienne et qui conserve encore aujourd'hui l'unité à son foyer, la Chaire de saint Pierre, qu'il nous soit permis de jeter un coup d'œil sur le recours que nous offrent son ministère apostolique, sa doctrine intégrale, son jugement irréformable pour toutes les consciences catholiques fidèles à leur foi :

le ministère de l'Église est la charité, et la charité pénètre tout ;

sa doctrine est la vérité, et la vérité éclaire tout ;

son jugement est la justice, et la justice soutient tout.

Je n'ai assurément pas la prétention, comme je l'ai déjà dit, de donner ici le moindre aperçu de ces questions fondamentales, — que tout le monde croit d'ailleurs posséder, mais simplement celle de faire ressortir par quelques traits combien peu la plupart des conservateurs s'y montrent attachés. combien par là ils négligent de secours, professent d'erreurs, et commettent de fautes sociales ; combien, en un mot, ils font le jeu de leurs adversaires.

Parlez à un conservateur de ses adversaires, et écoutez si ce sont des paroles de charité qui sortent de sa bouche, ou si ce n'est pas plutôt tout le contraire ; paroles que je ne veux pas rapporter ici pour ne pas manquer moi-même à la charité. Combien y en a-t-il qui aillent au peuple — gangrené, comme ils le disent, ou tout au moins aigri, abusé, privé de tout secours moral. — qui aillent à ce peuple, dis-je, avec un cœur ouvert et un langage propre à gagner la confiance, fille de la sympathie ? Il y en a, sans doute, de ces apôtres parmi les conservateurs,

mais c'est le trop petit nombre; et, en général, on peut dire que les classes propriétaires ne sont si séparées des classes prolétaires que parce qu'elles n'ont pas davantage les unes que les autres l'esprit évangélique, l'esprit de l'Église qui voit dans tout homme baptisé son enfant.

Que si vous ne pouvez le plus souvent parler à un conservateur de la charité de l'Église sans le scandaliser, trouverez-vous plus d'écho à lui parler de sa doctrine? — La plupart ne se doutent même pas que l'Église ait une doctrine sociale. Et je ne parle pas ici des masses soi-disant conservatrices, qui ne connaissent et ne proclament d'autre Évangile social que celui de 1789, mais bien des publicistes, des professeurs, des auteurs, qui prétendent distribuer la science sociale chrétienne, et qui, sous cette étiquette, n'ont encore le plus souvent tenu qu'un langage hybride et débilitant, formé d'emprunts faits un peu partout, et surtout à l'économie libérale et au Droit romain, mais jamais à une citation des Pères de l'Église, des Actes pontificaux ou des décrets des Conciles.

Quant au jugement de l'Église, qui donc, dans ces temps troublés par des discordes civiles autrement graves que la question des îles Carolines, ose seulement émettre l'idée de recourir, ne fût-ce que pour s'éclairer lui-même sur ce qu'il y a de juste ou d'injuste dans les prétentions respectives, à l'autorité du Saint Père, — pourtant plus en situation encore d'y rendre, avec grâce d'état, le jugement?

Non, les conservateurs montrent, comme l'a dit Léon XIII, plus de religion dans les cœurs que dans les esprits, et ils n'aperçoivent pour la plupart encore, en fait de politique sociale chrétienne, que celle qui consiste à revendiquer pour l'Église la liberté d'action, mais nullement celle qui consisterait à la prendre pour guide dans leur propre action. Ou bien ils veulent qu'elle épouse leurs querelles, ou bien, si elle laisse ces querelles au second plan, ils se figurent qu'elle se désintéresse par là même de la chose publique, — et qu'ils en peuvent dès lors traiter en dehors d'elle dans une civilisation chrétienne!

On n'est pas plus.... Turc, en fait de politique sociale!

III. — Rôle de l'État.

L'homme est un être historique.

Il naît Dans une société déterminée par une succession d'événements historiques ; il s'y meut sous le régime des lois nées de ces événements, et ces événements eux-mêmes ont été causés, beaucoup plus que par les circonstances extérieures, par des courants d'idées qui ont présidé soit à la formation de l'État, soit à sa transformation. Il y a donc des États chrétiens, des États musulmans, et parmi les premiers des États catholiques, des États protestants. — Il n'y a pas d'États neutres, bien qu'on s'efforce d'y parvenir à force de le proclamer, parce qu'il n'y a pas d'État qui ne soit l'expression politique d'une société, et pas de société qui soit sortie du vide de croyances ou d'idéal chez ses premiers auteurs.

Qu'on veuille bien s'arrêter un instant à cette considération : elle est capitale, autant que facile à justifier par des exemples historiques.

Ainsi l'antique civilisation rationaliste gréco-latine, si divers que fussent les peuples qui l'adoptèrent et les époques qu'ils traversèrent, présente couramment dans la législation ou dans les mœurs la pratique de l'esclavage comme régime du travail, celle de l'usure comme régime du crédit, et celle de la pleine disposition comme régime de la propriété. Nous ne voyons ces trois traits caractéristiques du paganisme adoucis que dans la mesure où d'autres sociétés, quoique également païennes, ont davantage conservé la notion du droit naturel ou l'influence d'une philosophie supérieure à celle qui divinise le génie humain. Ainsi, dans cet Empire romain, auquel on se complait à demander le type des lois et des institutions publiques de notre siècle, l'absolutisme est le caractère inséparable du pouvoir sur les hommes ou de la possession des choses, chez le prince, le père de famille, le maître, le propriétaire. C'est le droit quiritaire qui a défini la propriété *jus utendi et abutendi*, sans poser en même temps de limites à l'exercice du droit.

En dehors de ce droit légal, il n'y avait plus de droit naturel, de droit humain. L'étranger était hors de la loi, l'esclave était sans droit (1).

Au contraire, dans la mesure où règne la notion de la communauté d'origine des races, et partant de la fraternité humaine, le régime s'adoucit et cesse même d'être applicable entre frères de souche, ainsi que cela se voit chez les Indiens dans la même caste et chez les Juifs entre eux tous; de même chez ceux des Barbares dont nous connaissons quelques traits extérieurs à la civilisation chrétienne. Il n'est dès lors pas exact de dire que cette civilisation ait adouci leurs mœurs en ce qui est des violences légales, puisqu'ils ne paraissent pas les avoir connues (2); par contre, on doit reconnaître que tel fut l'effet du christianisme sur le monde romain, le plus fermé de tous à l'idée de la religion nouvelle que tous les hommes étaient frères. Les exceptions que l'on signale plus tard à l'abolition de l'esclavage, de l'usure et de la propriété absolue dans les États chrétiens qui lui succédèrent, ne viennent qu'en confirmation de la thèse. Ainsi, le royaume de Jérusalem renferme encore des esclaves, mais ce sont des Sarrasins. Les Croisés connaissent encore l'usure, mais, loin de la pratiquer, ils la subissent du fait des Juifs; ils peuvent engager à ces derniers le revenu de leurs propriétés, mais non les leur céder définitivement.

Le respect de la vie humaine était tel dans l'esprit du législateur barbare à peine converti que le meurtre lui-même n'entraînait pas la peine de mort, mais seulement la « compo-

(1) Nous ne parlons ici que de la législation, et non de la philosophie qui avait conservé des notions plus pures, mais n'en réclamait guère l'application au droit public. Quant à l'ignominie des mœurs païennes, voir l'épître de saint Paul aux Romains, chap. 1, v. 26 et suivants.

(2) Le droit public des Francs, et généralement des peuplades germaniques, paraît avoir été fortement imprégné des principes de liberté et de solidarité dans leur bonne acception sociale; il suffit de rappeler qu'au dire de Tacite leurs chefs militaires étaient électifs, et de se reporter à leurs assemblées populaires délibérantes, pour apercevoir combien chez eux l'autorité était tempérée, — et l'anecdote historique du vase de Soissons, sagement considérée, en est un témoignage. — Voir au surplus la note suivante.

tion (1) ». Ce furent les légistes, restaurateurs du droit césarien, qui appliquèrent le dernier supplice à la répression du vol (2) et même du délit de chasse, comme ils introduisirent dans la même procédure juridique la torture (3), réservée par les Romains eux-mêmes aux seuls esclaves. Ce fut la Renaissance italienne qui fit rentrer le prêt à rente dans les mœurs (4), et la Réforme calviniste qui fournit les premières banques (5). Ce

(1) La loi salique fixe la composition due à la famille, ou, à défaut de celle-ci, au fisc, pour le meurtre, à cent sols pour celui d'un propriétaire romain, à deux cents sols pour celui d'un guerrier franc, à cinq cents sols pour celui d'une femme ou d'un enfant, c'est-à-dire au taux le plus haut. Protégeant ainsi la faiblesse de la femme et de l'enfant, puis le foyer, à tel point que si c'est par la violation de celui-ci que s'est accompli le meurtre, le châtimement en est triplé. Les autres lois barbares sont inspirées du même esprit.

(2) Seule entre les lois barbares, la loi des Ripuaires condamne les voleurs à la potence. — En 789, Charlemagne inscrit au capitulaire d'Héristal la peine de mort, mais pour la 3^e récidive seulement. — Saint-Louis punit de la corde le voleur de grand chemin. — Mais les peines vont toujours augmentant : au xvi^e siècle, une servante est pendue pour avoir dérobé un écu. (*Archives du tribunal de Laon.*) — Les coutumes laissaient en général la peine du vol à la discrétion du juge, la mutilation ou la mort ne pouvant être prononcée que pour les récidivistes. Mais les Parlementaires protestent qu'on ne doit pas suivre ces coutumes en ce qui touche le droit et l'ordre public et la punition des crimes, et qu'il faut imposer partout la jurisprudence de la cour suprême, la mort (circulaire de d'Aguesseau au procureur général du Parlement de Bretagne). — Avec le degré de la pénalité s'accroissait aussi, par le retour à l'esprit païen, la cruauté des supplices : à Venise, à l'apogée de sa culture et de sa splendeur, des suppliciés étaient déchiquetés lentement en public à coups de tenailles rougies au feu. (V. *Archives criminelles de la République.*) Le siècle de la Renaissance pratiqua l'art de la vivisection comme il ne s'était pas vu depuis les Actes des Martyrs.

(3) V. Beccaria, *Des délits et des peines*.

(4) Venise, qu'il faut toujours citer comme le point le plus brillant de la civilisation à l'époque de la Renaissance, avait bien créé des banques dès le xii^e siècle, mais elles y étaient restées à l'état de sociétés commerciales privées et étroitement surveillées jusqu'au xvii^e siècle. Le prêt sur gages ne s'y faisait qu'au ghetto. (V. Molmenti, *la vie privée à Venise*). Mais l'usure qui dévore encore aujourd'hui la Sicile, et dont l'Italie semble être la terre classique (V. Cicéron, *in Verrem*), infectait alors tellement la Lombardie que les Capucins y fondèrent les monts-de-piété comme un moindre mal. Ils ne réussirent pas complètement, car aujourd'hui encore celui de Paris même prête, dit-on, bien qu'à couvert, à 12 %. — C'est aussi l'invasion italienne de la Cour de France qui y introduit les banques, réglementées pour la première fois par une ordonnance de 1581. Enfin l'on sait que c'est à la suite d'un emprunt de la ville de Vérone que la Curie romaine fut conduite à se départir en 1745 de plusieurs de ses restrictions en la matière. (V. la note à la 1^{re} partie de cet article.)

(5) Luther avait persisté, même avec sa violence et ses excès de parole habi-

fut enfin la Révolution française qui acheva d'affranchir la propriété rurale (1).

Par contre, si nous apercevons ces transformations dans l'ordre social se produire au fur et à mesure des variations du concept philosophique qui hante l'esprit des contemporains, nous constatons une remarquable unité dans l'économie politique des peuples les plus divers de langage et d'origine, tant qu'ils sont unis dans la même foi. Les grands traits de l'organisation sociale au Moyen Age ont été les mêmes, pour toute la durée des siècles de foi, chez tous les peuples qui constituaient l'ensemble si heureusement caractérisé alors par le mot de *République chrétienne*.

Cette concordance entre la philosophie et l'économie régnantes ne se vérifie pas moins qu'au Moyen Age dans la société moderne : l'une et l'autre science y sont marquées au coin du libéralisme. Mais nous arrivons insensiblement à une ère nouvelle, qui sera, elle, infailliblement marquée au coin du socialisme, si les conservateurs ne savent se préserver de l'erreur de demain qu'en se cramponnant à celle d'hier, sans s'apercevoir du lien logique qui unit l'une à l'autre : en un mot, s'il ne se forme pas chez les gens éclairés une conception sociale différente de celle qui s'est formulée depuis bientôt un siècle par les déclarations de principe de tous les partis sans exception. Car tous, ou du moins presque tous, nous avons voulu accommoder au goût de 1789 toutes les forces ou les institutions publiques, l'Eglise et l'Etat et toute notre vie sociale.

Que signifie pourtant le plus souvent, dans la pratique des

tuels, dans les sévérités de l'Eglise contre l'usure ; Calvin, au contraire, la déclara licite, gagna une nouvelle classe de partisans à la Réforme, et fonda sur cette base la prospérité de la ville de Genève, dont les banquiers firent souche dans les pays voisins et autorité dans les conseils de l'Europe.

(1) Ou plus exactement ce fut la Révolution française qui, par la suppression des biens de mainmorte, l'abolition de la plupart des servitudes et des charges de la propriété rurale, sa subordination générale au régime du droit quiritaire, et la consécration de ces principes par le Code Napoléon, consumma en France son affranchissement et en donna le signal à toute l'Europe. Mais ce n'est pour l'Europe centrale qu'en 1848, et pour l'Europe orientale qu'en 1861, que s'accomplit le passage du régime féodal au régime libéral.

pouvoirs actuels, « l'Église libre dans l'État libre », si ce n'est la licence donnée à Satan qui nous a perdus de lutter à armes égales contre Jésus-Christ qui nous a sauvés, c'est-à-dire la négation du droit fondamental de la société chrétienne ?

Que signifie, à la base de ce droit moderne, la souveraineté du peuple, si ce n'est la négation même du principe de toute autorité divine ou humaine et la Révolution en permanence ?

Que signifient dans la vie économique la liberté du travail, la liberté du commerce, la liberté de la propriété, si ce n'est la facilité au déchainement de toutes les cupidités contre toutes les faiblesses, ou, selon un mot de Veuillot, « la liberté dont on jouit dans les bois. »

Que signifient aussi, au point de vue des mœurs, les conquêtes de l'esprit moderne, si ce n'est la perte du bon sens, de la sagesse et de la vertu des ancêtres ?

Et qu'a-t-on gagné à toutes ces belles théories ? Les esprits n'ont jamais été plus inquiets, les peuples plus mécontents, toutes les conditions plus précaires.

Est-ce la liberté politique que l'on a conquise ? Une moitié des citoyens s'acharne contre tout ce qui est réclamé comme un droit par l'autre moitié.

Est-ce l'égalité ? Jamais il n'y eut autant de prolétaires ni d'aussi gros millionnaires.

Est-ce la fraternité ? Jamais il n'y eut tant d'égoïsme, tant de divisions, tant de ferments de guerre sociale.

Mais laissons là les fruits de l'arbre de la liberté pour la société moderne ; aussi bien il périt de lui-même, et les conceptions sociales de 1789 ont fait leur temps, car les apôtres d'un ordre nouveau recrutent des adeptes non seulement dans « le quatrième état » qui réclame son propre avènement, mais chez les penseurs, les économistes, les hommes mêlés au mouvement politique ou à celui de la littérature. Il se fait chez les esprits d'élite une réaction dans le domaine de la philosophie contre le matérialisme et en même temps dans celui de l'économie contre l'individualisme ; ces esprits, les beaux esprits si l'on veut, sont tourmentés d'idéal et passionnés de solidarité.

N'est-ce donc pas, Chrétiens, à notre tour de reparaitre poli-

tiquement sur la scène du monde autrement encore qu'au temps des catacombes par les vertus privées, mais aussi en faisant rentrer dans l'organisation de la cité notre sublime conception du rôle de l'Église et notre profond sentiment de solidarité sociale ? Nous, à qui le Sauveur n'a pas appris d'autre prière que « NOTRE PÈRE... donnez-nous NOTRE pain... et pardonnez-nous NOS offenses. »

Notre idéal, ou plutôt l'idée mère de notre civilisation, nous l'avons indiqué suffisamment dès le commencement de cette étude en y rappelant le rôle magistral que l'Église tient dans l'ordre social chrétien. Quant à la solidarité sociale qui doit caractériser une société chrétienne, l'on ne saurait y contredire au nom de ce qu'on appelle « les libertés chrétiennes », sans les définir d'ailleurs ; — car elle a fourni l'économie de tout le Moyen Âge, cette époque où, suivant la parole du Saint-Père, qu'on ne saurait assez avoir présente à l'esprit, « la philosophie de l'Évangile gouvernait les États ». Essayons donc de dégager les principes de cette solidarité chrétienne des formes d'application qu'ils rencontrèrent alors, afin d'en déterminer les applications nouvelles en harmonie avec un temps si différent.

Il y a deux manières en effet de concevoir la solidarité humaine : l'une purement abstraite, que professent les idéologues en général et les socialistes en particulier ; ils supposent toute l'humanité attablée au même festin, que quelques ordonnateurs lui servent en distribuant à chacun une égale quantité de stimulants et de réconfortants ; ainsi paraît une meute sous le fouet du piqueur ; — mais des chiens ont beau manger au même baquet, ils ne sont pas pour cela solidaires.

Puis il y a la manière concrète de concevoir la solidarité : celle-là résulte de la communauté de l'idéal comme aussi de la diversité des fonctions sociales au service de cet idéal ; elle est le produit d'un organisme et non celui d'un mécanisme, l'effet de l'accord des éléments sociaux et non celui de la contrainte. Cette conception est l'accomplissement de la parole divine : *Unicuique mandavit de proximo suo* ; de la recommandation qui est faite ainsi à chacun de nous du soin de son plus

proche ; c'est l'image d'une chaîne sans fin, dont chaque famille humaine forme un anneau. Au Moyen Age, non seulement on pratiquait la chose, mais on l'appelait du mot propre : la « recommandation (1) ». C'était le nom du pacte que le faible contractait avec le plus fort. Consacré par la foi du serment sur l'Évangile, ce pacte spontané — et non pas la conquête — fut le point de départ de l'ordre féodal, qui relia et organisa la société rurale comme la corporation le fit pour la société urbaine.

Le premier élément, la molécule essentielle du corps social, est la famille. On l'a du moins toujours considérée ainsi aux siècles chrétiens, et cette conception paraît en effet bien en harmonie avec la sollicitude extrême manifestée par l'Eglise pour le lien familial.

Ceci est fondamental comme distinction caractéristique entre la société ancienne et la société moderne : l'une, reposant sur la hiérarchie, avait pour base naturelle la famille, principe de toute hiérarchie ; l'autre, avide d'égalité, devait détruire la famille, qui non seulement incarne les inégalités, mais les perpétue en les accentuant. Poursuivant le rapprochement, nous verrons la famille, être moral permanent, réclamer la stabilité des conditions sociales et des institutions qui la garantissent, tandis que l'individualisme ne saurait admettre la durée de quoi que ce soit au delà de l'existence éphémère de l'individu.

L'individualisme, c'est la Révolution.

Combien, parmi les soi-disant conservateurs, aperçoivent

(1) Que la *recommandation* et non la conquête soit le principe du régime féodal, c'est une thèse facile à choisir, si l'on considère que ce régime s'établit avec une grande pureté dans toute la République chrétienne, aussi bien là où nous n'apercevons aucune trace de conquête étrangère, — comme en France (où il ne faut pas confondre l'établissement des Francs, qui d'ailleurs ne fut lui-même pas une conquête à proprement parler, avec celui de la féodalité qui lui est postérieur de plusieurs siècles) — et en Allemagne, — que là où il fut comme en Angleterre et en Italie, introduit de toutes pièces par la conquête des Normands ; eux-mêmes ne l'avaient pas apporté de leur pays d'origine, mais l'avaient comme appris avec la civilisation dans laquelle ils entraient en embrassant le christianisme.

cela? Combien reconnaissent la nécessité de construire les fondements de la société sur le roc de la famille plutôt que sur le sable du jour? Et combien, même parmi ceux qui sentent ainsi, aperçoivent nettement le moyen de retrouver ce roc et de ne plus s'en détacher?

Essayons-y pourtant.

La famille, c'est moins encore un lien de sentiment qu'un lien matériel, celui qui se forme et persiste au foyer. C'est donc le foyer qu'il faut conserver, avec la plénitude d'autorité de celui qui en est le maître, car la nature a assis au foyer la monarchie et non pas la république; il se dissout dès qu'il ne représente plus l'unité par l'autorité. Le retour à un ordre social chrétien paraît devoir se préparer là, tout d'abord par l'éducation des enfants, leur maintien dans la dépendance paternelle, et la survivance de la famille à son chef par le testament. Faut-il ajouter que les mœurs, plus encore que le testament, doivent concourir à en maintenir le faisceau, et que ces familles-là sont bénies entre toutes, où une couronne de petits-enfants entoure la vieillesse des grands-parents, comme au temps des patriarches?

C'est pour ces foyers que tout doit être fait dans l'État, pour leur stabilité, pour leur fécondité, pour leur paix, pour leur prospérité. Et c'est contre eux que l'État moderne semble s'acharner.

La famille forme comme le tissu cellulaire du corps social, et les institutions publiques sa charpente osseuse; l'organisme proprement dit est un assemblage merveilleusement complexe d'associations, les unes instinctivement virtuelles, comme les crée l'échange journalier des services de toute nature qui constitue la vie sociale; les autres volontaires et formelles, comme les associations religieuses, politiques, économiques, professionnelles, scientifiques, littéraires, charitables. L'association est une nécessité; donc elle est un droit naturel, et c'est un des plus monstrueux traits d'une Révolution faite au cri de liberté, que d'avoir débuté par supprimer la liberté d'association.

Il n'y a même pas à la mutiler, cette liberté, en ne recon-

naissant pas la plénitude des droits civils aux personnes morales qu'elle engendre dans tous les ordres de l'activité humaine. Seulement ces personnes morales, tout aussi respectables et fondées en droit que peut l'être individuellement chacun de leurs membres, doivent être l'objet d'une législation spéciale moins pour les réfréner que pour les protéger. La seule chose que ne doive ni ne puisse le législateur, c'est de prétendre les créer en dépit du mauvais vouloir ou seulement de l'inertie de leurs membres, — parce qu'alors il en résulte un mécanisme mort en place d'un organisme vivant. Rapprocher des membres dispersés est bien ; pétrir le limon de la terre est renouveler l'œuvre de la Création, — moins le souffle de vie qui fit de la statue d'argile un homme à l'image de Dieu. — Et c'est là le grand échec, ou, pour mieux dire, la grande absurdité du socialisme, car il n'a pas échoué à créer par la force des sociétés publiques, n'y ayant jamais même pu essayer, lui si habile à former des sociétés secrètes.

Celles-ci seules doivent rester hors la loi, comme elles s'y mettent d'elles-mêmes, car le pouvoir social doit connaître des associations comme des gens, ni plus ni moins. Il faut que toute personne morale comme tout individu ait son état civil dans un État bien ordonné. Si cela ne s'applique que dans une mesure particulière aux associations religieuses, c'est que l'Église elle-même en connaît et qu'elles font corps avec elle.

C'est là le caractère de l'intervention de l'État, et aussi la mesure de ce qu'on peut attendre de cette intervention, qui ne saurait pas plus créer les associations que les familles, mais ne doit pas moins en connaître, parce qu'elles ne peuvent pas se passer d'en être connues. Que si l'on considère dans l'État les trois attributions du pouvoir social, — ce que Montesquieu a appelé à tort les trois pouvoirs — la législation, l'administration et la justice, c'est à la première de ces forces sociales que doit faire appel aujourd'hui le réformateur chrétien, bien plutôt qu'à la seconde. La législation protège en effet les organismes sociaux sans se substituer à eux comme le ferait l'administration, bien qu'elles se confondent trop souvent par les détails où la loi se perd, en un siècle de césarisme bureaucra-

tique. Et quant à la justice, puisqu'elle vient d'être nommée, il faut préciser que c'est, selon le langage de l'École, de la justice légale et non de la justice commutative qu'il s'agit, lorsque l'on invoque le pouvoir social ; on la nomme habituellement pour cela la « justice sociale ».

Ce mot, répété avec éclat par le comte A. de Mun, vient encore de donner lieu à une dissertation critique assez confuse de M. Charles Périn (1), à qui pourtant, en sa qualité de légiste chrétien, la distinction précédente eût semblé devoir être familière. Redisons donc que la justice sociale est celle qui inspire au législateur des dispositions propres à assurer entre les diverses classes une équitable participation aux avantages et aux charges de la société, tandis que la justice entre particuliers consiste simplement de leur part dans l'observation des lois, quelles qu'elles soient, et des contrats intervenus en conformité de ces lois, de l'état social, des faits économiques, en un mot des causes supérieures à la volonté des contractants. Et c'est dans la mesure où la justice sociale est restée en défaut que la justice entre particuliers doit en effet être complétée par la charité pour le bon ordre social. Si l'organisation sociale pouvait être parfaite, elle n'abandonnerait aucun de ses membres à la charité publique, et la charité privée aurait pourtant encore pour la compléter un champ indéfini. Celui-là seul qui ne fait pas ces distinctions tombe dans la confusion qu'il nous reproche.

De ce que l'État doit également à toutes les sociétés non immorales de les reconnaître, s'ensuit-il qu'il doive à toutes égale sollicitude, comme il la doit à toutes les familles ? Nous ne le croyons pas, parce qu'elles ne sont pas toutes également nécessaires. Nous croyons au contraire que la justice sociale consiste dans un traitement inégal des diverses sociétés selon leur nature et leur fonction ; en un mot — mot effrayant mais

(1) *Revue des institutions catholiques et du droit*. -- Article reproduit par *l'Univers*, où l'auteur tire d'une citation altérée par lui des imputations de doctrine qui ont été repoussées ici même aussi souvent qu'il s'est plu à les reproduire. — *V. Ass. cath.*, septembre 1882, p. 253, et janvier 1887 p. 35.

inévitable par sa précision — que la justice sociale consiste dans le régime du PRIVILÈGE.

Nous entendons par régime du privilège la substitution de la reconnaissance légale du droit propre (*privata lex*) à celle du droit commun, pour toutes les catégories de personnes ou de sociétés qui ont, en effet, de par leur condition d'existence, un droit propre, par suite d'une mission déterminée qui ne saurait bien atteindre autrement ses fins sociales. Il y a des privilèges simplement honorifiques; dira-t-on, pour leur refuser place dans la légalité, que l'honneur n'a pas de rôle dans la société? Des privilèges juridiques, comme celui d'être jugé par ses pairs; l'armée l'a encore, le clergé l'a perdu, lui qui pourtant l'a d'institution divine! Des privilèges administratifs, comme en possèdent encore plusieurs corporations des professions libérales, les avocats, les notaires, etc.... Des privilèges économiques, comme en jouissent de plus en plus nombreuses sociétés commerciales, chemins de fer, banques, etc... Des privilèges politiques enfin, par le fait de la représentation des droits et des intérêts, comme on y trouverait la seule base sociale d'organisation du suffrage universel.

Mais ceci ressortira, mieux que par un simple énoncé, d'un coup d'œil sur le rôle des associations dans la société qui complétera cette étude.

Il y a plus: le privilège, c'est-à-dire la reconnaissance d'un droit propre en harmonie avec les fins de chaque société particulière, autant qu'avec le bien général de l'État (ce mot étant pris dans son acception sociale et non simplement politique), le privilège, dis-je, doit avoir son fondement historique non moins que l'État lui-même (1).

Qu'est-ce en effet qu'un droit, si ce n'est la continuation généralement consentie d'un fait qui n'est pas en contradiction avec

(1) C'est en ce sens, — quoiqu'il ne nous appartienne pas de définir sa pensée, — que Mgr Freppel a pu dire récemment qu'il ne réclamait, pour les corporations industrielles naissantes ni privilèges ni monopoles. Mais ce n'est pas à dire qu'elles ne sauraient être dotées d'un droit propre, obtenir la reconnaissance publique et la protection légale, et finalement créer la coutume qui deviendrait la loi générale du métier.

LE DROIT ? L'État n'est donc ni la source des droits ni le dispensateur des privilèges qui en sont la mise en acte, mais leur gardien et leur régulateur. Et c'est là le principe de la législation sociale, par la promulgation et le développement continu de laquelle le pouvoir politique accomplit sa mission tracée ainsi par l'histoire.

Est-il nécessaire de souligner que cette conception du rôle de l'État est presque universellement rejetée maintenant ? Si bien que l'on n'arrive à faire que de la politique de parti, mais pas de POLITIQUE SOCIALE, parce que la notion d'un État abstrait a remplacé celle d'une société historique.

Si large et forcément vague que soit cette esquisse du rôle de l'État dans une société chrétienne, il semble qu'il puisse s'en dégager quelques indications pour les réformes législatives que devrait poursuivre le parti conservateur, s'il était vraiment chrétien.

D'abord, sur le terrain de la législation ecclésiastique, non seulement abroger toutes entraves à la liberté d'enseignement et d'apostolat de l'Église, mais lui rendre avec soumission et confiance filiales sa suprême magistrature sur la société.

En ce qui concerne la famille, non seulement la protéger par l'indissolubilité du mariage et par le respect des droits des parents sur l'éducation des enfants, comme les catholiques ne cessent de le revendiquer avec tant de vigueur, mais reconnaître au chef de la famille le droit de la représenter dans l'État dont elle est le fondement, au lieu de n'avoir de droits politiques que comme individu.

Enfin rattacher plus solidement la famille à la propriété, surtout à celle du sol, en renversant absolument le sens des restrictions que le Code civil met à la liberté du testament partout où il s'est inspiré des principes de la Révolution.

Et pour l'association, n'est-il pas bien naturel de la considérer et de la traiter, dans l'ordre de la société civile, pour peu qu'elle ait un but social, comme l'Église le fait dans l'ordre de la société religieuse, où, loin de la redouter comme aussi de l'abandonner à elle-même sans guide et sans protection, elle en fait sa milice même et l'objet de sa prédilection ?

La formation d'États dans l'État est en abomination égale au libéralisme et au socialisme, par la crainte que, l'omnipotence du pouvoir en étant contenue, il soit plus difficile à la majorité des citoyens d'y imposer à la minorité. Le conservateur, au contraire, qui n'a pas perdu le sens historique, doit avoir présent à l'esprit que les États chrétiens ne se sont formés que par l'association politique de ces éléments sociaux locaux ou professionnels, qui remontent, pour la plupart, plus haut qu'eux dans le temps, et possèdent des droits aussi sacrés et plus consacrés que ceux de la plupart des pouvoirs politiques actuels.

Bien que cette partie de notre étude ait été faite sur le rôle du pouvoir dans la société chrétienne, ce n'est pas encore ici le moment de traiter du suffrage universel, qui est placé plus ou moins uniquement à la base de ce pouvoir dans la société moderne. Ce qu'il y a d'insensé dans la conception et la pratique individualiste de ce principe, légitime en lui-même et essentiellement chrétien en ses origines, a été suffisamment mis en relief par la formule historique de son incarnation moderne : « Qu'est aujourd'hui le Tiers ? Rien ! Que doit-il être ? Tout ! Que veut-il être ? Quelque chose ! » Non ! dans un État chrétien, ce qu'on appelle communément « peuple » ne saurait être ni rien ni tout. Mais pour qu'il soit quelque chose, il faut que le droit de chaque condition ait son expression propre et sa garantie dans l'État, et cela ne peut se faire que par le moyen des associations diverses sur qui doit reposer l'organisation même de l'État.

Nous apercevrons mieux la place de l'association dans l'État, après avoir examiné sa fonction dans le corps social dont l'État n'est que la forme historique.

IV. — Rôle de l'association.

L'homme est un être social.

Il naît dans une société domestique et vit dans une société historique, qu'il n'a ni l'une ni l'autre choisies et de l'influence

desquelles il ne saurait se dégager totalement ; de plus le développement de sa vie ne consiste que dans son entrée spontanée en société avec tels ou tels autres hommes pour tels ou tels buts d'ordre moral ou économique.

De là naissent, au sein de cette civilisation progressive qui distingue l'homme du castor, ces innombrables sociétés qui sont le ressort du progrès, de plus en plus variées, de plus en plus complexes, comme le furent les progrès de la création, et comme le sont encore aujourd'hui sous nos yeux toutes les opérations de la nature, lorsqu'elle nous livre le secret du développement d'un germe en un végétal ou d'un embryon en un animal. Avec cette différence toutefois que dans l'ordre de la nature n'agissent que des forces inconscientes de leur rôle providentiel, tandis que l'homme porte dans l'association le libre arbitre de sa personnalité individuelle, et que cette économie sociale de la Providence dans la marche de l'humanité devient en même temps pour une grande part l'instrument de ses destinées individuelles, et prépare à chaque homme ce qui formera au jour de sa mort une partie de la matière de son jugement particulier.

La politique sociale ne saurait donc se désintéresser à aucun degré de l'existence de ces associations qui sont la trame de la vie sociale ; si bien qu'après avoir considéré dans l'Église la forme par excellence de la société religieuse, et dans l'État l'expression la plus complète de la société civile, il nous faut passer à l'examen des associations libres, pour embrasser tout le sujet.

Les conservateurs se sont, de notre temps, tout d'abord mis en garde contre l'idée d'association. qu'ils ont crue empruntée au socialisme, parce qu'en effet elle a été maintes fois exploitée par la Révolution ; mais rien n'est en soi-même plus opposé à la doctrine socialiste que l'association, et rien n'est plus conforme à la doctrine catholique.

Aussi l'Église a-t-elle devancé toute autre société dans cette voie des associations ; chose notable, les associations religieuses sont de l'essence de toutes les religions, et toutes procèdent du même sentiment, celui qui porte des hommes à

s'unir pour se protéger par une règle contre leurs propres faiblesses, atteindre ainsi, par un esprit de sacrifice plus marqué, un degré de vertu plus élevé, et faire rayonner plus puissamment par l'exemple et l'action leur foi et leur charité sur le reste de l'humanité. C'est ainsi que les Ordres religieux que nous révérons ne sont pas uniquement une institution propre à l'Eglise catholique ni même au christianisme, mais excellent autant vis-à-vis des confréries musulmanes ou des associations religieuses de l'Inde que notre religion excelle sur celle de Mahomet ou de Bouddha. On peut donc dire que les entraves apportées dans les pays livrés à la lutte religieuse, comme jadis l'Angleterre et encore l'Allemagne, aujourd'hui surtout la France et l'Italie, à tout le développement des associations religieuses, tantôt en confisquant leurs biens, tantôt en leur interdisant la vie commune, tantôt en entravant leur recrutement par la conscription militaire, sont autant d'attentats contre le droit naturel et contre le consentement universel du genre humain.

Ceci étant d'ailleurs hors de doute pour les conservateurs sauf pour quelques attardés dans la crainte « des Jésuites », nous ne l'inscrirons que pour mémoire, bien que ce soit chose capitale dans notre programme de *politique sociale* en présence du socialisme. Et nous ne nous arrêterons pas davantage sur les associations d'enseignement que sur les associations religieuses, parce qu'elles ne sont d'ailleurs qu'une catégorie ou une création de ces dernières. Dans une société chrétienne, c'est à l'Eglise seule, il ne faut pas l'oublier, qu'appartient la mission d'enseigner ; elle peut y admettre les laïques qui ne sont pas moins ses membres que les clercs, mais elle ne peut admettre, et aucun chrétien ne peut accepter l'enseignement dit « laïque », c'est-à-dire indépendant de la doctrine et du jugement de l'Eglise. C'est encore un fait de consentement du genre humain que cette union officielle, dans toutes les sociétés, de la science avec la religion ; et leur séparation, qui fut l'acte de tentation au Paradis terrestre, est une conception caractéristique de la Révolution moderne, qui est la négation de toute société. Dans une société chrétienne, il ne saurait, pas plus

que dans une société musulmane, y avoir d'enseignement officiel « indépendant » de la religion qui a formé cette société et du contrôle de ses ministres. C'est en cela — et en rien moins — que consiste la liberté de l'Eglise, de même que la liberté d'un homme dans sa maison consiste à être maître d'en fermer la porte aux passants qui viendraient y corrompre ses enfants. Le merveilleux développement des *écoles libres* en luttant contre les odieuses confiscations et tyrannies de l'État, est la plus belle marque que c'est bien ainsi que les catholiques comprennent pour la plupart la politique sociale.

Si, dans la question des libertés religieuses qui ont si longtemps divisé les catholiques eux-mêmes, là où ils étaient entamés par le libéralisme, l'accord est fait aujourd'hui entre eux dans la pratique et entraîne peu à peu l'adhésion de tous les conservateurs, il se produit par contre encore des divergences de vues sur le terrain des œuvres de charité, dites improprement sociales et charitables. Les deux termes se différencient en effet dans le langage précis qui convient à une étude. Sans doute la charité est l'âme même de la société chrétienne et de toute société religieuse, mais elle ne saurait suffisamment y suppléer à de sages institutions sociales. Les plus ardents zélateurs des œuvres de charité ont coutume, pour exciter les libéralités, de dire qu'ils suffisent à peine au soulagement du dixième des besoins — et nous les en croyons. Des besoins sociaux, c'est-à-dire des insuffisances résultant normalement d'un certain état social, ne sauraient être satisfaits qu'en étant supprimés. Ou du moins c'est le cas de recourir à l'adage : « Mieux vaut prévenir que punir », en lui donnant pour dernier terme celui plus doux de soulager. Et ce ne seraient pas des esprits charitables mais des pharisiens que ceux qui s'attacheraient, à l'inverse, à laisser bien grand le champ de la misère, afin de ne pas restreindre celui de la charité. Qu'ils se rassurent d'ailleurs ; il y aura toujours, comme on le fait dire à Notre-Seigneur, des pauvres parmi nous, mais il ne faut pas pour cela ériger le paupérisme en institution sociale, en se faisant les défenseurs d'une organisation sociale qui l'a pour conséquence historique et inévitable.

Le paupérisme apparaît en effet toujours dans l'histoire des peuples par l'abus qui s'y produit, à un moment donné, de l'une des trois libertés que l'École de l'économie charitable tend, on ne sait pourquoi, à ériger en dogmes : la liberté de la propriété, celle du travail ou celle du crédit (1). L'Angleterre, réputée la plus riche des nations, nous en livre les exemples : une première fois sous le gouvernement d'Elisabeth et de Cromwell, qui ouvrirent la question agraire ; une seconde fois au commencement de ce siècle, où les misères du prolétariat industriel dépassèrent celles du prolétariat rural qui l'avait précédé et engendré. Et quant aux ruines que cause la liberté du crédit, elles s'appellent aujourd'hui la *question juive*, et n'ont pas besoin d'autre description.

Aussi une saine politique sociale s'attachera-t-elle sans doute à honorer, favoriser et développer les œuvres de charité. — Mais elle ne se bornera pas à cela, et tendra à promouvoir la formation d'associations réellement sociales, c'est-à-dire formant des organes parfaits de la société, voire même de petits États dans l'État ; en un mot elle s'attachera à restaurer

(1) « La réflexion a promptement dissipé les malentendus auxquels une vue
« superficielle des choses avait donné naissance. On a compris que briser avec
« le régime de la liberté du travail, ce n'était pas seulement se révolter contre
« des nécessités économiques qui aujourd'hui s'imposent, contre un ordre
« légal profondément enraciné dans les mœurs et qu'il est impossible de taxer
« sérieusement d'injustice et d'immoralité, mais que c'était aussi se mettre en
« travers de l'impulsion imprimée à nos sociétés par les idées chrétiennes et
« méconnaître tout ce qui s'est fait, depuis dix siècles, sous l'empire de ces
« idées pour la liberté des personnes et la liberté de la propriété. En imprimant
« à la contre-révolution cette fausse direction, on risquait de compromettre
« l'Œuvre indispensable de salut à laquelle se rallient aujourd'hui tous les
« catholiques dont l'illusion libérale n'offusque point l'esprit. Le péril a été
« aperçu et l'idée a été renvoyée aux socialistes cathédraux d'Allemagne, de
« qui elle était venue. »

(Ch. PÉRIN, *les Doctrines économiques depuis un siècle.*)

A rapprocher, pour constater le désarroi de l'École, du langage plutôt contradictoire tenu naguère par un autre de ses maîtres, le très sympathique professeur de l'Institut catholique de Paris, M. Cl. Jannet, dans le *Correspondant* : « Les catholiques américains n'ont jamais pensé à constituer un
« parti et si quelque jour ils étaient amenés pour la défense de leurs droits à
« agir comme tels dans les élections, ils se garderaient bien de mêler à leurs
« revendications des thèses économiques toujours discutables. »

l'organisation sociale, si elle est en voie de dissolution comme aujourd'hui ; à la diriger si elle est en voie de développement, comme dans les périodes progressives de la civilisation.

Ces périodes ont sans doute pour premiers ferments ceux qu'y cultivent les associations religieuses, scientifiques ou charitables, qui sont l'honneur d'une époque ; mais elles ont aussi pour caractéristiques, dans l'histoire, des formes propres d'association pour chacun des ordres de l'État et des rangs de la société, formes qui constituent et maintiennent ces ordres et ces rangs eux-mêmes, c'est-à-dire l'organisme social.

Les ordres de l'État, c'est là une expression dont l'anachronisme vaudrait pourtant mieux que le désordre de l'État. Les rangs de la société, — expression non moins vieillie, mais qui correspond pourtant à des faits actuels bien marqués : pour ne citer qu'un exemple, n'y a-t-il pas à l'heure qu'il est, entre un banquier et ses valets d'antichambre, moins de liens et plus de morgue *réci-proque* qu'il n'y en avait entre maîtres et serviteurs aux époques où l'ordre social était hiérarchique et chrétien ?

Ce qui est justement odieux, c'est la constitution de classes comprise comme dans les sociétés païennes, où elles devenaient des castes fermées et antagonistes ; mais il n'en a jamais été ainsi dans la société chrétienne, où l'ascension sociale — et non pas l'égalité sociale — naît de l'esprit évangélique par la voie des services rendus à la société ; celle-ci compensait en avantages aux enfants ce qu'elle avait reçu en sacrifices des parents.

Il y a encore maintenant et il y aura toujours diverses conditions dans la vie, et ce serait un grand bienfait pour les individus, les familles et les sociétés, si les liens de l'association, chrétiennement pratiqués, se reformaient entre les personnes d'une même condition et d'une même région, surtout dans les conditions où l'on ne peut compter sur le secours des autres classes — entre propriétaires ruraux par exemple, — tandis qu'une association entre leurs domestiques n'est pas à préconiser, parce que l'assistance doit se trouver pour ceux-ci dans la société domestique qui embrasse maître et serviteur.

Par contre, les professions libérales, qui n'entraînent pas pour leurs membres des rapports étroits de clientèle vis-à-vis d'autres classes, ont dû conserver et devraient s'attacher à faire refleurir davantage le principe de la corporation « pour la conservation de l'honneur du métier et l'assistance aux confrères éprouvés ».

Cette formule renouvelée des anciennes corporations nous mène droit à la question des associations professionnelles dans le monde du commerce et des arts industriels ou agricoles, et là il faudrait vraiment bien que les conservateurs se fissent un devoir de bonne politique sociale non seulement de céder au retour des esprits, mais encore de diriger ce mouvement vers de bonnes formes de corporation. Au lieu de cela, leur grande préoccupation semble être que les nouvelles corporations ne ressemblent pas aux anciennes et n'en possèdent pas les privilèges, « pour être appropriées aux besoins du temps présent (1) ». Pour la première fois dans une question de cet ordre, des publicistes catholiques parlent de doctrine pontificale et vont la chercher dans un acte *du gouvernement* de Pie IX, qui tenta en effet de rétablir les corporations abolies dans ses États par la Révolution, sans leur rendre certains privilèges. Mais s'ils avaient lu le texte italien de l'acte pontifical, ils auraient vu que l'absence de ces privilèges n'y était nullement érigée en principe, mais seulement indiquée comme une question de moment et de circonstance.

La question reste donc tout au moins ouverte, et pour étudier comment les corporations peuvent être « appropriées aux besoins des temps présents », il faut d'abord se demander quelles sont les nouvelles lois ou apparitions économiques dont il faut tenir compte aujourd'hui dans l'application.

On peut les rattacher à trois chefs en lesquels se résument les effets des découvertes modernes : la facilité du transport des matières, du transport des forces et du transport des pensées.

Il y a tout d'abord à reconnaître une grande bonté de Dieu dans le fait que ces trois séries de progrès ont marché de pair,

(1) Voir la note précédente.

et particulièrement ceux de la science électrique avec ceux de la dynamique, car les premiers donnent précisément le moyen de régler l'effet des seconds.

Si le monde — en poussant les choses à l'extrême — n'est plus ainsi qu'un seul marché par la facilité des transports, il est devenu, par le fait de la rapidité de ses communications postales et télégraphiques, aussi facile à observer que l'était jadis un marché restreint. Et pour tirer d'une bonne observation des faits économiques un bon règlement de l'emploi des forces productrices, il suffit d'une autorité judicieuse. Car c'est bien l'autorité qu'il vient à l'esprit d'invoquer, en présence de cette liberté scientifiquement acquise aux forces de se porter sur tel ou tel point, et non pas cette liberté même, comme devant naturellement trouver en elle seule sa règle et sa loi harmonique. De même que quand une foule doit s'agglomérer sur quelque point, le gouvernement prend des mesures, trace des règles et dispose des forces pour la contenir, dans son propre intérêt.

Aussi, l'expérience aidant, la doctrine des harmonies économiques naturelles ne trouve-t-elle guère plus de crédit ; on reconnaît volontiers que c'est au principe des associations professionnelles et au syndiquement de ces associations qu'il faut recourir pour organiser cette affluence d'éléments mobiles, et en transformer les irrutions, toujours prêtes à former inondation, en crue bienfaisante, par une habile canalisation modérant la circulation sans l'entraver ; mais de quelle puissance ne faut-il pas pour cela doter ces associations !

Il y a une extrême inconséquence à dire : Nous reconnaissons que tous les besoins de l'humanité se sont accrus énormément de nos jours ; que toutes les cupidités se trouvent maintenant armées de moyens formidables pour s'exercer, et que nous sommes dans le tourbillon d'une évolution économique qui nous mène aux révolutions politiques ; par contre, nous ne disposons plus pour gouverner dans ce tourbillon que d'une seule force, celle de l'État ; mais nous redoutons de l'invoquer ; il y aurait bien aussi celle de l'association ; mais nous répugnons à l'organiser, et nous tenons surtout à

ce que, privée du concours de l'État, elle reste désarmée.

Voilà pourtant où en est la question de la corporation libre ou privilégiée, en présence de la liberté du capital, nommée par antiphrase « liberté du travail ».

Tandis que les théoriciens retardataires qui pèsent sur le mouvement conservateur font de ces anachronismes scientifiques, la force des choses fait que les gouvernements, qui refusent toute protection et jusqu'au droit de propriété aux associations professionnelles naissantes, créent ou subventionnent, aux frais du trésor public, d'immenses établissements de crédit ou de transport, comme la Banque nationale, le Crédit foncier, les chemins de fer, les paquebots transatlantiques, en leur conférant des monopoles, sans leur imposer aucune des conditions morales et sociales qui constituent une corporation. Si les Compagnies de chemins de fer, par exemple, qui, en France, occupent 250.000 employés et nourrissent leurs familles, n'avaient pas fait, d'elles-mêmes, des caisses de prévoyance en faveur de leur personnel, quelle garantie aurait cette masse de travailleurs, et quel devoir aurait rempli envers eux la société ?

D'aucuns disent à cela : l'État n'est pas tenu de pourvoir à la subsistance de ses membres. — L'État, non, en effet, du moins directement ; — mais la société, si ! C'est précisément pour cela qu'elle a besoin d'être organisée, et qu'elle ne peut l'être que par les associations professionnelles, dont chacune peut pourvoir au bien de ses membres par ses moyens propres, tandis que ni la charité publique ni l'assistance légale ne sauraient suffire à la tâche de recueillir tous les malheureux.

Mais, pour cela, il faut que ces associations elles-mêmes soient organisées selon certains principes sociaux, que l'Œuvre des cercles, en commençant le mouvement de l'association professionnelle, a formulés à peu près ainsi : « Il faut que l'association soit chrétienne, c'est-à-dire animée d'un esprit chrétien, parce que, dans une société chrétienne, un membre qui ne serait pas animé de la même vie serait un membre mort ; — il faut qu'elle soit hiérarchique, parce que c'est une condition naturelle d'organisation, partant aussi de vie ; — qu'elle

repose sur le dévouement des patrons aux ouvriers, parce que c'est là le sens de toute hiérarchie chrétienne ; — que chacun de ces éléments y ait une juste part au gouvernement des intérêts communs ; que ces intérêts enfin soient garantis par la possession d'une propriété commune et par la reconnaissance légale. — Nous ajouterons : il faut que la corporation possède un droit légal non seulement de juridiction sur ses membres, mais aussi de représentation près des pouvoirs publics. »

C'est donc à promouvoir de telles corporations et à leur faire reconnaître de tels droits que doit s'exercer une bonne politique sociale.

Il semble pourtant qu'il y ait contradiction entre les deux branches de notre activité : d'une part, l'effort auquel on se livre pour reconstituer des corporations dépourvues non seulement de tout privilège commercial ou juridique, mais même du recours à ce droit commun, fondamental pour toute association, de posséder et d'ester en justice ; d'autre part, les conclusions auxquelles arrivent nos études, que de telles corporations sont insuffisantes et peu viables. Nous sentirions nous-mêmes cette contradiction, si les deux actions ne tendaient à faire avancer les esprits et les faits dans le même sens, et si les deux efforts n'étaient ainsi convergents. Il est d'ailleurs des privilèges dont nous pouvons et dont nous devons dès lors doter nos corporations naissantes : sans doute nous ne pouvons leur obtenir le monopole des fournitures de l'État, par exemple, mais bien celui des nôtres propres, et la clientèle catholique, comme disait Gambetta, la clientèle des conservateurs, dirons-nous surtout, n'est pas à dédaigner.

L'Œuvre des courtages catholiques, qui semble vouloir se développer en ce moment, peut y contribuer grandement : en général toute association doit vivre par les moyens de l'association, et non seulement par les siens propres, mais par ceux de l'association générale à laquelle elle se rattache.

Si, au lieu de sociétés d'assurances anonymes, de sociétés de crédit mutuel sans aucun caractère, de banques soi-disant catholiques sans garanties suffisantes, les hommes de bien se mettaient à patronner des institutions qui procureraient la

clientèle, l'aide et la solidarité réciproque dans toutes les classes de la société, la réorganisation professionnelle de cette société en serait grandement facilitée au profit de sa restauration chrétienne.

Mais que l'on se garde bien, dans la politique sociale, de faire de l'organisation par classes, au lieu de la faire par métiers : la première prépare la guerre, la seconde la paix sociale.

V. — Le Régime corporatif.

La crise sociale est le fait dominant de l'histoire de ce temps-ci, parce qu'elle n'est pas localisée sur un point, dans un pays, comme cela s'est vu d'autres fois, mais qu'elle sévit à l'état aigu chez toutes les nations chrétiennes, et que ses victimes comme ses auteurs solidarisent leur cause par-dessus les frontières : les Fénians irlandais font écho aux Nihilistes de Moscou. Kiev et Saint-Petersbourg, le socialisme agraire d'Italie au socialisme minier de Belgique ; sans parler des Etats où les socialistes ont leur représentation légale dans les pouvoirs constitutionnels, comme en France et en Allemagne, ou bien où ils sont à la veille de l'avoir, comme dans les Etats-Unis d'Amérique.

Nombreux et disciplinés en tous pays, ces gens poussent contre le capitalisme cosmopolite leur cri de guerre et d'expropriation, c'est-à-dire qu'ils ne tendent à rien moins, pour châtier ceux en qui ils voient des spoliateurs, qu'à renverser tout l'édifice social, aussi bien dans l'ordre religieux et politique, qu'ils croient complice de la spoliation, que dans l'ordre économique. Jamais la société chrétienne ne s'était encore trouvée menacée par si vaste conjuration.

Je dis la société chrétienne, parce qu'en effet il semble que le socialisme soit, comme le libéralisme, une sorte de maladie particulière à cette société, un chancre qui s'attache à ce corps affaibli et livré à ses morsures par la désagrégation que ne peut manquer de produire l'impiété publique dans une civilisation d'origine religieuse. Nous ne voyons pas que les Etats

musulmans, la Chine (1), etc., soient affectés de cette maladie au même degré, et pourtant nous savons que, dans ce dernier empire tout au moins, la civilisation est plus antique, la population plus dense que dans les régions occidentales ou du Nouveau-Monde, où l'on attribue pourtant communément l'éclosion du socialisme à l'une de ces deux causes : la vétusté de l'ordre social ou les difficultés de subsistance résultant de l'accroissement de la population.

Ainsi nous sommes bien en présence d'une maladie de la civilisation jadis chrétienne, maladie caractérisée par cela même qu'elle se manifeste partout où cette forme particulière de civilisation a fleuri, et là seulement, ou du moins là surtout.

Si de ce premier diagnostic nous passons à un second non moins caractéristique, nous trouvons que la crise sociale sévit en raison directe du plus ou moins de transformation de l'ancien ordre social en celui de la société moderne, basé sur les principes de 1789. Je ne parle pas ici de l'ancien régime — qui ne fut lui-même qu'une période de transformation — mais bien d'un ordre de choses plus ancien, de l'ordre social du moyen âge, c'est-à-dire des siècles chrétiens. L'organisation sociale du moyen âge était en effet chrétienne, car les deux institutions propres dans lesquelles elle se résumait surtout, le régime féodal et le régime corporatif, reposaient l'une et l'autre sur un lien religieux. Le lien féodal, comme le fait remarquer excellemment l'abbé Darras dans son *Histoire de l'Eglise* (2), reposait sur la foi du serment, et le lien corporatif sur la confrérie.

Le socialisme ne naquit pas au moment où ces pratiques religieuses disparurent, ni même au moment où les institutions qu'elles avaient soutenues firent place à celles de l'ancien

(1) J'ai dit au même degré : il serait peut-être plus juste de dire à l'état chronique, car l'insurrection des Taï-Pings est un des faits de guerre sociale les plus violents que les annales de l'Orient aient enregistrés, et qui ne laisse rien à désirer aux luttes de l'Occident, si ce n'est qu'il ne paraît pas avoir leur caractère de généralité et de permanence.

(2) C'est à propos de l'excommunication lancée par le Pape Grégoire VII contre l'empereur Henri IV, et de ses conséquences politiques, que l'historien ecclésiastique fait, si ma mémoire est fidèle, cette remarque topique.

régime proprement dit, — nous appelons ainsi l'état politique qui s'établit à peu près dans toute l'Europe de la paix de Westphalie à la Révolution française. — Le socialisme naquit plus tard des flancs de la société libérale, comme engendré par ses pratiques non moins fatalement que par ses principes. Lorsqu'en effet celle-ci eut fait de l'intérêt individuel le seul ressort de l'activité humaine, et de l'antagonisme de ces intérêts soi-disant harmoniques la seule sauvegarde de la société, le corps social commença de tomber en dissolution par le travail lent ou violent de tous ceux à qui leur place n'y convenait plus, c'est-à-dire des déclassés, et de tous ceux qui n'y trouvaient plus même aucune place, c'est-à-dire du prolétariat.

Ainsi partout et toujours le phénomène précurseur de la crise sociale a été la désorganisation sociale par le relâchement des liens, la confusion des rangs, la suppression des freins, tant dans l'ordre religieux et économique que dans l'ordre politique.

Si cette rupture du lien social, dont nous apercevons les causes philosophiques, n'en est pas moins considérée, en elle-même, comme une cause immédiate de la souffrance et des violences que nous appelons la crise sociale, il en résulte une indication non moins claire du remède immédiat à apporter : c'est le *reclassement* des éléments sociaux, leur remise en place, la suture de leurs points d'attache.

Qu'on nous permette une comparaison : lorsqu'un homme tombe d'un arbre et se casse la jambe, il est pris d'une fièvre ardente, dont la cause première est sans doute son imprudence, mais dont la cause immédiate est la rupture de l'os et le déchirement des chairs. Quel est le premier remède ? non pas de la quinine et autres spécifiques contre la fièvre, mais la réduction des deux parties du membre disjoint, en les maintenant fortement par une ligature ou même un appareil. Sans doute le malade ne sera pas guéri du coup, et il lui faudra encore longtemps les soins du médecin, mais le premier à appeler aura été le chirurgien.

Tel le corps social disloqué a besoin tout d'abord, pour résister à la fièvre socialiste, d'un rapprochement, fût-il même

purement légal, de ses éléments, entre lesquels la vie organique reprendra peu à peu, et remplacera par une soudure naturelle les liens factices de la première heure, si ceux-ci ont suffi momentanément à maintenir les choses en place et dans leur position normale.

On dit communément qu'il n'y a plus de *classes*, et l'on veut dire par là qu'il n'y a plus de *castes* ; il n'y en a même jamais eu dans la civilisation chrétienne, où tous les ordres de l'État étaient ouverts au mérite par la voie des services publics ; mais il y a certes encore des conditions bien différentes. Assembler les hommes dans l'ordre religieux, économique et politique, non plus seulement selon le domicile, mais aussi suivant la profession, en rétablissant en religion la confrérie, en économie la corporation, en politique la représentation des intérêts, le *régime corporatif* en un mot dans tous ses principes, tel paraît devoir être le but immédiat de la politique sociale.

C'est le langage que notre éminent ami le comte Blome a fait entendre à la Chambre des seigneurs d'Autriche lors de la récente délibération d'un projet de loi sur les assurances ouvrières contre les accidents :

« J'aperçois dans une organisation professionnelle étendue à toute la société un puissant facteur de l'ensemble d'où doit sortir la solution de la question sociale (1). »

Un autre facteur de cet ensemble se trouvera certainement, et non sans analogie avec le précédent, à la suite d'une étude rationnelle de la crise économique, dont le problème ne saurait être bien difficile à résoudre, puisqu'il ne s'agit que de rétablir en certains points une plus juste distribution

(1) « Une législation spéciale de classes ! » s'écriait naguère dans le *Correspondant* M. Claudio Jannet, «... inconciliable avec le grand fait de la démocratie ». Mais ce fait-là est aussi peu universel qu'il est superficiel là même où il paraît le plus marqué, comme en France. On y parle toujours d'organiser la démocratie. Elle ne l'est donc pas encore ; et elle ne saurait l'être que par le principe aristocratique appliqué dans toutes les classes, étendu à tout le peuple.

V. sur l'avenir de la démocratie un récent ouvrage du savant et profond sir H. Sumner Maine (*le Gouvernement populaire*).

des produits entre gens produisant au delà du besoin.

En même temps, et non pas en premier ni en dernier lieu, — car on ne saurait assigner de rang dans le temps à des actions qui doivent être simultanées pour produire tout leur effet, tel rang qu'elles aient dans leur efficacité, — en même temps, il faudra donner un essor considérable à la propagande religieuse, dans un esprit vraiment évangélique de dévouement, de simplicité et de tendresse envers les classes déshéritées aujourd'hui des secours de la religion ; en même temps aussi, et peut-être tout d'abord, chasser les marchands du temple, chez les classes où l'on n'a pas encore assez compris, en revenant à cette religion, qu'elle ne pouvait s'accommoder avec certains égoïsmes.

Et l'on réalisera ainsi encore une fois, avec la grâce de Dieu, ce merveilleux tableau que Mgr Gay nous a tracé de la société chrétienne :

« L'homme n'est point isolé en ce monde, où d'ailleurs rien n'est isolé. L'Univers est une harmonie : chaque être s'y trouve lié à d'autres êtres, subissant l'influence de ceux-ci, exerçant son action sur ceux-là.

« Tout ce qui vit reçoit et donne, obéit et commande ; chacun suivant sa nature, son degré, sa fonction. — C'est un ordre universellement établi par la sainte Providence, dit admirablement saint Thomas, que, « comme dans la sphère du raisonnement les principes, qui sont immuables, dominant et « règlent les conclusions, de même dans la sphère des réalités « physiques les êtres qui se rapprochent le plus de Dieu par la « sublimité, la fixité et l'énergie de leur nature, dominant et « gouvernent les êtres moins parfaits ».

« Outre que cet ordre est si divinement beau qu'il constitue à lui seul une preuve irrécusable de l'existence de Dieu et une révélation de sa nature, il est pour toutes les créatures un bienfait sans pareil. C'est un ordre d'amour, de communication, d'union, où la puissance sert la bonté, où le droit de primer implique le devoir de servir, où ce qui est grand s'incline vers ce qui est petit, où ce qui est fort aide et protège ce qui est faible, où la propriété devient le principe du partage, où,

chaque chose demeurant distincte, aucune n'est pourtant séparée, où tout enfin représente à l'esprit charmé du croyant l'image affaiblie mais ressemblante de cette vie première et ineffable où tout aussi est don, communication, union et unité (1). »

(1) *De la Vie et des Vertus chrétiennes.*

INTRODUCTION AUX ÉTUDES SOCIALES (1).

AVANT-PROPOS

Ya-t-il une science sociale ? C'est-à-dire peut-on acquérir une connaissance certaine et démontrable des lois générales qui régissent la société ?

Le temps n'est pas éloigné où personne ne daignait s'intéresser à cette question dans les milieux mêmes qui s'intitulent conservateurs de la société. Le temps dure encore, bien qu'il touche à sa fin, où les esprits éveillés sur l'existence de ces lois par les admirables travaux de Le Play faillirent retomber dans les ténèbres de l'école en possession de toutes les chaires, école où l'on enseignait que la liberté humaine ne pouvait guère plus sur le jeu de ces lois que sur le mouvement des astres, reléguant ainsi la science sociale, tout en en faisant grand étalage, au rang des sciences naturelles.

Ce fut une formidable levée de boucliers contre une poignée d'hommes du monde, comme on les appelait dédaigneusement, que celle de cette légion de professeurs patentés et d'économistes plus éminents les uns que les autres ; légion aux rangs de laquelle se rencontraient des prélats de marque et même des évêques de grand renom avec des maîtres de l'Université de

(1) *Association catholique*, février 1893.

l'État, pour courir sus aux récalcitrants; on forma même, sous le haut patronage des premiers, une « Société catholique d'études sociales » qui ne paraît pas avoir encore fait beaucoup parler d'elle.

Mais, avant ce dernier effort, combien l'on a écrit, prêché même et surtout discoursu en congrès pour empêcher de passer une manière de voir que l'on trouvait entachée de socialisme, et qui est pourtant loin d'avoir avec le socialisme la même parenté que les doctrines classiques ou orthodoxes, comme elles s'intitulent, quand on ne dit pas simplement : « l'Ecole » ou « la Science » (1) !

La science pure, en effet, n'a point souci de la religion chez les serviteurs de laquelle elle a trouvé des adeptes, certainement inconscients de l'être, et qui ne vont pas jusqu'au bout de sa doctrine — doctrine qui a nom l'individualisme, et qui consiste dans la méconnaissance du lien social, lien avec Dieu, lien avec la famille, lien avec la cité. L'individu, se considérant comme sa propre fin et comme maître absolu de ses actions, échappe à toutes les forces immatérielles, ou plutôt celles-ci lui échappent et l'humanité ne vit plus que sous la loi des forces matérielles — la même que celle établie par Darwin pour l'animalité, la loi de combat.

Mais l'humanité, n'étant pas l'animalité, se révolte, et le socialiste veut avec raison rétablir une société protectrice en même temps que modératrice de l'individu. Seulement, comme il en ignore les bases naturelles, organiques, historiques, n'étant lui-même qu'un individualiste, il lui faut d'abord achever de faire table rase de tout l'acquis de l'humanité, pour édifier sur ces débris une organisation artificielle de la société, une tour de Babel « faite pour des castors et non pour des hommes » C'est-à-dire pour des animaux qui seraient tous pareils, dotés du même instinct, incapables de progrès comme de dégéné-

(1) V. M. Rambaud, professeur à la Faculté catholique de Lyon, soutenu par M. Claudio Jannet, professeur à la Faculté catholique de Paris, contre le P. de Pascal. — V. la lettre pastorale de Mgr Turinaz, évêque de Nancy, sur ce même sujet. — V. le *Correspondant*. — V. les *Etudes religieuses* des RR. PP. de la Société de Jésus. — V. la *Reforme sociale*. — V. la *Revue des Institutions et du droit*.

rescence, sans autres visées, besoins, aptitudes que celles de la vie animale. C'est une conception encore inférieure à celle de Darwin (1).

L'école historique, au contraire, suit l'humanité avec amour dans le développement de la civilisation ; elle voit dans celle-ci un plan providentiel sans cesse traversé par l'esprit du mal, mais sans cesse digne de la sollicitude et du dévouement de tous. Elle prend pour guide dans son œuvre réparatrice la *loi morale* immuable, non pas artificielle mais révélée, non pas arbitrairement mais infailliblement interprétée ; et, pour ressort, la *liberté* humaine, à qui elle laisse tous ses stimulants et tous ses tuteurs : l'amour de la famille, l'honneur du métier, le patriotisme local et national, toutes les formes en un mot de l'esprit de communauté.

Elle inscrit aujourd'hui en tête de son programme la réorganisation des *Corps d'État* pour arriver à celle des *États* et finalement ainsi à celle de l'*État*. *L'État libre dans la Nation libre*.



La science sociale, pour revenir à notre point de départ, ne saurait être ni empirique, comme le voudrait l'école favorable aux prétendues lois naturelles, ni utopique, selon le système des lois artificielles : elle est, avant tout, philosophique et historique, puis pratique, et présente ainsi à l'étude trois domaines très distincts bien que connexes :

La morale sociale ou la philosophie de la civilisation ;

L'histoire sociale ou le développement de la civilisation ;

L'économie sociale ou la vie dans la civilisation.

C'est pour avoir faussé la philosophie et ignoré systématiquement l'histoire, que le libéralisme et le socialisme sont également impuissants à donner des solutions pratiques en écono-

(1) La loi de Darwin fonctionne à rebours pour l'humanité, c'est-à-dire que celle-ci, livrée aux seuls instincts de sa nature corrompte, loin de progresser par voie de sélection, tombe dans la barbarie, comme on le voit des peuplades sauvages, épaves d'antiques et florissantes civilisations.

mie, et c'est pour rompre dès le début avec ces deux pestilences que nous donnons la division ci-dessus comme fondamentale pour qui se propose de suivre un plan d'études sociales.

Qui sera celui-là ?... Un prêtre tourmenté de savoir pourquoi les foules se sont détournées de l'Eglise, et pourquoi ceux qui souffrent la méconnaissent et la blasphèment.

Un propriétaire campagnard inquiet de sentir la terre des ancêtres se dérober ou se stériliser sous ses pieds. — Un industriel, un ingénieur conscient du fossé qui se creuse et se remplit de haine entre lui et ses ouvriers. — Un rentier à qui le monde laisse quelques loisirs pour songer aux problèmes de l'existence de ses semblables et de la sienne propre.

Ceux-là deviendront des sociologues, parce qu'on ne peut plus détacher sa pensée de ces problèmes profonds et passionnants une fois qu'elle s'y est arrêtée. — Peut-être alors l'un d'eux écrira-t-il le traité de sociologie chrétienne dont nous allons donner ici l'esquisse. Nous lui promettons qu'il ne courra ainsi aucun risque d'entrer de nos jours à l'Académie des sciences morales et politiques.

Voici cette esquisse :

I. — LA MORALE SOCIALE.

L'Humanité. — La Loi. — Le Péch.

II. — L'HISTOIRE SOCIALE.

La Cité antique. — La Cité chrétienne. — La Cité moderne.

III. — L'ÉCONOMIE SOCIALE.

Le Travail. — La Propriété. — L'Échange.

I. — La morale sociale.

1. *L'Humanité.* — 2. *La Loi.* — 3. *Le Péch.*

1. L'homme est un être social, c'est-à-dire destiné par la nature à vivre en société, et ne pouvant se concevoir en dehors de la société. Les physiocrates du siècle dernier, ces pères illus-

tres de l'économie classique, ont été absurdes en opposant l'état de nature à l'état de société. L'objet immédiat de la science sociale n'est donc pas l'homme abstrait, le *genus homo*, mais la société humaine; de même que le naturaliste voulant étudier les mœurs des abeilles n'étudierait pas l'abeille, mais la ruche.

Il y a plus : l'homme est un être historique, c'est-à-dire un être conscient et libre, dont les actions exercent par là même une certaine influence sur l'esprit de ses contemporains, et dont les générations se succèdent sans se ressembler, précisément parce que la vie sociale de chacune d'elles est le produit du legs accumulé des générations précédentes, modifié par quelque apport nouveau. C'est en cela qu'il diffère des abeilles, chez lesquelles il n'y a pas d'évolution. Turgot, l'étoile des physiocrates, a donc proféré une parole aussi ridicule que coupable lorsqu'il a conseillé au roi Louis XVI d'inaugurer ses réformes politiques sur cet axiome : « Les hommes ne tiennent pas leurs droits de l'histoire, mais de la nature. » Il y a des droits historiques comme il y a un droit naturel. Sans doute, ceux-là ne doivent jamais être en contradiction avec celui-ci, mais leur infinie diversité suffit à montrer combien ils en sont distincts, car il n'y a qu'un droit naturel, précisément parce qu'il provient de la nature et que la nature de l'homme est constante. L'homme, *genus homo*, n'a donc pas une histoire, mais les sociétés humaines ont des vicissitudes historiques propres et une loi commune qui est la loi de l'humanité.

2. Loi immuable comme celle qui préside aux révolutions des astres, on l'a dit, et appelée à cause de cela la loi naturelle, mais loi de liberté, ce qu'on n'a pas aperçu, c'est-à-dire sujette à être méconnue, faussée et violée jusqu'au point de causer, par ses violations, les perturbations les plus terribles dans la vie sociale. Le sociologue sensé n'étudiera donc pas seulement l'humanité en place de l'homme, mais encore la loi naturelle en place des soi disant lois naturelles dans le jargon de l'École. En confrontant les législations diverses avec la loi naturelle, il reconnaîtra la profondeur en même temps que la simplicité de cette conclusion par laquelle Le Play a tant mérité, à savoir que l'expression la plus complète de la loi naturelle se trouve

dans le Décalogue, et que la prospérité des sociétés humaines, familles, corporations ou nations, est en raison directe de leur fidélité aux préceptes de la Loi.

Le chrétien, c'est-à-dire l'homme qui connaît la doctrine de l'Évangile, ira plus loin encore en reconnaissant que la Loi du Sinaï s'est doublée d'une loi d'amour, qui en forme comme la jurisprudence chez les sociétés chrétiennes, et qui est aussi indispensable pour son application qu'une saine jurisprudence l'est à la bonne application de la plus juste loi. Il s'élèvera plus haut encore, grâce à l'infailible et nécessaire interprétation de la doctrine évangélique par l'Église de Jésus-Christ; à mesure qu'il s'élèvera, ou plutôt qu'il se laissera élever, comme un enfant par les bras de sa mère, il apercevra mieux le plan divin pour l'humanité, c'est-à-dire la loi de l'humanité, et il ne croira pas indigne de la science d'aspirer à la contemplation de ce plan dans les mystères mêmes de la création et de la vie paradisiaque comme dans ceux de la chute et de la Rédemption. Il se gardera ainsi de croire que, dans l'économie providentielle, le travail est un châtiment, le paupérisme une heureuse nécessité, et qu'il ne saurait y avoir d'injustices sociales du moment où la charité trouve à s'exercer sur ceux qui en souffrent par ceux-là même qui en profitent.

3. Il est des gens à qui toute inégalité sociale apparaît comme une injustice. Ils sont plus à soigner qu'à raisonner, leur cas relevant plutôt du sentiment que des opérations de l'esprit; ce cas dérive du *morbus democraticus* qui sévit de nouveau en cette fin de siècle comme en celle du siècle dernier, et n'épargne guère davantage les princes que les sujets qu'ils n'ont plus. — Il est d'autres esprits pour qui, bien à l'inverse, le mot d'injustice sociale est intolérable, parce qu'ils ignorent la justice sociale et qu'ils en déclarent le vocable vide de sens. Cas étrange, et guère moins pathologique chez ceux d'entre eux qui sont bons catholiques : ils n'ignorent pas que la grande école patristique a distingué constamment la justice commutative, ou règle des transactions individuelles, de la justice distributive, qui doit présider en vue du bien commun aux arrangements sociaux; mais dès que cette justice distribu-

tive on l'appelle, d'une façon plus courante et plus tangible, *justice sociale*, ils déclarent en ignorer et ne connaître qu'une seule justice. Cela par crainte de voir les Pouvoirs publics s'attacher à la faire régner, comme c'est incontestablement leur mission, mais comme ils en ont fait douter, n'en sachant de nos jours prendre le plus souvent que le contre-pied.

Il y a pourtant des injustices sociales depuis qu'il y a eu le péché social par excellence, la révolte de l'humanité contre sa loi; révolte qui, rachetée une première fois de son juste châtiment, n'en persiste pas moins par le péché originel, et ne fait pas moins qu'il « ne suffit pas de vouloir persuader aux hommes d'être justes, il faut au besoin les y contraindre ». Que les déistes du XVIII^e siècle aient nié cela, et posé au contraire que l'homme naissait bon et n'était vicié que par la société, c'est moins extraordinaire que de voir de fervents et intelligents catholiques ne pas apercevoir aujourd'hui le péché social qu'on pourrait appeler aussi le péché historique, parce qu'il est moins imputable aux individus qu'à l'atavisme, et au fait non pas d'être en société, mais en certaine société, ou plutôt en certaine dissolution sociale.

II. — L'histoire sociale.

1. *La Cité antique.* — 2. *La Cité chrétienne.* — 3. *La Cité moderne.*

L'histoire sociale de l'humanité est infiniment variée dans les types qu'elle nous retrace. Toutefois, ceux que présentent les civilisations les plus avancées des âges historiques se résument en trois : la cité antique, la cité chrétienne et la cité moderne.

1. La cité antique connaissait le droit naturel et n'en avait pas dévié dans ses hautes œuvres; elle présentait une grande diversité de classes entre les citoyens, mais chacune de ces classes était pourvue d'un droit historique qui respectait le droit naturel : les aristocraties y étaient organisées sur de saines

bases familiales; les démocraties sur un sentiment réel du droit et de la liberté. Toutefois, cette juste et heureuse organisation de la cité n'était pas complète; de même que ses philosophes avaient perdu en partie la notion de la liberté des enfants de Dieu, de même ses hommes d'État n'en faisaient qu'une application partielle; tous les hommes de la cité n'étaient pas citoyens et ne pouvaient pas l'être; l'esclavage était partie intégrante, même fondamentale, et absolument caractéristique de l'organisme de la cité antique.

L'esclavage, c'est-à-dire une condition plus ou moins dure en fait, mais toujours juridiquement monstrueuse, puisque c'était la privation de tout droit non seulement historique mais naturel.

A remarquer que, dans les temps primitifs, cet esclavage n'avait été qu'une conséquence plus ou moins légitime du droit de la guerre, et que la liberté était restée la condition de tout membre de la cité. Mais à mesure que celle-ci se corrompit par le luxe et le mépris de la loi morale qu'il engendra, le citoyen put tomber dans l'esclavage du fait d'un créancier; plus tard encore, il put se vendre lui-même volontairement comme esclave, lui, sa femme et ses enfants, c'est-à-dire sa race. Ce fut une liberté, telle que nous en retrouverons la notion dans la société moderne sous le nom de liberté du travail et des contrats (1).

2. A la cité antique des sociétés païennes a succédé, non pas par évolution, mais par réaction, et, on doit bien le dire, par miracle, la société puis la cité chrétienne : la première va s'effondrant dans la mesure où sa civilisation dévie du droit naturel; la seconde, au contraire, a vivifié les œuvres de la loi de justice en la doublant d'une loi d'amour. La cité chrétienne repose sur le sentiment de la communauté et sur le fait de l'association; elle affecte tantôt des formes féodales, tantôt des formes communales, tantôt des formes corporatives,

(1) La *Cité antique*, vivant sur le fond des vieilles traditions, s'en est rapidement écartée. Il n'y a, en effet, rien ou presque rien de commun entre ce que l'on appelle la *Cité antique* et l'époque *classique* que l'on nous donne à admirer. C'est à peu près comme si l'on confondait l'*ancien régime* avec le *moyen âge*.

toutes les trois à la fois le plus souvent, mais toujours sous la même inspiration de solidarité de toutes ses parties : « Tous pour un, chacun pour tous. » Tout ce qui est humain y trouve place, des places diverses sans doute, mais un égal respect. Elle vit par un échange de services qui est le but de tout travail et la condition de tout privilège. Le droit et le devoir y sont inséparables comme l'effet de sa cause ; toute redevance y correspond à une charge.

Une société religieuse, l'Eglise, y est comme l'âme de la société civile, et préside par sa doctrine comme par son culte à tous les actes de la vie sociale ; un seul esprit anime ainsi la masse des hommes et l'ensemble des peuples civilisés. Au moment de son apogée, on l'appelle la chrétienté ou la république chrétienne, tant est complet et sensible le lien qui rattache entre elles toutes ses parties.

Il faut bien le dire : les temps où régnait « la philosophie de l'Evangile », aux termes de l'Encyclique, furent surtout ceux du Moyen Age. Aussi cet âge est-il honni des ennemis du nom chrétien, et le plus souvent ignoré, toujours incompris de ceux pour qui le Christianisme ne correspond plus à un idéal social.

Nous ne l'avons pas connue, cette cité chrétienne, car entre les temps historiques qui l'ont vue fleurir et les nôtres se place la période de la Renaissance et de l'ancien régime qui présentent tous les phénomènes d'un retour à l'esprit païen, et préparent ainsi l'avènement de la société moderne sur les ruines de la société chrétienne.

3. Une nouvelle conception philosophique, un mot d'ordre nouveau caractérise la cité moderne : à la religion du Dieu fait homme elle a substitué celle de l'homme fait Dieu. Né bon, il trouve en lui-même sa propre fin, qui n'est autre que son bien-être, et, ne devant rien qu'à lui-même, il n'a de compte à tenir ni de la loi révélée, ni de la loi naturelle, ni du droit des gens, ni d'aucun droit historique. Ce que veut à un moment donné la majorité des citoyens, voilà toute la loi, mais aussi cette loi peut tout, sans être limitée dans ses dispositions par quoi que ce soit de divin ou d'humain. La société à proprement parler n'existe plus, puisqu'il n'y a plus de lien social, mais en sa

place l'État, c'est-à-dire le pouvoir sans bornes, exercé au nom de la souveraineté de l'homme par quelques-uns sur la masse confuse et désorganisée des individus. C'est le règne de l'individualisme, mais c'est par là même celui du nombre ; il engendre dans l'ordre économique le capitalisme et dans l'ordre politique le césarisme ; là on compte les écus, ici les voix, et les deux comptes finissent par n'en faire qu'un par une réaction fatale du pouvoir des voix sur les écus et de celui des écus sur les voix. L'égalité civile et politique de tous les ordres de citoyens, ou plutôt la suppression de ces ordres, tend en effet à ne laisser subsister d'autres inégalités sociales que celles du chiffre des richesses, et cette inégalité est dès lors sans contrepoids.

Comment cette conception monstrueuse, qu'il faut appeler par son nom, le libéralisme, a séduit les hautes classes, mais a été combattue par l'Église ; comment ses applications économiques, le travail sans droits et la propriété sans charges, ont pourtant trouvé des défenseurs jusque dans ses rangs ; comment enfin elle a engendré le socialisme par sa logique et lui a frayé les voies par ses excès : tels sont les grands problèmes historiques de notre siècle.

Comment enfin il serait encore possible de rétablir sur des fondements historiques éprouvés, des mœurs, des institutions et une législation sociale inspirées du christianisme plutôt qu'empruntées au paganisme : c'est ce qui reste à déterminer et surtout à faire entrer dans l'esprit public après deux siècles de césarisme monarchique et un siècle de césarisme révolutionnaire.

Et ce ne sont pas là des problèmes de métaphysique politique, mais des questions d'histoire sociale autant que de philosophie.

III. — L'Économie sociale.

1. *Le Travail.* — 2. *La Propriété.* — 3. *L'Échange.*

1. La loi du travail est le fondement de toute l'économie sociale, parce qu'elle est la loi même de la vie humaine. Cette

vie, en effet, ne s'entretient physiquement et intellectuellement qu'au prix d'une série continuelle d'efforts, et chacun de ces efforts est pénible. Malheur à l'individu, malheur à la famille, malheur à la classe, malheur à la société qui parvient à se soustraire momentanément à la loi du travail. Mais malheur aussi à l'enseignement qui méconnaît l'esprit et le but de cette loi fondamentale de l'économie sociale, et qui définit celle-ci la science des richesses, « la chrématistique ». Non, le travail n'a pas pour but la production des richesses, mais la sustentation de l'homme, et la condition essentielle d'un bon régime du travail est de fournir en suffisance d'abord au travailleur, puis à toute la société, les biens utiles à la vie.

De tous les régimes du travail en cours dans l'humanité, y compris le régime servile, nul ne donne moins de garantie à l'accomplissement des fins providentielles que celui dit « de la liberté du travail », qui est propre à la société moderne. La concurrence illimitée, qui en est le ressort, subordonne en effet les relations économiques à la loi dite de l'offre et de la demande, loi qui fonctionne précisément à l'inverse de la loi naturelle et divine du travail, puisque par son jeu la rémunération du travail salarié est d'autant plus faible que le besoin de la classe ouvrière est plus intense. Elle est donc absolument barbare. C'est pourtant là ce que n'ont pas encore montré les chaires dites de la Science (1) ! Le régime de la liberté du travail n'est d'ailleurs pas plus profitable au patron qu'à l'ouvrier, parce qu'il entraîne pour l'un comme pour l'autre la même insécurité par suite de la même tyrannie. Il n'est pas davantage profitable à la société, où il engendre les haines de classe et prépare les bouleversements en mettant les intérêts en antagonisme au lieu de les harmoniser.

L'organisation du travail la plus favorable à la paix sociale est le régime corporatif, d'abord parce qu'il se prête le mieux à la fixation amiable des conditions du travail; ensuite qu'il crée des ressources pour les moments de l'existence du travail-

(1) On s'y indigne, au contraire, de la prétention d'un ouvrier, père de six enfants, à un gain au-dessus de la moyenne, et on trouve tout simple qu'il soit obligé par le besoin d'accepter le salaire que refuserait un célibataire.

leur où le gain lui fait défaut ; puis parce qu'il peut fonctionner comme un régulateur du jeu des forces industrielles, et au besoin comme un volant dans les perturbations économiques, pour franchir les points morts. Loin ainsi de ne convenir qu'aux arts et métiers dans les conditions restreintes du marché au Moyen Age, le régime corporatif convient tout spécialement aux conditions les plus scientifiques et aux proportions les plus gigantesques de l'industrie moderne.

Enfin le régime corporatif fournit les meilleurs éléments de compétence et de stabilité au régime représentatif dans l'ordre politique.

Au regard de ces deux régimes opposés, celui de la liberté du travail et celui de son organisation corporative, il en est un troisième, qui serait la forme progressive de la société : c'est l'organisation dite sociale du travail, c'est-à-dire l'exercice de toutes les industries par l'État ou par la commune, s'étant naturellement saisis au préalable de tout le capital industriel et agricole, et assumant en retour toutes les charges non seulement publiques mais privées. C'est un retour déguisé au travail servile, qui n'a de progressif que le nom.

2. La propriété est le fruit du travail social, c'est-à-dire du travail exécuté en société : elle a comme lui un caractère social, étant destinée à profiter non seulement au propriétaire mais à la société. Telle est du moins la conception qu'en avaient les docteurs chrétiens du Moyen Age par opposition à celle des anciens, qui la définissaient le droit de jouir d'un bien à l'exclusion des autres, en place du droit d'en disposer pour le communiquer aux autres.

La malencontreuse école moderne s'est bien gardée de conserver la notion chrétienne ; elle est retournée à la notion païenne et inhumaine. Mais ce n'était pas assez pour elle de fausser l'état civil de la propriété, et de l'exposer ainsi aux malédictions et aux entreprises du prolétariat. Elle l'a compromise matériellement en ne distinguant pas dans ses lois la propriété foncière de la propriété mobilière, et en s'efforçant de les mobiliser l'une comme l'autre par la dispersion des biens de mainmorte, des héritages patrimoniaux, de tout ce

qui donnait des assises à la société domestique et à la société professionnelle.

Cet excès d'individualisation a engendré la nécessité de la propriété collective en place de celle de la propriété corporative, et celle-ci a engendré d'abord le capitalisme, c'est-à-dire la puissance et l'irresponsabilité du capital anonyme, puis, par voie de conséquence, le retour de ce capital à la collectivité la plus étendue, à l'État. Ce dernier porte la main successivement sur les instruments les plus puissants de la production, sur les biens, par l'impôt et le crédit foncier, sur les banques, les chemins de fer, si bien que la propriété indépendante et autonome devient un mythe, et le prolétariat plus ou moins doré la condition commune.

3. Le régime de l'échange repose naturellement sur l'équivalence des objets échangés, ou bien, si l'on se sert d'une mesure intermédiaire que l'on appelle leur prix, sur le juste prix. Mais il n'est pas de domaine où la pratique de la lutte pour la vie se substitue plus facilement à celle du concert pour la vie qui est pourtant dans l'essence même du contrat d'échange. De là ces mille formes de l'usure dont le prêt à intérêt n'est que la plus classique. Ce que la philosophie, la théologie morale, les législations, ont lutté contre cette seule forme, fournirait matière à bien des pages! A mesure qu'elles ont réussi à endiguer le fléau, il a trouvé, comme l'eau d'un fleuve, à s'ouvrir des voies nouvelles pour exercer ses éternels sévices : le nom seul a changé, et ce qu'était anciennement l'usure est produit aujourd'hui par la spéculation.

Le tout parce qu'on a pris couramment pour valeur des choses le besoin qu'en peut avoir l'acquéreur ou l'emprunteur en place de leur prix de revient et de leur utilité commune. On peut dire qu'aujourd'hui non seulement tous les objets, mais tous les services, se vendent et s'achètent, sans que nul songe à la règle essentielle de l'échange, à l'équivalence.

Cette facilité de conscience excessive ne fait pas la facilité des rapports, — bien au contraire elle fait renchérir le prix des choses nécessaires à la vie, par le parasitisme des intermédiaires et les risques du commerce, en sorte que plus il y a de

capitaux dans les banques, moins il y en a dans les poches, et que la part du travail devient de plus en plus petite dans la répartition des produits, qui ont dû graisser tant de mains avant de revenir dans celles du producteur, et finissent par s'accumuler entre quelques-unes seulement par une loi d'agglomération analogue à celles de la gravitation.

IV. — Conclusions.

1. *La société religieuse.* — 2. *La société domestique.*
3. *La société industrielle.*

S'il y a une science sociale, elle doit avoir des conclusions : celle de l'École : « Laissez faire, laissez passer », est vraiment bien digne de la science comme l'École l'entend et la possède : le pâtre auprès de son troupeau ou l'hôte de Monaco auprès d'une table de jeu sont parvenus à la même conclusion avec une ignorance moins laborieusement acquise.

Mais si la science sociale est fille de la morale, de l'histoire et de l'observation, elle ne se contente pas à si bon marché, et conclut à ne pas laisser faire ce qui est contraire à la loi morale, à ne pas laisser passer ce qui est délétère pour la société historique.

Seulement elle enseigne que les institutions de cette société sont sujettes à périliter par le relâchement des mœurs, et qu'elles ont souvent besoin d'être réformées, — ce qui ne veut pas dire modifiées en ce qu'elles ont d'essentiel, mais au contraire ramenées à l'esprit de la primitive observance.

Enfin elle apprend que ces réformes ont d'autant plus de portée qu'elles s'attachent aux fondements mêmes de la société plutôt qu'à ses formes extérieures, — celles-ci, et notamment le jeu des pouvoirs publics, devant forcément s'adapter aux substructions dont elles ne peuvent être que le couronnement.

Qu'enfin, pour serrer davantage les termes de cette introduction aux études sociales, ce n'est pas à une contre-Révolution qu'il faut songer pour guérir les maux de la Révolution, mais

bien à une action en sens inverse, c'est-à-dire tendant à reconstituer les organismes sociaux essentiels sur lesquels la Révolution a exercé son action dissolvante : la société religieuse, la société domestique et la société professionnelle.

De là encore trois questions primordiales classées ici sous la rubrique : « Conclusions de la science sociale. »

1. La société religieuse appelle en premier l'étude du réformateur, parce qu'elle est la gardienne et l'interprète naturelle de la loi morale, et que celle-ci est le principe de la loi et de la société civiles.

La société religieuse est par excellence la société parfaite, libre de plein droit dans tous ses développements. Il n'appartient pas plus aux pouvoirs de la société civile de traverser son action que de modifier son essence ou sa doctrine. La liberté religieuse est le premier article de toute constitution digne de ce nom, si tant est qu'elle ait besoin d'y être inscrite.

Mais ce n'est pas tout pour la société civile que de professer publiquement le respect de la société religieuse : il faut encore en pratiquer les préceptes, non pas seulement individuellement, mais socialement. Ainsi, à côté de la liberté d'enseignement religieux, il faut la répression de toute attaque contre la religion, sous telle forme qu'elle se produise. Les dissidences doivent assurément être tolérées, et les dissidents protégés contre toute violence, mais pas à un autre titre qu'à celui de la protection due aux étrangers, ni à d'autres conditions que celles faites à ceux-ci, conditions dont la première est de respecter la loi et le gouvernement du pays (1).

Ce n'est pas là le langage de l'esprit de parti, mais celui de la philosophie, ou plus simplement dit du bon sens. Il n'implique nullement la subordination de la société civile à l'autorité religieuse, ni l'ingérence de celle-ci dans les questions qui ne sont pas de son ressort. On affirme, au contraire, d'autant mieux la distinction entre la sphère propre à chacune des

(1) Les protestants ne sont pas des étrangers dans la société chrétienne, mais des irréguliers. — Quant aux juifs, naturalisés ou non, ceux-ci sont vraiment des étrangers auxquels on ne saurait accorder droit de cité sans préjudice redoutable pour la société chrétienne.

sociétés, qu'on donne à chacune son juste rang en place de leur ridicule interversion dans la cité moderne.

Est-il besoin de dire que les mœurs doivent s'inspirer du même esprit que les lois; que tout ce qui choque l'esprit chrétien doit en être banni par quiconque prétend au nom chrétien? Les fautes sont individuelles, mais leur tolérance et surtout la complaisance pour elles est un péché social. Le mal n'est libre et admis que dans la société où le bien est suspect et enchaîné.

2. Après la société religieuse qui façonne les hommes au joug de la loi morale, rien n'est plus digne de sollicitude que la société domestique, la famille. Elle tient, en effet, de la société religieuse par son lien moral, et de la société civile par ses attributions économiques et politiques.

Restaurer l'indissolubilité du lien conjugal, l'autorité paternelle au foyer et au forum, la propriété familiale et ses avantages professionnels. rétablir en un mot des familles durables là où il n'y a plus que des groupements momentanés frappés de dissolution à chaque génération : telle doit être la constante pensée du réformateur. Elle se traduira par des modifications au code civil et à la loi électorale; dans la mesure où la famille fonctionne comme unité économique, elle doit apparaître comme unité politique. C'est aux mœurs non moins qu'aux lois de rendre au chef de famille sa place d'honneur comme marque de son pouvoir et de sa responsabilité. Car la famille n'est pas à considérer seulement dans le premier degré de la parenté, mais à tous ceux où l'éducation doit perpétuer les traditions ancestrales. Ce sont là, sans doute, des idées arriérées, mais qu'oppose-t-on à cette conception de la famille comme unité sociale? Le libéralisme, qui l'a fait disparaître dans la pratique, n'a encore su y substituer aucune théorie, et le socialisme lui-même a quelque honte à la répudier. — Tant qu'on n'aura pas vu les hommes pousser comme les champignons, ils seront des êtres historiques aux yeux de la science comme aux yeux de la foi, et tant qu'on n'aura pas rendu à la famille, avec la plénitude de sa fonction, l'aide sociale nécessaire à son exercice, on aura agi au rebours des intérêts sociaux. Maintenant on cherche ailleurs la solution des problèmes de la natalité, de

l'assistance publique, de l'instruction publique, qui fournissent un fonds si inépuisable aux concours académiques, aux débats parlementaires et aux amateurs de législations comparées. Dieu a fait les choses bien plus simplement : la famille pour protéger l'homme et la société pour protéger la famille. On n'a pas encore trouvé mieux.

3. Si la famille est une institution naturelle, presque identique en ses formes aux diverses époques de la civilisation chrétienne, et qui ne saurait encore maintenant qu'y être ramenée, il n'en est pas de même de la société professionnelle.

Celle-ci n'est pas, en effet, une expression immédiate et nécessaire du droit naturel, bien qu'elle en découle visiblement, comme aussi des circonstances économiques. Ces circonstances ayant beaucoup changé, il n'y a pas à ramener la corporation à ses types anciens, mais à favoriser et à guider en vue du bien commun l'essor que prennent en ce moment les associations ouvrières. Les ouvriers, en effet, ont mis à profit le retour à la liberté d'association par l'abrogation des lois révolutionnaires beaucoup plus rapidement et plus complètement que ne l'ont fait les patrons, et ils entraîneront ainsi ces derniers dans le mouvement plutôt par la force que par la persuasion. Si bien que ceux-ci trouveront la position occupée, et conserveront difficilement la part à laquelle ils ont droit dans la direction du travail, après en avoir exercé le monopole. — Les corporations seront donc plutôt démocratiques que patronales ou même que mixtes, et ce sera là le trait de cette époque déjà caractérisée par le mot d' « avènement du IV^e État ».

De même que la famille, les corporations tendront à devenir des unités politiques dans la mesure où elles seront des unités économiques. Comment pourrait-il en être autrement quand elles seront assez complètement organisées pour remplir vis-à-vis de leurs membres toutes les fonctions d'assistance que l'homme et la famille ont droit d'attendre de la société (1) ?

(1) De la société, disons-nous, et non de l'État, c'est-à-dire d'une immense et ruineuse bureaucratie se substituant aux autonomies naturelles et les étouffant au lieu de les promouvoir et de les aider.

Il serait peut-être prématuré de tracer le rôle que les corporations joueront dans l'organisation politique : y fourniront-elles une représentation des droits et des intérêts professionnels purement consultative, comme le sont aujourd'hui les Chambres de commerce ? ou bien joueront-elles dans les Parlements le rôle aujourd'hui dévolu au Sénat, qui est élu sur le même principe de la représentation des corps en place de celles des individus ? — C'est ce qu'il faut laisser se décider au cours de l'évolution historique qui les rappelle après un siècle à la vie.

ÉPILOGUE

Telle est, dans une trop rapide et imparfaite esquisse, nous ne disons pas seulement la série des questions sociales, mais la synthèse que comporte nécessairement leur étude. Quiconque, en effet, n'aperçoit pas ou néglige cette synthèse travaille au hasard, comme celui qui voudrait apporter une pierre à un édifice sans en connaître le plan.

Ce qu'il faut apercevoir tout d'abord, c'est que toute la prétendue science sociale est à refaire jusque dans ses fondements, c'est-à-dire dans ses définitions et dans son orientation. Il semble que sur les ruines *nivelées* (1) par une Révolution qui n'a rien su construire qu'un marché, ou plutôt une arène colossale, soit venue s'asseoir, comme gardienne de ce désert, une fée malfaisante, l'école des économistes, revêtant tour à tour, pour mieux jouer son rôle, le bonnet phrygien ou la

(1) Je dis *ruines nivelées* par la Révolution et non *ruines faites* par la Révolution, parce que l'ancien régime, abattu par elle, n'occupait pas les édifices, mais les ruines de la cité chrétienne du Moyen Âge. Je ne voudrais d'ailleurs pas que cette appréciation et celles que je professe à l'égard des doctrines de l'école si longtemps chère aux conservateurs donnât le change sur mes opinions, que je crois beaucoup plus conservatrices que celles habituellement honorées de ce nom.

Je ne me suis pour cela jamais dit ni n'accepterais d'être dit socialiste, démocrate ou révolutionnaire, me rappelant cette définition courante du zouave pontifical avant Mentana et Castelfidardo : « Un bon jeune homme qui s'habille en Turc pour défendre le Saint-Père. »

cornette de la sœur de charité, et tenant à distance par son langage amphigourique tous ceux qui prétendaient faire parler le sphinx.

Vieillie, épuisée, démasquée, elle doit enfin céder la place à deux génies qui se penchent à leur tour sur cette fin de siècle troublée, et lui ouvrent chacun leurs horizons : l'un, le génie du christianisme, a réveillé la philosophie morale qui sommeillait depuis la Renaissance et a convié l'histoire à lui remettre en main son flambeau ; — l'autre, le génie de la Révolution, veut achever son œuvre satanique ; exploitant habilement le spectacle des ruines qu'il a faites et des misères qui n'y trouvent plus de refuge, il promet à l'homme le paradis terrestre s'il renie à la fois son histoire, sa nature et son Dieu. La société troublée, inquiète, hésite entre les deux, s'apercevant enfin que c'est un dilemme de vie ou de mort qui se présente à elle sous ce nom : *La question sociale*.

III

DÉMOCRATIE CONTRE PLOUTOCRATIE (1)

I

Démocratie contre ploutocratie, tel nous apparaît le caractère de la question sociale à la fin de ce siècle, qui naquit tout d'une pièce, avec ses institutions, ses mœurs et ses lois filles de ses instincts, d'une lutte différente, celle d'une fraction du tiers état contre l'aristocratie.

Je demande la permission de ne pas me servir du terme actuellement courant de bourgeoisie pour désigner la classe qui se saisit du pouvoir et l'a conservé depuis les États tenus au château de Vizille jusqu'à ce jour, où elle est pourtant encore conduite à la lutte *pro nummis et focis* par l'héritier de trois générations d'hommes d'état qui en sont sorties et en qui la classe s'est incarnée (2). — La bourgeoisie était une classe historique, qui formait dans les villes du pays de France ce qu'en d'autres on appelait le patriciat. Elle correspondait à la noblesse rurale, fournissait à l'État ses agents civils comme la noblesse ses officiers de guerre, et s'élevait beaucoup plus haut que celle-ci par les emplois dont le premier effet était l'ano-blissement, que suivait la richesse lorsqu'elle ne l'avait pas précédé ; tandis que la noblesse rurale, n'ayant d'autre carrière que l'épée, faisait le plus souvent la guerre à ses

(1) *Association catholique*, août 1894.

(2) *Casimir Périer*.

dépens, s'appauvrissait, malgré l'exemption de l'impôt foncier pour les petits domaines qu'elle cultivait elle-même, et disparaissait à mesure que l'autre classe grandissait et la remplaçait dans ses seigneuries. — La plupart des marquisats dont les titres sont portés aujourd'hui sont, précisément comme celui de Vizille, le témoignage de ces vicissitudes que traduisait mélancoliquement le vieux dicton : « Cent ans bannière, cent ans civière. »

Donc ce n'est pas entre la bourgeoisie puissante et la noblesse pauvre qu'éclata la lutte de 1790, comme on le dit communément, mais entre le tiers état et l'aristocratie, c'est-à-dire entre les professions libérales qui n'avaient pu se classer dans la bonne bourgeoisie et les favoris de la fortune auxquels les honneurs étaient échus. La cause de la dispute ne fut pas la richesse, mais ces honneurs dont le prestige était grand, parce qu'il empruntait son éclat à celui de la royauté elle-même qui en était la dispensatrice. Ce fut l'envie qui, avec une véritable rage, tourna ses efforts vers la déchéance plutôt que vers l'ascension sociale.

Le grand élan vers la liberté politique, qui avait animé surtout les hautes classes, n'avait rien à voir là dedans ; il disparut vite dans une soif d'égalité qui fit appel à la plus atroce tyrannie. Pas plus dans les campagnes qu'à la cour, les seigneurs n'avaient conservé le moindre droit politique, mais des privilèges devenus plus honorifiques qu'utiles. Ce fut pourtant contre ces vestiges d'un ordre politique disparu depuis des siècles que le menu peuple fut lancé par les lettrés, les gens de loi et de proie. Il se rua sans doute à la curée là où il y avait à piller, mais ne s'y enrichit pas plus qu'il ne s'y éleva en condition. — Après dix ans d'une crise effroyable, le peuple se retira de la mêlée avec des impôts plus lourds que ceux dont il avait été affranchi avant qu'elle n'eût commencé, et la confiscation des biens corporatifs dont il jouissait auparavant ; le tout au profit de l'État qui ne lui apporta en retour que la conscription, et à celui des meneurs qui, ayant survécu à leurs propres fureurs, firent souche d'une nouvelle classe dirigeante.

Tel du moins apparaît le bilan de la Révolution, qui ne fut

guère que politique, changea fort peu de choses aux conditions réelles de la société, et semble appeler aujourd'hui, comme complément, une révolution réellement sociale, c'est-à-dire une révolution qui transforme profondément la société, tandis que la première n'en a que déplacé les sommets. Il y a peu de différence entre la condition d'un notable, propriétaire, négociant, notaire, d'il y a quelque cent ans et d'aujourd'hui ; quant à l'ouvrier, il a plus perdu que gagné ; il s'est créé dans cette classe un prolétariat qui réclame impérieusement une place dans le corps social. Il forme un parti identique à lui-même chez toutes les nations modernes, le parti dit de la démocratie socialiste, et il ne marche à la conquête du pouvoir que pour arriver à celle de la propriété.

Les détenteurs de celle-ci sous le régime dont l'a doté la Révolution ont beau affirmer au menu peuple que cette Révolution doit suffire à son bonheur, le prolétaire ne se laisse plus détourner d'une lutte qui n'est pas en effet la même que celle du siècle passé. C'est cette distinction que j'ai voulu établir avant d'aborder l'examen du phénomène en lui-même, afin de justifier le titre de mon étude.

II

L'inégalité sociale est aujourd'hui bien plus grande qu'autrefois, sinon plus marquée : elle n'a plus légalement et tend à n'avoir plus effectivement qu'un seul aspect : celui de la richesse ; mais sous cet aspect, quels contrastes, dont l'ancien régime ne peut même donner l'idée ! — Lorsque fut établi le bilan de la confiscation des biens d'émigrés, on arriva au fameux milliard d'indemnité qui représentait le patrimoine de ces milliers de familles, toutes plus ou moins historiques, vouées et grandies au service de l'État. — Aujourd'hui, une seule famille, qui alors n'était pas encore en France, y possède, dit-on, le triple milliard. Or ce triple milliard n'est pas enfoui dans une cave ; il est engagé dans des milliers d'affaires publiques ou privées qui toutes sont ainsi sous la dépendance du

milliardaire. Ce n'est pas tout : il a des rivaux dans sa partie, et si ses pairs ne sont pas nombreux, ses congénères le sont. Eux et leur clientèle ont ainsi accumulé une telle portion de la fortune privée qu'ils exercent un monopole absolu sur toutes les valeurs commerciales et se saisissent de la terre par voie d'hypothèque réelle ou indirecte. Contre eux les petits propriétaires ne peuvent tenir, les rentiers sont à leur discrétion, l'État dans leur dépendance, et le peuple, le menu peuple, absolument à leur merci, puisque ce sont eux qui, possédant les instruments de travail, fixent les salaires et le prix des produits. C'est donc bien là une ploutocratie.

Non pas une ploutocratie accidentelle, anormale, refrénable, mais au contraire une ploutocratie née du libre jeu des institutions et des mœurs, et qui ne peut que s'accroître parce qu'elle est la conséquence d'un système, celui même de la Révolution, qui crut affranchir l'homme et n'affranchit que le capital, en en faisant un instrument de domination sans limite sur les travailleurs forcés d'y recourir.

Or ceux-ci, s'ils sont écrasés fatalement sur le terrain économique par le nombre des écus, se sentent forts sur le terrain politique par le nombre des voix, et il est aussi sûr qu'ils voteront et accompliront la confiscation du capital, qu'il est sûr qu'ils sont exploités par les arts usuraires qui ont amené cette inégalité monstrueuse et cet état social bizarre, où ceux qui ne se livrent à aucun travail utile deviennent tous les jours plus riches, et où ceux qui vivent de leur travail tous les jours plus pauvres. Il y a donc bien fatalement lutte entre l'oligarchie capitaliste et les masses prolétarisées.

Ces masses prolétarisées engagent la lutte au nom du principe même de leur force qui est la démocratie, c'est-à-dire le pouvoir politique aux mains du plus grand nombre. Elles se sentent fortes de cette antinomie même qu'il y a entre une société démocratique, c'est-à-dire d'où les distinctions sociales sont bannies, et un régime ploutocratique qui crée des différences de situation incommensurables, et elle répond au fameux mot : « Les affaires, c'est l'argent des autres » par celui-ci : « La politique, c'est l'écrasement des autres. »

L'honnête homme qui voit se préparer ce formidable choc se demande, inquiet, de quel côté il doit se ranger, non pas tant pour ne pas en être écrasé, ce qui est probablement inévitable, mais pour être juste. Car si d'une part l'instinct l'avertit qu'il y a dans la ploutocratie quelque chose d'anormal et de contre nature, il est d'autre part rebuté par ce qu'on appelle les instincts démocratiques et épouvanté des excès auxquels ils ne manquent pas de conduire.

C'est pour cet honnête homme que j'écris ; c'est en honnête homme que j'ai cherché moi-même où est le droit ; ce qu'il y a de juste ou d'injuste dans le régime économique actuel ; ce qu'il y a de vrai en principe ou de faux dans le principe démocratique, tel qu'on le lui oppose.

III

L'effet du régime économique actuel, -- du capitalisme, pour l'appeler par son nom propre, -- c'est la souveraineté de l'argent. Cette souveraineté se traduit par une loi, -- la loi de l'offre et de la demande. Cette loi est une loi naturelle laissée sans contrepoids en vertu d'un principe, -- le principe de la liberté du travail.

Sous ce nom l'on comprend non seulement la liberté absolue du contrat de travail, mais encore celle de tous les contrats économiques, qui sont censés libres lorsqu'ils sont consentis, quelles que soient d'ailleurs les conditions desquelles est né le consentement des parties.

Cette série de propositions qui remonte des effets aux causes aurait-elle besoin d'une preuve, qu'on la trouverait en la prenant à rebours, c'est-à-dire descendant des causes aux effets, comme l'on fait la preuve d'une opération arithmétique par l'opération inverse.

Si le contrat de travail ou d'échange est absolument libre, c'est-à-dire s'il n'y a ni juste salaire, ni juste prix, ni condition d'équité dans l'échange de services, si en un mot les transactions économiques ne sont pas soumises à la loi morale, c'est

la force qui y fait loi. — Et c'est en effet là ce qu'on appelle la loi d'airain.

Or, comme la vie sociale est un ensemble de réactions économiques, et qu'aucun acte de l'homme en société ne peut être complètement indépendant de ces réactions, soit dans son effet immédiat, soit dans ses conséquences, il est clair que la loi d'airain doit dominer la société tout entière. Enfin que cette loi soit celle de la prolétarisation progressive, c'est inévitable, du moment où les effets n'en sont pas contenus par une loi supérieure. Il s'établit dans le monde des affaires des gravitations concentriques comme celles du système céleste : des planètes avec leurs satellites gravitent autour d'un soleil ; ce soleil lui-même est attiré par d'autres : des comètes traversent le système en y jetant le trouble ; puis la danse des écus se poursuit aussi fatalement que le mouvement des cieux, auquel pas une molécule pondérable de la matière cosmique ne saurait échapper. Seulement là où Dieu a mis l'équilibre et où sa Providence veille à le maintenir jusqu'au jour marqué dans ses desseins, l'homme libre et pervers de nature même le branle. C'est le culte du veau d'or. Il n'est pas seulement souverain, il est Dieu, car il mène le monde où les princes s'évertuent à gouverner selon sa loi.

La description du régime est faite en traits de feu dans l'encyclopédie sur la condition des ouvriers :

« Le dernier siècle a détruit, sans rien leur substituer, les
« corporations anciennes, qui étaient pour eux une protection ;
« tout principe et tout sentiment religieux ont disparu des lois
« et des institutions publiques, et ainsi, peu à peu, les travail-
« leurs isolés et sans défense se sont vus avec le temps livrés à
« la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concur-
« rence effrénée. — Une usure vorace est venue ajouter encore
« au mal. Condamnée à plusieurs reprises par le jugement de
« l'Église, elle n'a cessé d'être pratiquée sous une autre forme
« par des hommes avides de gain et d'une insatiable cupidité.
« A tout cela il faut ajouter le monopole du travail et des
« valeurs, devenu le partage d'un petit nombre de riches et
« d'opulents, qui imposent ainsi un joug presque servile à
« l'innombrable multitude des prolétaires. »

IV

Le régime de la ploutocratie engendre ainsi, par la prolétarisation croissante qui en est la conséquence, une armée pour la démocratie. Ce n'est pas tout : il détruit en même temps les forces sociales qui s'opposent à l'avènement de cette démocratie en déconsidérant et corrompant les classes élevées.

La propriété à laquelle elles étaient parvenues par de nobles labeurs, et qui avait été non pas le principe, mais l'accompagnement de leur élévation, ne devient plus entre leurs mains sous le régime ploutocratique qu'une source de jouissances sans devoirs, qui s'entretient sans travail par l'usure, c'est-à-dire par l'intérêt prélevé sur les capitaux que d'autres font valoir. Dans ces conditions d'aliénation forcée, la fortune n'est plus l'indice du pouvoir mais sa fiction, et elle ne peut en conserver les apparences que par le luxe, c'est-à-dire par ce qui la corrode elle-même.

L'aristocratie historique a été la première atteinte par la lèpre judaïque, — car il faut bien nommer cette lèpre par ce qui la caractérise. Elle a été entraînée par ses besoins de faste dans le culte du veau d'or, et n'y a pas pris place dans les rangs du sacerdoce qui s'en enrichit, mais du commun des fidèles qui le défraye. Le plaisir est devenu son élément nécessaire, comme jadis était l'honneur. Née au service de l'État, elle n'y peut plus guère trouver emploi ; formée ou plutôt déformée à la vie de la cour, elle ne trouve plus rien qui la lui rappelle autant que les palais des banquiers ; elle tend à faire partie de leur luxe, comme eux à remplacer dans la société les princes qui les y ont introduits. Puis, rentrant dans leurs résidences après la saison de Paris indéfiniment prolongée par les villégiatures, les vieilles familles dont le nom ne faisait qu'un avec ceux des provinces n'y rendent pas un centre de réunion aux familles du même ordre, mais continuent la vie entre mondains.

Tous les autres rangs, jadis élevés, de la société, sont pris du même vertige, grâce à la facilité de détacher le coupon et d'être

ainsi dégagé soi-même de tout souci. Le gain de ceux qui travaillent encore, l'épargne de qui en peut encore faire, tout prend la même forme du coupon anonyme, qui rend irresponsable, insaisissable, libre comme l'air à l'égard de la société, mais inféodé aux puissances de la Bourse.

Un fossé se forme alors entre les hommes qui vivent de leur travail et ceux qui paraissent ainsi vivre du travail des autres : l'envie s'y tapit, le mépris s'y dresse, et la société des exploités se décompose en deux classes également ennemies mais inégalement armées : celle des rentiers qui n'a plus ni considération, ni organisation, ni foi commune, et celle des envieux.

La propriété n'est plus sacrée, parce qu'elle s'est soustraite à son rôle sacré d'être accordée à quelques-uns pour en faire profiter tous ; elle a préféré devenir, par sa définition même, le droit d'un seul à l'exclusion de tous, et elle n'est plus armée, parce que les mains qui la détiennent ne savent plus manier que les ciseaux en place de l'épée, de la charrue ou de l'outil. Elles ne comptent plus.

Voilà l'autre face de l'œuvre de la ploutocratie. Elle peut se résumer ainsi : avoir fait du lucre seul la source de l'élévation sociale et de l'oisiveté le signe de la fortune acquise ; avoir ainsi déconsidéré la richesse dans toutes ses conditions, alors qu'elle ne laisse pas d'autre avantage social en point de mire à l'envie.

V

En face de la ploutocratie, qui est la souveraineté de l'argent, se dresse aujourd'hui, comme jadis en Grèce et à Rome, la démocratie, qui est la souveraineté du nombre. Ici on compte les hommes comme plus haut les écus, et c'est toujours et uniquement le nombre qui fait loi.

Cette loi s'appelle la souveraineté du peuple ; elle a pour principe l'égalité absolue de tous les hommes. Turgot l'avait formulée dans un mémoire à Louis XVI : « Ce n'est pas de

l'histoire que les hommes tiennent leurs droits, mais de la nature. » Sans doute on admet bien que la vie sociale crée entre les individus des différences accidentelles, mais on n'admet pas que ces différences puissent être la source de droits distincts.

C'est là, semble-t-il, le principe de l'institution essentielle d'un régime démocratique, — le suffrage universel direct et uniforme. Tout citoyen, dans ce système d'une extrême simplicité, est réputé souverain absolu, c'est-à-dire ne relevant absolument que de lui-même, et appelé, pour exercer sa souveraineté, à la déléguer à qui bon lui semble ; le caractère de cette délégation n'est pas moins absolu que son objet, en sorte que l'élu est parfaitement indépendant de l'électeur pendant la durée de son mandat. Le mécanisme de cette délégation n'est pas moins simple que son principe : les électeurs sont comptés par centaines ou arrondissements, c'est-à-dire par circonscriptions administratives factices ; le nom qui sort de l'urne avec la majorité des voix est réputé le représentant de la circonscription ; les minorités sont considérées comme n'existant pas, non plus que les membres de la société non mâles, non adultes, malades ou autrement empêchés.

Le système est aussi logique qu'il est simple, une fois admis son point de départ : — l'égalité native de tous les hommes comme source unique de leur droit politique.

Voilà donc le pouvoir constitué. Quant à son exercice, il est de la même simplicité : « Tout ce que veut le peuple qui a ce Pouvoir pour organe doit être réputé juste. » — « Il est défendu de s'associer pour poursuivre de prétendus intérêts communs, car il ne peut y avoir d'autre intérêt commun entre citoyens que celui de l'État. » Ces citations sont empruntées à la grande école démocratique qui fêta son triomphe dans la Révolution française, mais l'esprit en est de tous les temps et de tous les pays. Il conduit fatalement à l'omnipotence de l'État, qui ne s'arrête pas devant la loi divine.

« Qu'est-ce que la loi divine ? » demandait l'autre jour un député à M. de Mun. Sans doute cette loi peut être connue et observée dans un État démocratique, mais elle ne trouve ni son

principe ni sa sanction dans la souveraineté du peuple qui est, au contraire, le principe au nom duquel le césarisme s'est toujours révolté contre l'Église.

VI

Un des effets les plus immédiats de l'esprit et des institutions démocratiques est la disparition des autorités sociales sous le niveau égalitaire. Que ces autorités soient acquises par des services personnels ou transmises par héritage avec leurs conditions d'existence, elles ne peuvent se maintenir dans un état démocratique ; toutes les inégalités sociales ayant une cause morale ou historique s'y effacent. Elles apparaîtraient en effet à l'esprit démocratique comme une menace contre l'égalité politique, ou tout au moins comme un anachronisme choquant. Or si généreuses que puissent être les aspirations démocratiques, elles ne peuvent guère élever le niveau social de la multitude et l'ascension sociale ouverte à tout individu lui paraît bientôt aussi dangereuse par sa rapidité possible que celle qui avait pour sujet la famille le lui paraissait par sa durée. Alors les institutions, ne pouvant élever le niveau populaire, ne tendent qu'à y faire rentrer ce qui le dépasse, c'est-à-dire à abaisser les uns faute de pouvoir élever les autres.

Cette action de la démocratie, sans agir dans le même sens que celle de la ploutocratie, produit les mêmes résultats par des moyens inverses. Les autorités sociales que nous avons vues corrompues et déconsidérées dans le régime ploutocratique, sont minées et paralysées par le régime démocratique. Elles disparaissent, avons-nous dit, dans un cas comme dans l'autre ; celles-ci disparues, il ne subsiste plus, en fait de distinction entre les citoyens, que les inégalités économiques devenues d'autant plus saillantes et d'autant plus puissantes : la ploutocratie est prête à prendre la place de l'aristocratie.

Alors la démocratie s'en émeut à juste titre ; elle ajoute à son programme de l'égalité politique celui de l'égalité économique et prend alors le nom de « démocratie sociale » ou de socialisme,

sous l'une de ces deux formes : le socialisme communautaire ou le collectivisme scientifique. La lutte s'établit entre celui-ci et le capitalisme d'une manière si logique que nous n'apercevons pas comment elle prêterait le flanc à la critique.

VII

Cette lutte fatale entre la démocratie et la ploutocratie se reproduisant, d'ère en ère, dans des conditions analogues par la disparition des classes intermédiaires sous ces efforts simultanés, rappelle assez ce qui se passait au siècle dernier dans la guerre de siège. L'art consistait alors en cheminements souterrains, mines et contremines, par lesquels les deux adversaires se rapprochaient jusqu'à ce que la paroi protectrice des uns et des autres fût assez amincie pour que l'oreille attentive pût percevoir au travers le son étouffé des coups qui l'attaquaient. Alors c'était à qui poserait et donnerait le feu à la fougasse. — Ne percevez-vous pas aujourd'hui ce cheminement et n'avez-vous pas vu l'explosion des premières fougasses ?

Mais il y a dans ce phénomène quelque chose de plus curieux encore que cette fatalité pour la ploutocratie et la démocratie de faire à un moment donné le jeu l'une de l'autre, en détruisant les mêmes remparts de la société. Il y a ce fait que, mortelles l'une pour l'autre, elles s'engendrent l'une l'autre et meurent ainsi comme de leur triomphe. Cela tient à ce qu'elles ont le même principe : l'individualisme.

L'individualisme, c'est l'absence du concept social dans toutes les questions où l'homme est en jeu. C'est le considérer comme un être abstrait, parfait, de qui il dépendrait ou non de vivre en société. et qui n'a dans la vie sociale d'autre devoir que celui de ne pas faire ce qui nuit directement à autrui, tandis que le devoir social consiste à faire ce qui profite au bien commun. Or, c'est là toute différence entre la théorie des économistes — ces docteurs de la ploutocratie — et la conception chrétienne de la société. Est-il rien de plus individualiste que cette doctrine négative du lien social ? ou que la définition de la propriété :

le droit d'exclure autrui d'un bien ? Ces deux exemples suffisent, nous le croyons, à caractériser l'individualisme.

Chez le démocrate, il est moins facile à saisir, parce qu'il s'allie à un grand amour de l'humanité ; seulement celle-ci ne se conçoit chez lui que comme un ensemble d'hommes abstraits, doués de prétendus droits et affranchis de devoirs très certains. Les « droits de l'homme » se bornent, en réalité, à n'être pas privé des moyens qui correspondent à sa fin, c'est-à-dire à la vie de l'âme et du corps. Il n'y a que cela de commun à tous les hommes, et pour apercevoir la substance de ces droits, il suffit de considérer qu'ils sont les mêmes chez la femme que chez l'homme, sauf celui de gouverner la famille. Mais on ne voit pas d'où naîtrait intrinsèquement celui de gouverner la société. Que celle-ci soit gouvernée par un seul ou par plusieurs, par sélection familiale ou par sélection personnelle, à temps ou à vie, ce sont là des catégories historiques, des faits contingents ; — ce qui ne veut pas dire indifférents, mais au contraire déterminés par les circonstances en vue uniquement du bien social. Or cette conception n'a rien à faire avec l'axiome fondamental de la démocratie actuelle, la souveraineté du peuple.

VIII

Ainsi l'histoire des sociétés modernes n'est pas une lutte du droit contre la force, mais celle d'une lutte entre deux forces, qui ne sont ni l'une ni l'autre le droit. — Démocratie contre ploutocratie, ce sont les deux formes du césarisme, corrodant également au cours de leur lutte les classes moyennes et devant les écraser finalement dans leur choc.

Cette perspective serait-elle fatale ? Nous ne le croyons pas. L'Église, qui a tant contribué, par son action civilisatrice, à la formation de ces classes moyennes, veille encore contre un retour à la barbarie des temps où elles n'existaient pas. Le Pape actuel, dont le règne aura été témoin d'un renouveau de la crise sociale, aura laissé dans ses encycliques trois monuments immortels de ce règne : il l'a inauguré par la condamnation du

socialisme, qui menaçait d'entraîner dans les voies révolutionnaires. Puis il a rappelé les principes « de la constitution chrétienne des États » pour orienter les fidèles qu'il venait de prémunir. Enfin, par son encyclique « sur la condition des ouvriers », il a non seulement condamné le capitalisme comme il avait condamné le socialisme, mais encore indiqué la voie des réformes sociales par des conseils précis, qui, demandant à une institution du passé, la corporation, les bienfaits de l'avenir s'appuient sur cette considération : « Un âge fait place à un autre, mais le cours des choses présente de merveilleuses similitudes ménagées par cette Providence qui dirige tout et fait tout converger vers la fin que Dieu s'est proposée en créant l'humanité. »

Le régime corporatif substitué à celui dit de la liberté du travail, de préférence à celui de la démocratie socialiste, voilà donc le programme social chrétien dont le Saint-Père a pu dire immédiatement avant les lignes précitées : « Par le passé nous pouvons juger sans témérité de l'avenir. » Pour cela il faut que cette reproduction du passé ne soit pas un pastiche, mais une résurrection de son esprit sous des formes appropriées aux temps actuels et telles que « la prudence préside toujours à leur organisation ».

Ce sont là les recommandations formelles de l'encyclique sur la condition des ouvriers : elles y sont développées dans des pages qu'il faudrait citer tout entières, et qui ne laissent rien à ajouter comme direction.

On peut seulement remarquer que l'inégalité des conditions, qui y est posée en principe, reçoit aussitôt pour correctif l'obligation d'un respect égal du droit des uns et des autres, ce qui satisfait à ce qu'il y a de juste dans le programme de la démocratie. Puis aussi que le régime, tel qu'il est indiqué, laisse un jeu suffisant à l'initiative individuelle pour entretenir ce qu'il y a de légitime dans la concurrence, qui est le grand ressort du régime actuel. En sorte que toutes les aspirations véritablement progressives, loin d'y être étouffées, y sont encouragées.

C'est une forme sociale tempérée de démocratie par le respect du droit des faibles, et d'aristocratie par la faculté d'ascension

sociale ouverte à tous ; elle a cela de remarquable qu'elle s'harmonise avec tous les régimes politiques qui ne sont pas, comme le césarisme, en contradiction avec le droit naturel. Car si l'organisme corporatif fournit au régime républicain les substructions qui lui manquent aujourd'hui, il fournit au régime monarchique le contrepoids de libertés publiques qui le préservent de ses écueils, le favoritisme et l'absolutisme. Etant lui-même un droit historique, il n'en contrarie aucun, et naissant d'une formation spontanée, il est de l'essence du gouvernement populaire.

IX

Aussi les classes populaires sont-elles favorables, sinon prêtes, à l'établissement du régime corporatif, tandis que les anciennes classes dirigeantes y sont mal disposées. Cela par diverses raisons, les unes intrinsèques, tenant à des préjugés ou à des intérêts mal compris, les autres accidentelles, tenant à la façon dont le mouvement naissant se présente et surtout à celle dont on le leur présente. C'est pourtant sur ces classes que devraient se porter les meilleurs soins de la propagande, puisque c'est elles qui sont le plus immédiatement menacées et dont la préservation importe le plus à l'équilibre du corps social.

Ce n'est pas, ai-je dit ailleurs, parce qu'il y a des prêtres, des magistrats, des patrons, des propriétaires, que le peuple souffre, mais parce que ces prêtres n'enseignent pas assez l'Évangile, que les magistrats ne jugent pas assez selon l'équité, les patrons n'ont pas assez de souci des ouvriers, les propriétaires pas assez des pauvres. Et cela est ainsi non parce qu'ils seraient foncièrement mauvais, mais parce qu'ils appartiennent à des classes ou désorganisées, ou contrariées dans leur organisation, ou organisées suivant de faux principes.

Aussi pour ramener ces classes en plein exercice de leur fonction sociale, qui est d'être dévouées au peuple, ne suffit-il pas de les y exhorter, de les y convertir même s'il y a lieu : -- il faut de plus qu'elles se réorganisent, et pour cela que le

régime corporatif ne s'étende pas seulement aux professions manuelles, agricoles ou industrielles, mais à toute la nation, de manière à en devenir véritablement la constitution.

Ces classes semblent moins intéressantes que les plus pauvres, parce qu'elles jouissent plus des avantages sociaux. Mais elles ne les ont pas usurpés. ils sont la récompense naturelle de services d'un ordre plus élevé rendus à la société. — Sur ce point aussi, l'Encyclique précitée est bien explicite et ne laisse aucun refuge au faux dogme de l'égalité, qui voudrait les faire disparaître ou du moins niveler leur condition à celle des travailleurs manuels, sans que celle-ci en fût pour cela relevée.

Ce qui trouve le moins grâce devant l'esprit moderne, ce ne sont pas les inégalités accidentelles et personnelles, mais celles qui semblent emprunter à l'hérédité un caractère de caste. On craint qu'il ne se reconstitue, à la faveur du régime corporatif, des familles professionnelles. Pourtant, s'il est équitable que la société rémunère inégalement des services inégaux, il ne l'est pas moins que l'éclat ou la répétition de ces services dans une même famille la fasse participer elle-même aux récompenses sociales. Il suffit, pour que l'équilibre entre les diverses classes n'en soit pas rompu, que l'ascension sociale soit possible chez toutes, non seulement dans leur sein, mais encore dans tous les ordres de l'activité humaine. Ici la carrière sera plus facile, là moins, mais c'est dans la nature des choses, et ce serait puéril de prétendre inventer une société où il en serait autrement qu'on ne l'a vu depuis que le monde est monde, plutôt que d'améliorer les conditions de celle où l'on vit en mettant à profit pour cela l'expérience des siècles et les trésors toujours grossis de la sagesse chrétienne.

Que craint-on d'ailleurs ? De voir se perpétuer quelque anachronisme ? Mais rien ne dure de ce qui n'a plus sa raison d'être.

*
* *

Un dernier mot : traitant d'une question actuelle au point de vue de l'histoire générale, j'ai dû me servir des mots, et

notamment de celui de démocratie, dans leur acception courante. Des hommes de bien, parmi lesquels je m'honore de compter des amis et qui prennent part au mouvement catholique social, croient devoir s'intituler « démocrates chrétiens ». Ils n'ont certainement pas la vraie conception de l'État démocratique, à savoir celle d'un règne purement mécanique de la loi du nombre, car ils ne manquent pas de s'en défendre chaque fois qu'ils arborent l'étendard de la démocratie. — Je n'ai pas entendu m'occuper d'eux dans cette étude, purement objective, des courants que l'histoire ramène à chaque époque de crise sociale ; courants qui sont dans cette nature des choses que nous évoquions tout à l'heure, et à laquelle il faut toujours revenir pour les régler au mieux.

IV

CONSERVATEURS ET RÉNOVATEURS (1)

La France est probablement, entre les nations prépondérantes d'Europe, celle où l'on trouve le plus d'erreurs et de préjugés.

LE PLAY.

Cette pensée trouve son commentaire dans celle d'un autre maître, Louis Veuillot, écrivant au lendemain de nos désastres de 1870 les lignes suivantes, que nous reproduisons d'après le journal *la Croix* :

« Tout a tourné contre nous... Nous périssons par un concours
« inouï de toutes les circonstances les plus funestes, mais principa-
« lement faute de *quelque chose* qui n'est plus en nous, et qu'il faut y
« remettre, et tout sera perdu tant que nous n'aurons pas retrouvé
« cela.

« Or une victoire ne nous l'eût point rendu et cent victoires ne nous
« le rendraient pas. Nous périssons *faute de foi, faute de loi, faute de*
« *justice en nous et entre nous...*

« Ce n'est pas la République de 1870 qui nous a tués, ce n'est pas
« non plus l'empire, ni même le régime précédent, quoiqu'il n'y ait
« pas nui. Toutes les formes et les systèmes ne sont que des figures
« diverses du même *ulcère*, provenant du même sang vicié. Nous
« mourons de la *Révolution*, et tous plus ou moins nous avons
« voulu retenir ce *mal* dans nos veines. Si l'effroyable traitement que
« nous endurons l'y laisse, on peut se dispenser de clouer le cercueil,
« nous n'en soulèverons pas les planches, il ne reste plus qu'à pourrir... »

C'est une rencontre très frappante que celle du jugement

1. *Association catholique*, mars 1895.

de ces deux grands hommes. Elle se produit constamment dans leurs œuvres, bien qu'inspirées d'un plan tout opposé, mais ils se tenaient par un même génie rustique que l'on retrouve aujourd'hui dans Drumont.

Le jugement qu'ils portaient sur la France de leur temps est-il encore vrai pour celle d'aujourd'hui ? C'est ce que nous allons rechercher ici.

Il y a dans cette France deux grands courants d'opinion, produits respectivement par ce que Le Play nommait l'esprit de tradition et l'esprit de nouveauté. Ces courants, qui sont dans la nature, partagent les hommes adonnés à la politique sociale, en dehors des questions d'intérêt ou de parti, en deux groupes : les conservateurs et les réformateurs.

Ce seront là les divisions de cette étude, au bout de laquelle nous chercherons si ces groupes ne deviendraient pas moins irréductibles en dépouillant chacun ce qu'ils ont retenu du virus révolutionnaire, et s'ils ne pourraient pas ainsi rencontrer entre eux et procurer au pays la paix promise aux hommes de bonne volonté.

I. — CONSERVATEURS.

L'erreur fondamentale des conservateurs est de ne pouvoir se croire révolutionnaires, alors même qu'ils sont attachés au maintien d'un état social issu de la Révolution. Il n'est pourtant pas possible que cet état social ne soit pas imprégné de ce que nous venons d'appeler le virus révolutionnaire, et ne fournisse pas ainsi un terrain d'éclosion à tous les phénomènes révolutionnaires les plus redoutés des conservateurs, qui voudraient dormir le sommeil du juste dans cette maison hantée.

Ces phénomènes, l'histoire de ce siècle en est faite, et cela seul suffirait à démontrer expérimentalement notre thèse ; mais il est bon d'y regarder de plus près et de découvrir, comme on dit aujourd'hui, le microbe qui cause tous ces accidents. Le philosophe dira bien que c'est la laïcisation de la société, c'est-à-dire son affranchissement de la loi religieuse ;

le moraliste dira que c'est son affranchissement de la loi morale; l'économiste — s'il en est qui ne soient pas des révolutionnaires — attribuera les troubles au matérialisme; l'homme politique enfin, à je ne sais quelle loi historique qui présiderait fatalement au développement et à la décadence des sociétés. Le sociologue, c'est-à-dire l'homme qui demande à l'étude de la science sociale la cause première dont toutes ces causes secondaires ne sont que les effets, déterminera le caractère essentiel du système, et l'appellera l'individualisme.

L'individu se croyant le centre du monde, s'affranchissant dès lors de tout lien à l'égard de Dieu, qui ne devient plus dans le système qu'une hypothèse superflue et insupportable; l'individu ne se croyant tenu à rien envers ses semblables, à aucun égard, et repoussant toute solidarité; — l'individu enfin ne se croyant d'autre devoir envers lui-même que de se procurer toutes les satisfactions. — tel est bien l'homme abstrait imaginé par les apôtres de la Révolution. Ce n'est plus un être social, mais un isolé, qui doit, selon l'expression consacrée, aux hasards de la naissance, d'être jeté dans le monde d'une façon ou d'une autre, comme un projectile d'éruption dont la trajectoire fatale n'aboutit qu'à une tombe. Ah ! celui-là peut bien dire à la terre : « Tu es ma mère », et aux vers de la terre : « Vous êtes mes frères. »

Sans doute ce n'est pas uniquement ainsi que les conservateurs chrétiens conçoivent l'homme, mais c'est ainsi que les milieux sociaux créés par la Révolution le façonnent ou le transforment pour qu'il puisse y vivre. Un fils de famille opulent sera né sous les plus favorables auspices; parents aimants, maîtres distingués, rien ne lui aura manqué, — rien que la carrière où il puisse fournir sa course utilement pour lui-même; oiseau en cage, faute qu'il ait pu battre des ailes, les ailes lui tomberont; heureux s'il ne lui pousse pas des nageoires en place. — Et l'enfant du peuple, quelles perspectives s'ouvrent devant lui, quels exemples l'accompagnent, quelles fins l'attendent ? La société moderne n'a pour l'un comme pour l'autre que des pièges, des fondrières, mais pas d'appuis, pas de garde-fous, pas de garanties de justice, pas de réserves de charité.

Eh bien, la masse des conservateurs passe sans ressentir l'angoisse de celui qui a une fois aperçu cette désolation : elle ne l'aperçoit pas, elle ne sait pas qu'il n'en a pas toujours été ainsi qu'il ne peut pas en rester ainsi, que c'est le triomphe de l'ange des ténèbres, la destruction de l'œuvre de Dieu. Elle ne comprend pas, selon le mot célèbre, le caractère satanique de la Révolution ; elle ne voit pas que son œuvre dure toujours, et que les accalmies dans ses bouleversements sont les moments où elle prépare par la corruption des bons les ruines les plus fatales.

Ce tableau paraîtra poussé au noir : ce sera vrai si l'on regarde dans le détail, si l'on veut y faire entrer, pour qu'il soit complet, tout ce qui reste encore des âges chrétiens, tout ce qui lutte encore pour la civilisation chrétienne, — mais tout cela ne fait pas partie du système ; tout cela est incompatible avec son esprit comme avec ses lois ; tout cela doit disparaître dans la seule action du temps, si le système doit durer.

Ce serait facile à établir en prenant une à une ses erreurs ; d'abord un à un ses faux dogmes, ensuite leurs principales conséquences pour l'ordre social. Mais il n'est pas besoin de prendre à partie tout le bloc de la Révolution ; bornons-nous à celles de ses maximes qui sont couramment acceptées des conservateurs et à leurs applications les plus immédiates :

« La religion est affaire de la vie privée, elle n'intéresse pas la vie publique ; l'Église doit être soumise aux lois de l'État. » Dès lors ses ministres sont des fonctionnaires et même des fonctionnaires d'un ordre subalterne, puisqu'ils ne sont pas les agents d'un service public, mais seulement d'un service d'utilité publique. C'est l'État qui les nomme, c'est l'État qui les paie, c'est l'État qui les régent, déterminant pour eux les conditions de la vie religieuse, les formes de l'apostolat, les pouvoirs de l'enseignement, réglementant ainsi, retouchant, corrigeant l'œuvre de Jésus-Christ. — Cela au nom de la liberté de conscience.

« Tous les hommes sont égaux devant la loi », — non pas seulement devant la loi criminelle, mais devant les lois organiques. Avec cela on envoie les prêtres à la caserne, les

ivrognes et les adultères au scrutin, les prolétaires administrer la fortune publique, les gens sans aveu faire les lois, les magistrats sans mœurs les appliquer. Ceci, dira-t-on, n'est qu'une corruption du système. Pardon, c'est son essence, ou si vous le voulez c'est de son essence d'être corrompu, parce qu'il est impossible qu'une réunion quelconque d'hommes, maîtresse des Pouvoirs publics, puisse les exercer intégralement, lorsque de par sa constitution elle incarne l'incompétence, l'absolutisme et l'irresponsabilité. — Cela au nom de la liberté politique, qui est ainsi bien sauvegardée !

« La loi ne doit pas intervenir dans les questions ouvrières ni dans le jeu de la concurrence industrielle ; l'État doit seulement protéger la liberté du travail. » -- Autrement dit, le Pouvoir doit protéger les forts et leur livrer les faibles sans merci ni recours.

« La loi ne doit pas intervenir dans la spéculation ; elle est l'âme du commerce. » — Autrement dit, elle doit laisser l'agriculture, l'industrie, le négoce, à la merci des agioteurs juifs ou judaïsants. — Cela au nom de la liberté civile, qui n'est plus que celle de mourir de faim !

« La formation des associations, des corporations, des biens de mainmorte, est un danger pour l'État. » — Alors il ne reste plus au citoyen isolé, perdu dans la masse, qu'à être dans l'État un ilote ou un préfet.

Voilà pour les grands traits auxquels se reconnaît l'esprit conservateur de nos jours.

Mais à combien d'autres encore emprunte-t-il son relief ! Citons au hasard :

L'existence d'un prolétariat, considérée comme une nécessité sociale, parce que N.-S. J.-C. aurait dit : « Il y aura toujours des pauvres parmi vous. »

La liberté de tester ? — Mais ce serait contraire à l'égalité naturelle entre les enfants.

On ne saurait exclure les juifs du droit commun. — Pourquoi ? si ce droit n'a pas été fait à leur mesure et les rend nuisibles à la société ?

« Il n'y a plus de classes en France », disait dans l'organe

favori des conservateurs libéraux — *le Correspondant* — leur éminent protagoniste, le regretté Claudio Jannet : « Parler d'une organisation de classes cent ans après 1789, quel anachronisme ! »

Or qu'est-ce que cela veut dire qu'il n'y a plus de classes, sinon qu'il n'y a plus que des individus ?

Voilà, réduite à sa plus simple expression, l'idée révolutionnaire qui obstrue encore l'entendement des plus généreux esprits parmi les conservateurs. Voilà le trait qui les caractérise, qui en fait des révolutionnaires inconscients et d'autant plus incorrigibles : ce trait, c'est l'*individualisme*, c'est-à-dire la méconnaissance des solidarités sociales.

C'est à ce point de vue étroit et faux que se placent inconsciemment, dans le parti conservateur, la plupart des publicistes et à leur suite le gros du public.

Ils croient n'ignorer de rien quand ils ont aligné des arguments et des chiffres sur les phénomènes dont ils ont perdu la clé avec le sens chrétien, et traitent volontiers d'ignorants leurs contradicteurs, eux qui ignorent l'objet même de la science qu'ils veulent professer, car pour eux l'économie sociale est tantôt la science des richesses, tantôt celle de la satisfaction des besoins, jamais celle de la société, c'est-à-dire du concept divin réalisé dans l'humanité.

Tout à l'heure j'aurai recours à une voix éloquente pour décrire ce que j'indique ici. Mais auparavant il me faut constater que cette notion du plan divin de la société n'a guère gagné à la multiplication des chaires, même dans les établissements catholiques. Les professeurs ont répété la leçon des économistes, en n'apportant que de pieux correctifs, mais sans en changer la conception individualiste.

Ce n'est pas leur faute : ils se sont trouvés en présence de la question sociale sans y avoir jamais été préparés ; l'enseignement classique leur était fatalement imposé, parce qu'ils n'en trouvaient pas d'autre pour se former eux-mêmes au professorat. Pourtant c'était celui des philosophes de la Révolution, mais il s'était formé comme une religion d'État, qui convenait en effet à l'état social nouveau. Les économistes en étaient les

pontifes, se qualifiant entre eux d'« éminents » et leur doctrine d'« orthodoxe ». — Où cette belle orthodoxie révolutionnaire et la docilité des conservateurs à s'y ranger ont conduit la société, un des rares réfractaires va nous le dire :

« L'état social qui s'écroule devant nous, qui s'en va par morceaux comme une mesure qui se lézarde, s'effrite et finit par s'abattre, est né il y a cent ans. C'est la société que Napoléon a reconstruite, ou plutôt recrépie de ses fortes mains, avec des éléments révolutionnaires et des débris de l'ancien régime. Concordat, magistrature, police, tout est de la même date.

« Les gouvernements successifs ont trouvé la maison bonne et se sont abrités dedans. Tout le mouvement du XIX^e siècle : le suffrage universel, l'avènement de la démocratie ouvrière, les inventions, les chemins de fer, les télégraphes et les téléphones n'ont modifié en rien cette organisation... Ceux qui auraient dû être les représentants de la tradition française n'ont pas eu la plus légère idée de la mission qu'ils auraient dû remplir. Au lieu de s'efforcer par tous les moyens de reconstituer la vie provinciale et la vie municipale, ils n'ont eu qu'une idée fixe : fortifier le pouvoir central dans l'espoir qu'ils pourraient s'en servir un jour pour opprimer les autres. »

(DRUMONT, *Libre Parole* du 14 janvier 1895.)

Langage d'un révolté, dira-t-on.

— Écoutons alors celui des intéressés, c'est-à-dire des champions les plus en vue du parti conservateur. Ils viennent de se former en association pour la défense de l'ordre social et d'ouvrir contre le socialisme une campagne de discours dont les plus récents à l'assemblée annuelle de la Société des agriculteurs de France. En voici le dernier mot, dit par M. Léon Say au sujet de la justice sociale : « Mettre les grands principes de la morale dans les lois ; c'est la négation même de la morale. »

Ainsi c'est en luttant, au nom des principes de 1789, contre l'idée même de justice sociale, qu'on prétend enrayer le mouvement socialiste dont elle fait la force près des âmes simples — aujourd'hui comme aux temps évangéliques, où le Rédempteur donnait comme le signe le plus merveilleux de sa mission divine cette parole qui retentit depuis bientôt deux mille ans dans la chrétienté : « La bonne nouvelle est annoncée aux pauvres. »

Voilà pourtant où en sont forcément réduits les conservateurs les plus émérites de l'ordre social actuel, -- de l'individualisme proclamé par la Révolution.

Tel est le bilan des CONSERVATEURS, et voilà pourquoi il faut des RÉNOVATEURS.

II. RÉNOVATEURS.

Il fallait des *rénovateurs*, avons-nous dit en terminant le chapitre des *conservateurs* par le tableau de leur impuissance, fille de leurs complaisances envers la Révolution. — Il fallait des *rénovateurs* : des hommes qui n'eussent ni ces mêmes complaisances, ni d'autres non plus, et qui tout d'abord eussent un sens historique assez profond et assez exercé pour discerner les principes de la Société chrétienne du Moyen Age d'avec ses formes de circonstance ; des hommes qui n'eussent pas le souci de faire revivre rien de ce qui devait disparaître avec l'ancien régime, pas plus que de faire des emprunts au tour d'esprit ni au vocabulaire de la Révolution, mais qui fussent pleins de ménagements pour ce qui existe de droits acquis et de restes vénérables aussi bien que de germes plus vivaces ; pleins de prudence pour ne pas arracher le bon grain avec l'ivraie. — Qui surtout ne fussent pas, comme dit un sage, « de ces hommes excellents attardés à discuter longuement s'il faut commencer la réforme par la « législation, par l'action religieuse, ou par les mœurs, alors « que tout l'édifice social tremble et s'écroule, et qu'il faut « étayer partout, reconstruire partout, reprendre en sous-« œuvre partout. »

Pour coordonner ces efforts multiples dont l'ensemble forme notre programme de réformes sociales chrétiennes, il faut pourtant un plan directeur ou tout au moins une idée maîtresse. Un instant on a pu craindre que cette idée ne fût encore, sous l'influence de l'individualisme, le deuxième *postulatum* de la Révolution ; c'est-à-dire que, laissant aux conservateurs celui de la liberté, entendue comme l'on sait

par le libéralisme, la Réforme ne versât dans le second, l'égalité ou plutôt l'égalitarisme, qui en naît facilement lorsqu'on se place uniquement au point de vue de l'individu.

De ce point de vue de l'individu abstrait, auquel en effet tous les hommes sont égaux, naîtrait naturellement la tendance à conserver à chacun dans la société cette égalité, ou, si l'on est moins radical mais moins logique, à ne pas tenir compte des inégalités sociales dans les rapports sociaux et dans l'organisation de la cité.

Mais si l'on se place au point de vue de la société, c'est-à-dire du plus grand bien de la communauté, on reconnaît sans doute tout d'abord qu'il y a entre les hommes de toute condition une identité de droits naturels, qui ne doit être lésée dans aucun d'eux, mais aussi une infinie variété de droits acquis, dont il est pour la société non seulement du plus grand intérêt, mais de son essence même de tenir très grand compte. On reconnaît aussi que ces inégalités historiques — pour les appeler d'un nom générique — sont le propre non seulement des individus mais de toutes les sociétés primaires ou secondaires, telles que la famille, la corporation, la commune, qui forment la cité.

Alors on ne tend plus à une formation mécanique de la société, qui ne consisterait que dans une absorption de toutes les forces sociales et dans une pulvérisation de tous les éléments sociaux sous la main de fer de l'État. On s'attache, au contraire, à une formation organique, qui ait pour point de départ la diversité des conditions, et dans chacune d'elles la liberté d'association, avec un droit égal à participer, chacun dans sa sphère, à la vie publique.

Voilà l'idée maîtresse de la réforme sociale chrétienne, qui nous guérira de la Révolution sans nous ramener à l'ancien régime, mais au contraire en inaugurant un ordre nouveau sur le principe ancien, en conformité avec ce que Le Play nommait si bien « la constitution essentielle de l'humanité ».

Cette idée, nous l'avons inscrite en tête de notre programme : c'est la RÉORGANISATION CORPORATIVE DE LA SOCIÉTÉ. Puis en mainte étude on a cherché et on cherchera sans doute

encore les formes corporatives les plus convenables à telles ou telles classes de la société. Ici je voudrais considérer l'esprit particulier dans lequel les réformateurs doivent s'attacher à l'œuvre de salut pour chaque classe ; car il y a un esprit de corps, et les classes ne peuvent redevenir des corps que si cet esprit propre à chacune d'elles est le ressort de leur réorganisation.

Une organisation de classes cent ans après la Révolution ! s'exclament, comme nous l'avons dit, ses honnêtes continuateurs. Eh bien, oui, c'est précisément parce qu'un siècle de Révolution n'a pas produit l'effacement des classes, mais bien leur antagonisme, qu'il vaut mieux les aider à reprendre chacune leur place dans une société bien ordonnée que de les voir prêtes à s'entre-dévorer dans le désordre.

Rappelons d'ailleurs, pour calmer toute inquiétude, que classe sociale signifie ensemble des personnes de la même condition, mais non de personnes confinées dans la même condition, comme on dirait d'une caste : la classe est un état de fait, la caste un système qui est incompatible avec la société chrétienne et ne s'y est jamais vu, parce que la caste, c'est l'immobilité, et que l'immobilité, c'est la mort. Dieu seul est immuable en même temps que vivant ; tout ce qui est humain, individus, familles, sociétés, ne peut atteindre à la durée que comme on atteint l'équilibre dans le mouvement, par une juste coordination des forces. Il y a donc toujours eu et il y aura toujours des classes ; l'on n'a pas encore vu, normalement du moins, l'homme forgeant le matin et brodant le soir, ou traitant avec les ambassadeurs et plaçant des vins. La spécialisation des connaissances marche de pair avec leur progrès ; les classes se diversifient, et il est beaucoup plus facile à chacun de sortir de la sienne quand les circonstances s'y prêtent, qu'il ne le devient d'y rentrer quand on en a perdu l'esprit.

C'est donc à cet esprit de classe que le sociologue devra s'attacher comme à un fil conducteur pour les réformes à acheminer.

Cette digression terminée et le principe général posé, entrons dans le vif de l'application, en distinguant pour cela dans les

conditions sociales trois grandes catégories : les classes populaires, les classes moyennes et les classes élevées, et cherchant à discerner l'esprit propre à chacune d'elles.

A. Les classes populaires sont celles qui, n'ayant qu'une instruction rudimentaire, ne possèdent d'autres moyens d'existence assurés que ceux que leur procurent des travaux manuels ; elles reçoivent aussi des déclassés, mais les résorbent difficilement. Elles jouissent en France et chez la plupart des peuples modernes de droits politiques permanents égaux à ceux des autres classes, mais n'ont nulle part moins de droits réels que là où elles ont conquis plus de droits politiques. Elles représentent ainsi la masse agissant par la puissance du nombre dans des conditions démagogiques, mais en même temps la faiblesse individuelle par défaut d'indépendance économique. Cette analogie de conditions sociales malgré l'infinie variété des professions produit un esprit de classe très marqué, — l'esprit de solidarité. Le peuple comprend et pratique naturellement la solidarité, parce qu'il en a besoin à tous les instants. De tout temps il s'est formé dans son sein des compagnonnages, des fraternités, des accords pour le travail en commun, des grèves pour en améliorer les conditions, des bandes armées quelquefois pour la guerre de classes. — A côté de ces dispositions périlleuses pour la société, on constate dans les classes populaires, tant qu'elles ne sont pas totalement désorganisées, de la charité vraiment fraternelle, une simplicité qui les rend plutôt déflantes qu'envieuses, des vertus naturelles et des vices plutôt acquis.

La réaction contre l'individualisme n'est donc pas malaisée à déterminer dans les classes ouvrières, en faisant appel à leur instinct naturel de solidarité. Ainsi chez les paysans, où cet instinct est moins saisissable, on le retrouve pourtant dans l'esprit de clocher, comme dans leur serviabilité entre eux. Il n'est pas jusqu'au service militaire qui n'agisse dans ce sens en se généralisant, et rassemblant souvent dans la vie des camps les conscrits d'un même canton.

Mais il manque aux associations populaires, pour leur donner un corps, une durée et une existence légale, tout ce

dont elles ont été dépouillées par la Révolution, c'est-à-dire des traditions, des fonctions sociales et, plus que tout, la propriété. Le patrimoine des corporations dans les villes, les biens communaux dans les campagnes, les usages, le recours aux biens d'Église, sont une base sociale nécessaire au relèvement matériel et moral des classes populaires rongées par le prolétariat.

La réforme sociale chrétienne des classes populaires a donc pour condition nécessaire la constitution à leur profit de la propriété collective sous toutes ses formes anciennes ou modernes. C'est là un véritable *postulatum*, je dirai plus, un droit. Et qui dit un droit ne doit pas reculer devant la légitimité d'une restitution à poursuivre. C'est l'État et les classes aisées qui ont bénéficié des dépouilles du peuple sous la Révolution. C'est sur l'État et les classes aisées qu'il faut répéter ce patrimoine séculaire, non pas en un jour sans doute par confiscation violente, mais par le jeu d'institutions qui créent des réserves populaires et contribuent ainsi à ce qu'on a nommé l'émancipation économique du IV^e État.

B. L'assistance mutuelle, qui est le besoin dominant des classes populaires et leur donne l'esprit de solidarité, n'est pas autant dans les besoins ni dans les mœurs des classes moyennes, c'est-à-dire de celles qui possèdent un certain avoir professionnel. Nous y voyons, en effet, des fabricants en possession d'un outillage, des commerçants d'un crédit, des propriétaires d'un capital, des hommes d'affaires qui possèdent un cabinet d'études, des avocats, des médecins, qui ont non seulement un certain savoir mais un certain privilège professionnel, une clientèle; en un mot toutes les catégories de citoyens, qui participant d'une manière déjà notable à la richesse, sont capables d'en détourner les sources à leur profit.

L'intérêt est ce qui domine dans l'esprit des classes moyennes: chacun de leurs actes est intéressé, puisqu'il se solde par une facture, une note ou un compte, dont l'établissement a demandé un certain calcul. Ce sont des conditions d'existence plus compliquées que celles des classes populaires et qui doivent créer un état d'esprit plus préoccupé de la

conservation et de l'accroissement de la fortune individuelle que du souci de la chose publique, sauf au point de vue de la sécurité. Néanmoins les classes moyennes fournissent à peu près tout le personnel politique, par suite des facilités d'instruction qu'elles donnent à leurs enfants et de l'esprit ambitieux qu'elles leur infusent. Il ne faut donc pas s'étonner si, parvenus aux situations les plus enviées, ils y portent l'esprit de lucre; l'on peut même dire que c'est ce qui caractérise surtout la prédominance des classes moyennes dans le gouvernement, — la médiocratie, tandis que la prédominance des classes populaires — la démocratie — est plus honnête mais plus imprévoyante; elle n'a pas l'instinct de conservation.

Les classes moyennes sont très réfractaires aux réformes sociales, par suite de leur tour d'esprit essentiellement individualiste, tant qu'elles ne se sentent pas menacées dans leurs conditions d'existence, soit par le mouvement révolutionnaire, soit par les accaparements de la spéculation cosmopolite.

Il faut leur montrer dans une réorganisation corporative le seul moyen de n'être pas débordées et écrasées à leur tour; alors on les verra syndiquer leurs entreprises, entrer en négociation avec les syndicats ouvriers, se faire représenter près des pouvoirs publics par des mandataires aussi intègres mais plus habiles, plus rompus aux affaires que ceux des classes populaires, et prendre ainsi au maniement des intérêts publics une part plus heureuse qu'au temps de leur prédominance.

Ce sera pour les classes moyennes et pour toute la nation le fruit de la réforme sociale chrétienne; on peut le caractériser d'un mot: la conservation des classes moyennes.

c. Les classes élevées?... Y en a-t-il encore? dira-t-on. Peut-il tout au moins s'en reformer? Et tout d'abord en faut-il? — Réponse bien difficile à fournir si on la cherche ailleurs que dans cette belle définition de Le Play: classes supérieures, celles qui doivent leur dévouement aux classes inférieures. Ce n'est, en effet, ou du moins ce ne doit être, dans une société bien ordonnée, aucun avantage d'ordre privé qui y donne le rang, mais bien la mesure dans laquelle cet avantage est tourné

au service du bien public, et notamment à celui des classes inférieures, qui ont besoin de ce dévouement et qui y ont droit à raison de leur propre utilité sociale.

Ce n'est donc pas la richesse, mais l'usage de la richesse, pas le talent, mais l'emploi du talent, pas le don de Dieu quel qu'il soit, mais le sacrifice de ce don à l'humanité, qui est le principe de l'élévation dans une société chrétienne. Dès que les hautes classes cessent d'être dévouées, elles manquent à leur mission et s'abîment en dépit de tout privilège et de tous droits acquis. Le ressort des aristocraties, on l'a dit, c'est l'honneur, l'honneur par le dévouement au bien public, et c'est par l'appel à ce sentiment-là qu'elles peuvent être attirées vers les réformes sociales chrétiennes.

Sans doute il y a de nos jours beaucoup d'aristocraties faussées dès l'origine ou dégénérées dans l'oisiveté, qui ne sont pas accessibles à ces sentiments-là. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour qu'il n'y faille pas faire appel : la générosité n'a pas besoin de quartiers de noblesse, mais elle peut être sollicitée par des exemples héréditaires ; elle se réfugie, lorsqu'elle s'exile des hautes classes, chez celles qui conservent éternellement l'esprit de sacrifice : l'armée et surtout le clergé. Un peuple qui a des prêtres pieux et des soldats valeureux a toujours un ferment d'aristocratie ; il ne doit pas avoir pour cela un gouvernement aristocratique, mais faire à ces classes dévouées à sa grandeur et à toutes celles qui les secondent une place à part dans ses Conseils, afin qu'ils soient faits à sa propre image. Car une nation chrétienne et civilisée ne saurait être composée exclusivement de petits, de moyens ou de grands, mais bien offrir l'aspect d'un corps social où chacun de ses éléments tient une place organique propre en vue du bien commun. C'est pour cela qu'il est nécessaire de reconstituer les classes élevées aussi bien que de conserver les classes moyennes et de relever les classes populaires.

Puissent tous les rénovateurs bien comprendre la nécessité de conserver l'harmonie dans cette triple besogne, alors même que chacun d'eux ne s'attacherait pas à toutes ses parties, mais de préférence à telles de celles qui lui offrent plus de facilité en

lui inspirant plus d'attrait. Surtout qu'ils ne se disputent pas entre eux, comme dirait le Sage déjà cité, par quel bout il faut commencer l'œuvre de réforme : par tous les bouts, dirons-nous avec lui, par là même que toutes les parties de l'édifice social se relient et sont solidaires les unes des autres; la corruption des classes élevées, l'égoïsme des classes moyennes, la rébellion des classes ouvrières, tout cela se tient par des relations de cause à effet, comme aussi la dignité, la prospérité et l'honneur de tous sont inséparables dans la cité chrétienne.

L'admirable colloque que l'Église entretient depuis deux mille ans avec la société civile vient encore d'être résumé par son chef infatigable dans l'encyclique sur la constitution chrétienne des États. L'on n'y trouverait pas de leçons pour faire une révolution nouvelle, mais bien, selon la parole de de Maître, pour faire le contraire de ce qu'a fait la Révolution : renouer les liens sociaux au lieu de les briser.

DES INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES (1)

Ceci n'est pas une œuvre de parti pris, mais d'observation, dont les conclusions ne visent pas un pays en particulier, s'étant formées par la suite de séjours en divers pays où règnent des institutions politiques diverses.

A côté des institutions propres à chaque nation, issues généralement de la continuité historique, quelquefois d'une rupture violente d'avec cette continuité d'où naît comme une nation nouvelle, il y a des institutions similaires qui s'établissent pendant toute une période de l'histoire chez les peuples d'une même civilisation. Ainsi en fut-il, dans le milieu ethnique qu'au Moyen Age on appelait la république chrétienne, des institutions féodales, communales et corporatives, puis des gouvernements d'ancien régime, à la suite de la Renaissance et de la réforme, enfin dans notre siècle du régime parlementaire.

C'est ce dernier régime dont on voudrait faire ici la critique : apprécier au juste sa genèse, son essence et ses caractères propres, puis constater sa rapide déformation et sa dégénérescence actuelle en parlementarisme, cela afin de se rendre compte du lendemain qu'il prépare aux sociétés modernes. — Ce sera la première partie de cette rapide étude.

La seconde sera une analyse sociale : un coup d'œil sur les divers éléments du corps social qu'il s'agit de tenir assemblés

(1) *Association catholique*, décembre 1893.

par les liens de la cité, afin de se rendre compte des droits et des intérêts propres à chacun de ces éléments, qui doivent trouver l'expression légale et leur satisfaction légitime dans l'organisme national.

La troisième partie sera une synthèse : l'indication de la forme et du jeu des organes nécessaires à la vie politique de chacun des éléments du corps social dégagés par l'analyse précédente. La constitution du Pouvoir suprême étant d'ailleurs réservée, comme subordonnée aux conditions historiques, éthiques et ethniques de chaque pays.

Quant aux conclusions, elles viseront la manière d'amener la reconstitution de ces organes et de leur ensemble par l'effort combiné des diverses forces sociales.

Que l'on ne trouve pas ce plan trop pédantesque : la politique ne perdrait rien à être un peu plus scientifique, c'est-à-dire à reposer davantage sur des observations et moins sur des passions.

I

La genèse du régime parlementaire n'est pas la même partout : on dit à première vue qu'il fut importé d'Angleterre en France et de là sur le reste du continent européen. Mais combien différentes sont les conditions de son établissement dans les deux pays ! — Dans le Royaume-Uni, le passage se fit sans intermède du régime féodal au régime parlementaire. — La monarchie des Stuarts tenta bien d'y introduire l'ancien régime, mais elle y échoua sous deux réactions violentes de l'antique esprit de la constitution. Si bien que celle-ci ne cessa pas de présenter l'image décrite par Le Play : la démocratie dans la commune, l'aristocratie dans la province, la monarchie dans l'État — ce qui est bien le propre du régime féodal. Seulement ces trois facteurs, au lieu de continuer à agir chacun sur son terrain propre, coordonnèrent autrement leur action, et firent de leur combinaison un moteur central unique. Le Parlement anglais fut la continuation de la Cour des Pairs fortifiée d'un nouvel élément représentatif non moins ancien,

celui des communes. Ainsi naquit le régime parlementaire, et il fut ainsi d'essence représentative.

Sur le continent, partout où les institutions parlementaires se greffèrent par la suite sur un état social encore plus ou moins féodal, elles présentèrent le même caractère composite, à l'instar de la nation, et n'empruntèrent à l'ancien régime, pour lequel il n'y avait que des sujets sans droits, que son excès de centralisation. Toutes les Chambres hautes des pays où l'ancien régime n'a pas pénétré à fond sont des Chambres de seigneurs, c'est-à-dire de possesseurs de fiefs héréditaires où ils exercent encore un certain patronat. Si ce n'est plus la représentation d'un corps, c'est encore celle d'une fonction sociale, grossie par l'adjonction des serviteurs de l'État qui ont acquis dans ses carrières le rang le plus élevé. A côté de cette aristocratie, les autres classes ont leur représentation dans une seconde Chambre : les villes, les propriétaires fonciers, les paysans, forment le plus souvent des collèges électoraux distincts, dont les élus ont un caractère suffisamment professionnel pour que l'institution puisse passer pour représentative.

En France rien de pareil dès l'origine. La féodalité, avec ses institutions représentatives locales, avait fait place à l'ancien régime qui n'en comportait pas. Les États généraux, dans leur dernière tenue, après une interruption plus que séculaire, s'étaient dissous d'eux-mêmes. Les pays d'État avaient renoncé à leur privilège. Finalement la nation s'était, on peut le dire, ruée dans la servitude, d'abord sous une monstrueuse tyrannie démagogique, puis, comme refuge, sous la domination d'un César bien plus absolu que ne l'avait jamais été aucun gouvernement d'ancien régime.

Les ruines que la Révolution avait faites du peu qui restait des anciennes corporations, l'Empire les avait nivelées, lorsque survint la Restauration d'un trône désormais sans autres états que des institutions bureaucratiques.

Cela ne pouvait suffire ni au roi, qui avait besoin du concours de toutes les forces sociales pour relever le pays de ses ruines, ni au peuple qui ne voulait pas retomber sous un joug despotique. Tous en avaient le sentiment. Mais comment faire pour

doter d'institutions représentatives un pays où il y a plus rien à représenter ? On ne saurait, en effet, représenter des individus ni des foules, mais seulement des collectivités ayant une vie propre et capables de formuler un mandat. Or il n'y en avait pas, ni plus même trace.

Alors, pour donner l'illusion de la représentation, on imagina des classes à représenter : d'abord des classes de censitaires qui furent formées en collèges électoraux pour représenter les intérêts de la propriété, — on en tira une Chambre des députés ; puis on fit d'autres classements arbitraires de personnages plus ou moins qualifiés, plus ou moins influents — et on les installa en une Chambre des Pairs, que l'on essaya de rendre héréditaires. Mais ceci ne put tenir, parce que la consécration de droits héréditaires ne peut être que l'œuvre du temps, et qu'il n'est pas plus au pouvoir d'un décret de les créer que de les supprimer en un jour.

Dès lors, la Chambre des Pairs ne fut plus, même théoriquement, un corps représentatif mais un Conseil de la couronne de qui elle émanait, et le régime représentatif, à peine restauré en façade, s'écroula comme un édifice sans bases et sans plan. A partir de ce moment il n'est plus question de représentation de classes ni d'intérêts, et on entre, avec l'introduction du suffrage universel, dans la période chaotique.

Mais un abus était né au temps du régime représentatif et devait lui survivre et devenir le propre du régime parlementaire : la constitution d'un pouvoir irresponsable et omnipotent, toujours prêt à s'emparer du gouvernement de l'État, mais incapable de lui imprimer une direction suivie ; la confusion des attributions du pouvoir au sommet, la désorganisation de ses rouages à la base : je veux parler de la *responsabilité ministérielle*, ou plutôt de la manière dont elle est entendue et pratiquée en vertu d'une constitution qui n'est, que je sache, écrite nulle part, mais paraît d'autant plus sacro-sainte. — Chose bizarre, dans un pays surtout qui préluda à sa grande Révolution en réclamant une constitution écrite.

Dans le système constitutionnel, — puisque c'est ainsi qu'il s'appelle, comme s'il ne pouvait y avoir d'autre constitution — ce

n'est pas le chef nominal de l'État, c'est le parlement qui gouverne par le moyen d'un ministère à sa discrétion. Dans les pays où le parlement est la représentation de forces ou d'intérêts permanents, il se crée des courants constants, dont la lutte se déroule sans brusques incidents ni surprises. Mais dans ceux où le parlement ne représente rien que la faveur des foules et n'émane que d'un suffrage plus ou moins universel et inorganisé, tout est éphémère comme le sont les impressions de la multitude. A l'instar des enfants gâtés, toute chambre élue se fait un jeu de briser ses jouets, assurée qu'elle est d'en retrouver d'autres toujours plus dociles à sa main, et de n'en porter, pas plus que ces jouets eux-mêmes, aucune responsabilité. C'est la démagogie pure, — qu'elle s'exerce sur la place publique comme dans les cités anciennes ou dans des palais qui sont comme des Bourses. — « Les institutions ont corrompu les hommes », a dit, lors d'un scandale encore mal étouffé, une haute parole. Et jamais jugement ne fut plus sévère à l'égard des causes, plus indulgent pour leurs victimes. Car il est fatal que les électeurs corrompent le député par leurs exigences et que celui-ci corrompe ses électeurs par ses complaisances, depuis que, de contrôleur du gouvernement, il est devenu participant.

Les lois n'en sont pas moins viciées que les mœurs, parce que dans le système une question ne se présente jamais à la délibération par son principe, mais par les conséquences du vote qu'elle entraînera. C'est en cela que consiste le parlementarisme, — mot que l'on emploie souvent, toujours en mauvaise part, mais sans se rendre assez nettement compte du phénomène qu'il désigne ; — on pourrait le caractériser par l'appellation d'ataxie politique.

Pour n'en prendre qu'un exemple, ce fut l'état de la France dans les dernières années du second Empire, où l'on ne pût ni maintenir la paix ni préparer la guerre.

II

Pour se rendre compte de ce que devraient être aujourd'hui des institutions représentatives, il faut d'abord considérer quels

sont ceux des éléments de la société civile dont l'existence est intéressée directement à celle de l'État, car c'est sur ces éléments de la société civile que doit, dans un régime de liberté, reposer l'organisation politique de la cité.

On en distingue au premier coup d'œil trois grandes catégories :

- A. Les contribuables ;
- B. Les corps constitués ;
- C. Les sociétés professionnelles, associations libres ou corps d'état.

Les contribuables, cela va de soi, sont à la base de l'État, et puisqu'il est de principe — dans un régime de liberté, disons-nous toujours — qu'ils ne doivent payer d'autres impôts que ceux qu'ils ont consentis, ils doivent pour cela pouvoir désigner des fondés de pouvoirs et être formés à cet effet en collèges électoraux. Ces collèges peuvent être purement régionaux, mais généralement ils sont en outre censitaires, c'est-à-dire qu'ils groupent les contribuables en classes distinctes selon qu'ils sont petits, moyens ou gros imposés. Chacune de ces classes peut avoir en effet des intérêts distincts et en conséquence sa représentation propre. Quant à cette classification des imposés, il est naturel de la tirer de la statistique, de manière que chaque classe fournisse le tiers de l'impôt global. — Il ne s'agit ici, bien entendu, que de l'impôt direct, celui qui présente un caractère à la fois réel à raison de son objet et personnel à raison de son sujet.

Il va de soi que les femmes veuves ou ayant un foyer distinct sont comprises dans la catégorie des contribuables, et qu'au contraire les hommes non établis n'en font pas partie ; si bien que la pratique de l'électorat repose ainsi sur cette conception essentielle que l'unité sociale, ce n'est pas l'individu, mais bien la famille représentée par son chef ; l'on dénombre, au point de vue administratif, la population par *feux* au lieu de la dénombrer par individus. — C'est l'antique coutume encore observée dans la plus grande partie de l'Europe, et elle est essentiellement rationnelle à la base d'une organisation représentative.

*
* *

A côté des unités sociales, un régime représentatif, pour être complet, c'est-à-dire pour que la représentation présente comme une réduction adéquate du corps social, doit faire place aux collectivités sociales, qui sont autant d'éléments organiques de ce corps. Ces collectivités sont en effet des êtres moraux, animés d'une vie propre, dont les réactions donnent la vie à l'ensemble qui constitue la nation. Prenons d'abord, si l'on veut, les groupes qui en forment la charpente osseuse : les églises, les universités, les corps juridiques... Ensuite, comme nous l'avons dit, les corps d'état et les corporations de toute sorte qui ont pour base l'association professionnelle, et regardons qu'il est impossible de concevoir une représentation de la nation où les forces sociales, les droits, les intérêts ainsi incarnés, ne soient pas représentés, alors qu'ils sont le produit caractéristique de son développement historique et qu'ils jouent dans la vie nationale un rôle tellement prépondérant qu'un peuple qui ne serait pas envisagé sous cet aspect semblerait un peuple d'esclaves.

Toutefois la représentation de ces organismes sociaux ne saurait se former de la même manière, selon qu'il s'agit de corps de l'État, dont la constitution est hiérarchique, ou de corporations constituées par des associations professionnelles. Le principe hiérarchique doit être sauvegardé dans la représentation des corps constitués, puisqu'il est celui de leur constitution ; il ne permet pas qu'ils ne soient représentés dans l'État par d'autres que par leurs chefs, tandis que les associations professionnelles formées par le libre suffrage de leurs membres ont naturellement recours à ce même principe du suffrage pour désigner leurs représentants. La constitution des corporations présente d'ailleurs de grandes diversités, surtout de nos jours où les gouvernements d'ancien régime se sont attachés à les éliminer de la vie publique et les démocraties révolutionnaires à les détruire. Tandis, par exemple, qu'en Autriche les corps de métier sont en voie de reconstitution obligatoire, cela n'existe

plus en France que pour certaines professions libérales. telles que le barreau, le notariat, la bourse ; les syndicats y sont l'instrument de réorganisation des professions manuelles. Tant que ces dernières associations ne seront pas elles-mêmes suffisamment étendues et organisées, on est porté à demander la représentation de ces professions à des collèges professionnels. C'est pourtant là une erreur, parce qu'un collège professionnel ne peut pas donner un mandat défini. n'étant pas un corps.

Mais il est quand même nécessaire que ces collèges soient une institution légale, afin que celle d'un *referendum* étendu à tous leurs membres puisse former un contrepoids à l'action trop exclusive des associations. On sait que c'est en Suisse surtout que l'institution du *referendum* a fait heureusement ses preuves, mais on ne songe pas assez au rôle qu'elle jouait jadis, en la forme d'assemblées paroissiales ou communales, dans la forte organisation démocratique des campagnes, en France aussi bien qu'ailleurs.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait apercevoir une représentation des droits et des intérêts dans aucun pays sans que les professions libérales, les professions industrielles et les professions agricoles n'y forment trois grands groupes distincts, qui ont rang dans les conseils du pays, au moins sous forme de chambres consultatives.

Quant aux grands corps de l'État, ce sont leurs sommités qui forment avec les propriétaires de grands domaines héréditaires le personnel de toutes les chambres hautes.

Ainsi l'expérience comme le raisonnement nous montrent bien que c'est dans les éléments organisés de ces divers ordres -- comme on disait jadis -- que les diverses constitutions cherchent la représentation légale du pays, au moins pour sa partie la plus en vue ; l'autre partie de la représentation nationale est demandée au suffrage des contribuables. Il y a donc consentement général sur le principe de la représentation, et ce consentement peut être considéré comme d'un certain poids, alors surtout que c'est à l'étranger que nos premières constitutions écrites ont été empruntées par les législateurs de 1789 et années suivantes, qui poussaient l'esprit d'imitation jusqu'à

s'enquérir des lois de Minos pour les appliquer à la France, dix-huit siècles après l'ère chrétienne !

Si l'analyse du corps social, conduite par la logique et confirmée par l'observation, nous livre comme éléments de la représentation des droits et des intérêts les unités familiales et les collectivités sociales, nous sommes amenés à cette première conclusion : que l'individualisme proclamé par la Révolution est le principe destructeur du régime représentatif.



Voici donc les éléments de la représentation dégagés, disons-nous, par l'analyse et l'observation, et mis en quelque sorte à pied-d'œuvre pour l'édification du régime représentatif. Mais encore faut-il voir, avant que d'en chercher la mise en œuvre, quelle est cette œuvre. Quel est, dans un régime représentatif, — qu'il soit celui d'une monarchie ou celui d'une république, — le rôle de la représentation des droits et des intérêts populaires ?

Est-ce celui de gouverner ? Nous disons résolument : non ! Le gouvernement direct du peuple par le peuple est une utopie qui ne s'appelle pas une démocratie, mais une démagogie. Que le ou les dépositaires de l'autorité suprême soient désignés par le peuple dans une dynastie, dans un principat ou dans un directoire, le rôle des pouvoirs publics reste le même, et ce rôle est distinct de celui de la représentation. Sans doute celle-ci doit, dans une démocratie, participer au gouvernement de l'État, mais en deux manières seulement : par voie de consentement et par voie de contrôle. Autrement il n'y a ni liberté publique ni contrôle, puisque l'action publique et son contrôle sont aux mêmes mains. C'est la tyrannie exercée sans frein au nom du peuple, d'une manière plus irresponsable que ne le peut aucun despote, puisque la responsabilité n'est portée par personne, même devant l'histoire.

Si, au contraire, les attributions restent distinctes, à savoir celle de l'exercice des pouvoirs publics aux mains du gouver-

nement, celle du contrôle de l'emploi des deniers publics aux mains de la représentation, la nation vit en ceci sous un régime de liberté, quelle que soit la forme de son gouvernement, et la garantie de cette liberté est fournie par la nécessité du consentement de cette représentation pour la fixation des impôts et pour la promulgation des lois.

C'est en cela que consiste essentiellement l'œuvre de la représentation populaire.

III

Les éléments du problème étant ainsi rapprochés, — d'une part ceux de la représentation populaire, d'autre part l'action qu'elle doit exercer sur les affaires publiques, — il est aisé d'en dégager les grandes lignes de l'organisation politique sous un régime représentatif.

Les fondés de pouvoirs des contribuables constituent les organes administratifs autonomes pour la commune et la province, et contrôlent ceux de l'État dans la gestion des deniers publics. Mais pour qu'un conflit entre la représentation et le gouvernement ne puisse suspendre le fonctionnement des services publics, il faut prendre modèle dans la terre classique du régime représentatif, l'Angleterre ; le budget ordinaire y est fixé pour une période de plusieurs années, si bien que le budget extraordinaire revient seul, lorsqu'il y a lieu, en délibération au moins annuelle. Ce ne serait pas là une restriction à la liberté des conseils municipaux ou généraux et de la Chambre des députés, si en France on en agissait de même, puisque cela ne modifierait pas les attributions de ces corps, mais seulement la manière de les exercer. Cette réforme, tout à fait fondamentale, est réclamée depuis longtemps chez nous par des esprits supérieurs, depuis Le Play jusqu'au comte de Paris.

La compétence de la Chambre des députés doit-elle être étendue au delà de ces attributions purement administratives,

c'est-à-dire jusqu'aux attributions législatives comme aujourd'hui ? Il n'y paraît pas, par cette raison que, dans la réalité, cette compétence n'existe pas chez les députés, ou du moins ne trouve aucune garantie dans leur origine. Ce sont des fondés de pouvoirs des contribuables, rien de plus ; or, un fondé de pouvoirs administratifs ne saurait logiquement se confondre avec un législateur dans un régime dont la séparation des pouvoirs est un dogme fondamental.

Sans doute on ne saurait accepter sans examen toutes les maximes analogues que le XVIII^e siècle nous a léguées sur le droit public et qui ont engendré la Révolution. Celle de la séparation des pouvoirs contient, comme beaucoup d'autres, une part de vérité et une part d'erreur ; ce qu'elle contient de vrai est la distinction antique qu'exprimaient les emblèmes de la royauté, c'est-à-dire les emblèmes qui accompagnaient la couronne et qu'on appelait ses attributs :

L'épée, signifiant la force mise au service du droit et de la loi. — ce qu'on appela depuis le pouvoir exécutif ;

Le sceptre, qui signifiail le pouvoir législatif ;

La main de justice, qui signifiail le pouvoir judiciaire.

Or si ces pouvoirs ont été réunis en principe chez le monarque, ils ne se confondaient pas pour cela dans leurs modes respectifs d'exercice. Il devrait en être encore de même chez tout gouvernement, car leur réunion forme son essence comme leur distinction préside à sa constitution.

Ils appartiennent à l'autorité et non à ses sujets, parce qu'ils ne résident pas nécessairement dans le peuple. La participation à leur exercice ne peut y être que le résultat historique de droits acquis, comme on le dira tout à l'heure ; mais ce n'est pas en tant que simplement contribuable qu'il a pu les acquérir ni qu'il peut, par conséquent, les déléguer. Ainsi le rôle d'une Chambre de députés élus au suffrage universel direct, sous les seules restrictions précédemment indiquées, reste normalement circonscrit dans le domaine administratif ; sans préjudice d'ailleurs du droit de doléances et de remontrances, qui s'exerçait largement dans l'ancienne France, toutes les fois que les états des bailliages royaux ou les États

des provinces autonomes étaient saisis par le roi d'une demande de subsides ; c'est cela qu'on appelle aujourd'hui les vœux des conseils généraux. On le voit, il y a beaucoup moins à innover qu'à revenir à l'esprit des anciennes institutions en les renouvelant sous une forme appropriée au temps.



Dans ce même ordre d'idées, on est amené à considérer le mode selon lequel la participation du peuple à l'exercice du pouvoir législatif s'exerçait sous les antiques constitutions de la France. Ce mode était celui de l'enregistrement, qui était donné ou refusé par le Parlement aux édits royaux. Ce n'était d'ailleurs pas la seule manière dont se traduisait l'adage : *lex fit consensu populi ac constitutione Regis*, mais elle est intéressante à constater parce qu'elle réalisait parfaitement ce que Le Play, déjà cité, réclamait pour le bon gouvernement de la cité, — l'aristocratie dans la province. Les parlements, en effet, constituaient une véritable aristocratie, ouverte mais héréditaire et indépendante, considérée pour son savoir et ses vertus, qui se formait lentement, arrivait finalement à la richesse et à l'influence territoriales, sans rien prendre pour cela de l'esprit et des mœurs propres aux parvenus de la finance, à l'opposé de ce qui se voit de nos jours. Les parlements avaient pu être des instruments de centralisation monarchique, lorsque formés surtout de légistes, ils luttaient contre les justices féodales ; ils devinrent au contraire les foyers de la vie provinciale, — de la décentralisation comme on dirait aujourd'hui, — lorsqu'ils eurent à contenir l'administration des intendants, instruments du pouvoir central. Ce n'est pas ici qu'on pourrait oublier la lutte du parlement de Dauphiné contre le ministère impopulaire qui amena le prélude de la Révolution.

Les parlements intervenaient en fait, — de même que les États pour les pays qui les avaient conservés, — dans le domaine de la législation aussi bien que dans celui de la justice. Ils se survécurent, dans ce dernier domaine seulement, par

l'institution des cours d'appel, qui, il est bon de le remarquer, leur furent substituées à peu près dans les mêmes ressorts.

Or ces ressorts ne diffèrent pas sensiblement des circonscriptions académiques, des provinces ecclésiastiques, des commandements militaires. Ils ont pour point de départ, les uns et les autres, beaucoup moins l'arbitraire des gouvernements qui les ont tracés qu'une certaine conformité de mœurs et d'intérêts régionaux, qui doit, dès lors, continuer à servir de guide à une œuvre de décentralisation.

Cette considération ramène au sujet : au rôle des anciens Parlements et des anciens États, qu'il faudrait reconstituer aujourd'hui sous une forme assez large pour qu'elle fût la représentation des collectivités dont l'analyse du corps social nous a montré le rôle dans la vie nationale. Il suffirait pour cela que chacun de leurs groupes, -- celui des corps constitués, ceux des professions libérales, agricoles, industrielles, fournit, selon la forme qui lui est propre, une chambre provinciale. La première de ces chambres, celle émanant des corps constitués précédemment indiqués, pourrait admettre, en outre, les représentants des établissements d'utilité publique, des sociétés libres d'enseignement, de bienfaisance, de toutes les associations, en un mot, dévouées en une forme quelconque au bien commun, qui trouveraient ainsi la reconnaissance de la place qu'elles tiennent dans l'État, sans être pour cela des créations du gouvernement. Les unions provinciales des syndicats professionnels fourniraient par délégation le personnel des trois autres chambres, suivant des proportions à déterminer selon l'importance des professions et des groupes respectifs, -- importance qui varie naturellement suivant les régions.

Enfin la réunion de ces chambres dans la capitale de la province ou région pour des délibérations d'intérêts communs, lorsqu'il y aurait lieu, correspondrait bien en principe à celle des anciens états provinciaux, mais cela d'une façon toute moderne, car la représentation des trois anciens ordres y serait remplacée par celle de tous les ordres d'activité sociale, depuis celle des grands corps de l'État jusqu'à celle des moindres corps d'état.

Il faut que cette représentation soit formée à la province, — celle-ci étant constituée par dix-huit à vingt grandes régions territoriales ; car au-dessous de cette circonscription, au département par exemple (qui doit subsister comme division administrative), des intérêts collectifs régionaux seraient trop fractionnés, et au-dessus, dans une chambre unique pour toute la France, des intérêts locaux et régionaux n'auraient pas eu voix au chapitre. Une chambre industrielle unique, une chambre agricole unique, sont autant de créations de l'esprit de centralisation qui ne correspondent pas à la nature des choses.



Pourtant il faut un organe central de la représentation des collectivités sociales. Aussi bien que nous admettons la nécessité d'une Chambre des députés pour consentir les impôts, participer à l'établissement du budget de l'État et contrôler l'emploi des deniers publics, nous admettrions que l'autre branche de la représentation nationale, celle qui participerait par les États provinciaux à l'établissement de tous les règlements d'intérêt régional, dût s'incarner au sommet de l'État dans une Chambre haute, dont le consentement serait sollicité pour les lois d'intérêt général.

Ces lois, préparées sur l'initiative du gouvernement par son Conseil d'État, seraient présentées par lui à la Chambre haute et en reviendraient ou bien acceptées ou bien appelées à être modifiées d'après les indications fournies par la délibération. Mais jamais elles ne seraient rédigées en séance, parce que c'est impossible de faire ainsi de bonne besogne. Toute loi fondamentale, depuis celles de Moïse, de Solon et de Lycurgue, suppose un auteur unique et un consentement plural.

Dans ce système, on le voit, le jeu réciproque des deux Chambres, qui se donnent également aujourd'hui pour des organes représentatifs et qui ne le sont guère ni l'une ni l'autre dans la constitution française actuelle, serait différent, nous le

reconnaissons, de ce qu'il est le plus souvent dans le régime parlementaire, — dont la beauté consiste dans le conflit permanent au seuil duquel il met les deux branches de la représentation nationale. Ce système, pourtant, nous paraît plein de périls et d'inconséquence en fait, car le conflit qu'il organise méthodiquement ne saurait prouver qu'une chose : c'est qu'une des deux Chambres représente mal le pays ; d'où il est permis de choisir entre les deux, comme aussi de soupçonner que toutes les deux le représentent mal. Nous croyons au contraire à l'avantage d'un départ logique d'attributions entre une *Chambre des députés*, élue par la masse des contribuables et représentant ainsi l'opinion publique du moment, et une *Chambre des états*, élue par les corps sociaux et représentant les droits et les intérêts permanents.



Sans doute il manquerait encore ainsi un troisième élément à la représentation nationale pour qu'elle fût complète, — car la nation, ce n'est pas le peuple seulement, c'est le prince et le peuple. — Par ce mot le prince nous entendons tout l'appareil de gouvernement, ou, si l'on préfère laisser au mot prince un sens personnel, on peut dire que l'édifice national est constitué par l'union du prince en ses conseils et du peuple en ses états. Il est d'ailleurs constant que les Chambres hautes reçoivent, outre leurs membres de droit, d'autres membres désignés par le prince dans des catégories déterminées. Cela ne fausse pas la représentation, mais au contraire la complète, car les serviteurs de l'État doivent bien y avoir voix de suffrage.

Si dans les circonstances normales il nous paraît préférable que les organes représentatifs des divers ordres de la nation soient entendus sur des objets distincts, afin que chacun puisse rester dans sa compétence et que la représentation nationale ne présente plus la confusion et l'irresponsabilité qui ont faussé le régime parlementaire, il n'en est pas moins admissible que cette représentation nationale puisse être appelée à se pronon-

cer, jamais confusément, mais en réunion plénière, dans des *États généraux*, comme il s'est vu dans les crises de notre histoire nationale.

Enfin le culte des institutions historiques ne saurait nous détourner d'emprunter à une nation moderne et bien différente de la nôtre par sa formation, aux États-Unis d'Amérique, l'institution d'une haute cour de justice, arbitre des conflits éclatant entre les différents organes de l'État et gardienne non seulement de la constitution, mais du principe même des lois de l'État. *Sénat* dans une république, *Cour des pairs* dans une monarchie.



Ce qui précède demanderait de bien autres développements s'il prétendait à être pris pour un projet de constitution. Mais les constitutions ne se font pas en chambre : elles résultent d'un ensemble d'institutions venues à se greffer les unes sur les autres, nous ne dirons pas par l'œuvre du temps, car le temps ne fait que des ruines, mais par l'œuvre des hommes poursuivant certaines idées et dominés par certaines nécessités. Celle dont jouit la France — comme on dit mal jouir d'une mauvaise santé — n'est pas une constitution monarchique, bien qu'en disent les purs républicains, mais bien une constitution d'ancien régime, où la souveraineté absolue a été simplement transférée de la dynastie aux élus du peuple, disons plutôt de la multitude, — car le mot peuple, *senatus populusque romanus*, éveille une idée d'organisation, dont un siècle, qui a pourtant vu éclore une vingtaine de constitutions, n'a pu doter la nation devenue le champ d'expériences de la Révolution.

C'est cette idée d'organisation, base nécessaire de tout régime représentatif, que nous avons cherché à mettre en relief par une esquisse, rien de plus. Si dans cette esquisse on retrouve des traits d'organisations plus anciennes, on reconnaîtra pourtant que l'ensemble en serait très moderne. Il y a d'ailleurs

moins d'archaïsme à faire des emprunts de dénominations ou même d'institutions au passé de notre histoire qu'à celle des Grecs et des Romains, comme nos pères de la Constituante et de l'an VIII de la République ne s'en sont pas fait faute. Ne serait-il pas temps d'échapper à ce snobisme du XVIII^e siècle ?



Maintenant il faut conclure, car toute pensée qui ne se traduit pas en acte est une défaillance.

Voici quelle pourrait être la conclusion :

Considérant que les principes de 1789, en mettant l'individualisme à la base de l'État moderne et dans l'esprit de toutes ses institutions politiques, les ont rendues incapables, malgré tous les essais, d'atteindre la stabilité, de garantir la liberté et de maintenir la paix sociale, — nous reconnaissons que c'est au principe corporatif de l'ancien ordre social qu'il faut recourir pour recouvrer ces biens, en l'appliquant diversement aux nouvelles conditions économiques de la société et en le prenant pour base d'un régime politique sincèrement représentatif.

Considérant, de plus, que dans l'État moderne ce sont particulièrement les institutions parlementaires qui en incarnent les faux principes, — nous renonçons à leur demander autre chose que des moyens de saisir l'opinion publique de la nécessité de leur réforme radicale.

Considérant enfin que les institutions politiques réellement représentatives dont nous voulons être dotés ne peuvent naître que d'un état social dont les éléments y prêteraient par leur formation et leur coordination, nous nous attachons à préparer cet état social par l'usage des libertés qui nous restent, et tout particulièrement par celui du droit d'association professionnelle tel qu'il nous a été rendu partiellement par la loi du 21 mars 1884.

Un mot encore. Si le corps de cet article n'avait pas la prétention de fournir un projet de constitution, ses conclusions n'ont

pas davantage celle d'être un programme d'action complet. Ils n'en écartent même aucun *a priori*, sauf ceux qui voudraient sauvegarder l'union sur le terrain de la politique électorale entre gens qui n'y sont pas animés des mêmes convictions. Ceci n'est possible que sur le terrain de la politique sociale, parce que là on est pour ou contre le principe de la Révolution, c'est-à-dire contre ou pour celui d'un ordre social chrétien.

DU MOUVEMENT SYNDICAL

DANS SES RAPPORTS AVEC L'ORDRE POLITIQUE (1).

I

Si l'essai que la France a fait du régime représentatif a échoué, c'est, disait M. le comte de Chambord, en parlant de la Restauration, c'est que le pays qu'on cherchait à faire représenter n'était organisé que pour être administré. (*Lettre sur la décentralisation, 1865.*) Il complétait ailleurs sa pensée en indiquant la constitution volontaire et réglée des corporations libres comme une des bases d'organisation de la commune et de l'électorat dans l'avenir. (*Lettre aux ouvriers, 1867.*)

Ce sont là des pensées profondes, qui ont été bien constamment rappelées ici-même, et pas encore assez, car le mouvement des assemblées de 1889, qui s'en était inspiré, n'a pas encore été repris, et les prochaines élections vont encore voir courir à une besogne qui semblera plus pressée à la foule des gens qui, à force de se presser, n'arrivent jamais.

En dehors de ceux-ci et de toute application aux programmes et manifestes parus à propos de ces élections, ce qu'il ne faut surtout pas se presser de faire, c'est de détruire une voie sur laquelle le train roule tant bien que mal avant que d'en avoir posé une autre meilleure. Ce serait, dans l'espèce,

(1) *Association catholique*, mai 1898.

affaiblir, par des projets de réforme hâtivement conçus et ne pouvant être exécutés que par à peu près, le mécanisme administratif que le génie de la Révolution, incarné dans Napoléon, a substitué aux institutions déformées et insuffisantes de l'ancien régime. Il ne faut jeter les béquilles que lorsqu'on a recouvré des jambes. Nous ne prônons donc pas, pour le redire avec de Maistre, une révolution en sens contraire de celle de 1789, mais au contraire un mouvement analogue à celui de cette ère historique, où l'on rêvait vraiment le bonheur de l'humanité : un mouvement analogue, mais inspiré du principe inverse de celui qui prévalût alors — l'individualisme. Nous dirons donc un mouvement social, mais un mouvement qui n'ait rien de factice, et dont les premiers effets se marquent aujourd'hui sous nos yeux. Nous voulons parler du mouvement syndical.

Une étude précédente tendait à montrer dans la famille la cellule plastique des organismes sociaux plus complexes : les organismes communaux, corporatifs, régionaux, dont l'ensemble doit former le corps social, la nation. Aujourd'hui, nous voudrions faire assister à la naissance et au développement de ces organes, afin de ne rien prôner, en fait de réformes, qui ne soit un acheminement au progrès, rien surtout qui, tout en présentant l'apparence d'un progrès, puisse barrer le chemin au progrès.

Je m'explique : supposons que dans une région difficile, dépourvue de chemins de fer, un ingénieur ait reconnu qu'une vallée se prêterait à l'établissement d'une artère d'un grand avenir, mais qu'une influence électorale tende à faire préférer une vallée voisine, qui ne serait qu'un cul-de-sac. Ce serait mal raisonner que de dire : « Prenons toujours cela, qui vaudra mieux que rien », si cela risque de faire que jamais, par la suite, il ne puisse être question de rétablir le trajet par la vallée d'aboutissement utile.

Or le cas ne se présente que trop souvent, sous l'action d'un mécanisme parlementaire qui ne peut se dispenser de produire des lois à jet continu. Mais une loi, lorsqu'elle n'est pas la sanction d'une coutume, la réforme d'un abus, ou l'ouverture

d'une faculté légitime, est une intervention téméraire de la main de l'homme dans l'œuvre de la Providence qu'elle peut traverser tout aussi bien que seconder. Ainsi, pour faire naître le mouvement syndical, le législateur de 1884 n'a eu qu'à restituer une liberté confisquée depuis un siècle ; celui d'aujourd'hui n'a guère autre chose à faire qu'à favoriser, puis à reconnaître le fait accompli.

C'est à l'initiative des hommes de dévouement qu'il faut laisser pour le moment encore la tâche de correspondre à la poussée des intérêts, en les associant et les organisant pour l'action commune.

Mais encore pour cela faut-il que ces hommes de dévouement aient une vision claire du but vers lequel doivent tendre leurs efforts, et qu'ils aperçoivent dans le lointain, dans le bleu peut-être, la silhouette de la cité future dont ils sont les pionniers.

Comment figureront dans cette cité les groupes sociaux qui ont la famille pour base ? comment s'y continueront-ils ? comment exerceront-ils une action publique dans la commune rurale ou urbaine, dans l'organisation professionnelle, locale et régionale ? Cela sans se heurter aux mécanismes actuels et sans entrer en lutte contre le principe du suffrage universel ?

C'est là ce qu'après avoir dit souvent, nous allons rappeler en un moment qui paraît opportun.

II

La centralisation successive de tous les mécanismes administratifs tient à ce qu'ils ont pour base l'individu, c'est-à-dire un être mobile et passionné, éphémère dans son existence, inégal à lui-même, sujet à mille vicissitudes et à plus de caprices encore. Il est ainsi fait, et lorsque la loi du nombre préside seule aux formations qui doivent incarner et réaliser sa prétendue souveraineté, elle est aussi despotique qu'inconstante et aveugle.

Mais elle est ainsi, et c'est en vain que, d'ici longtemps, on voudrait rompre avec le système démocratique, ou plutôt démagogique, qui a succédé au régime censitaire, — lequel, d'ailleurs, avait les mêmes vices.

Toutefois, on pourrait ne pas laisser aux élus du suffrage universel un mandat plus étendu que celui qu'il peut légitimement conférer, celui-ci étant de représenter, de traduire et de servir l'opinion du plus grand nombre.

On pourrait y soustraire des intérêts permanents, graves et d'une nature spéciale qui échappe à la compétence de l'opinion. Les auteurs des institutions actuelles l'ont eux-mêmes compris ; c'est ainsi que les intérêts religieux, par exemple, sont à peu près soustraits à l'action des pouvoirs locaux, et que, dans la commune, c'est un conseil spécial, le conseil de fabrique, qui veille, avec le curé, aux besoins du culte.

Les intérêts de l'enseignement ne sont pas d'un ordre bien différent, et l'on demande depuis longtemps que les pères de famille aient voix à ce chapitre. Les chefs de famille établis dans la commune, y possédant feu, comme on disait jadis, devraient être considérés comme y formant un collège spécial, qui serait représenté par un conseil communal, dont l'avis devrait être pris par l'administration publique ou municipale en matière scolaire.

Cette disposition serait étendue à la gestion des biens communaux. Sans qu'ils fussent soustraits à l'administration municipale, un avis de cette sorte de conseil de famille ne serait pas moins nécessaire à leur aliénation, ou même à leur affectation, qu'un avis analogue ne l'est à la gestion des biens privés confiés à une tutelle.

Enfin, dans le même ordre d'idées et par une association d'une logique très étroite, l'assistance publique se trouverait mieux d'être confiée aux mêmes mains qu'à celles d'un bureau de bienfaisance, qui n'offre pas les mêmes garanties.

Ce sont là des dispositions qui ne vont pas contre le principe actuel de la constitution des administrations municipales au suffrage universel, mais qui y apportent un tempérament fondé sur un autre principe : celui de la famille considérée

comme unité sociale et politique, et représentée comme telle, de droit, par son chef. La restitution de certains droits publics aux femmes demeurées veuves à la tête d'une famille ou d'un établissement en serait une conséquence.

L'on ne saurait logiquement condamner cette dualité de pouvoirs, dont l'un serait seulement consultatif et laisserait à l'autre la gestion administrative, puisque la constitution fait un article intangible de la dualité des Chambres élues ! Il est bon, au contraire, de mettre à la base même des institutions politiques un jeu de rouages analogues à ceux qui fonctionnent au sommet, afin que l'impopularité ne s'attache pas trop aisément à ce qui paraît une anomalie unique dans le système. Seulement il serait logique qu'il y eût à tous les degrés départ d'attribution entre les mécanismes administratifs et les organismes latéraux, purement consultatifs.

En poursuivant les applications du système, nous aurons plus d'une occasion de faire toucher la distinction essentielle sur laquelle il repose. Mais nous ne pouvons manquer, dès le premier échelon de la hiérarchie des pouvoirs publics, à montrer la nécessité de combler une lacune et d'indiquer un remède au vice de construction qui ne donne pas de soubassement, dans l'édifice laborieux de nos institutions, à une des pièces maîtresses qui figurent au sommet. Ce n'est dès lors pas étonnant de voir remettre en question, au cours de chaque législature, l'existence d'un corps élu, le Sénat, qui n'a pas de base électorale, et est obligé d'emprunter cette base, pièce par pièce, à toutes les assemblées issues d'un suffrage différent.

Nous nous bornons, pour le moment, à constater que la moindre commune rurale possède les éléments d'un second conseil communal, qui retiendrait uniquement ce nom et jouerait, à côté du conseil municipal, le même rôle pondérateur, et certes non moins utile, que les Sénats ou Chambres hautes jouent en tout pays vis-à-vis de la seconde Chambre et du gouvernement. Tandis que chez nous le dernier frein à l'omnipotence des Césars villageois a disparu avec l'obligation de prendre, en certaines matières, l'avis des plus hauts imposés.

III

Un premier coup d'œil sur la commune rurale vient de nous faire reconnaître la convenance qu'il y aurait à adjoindre une représentation des intérêts permanents, ceux des familles, à la constitution actuelle des municipalités. Mais cette représentation, fournie uniquement par les chefs de famille, sans distinction d'état, serait elle-même incomplète dans des centres plus peuplés, où l'on peut constater l'existence d'intérêts très divers. Le conseil communal, dans ces centres, devrait réunir les représentants des diverses branches d'activité locales. Il ne perdrait pas, pour cela, sa base familiale, si elle était conservée dans la composition des groupes constitutifs, comme cela est naturel d'ailleurs ; propriétaires, commerçants, chefs d'atelier, ouvriers établis, sont des chefs de famille, et il ne faudrait les inscrire sur les contrôles de la profession qu'autant qu'ils seraient tels. On ne peut considérer l'homme qui n'est pas établi comme fixé dans une profession ; de même que, bientôt, on ne pourra plus considérer comme fixé dans sa profession l'homme établi qui ne fera pas partie d'une association professionnelle, parce que son isolement montrera, ou bien qu'il n'a pas d'intérêt pour ceux de sa profession, ou bien qu'il n'y est pas considéré, et qu'il ne saurait, dans l'un comme dans l'autre cas, s'y maintenir longtemps.

C'est là un point de vue nouveau, auquel il faut bien arriver. Dieu nous garde d'inscrire dans la loi des obligations nouvelles et de vouloir créer de toutes pièces par voie de décret ce qu'on a appelé la « corporation obligatoire ». Mais ne fermons pas les yeux au résultat assez semblable à celui-ci qui sera la conséquence du mouvement syndical. A mesure qu'il mettra la puissance de l'association au service d'un intérêt de classe ou de groupe, il provoquera par ailleurs une action analogue, et le corps d'état tout entier, le métier, entrera dans le mouvement par une véritable floraison syndicale. Cela a déjà commencé, d'une manière très irrégulière sans doute, et cette période des

formations sporadiques peut, si l'on veut, s'appeler la période chaotique. On pourrait aisément, tant qu'elle durera, dresser et tenir à jour une carte syndicale sur laquelle il vaudrait beaucoup mieux raisonner et spéculer que de trop philosopher en la matière. Rien n'est divers en effet comme cette matière et ne se prête moins aux généralisations. On l'a touché récemment quand un Congrès catholique, où dominait l'élément social qui se qualifie d'« intellectuel », a voulu intervenir dans le mouvement agricole. On en raisonnait fort bien, et néanmoins on a rendu plus difficile la tâche de ceux d'entre nous qui s'adonnent à faire pénétrer nos idées sociales dans ce milieu dont on traitait sans une autorité technique assez laborieusement acquise.

Revenant à la pratique, une idée juste et féconde, lancée d'abord en Dauphiné à la dernière réunion des États libres, a prévalu dans l'état-major des syndicats agricoles : c'est qu'ils doivent être considérés comme la représentation des intérêts agricoles. Cette idée est juste, puisqu'elle est en rapport parfait avec le but de l'institution, qui est, aux termes de la loi du 21 mars 1884, « l'étude des intérêts de la profession ». Elle est féconde parce qu'à mesure qu'elle sera admise et appliquée par les pouvoirs publics, elle fera entrer dans le mouvement syndical les éléments qui n'y sont pas encore suffisamment représentés. Il faut donc l'encourager de toutes les façons, et tout d'abord écarter toute autre conception pour la formation des Chambres représentatives de l'agriculture. De bons esprits sont même d'avis que cette création doit disparaître du programme de nos revendications jusqu'au moment où la consultation obligatoire des syndicats, que nous avons réclamée subsidiairement, aura fait naître du sein des unions syndicales l'organisation représentative sous forme de chambres libres d'agriculture, auxquelles ne saurait manquer longtemps la reconnaissance officielle par les pouvoirs publics.

On objecte à cela que tous les intéressés ne seront jamais représentés par ces chambres libres comme ils seraient appelés à l'être dans des chambres officielles élues au suffrage universel. Mais c'est qu'on confond la représentation des intérêts

généraux de l'agriculture avec celle des intérêts particuliers de telle catégorie de cultivateurs. Or tout ce qui est l'objet d'un débat entre les individus ou les catégories, comme les conditions du contrat de fermage, de métayage, de salariat, ne saurait être considéré qu'abusivement comme rentrant dans les intérêts généraux de la profession. Sans doute il y a réaction des intérêts généraux sur ces intérêts particuliers : ainsi quand l'agriculture est prospère, les fermages montent et le contrat de louage se généralise ; quand au contraire l'agriculture est en souffrance, les fermages disparaissent et les propriétaires doivent recourir au métayage ou à la régie. Mais ces réactions même dénotent l'existence d'un facteur extrinsèque de la prospérité agricole qui pèse sur les conventions intrinsèques, et dont la détermination importe au plus haut point à la conduite des affaires publiques.

Ce serait donc déjà un grand progrès que d'obtenir la représentation la plus compétente des grands intérêts de l'agriculture dans une voie qui resterait ouverte à tous ceux qui voudraient par la suite s'y faire entendre. C'est même la seule voie pratique en présence de la multiplicité des intérêts particuliers et de la diversité des classes qui les ressentent. Aucun des systèmes légaux proposés jusqu'ici n'offre de garanties contre l'imbécillité du suffrage universel, auquel c'est bien assez de livrer nos destinées politiques, sans lui confier aussi nos intérêts sociaux et économiques. Des corps permanents, comme le sont les associations professionnelles, peuvent seuls établir un cahier, définir un mandat, en poursuivre l'exécution.

Tout ceci a d'ailleurs tellement été dit et redit qu'on ne saurait y insister ici, mais seulement montrer comment le principe familial, incompatible avec celui du suffrage universel, est au contraire facilement respecté par une organisation à base syndicale. Par la force des choses, les chefs de famille ou d'exploitation entrent seuls dans un syndicat d'exploitants, moyennant cette clause que tous ceux qui vivent à leur foyer sont appelés au bénéfice de ses institutions d'assistance. On peut se reporter, pour les détails d'application, à la monogra-

phie du syndicat agricole d'Allex (1) et aux statuts de la chambre syndicale agricole des États libres du Dauphiné (2). Nous croyons en avoir assez dit pour faire apercevoir, dans le principe de la représentation syndicale, le principe du contrepoids nécessaire à l'inconsistance des assemblées issues directement du suffrage universel.

On a vu, au commencement de cet article, comment ce système de contrepoids, qui n'existe dans la constitution actuelle qu'au sommet de l'État, pouvait trouver sa première application dans l'organisation même de la commune. Nous allons passer à l'étude de son application, aux mécanismes administratifs intermédiaires entre la commune et l'État.

IV

Comment mettre en œuvre les éléments d'association et de représentation professionnelle préparés pour une réorganisation sociale au cours de la période chaotique que nous venons de décrire ?

Pour cela, il aura fallu que les autorités publiques ou sociales aient entretenu avec ces associations des rapports bienveillants et constants, pour les bien connaître d'abord, puis pour avoir quelque action sur elles. Leur faire passer des questionnaires à remplir à titre officieux d'abord ; rechercher les occasions de les consulter ; appeler leurs chefs en conférence pour les habituer à se rapprocher ; ce sont là autant de moyens dont une claire conscience du but poursuivi déterminera et réglera l'emploi. Mais ce n'est pas tout que d'avoir une conscience claire du but, — la réorganisation corporative de la société, — il faut encore avoir conçu quelque plan méthodique d'après les données de l'observation. Celle-ci indiquera en effet tout d'abord l'étendue de la circonscription professionnelle à proposer aux unions futures et à faire accepter de celles existantes.

(1) *V. Ass. cath.*, tome XLV, janvier 1898.

(2) *V. Ass. cath.*, tome XLIV, avril 1897.

Ces circonscriptions varieront du tout au tout avec la profession et n'auront généralement pas de rapport avec les circonscriptions administratives. Il faudra néanmoins chercher à les en rapprocher, au moins dans certaines circonstances. Si la commune rurale est trop faible pour contenir une association, il n'en sera pas de même de la ville ; si bien que les associations de pères de famille fonctionneront seules à titre consultatif près d'un conseil municipal villageois, tandis que les chambres syndicales des industries locales fourniront à la ville un ou plusieurs corps consultatifs.

Dans les campagnes agricoles ou industrielles, c'est le canton qui est la circonscription la plus convenable pour le recrutement des associations professionnelles, que j'appellerai primaires ou du premier degré, parce qu'il est généralement facile de s'y réunir en un point central, sans recourir à des moyens de locomotion dispendieux. La plupart des associations pourront ainsi désigner des délégués cantonaux. Et un conseil cantonal pourra jouer ainsi, près des autorités départementales, le rôle consultatif du conseil municipal près des administrations municipales. Qu'on nous permette d'insister sur ce qu'il n'y a rien d'arbitraire dans cette indication du canton comme second degré de l'organisation professionnelle pour les groupes formés à la commune, et comme premier degré pour les autres ; la condition la plus favorable à la naissance et à la vie d'une association n'est-elle pas que ses membres se connaissent et se rencontrent aisément ? Aussi, nous voyons la formation cantonale prévaloir de plus en plus dans les groupements professionnels ruraux ; ceux qui ne l'avaient pas de naissance sont contraints par la force des choses d'y revenir, et l'expérience confirme ainsi ce que la théorie avait indiqué.

Le canton n'est sans doute pas, aujourd'hui, une unité administrative, ou, du moins, il ne possède pas de rouage administratif proprement dit, précisément parce que le mécanisme administratif qui nous a été légué par la Révolution avait pour rôle de briser les anciens moules naturels ou historiques de l'activité sociale, afin de la centraliser tout entière dans l'État. Mais l'organisation judiciaire, mais l'organisation religieuse,

mais l'organisation militaire, n'ont pas pu se dégager de la base cantonale et s'y développeront de plus en plus par la force des choses, — soit dit ici en passant, seulement pour ne pas sortir du sujet.

On peut donc préjuger que l'organisation corporative ne sera pas sans rapports avec le canton, — ce qui ne veut pas dire qu'elle sera forcément cantonale, — et orienter en conséquence l'action que l'on peut se trouver à même d'exercer en sa faveur. Mais on n'ensaurait dire davantage à l'époque actuelle, où elle est encore si peu avancée. Une étude qui précisait comment divers groupes appartenant au même corps d'état pouvaient être agencés pour l'organiser, a paru dans cette revue sous le titre : « De l'essence des droits et de l'organisation des intérêts professionnels (1). » C'était à titre d'exemple fourni à une époque où l'idée de cette réorganisation corporative de la société était encore si vague qu'il pouvait y avoir lieu d'en faire toucher la possibilité d'application par une œuvre même d'imagination. Mais aujourd'hui qu'elle commence d'elle-même à prendre corps, il faut laisser la parole aux faits et observer plus qu'imaginer.

D'ailleurs ceux de nos amis qui préféreraient, pour aller plus vite en besogne, agir par décrets sur les éléments professionnels pour les organiser, n'ont pas encore précisé même autant que je l'ai fait alors, et seraient bien en peine de le faire, tant la matière sur laquelle porteraient ces décrets est complexe, et tant le germe de vie qu'elle révèle par l'association est rebelle aux traitements uniformes. Un publiciste distingué s'est bien essayé depuis, dans la *Revue des Deux Mondes*, à descendre dans les détails d'une statistique intéressante, mais ce n'est pas d'un organisme corporatif vivant qu'il nous a donné la description ; c'est d'une réorganisation purement mécanique du suffrage universel, mis préalablement en pièces. Les morceaux en vaudraient-ils mieux que le tout ?..... (2).

(1) *Ass. cath.*, tome XXXII, juillet et novembre 1891, reproduit ci-devant.

(2) V. *Revue des Deux Mondes*, août 1896, article de M. Charles Benoist, et *Ass. cath.*, septembre 1896.

V

Si l'organisation corporative paraît s'acheminer au premier degré vers une forme cantonale, elle ne paraît pas devoir s'en tenir, dans les unions, au groupement du second degré, à la circonscription départementale, mais devoir affecter le plus souvent un caractère régional. Quant à l'étendue de la circonscription régionale, elle variera évidemment selon la carte professionnelle que nous visions plus haut, et ces variations seront considérables d'une profession à l'autre, comme aussi d'un moment à l'autre pendant la période de formation. Certaines conditions fixes tendent, toutefois, à modérer ces écarts et à imposer aux diverses formations des centres régionaux communs ou peu distants. D'abord la distance de ces centres à la périphérie de la circonscription, qui ne doit pas être si grande que le trajet aller et retour ne puisse s'effectuer en chemin de fer dans un jour. Ensuite ce qui reste de la vie et des dénominations provinciales. Enfin la tendance à l'imitation de ce qui se passe dans l'ordre politique, où les grandes circonscriptions ecclésiastiques, judiciaires, scolaires et militaires se confondent sensiblement. Le mécanisme administratif fait seule exception, et est facile à ramener à ses anciennes grandes lignes, sans pour cela détruire l'unité départementale qui a maintenant de profondes racines. Il ne serait d'ailleurs pas plus difficile aux autorités et aux corps administratifs de prendre les avis d'un organe représentatif régional que ceux d'un organe départemental. Ce n'est pas, en effet, à chaque lieu, mais à chaque degré du mécanisme administratif que doit correspondre, selon nous, le contrepoids d'un organe consultatif, de manière que l'institution se poursuive visiblement depuis la base de l'État, la commune, jusqu'à son sommet, le Parlement.

L'uniformité ne se rencontre jamais dans les manifestations de la vie, et le régime représentatif est précisément la manifes-

tation de la vie dans le corps social. L'idée mère est seule constante dans une constitution historique comme celle que nous voudrions voir s'établir chez nous après un siècle de révolution. Cette idée mère du régime représentatif n'a pas toujours été la même dans l'histoire : bien des autonomies diverses s'y sont formées et sont disparues. Après la féodalité et les États généraux, les grands corps ecclésiastiques et judiciaires ont longtemps joué dans notre constitution le rôle représentatif. Aujourd'hui ce rôle nous paraît échoir aux corporations, et leur extrême diversité n'est pas un obstacle à ce qu'elles le remplissent vis-à-vis d'un mécanisme administratif d'une remarquable unité. On peut même dire que l'excès de variété d'un côté compensera l'excès d'unité de l'autre, et réciproquement. Il faut seulement se garder de confondre les deux ordres de fonctions qui sont les colonnes de l'État : les fonctions administratives qui sont celles de l'exécution, avec les fonctions représentatives qui sont celles du conseil. Cela bien compris, on voit qu'elles se complètent pour donner à l'État la stabilité dont il manque aujourd'hui.

Cette étude n'a eu pour but que de remettre en lumière le plan auquel nous nous sommes attaché depuis le jour où nous formulions ainsi qu'il suit la conclusion de nos premières études sociales :

« La restauration du régime corporatif s'impose avec toutes
« les réformes politiques et financières qu'elle suppose. Et si
« elle est nécessaire, il serait puéril de dire qu'elle doit être
« néanmoins purement spontanée et facultative... La reconsti-
« tution des corporations ne saurait non plus être œuvre de
« décrets seulement, car on ne décrète pas l'existence de ce qui
« n'est plus.

« Mais on en prépare la renaissance par des appels ; on la
« reconnaît en droit dès qu'elle apparaît en fait ; on la fortifie
« par des privilèges ; on la dirige par des règles vers son déve-
« loppement politique, selon un plan conforme à la nature des
« choses en même temps qu'aux fins dernières auxquelles elles
« doivent conduire. » (*Avis du Conseil des études de l'Œuvre
« des cercles, 1883.*)

Ce plan de rénovation sociale existe dans ses grandes lignes philosophiques confirmées par l'histoire. Il reste à poursuivre par la méthode scientifique, c'est-à-dire par celle qui de l'observation des faits sait dégager les lois.

VII

L'ÉVOLUTION AGRICOLE

I

L'état de nos campagnes est grave, très grave. Leur dépopulation s'accroît avec une rapidité et dans des proportions effrayantes, l'émigration à la ville n'étant plus compensée par la fécondité du foyer rural, comme c'est normal. Dans un État bien équilibré, les villes attirent en effet par les jouissances et par les besoins les plus raffinés de la civilisation un afflux de gens de la campagne, qui y compense et au delà la déperdition de la race inhérente aux conditions de l'habitat urbain. Mais à l'inverse il se produit dans les campagnes un tel excédant de naissances sur les décès, que leur population continue de s'accroître tout en fournissant non seulement à l'émigration vers les villes, mais encore à celle vers les colonies.

Cela s'est vu constamment au cours de notre histoire, dès qu'un règne réparateur y succédait au passage de quelque fléau de guerre, de famine ou de quelque autre cause de mortalité anormale. Et Dieu sait si ces fléaux étaient fréquents aux temps reculés où la population ne cessa pourtant de croître ! On cite, parmi les périodes florissantes, les règnes de saint Louis, de Henri IV, les premières années de celui de Louis XVI. A toutes ces époques, on signale comme une poussée vigou-

(1) *Association catholique*, avril 1902.

reuse, dont on voit encore les traces par les constructions contemporaines. Combien d'églises de villages datent de la première de ces époques ! combien de châteaux de la seconde ! combien de maisons de paysans, bonnes et solides, de la moins reculée ! Cela frappe le regard de l'observateur qui parcourt les campagnes.

Les belles époques de notre histoire sont naturellement marquées par le développement des cultures en même temps que par l'accroissement des populations. Ça été d'abord l'ère des grands défrichements pratiqués autour des premiers monastères, puis les manse se sont multipliées autour des anciennes villas et au cœur même des grands domaines, procurant au sol une culture de plus en plus intensive. Car si ce dernier mot ne s'applique plus guère maintenant qu'à la grande culture, il est normal dans la petite, notamment dans la culture maraîchère, aux abords des villes.

Cette correspondance constante entre le progrès de la culture et celui de la population est encore plus facile à constater dans les pays voisins que dans l'histoire du nôtre ; l'Allemagne en présente un tableau saisissant par sa grandeur et par la menace dont cette grandeur est pour nous ; sa population grossit à vue d'œil ; sa production agricole aussi, loin d'être contenue par la rivalité de sa puissante industrie, l'alimente abondamment ; l'une comme l'autre de ces branches de l'activité nationale nous débordent sur tous les marchés du monde, grâce au bas prix auquel elles travaillent, et la lutte économique qui succède contre nous à la lutte militaire n'est pas moins écrasante que ne le fut contre l'armée française le nombre des bataillons allemands, nombre qui croit de jour en jour.

On peut aller jusqu'aux extrémités du monde par rapport à nous, jusqu'en Chine et au Japon, pour constater cette loi de la correspondance constante entre l'accroissement de la population et celui de la production agricole ; la famille chinoise vit et se multiplie sur quelques hectares, moins d'un par tête, et la puissance du Japon se développe à pas de géants dans des conditions sociales que l'on qualifierait volontiers chez nous

de déplorablement arriérées, sous la poussée de la natalité.

Or non seulement pareille manifestation de vitalité ne se voit plus chez nous, mais le phénomène inverse commence à y faire son apparition : des plaines d'ancienne culture sont reboisées comme en Champagne, des coteaux jadis en vignobles retournent simplement à la brousse ; comme je l'ai sous les yeux au cœur même de la vieille France, et dans un arrondissement renommé par ses cultures, celui de Laon, on a vu des fermes abandonnées après n'avoir pas trouvé preneur, même pour le simple acquit de l'impôt ; on y voit encore des villages tombant en ruines, et disparaissant. Les champs qui nourrissaient les pères sont-ils donc devenus inféconds ? Nullement, mais il n'y a pas eu assez d'enfants pour en continuer la culture : le Laonnais, il faut se le rappeler, a fourni aux études monographiques de Le Play le type de la famille désorganisée.

Serait-ce donc là le nœud de la question ? Nous allons l'examiner.

II

L'état des campagnes, tel qu'il vient d'être esquissé, est accompagné de phénomènes si constants que l'on doit les regarder scientifiquement non seulement comme concomitants de cet état, mais encore comme ayant avec lui des rapports de cause à effet.

Ces phénomènes morbides se rencontrent dans toutes les manifestations de la vie sociale, c'est-à-dire aussi bien dans l'ordre moral et dans l'ordre politique que dans l'ordre économique.

Dans l'ordre moral, l'irréligion est un caractère général des campagnes désorganisées. Il y a des régions entières où les villageois ne paraissent même plus dans les églises, et où les villageoises ne remplissent plus aucun autre de leurs devoirs religieux. Les enfants assistent aux exercices du catéchisme jusqu'à l'âge de la première communion, sans y comprendre

grand'chose, parce qu'ils n'ont jamais entendu prononcer à la maison le nom de Dieu que pour le blasphémer. Puis c'est fini pour eux de pratiquer dès l'année suivante jusqu'à l'article de la mort, où la coutume veut encore qu'on appelle le prêtre. Les enterrements et les mariages purement civils sont rares encore dans les campagnes, mais ils commencent à s'y produire sans exciter de surprise ni de réprobation. Le curé est sans influence aucune sur ces populations, au sein desquelles il vit comme un étranger mal vu et tenu à l'écart de la vie sociale.

Le travail du dimanche achève de faire tomber ces populations dans le matérialisme le plus impie; un sentiment élevé, quel qu'il soit, n'y rencontre plus d'écho. L'alcoolisme y produit la grossièreté des mœurs; toutes les mauvaises passions s'y développent à l'aise et préparent les esprits aux pires excitations du socialisme, c'est-à-dire à celles qui correspondent moins à une systématisation logique des erreurs philosophiques de ses zélateurs qu'à une application pratique, la Jacquerie, contenue seulement par la gendarmerie, mais hantant les esprits.

Ce tableau semble poussé au noir pour les pays où la propriété rurale étant répartie en petits domaines sensiblement égaux, l'ouvrier ne saurait faire masse contre un grand propriétaire. Mais l'égoïsme farouche qui règne à chaque foyer n'est pas une condition meilleure pour la paix sociale, et il n'est guère de si petit village qui ne puisse être divisé en fractions irréconciliables.

De telles mœurs, encouragées trop souvent en ce moment par les détenteurs et les agents des pouvoirs publics, ne produisent pourtant pas sur les populations rurales des effets plus désastreux que ne le font certaines lois. Et tout d'abord celles qui règlent les successions, puis celles qui font du service militaire une obligation. Le Code civil, en effet, désorganise systématiquement, à chaque génération nouvelle, le foyer et le patrimoine; il disperse les membres de la famille, émiette les biens, les fait passer en des mains étrangères ou les grève de soultes énormes pour l'héritier; heureux encore quand il ne

les fait pas totalement disparaître entre les exigences du fisc, celles de l'appareil judiciaire et celles de créances usuraires contractées pendant la maladie du père ou le veuvage de la mère de famille. Comment l'héritier d'un domaine ne songerait-il pas, devant pareille perspective, à le soustraire à la liquidation, en limitant le nombre des copartageants futurs? Il y a là une trop forte peine, pour dire le mot, attachée à la fécondité des mariages, pour qu'elle n'en soit pas tarie dans la plupart des cas ci-dessus décrits.

La loi militaire n'est guère favorable non plus à la population des campagnes, en contraignant la classe adulte tout entière à faire l'apprentissage d'une profession très spéciale, -- celle des armes, -- qui est si différente de celle de la culture des champs qu'elle lui fait abandonner, et à laquelle elle ne la rend trop souvent pas, au retour des années de caserne. L'impôt du sang, comme on l'appelle d'un mot qui l'assimile aux autres prestations, est tout ce qu'il y a de plus inégalement réparti.

Il pèse infiniment plus sur les conscrits de la campagne qui fournissent jusqu'à 85 0/0 du contingent des corps de troupe, tandis que ceux des centres industriels y échappent en masse par leur constitution anémiée ou viciée; quant à la jeunesse plus ou moins lettrée appartenant aux classes bourgeoises, elle ne cherche le plus souvent qu'à esquiver la rude vie du soldat par toutes sortes d'expédients. L'armée rend aux professions libérales ou simplement urbaines le peu qu'elle leur a momentanément enlevé; elle est loin de rendre à l'agriculture l'énorme contingent qu'elle prélève sur elle chaque année.

C'est ainsi que les classes agricoles sont tour à tour victimes du Code civil et de la loi militaire.

On pourrait faire à ce propos la remarque que le principe du service obligatoire règne aussi chez le puissant concurrent voisin. Mais il y est appliqué d'une manière beaucoup moins fâcheuse à l'agriculture; les recrues y sont gardées moins longtemps sous les drapeaux, et y sont beaucoup moins éloignées de leurs foyers, dont elles conservent ainsi plus facilement l'esprit et les mœurs avec le désir d'y rentrer.

Parmi les phénomènes économiques auxquels la crise agricole est liée, on remarque tout d'abord la disparition des industries domestiques, telles que tissage, vannerie, fabrication de menus objets en bois et cent autres diverses selon les régions, qui occupaient et défrayaient les veillées d'hiver et sont aujourd'hui manufacturées. Le complément de salaire qu'elles fournissaient aux ouvriers et ouvrières agricoles ayant disparu, ceux-ci et même celles-ci sont attirés par ces mêmes manufactures qui ont enlevé leur gagne-pain, et font défaut aux travaux des champs quand la saison en réclame la reprise. Certaines industries manufacturières n'ont elles-mêmes qu'une saison, comme par exemple celle des sucreries, d'octobre à janvier. Mais elles se pratiquent dans des conditions malsaines et funestes aux mœurs, conditions qui sont inhérentes à l'agglomération et ne peuvent être combattues facilement dans ces ateliers d'un moment.

Les vides faits dans la classe des ouvriers agricoles par l'attraction des salaires de la manufacture ou par les autres avantages offerts par la grande industrie, principalement par celui des pensions de retraite, afin par l'attrait du séjour des villes et par l'ambition des professions libérales, sont comblés à certaines époques, dans les pays de grande culture surtout, par une immigration croissante de bandes d'ouvriers étrangers, — italiens, espagnols, belges, — qui prennent la culture des vignes ou des betteraves à façon, les vendanges et les moissons à forfait ; la culture de nos terres est ainsi tributaire de l'étranger dans une proportion croissante, qui pourrait devenir désastreuse en cas de guerre et qui n'est déjà pas bienfaisante en temps ordinaire. Elle enlève de l'argent au pays, et a bien d'autres inconvénients au point de vue social.

D'une manière générale on peut dire des conditions modernes de l'agriculture qu'elles tendent à y substituer l'esprit de lutte à celui d'entente pour la vie, et qu'elles ont ainsi quelque chose de violent et d'anormal qui est en contraste pénible avec les conditions patriarcales dans lesquelles on aime à se figurer la vie des populations de nos campagnes.

III

Depuis plus d'un quart de siècle des enquêtes agricoles constataient la souffrance ; leurs conclusions s'élevaient rarement jusqu'aux médications radicales, mais elles se portèrent tout d'abord à réclamer la protection d'un régime douanier. L'exportation, favorisée par les traités de commerce, nous échappait en effet de plus en plus, après nous avoir procuré sous l'Empire une période brillante, et l'on ne pouvait plus songer qu'à élever des barrières contre l'importation. Mais on avait conscience de la fragilité de ces barrières qui subissent perpétuellement un double assaut : à l'extérieur, celui de l'étranger qui veut se rouvrir le marché ; à l'intérieur, celui de toutes les autres industries qui trouvent encore leur intérêt dans les facilités d'exportation ; enfin et surtout celui de la masse des consommateurs qui finit toujours par l'emporter.

Aussi l'agriculture ne s'endormit-elle pas sous cet abri peu assuré, mais se tourna-t-elle vers la science, pour lui demander des procédés et des moyens analogues à ceux qu'elle fournissait au progrès des autres industries. La science répondit à l'appel : elle créa, on peut dire, la chimie agricole, qu'on ne connaissait auparavant que sous le nom de chimie organique, et dont le dernier mot était de caractériser la diversité des végétaux par celle de soi-disant « huiles essentielles » ; et elle émit presque cet axiome que le sol n'était guère qu'un récipient, auquel il suffisait de confier certains éléments déterminés chimiquement pour qu'il s'y opérât des combinaisons certaines que la nature traduisait en ferments puissants pour le développement du règne végétal.

Dès lors, il ne fut plus question dans les sociétés agricoles que d'engrais chimiques et de leur dosage, et les vieilles méthodes empiriques furent reléguées dans l'oubli comme des vieilles ferrailles.

L'outillage agricole devait en effet se transformer comme les méthodes : certains engrais chimiques devaient être enfouis à

une profondeur que le soc de la charrue n'avait pas atteint jusque-là, pour conserver l'humidité nécessaire à leur effet bienfaisant ; d'autres devaient se répandre à la volée d'une manière égale et économique, vu leur prix élevé. Si bien que la puissance et la variété des instruments agricoles dut correspondre à celle des engrais, comme aussi parer à la raréfaction de la main-d'œuvre, signalée plus haut. De là naquirent les moissonneuses qui décuplent le prix de la faux, mais abattent dans une journée l'ouvrage de dix hommes ; et tout un attirail de culture qui accroît le capital d'établissement nécessaire à un domaine agricole dans la même proportion que l'emploi des engrais chimiques en grossit les frais d'exploitation.

La production, hâtons-nous de le dire, s'accrut sinon dans la même mesure, du moins d'une manière sensible ; ce fut, comme on le disait ces jours derniers à la Société des agriculteurs de France, un âge héroïque que celui de cet effort ; il ne fut d'ailleurs pas, comme tout autre effort, sans faire des victimes chez les faibles qui ne purent le donner, et se trouvèrent ainsi incapables de soutenir la concurrence du voisinage sur le marché local ou général. Nombre de petits exploitants, de petites industries, disparurent, tandis que s'élevaient les cheminées des fabriques remplaçant inégalement dans les plaines la pittoresque silhouette des moulins à vent au sommet des coteaux. La grande industrie progressive marcha de pair avec la grosse culture intensive, l'une correspondant à l'autre et se confondant presque avec elle, en sorte qu'on peut caractériser cette période par le mot d'*industrialisation* de l'agriculture. Il faut en même temps reconnaître qu'elle porta dans les mœurs des populations rurales des effets analogues à ceux que les industries manufacturières produisent sur les populations ouvrières, c'est-à-dire des effets surtout délétères.

L'industrialisation de l'agriculture entraîne en effet celle des cultivateurs ; elle refoule le métayage, les industries domestiques, agglomère les ouvriers, remplace le propriétaire par le directeur, l'action du patron par celle du contremaître ; elle détache, au moins momentanément, du foyer des jeunes gens qui par la suite n'y rentreront plus, et systématise l'emploi en

masse de la main-d'œuvre étrangère. Enfin l'industrialisme, en subordonnant toute l'activité sociale à la prospérité industrielle, conduit au capitalisme, qui fait de l'argent le maître du monde. — Si le mot est nouveau, la chose est bien réelle. — *Pecuniæ obediunt omnia.*

IV

Il semble que la mécanique et la chimie, sans avoir jamais dit leur dernier mot, aient dès maintenant porté les arts agricoles au niveau des arts industriels, en mettant les seconds au service des premiers. Pourtant la profession souffre encore ; elle se ressent des inconvénients de cette alliance, qui, en l'obligeant à faire appel au capital, ne lui a pas appris en même temps à le manier. Elle est ainsi devenue servante de son auxiliaire, et elle songe à s'en affranchir en s'organisant pour le commerce, afin de pouvoir s'assimiler ses procédés comme elle s'est assimilés ceux de l'industrie.

C'est le phénomène actuel le plus marqué, l'évolution si l'on veut, que constatait naguère le président de la Société des agriculteurs de France dans le discours d'ouverture de la trente-troisième session annuelle. Le marquis de Vogüé indiquait, en termes élevés, qu'à la période qu'il qualifiait d'héroïque des efforts dans le sens de la production, succédait une période qu'il qualifiait d'« économique » qui serait celle de la *commercialisation*, comme conséquence de celle de l'industrialisation, et où l'effort tendrait à l'écoulement des produits dans des conditions plus avantageuses que celles dont le cultivateur dispose aujourd'hui.

Celles-ci sont en effet l'enfance de l'art, ou plutôt sans art aucun ; les opérations de vente se font au comptant, parce que le vendeur est toujours pressé d'argent, l'acheteur n'apparaissant qu'au moment où il le sait en détresse. Celui-ci a des réserves, le cultivateur n'en a pas. L'un fait le prix, l'autre le subit. Le temps n'est plus où le cultivateur avait normalement trois récoltes à sa main : une sur la terre, une en greniers, une

en coffre. Aujourd'hui même celle en terre est engagée d'avance pour le coût des engrais qu'il a fallu y mettre avec la semence.

Le débat qui s'engage entre lui et le marchand de grains ou de bestiaux, aussi bien qu'entre le marchand d'engrais ou de machines agricoles, est la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

Il n'y avait, surtout pour le petit cultivateur, d'autre chance de n'être pas trop exploité que celle de la concurrence entre ses fournisseurs ou ses clients. Mais aussi bien les luttes que les ententes qui se produisent dans le champ de la spéculation finissent par retomber sur le producteur qui n'en possède pas la clef. Voici d'ailleurs qu'il se forme des monopoles, des *trusts*, dont la pratique revient du Nouveau-Monde dans l'ancien, et ce n'est pas exagéré de dire de l'agriculture qu'elle en est étranglée.

Mais voici qu'un phénomène nouveau se produit : l'association des uns appelle celle des autres, et le mouvement syndical, d'abord confus dans la formation de ses groupements et indécis de leur action, s'apprête à entrer en jeu et à rétablir les chances de ce jeu en faveur des petits, devenus par l'association gros vendeurs ou gros acheteurs.

Le premier stimulant à l'association professionnelle entre cultivateurs a, en effet, été l'idée de mettre à profit les facilités d'une loi nouvelle pour faire de la coopération, c'est-à-dire pour passer des marchés collectifs, sans être astreints aux formalités propres aux sociétés coopératives. L'objet même visé par le texte de la loi et dans son esprit, à savoir l'étude et la défense des intérêts de la profession, n'était guère aperçu en cela de la plupart des syndicats agricoles qui se créèrent sous le bénéfice de la loi de 1884, si bien qu'après avoir obtenu un certain abaissement dans le prix des engrais, ils sont portés à croire tout fait et donneraient plutôt des signes de désagrégation que de progrès organique, si les promoteurs du mouvement, plus avisés, n'étaient là pour le remettre dans ses voies et l'y poursuivre. Ainsi les deux manières d'appliquer la loi de 1884 trouvent leur incarnation respective chez deux formations : l'une, le *Syndicat central des agriculteurs de France*, vaste

maison de commission qui opère pour quiconque y est affilié ; l'autre, l'*Union centrale des syndicats agricoles*, dont la chambre, nommée par les grandes unions régionales des syndicats locaux, constitue, sous le patronage de la *Société des agriculteurs de France*, le centre d'étude et de défense des intérêts de la profession le plus compétent comme le plus autorisé, et leur véritable représentation.

La représentation des intérêts professionnels, ou d'une manière plus générale, des intérêts de classe par la consultation des associations syndicales, voilà en effet le principe d'organisation sociale et politique qui vient de rencontrer sa première application officielle, presque accidentellement, à l'occasion de l'impuissance du Parlement à solutionner la question des retraites ouvrières. C'est à la fois la confirmation, le redressement et l'avenir du mouvement syndical.

Voici maintenant comment il peut doter l'agriculture de l'organisation économique, ou plus proprement dit commerciale, à laquelle elle aspire.

Le syndicat est une association que nous devons supposer et faire étroite au sein d'une population agricole, assez limitée pour que tous ses membres se connaissent et s'apprécient. Ses facultés légales ne sont pas moins limitées juridiquement que sa composition ne l'est essentiellement, mais ces limites peuvent, sans être franchies, être étendues autant que nécessaire par deux procédés : dans l'ordre social et politique par des unions locales, provinciales, régionales, nationales, prévues par la loi syndicale ; dans l'ordre économique par des institutions latérales, créées et maintenues dans son centre d'influence.

Inutile d'insister sur les unions, puisqu'elles existent et fonctionnent comme on l'a dit en parlant de leur chambre syndicale. Mais l'extension de la puissance syndicale par des associations complémentaires de solidarité est tout ce qu'il y a de plus intéressant à considérer.

Ces œuvres peuvent se grouper sous trois chefs : institutions de prévoyance, de crédit, de coopération. Commençons par décrire celles-ci qui ont apparu les premières dans le mouvement syndical : le syndicat n'est pas, juridiquement, une société

commerciale, mais il peut en créer une entre ses membres sur le type des sociétés anonymes fourni par la loi de 1867 ou sur quelque autre base convenable au but, qui est la coopération. La société coopérative peut, selon son objet, être elle-même locale, régionale ou centrale, et s'appuyer à tous les degrés sur l'organisation syndicale, parce qu'elle réserve l'avantage de ses opérations aux seuls membres syndiqués.

Le même principe de solidarité entre associés peut être, pour le crédit, d'une puissance merveilleuse, soit en s'appliquant conformément à la loi susdite de 1867, soit en pratiquant la solidarité illimitée des caisses dites Raiffeisen, qui florissent en Allemagne et ailleurs, et sont propagées avec succès en France par M. Louis Durand. On dispute, en ce moment, à ces dernières la participation à un crédit de quarante millions mis gratuitement par la Banque de France à la disposition des caisses agricoles régionales ; elles doivent l'emporter.

Enfin la prévoyance et l'assistance entre les membres des associations syndicales sont faciles à organiser sous le couvert de la loi de 1898 sur les sociétés de secours mutuel ; toujours à la même condition que les participants soient membres de l'association syndicale, et que celle-ci n'ait pas de l'association que le nom et la forme légale, mais aussi et surtout l'esprit et la pratique cordiale.

On n'entre pas ici dans l'exposé complet de ce que l'action syndicale peut produire et a produit déjà de bienfaits de tous genres, tels que progrès de l'enseignement agricole, perfectionnement des méthodes de culture, mise d'instruments coûteux ou de reproducteurs de choix à la disposition des petits cultivateurs associés, warrantage, c'est-à-dire prêt sur gages fiduciaires... — Les effets de l'association s'étendent à tous les besoins de l'activité agricole et peuvent la porter à son maximum d'effet.

V

Voici donc les populations agricoles, après être entrées dans la voie du progrès de la culture par l'adaptation des procédés

de l'industrie, s'y avançant par celle des institutions économiques et des organisations commerciales. Ne serait-ce pas suffisant pour ramener la prospérité dans nos campagnes ?

Pour répondre à la question, il faut se reporter à l'état de dépopulation que nous y avons constaté et en mesurer non plus seulement les conséquences immédiates, comme cela a été fait au début de cette étude, mais encore les conséquences sociales dans l'ensemble de la nation. Les campagnes sont la cellule de la natalité, celle-ci étant insuffisante dans les villes où l'excès de la mortalité serait sensible si n'était l'afflux des populations rurales qui y est attiré. De là une double cause d'arrêt : celle qui est inhérente à la vie urbaine et celle qui résulte de la déperdition des campagnes. Au total la population est stationnaire en France et plutôt en voie de décroissance.

Par contre, la production agricole est en voie d'accroissement et dépassera bientôt les besoins et même les capacités de la consommation à l'intérieur. Or il ne faut plus parler d'exportation pour le gros des denrées agricoles. Tous les pays voisins en sont exportateurs ou trouvent ce qui leur fait défaut, à bien meilleur compte que chez nous, dans leurs colonies, si bien que les bras français ne peuvent travailler que pour les bouches françaises.

Dans ces conditions de déséquilibre, l'avilissement des prix est inévitable pour les produits alimentaires et pour la plupart des produits manufacturés ; les tarifs protecteurs ne jouent plus leur rôle régulateur des échanges, et le marché est désorganisé en dépit de toute organisation de la production. La baisse des produits n'est pas compensée par celle des engins de cette production, si bien que l'agriculture marche à la ruine, aussi bien si, renonçant à leur emploi, elle retourne avec la même main-d'œuvre à sa petite production d'antan, ou bien si, persistant dans leur emploi, elle ne fait pas ses frais. On ne dure pas longtemps en travaillant à perte.

Or ceci n'est pas une simple appréhension : c'est une première constatation. C'est de tous les phénomènes précédemment décrits le plus récent et le plus saillant. La surproduction, et par suite la mévente des vins, est devenue un fléau agricole

d'une sorte nouvelle ; celle des sucres va se produire à la suite du retrait des conditions factices de leur exportation. Celle des blés tardera d'autant moins qu'on se rejettera sur leur culture. Ainsi de suite des autres céréales, à mesure que la surproduction se manifestera chez l'une d'elles. Et alors ?...

Alors on touchera que le salut de l'agriculture est dans le développement de la consommation intérieure, et on entrera dans un nouveau stade. Nous ne dirons pas : après l'industrialisation et la commercialisation, la socialisation, parce que ce dernier terme est pris en mauvaise part et que les grands mots ne correspondent pas toujours aux grands remèdes. Mais nous dirons que la question, après avoir été scientifique puis économique, est devenue sociale. On se contentera d'en esquisser ici les données.

La puissance de consommation chez les populations dépend de deux facteurs : leur densité et leur bien-être. Ce dernier facteur n'a sans doute pas un jeu infini en matière de produits agricoles comme il l'a en objets de luxe ; néanmoins il y a encore bien de la marge entre la condition actuelle des pauvres gens et le moment où ils mangeraient tous à leur faim et seraient aussi bien vêtus que bien nourris. Il y a encore plus de marge entre la natalité naturelle dans notre race et celle à laquelle elle s'est réduite.

C'est dans cette double marge qu'il s'agit d'évoluer pour la diminuer peu à peu, en ramenant au maximum le bien-être et la fécondité des foyers comme on croit l'avoir fait atteindre à la fertilité des champs.

Le problème, il faut le dire, est d'un ordre plus élevé ; il est au-dessus des forces et même des conceptions de ce qu'on a appelé la démocratie rurale, assez improprement d'ailleurs, car le mouvement syndical, dont on lui fait honneur, n'a rien eu de démocratique dans ses origines chez les populations agricoles ; mais le mot y est et cela suffit. Passons.

Non, le problème est du domaine de l'homme d'État, — ce qui ne veut pas dire de l'État. La preuve en est que l'histoire — nous l'avons rappelé au début de cette étude — nous montre des règnes réparateurs comme des règnes désastreux à ce

double point de vue du bien-être et de la fécondité des foyers. Passant des princes aux ministres, comment s'y prirent un abbé Suger, un Sully, pour qu'à leur administration correspondit un état florissant des campagnes et un croît rapide de la population ? Voilà ce qu'il faut considérer avant de crier au socialisme d'État, comme je me hâte d'en prononcer le mot, parce qu'il vient à l'esprit de ceux qui n'en ont guère, dès qu'on parle de la question sociale et de l'action des lois sur les mœurs.

Pourtant on ne peut faire autrement que de considérer la protection des foyers, comme on dirait de celle des nids, une des fonctions de la loi. Or cela n'a pas été suffisamment dans la préoccupation des auteurs du Code civil ni même de leurs prédécesseurs, les légistes du XVIII^e siècle imbus de la philosophie d'alors. Il y a une réforme des lois successorales appelée depuis longtemps, et vers laquelle on commence à s'acheminer par les petites habitations rurales. Il y a pour les fermages un courant qui ramène dans le même sens, c'est-à-dire vers l'emphytéose. Enfin on a entendu et même couronné, à la Société des agriculteurs de France, la défense de ce qui reste des biens communaux et des usages qui en complétaient le bienfait pour les pauvres gens à famille nombreuse.

L'assistance locale, qui est nécessaire à ces familles, rentre dans les soucis du législateur ; le jour n'est peut-être pas loin où la liberté des legs sera plus grande et le tribut qu'ils paient aux finances de l'État moins onéreux ; enfin où l'émigration coloniale, qui offre un débouché nécessaire aux familles nombreuses, sera favorisée, et celle des campagnes vers la ville contrariée par la réorganisation corporative des professions urbaines.

Ce ne sont là que des indications ; elles appellent une étude à laquelle on donnerait volontiers pour épigraphe : *Tellus magna parens virum*.

VIII

LA SOCIÉTÉ SELON LA SCIENCE ET SELON LA FOI

Ce qui est pour le bien de l'homme, Dieu le
sait et le veut; c'est à l'homme de l'aper-
cevoir et de l'accomplir.

LAVELEYE.

L'homme vit en société; c'est sa loi de nature. Voilà le premier point établi par la science, c'est-à-dire par l'ensemble des constatations de fait suffisamment généralisées pour qu'il s'en dégage une loi.

Ce fut une sottise monstrueuse que celle des philosophes de la Révolution, qui n'aperçurent pas cette loi et professèrent l'existence d'un état de nature antérieur à l'état social. Cette sottise fut et ne pouvait manquer d'être le point de départ de quantité d'autres, qui forment la trame de cette malheureuse philosophie du dix-huitième siècle, et tout d'abord de l'idéal qu'on s'y fit de la Liberté. Idéal tiré de cet état imaginaire de nature, par opposition aux contraintes qu'on croyait nées plus tard de l'état de société.

On ne comprendrait pas la genèse de cette absurdité, si l'on ne songeait que ceux qui la fournirent n'étaient pas des scrutateurs mais des idéologues, en qui était demeurée, mais s'était déformée, la croyance traditionnelle en un état de grâce antérieur au péché; ils travestirent ainsi cette notion, péchant eux-

(1) Association catholique, septembre 1907.

mêmes ainsi contre la science, qui ne se prête pas à cette constatation préhistorique, en même temps que contre l'enseignement de la foi. Non, il n'est pas au pouvoir de la science, parce que ce n'est pas dans le champ de l'observation, de déterminer un état antérieur à l'état de nature que nous connaissons. Celui-ci seul laisse des traces perceptibles pour nous, et ces traces, si anciennes qu'elles soient, sont celles d'existences sociales analogues aux types actuels de la société. Lorsqu'on croit découvrir des hommes isolés, loin de présenter un type supérieur, ils ne montrent que la dégradation de l'espèce. L'hypothèse d'un état de nature antérieur et supérieur à la civilisation est donc loin d'y trouver son compte, et l'état de nature de l'homme est bien l'état social : c'est sa loi de vie.

Si le fait de l'état social est la loi de vie de l'homme, les conditions de cet état social ne sauraient être indifférentes ; elles n'ont pu manquer d'influer sur le développement de l'humanité, et leur observation ouvre un vaste champ à la science sociale dans le temps comme dans l'espace, c'est-à-dire aux différents âges de l'humanité comme aux différents lieux où elle est successivement apparue et ne cesse de se développer. Il ne suffit pas à la science d'avoir reconnu la loi de vie de l'humanité, il lui faut déterminer les lois selon lesquelles cette vie florit ou s'étiolé.

La fausse science des physiocrates du siècle dernier, comme celle des matérialistes de nos jours, n'a pu méconnaître tout à fait l'existence de ces lois, mais elle en a cru le jeu fatal, alors qu'il est libre et que les conséquences seules en sont fatales. On les a comparées aux lois qui régissent la mécanique céleste, tandis qu'elles sont essentiellement biologiques, puisqu'elles sont la règle de rapports sociaux, c'est-à-dire de rapports d'homme à homme, quel que soit l'objet de ces rapports.

Selon la diversité de ces objets, on distingue communément trois branches sur le tronc touffu de la science sociale : la morale sociale, qui s'entend surtout des rapports familiaux et d'ordre privé ; l'économie sociale, qui s'entend particulièrement de ceux de ces rapports qui ont pour objet la subsistance ; enfin la politique, qui traite de l'organisation des sociétés en cités et en nations.

L'étude scientifique de chacune de ces trois branches se conduit de la même manière par des investigations de faits et des rapprochements de conséquences. Le Play y a excellé pour la France ; Vogelsang dans la langue allemande ; le premier a tracé la méthode scientifique en procédant par monographies ; le second, plus synthétique, plus complet, n'a non plus jamais perdu de vue les réalités et a pu résumer ses leçons dans cette formule lapidaire : l'histoire du monde est le jugement du monde.

I

La morale sociale, ou plus simplement la loi morale, se révèle à l'observateur par la prospérité qui suit son action comme par la décadence qui accompagne sa désertion dans tout l'organisme social, avant tout dans la famille, puis dans la cité. Ce sont là des traits constants, qui peuvent sans doute être obscurcis par des circonstances extrinsèques ou par une rencontre de certaines qualités portées à un degré peu commun qui masquent les insuffisances, mais le phénomène, s'il en est moins éclatant, n'en est pas moins établi toutes les fois qu'une investigation plus serrée, plus scientifique par là même, scrute au delà des apparences.

La cité où règne la crainte de Dieu est plus ordonnée, plus décente, plus sûre, que celle qui n'a plus de temples, plus de chaires, plus d'idéal au delà de ce monde. Ce qui est vrai pour la cité, pour la société publique, l'est également pour chacun de ses éléments ; une aristocratie sans religion est corrompue ; une classe pauvre sans religion est vile : la religion ennoblit l'âme populaire, réfrène l'avarice des riches, l'égoïsme des heureux, la superbe des puissants. Chez tous, elle adoucit les mœurs, rapproche les distances, crée des liens ou les facilite. Que l'on scrute les plus vieilles civilisations, que l'on déroule les annales des peuples ou que l'on parcoure le globe, non pas avec un regard distrait par les variétés qu'il présente, mais en s'initiant aux mœurs et à la mentalité de chacun des groupes

qui le peuplent, on en reviendra toujours avec cette expérience que Le Play résumait dans son œuvre immortelle, en reconnaissant dans l'observation du Décalogue le criterium de la paix sociale. Ce n'est pas qu'il vit dans la promulgation au Sinaï autre chose qu'un rappel des anciennes coutumes de tous les peuples; on aime au contraire à en retrouver les préceptes dans les plus anciennes civilisations. La science n'a découvert nulle part une société qui lui fût antérieure et qui ne le connût pas, sinon dans sa forme, du moins dans ses préceptes.

Autrement dit, ses préceptes sont pour la science, des lois d'ordre naturel, ce que le langage de la foi appelle le droit naturel. Faut-il les énumérer ? La croyance en un Dieu vivant, créateur, rémunérateur et vengeur, apparaît dans toutes les civilisations comme le point d'appui de la loi morale en toutes ses dispositions et tous ses objets. Cette croyance commune est le lien le plus fort et le plus constant entre tous les hommes. Ils se déchirent dès qu'ils la perdent, non seulement entre peuples mais entre frères. Aussi c'est dans l'invocation de la foi commune que réside la force de la seconde loi naturelle : la religion du serment, d'où naît le respect des engagements, la foi des traités entre les peuples, l'observation des conventions entre les particuliers. Toute civilisation repose sur ces deux colonnes : la foi en la présence de Dieu, et son invocation dans le serment. Enfin toutes les civilisations ont rendu à Dieu un culte public et ont consacré à ce culte des loisirs périodiques.



L'élément primordial de la société est la famille; la science le constate. Lorsque la famille se dissout, non seulement le lien social disparaît, mais l'humanité même. Cet élément a, comme tout ce qui vit, sa loi de vie, et cette loi est formulée dans le Décalogue par une constitution hiérarchique, qui s'entend aussi du respect de toute autorité légitime et même des pouvoirs de fait, lorsqu'eux-mêmes n'agissent pas contre les lois sociales.

Il faut préciser ici le sens de ce mot « lois sociales » qu'on emploie de tant de façons différentes qu'il finit par n'avoir plus

de sens. Les lois sociales, ici, ce sont les lois essentielles de la société, celles que la science reconnaît par l'observation comme constantes et inéluctables. Elles se distinguent en cela des lois politiques, qui sont arbitraires et particulières à chaque peuple et à chaque état de l'humanité, mais ne peuvent entreprendre contre les lois sociales sans qu'il en naisse un désordre social.

Pour rentrer dans le sujet au point envisagé de la loi constitutive des autorités sociales, il faut remarquer que la continuité est une de ces lois qui dominent les lois politiques et auxquelles elles doivent se plier ; non certes d'une façon absolue, en restant comme figées tandis que l'état social se transforme, mais en ne rompant jamais violemment avec le passé au cours de ces transformations. Le passé n'est jamais mort ; il est la source de la vie du moment ; il la conditionne et il se prolongera avec celle-ci, qui n'est qu'un trait d'union, dans les lendemains lointains. Voilà ce que l'observation scientifique révèle à tout homme qui regarde, comme la foi l'a fait au Sinaï à ceux qui écoutaient.

Il serait superflu de poursuivre la démonstration du caractère scientifiquement social des lois du Décalogue sur le meurtre, sur la débauche, sur le mensonge, sur l'envie, dont l'ensemble constitue la loi morale.

On a beaucoup disputé si cette loi morale pouvait se passer de sanction religieuse. La science sociale ne contredit pas que cela puisse se rencontrer chez quelques âmes, parce que le for intérieur de l'homme n'est pas de son domaine, mais elle ne connaît pas de sociétés qui aient vécu dans l'athéisme en même temps que dans le respect de la loi morale. Elle apporte ainsi son témoignage au mot de Napoléon : « Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer », et son commentaire à celui de Pascal : « L'humanité est un homme qui ne meurt pas et qui apprend toujours. » Ce commentaire est celui-ci : que cet homme qui vit toujours pour apprendre est susceptible aussi d'oublier, et qu'il meurt quand il oublie. Sa loi de vie est la loi morale ; elle est inscrite tout au long des annales de l'humanité, et la morale, que trop souvent on ne considère qu'au

point de vue de la conscience de l'homme privé, peut et doit s'appeler, devant la science, la morale sociale.

II

L'économie sociale, on dit aussi l'économique, embrasse le problème de la subsistance sous trois rapports : celui de la production des biens par le travail ; celui de leur attribution en propriété ; celui de leur échange et des facilités qu'il trouve dans le crédit.

Il n'y a pas de loi plus constante que celle qui fait du travail l'agent nécessaire de toute production. Et il n'y en a peut-être pas une autre à laquelle les hommes cherchent le plus constamment à échapper. On a dit que l'homme était créé pour travailler comme l'oiseau pour voler, mais l'oiseau vole sans effort ou du moins sans peine ; l'homme peine au travail. Voilà pourquoi il cherche toujours à s'y soustraire ; tantôt en recherchant des instruments assez perfectionnés pour lui épargner les tâches les plus pénibles, — et c'est là le principe du progrès économique, de la civilisation, — tantôt en rejetant par force ces tâches pénibles sur d'autres hommes, — et c'est là le principe de l'esclavage et de l'usure.

Lorsque la loi du travail préside normalement au développement de la civilisation, le travail est honoré ; on lui reconnaît un droit ; il est organisé ; la corporation professionnelle naît et florit ; avec elle l'apprentissage conserve l'acquis de la veille et prépare le perfectionnement du lendemain ; la production est réglée de manière à suffire au besoin de la population et à ne pas le dépasser ; le métier devient ainsi une propriété d'un rapport assuré, et le bienfait de cette stabilité dans les arts de la production se ressent dans toute l'économie de la famille et de la cité.

Dans les sociétés au contraire où la tendance à se soustraire à la loi du travail est dominante, la considération s'attache à ceux qui réussissent à en rejeter le fardeau et à s'assurer quand même une bonne part à ses fruits. La pratique de l'esclavage

dans les cités antiques se présente sans doute tout d'abord à l'esprit sous les traits de ce tableau, et l'on y ajoute volontiers le servage. Mais c'est une erreur : l'esclave était sans droits sur les fruits de son travail, et il n'en était pas ainsi du serf, car il existait un lien de droit entre son patron et lui. Mais on retrouve une condition très semblable en fait sinon en droit à celle de l'esclavage sous le régime moderne dit de la liberté du travail, parce que le travail n'y étant pas organisé, l'individu qui s'y livre est à la merci de toutes les fluctuations du marché de ses produits, fluctuations qui tiennent aux jeux du capitalisme. Il est de plus désarmé ou armé d'une façon bien insuffisante contre tous les accidents de sa propre existence, et rien n'est moins assuré que la subsistance de sa famille s'il se risque à en former une ; de sorte qu'on a pu dire de la liberté de l'ouvrier sous le régime de la liberté du travail qu'elle était celle de mourir de faim. Les socialistes attribuent à tort cette condition au régime du salariat, tandis que sa désignation propre est celle de prolétariat, et que c'est par le défaut d'un droit du travail qu'elle se rapproche de l'esclavage. Mais le régime du salariat n'est nullement affecté de ce vice et de l'insécurité qui en est la conséquence, lorsqu'il tend à se rapprocher dans un contrat collectif de celui d'association par une participation au produit brut de la production ou par des garanties propres.

*
* *

La tendance à la constitution d'une propriété apparaît scientifiquement comme une loi aussi générale que celle du travail ; elle en est inséparable dans l'ordre de la nature : l'homme qui produit veut posséder le fruit de son travail. Mais comme le travail est presque toujours social, la propriété qui en découle conserve normalement aussi un caractère social. C'est la société des hommes qui rend leur travail possible et productif. Robinson Crusoé ne pouvait à peu près rien produire, sinon à l'aide des instruments qui avaient échappé à son naufrage et des connaissances qu'il avait puisées dans l'état social. Toutes les civilisations ont reconnu et conservé ce caractère social à la

propriété en ne l'affranchissant pas de charges sociales et, pour parler le langage juridique, de servitudes, comme aussi en l'investissant de privilèges correspondants.

Cela s'observe avant tout dans la propriété des biens fonds, dans le régime de la terre, soit au point de vue de sa possession, soit à celui de sa transmission volontaire ou héréditaire. Il y a des régimes de conservation forcée, où la famille seule est reconnue propriétaire et représentée par son chef; d'autres régimes sont plus ou moins communautaires ou de mainmorte. Nulle part le domaine éminent de la société n'est aussi peu marqué que dans le Code civil français, qui n'y veut voir qu'une propriété privée comme toute autre. Par contre, nulle part ailleurs qu'en France la terre ne paie autant au fisc.

Une question nouvelle a surgi de nos jours : celle de la propriété des instruments de travail. Bien qu'elle rentre dans la question de l'organisation du travail, on ne saurait la laisser en dehors de celle de l'organisation de la propriété.

D'une manière générale on peut dire que le droit de propriété découle du droit à l'existence et se rattache dès lors au droit naturel, non seulement pour les individus mais aussi pour les familles, pour les communautés, pour les corporations, pour la société religieuse comme pour la société civile. C'est de la bonne assiette de la propriété plus encore que de sa bonne répartition que dépendent beaucoup la prospérité publique et la paix sociale : l'extrême pauvreté, la misère, n'est pas plus dans l'ordre que le monopole des richesses en un petit nombre de mains. Mais aucun système ne saurait prévaloir uniquement dans l'établissement de la propriété : pas plus celui qui la mobilise aujourd'hui à l'infini en ne lui accordant qu'un caractère absolument individuel et privé. Le problème de la population, que la décroissance de la natalité pose de nos jours en France d'une manière impérieuse, apparaît par les statistiques de la démographie intimement lié à celui de l'établissement de la propriété. Tel homme public se fait un nom en donnant l'alarme sur ce péril national, mais il ne s'en est pas encore trouvé un qui ait fait faire cette simple réflexion que l'espèce humaine ne doit pas être moins protégée que les

espèces animales, dont la loi protège les nids ou les abris pour qu'elles se reproduisent autant qu'il est utile.

L'utilité sociale n'est assurément pas le dernier mot de la question; mais pour la science elle en est le premier, et rien dans ses observations ne justifie la théorie que l'on prête à Malthus, et qui est devenue de pratique courante sous le régime économique imposé par le législateur moderne à la propriété.



Si l'accord de la science acquise et de l'enseignement révélé nous a accompagnés jusqu'ici dans le domaine de l'économie sociale comme dans ceux de la morale, il semble disparaître dans celui du régime des échanges, du crédit, et, pour appeler la chose par son nom, de l'usure.

L'Église a été bien plus explicite dans la condamnation de ces pratiques qu'elle ne l'avait été dans la question de la liberté du travail. Elle a proclamé hautement qu'il y avait un juste prix auquel tout marché devait être passé, que la marchandise devait être loyale, que l'argent ne devait pas être considéré comme portant de lui-même intérêt. En un mot, elle a condamné par avance toutes les pratiques du capitalisme, de ce système sur lequel s'est formée la vie économique moderne, et qu'un moraliste, moderne aussi, a peint de ce trait : « Les affaires, c'est l'argent des autres. »

Pourtant c'est un engrenage auquel rien ne peut se soustraire, et grâce auquel une vie intense circule sur le marché, favorisée par toutes les découvertes de la science, favorisant l'immense développement de la production des biens et l'édification de fortunes colossales faites en peu d'années, et rendant des particuliers plus riches que les États sans leur imposer la moindre des charges auxquelles les États doivent subvenir.

Le tableau est magique; n'a-t-il pas sa contre-partie?

Voici comment elle se produit sous la plume, non d'un socialiste parti en guerre contre la société, mais d'un pape, Léon XIII, dans sa lettre encyclique sur la *Condition des ouvriers*. Après avoir décrit les maux du régime dit de la

liberté du travail, il continue ainsi : « Une usure vorace est
« venue ajouter encore au mal. Condamnée à plusieurs reprises
« par le jugement de l'Église, elle n'a cessé d'être pratiquée
« sous une autre forme par des hommes avides de gain, et
« d'une insatiable cupidité. A tout cela il faut ajouter le mo-
« nopole du travail et des objets de commerce, devenu le par-
« tage d'un petit nombre de riches et d'opulents, qui imposent
« ainsi un joug presque servile à l'innombrable multitude des pro-
« létaires. »

Il est certain, en effet, que par cet abus, qui fait de la propriété, créée pour le bien commun, un instrument d'exploitation des masses, son principe même a été altéré, son droit infirmé et sa sécurité compromise. Jamais la paix sociale n'a été aussi menacée et jamais des théories antisociales n'ont eu autant de crédit et ne se sont développées avec une telle complaisance des auditoires qui en fournirent les victimes.

Seule la science constate avec stupeur ces phénomènes, et est bien obligée de conclure qu'il y a un vice dans le système qu'au temps des encyclopédistes on avait proclamé comme libérateur, et dont les premiers essais n'avaient d'ailleurs pas été faits sans amener des catastrophes.

L'analyse scientifique du mécanisme de la production et de l'échange démontre que ce ne sont ni les luttes de la concurrence, ni les prépotences des monopoles, ni les jeux de la spéculation, qui en constituent le ressort, mais bien d'un côté le besoin, de l'autre l'épargne, et qu'il y aurait bien moins de déperditions, de froissements et d'aléas dans une organisation corporative des opérations commerciales aussi bien que de celles de la finance. Dans ces dernières, sinon l'organisation du moins l'esprit corporatif se rencontre déjà : seulement ce n'est pas en notre faveur qu'il agit, mais en celle de la nation juive, pour qui il y est un puissant instrument de domination.

En cela encore les conclusions de la science, appuyée sur l'histoire, se rencontrent avec les recommandations faites au nom de la religion par l'auteur de l'encyclique que nous citons tout à l'heure ; comme aussi les vieilles prescriptions des gouvernements chrétiens, qui recommandaient non de persécuter

les Juifs, mais de les tenir à l'écart en ne les considérant pas comme des nationaux. La prudence de nos pères n'avait pas été mise en défaut par l'idée cosmopolite qui s'est substituée à l'idée chrétienne.

III

La conception moderne de l'État repose sur ces deux colonnes, tirées de la riche carrière qui fut l'évangile du XVIII^e siècle, — *le Contrat social*.

« L'État, comme étant l'origine et la source de tous les droits, jouit d'un droit qui n'est circonscrit par aucune limite. »

« L'autorité n'est autre chose que la somme du nombre et des forces matérielles. »

A ces dogmes d'un tour hiératique, l'Église a fait front : elle a inscrit les deux propositions sur la liste de celles dont elle a renouvelé solennellement les condamnations par la mémorable encyclique du 8 décembre 1864.

Comment dans ce conflit la science sociale va-t-elle se prononcer ? Elle, pour qui les lois sont, selon la définition de Montesquieu, « les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses », et tout d'abord de la constitution de notre être, puis des mille contingences naturelles ou historiques qui sont venues non pas modifier l'essence de cette constitution, mais la modeler en quelque sorte selon les temps et les milieux. De cette essence et de ces modulations naissent des droits divers : les premiers constants et intangibles comme leur principe, les seconds variables mais non moins certains en une espèce donnée.

Suivant que les uns et les autres sont plus ou moins reconnus et respectés, l'État est paisible et prospère ou incertain et troublé.

Faut-il énumérer les principaux de ces droits, tels qu'ils sont reconnus chez tous les peuples civilisés ?

Il y a d'abord les droits de la conscience... On ne dira pas

que ceux-là émanent de l'État ou que le nombre soit pour quelque chose dans l'autorité de laquelle ils relèvent.

Il y a des droits de la famille ; on n'a jamais vu qu'ils naquis-
sent de ceux de l'État.

Il y a les droits du travail qui engendrent ceux de la propriété. Sans doute on dispute en la matière, parce que tout ce qui excite les convoitises engendre les disputes. On peut en appeler à l'arbitrage de l'État pour les accorder, mais on ne peut lui en attribuer la disposition que si le travail ou l'occupation ont été œuvre collective entreprise par l'État, comme le seraient par exemple des défrichements exécutés par les condamnés aux travaux forcés.

Restons-en sur cette indication, parce qu'elle convient à l'ensemble du système, heureusement sans application connue, si ce n'est peut-être chez les plus dégénérées des peuplades sauvages. Partout ailleurs on voit florir, avec la civilisation chrétienne surtout, non seulement les droits personnels que nous venons d'énumérer, mais encore ceux de la commune et de la corporation, — en comprenant sous ces termes les organismes les plus divers du corps social.

Un homme ou un groupe qui ne tiendrait son droit que de celui de l'État serait absolument sans droit, puisque l'État serait toujours maître, en vertu de son principe même, de révoquer le droit qu'il aurait concédé. Ce serait la condition de l'esclave. — Bel idéal vraiment à proposer au nom de la liberté, mais au mépris de toute science, c'est-à-dire de toute expérience comme de toute logique !

Ne nous y attardons pas davantage, mais demandons à la science sociale ses données pour le gouvernement de l'État, puisque l'État n'a d'autre fonction que celle d'être l'expression suprême de l'accord de tous les droits. Il possède à cet effet un organe, le gouvernement, qui définit — ne crée pas — tous ces droits par la loi, les maintient par la justice, les protège par la force. Voilà sa triple et constante mission.

Sans être Montesquieu ni partager tous ces principes, on peut dire que la science sociale jette beaucoup de lumière sur les effets de l'esprit dans lequel sont conçues les lois, et montre

que cet esprit est aussi bienfaisant quand il ne fait que de consacrer les bonnes coutumes et encourager les initiatives fécondes, qu'il y est nuisible lorsqu'il entreprend davantage, comme d'innover au lieu de développer, de supprimer au lieu de réformer.

La justice, c'est sans doute une mission du Gouvernement de la faire régner, mais cette mission demande une élévation de sentiments, une sûreté de discernement et une intégrité de caractère dont les garanties ne peuvent s'obtenir que par l'autonomie des corps judiciaires. Quand les charges de conseiller au Parlement étaient héréditaires, ces Cours étaient considérées à l'égal du sacerdoce dont elles dépassaient l'autorité. On touche aujourd'hui ce que des gouvernements démocratiques ont fait pour la considération des magistrats : en supprimant les justices corporatives, ils ont supprimé les compétences ; en disposant des sièges, ils ont supprimé l'indépendance ; en dictant des arrêts, ils ont ruiné la respectabilité.

La force enfin, mise au service du droit, tant au dedans qu'au dehors, ne rend tout ce qu'elle peut et doit donner de sécurité à la nation que dans la mesure où elle y est honorée. La vie des armes — je ne parle pas de leur apprentissage — exige de l'homme un sacrifice qui peut aller jusqu'au mépris de l'existence, et va toujours jusqu'à celui du bien-être après lequel court le commun des autres hommes. Si ce sacrifice n'est pas aperçu et tenu en honneur, la fonction sociale la plus sublime après celle du prêtre et du magistrat est rabattue au rang des plus subalternes, et comme on paie on est servi : les pouvoirs éphémères n'ont à leur solde que des prétoriens.

Il y aurait encore bien des choses à dire sur le mépris du droit des gens dont l'Église était la gardienne, sur la contrefaçon d'une représentation politique nationale par le suffrage universel inorganisé, sur les ruines morales semées par l'abandon de la religion. Le Play résumait celles-ci en trois symptômes qu'il regardait comme décelant les sources de tous les maux modernes : la perte du respect de Dieu, du respect du père, du respect de la femme. Et Le Play a été chez nous le plus haut représentant de la science sociale.

IV

Au contre-pied de la Révolution

APPLICATIONS ACTUELLES

- I. — Au centenaire de 1789.
- II. — La question juive.
- III. — Les retraites ouvrières.
- IV. — Le bien de famille.
- V. — La Noblesse en France.
- VI. — La représentation professionnelle.
- VII. — L'organisation territoriale.

I

AU CENTENAIRE DE 1789

I. — Plan général des Etudes.

L'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, fidèle en cela à son inspiration première et à ses déclarations répétées de dévotion aux enseignements de l'Église, a résolu d'opposer à la glorification des *principes de 1789* et de l'état social qui résulte de leur application, un sommaire d'études philosophiques, historiques et économiques capable de contribuer, avec l'œuvre magistrale de Le Play, les ouvrages de Taine et de tant d'autres écrivains courageux, à substituer à la légende de « l'ère moderne » le jugement impartial de l'histoire.

Ce recueil est en voie de composition ; il est précédé ici, en manière d'introduction, par quelques pages reflétant l'inspiration commune à tous les mémoires qui le composeront ; mémoires destinés à appeler l'attention du public sur telle et telle partie du problème social que les hommes de la Révolution ont cru résoudre au mieux, et qui, malgré la violence, sans exemple dans l'histoire d'aucun peuple moderne, qu'ils y ont apportée, est encore ouvert après un siècle, et plein de redoutables perspectives.

Chargé de la préparation de ces études demandées à divers collaborateurs, je ne voudrais pas les déflorer, mais seulement en marquer le lien ; d'abord en indiquant leur destination, ensuite en donnant leur cadre. Mais, passant de l'examen des

principes de la Révolution à celui de sa marche dans chacun des domaines qu'elle a envahis, j'aimerais montrer au bout de cette voie, souvent douloureuse, celle qui peut conduire le siècle prochain à un ordre social plus harmonieux et plus paisible que celui dont la glorification est un véritable défi au bon sens.

Quelques écrits conçus et tracés rapidement à raison des circonstances paraîtraient, même réunis en un petit volume comme sera celui que nous préparons, de bien peu d'importance, s'ils ne devaient être produits qu'en librairie, et non servir d'instrument de propagande, d'enquête et de délibération comme il va être dit.

Mais notre association (l'Œuvre des cercles), qui se compose d'un grand nombre de sociétés locales reliées entre elles par un organe central d'impulsion et de direction, va être sollicitée par son secrétariat général à prendre part à la grande enquête qu'ouvre le gouvernement lui-même avec éclat, à l'occasion de l'Exposition universelle de l'an prochain, sur les bienfaits dont le peuple a été l'objet dans l'ère moderne.

Que l'on se procure, en effet, un des *Questionnaires officiels* qui sont répandus à cent mille exemplaires, on y verra figurer le détail des diverses formes qu'a prises au service des classes populaires l'esprit de dévouement des classes élevées, — car peu de ces institutions, même de celles d'aide mutuelle, sont nées spontanément chez ceux qui en profitent.

Faire honneur de cet esprit de dévouement et de ses œuvres aux principes que l'on veut glorifier est sans doute excessif, car cet esprit n'est pas nouveau, et la Révolution a détruit infiniment plus de fondations charitables ou d'assistance mutuelle qu'il n'en a été reconstitué depuis, — et par tous autres que par ses partisans.

Mais un champ bien autrement large s'ouvre à une enquête sur l'état social. et, puisqu'on l'a voulue, nous la ferons, nous, sur tout l'ensemble de la situation qui se déploie aujourd'hui sous nos yeux.



L'ENQUÊTE portera donc en première ligne sur l'état des esprits : d'abord sur leur formation religieuse et morale et sur l'état des institutions qui y président. — Ensuite sur la diffusion, le degré et la qualité de l'instruction répandue dans les différentes classes de la nation. — Enfin sur les mœurs qui règnent chez ses diverses classes, aux foyers et dans les relations de la vie privée.

Ce sont en effet là des éléments caractéristiques d'une société, et ils doivent apporter un témoignage précieux pour la détermination du jugement qu'il en faut porter.

En second lieu passeront à l'enquête l'état des institutions politiques et leur fonctionnement : d'abord le principe du gouvernement et de ses mécanismes centraux et locaux. Ensuite la manière dont y est procuré le règne de la justice, tant par la loi que par le juge. Puis l'assiette des finances publiques, celle des forces nationales qu'elles entretiennent, et enfin la manière dont elles permettent à l'assistance publique de fonctionner.

L'ensemble de ces institutions comparé à leurs résultats fournit en effet les critères de la grandeur d'un peuple.

La troisième et dernière partie de notre enquête portera sur l'état économique des classes agricoles, industrielles, commerciales : le régime de la propriété et de l'impôt ; l'état des populations et des terres ; — le régime du travail ; la situation des patrons, celle des salariés ; la production industrielle ; — le régime de l'échange à l'intérieur et à l'extérieur ; le régime du crédit.

Ce sont là les divers aspects de la prospérité publique.

On le voit, notre enquête sera plus complète que celle des promoteurs de la célébration du centenaire, et ne saurait manquer d'y apporter une note, peut-être inattendue, mais de quelque intérêt.

II. — Les principes de la Révolution.

L'analyse des principes de la Révolution dont on fête le centenaire, ou de ce que Le Play nommait *les faux dogmes de 1789*, doit être, au portique de cette étude, faite sur la société à la transformation de laquelle ils ont présidé, car tout principe renferme en lui-même sa conséquence. On a cru que ceux-ci, la liberté naturelle et l'égalité native de tous les hommes, n'appartenaient qu'au libéralisme, et ce siècle a été, en effet, le *siècle du libéralisme*.

Mais le moindre examen montre qu'ils préparent pour le siècle nouveau l'avènement du *socialisme révolutionnaire* ; et, de fait, ils sont revendiqués par tous les socialistes de cette école, qui déclarent seulement que la Révolution a fait fausse route et qu'il faut en reprendre et en accomplir l'œuvre.

L'émancipation du quatrième état, comme ils disent, après celle du troisième ; la suppression de la propriété « bourgeoise » (c'est-à-dire libre) après celle de la propriété féodale ; la nationalisation du capital de l'industrie après celle des biens de l'Église ; tout cela, et le reste, se tient, en effet, très logiquement, veut se justifier par les mêmes raisons, et tend à s'accomplir par les mêmes procédés. Sans doute on ne verra plus, dans une nuit du 4 Août, des ordres privilégiés se dépouiller avec enthousiasme au profit de celui qui s'enrichissait d'autant ; mais si la violence, qui n'avait ensuite plus rien à disputer, a encore pu s'exercer pour venger les inégalités sociales du passé, n'aura-t-elle pas plus beau jeu dans le conflit qui s'accentue entre les classes qui n'ont plus d'autre distinction entre elles que celle de la fortune, et ne sont pas plus disposées les unes à l'abdiquer que les autres à s'en passer ?

Mais ne déclamons pas ; examinons !

*
* *

La DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ne s'attaque sans doute pas d'une manière expresse aux droits de Dieu, qui ont

formé la conscience de tous les hommes et présidé à la naissance de toutes les sociétés, mais elle les passe dédaigneusement sous silence. De plus elle part de cette supposition — formellement en contradiction avec le dogme chrétien du péché originel — que tous les hommes sont nés bons et vertueux.

Or DIEU ne saurait être traité en quantité négligeable ; la religion, en affaire facultative et de la vie privée ; l'Église, en mécanisme plus ou moins ingénieux mais indigne de trouver place dans la conception du législateur, — sans que cela ne tire à conséquence.

Lorsque la législation d'un peuple ne fait plus mention de la loi naturelle qui est vivante en la conscience de tous les hommes, et dont l'expression dans le Décalogue nous a été confirmée par la révélation du Sinaï ; lorsque la constitution de ce peuple, né dans le *Christianisme* et formé par lui comme le premier et le prototype des peuples de la civilisation, ne prononce plus le nom chrétien, il passe logiquement de la proclamation de l'Être suprême par Robespierre à la formule d'Odilon Barrot : « La loi est athée » ; et encore un autre demi-siècle après, au nom du principe de l'athéisme légal, on veut réaliser l'athéisme social dans tous les domaines.

Le *rationalisme* conduit ainsi « lentement mais sûrement » les libéraux à la même conclusion philosophique que les socialistes qui s'en inspirent comme eux, à l'ATHÉISME



Le principe politique de la déclaration de 1789 ne rompt pas moins nettement avec le *droit historique* que son principe philosophique avec le droit chrétien, puisqu'il git dans le dogme de la *souveraineté du peuple*. Souveraineté inaliénable, toujours prête à s'exercer, et dont le pouvoir social n'est que la créature toujours soumise et l'instrument toujours révocable. Comme elle n'est pas moins indivisible qu'inaliénable, nulle classe, nulle portion, nul élément de la nation n'en a sa

propre part pour la protection de ses propres droits et de ses propres intérêts. Il ne reste debout qu'un pouvoir suprême à base plébiscitaire mouvante, et une bureaucratie à compétence universelle fonctionnant seule dans l'État omnivore.

De même que la souveraineté du peuple est le principe des pouvoirs publics, elle est aussi celui de la loi : c'est le triomphe de la maxime romaine qui était devenue, à la fin, celle de l'ancien Régime : *Quidquid principi placuit, legis habet vigorem*. Que maintenant le prince soit un souverain absolu ou constitutionnel, un président ou un triumvirat, un parlement ou une Convention, c'est toujours le même régime sous des formes diverses. Que la nation se débâte dans, pour ou contre chacune de ces formes, le régime ne change pas ; il est d'une merveilleuse fixité ; c'est celui de la conquête romaine, avec son sénat, ses préteurs, ses préfets, ses légions : c'est le césarisme.

Le libéralisme fraye encore là le chemin au socialisme, puisque celui-ci, pour modéré ou révolutionnaire qu'il soit, ne peut aboutir que par le CÉSARISME.



Au moins dans l'ordre économique le principe de la liberté va-t-il nous préserver de ce qui lui semble le plus opposé : le socialisme ? Regardons :

Sans doute l'affranchissement du travail paraît une belle chose, et tout à fait nouvelle, en place du régime corporatif.

Sans doute l'affranchissement de la propriété, pour n'être pas chose nouvelle mais renouvelée des Romains, passe pour un grand progrès sur l'abhorré régime féodal.

Sans doute enfin l'affranchissement du commerce, la liberté du prêt, l'épanouissement de toutes les formes de l'échange et du crédit, pour être également renouvelés du monde romain, n'en sont pas moins pleins de promesses pour le développement de la richesse publique et privée.

Mais qu'arrive-t-il ? C'est que ces régimes de liberté ne font pas que l'homme puisse travailler, posséder, échanger comme

il veut, mais comme il peut. — Comme il peut, c'est-à-dire selon la loi non plus humaine et organique, mais fatale et mécanique de la *concurrence*. Dès lors il n'y a plus d'existences sociales stables, mais des successions de problèmes sociaux, dont les éléments sont des masses et des vitesses, desquelles les produits forment des *quantités de mouvement* qui emportent ces existences en les transformant par « l'évolution historique » de la lutte des classes. Nous voici en pleine théorie de Karl Marx, le docteur suprême du socialisme ; l'humanité ne vit plus selon la loi du Christ, mais selon celle de Darwin, où sous la fatalité du besoin les espèces animales vont se détruisant ; et l'homme, devenu bête, ne connaît plus qu'un maître sous ces deux aspects nommés par Buechner « force et matière ».

Le libéralisme n'a donc encore dans le domaine économique d'autre conclusion que l'inspiration même du socialisme révolutionnaire : le MATÉRIALISME.

III. — La marche de la Révolution.

Maintenant que la seule réflexion nous a montré que les principes de 1789 impliquaient les conséquences mêmes auxquelles aboutit le socialisme rationaliste, un coup d'œil jeté sur l'histoire de ce siècle montrera la marche qu'a suivie leur application depuis leur proclamation jusqu'à son centenaire.

Ce coup d'œil déterminera jusqu'à quel point les socialistes révolutionnaires sont fondés à dire que l'œuvre de la Révolution n'est pas encore complète, et que ce n'est ainsi pas encore le moment de la glorifier, mais bien celui de la poursuivre. Mais en même temps il montrera par la mesure du chemin parcouru jusqu'à quel point sont fondées ces espérances d'un triomphe définitif par l'accomplissement intégral des promesses de l'ère révolutionnaire.

En sorte que si l'on ne se trouve pas encore à ce moment où une organisation sociale nouvelle — celle du socialisme démocratique — doit avoir remplacé complètement celle que

nous avaient léguée les siècles chrétiens, du moins on peut dire que celle-ci a presque complètement disparu. Evolution historique nécessaire, nous disent les hommes de l'ère nouvelle ; peut-être, mais en tout cas marquée pour l'observateur impartial par ce mot : *désorganisation sociale*. Nous allons voir dans un rapide tableau s'écrouler les états moraux de l'ancien ordre : l'Église et la famille ; ses ressorts politiques, la monarchie, les autonomies locales ; ses formes économiques, les communautés et les corporations. Nous ne verrons rien surgir à la place : il ne restera debout que l'État, qui aura absorbé et concentré toutes les fonctions sociales, mais qui n'aura lui-même aucune forme, aucune pensée stables, et dont l'omnipotence ne servira qu'à livrer le monde à qui le prend.



1. Depuis les origines de la France l'histoire nous y montre la RELIGION honorée, d'abord comme germe et forme de la civilisation, ensuite comme norme de la législation et soutien des institutions sociales. L'*Église catholique*, qui appelait à bon droit la France sa fille aînée, occupait encore en 1789 une situation privilégiée, bien que diminuée par les empiétements des Parlements et de la Royauté, comme aussi par l'altération des doctrines et le relâchement des mœurs dans la classe élevée. Son établissement même, pour s'adapter à la forme de la société civile, en avait dû emprunter les formes, suivre les vicissitudes et souffrir les abus.

L'Église de France avait subi les atteintes du gallicanisme dans son principe, du jansénisme dans son ministère, de la commende et de la prélature de cour dans ses mœurs. Elle présentait en beaucoup de ses parties les fissures d'un grand corps, quand la Révolution s'abattit sur elle, la mit en pièces sous la Convention, puis tenta sous l'Empire de fausser sa reconstitution concordataire en la plaçant sous la dépendance de l'État. Comme dans de telles conditions, auxquelles ne saurait survivre longtemps aucune institution humaine, l'Église conserve encore son feu divin par le rayonnement de son foyer

historique, il n'est pas d'assauts que la Révolution n'ait donnés à ce foyer auguste dont elle voudrait ne plus faire que la prison d'un débile vieillard. Et il n'est pas de desseins hostiles qu'elle ne trame encore et ne traduise chaque jour par des lésions tantôt mesquines et dissimulées, tantôt hautaines et déclarées.

Laissons donc de côté le fait surnaturel, qui éclate partout en tant de merveilles et contre lequel rien ne prévaudra, et disons que l'Église de France, dont un gouvernement impie nomme les évêques, dissout les milices et affame les séminaires, après avoir mis la main sur ses biens comme sur ce qu'il a pu de ses libertés, se trouve vraiment *sub hostili potestate constituta*, et semble dès lors vouée par la logique du rationalisme à la prochaine destruction que ses adversaires ne cessent de prédire et de poursuivre.



2. L'ENSEIGNEMENT ne constitue pas une force sociale, mais un service social, privé en son essence mais public par ses effets. Il n'était en conséquence dans l'ancienne France livré au monopole d'aucun corps, mais distribué au gré des familles, le plus souvent par des hommes d'Église et toujours sous le contrôle de celle-ci. Il en avait toujours été ainsi non seulement dans tous les pays chrétiens, mais dans tous ceux dont nous connaissons la civilisation. Nulle part la morale n'était regardée comme indépendante de la religion, ni l'instruction séparable de l'éducation. Les maîtres n'enseignent que ce que croient les pères et qu'ils veulent transmettre à leurs enfants ; mais en revanche ils s'efforcent de les suppléer, et non pas de les supplanter en tout.

La Révolution a changé tout cela ; elle a détruit l'unité d'enseignement, parce que cette unité était l'expression du christianisme, et a jeté en travers du ministère de l'Église un corps universitaire enseignant, au nom de l'État. Dieu sait quelle morale sans dogme et sans sanction. Ce n'est pas Dieu seulement, c'est la famille qu'elle a chassée de l'école des

enfants du peuple, en ne permettant plus aux pères de famille de choisir ni la personne ni l'enseignement du maître auquel elle les oblige à confier leurs enfants. — Pour exercer cette tyrannie il lui a fallu créer et entretenir un mécanisme bureaucratique coûteux, là où fonctionnaient — sous l'ancien régime le plus souvent gratuitement — des organismes enfantés et soutenus librement par le dévouement.

Elle n'a constitué en ce domaine que pour détruire, et nul même de ses adeptes ne saurait dire que son action ne s'exerce pas ainsi dans le sens de la dissolution sociale, en soustrayant les jeunes générations d'hommes, aujourd'hui même les jeunes filles, aux influences de la famille et de la religion.

Après l'athéisme officiel décoré du nom de *liberté de conscience*, c'est l'athéisme pratiquement inculqué aux esprits, toujours au nom de la même liberté de conscience, qui semble dès lors consister à violenter celle des parents et à étouffer celle des enfants.



3. LES MŒURS dépendent sans doute beaucoup des lois et des institutions publiques, de l'école et du Forum, comme on eût dit jadis, mais elles se forment et se conservent surtout au foyer de famille. Là se fait l'apprentissage de tous les dévouements comme devrait se trouver l'asile de toutes les libertés ; là est l'école du respect ; là vit ce lien de tradition qui, perpétuant la vie et l'âme de chaque génération en celle qui la suit, fait que les hommes vivent en société et non en troupeaux.

Or il y avait dans l'ancienne France des *familles professionnelles* ; elles existaient en majorité dans toutes les classes, et formaient l'élément principal du corps social dans tous ses organes. Car il n'y avait pas que les familles d'épée ou de robe, mais aussi celles de métier, celles d'artisans, pour porter haut l'attachement à la profession et en accroître ainsi l'honneur et la valeur. Chaque famille se perpétuait dans sa fonction sociale, grâce à une égale sollicitude des diverses institutions par lesquelles ces fonctions étaient organisées.

Sans doute cela était contraire au principe de l'égalité native, qui semble consister dans un mépris égal des conditions diverses, car il s'opéra en ce siècle un effort des gouvernements en sens inverse, afin de favoriser par des bourses prises sur les deniers publics, pour l'accès des carrières de l'État, les candidats les moins préparés par leur éducation à y servir aisément et dignement. C'est de l'inégalité au rebours du bon sens, du bien public, et, je n'hésite pas à le dire, d'un certain droit social des pères à se survivre dans leurs enfants, alors que le vrai mérite — qui n'a d'ailleurs pas un moindre droit social — a tant d'autres champs d'activité où se produire au bénéfice de tous.

Mais ce n'est pas tout que de détruire ainsi les patrimoines moraux : ceux consistant dans un domaine, un atelier, l'instrument approprié d'une fonction sociale quelconque, sont devenus l'objet, en place de la protection, de la destruction légale, par les contraintes tyranniques des soi-disant lois successorales. — Je ne parle pas ensuite du divorce, de l'émancipation des fils par le pied d'égalité politique avec les pères, de l'impunité de la séduction, de l'absence de protection de la femme et de l'enfant contre les abus de la concurrence industrielle. Mais j'appelle l'attention sur le degré d'intensité de ces trois faits qui caractérisent la condition actuelle des foyers : la dépopulation des campagnes, la dégénérescence des populations industrielles, la précocité de la criminalité.



4. LE PRINCIPE POLITIQUE sur lequel reposait la constitution de l'ancienne France, et d'ailleurs celle de toutes les nations chrétiennes, était le *droit historique*. La société s'était formée et développée successivement à travers les siècles, et sa constitution, suivant une expression connue, avait crû suivant des coutumes à peine codifiées, mais inscrites « *ès cœurs de tous les Français* ». Toutefois l'esprit du césarisme romain s'était infiltré peu à peu par les légistes dans l'antique monarchie

dès l'époque de Philippe le Bel, puis celle de Louis XI, ensuite surtout à partir de la Renaissance, et avait atteint son apogée, préparé par Richelieu, avec Louis XIV ; dès lors il ne restait guère plus de corps constitués pour soutenir la royauté que les Parlements, les États provinciaux ayant généralement disparu, et l'administration des Intendants remplaçant les autonomies locales. — Les échevinages et les municipalités s'étaient substitués, mais localement seulement, au régime féodal, dont il ne restait à peu près plus trace.

C'était donc vers la réorganisation des corps intermédiaires — bailliages et provinces — que devaient se porter et que se porta en effet l'effort patriotique qui unissait le trône et la nation au commencement du règne de Louis XVI. — Mais il fut bientôt détourné de la voie naturelle, c'est-à-dire de la reconstitution des unités historiques, par la conception administrative qui avait créé les départements, et ceux-ci ne furent et ne sont encore restés que des formations bureaucratiques mises aux mains de l'État pour détruire tout le reste des autonomies et asservir les communes.

Le principe monarchique lui-même, qui n'avait jamais été mis en question pendant des siècles, alors même que la succession au trône était indécise dans son droit ou disputée par les armes, tomba de la hauteur du césarisme dynastique, où avaient voulu le porter les derniers règnes par une dénaturation du « droit divin », au-dessous du niveau d'autorité auquel prétendait un principe nouveau, celui de la *souveraineté populaire*. — En vain voulut-on de bonne foi les accommoder : « ceci tua cela » en quelques mois ; depuis, vingt essais de constitution se sont succédé sans retrouver jamais la base du droit historique, si bien que pour l'historien futur, alors qu'il voudra résumer dans la synthèse où s'effacent les incidents du passé la marche du XIX^e siècle, il n'apparaîtra pas que la France soit passée de la monarchie à l'empire ou à la république, mais à l'*anarchie*.



5. De même que la base de la constitution politique s'était rétrécie peu à peu de celle du droit historique à celle du droit régalien, pour faire finalement place à celle du césarisme, — la souveraineté populaire, — de même la base de la CONSTITUTION JURIDIQUE s'était transformée. Elle était passée du principe du jugement par les *pairs* sous la présidence du Prince, qui était celui des cours féodales, à celui du jugement par les officiers royaux sous le contrôle de corps spéciaux, — les Parlements ; et elle ne retourna en partie lors de la Révolution qu'à une caricature de sa première manière par l'institution du *Jury*. En vertu du faux dogme de l'égalité native de tous les hommes, c'est-à-dire de la méconnaissance de la diversité des fonctions sociales et du droit naturel propre à chacune d'elles en raison de son essence, on proclama un *droit commun* devant lequel disparurent toutes les garanties de compétence et d'indépendance que présentaient les juridictions spéciales : les tribunaux ecclésiastiques, les tribunaux militaires (qui furent seuls conservés), les juridictions corporatives, et ce qu'on appelle aujourd'hui les tribunaux d'exception ou administratifs (dont le gouvernement a eu soin de se réserver le bénéfice, parce que les juges en sont à sa discrétion).

Quant au principe des lois que le juge eut désormais à appliquer, il devint absolument arbitraire, ne relevant plus d'aucun prototype, comme le *Décalogue*, ni d'aucune morale définie, comme celle de l'Évangile. Sans doute il y eut un adoucissement dans les peines, et même dans les modes de la procédure ; la torture, entre autres, fut supprimée par le roi Louis XVI malgré son origine romaine qui devait la rendre chère aux légistes, mais si le droit codifié par Napoléon devint moins touffu, l'ensemble de la jurisprudence le devint davantage, et les résultats de l'enquête nous diront si le nombre des procès civils et si la criminalité ont été diminuant durant l'ère de la société moderne.



6. Jadis les FINANCES PUBLIQUES ne se composaient guère que des ressources du *Trésor royal* — ou domaine privé de la couronne — et des *subsides extraordinaires* votés par les États ou les grands corps sociaux. Mais sans parler de l'altération des monnaies par Philippe le Bel, le développement excessif de la Cour des Valois et surtout de celle de Louis XIV, enfin les longues et malheureuses guerres de la fin de son règne avaient rendu ces ressources insuffisantes. Il avait fallu recourir à des expédients administratifs tels que la mise à un prix excessif des patentes et même de certains emplois royaux, puis à la vente des privilèges eux-mêmes, et enfin à de pénibles augmentations d'impôts directs comme l'impôt foncier, ou indirects comme les douanes intérieures, les gabelles, etc.

Cet état de souffrances et d'abus ne fut pas une des moindres causes qui favorisèrent la Révolution. Mais qu'était cela à côté des appétits qu'elle montre aujourd'hui et de la *dette publique* qu'elle léguera à la génération future, et qui écrase déjà la nôtre ?

L'ARMÉE et la marine, qui avaient porté haut le renom français, étaient, pour la plus grande partie, composées de volontaires ; l'inscription maritime et un essai rudimentaire de conscription ne remontaient pas plus haut que le règne de Louis XIV, où pour la levée des milices on eut recours à la contrainte par voie de tirage. La force de l'armée gisait surtout dans ses cadres, fournis à bon compte et à toute épreuve par des familles professionnelles, qui recevaient en retour l'exemption d'une partie de l'impôt foncier — la « taille » — pour les terres qu'elles cultivaient elles-mêmes sans en tirer fermage.

La conscription prit pied dans les institutions nationales avec la Révolution, atteignit sous Napoléon des proportions d'une effroyable calamité publique, et n'a cessé malgré les atténuations de la Restauration d'être depuis ce temps-là le plus lourd des impôts.

L'ASSISTANCE PUBLIQUE ne coûtait à peu près rien aux contri-

buables ; elle était assurée dans des proportions incomparablement plus fortes qu'aujourd'hui par les corporations religieuses ou professionnelles : les premières pour tous les indigents, les secondes pour leurs membres nécessiteux. Nous avons aujourd'hui reculé de bien des siècles dans l'abondance et dans l'art de la charité. *La Révolution a audacieusement dépouillé les pauvres.*



7. Si dans les paragraphes précédents on a passé en rapide revue les intérêts des classes sociales vouées aux professions libérales, il reste à jeter le même coup d'œil comparatif sur celles dont l'industrie s'exerce aux arts manuels, et qui forment le gros de la nation.

Pour ce qui est d'abord des CLASSES AGRICOLES, il n'est pas exact de dire, comme on le fait communément, que la Révolution ait soit créé, soit seulement affranchi la propriété. La petite propriété avait existé de tout temps, et la grande propriété agraire ne s'était même constituée qu'à la disparition du régime féodal, dans l'essence duquel elle n'était pas. — Au régime des tenures perpétuelles avait succédé alors celui des terres censives, selon des coutumes successorales qui variaient à l'infini, et produisaient déjà tantôt le morcellement, tantôt la conservation des domaines, mais le plus souvent leur agglomération aux mains des classes qui ne pouvaient qu'épargner, mais non engager ou démembrer facilement leurs biens, — la noblesse nouvelle et le clergé.

Les impôts étaient moins excessifs que vexatoires dans leurs modes de perception ; beaucoup s'acquittaient en nature, par redevances, dîmes, corvées. Les impôts indirects, surtout celui du sel, pesaient davantage ; mais ce qui nuisait le plus au développement de la production agricole était la difficulté des communications, qui était cause tour à tour de disettes ou de pléthores, suivant la région.

Aujourd'hui nous voyons se produire le phénomène inverse : la facilité des communications non seulement régionales mais

internationales livre les marchés des pays les moins fertiles aux rivaux plus favorisés, et il en résulte une grande émigration de leurs populations vers les villes. Là où la terre nourrit et retient encore les familles, une autre cause produit la dépopulation : la stérilité systématique due au régime successoral.

Mais ce qu'il y a de plus frappant dans les campagnes, c'est l'état et l'esprit d'*individualisme* qui y règnent. En place des fortes communautés rurales que nous avait léguées le moyen âge, la commune actuelle n'a plus de la communauté que le nom ; elle ne possède plus de biens ou de droits d'usage pour ses petits foyers ; elle n'est plus administrée par les propriétaires du sol ; ceux qui en paient les impôts ne sont généralement pas ceux qui les votent, et ces impôts vont toujours croissant. Par contre la *spéculation* sous toutes ses formes exploite à merci la production agricole désorganisée, de sorte que des champs plus riches ne portent que des gens plus pauvres, et que l'agriculture, qui était la condition la plus honorée, est devenue la plus délaissée.



8. L'état des CLASSES INDUSTRIELLES s'est encore bien plus transformé depuis un siècle que celui des classes agricoles. La grande industrie, qui n'existait guère alors que pour l'exploitation des mines et des verreries, tend de plus en plus à se substituer à la petite. — Celle-ci, qui jouissait alors d'une *organisation corporative* d'autant plus profitable à ses membres qu'elle était plus fermée, est aujourd'hui livrée, sauf peut-être dans l'industrie du bâtiment, au combat pour la vie contre sa puissante rivale. Chaque jour, qui est marqué par l'invention ou le perfectionnement d'une machine, est comme la date d'un échec qui détruit un certain nombre de petits ateliers, c'est-à-dire d'existences sociales assurées, sans leur rien offrir en retour.

Aussi le régime de la *liberté du travail*, que les économistes donnent comme un retour au droit naturel de l'humanité et une condition de son essor économique, a-t-il créé l'antago-

nisme le plus violent entre les patrons de même industrie et surtout entre ceux-ci et leurs ouvriers. En place des institutions corporatives qui garantissaient à l'artisan non seulement une existence aisée pendant ses années de labeur, mais encore les secours de tout genre contre les infirmités, les accidents et la vieillesse, il n'y a plus rien que quelques efforts spontanés vers un retour à l'association, que l'on peut dire négligeables, moins encore à cause de leur petit nombre que de leur absence d'ensemble et d'efficacité sociale. Les ouvriers manifestent leurs sentiments en traitant communément de « bagnes » les établissements auxquels ils sont attachés, et ceux même des plus petits ateliers ne voient habituellement dans le maître qu'un ennemi.

Il faut ajouter à ce tableau, comme trait final, l'horrible dégénérescence morale et physique qui se manifeste dans la plupart des agglomérations industrielles, où ne peut plus se recruter d'autre armée que celle du socialisme révolutionnaire.

On voit, et personne ne conteste dans les rangs des ouvriers, que rien n'a été fait pour eux par la Révolution, et que leur condition est au contraire beaucoup plus précaire qu'auparavant. — Celle des industriels ne l'est pas moins dans ce régime de la liberté du travail, qui n'est en réalité que la liberté de la spéculation, comme nous l'allons voir. Quant aux produits, ils ont généralement perdu en qualité ce qu'ils ont gagné en quantité.



9. Les barrières, que l'Église d'abord, dans l'intérêt des CLASSES COMMERÇANTES, puis le Parlement, s'inspirant de la Sorbonne, avaient si longtemps opposées à la spéculation sur l'intérêt de l'argent, étaient tombées avant la fin du siècle dernier, et l'agiotage avait exercé à la cour même de terribles ravages, bouleversant avec les conditions sociales les notions de l'honneur chez les uns, du respect chez les autres.

La Révolution vint consacrer et légaliser cet état de choses, et entre autres services rendus à l'établissement du capitalisme,

elle naturalisa en bloc les *juifs*, dont la bonté de Louis XVI avait toléré la rentrée dans le royaume par la frontière d'Allemagne.

Quant à sa législation commerciale, elle fut d'abord aussi confuse qu'arbitraire et souvent cruelle, allant jusqu'à punir de mort certains usages du principe de la liberté qu'elle devait finalement adopter sans limites. Mais ce qui disparut tout d'abord, parce que c'était une doctrine de l'Église formant le fondement du régime de l'échange dans un ordre social chrétien, ce fut la doctrine du *juste prix*, à laquelle on substitua la raison d'État pour déterminer les règles du marché, livré en principe uniquement à la concurrence.

La banqueroute de l'État par le système des *assignats* fut la première grande opération des réformateurs, qui s'étaient chargés de liquider les dettes de la monarchie et les avaient immédiatement doublées.

Peu à peu, dans le courant de ce siècle, le drainage de l'épargne privée par le Trésor public, ou par les grandes entreprises financières avec lesquelles il s'accorde, s'est régularisé et introduit dans la constitution comme dans les mœurs, si bien que la charge d'impôts qui pèse sur chaque tête est beaucoup plus lourde en France que partout ailleurs. De plus, comme ce qui reste de capital non aliéné à l'État est le plus souvent entre les mains de *compagnies anonymes*, c'est-à-dire de collectivités impersonnelles à responsabilité forcément limitée mais à liberté illimitée, le capital est devenu beaucoup plus un objet de *spéculation* qu'un instrument de travail; le produit supporte ainsi, pour passer des mains du producteur à celles du consommateur, une majoration de prix pour l'impôt, une pour la rente fixe qu'en prétend tirer tout prêteur, une pour le dividende de l'action, et Dieu sait combien de commissions aux intermédiaires, si bien que la fortune publique et les fortunes privées sont également en souffrance, et que s'il y a un peu plus de *millionnaires* il y a beaucoup plus de *prolétaires*.

Telles me paraissent être dans leurs grands aspects les CONCLUSIONS que l'enquête établira d'une manière plus précise pour chacune des branches d'activité où s'exerce la philosophie de l'esprit humain, sa sociabilité ou son aptitude à se procurer les biens.

Elles présentent les caractères généraux d'une rupture avec la continuité historique, que l'on a en effet bien appelée « Révolution » ; d'une dissolution des liens sociaux, non seulement de ceux qui relient au passé, mais encore de ceux qui relient les hommes entre eux dans toutes les conditions ; enfin d'une porte ouverte à de tels abus au nom de la liberté, et à de telles revendications au nom de l'égalité, que le triomphe du socialisme apparaît de nouveau au bout de chacune de ces voies, non plus seulement comme conséquence logique des principes du *rationalisme*, mais comme réaction inévitable contre les excès de *l'individualisme*.

Et de fait, sans parler du socialisme modéré et moins encore du socialisme conservateur (expression qui n'est pas connue dans la littérature sociale française), le *socialisme révolutionnaire* se dresse partout comme l'héritier assuré du libéralisme, qui a fourni sa course avec ce siècle et ne verra sans doute pas l'aurore du siècle prochain.

Qu'on veuille bien remarquer combien il avait en réalité fait son œuvre et pris possession de toutes les avenues de l'État et de la famille comme de toutes les institutions, à la veille de 1789. Si bien qu'il ne fallut que quelques mois de violences pour que l'ancien décor s'écroulât comme au théâtre dans un changement à vue, et démasquât le nouvel édifice venu de toutes pièces. Et qu'on se demande si l'édifice social actuel paraît plus solide ou moins menacé que celui qui s'écroula alors.

La fête du centenaire *de l'ère moderne* pourrait bien devenir celle de la naissance d'une *ère nouvelle*.

II

LA QUESTION JUIVE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE (1)

Il est des moments pour parler comme il en est pour se taire
Il est des moments où la Providence permet à des événements
surprenants de se produire avec tant d'éclat, qu'une clarté soudaine s'en projette sur une situation grave et mal connue jusque-là. L'observateur obscur, qui en avait conscience mais aurait inutilement tenté de rendre cette conscience communicative, peut alors essayer.

Drumont, qui a eu le mérite de devancer cette heure pour la question juive, écrivait dernièrement : « Les Français d'aujourd'hui ne veulent plus penser, et s'ils fendent l'air avec une telle rapidité sur la bicyclette, on dirait que c'est pour fuir la Pensée qui pourrait les guetter et les saisir au passage. » Mais depuis quelques mois l'étourdissement factice du mouvement qu'on se donne dans le vide est vaincu par plus étourdissant encore : un trouble subit dans la vie de la nation française, tel qu'elle paraît en péril, et au même moment, dans la pénombre, une trace de l'effort persévérant d'une autre nation, la nation juive, pour se reconstituer : au premier plan l'affaire Dreyfus ; à l'arrière-plan le congrès du Sionisme (2), et le rapprochement fortuit, ou plutôt providentiel, de ces deux faits, rendant

(1) Arrancy, le 16 octobre 1898.

(2) Israélites de tous pays réunis pour la seconde fois à Bâle, afin de rechercher les moyens de reconstituer à Jérusalem un État indépendant sous le nom caractéristique de Sion.

facile à toucher ce qu'on n'apercevait pas assez jusqu'ici, à savoir que *les Juifs sont une nation*.

Ce qu'est au juste cette nation au regard des nations chrétiennes, en principe comme en fait, cela forme la trame de la question juive, dont la solution résiderait dans un *modus vivendi* à déterminer entre ces fractions irréductibles de l'humanité. — *Modus vivendi* facile à établir sans violence, sans lésion d'aucun droit naturel ni acquis, mais en ne perdant jamais de vue que nous sommes un royaume du Christ, et que si la nation déicide s'en approche, ce ne peut jamais être que pour lui donner le baiser de Judas.

Les objets successifs de l'étude qui conduit à cette conviction — objets que je n'ai pas la pensée d'exposer mais seulement d'indiquer sommairement ici — me paraissent être les suivants :

- I. *La Cité juive ;*
- II. *La Cité chrétienne ;*
- III. *L'Invasion juive ;*
- IV. *Fays conquis ;*
- V. *L'Emancipation.*

Cette énumération paraîtra pédante, mais je la crois nécessaire : quand un problème est complexe, on ne le simplifie pas en n'en considérant pas tous les éléments, mais on se montre soi-même ce qu'en langage familier on appelle un simple.

I. — La Cité juive.

Je dis la cité juive et non pas la société juive, dans le sens mondain du mot, parce que je ne connais pas celle-ci. Elle est très fermée aux étrangers ; ils peuvent y avoir des relations — ce qui d'ailleurs n'est pas mon cas — mais ils n'y pénètrent pas pour cela. Elle se considère comme la première aristocratie du monde, et elle y est fondée, à son point de vue, par son antiquité comme par sa puissance. Alors même que celle-ci serait d'un éclat récent, ses possesseurs ne font pas mine de parvenus

grossiers, mais de seigneurs orientaux, devenus de brocanteurs amateurs en même temps que fastueux, et dont l'élévation n'est pas tirée de services spéciaux ou de circonstances particulières, mais du fait d'avoir excellé dans les mêmes arts que tous ceux de leur race pratiquent pour vivre ; c'est à ce titre qu'ils président à leur vie religieuse et à la conservation de leurs mœurs et de leurs traditions nationales ; qu'ils représentent et gouvernent en réalité la nation juive. En fait comme en droit, les Juifs ne diffèrent entre eux que quantitativement mais pas qualitativement ; ils sentent de même en tout ce qui est intime, agissent de même en tout ce qui est vis-à-vis de l'étranger. Ainsi n'y a-t-il pas chez eux de divisions non plus que de distinctions sociales apparentes. La Cité est un bloc.

Ce bloc repose, comme toute société, sur la Religion, la Famille et la Propriété, mais ces trois bases de l'Ordre social y ont une détermination propre, qui constitue la personnalité du bloc israélite et est la raison d'être de sa durée à l'état de cité particulière au sein des autres nations, dans des conditions à nulle autre analogues, c'est-à-dire sans territoire propre et sans gouvernement apparent.



La Religion juive est essentiellement nationale.

Elle est la religion de la promesse, octroyée par Dieu à son peuple élu, de faire naître de lui un Messie qui réduirait toutes les autres nations sous le sceptre d'Israël.

Dans cette croyance, l'idée de religion, l'idée de filiation, l'idée de nation sont inséparables, et voilà ce qui explique ce phénomène (1) unique d'une race ayant perdu son sol et gardé sa nationalité, alors que l'histoire fourmille de l'exemple de races ayant gardé le sol et perdu la nationalité.

En quoi consiste cette promesse, qui est toute la religion ?

(1) Les Bohémiens présentent bien quelque chose d'analogue, mais il y a tout lieu de croire qu'ils sont une des tribus juives dont on a perdu la trace. On retrouve chez eux l'idée messianique.

En l'empire du monde : le règne de Dieu, c'est le règne d'Israël ; ou du moins c'est ce qu'Israël a compris et retenu de la promesse et de tout le langage de l'Ancien Testament (1). En effet, au moment de l'avènement de Notre-Seigneur Jésus-Christ, bien peu déjà se faisaient du Messie une conception moins charnelle, et il fallait avoir le cœur bien pur pour échapper à celle-ci. Le peuple en corps, la nation y a succombé. Ce sont ses *intellectuels* - comme on dirait aujourd'hui des Scribes et des Pharisiens d'alors - qui l'ont égarée ; ses Conseils - les Princes des Prêtres et les Anciens - qui ont condamné le divin Rédempteur ; ses masses populaires qui ont acclamé son supplice et ont voulu, par une dernière imprécation, que son sang retombât sur elles et sur leur descendance.

Voilà en quoi consiste la Religion juive, voilà ce en quoi elle se distingue de toute autre croyance : c'est une rupture d'avec le genre humain tout entier ; elle n'y fait pas de prosélytes, car elle ne pourrait transfuser le sang d'Israël, qui a seul la promesse ; mais entre toutes les religions qui s'y professent, il y en a une qu'elle exécra, la religion du Christ, puisque celle-ci lui a ravi la promesse en l'interprétant autrement.

Ennemie du genre humain par l'interprétation qu'elle a donnée aux prophéties, la Religion juive devait devenir la religion de l'Ennemi du genre humain, et nous verrons par la suite qu'elle l'est en effet devenue.



La *Famille* est pour le peuple juif l'instrument de la promesse ; aussi la conserve-t-il dans sa pureté en évitant l'alliance étrangère ; il attache autant de prix à sa fécondité qu'on y attache d'effroi par ailleurs ; lorsqu'elle s'éteint il ne trouve pas de consolation dans sa religion, mais au contraire des motifs de désespoir ; il donne, on doit le reconnaître, l'exemple des vertus de famille, qui sont une partie du secret de sa force.

Sa sollicitude s'étend bien au delà de la conception de la

1) V. Epître de saint Paul au Galates, III, 11.

famille animale, pour mieux dire que naturelle, composée uniquement des parents et des enfants : un ensemble de mœurs et de coutumes successorales relie les générations dans le passé et pour l'avenir ; la discipline familiale échappe à l'action des lois civiles de la nation étrangère à laquelle le Juif appartient légalement. Il est essentiellement d'apparence cosmopolite, comme on le voit à l'établissement de ses dynasties les plus puissantes en même temps à Paris, à Vienne, à Londres, à Bruxelles et à Francfort ; mais en réalité il ne voit dans cette dispersion apparente de foyers familiaux qu'autant d'établissements *coloniaux* d'une même nation. On dit la *colonie* juive de chacune de ces villes, ce qui revient à dire qu'il y a une mère patrie, d'où elles reçoivent les directions et à laquelle elles reportent les bénéfices de leur activité. Seulement cette mère patrie n'est pas, comme pour nous autres Occidentaux, un territoire. Les Juifs ont de la patrie une autre conception plus ancienne et plus complète, bien qu'il y manque l'attache au sol ; la patrie, c'est le milieu social où se conserve l'ensemble des traditions nationales ; cela, que le lieu en soit un ou multiple, ou plutôt que les lieux en soient agglomérés sur un territoire ou disséminés dans tout l'univers qui doit un jour appartenir aux héritiers de la Promesse.



La *Propriété* est pour la cité juive l'accomplissement de la Promesse ; le chrétien, dans l'acte d'espérance, demande à Dieu Ses grâces en ce monde et Son Paradis dans l'autre : le Juif Lui demande Ses biens en ce monde, et ne conçoit guère autrement le Paradis. Il se fait dès lors de la propriété une idée à la fois communautaire en ce qui est du peuple d'Israël, et prédataire en ce qui est du reste de l'humanité. Il la possède virtuellement en sa totalité, puisqu'elle lui a été destinée par le Maître suprême, et il ne fait qu'accomplir les vues providentielles en en prenant effectivement possession par les arts usuraires, que sa Loi lui défend de pratiquer sur ses coreligionnaires, mais

nullement sur tous les autres hommes. Il s'y sent au contraire encouragé.

Aussi ne s'en fait-il pas faute, et il est à remarquer qu'il n'a guère l'idée de parvenir à la propriété par les voies légitimes du travail qui profite à tous, mais de préférence par celles de la spéculation qui conduit à s'approprier les fruits du travail d'autrui.

Dans ces voies il n'est pas vrai de dire que le Juif soit plus malhonnête que d'autres ; mais il est plus habile, parce que toutes ses facultés, qui sont très grandes, y sont uniquement orientées, et qu'il a sur ses concurrents étrangers non seulement les avantages d'une éducation atavique, mais encore ceux que la solidarité nationale dont on parlait tout à l'heure met à son service dans le monde entier.

Dieu est toujours fidèle en ses promesses, et il n'a pas retiré ses dons aux enfants d'Israël ; s'ils ne tournent ses dons que vers la prospérité temporelle, parce qu'ils n'ont aperçu que cela dans la promesse, Dieu la leur laisse recueillir. La nation juive est probablement dès aujourd'hui, et sera certainement demain, la plus riche des nations du monde ; cela d'autant plus rapidement que c'est en les dépouillant qu'elle s'enrichit et accomplit ainsi sa loi.

II. — La Cité chrétienne.

Si l'on se reporte aux temps où, suivant une belle expression pontificale, « la sagesse de l'Évangile gouvernait les États », on aperçoit aisément le plan de la *cité chrétienne* : quelle action y exerçait la religion ; quelle place y tenait la famille ; quelle y était l'organisation de la propriété.

Nous ne saurions nous y attacher ici, bien que ce soit absolument fondamental, qu'à un seul point de vue, celui de l'attitude de la société chrétienne à l'égard de la société juive, sous le rapport religieux, sous le rapport social et sous le rapport économique.

L'Église et les princes qui gouvernent selon ses maximes

tiennent le Juif à distance du peuple chrétien. Ils ne le persécutent pas ; ils ne le traitent pas en ennemi, parce que cela répugnerait à la charité, mais en étranger, c'est-à-dire en citoyen d'une autre nation. Ils n'entreprennent ni contre son culte, ni contre ses lois, ni contre ses mœurs ; ils en protègent au contraire le libre exercice, mais à condition qu'il ne puisse offusquer ni entamer la société chrétienne. Dans la cité chrétienne les Juifs ne sont pas persécutés à raison de ce qui leur est propre, de ce qui constitue le droit de leur nation. Mais on est en défiance de leur perfidie, et ceux d'entre eux qui prennent un masque pour pénétrer dans la société chrétienne et la corrompre encourent à juste titre le châtiment des traîtres. Voilà sommairement comment la question juive est considérée et résolue au point de vue religieux, selon le témoignage de l'histoire et l'enseignement constant de l'Église.



Au point de vue familial et social, un mot résume la situation faite au Juif : *le ghetto*. Ce terme n'a pas historiquement un sens odieux. Il signifie seulement que l'interdiction des rapports familiaux et sociaux entre juifs et chrétiens, prononcée par l'Église, était traduite dans la vie civile par des dispositions protectrices, qui maintenaient l'ordre entre les deux sociétés en les séparant l'une de l'autre par l'habitation et même par le vêtement.

C'étaient là autant de précautions prises par les pouvoirs gardiens de la société chrétienne, pour écarter la tentative de frayer avec les juifs, et surtout celle de contracter alliance dans une famille juive. Cela passait alors pour monstrueux, et l'horreur que cela inspirait se traduit dans l'exigence des preuves de filiation qu'il fallait pour entrer dans la plupart des ordres religieux ou simplement chevaleresques. C'est dans cette idée qu'on voit par exemple s'établir en Espagne la transmission de la noblesse « par le ventre », contrairement à la pratique générale : il fallait sauver la pureté de la race chrétienne, qui venait

de reconquérir les provinces maritimes sur l'invasion islamique, du péril dont la menaçaient les séductions du sang juif mêlé au sang arabe, qui pouvait exercer sur les rudes guerriers du Nord la fascination d'une civilisation encore brillante, quoique vaincue par leurs armes.

Il faut se rappeler qu'à cette époque-là les juifs n'apparaissaient pas seulement en colonies à l'état sporadique dans toutes les cités méditerranéennes, mais que ces colonies avaient entre elles les liens les plus étroits et que leur ensemble présentait ainsi l'aspect d'une grande nation, beaucoup plus que ne le faisait sur son propre territoire chacun des petits États en formation dont se composait alors la république chrétienne.

La ligne de démarcation qu'on maintenait dans ceux-ci entre les autochtones et ces étrangers était donc une mesure de prudence, que les écrivains libéraux ont bien tort de qualifier de persécution,



Si dans l'ordre social et politique comme dans l'ordre religieux l'attitude de la cité chrétienne à l'égard de la cité juive a toujours été de maintenir la distinction mais non d'exercer la persécution, il n'en a pas toujours été ainsi dans l'ordre économique. Là il y eut souvent répression, parce qu'il y avait toujours forcément invasion. La partie, en effet, n'était pas égale entre des populations chrétiennes naissant aux besoins et aux formes compliquées de la civilisation, et les colonies de ce peuple juif d'antique culture, rompu à tous les négoce, habile à faire naître les convoitises autant qu'à les satisfaire chèrement. L'usure interdite aux chrétiens était son art par excellence, et tout lui fournissait occasion de le pratiquer, nos vertus même quelquefois comme nos vices. Ainsi les croisades lui furent aussi profitables que les grandes guerres de ce siècle-ci l'ont été à ses descendants.

La cité chrétienne, hâtons-nous de le dire, n'opposait pas que des répressions à la rapacité juive : elle y opposait surtout

sa forte constitution économique par l'organisation corporative du travail et l'organisation féodale de la propriété.

Par la première elle empêchait que le travail ne pût être exploité et ses fruits confisqués par le capital étranger ; par la seconde elle empêchait que le sol ne pût manquer sous les pieds de ses habitants et l'abri sur leur tête. Sous cette forme paternelle, comme sous la forme fraternelle de la commune ou de la corporation, l'esprit d'association était si vif dans la cité chrétienne qu'elle put, aux bonnes époques, tolérer largement les arts usuraires chez les Juifs, sans s'en laisser envahir elle-même.

C'est là tout le secret de la coexistence de deux sociétés aussi distinctes l'une de l'autre que la société juive et la société chrétienne. Chacune avait sa constitution et son mode d'existence propre. C'est encore là une chose que n'ont pas aperçue les tenants de l'école libérale, tandis qu'ils nous rebattaient les oreilles de leurs lazzis sur les corporations.

III. — L'Invasion juive.

De même qu'un homme fort et armé peut vivre dans le voisinage d'un ennemi sans en être molesté s'il s'en fait à la fois craindre et respecter, de même la cité chrétienne put vivre pendant des siècles au contact de la cité juive sans trop en souffrir. Mais vint l'affaiblissement de l'esprit chrétien au siècle de la Renaissance, et aussitôt on vit éclater l'œuvre du judaïsme dans toute sa force destructive.

Ce fut d'abord la religion qui reçut ses assauts : j'en laisse la description à un Juif de haute marque, Darmstetter, qui professait au compte de l'État, bien entendu, dans nos écoles :

« Le juif est le docteur de l'incrédule. Tous les révoltés de
« l'esprit viennent à lui dans l'ombre ou à ciel ouvert. Il est à
« l'œuvre dans l'immense atelier de blasphèmes du grand empe-
« reur Frédéric et des princes de Souabe ou d'Aragon. C'est lui
« qui forge tout cet arsenal meurtrier de raisonnements et d'iro-

« nie qu'il légua aux sceptiques de la Renaissance, aux
« libertins du grand siècle. Le sarcasme de Voltaire n'est que le
« dernier et retentissant écho d'un mot murmuré six siècles
« auparavant dans l'ombre du ghetto, et plus tôt encore, au
« temps de Celse et d'Origène, au berceau même de la religion
« du Christ. »

Procédant d'abord par la voie mystique, qui correspond à l'esprit des temps où il opère, le judaïsme prend les formes du gnosticisme et de la cabale, perd les templiers, engendre les francs-maçons. Il aborde jusqu'aux pouvoirs publics par les sociétés secrètes, qui sont le refuge de toutes les nationalités opprimées. En même temps il a gagné les esprits indépendants par la philosophie rationaliste. Il se mire dans Luther et surtout dans Calvin, qui ne sait déchaîner en France que le démon des guerres de religion, tandis qu'il déchaîne à Genève, sa capitale d'adoption, celui de l'usure.



Bientôt le juif se sent suffisamment armé contre la cité chrétienne dont il a pu battre en brèche ainsi les remparts. Alors il pénètre au cœur de toutes les institutions sociales et politiques pour les ruiner : il attaque la famille par le divorce ; il développe la soif des richesses mal acquises par le mirage du jeu sur les papiers publics ; il dénonce à l'avidité des gouvernants les biens de l'Église, des pauvres et des corporations ; enfin il se fait naturaliser en masse pour procéder plus à l'aise à la liquidation sociale qu'il a si bien préparée.

La Révolution est son œuvre. Dans les grandes destructions sociales qui marquèrent la fin du siècle et dont les dernières furent l'effondrement du trône et le règne du bourreau, il n'est pas possible de distinguer ce qui fut proprement l'œuvre du juif, celle du calviniste à la Jean-Jacques Rousseau (1) et celle

(1) « Les israélites, les protestants et les francs-maçons forment l'ossature du parti républicain », comme le reconnaissait naguère le chef du gouvernement qu'ils nous ont imposé.

du franc-maçon, tant ils marchèrent alors déjà la main dans la main, dans un même esprit et sous une bannière unique, celle de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*.

Sans doute, on vit alors, et depuis encore, des catholiques de bonne foi, des conservateurs bien intentionnés, s'associer à cette logomachie et faire leur Évangile politique des soi-disant « principes de 1789 ». Mais c'est une véritable aberration, qui se renouvelle aujourd'hui sous nos yeux, de ne pas apercevoir en quoi le libéralisme et l'égalitarisme, que Le Play qualifiait si bien de « faux dogmes de la Révolution », sont à l'envi la négation même du lien social.

Les juifs, eux, ne s'y sont pas trompés : je doute qu'ils tiennent autant à leur Talmud lui-même qu'à cette quintessence de poison qu'ils en ont tirée, et qu'a si bien avalée le snobisme des générations engouées alors d'anglomanie comme on l'est aujourd'hui d'américanisme.

C'est une « Tisane des Shakers » qui s'étale à la première page des journaux comme l'autre à la quatrième, mais nulle part avec autant d'éloges et d'emphase que sous la plume des publicistes juifs ou judaïsants. Ils deviennent tout à fait lyriques chaque fois qu'ils en peuvent parler, et cela ils ne s'en font pas faute à tout propos ; ils en plantent aujourd'hui le drapeau sur l'île du Diable, où nous devrions bien le laisser.



La Révolution avait ainsi conduit le peuple juif à la conquête du droit religieux en laïcisant la société ; elle l'avait conduit à la conquête du terrain politique en faisant table rase du droit historique ; la conquête du terrain économique restait à faire. Ce fut l'œuvre de ce siècle, grâce à une économie politique nouvelle qui se qualifia d'orthodoxe et de scientifique, avec cet aplomb dans le sarcasme qui est caractéristique de l'esprit juif. Les docteurs de cette orthodoxie furent des dynasties de protestants, comme les Say, ou de libre penseurs ; leur libéralisme de commande fit plus de dupes encore chez les catholiques que n'en avaient fait le libéralisme religieux et le libéra-

lisme politique dont il procédait ; on l'enseigna en France jusque dans les Universités catholiques, et ce fut vraiment là un beau triomphe pour ses inspireurs.

Il ne fut d'ailleurs pas purement platonique ; le travail frustré de ses droits, la propriété détournée de ses devoirs, fournirent un champ sans limites à la spéculation qui les guettait pour les dépouiller. On sait où sont passées ces dépouilles, mais on n'en rapproche pas assez le développement du socialisme contemporain.

Pourtant, quand deux phénomènes sont et se maintiennent ainsi parallèles, il est probable qu'ils sont connexes et procèdent d'un principe commun, quoique leurs manifestations semblent inverses. Ce principe commun, c'est l'*individualisme*, c'est-à-dire la doctrine qui affranchit l'individu de tout lien avec la société autre que ceux de l'État. Dès lors l'exagération de ceux-ci devient inévitable, et l'on se trouve bien en présence de l'antique doctrine juive, qui ne faisait de l'homme que l'usufruitier passager de la terre, au lieu de voir dans celle-ci le prolongement du foyer et le support de la famille.

IV. — Pays conquis.

Pays conquis et reconquis — tel était le nom que Louis XIV avait donné à la frontière dont ses armes avaient doté le nord de la France. Tel est aussi le nom qui convient à la France tout entière, au triple point de vue religieux, social et économique, depuis les révolutions de 1789 et de 1830, qui ont amené ou consolidé l'œuvre de la conquête juive.

Depuis lors, en effet, la France a perdu tout d'abord sa religion nationale : le décret qui, sous prétexte de liberté de conscience, proclama l'égalité des cultes, et celui qui fit du judaïsme un de ces cultes mis sur le même pied, furent une offense à la vraie religion : cette égalité elle-même est mensongère, car, à l'inverse des autres religions, la foi catholique n'est pas libre en France ; ses ministres les plus élevés dans la hiérarchie sacerdotale, les évêques, sont à la création d'un pouvoir qui

fait profession de n'être lié à aucune croyance et de s'affranchir de tout hommage public envers le Créateur et envers le Rédempteur, comme de toute observation de la loi divine et de l'esprit de l'Évangile.

Il y a sans doute des lois que le gouvernement de la France proclame intangibles, mais ce ne sont plus celles que Dieu a révélées et que l'Église enseigne : ce sont celles qui sont tournées contre ses immunités légitimes et contre sa mission d'instruire les peuples.

L'État laïque, dans sa conception révolutionnaire, n'a pas de doctrine, mais par une étrange contradiction il distribue un enseignement officiel, et il ne confie naturellement la mission de le distribuer qu'à des ennemis de l'Église, juifs, protestants ou francs-maçons. Il faut lire non seulement les œuvres philosophiques de la plupart de ces Messieurs de l'Université, mais encore les manuels classiques qu'ils patronnent ou qu'ils imposent, pour apprécier ce qu'on peut attendre de l'ineptie de la doctrine au service de la perfidie d'intention.

Aussi les fruits d'un tel arbre ne justifient-ils que trop la parole évangélique : « Un mauvais arbre ne peut porter que de mauvais fruits » ; une criminalité précoce va en croissant dans les générations nouvelles, formées au mépris de la religion et de la famille, sans autre culte que celui de l'égoïsme.

Relisez la fameuse phrase échappée à l'un des maîtres les plus en vue : au lieu de paraître, comme il le dit, un écart de jeunesse, elle s'éclairera d'un seul mot, qui la montrera bien voulue, d'un dernier mot que nous y ajouterons :

« Quand au lieu de l'admiration du titre et de l'épaulette vous
« aurez habitué l'enfant à se dire qu'un uniforme est une livrée
« et que toute livrée est ignominieuse, celle du prêtre et celle du
« soldat, celle du magistrat et celle du laquais, alors vous
« aurez fait faire un pas à l'opinion » juive.

Voilà où nous en sommes pour le respect de la religion dans laquelle nous avons été élevés depuis que la France est France. Il en est d'ailleurs à peu près de même partout où la conquête juive est en voie de se faire, -- mais nulle part ailleurs à ce point.



Voyons maintenant ce que la conquête juive a fait de la famille et de la société.

La loi fondamentale de la famille chrétienne, le mariage, ayant été violée par le divorce, celui-ci se multiplie rapidement; les garanties qui sont refusées au foyer étant réservées à la séduction, qu'il est interdit de rechercher, le nombre des enfants nés hors mariage augmente, tandis que celui des naissances légitimes diminue; l'arrêt de la natalité n'est compensé que par l'immigration étrangère. Seul le dénombrement de la colonie juive, s'il était permis de le faire, accuserait des progrès, tant par suite d'une natalité et d'une longévité dues à un bien-être supérieur que par la naturalisation accordée à tout ce qui de la race cosmopolite vient s'abattre chez nous. Les familles juives pullulent, mais nombre de familles françaises s'éteignent, faute que leurs représentants aient pu maintenir leur foyer ou trouver place pour en fonder un nouveau sur la terre de France. C'est la loi de tout peuple conquis.

Tandis que les sources de la vie nationale tarissent ainsi, celles des disputes politiques coulent à flots, déversant l'injure sur tout ce qui est respectable. Il y a de ce fait excitation constante à la haine et au mépris entre les citoyens d'une même patrie. Patrie qui n'existe plus pour eux que de nom, car la patrie n'est pas le sol que délimitent seulement des poteaux frontières, mais celui où une commune histoire des pères nourrit les enfants dans un commun amour du passé et de communes aspirations d'avenir.

Ce commun idéal, cette patrie morale qui fait l'unité de la nation disparaît sous les excitations de partis, qui sont dans l'essence même des institutions politiques issues de la Révolution. C'est un état de choses qui en est inséparable et n'a cessé de s'aggraver depuis que la France, après avoir perdu sa religion, est privée de sa dynastie nationale, la plus nationale, la plus fondée en droit historique, la plus marquée du génie de la race, d'entre toutes celles qui règnent sur l'ancien monde.



Quant à l'état des biens, non seulement en France, mais dans la société chrétienne depuis la conquête juive, je ne saurais en emprunter la définition à un document plus autorisé par la gravité de son auteur que je ne le fais en reproduisant cette page de l'*Encyclique pontificale du 16 mai 1891 sur la condition des ouvriers*.

« Nous sommes persuadé, et tout le monde en convient, qu'il
« faut, par des mesures promptes et efficaces, venir en aide
« aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour
« la plupart dans une situation d'infortune et de misère immé-
« ritée. Le dernier siècle a détruit sans rien leur substituer
« les corporations anciennes, qui étaient pour eux une protec-
« tion; tout principe et tout sentiment religieux ont disparu
« des lois et des institutions publiques, et ainsi, peu à peu, les
« travailleurs isolés et sans défense se sont vus avec le temps
« livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une
« concurrence effrénée.

« Une usure dévorante est venue ajouter encore au mal.
« Condamnée à plusieurs reprises par les jugements de l'Eglise,
« elle n'a cessé d'être pratiquée sous une autre forme par des
« hommes avides de gain, d'une insatiable cupidité.

« A tout cela il faut ajouter le monopole du travail et des
« objets de commerce, devenu le partage d'un petit nombre de
« riches et d'opulents, qui imposent ainsi un joug presque ser-
« vile à l'innombrable multitude des prolétaires. »

Le socialisme ne peut que sortir fatalement d'une pareille situation, et c'est le fruit certain de la conquête juive, si elle se maintient.

En attendant, l'appauvrissement de notre pays a commencé : nos capitaux, drainés par des maisons juives pour créer l'outillage industriel à l'étranger, ont préparé une concurrence que notre production ne peut supporter. Et ce ne sont pas seulement nos valeurs, mais nos mœurs industrielles qui périclitent.

Veut-on entendre parler de moins haut et de plus près que

tout à l'heure ?... Voici ce que m'écrivait ces jours-ci un ingénieur qui occupe une des situations les plus considérables dans l'industrie :

« La génération actuelle veut jouir et ne pas travailler; elle a un très faible sentiment de la patrie; elle donne tout aux juifs pour de l'argent; pour jouir tout de suite elle vend pour un rien ce qui a une valeur énorme, constante, lorsqu'on sait bien l'exploiter, et ne s'aperçoit qu'après qu'elle a été volée et qu'en travaillant tranquillement avec méthode elle avait là une richesse considérable.

« Nos ingénieurs eux-mêmes ne veulent plus travailler; ils deviennent cosmopolites, n'ont plus l'amour de la patrie. Ils ne trouvent bon que ce qui se fait à l'étranger, afin de ne pas chercher, élaborer par eux-mêmes.

« Nous étions à la tête de toutes les industries; avec cette tendance nous dégringolons.

« Les juifs sont les instigateurs de ces nouveaux errements, parce que les étrangers, et spécialement les Américains, sont plus faciles pour les pots-de-vin et en donnent de plus gros.

« De tous côtés ce sont des instincts matériels, brutaux, qui se font jour... C'est honteux. »

V. — L'Emancipation.

Rien ne sert de dissenter si l'on ne conclut pas, et au moment de conclure à la nécessité d'une émancipation et d'en tracer les voies, j'éprouve le besoin de résumer mes moyens d'établir la conquête juive, car c'est là le fond de la question. J'ai aussi le devoir d'indiquer mes sources, — sans parler de ma propre observation en maint pays.

Ces sources, dont je n'ai pas fait une seule citation, puisque je ne me proposais pas de prouver, mais simplement de jalonner, sont les ouvrages de fonds suivants :

Les Juifs rois de l'époque, par Toussenel, 1835 ;

Le Juif et la Judaisation des peuples chrétiens, par le chevalier Gougenot des Mousseaux, 1869 ;

Les Juifs devant l'Église et l'Histoire, par le P. Constant, des Frères prêcheurs, 1897.

On en trouverait bien d'autres, parmi lesquels *l'Entrée des Israélites dans la Société française*, par l'abbé Joseph Léman.

Ces sources sont à peu près résumées dans un petit livre populaire qui vient de paraître sous le titre : *Juste solution de la question juive*, par M. J. Franck (1).

Je ne parle pas de *la France juive* ni, en général, de la puissante œuvre littéraire de Drumont, parce qu'elle a un caractère d'actualité plutôt que de recours historique, non plus que de l'épisode éclatant qui se produit en ce moment, comme un corps à corps dans un duel, au cours de la lutte acharnée dans laquelle la société chrétienne se débat contre la conjuration juive.

Cet épisode est pourtant plein d'enseignements ; il est comme la preuve par le fait, dans les soulèvements qu'il a suscités, de ce que j'ai essayé d'établir historiquement et philosophiquement en thèse, à savoir le caractère à la fois religieux, économique et politique de la lutte, qui a son point culminant, jusqu'ici, dans la Révolution française, et, il faut bien le dire après de Maistre, son inspiration satanique. — Comme Satan lui-même concourt inconsciemment à l'œuvre de la miséricorde divine, le moment actuel fait toucher aux Français ce qu'il leur en revient de s'être créés en Europe les zélateurs de la Révolution, comme aussi à beaucoup de conservateurs, monarchistes ou autres, d'être devenus ses complaisants.

C'est à ces derniers que s'adresseraient mes objurgations, si ma voix pouvait avoir assez de portée pour les ramener à la clairvoyance ; nullement aux Juifs, qui ne font, en poursuivant leur action dissolvante sur la société chrétienne, qu'obéir à une fatalité historique.

Cette fatalité, je la résume en ces trois points :

a) *Les Juifs sont restés une nation ;*

(1) On y voudrait voir un chapitre spécial aux entreprises variées des juifs prussiens contre la royauté en France, depuis Anacharsis Klotz et Deutz jusqu'à Naundorf, dont les dupes sont dans un état d'esprit analogue au dreyfusisme.

b) *Cette nation est persuadée que l'empire du monde lui appartient ;*

c) *Elle n'a moyen de le réaliser que par la corruption des esprits, qui amène la décomposition sociale.*

Ceci dit, je ne fais aucune difficulté de reconnaître que personnellement les juifs ont gardé de leur antique civilisation beaucoup de dons, souvent redoutables, et certaines vertus, dont ils peuvent tirer profit et orgueil. Ce dernier trait, l'orgueil, qui ressort à chaque page de l'Évangile, est même le plus caractéristique chez eux, malgré la dureté des humiliations qu'il leur a attirées, mais il ne les empêche pas de se montrer courtois lorsqu'ils ont intérêt à le paraître et d'avoir ainsi droit à la réciprocité.

Seulement, et pour conclure, il faut pour première condition de notre émancipation revenir au système de nos pères en ces trois autres points ;

I. — *Ne traiter les juifs que comme des étrangers, et des étrangers dangereux ;*

II. — *Reconnaître et abjurer toutes les erreurs philosophiques, politiques et économiques dont ils nous ont empoisonnés ;*

III. — *Reconstituer dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique les organes de la vie propre, qui nous rendaient indépendants d'eux et maîtres chez nous.*

Je reprends chacune de ces trois propositions dans l'ordre de l'énoncé.

1^{re} PROPOSITION. — *Ne traiter les juifs que comme des étrangers et des étrangers dangereux.* — Pour bien comprendre cela, il faut renoncer à l'idée moderne que la territorialité seule constitue la nationalité, et que tout sujet est un citoyen. Ainsi il ne faut pas mettre les juifs sur un autre pied que les indigènes de nos colonies, non seulement en Algérie, mais partout. Tout sujet français a droit à la protection des pouvoirs publics et à la justice dont ces pouvoirs sont les arbitres ; mais, s'il n'appartient pas à une souche française, la naturalisation elle-même ne devrait pas porter pour lui ses pleins effets, mais le laisser en droit sous le régime d'un statut personnel jusqu'à ce que les caractères de son extranéité se soient effacés en fait. Il ne s'en

trouvera que mieux, puisqu'il aura conservé sa loi ; nous aussi, parce qu'il ne pourra pas exploiter contre nous la nôtre, qui n'est pas faite pour lui.

La non-admission aux fonctions publiques serait la première conséquence du rétablissement de cette situation, qu'il serait assurément plus logique de faire en droit à ces étrangers, qu'en fait aux familles françaises qui ont créé et conservé la tradition nationale (1).

Ensuite le prosélytisme de l'esprit judaïque devrait être réprimé dans toutes ses manifestations saisissables, tout particulièrement lorsqu'il s'exerce sous la forme d'attaque contre nos croyances, nos traditions, nos institutions, nos mœurs. Leur respect s'impose à tout hôte, qu'il soit de passage ou à demeure. Personne ne disconvient, en principe, de cela, mais pas une seule loi n'est restée debout pour l'imposer.

1^e PROPOSITION. — *Reconnaître et abjurer toutes les erreurs philosophiques, politiques et économiques dont les juifs nous ont empoisonnés.* — C'est là le plus difficile en même temps que le plus essentiel, car ce qui est réclamé précédemment est l'œuvre des pouvoirs publics, et les pouvoirs publics ne peuvent appliquer avec suite dans leur exercice d'autres maximes que celles de l'opinion ; autrement elle se retournerait contre eux et entraverait ou stériliserait leur action.

Ils ne nous gouvernent aujourd'hui qu'au nom et en conformité des principes de 1789, parce que ces principes sont à la fois ceux de notre droit public, ou prétendu tel, et ceux de la formation intellectuelle de la plupart d'entre nous. Or ces principes essentiellement judaïques, ces fausses notions de la liberté et de l'égalité, ces faux dogmes de la Révolution, sont incompatibles avec l'esprit chrétien, avec la civilisation chrétienne. On a pu croire et essayer de soutenir le contraire, même de nos jours, au bord de l'abîme où ils nous conduisent, mais les définitions opposées de l'Église sont formelles ; les cris d'alarme de nos

(1) Combien de préfets ou sous-préfets juifs, combien de magistrats, tandis qu'il n'en est peut-être pas un seul fourni par les familles qui ont fondé, au prix de leur sang, dans la guerre de Cent ans, l'unité de la France ou sa grandeur dans les guerres de Louis XIV !

penseurs, comme de Maistre, Bonald, Blanc de Saint-Bonnet, Donoso Cortès — pour ne nommer que les morts — sont perçants ; plus perçante encore la plainte douloureuse et inconsciente des peuples en décadence.

Ce n'est pas tout que de reconnaître l'erreur : il faut l'abjurer, c'est-à-dire reconnaître solennellement Jésus-Christ comme le Seigneur et Maître de toute nation chrétienne, parce qu'Il est l'auteur et le gardien nécessaire de la civilisation chrétienne. N'est-ce pas une chose inouïe, quand on n'a pas perdu la foi, que de regarder cet hommage public comme suranné, l'observation de la loi du Christ comme facultative, et comme négligeable le recours au Sauveur devant la tempête déchaînée par son abandon !

III^e PROPOSITION. — *Reconstituer dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique les organes de la vie propre qui nous rendaient indépendants des juifs et maîtres chez nous.* — Un premier organe à reconstituer, c'est celui qui rend le charbonnier maître chez lui, c'est la famille, en rendant à son chef, au père de famille, sa direction religieuse, économique et politique. Vient ensuite la reconstitution de la commune sur cette base, c'est-à-dire par feux. Puis les professions à réorganiser en corporations, et les provinces au moyen d'États élus par ces corporations. En un mot les assises historiques des libertés publiques, en les appropriant aux conditions actuelles de l'activité sociale.

La première et la plus fondamentale de ces libertés est celle de l'Église, de manière que son flambeau ne soit pas mis sous le boisseau, mais en un lieu assez élevé pour être de nouveau aperçu du prince et du peuple.

Quant au prince, il n'y a pas à le chercher ailleurs que dans le droit historique. C'est, dirons-nous aux idéologues en quête du principe de la souveraineté, le seul moyen de soustraire le pouvoir aux compétitions des partis pour le laisser vraiment à la nation incarnée dans une dynastie.

Et c'est, aux yeux des hommes pratiques, le point d'appui nécessaire à leurs efforts pour susciter, coordonner et mettre en œuvre toutes les énergies nationales, et conduire ainsi sûrement et avec suite le pays à son émancipation.



Mais c'est le Moyen-Age entier à faire revivre ! dira-t-on, à cela près que l'organisation corporative de la cité du Moyen Age devrait s'étendre aujourd'hui aux campagnes, au lieu de l'organisation féodale, propre aux conditions d'alors, et qui n'y aurait plus aujourd'hui sa raison d'être.

Il y aurait bien à dire, mais ainsi même ce serait un organisme moins difficile à concevoir et à revivifier par l'esprit chrétien d'association, que l'édifice actuel ne l'est à maintenir « sans clef de voûte et sans fondements » (1).

Mais entendons-nous bien, ce n'est pas à l'ancien régime qu'il s'agit de retourner, en renonçant aux soi-disant « conquêtes de la Révolution », car il n'avait su conserver de l'ancien édifice que la clef de voûte sans les fondements. L'ancien régime sous son aspect révolutionnaire, le césarisme, sera au contraire la forme triomphale de la domination juive.

C'est là ce qui échappe jusqu'ici en France au soulèvement antisémitique qui pourrait être un point de départ pour l'émancipation. Cette réaction légitime, suscitée par un homme courageux qui aura marqué ainsi sa place dans l'histoire des grands Français, cette réaction, dis-je, ne sera libératrice que si elle atteint tout d'abord l'émancipation intellectuelle, au lieu de ne se donner pour but que l'émancipation matérielle. Chasser le juif ou lui faire rendre gorge, c'est impossible à faire légalement sous le régime des idées qu'il a introduites habilement dans la cité moderne avant de s'y introduire lui-même et d'en prendre possession. Le déposséder révolutionnairement, ce ne serait que créer un épisode violent et stérile dans le combat entre la civilisation chrétienne et l'idée juive, qui forme la trame de l'histoire moderne.

Un juif, puissant dialecticien, Karl Marx, a voulu dire que cette trame était fournie par la lutte des classes. Mais qu'on y regarde bien : la lutte des classes a été fomentée, exploitée par

(1) Le vicomte de Vogüé, lettre publique à l'occasion des élections de 1898.

l'idée juive pour la révolution politique, comme elle l'est aujourd'hui pour la révolution sociale dans sa forme moderne, le socialisme. C'est l'idée juive qui a conduit le riche à l'exploitation du pauvre par la forme moderne de l'usure, le capitalisme (1); le pauvre, à la haine du riche par le prolétariat. Aujourd'hui le masque est jeté (2), et cette composition monstrueuse de forces destinées à se heurter, le capitalisme et le prolétariat, est proclamée cyniquement l'engin scientifique dont l'explosion fatale doit pétarder ce qui reste de la société chrétienne.

C'est contre cette conjonction impie des frères ennemis : le capitalisme et le socialisme, que devraient s'unir aujourd'hui toutes les forces conservatrices qui s'inspirent encore de l'amour de la religion et de celui de la patrie. Quant aux autres, ou soi-disant telles, les pouvoirs publics, les grands corps de l'État, les puissantes sociétés financières, elles sont contaminées, paralysées ou désagrégées d'avance, incapables d'aucune action commune, et même pour la plupart d'une action propre. Elles n'ont pas plus la confiance publique qu'elles n'ont confiance en elles-mêmes. L'ennemi, ou tout au moins son influence dissolvante, a pénétré partout. On acclame encore l'armée, qui est le moins atteinte, mais l'armée n'a pas une vie propre, elle l'emprunte à l'État, et quand celui-ci s'abandonne, celle-ci s'évanouit.

En vain on a cru s'alléger, pour fuir sous la tourmente, en jetant du lest : d'abord celui des vieilles doctrines, ensuite celui des vieilles institutions.

Ce lest est précisément ce qui maintenait la nef en état de flottaison, ce qui la rendait étanche, gouvernable.

On a jeté par-dessus bord « le pilote nécessaire » (3), le roi

(1) Capitalisme pris dans le sens d'abus du pouvoir du capital, comme socialisme dans le sens d'abus du pouvoir de la société.

(2) Le Congrès socialiste français de Montluçon, qui vient de proclamer l'Union socialiste internationale, s'est déclaré, sur la proposition de J. Guesde, contre l'antisémitisme, « à raison de ses origines féodales et cléricales ».

(3) « Je suis le pilote nécessaire, le seul capable de conduire le navire au port, parce que j'ai mission et autorité pour cela. » — Lettre du comte de Chambord à M. Chesnelong, du 27 octobre 1873.

de droit, pour lui substituer les fantoches que peut produire le parlementarisme greffé sur la démagogie.

Cette démagogie informe, on l'a baptisée démocratie, et on lui a jeté en pâture les classes dirigeantes, au lieu de les rappeler à leur mission et de les contraindre à la remplir.

Et voici l'antisémitisme en passe de faire de la religion un facteur négligeable de l'ordre social aux prises avec la juiverie !

Cependant que celle-ci, *das Judenthum*, mène la coalition de toutes les forces qui ont fait la révolution religieuse et la révolution politique à l'assaut des derniers remparts de la chrétienté, et prétend acculer celle-ci à une capitulation qui n'aurait qu'un lendemain : la **Révolution sociale**.

III

LES RETRAITES OUVRIERES (1)

Les retraites ouvrières sont un des problèmes aigus de la question sociale en ce moment.

Il prend les conservateurs libéraux au dépourvu, cela va sans dire, et il ne serait pas inutile de l'aborder ici dans ses grandes lignes, en suivant pour cela la méthode qui convient à des hommes de tradition qui veulent être des hommes de progrès, à savoir considérer le problème dans ses rapports avec le passé d'abord, puis avec le présent, enfin pour l'avenir.

Au temps si malencontreusement évoqué dans le discours récent d'un conservateur quatre-vingt-neuviste (2), le problème ne se posait pas : non que l'ouvrier eût moins de droit au pain de ses vieux jours, mais parce qu'il en trouvait la sécurité dans deux institutions alors très fortes, la famille et la corporation.

La famille était très forte dans l'état féodal ; la famille dominante était attachée au sol par un fief, la famille serve par une glèbe, la famille libre par une censive : le même sol portait et nourrissait ces trois souches non pas comme trois arbres isolés sans autre rapport que l'ombre qu'ils se portent, mais comme trois rameaux dont les racines seraient entrelacées d'une

(1) Extrait du *Réveil français*, 1904.

(2) M. Piou.

manière inséparable. L'une ne pouvait pâtir sans que les deux autres ne lui vinssent en aide, parce qu'elles étaient incapables de vivre l'une sans l'autre ; je dirai plus, la vie de l'une était la vie de l'autre : celui-ci protégeait celui-là, celui-là nourrissait celui-ci. Le rapport ne cessait jamais, mais allait souvent jusqu'à s'intervertir ; en temps de disette le seigneur nourrissait le serf, en temps d'épreuve le serf soutenait le seigneur. Telle est l'analyse dernière de la société féodale.

La seigneurie se dénombrait alors par clochers, le fief par feux, c'est-à-dire par foyers où la famille vivait réunie et se perpétuait en mainmorte, c'est-à-dire sans qu'il lui fût possible de se dissoudre non plus que de se dépayser.

Le problème de la subsistance ne pouvait donc s'y poser d'une manière à part pour les vieillards, puisqu'ils restaient, en chaque feu, les chefs de tous ceux qui vivaient au même « pot ».

Quand le nombre des hommes libres augmenta et que la liberté devint la condition normale de l'habitant des villes, l'unité familiale était entrée trop profondément dans les mœurs pour pouvoir se dissoudre à défaut de lien féodal, mais elle dut chercher la loi de son maintien dans les liens d'une autre société, la corporation.

La corporation fit plus que grouper les chefs de famille : elle les associa, et la famille se fortifia encore au sein de l'association par tous les avantages que lui procurait la puissance de celle-ci. Comment les vieillards auraient-ils pu être abandonnés dans une société dont ils formaient les conseils, qui était profondément chrétienne et largement pourvue d'institutions secourables ? L'apprentissage et sa protection, le travail et sa rémunération, le métier et sa propriété, le négoce et ses conditions, tout y était ordonné sous la sanction légale des bonnes coutumes de la profession au sein de laquelle se perpétuaient et s'accroissaient les foyers. Cet ordre harmonique de la société n'était d'ailleurs pas particulier aux métiers, mais régnait selon les mêmes principes dans toutes les conditions sociales. Le Moyen Age chrétien est l'âge d'or de la famille, et c'est à la famille qu'incombe en principe le soin des vieillards, cela dans la mesure

où elle est en condition de le prendre. Cette condition se rencontrait alors dans les institutions sociales immédiatement superposées à la famille, la seigneurie, la paroisse, la corporation.

Ajoutons que ces institutions qui venaient en aide à la famille ne la laissaient pas libre de ne pas remplir son office et de le rejeter sur elles. — L'assistance des vieillards était par le fait obligatoire, comme elle l'est encore aujourd'hui de par la loi positive aussi bien que de par la loi morale.

Mais, remarquons-le bien, il y avait réciprocité d'obligations ; l'individu ou le corps qui pouvait se réclamer d'une tutelle bienfaisante n'était pas admis à vivre en rebelle ou même en égoïste au sein des institutions destinées à le protéger ; il devait non seulement en respecter les lois, mais contribuer à la prospérité corporative tant que ses facultés le lui permettaient ; des contraintes salutaires le retenaient dans les liens sociaux dont il devait profiter. S'il venait à rompre ses liens, la cité le rejetait ; il devenait sans feu ni lieu et on le bannissait de la société politique aussi bien que de la société domestique comme étant sans foi ni loi.

Ce sont là des choses qui se tiennent, et il n'y a d'insoutenable que la tentative moderne des libéraux, lorsqu'ils ont réduit au minimum les devoirs et les liens sociaux et escompté un avenir de fraternité qui devait, disaient-ils, se substituer à ces contraintes pour le plus grand bien de l'humanité.



L'ère moderne s'ouvrit par le triomphe des idées libérales dans la Révolution française : ce fut d'abord un affranchissement général de tout lien social par la proclamation de la souveraineté de l'individu. Il ne fut plus question des liens de la corporation : que dis-je ? il y eut peine de mort édictée contre qui tenterait de les rétablir ; quant à ceux de la famille, il n'en resta que le

minimum correspondant à la notion d'une société momentanée entre conjoints.

Dès lors l'individu n'eut plus de recours assuré, la profession plus de corps, la société plus d'action. Le paupérisme naissait, et il devait engendrer le socialisme, c'est-à-dire les revendications violentes de la classe ouvrière devenue prolétaire.

Toutefois cela ne se fit pas en un jour, ni sans un concours particulier de circonstances indépendantes du système, si toutefois on peut appeler l'anarchie un système. Ce soi-disant système s'appela « la liberté du travail ». Il trouva un terrain d'application tout nouveau dans la naissance simultanée du machinisme, et le favorisa incontestablement en ceci, que les premières entreprises capitalistes trouvèrent le prolétariat besogneux empressé de répondre à leur appel, au lieu des organisations corporatives qui auraient dû sans doute modifier leur forme, mais traiter de ces nouvelles conditions du travail et y transporter les bonnes coutumes de l'atelier.

Ce que l'état anarchique du monde du travail n'avait pu faire d'office pour sauver ses coutumes et ses institutions, recommença pourtant à se faire par la force des choses. Les meilleures maisons industrielles reconnurent qu'elles avaient intérêt à sortir de ce désordre en établissant des institutions patronales qui suppléeraient aux institutions corporatives et créeraient entre la direction et la main-d'œuvre des liens durables. Dans les mines, dans les forges, dans les chemins de fer et peu à peu dans toute la grande industrie, on organisa des caisses de retraite, de secours, de prévoyance, à la gestion desquelles on intéressa même parfois les ouvriers.

L'État dut augmenter parallèlement la retraite de ses fonctionnaires et les obligea à y participer. De même dans la plupart des industries privées existe une certaine participation du personnel appelé à en bénéficier.

La mesure de ce complément apporté au salaire normal, — celui qui correspond aux besoins journaliers, — se trouve dans cet exemple emprunté au fonctionnement d'une des grandes compagnies de chemins de fer ; elle consacre une annuité égale au huitième de la somme des salaires courants à ces caisses de

prévoyance, auxquelles concourt en plus une retenue de 4 0/0 faite aux salaires ; ces caisses viennent en aide aux familles nombreuses ou éprouvées, et assurent à la vieillesse une pension calculée sur la moitié du traitement d'activité. Enfin l'alimentation de ces caisses rentresans doute dans le décompte des frais généraux, mais le montant en est consolidé en obligations de la compagnie elle-même ou autres valeurs analogues, qui le rendent indépendant de la fortune de l'entreprise. Il y a là un véritable patrimoine corporatif.

C'est à peu près complet comme desideratum de la classe ouvrière, et cela exerce sur elle une attraction presque regrettable, car elle est pour beaucoup dans le dépeuplement des campagnes, où rien de semblable n'existe pour rassurer l'homme qui fonde une famille sur le sort de sa vieillesse ou sur celui d'une veuve et d'orphelins qui lui survivraient.

Mais cela n'existe guère que dans la grande industrie, dont les établissements appartiennent de plus en plus à des compagnies anonymes. Le chef de l'Action libérale, qui n'est décidément pas inspiré quand il parle des questions sociales, déclamaît à Pau, au même sujet des institutions patronales de la grande industrie, contre leur application dans un esprit bureaucratique qu'il assimilait à celui de l'assistance publique. Il n'avait pas réfléchi qu'il n'existe aucun lien dans celle-ci entre le fonctionnaire et l'assisté, tandis que s'il n'en existe guère entre l'actionnaire et l'employé, il y en a un fort étroit entre l'ingénieur qui représente cet actionnaire et l'ouvrier qu'il emploie. Ils se connaissent parfaitement, sont en contact journalier, et l'ingénieur n'a rien de plus à cœur que d'obtenir, sans qu'il lui en coûte à lui, du conseil d'administration les plus larges allocations patronales.

Cette facilité ne se retrouve pas dans les arts et métiers ni dans les exploitations agricoles, où le maître, qui ne dispose que d'un petit capital, n'est généralement pas en état de faire aussi largement les choses. C'est précisément là que le défaut d'institutions se fait sentir, et que la bonne volonté des uns et des autres, même lorsqu'elle existe, ne suffit pas à parer à l'absence d'institutions corporatives, qui seraient alimentées, comme de

juste, par des compléments du salaire, retenus moins sur la main-d'œuvre que sur la production. On prône — toujours le même orateur — les mutualités comme devant y suppléer. Mais le versement des mutualistes est un prélèvement sur le salaire au lieu d'en être un complément, et l'on conçoit que cette perspective de devoir se suffire à eux-mêmes ne recrute pas beaucoup de partisans parmi les ouvriers, à qui l'épargne n'est ni familière ni souvent même possible.

Ainsi, avant d'aller plus loin, nous constatons d'abord, qu'en ce siècle où la famille est instable et l'association professionnelle à peine renaissante, le problème des retraites ouvrières n'est résolu, en dehors de ces deux organes, que par un certain retour au régime corporatif dans la grande industrie. Nous constatons ensuite que dans ce régime le versement à la caisse corporative, qui doit fournir les retraites et les autres secours, est obligatoire, cela dans des proportions diverses pour chacune des parties qui composent la corporation.

Enfin, là où le système mutualiste fonctionne, nous savons que c'est à la condition d'une coopération de l'État telle qu'elle deviendrait écrasante pour être à la hauteur du besoin, si le système se généralisait. N'est-ce pas là, pour le coup, du socialisme d'État, que de mettre à sa charge le personnel des entreprises privées, au lieu de leur laisser cette charge et de leur ouvrir les moyens de l'exercer, comme nous nous proposons de le montrer par la suite ?



On a pu voir dans les deux premières parties de cette étude que la question de la retraite ne se posait même pas dans l'ancienne société, parce qu'il y était paré sans effort par la forte organisation de la famille et de la corporation.

Quand la famille et l'atelier eurent perdu leur patrimoine du fait de la Révolution et du Code civil, l'État et les puissantes

compagnies industrielles y supplèrent par des institutions, qui ont le caractère obligatoire d'un contrat portant généralement sur une retenue faite au salaire et sur un versement patronal complémentaire de ce salaire. Mais on ne vit rien de pareil pour les familles vivant de l'exercice des arts et métiers ou des travaux des champs. Nous nous trouvons donc en présence de conditions distinctes devant un égal besoin, et nous devons conserver cette distinction pour rester sur le terrain des réalités.

Ainsi, dans la grande industrie, il suffit de généraliser d'une manière complète ce qui s'y fait, en obligeant toutes les entreprises à en agir de même : les compagnies anonymes, en en faisant une condition de la validité de leur constitution ; les entreprises individuelles, en les astreignant à s'assurer aux mêmes conditions à une caisse corporative, comme il se fait déjà en matière d'accidents. En un mot il n'y a de part et d'autre qu'à continuer.

Dans les arts et métiers, c'est autre chose. Il faut que la corporation soit reconstituée par l'action combinée des pouvoirs publics et du mouvement syndical. Pour cela aussi il faut poursuivre la voie dans laquelle cette action combinée s'est produite en faveur de la constitution des « Conseils du travail », qui sont certainement le rudiment de la corporation professionnelle et l'acheminement à l'organisation publique des corps d'état. Nos amis avaient fait appel dans ce sens à l'opinion et au Parlement, mais ce fut un ministre socialiste qui le fit malgré ces malheureux conservateurs libéraux que l'on trouve toujours en travers de la conservation sociale.

N'importe, c'est fait, et au lieu de constater triomphalement, comme d'aucuns le font, que l'institution de ces conseils à base syndicale n'a pas encore produit grand effet, il faut s'attacher à lui faire porter ses effets avec une inlassable clairvoyance. Je ne m'y étends pas ici. Mais il faut remarquer que l'organisation corporative ne peut se passer, pour aucune de ses institutions, d'un concours spécial de son élément patronal, et qu'il n'y a pas de raison pour que cet élément ne fasse pas aux caisses de retraite des artisans un apport équivalent à celui qui se voit dans

la grande industrie. Il n'y a pour cela qu'à octroyer aux Chambres syndicales des professions la faculté d'imposition sur les patentes, dont jouissent les Chambres de commerce. La perspective de cette obligation est peut-être pour beaucoup dans la belle ardeur qui se manifeste pour les « mutualités » parmi les gens dont je parlais plus haut. Mais il est certain que dans une société normalement constituée la juste rémunération du travail comporte l'entretien de la famille qui le fournit, dans toutes les périodes de la vie.

Ceci n'est pas moins vrai pour les campagnes que pour la ville, mais on y est en présence de conditions différentes, et même fort diverses entre elles. Il faut chercher à s'y rapprocher le plus possible de l'ancien état, parce qu'il est dans la nature des choses, c'est-à-dire considérer que l'obligation familiale de la garde et du soutien des vieux parents y est encore maintenue par les mœurs et facilement praticable, lorsque cette famille a conservé un petit patrimoine ou des droits d'usage sur des biens communs. Le rétablissement de ceux-ci, qui étaient à proprement parler le patrimoine du pauvre, est un devoir de justice pour la société, et tout d'abord pour l'État qui l'a dépouillée en confisquant les biens de mainmorte, sous prétexte de leur faire faire « retour à la Nation », et qui se remet encore en ce moment à cette œuvre scélérate, en poursuivant de ses brigandages les congrégations issues du peuple et vouées à son service.

On parle beaucoup « démocratie », mais il est à remarquer que le peuple a été particulièrement floué dans toute cette histoire de l'avènement de la démocratie. Les autres classes ont récupéré quelque peu de leurs anciennes ressources, le clergé par le budget des cultes, les acquéreurs de biens soi-disant nationaux par le milliard des émigrés ; mais le peuple n'a rien vu revenir de tout ce qui avait été confisqué, dissipé, aliéné, de cette masse de biens constituée au cours des siècles et qui ne profitait qu'à lui. Or ce serait facile de réparer cette spoliation en laissant simplement la charité refaire son œuvre : il suffirait que les droits fiscaux sur les successions, qui sont en principe une exaction, puisqu'ils ne sont pas prélevés sur les revenus

mais sur le bien de la famille, fussent abandonnés par l'État à quelle corporation ou œuvre d'intérêt public que ce fût, désignée par le testateur ou à son défaut.

L'assistance publique, c'est-à-dire l'assistance distribuée à l'individu besogneux par un service de l'État, est une forme tout à fait inférieure de l'accomplissement du devoir social. La société doit certainement secours à tous ses membres, mais dans une société organisée ce secours doit se produire organiquement, c'est-à-dire par le jeu de l'organisation sociale, et non pas bureaucratiquement par un mécanisme d'État. Ceci est vrai de tous les services sociaux, non seulement de l'assistance en cas d'indigence par incapacité de travail, sénile ou autre, mais encore de tout ce qui est institutions de prévoyance, d'assurance ou de crédit. Une action corporative autonome, au sein de corps d'état faisant partie de l'organisation publique, est ainsi l'idéal auquel nous devons tendre de nouveau après l'avoir méconnu et en avoir oublié le bienfait. Enfin, dans la question particulière des retraites ouvrières, il faut tenir compte, en plus de ce principe général, de deux autres non moins certains, c'est que, pour les salariés, la retraite est une fonction du salaire normal, et que, dans la mesure où cette fonction est nécessaire, elle est obligatoire.

LE BIEN DE FAMILLE (1)

On ne lit pas sans surprise dans le rapport d'ensemble fait cette année à l'assemblée annuelle des Agriculteurs de France par l'éminent secrétaire général de la Société, la proposition suivante :

« Vous ne refuserez pas (à votre IX^e section permanente) de renouveler vos vœux précédents *contre* la constitution du bien de famille, *contre...* » suit une énumération de mesures appartenant au programme des radicaux-socialistes.

Comment se fait-il que la constitution du bien de famille soit assimilée à ces autres articles? Cela cause au premier abord un vif étonnement qu'il est pourtant assez facile de dissiper

Pour cela, considérons de quoi il s'agit en fait, et de qui il s'agit comme appréciateurs. Ou plutôt commençons par ceux-ci, c'est plus poli.

La IX^e section de la Société des agriculteurs de France, autrement dit sa commission d'études sur la législation et l'économie sociales, se recrute surtout parmi des juristes de profession, notaires, avocats, avoués, qui ont quitté ces fonctions pour jouir l'été de la vie des champs, mais qui n'en ont pas dépouillé l'esprit, et ont gardé l'habitude de considérer les choses surtout dans leur conformité au Code civil, qui est resté leur Coran pour avoir été leur outil de travail et leur avoir préparé ces loisirs.

(1) *Le coin de terre et le foyer*, janvier 1901.

Hommes distingués d'ailleurs, hommes excellents, qui cherchent sincèrement le bien, mais ne l'aperçoivent que dans le champ de cette lunette.

Cette lunette, à son tour, est un instrument d'optique créé il y a quelque cent ans par des juristes plus éminents encore, qui avaient une œuvre politique et sociale à accomplir : établir les règles d'une société nouvelle, de telle façon qu'elle ne pût jamais retourner à son ancienne structure, et que cependant elle ne tombât pas dans l'anarchie.

Cette œuvre, ils la réussirent certainement, puisqu'elle leur a survécu et qu'elle a duré un siècle, mais elle a donné des marques inquiétantes de dépérissement, elle a besoin d'étais. Le législateur s'y essaie depuis quelque temps, au grand scandale des prêtres du temple des lois. Dès qu'une proposition est déposée à la Chambre, entraînant modification du Code ou sortant de son esprit, ses gardiens ne prennent pas la peine de distinguer si elle tend à accélérer le mouvement révolutionnaire ou à l'enrayer ; ils condamnent tout en bloc. La constitution des biens de famille, qui appartient essentiellement à la deuxième catégorie, est jetée ainsi au panier en même temps que les autres projets inspirés d'un esprit inverse.

De sorte que l'on voit se renouveler tous les ans ce phénomène : la section permanente, composée comme je l'ai dit, opine tout le long de l'année dans l'esprit juriste ; puis, au moment de l'Assemblée générale, arrivent des terriens, animés d'un tout autre esprit, qui se prononcent en sens contraire et disent à ces messieurs : « Pardon, nous ne vous demandons pas si telle chose dont nous avons besoin est conforme aux lois existantes, mais nous vous prions d'en préparer l'introduction dans la loi. »

Voilà pour la question de personnes. Quant à celle de choses, voici ce dont il s'agit :

Depuis la Révolution, l'état juridique de la propriété ne paraissait se rapporter qu'à l'individu ou à l'État. Les biens de mainmorte, disons plus exactement les propriétés corporatives, étaient regardés comme de fâcheuses anomalies, et on glissait ainsi sur la pente du socialisme révolutionnaire, qui

ne voit rien en effet entre l'individu et l'État. L'idée qu'une famille pût perpétuer ses liens avec un domaine parut pleine de dangers pour la société. De là une extrême mobilité des foyers ruraux, un morcellement à l'infini des petits domaines, un abandon des campagnes, et finalement un arrêt de la natalité, effrayant pour tous ceux qui réfléchissent et qui ont quelque patriotisme, sans parler de considérations d'un ordre encore plus élevé.

Telle était encore la position de la question quand de bons esprits, comme Le Play, ont signalé le mal et proposé comme remède la liberté du testament, tandis que d'autres, moins absolus, se contentaient de chercher des moyens de préservation pour quelques foyers au moins en les convertissant en biens de famille.

Qu'est-ce donc qu'un *bien de famille* ? C'est un bien dont les possesseurs successifs sont investis par substitution dans une même lignée, selon des règles déterminées. Ce n'est par conséquent ni un bien collectif, puisqu'il est toujours aux mains d'un possesseur unique, ni un bien de mainmorte, puisque ce possesseur est vivant et mourant.

Ces confusions écartées, qui, si lourdes qu'elles soient, obnubilent l'esprit de beaucoup de gens, on aperçoit tout d'abord que cette forme de possession ou de transmission est en honneur dans les pays les plus voisins du nôtre, l'Allemagne et l'Angleterre; qu'elle n'y est pas, comme on le croit généralement, un privilège de classe, mais un droit commun. Ainsi dans les provinces rhénanes, ç'a été par réaction contre le Code Napoléon, dont elles avaient dû subir les contraintes, qu'ont été rétablis les *Höferolle*, rôles facultatifs des petits et moyens domaines qui se transmettent indivisibles, incessibles et insaisissables, soit à titre de séniorat, soit à titre de juniorat, soit au gré paternel, selon la coutume, dans les familles de laboureurs. En Angleterre, des fondations analogues naissent de la liberté de tester; elles se distinguent des majorats, qui sont à la base de l'organisation politique, en étant simplement constituées et transmises *ad nutum*, en vertu de la liberté testamentaire; elles rentrent en libre exercice au gré du possesseur assisté de

l'héritier présomptif. Nous ne parlerons pas, après ces exemples pris à nos frontières chez des nations qui ne passent pas pour arriérées, des fidéi-commis en Autriche et en Italie, ni des *homesteads* décrits par le regretté Claudio Jannet dans son étude sur les États-Unis.

Partout, en ces divers pays de liberté vraie, où la faculté de créer un bien de famille est considérée comme un droit naturel, elle est mise à profit, soit pour conserver dans les vieux pays les foyers des ancêtres à leur descendance, soit dans les pays neufs pour perpétuer l'œuvre d'un vaillant pionnier de la civilisation. Partout la fixité de ces foyers contribue à leur fécondité en bannissant les calculs malsains qui sont spécialement la honte et la plaie de notre nation, depuis les mœurs dont l'a dotée un code civil que l'on pourrait appeler le code de l'individualisme.

Au regard de cet état de choses qu'affichent chaque année les tableaux du recrutement, mettez le spectacle qu'offre tout particulièrement la transmission intégrale de ces domaines ruraux d'une ou deux charrues qui se perpétuent surtout dans les régions alpestres du centre de l'Europe, et vous reconnaîtrez la cellule organique qui maintient la race. Sans ces réserves de peuplement, qui en conservent à la fois le nombre, la vigueur et la vertu, devant quels contingents se trouverait-on bientôt ?

On m'excusera d'aborder la question à ce point de vue, que des « intellectuels » trouveraient terre à terre. Le terre à terre n'est pas à bannir dans une société d'agriculture. Et puisque c'est à celle des agriculteurs de France qu'est voué cet article, nous sommes certain que, mieux informée, elle prendrait en toute autre considération ce qui est réclamé pour la conservation du peuple de France.

La question du rétablissement des biens de famille paraît être de celles dont on pourrait dire, à l'opposé d'un mot connu : « Parlons-en toujours, n'y pensons jamais. » Rien en effet n'en donne moins l'idée que les projets de loi classés sous cette rubrique « biens de famille » et portés au Parlement par M. l'abbé Lemire ou par d'autres de ses collègues de la Chambre.

C'est peut-être aussi là l'excuse de l'accueil hostile que la Société des agriculteurs de France fait à ces projets, quand son attention est appelée sur leurs dispositions.

Leurs auteurs, en effet, connaissent trop bien et estiment trop à sa juste valeur le milieu parlementaire, pour croire qu'une idée aussi simple et aussi juste que celle des « biens de famille » puisse y rencontrer quelque faveur. Alors ils s'efforcent d'en sauver le nom en l'employant pour des expédients économiques d'une beaucoup moindre portée. Il ne s'agit en général pour ces messieurs que de reconnaître à un propriétaire rural le droit de faire inscrire tout ou partie de son domaine sur un registre spécial de la direction des hypothèques, afin de le rendre insaisissable sa vie durant. Nombre de vœux se sont d'ailleurs produits en faveur de cette faculté, lors de l'enquête ouverte près de tous les syndicats au sujet de l'établissement des retraites ouvrières, mais ces vœux n'ont trouvé aucun écho jusqu'ici. On reproche à cette consolidation momentanée de prêter à la fraude — pas plus pourtant que toute autre constitution d'hypothèque, — et de détruire le crédit du constituant, — comme si les opérations agricoles se traitaient à crédit.

La véritable difficulté à l'établissement du système gît dans ce qu'il paraît en contradiction violente avec l'esprit et le texte du Code civil français. L'inspiration de celui-ci est en effet opposée à toute consolidation, à toute perpétuation. Il n'attache à la famille que l'idée d'une société momentanée qui se dissout à la mort d'un contractant, et il ne veut rien savoir d'une succession qui ne se liquiderait pas, c'est-à-dire dont les valeurs ne seraient pas dispersables à chaque décès. Toutefois, comme le Code reconnaît aux enfants le devoir de soutenir leurs parents en les défrayant d'aliments lorsqu'ils tombent dans le besoin, on ne saurait logiquement l'opposer à cette forme d'affectation d'un capital déterminé au service d'une rente viagère; l'insaisissabilité de ce capital ne ferait que correspondre à celle des pensions de retraite constituées sur l'État.

On se demande dès lors pourquoi les auteurs de ces projets en réduisent le chiffre tellement au-dessous du minimum cor-

respondant au soutien de l'existence ! Si, dans les campagnes, on peut se contenter de 1 franc par jour, c'est de cette base de calcul qu'on devrait partir pour poser une limite non pas supérieure mais inférieure pour la constitution du fonds de retraite en question, car si un malheureux n'a qu'un bout de terre ne valant pas plus de 2.000 francs, pourquoi renoncerait-il à la faculté de l'aliéner pour pouvoir en vivre ? Tandis qu'une maisonnette et un clos valant ensemble 10 ou 12.000 francs peuvent à la rigueur représenter une réserve suffisante à l'entretien d'un vieillard, voire même d'un vieux ménage. Il doit donc être loisible à des ascendants, au moment où ils font entre leurs enfants un partage anticipé, de constituer cette réserve, en la consolidant de manière à la garantir, leur vie durant, contre leurs propres défaillances.

La chose ainsi présentée serait plus facilement acceptée ; on pourrait indiquer cette procédure à M. l'abbé Lemire qui se signale par son dévouement à l'idée du bien de famille avec une vaillance sans égale, tempérée seulement par une prudence peut-être exagérée. Sans doute ce n'est plus là un « bien de famille » proprement dit, mais une « réserve de famille ».

Cette réserve ne pourrait-elle être maintenue au delà du décès des constituants, dans certaines conditions à déterminer en principe et sur lesquelles le juge de paix se prononceraient en fait ? Cela existe déjà pour les habitations ouvrières (loi Siegfried), et il a été question d'en étendre le bénéfice à la petite culture, qui nous intéresse surtout ici.

Ce n'est pas encore ainsi un « bien de famille » destiné à la perpétuer sur un domaine, mais c'est la préservation des foyers pendant une période critique. La morale n'y trouverait rien à redire — ou du moins le contraire serait difficile à soutenir ; et le Code même s'y prêterait sans trop d'entorse, puisqu'il ne s'agit au fond que de la prolongation d'un état légal de la propriété, l'indivision.

Mais ce serait bien autre chose si la réserve de famille, constituée, comme ci-dessus, par les ascendants, devait, au lieu de rentrer à la masse des héritiers, rester le préciput de l'un d'eux. Cependant cela aussi peut se faire légalement, dans les

limites déterminées et qu'on ne propose pas ici de modifier.

Où est donc le clou qui arrête toute constitution de bien de famille dans le sens plein du mot, c'est-à-dire de tout bien se perpétuant dans une souche familiale par voie de substitution successive, et devenant dès lors indivisible, incessible et insaisissable ?

Le clou est dans une disposition spéciale du Code qui interdit ces substitutions successives, et il n'est que là.

Ceci est intéressant à constater, parce que l'obstacle ainsi reconnu et mesuré apparaît beaucoup moindre. Il ne s'agit plus de créer un état nouveau de la propriété ni de remanier de fond en comble le Code sur les prescriptions duquel elle repose ; mais simplement d'en abroger un petit article qui passe presque inaperçu des masses, parce que les petites gens tournent autrement la difficulté en restreignant le nombre des enfants, et que les gens riches ne l'éprouvent pas, parce que la propriété foncière tient de moins en moins de place dans leur héritage, en sorte qu'ils peuvent le plus souvent la transmettre intégralement. Or c'est précisément là ce que l'article en question du Code voulait empêcher. Il est donc pernicieux pour les uns comme impuissant pour les autres, et sa suppression ne serait que la restitution d'un droit naturel.

Dans quelle mesure cette restitution remédierait-elle au mal que nos lois successorales ont fait à nos mœurs ? Dans une mesure restreinte sans doute : l'usage d'une faculté ne se rétablit pas d'une manière générale après avoir été si longtemps entravé qu'il est comme désappris. Ce ne sont d'ailleurs pas les pères de famille qui useraient principalement de cette liberté restituée, mais les célibataires de la famille, ceux qui lui portent en bloc l'attachement que le père ressent à part pour chacun de ses enfants. Le Play avait cette pensée quand il disait que les oncles étaient les instruments de la Providence pour la conservation des souches familiales.

Comment en effet peut-on ne pas apercevoir qu'il est aussi essentiel à la famille qu'à la cité ou à la nation d'être enracinée dans un sol ?

Voilà la pensée par laquelle nous revenons au point de départ

de cet article, non certes après en avoir épuisé le sujet, dont l'étude fournirait à bien des modalités diverses, auxquelles il serait d'ailleurs temps de recourir à mesure que l'institution des biens de famille se développerait, mais dont il fallait rétablir le sens pour ne pas la laisser sous le coup de ce malheureux verdict de la Société des agriculteurs de France.

LA NOBLESSE EN FRANCE (1)

On attribue souvent à l'auteur des *Considérations sur la France* un jugement qu'il rapporte, à savoir que « la Révolution française aurait eu pour cause principale la dépravation de la noblesse ». Et l'on ne prend pas garde à ce qu'il dit plus loin, de son chef cette fois, que « la fausse noblesse était une des plus grandes plaies de la France ». La première citation n'est donc pas exacte, et tous les raisonnements qu'on y rattache le sont moins encore. Je veux parler de la légende qui s'est formée sur les rôles respectifs de la noblesse et du roi dans l'ancienne monarchie, légende qui est vraiment surprenante de fantaisie dans les chemins qu'elle prend pour arriver à établir, selon les besoins de la cause, ou que la royauté a toujours été en lutte contre la noblesse, ou qu'elle n'en a jamais été que le règne. Ce sont là des points de vue rétrospectifs dont les conséquences ne sont pourtant plus indifférentes, aujourd'hui que des esprits d'élite essayent de se dégager des préjugés et des sophismes courants, pour reconnaître les voies de ce que Blanc de Saint-Bonnet a si bien appelé *la Restauration française*.

La noblesse, peut-on dire, c'est l'ensemble des familles qui, s'étant élevées à une situation considérée, s'y sont maintenues et s'y perpétuent. Mais si cette définition correspond par la généralité de ses termes à tous les temps et à tous les pays, elle ne saurait tenir lieu de déterminations plus précises, propres aux

(1) *Action française*, 1^{er} décembre 1901.

différentes époques et aux différents lieux historiques, qui permettent de dégager la morale des faits suffisamment établis par l'observation.

On est ainsi conduit à traiter la question sous trois aspects successifs, correspondant au passé, à l'état actuel et à l'avenir pour la noblesse française ; et à envisager dans chacune de ces grandes positions plusieurs états qui viendront s'y ranger comme d'eux-mêmes en raison de la continuité de l'évolution historique.

I

« La noblesse, en France, était pour la famille le dévouement héréditaire au service public ; pour l'individu l'exclusion de toute profession mercantile. »

Voilà déjà une définition de M. de Bonald qui ne correspond qu'à notre histoire nationale, mais qui embrasse encore plus de catégories historiques qu'il ne nous est permis d'en confondre.

On pourrait, à la rigueur, y comprendre celle de la noblesse féodale, en faisant remarquer combien est peu solide la légende universellement adoptée de la lutte de la royauté contre la féodalité. La monarchie capétienne était d'essence féodale et ne pouvait pas être en lutte avec son principe. Ce principe était d'ailleurs celui d'un ordre social et politique qui fut le berceau de notre civilisation : berceau non pas grossier, mais bien chrétien et approprié aux circonstances.

Ce qu'il est vrai de dire, c'est que la monarchie française attira peu à peu dans sa sphère d'influence, et finalement réunit à la couronne toutes les autres principautés comprises dans les limites actuelles de la France, et que la plupart de ces annexions se firent pacifiquement, tandis qu'il fallut de longues guerres pour y amener les deux plus grands fiefs, l'Aquitaine et la Bourgogne, qu'un droit héréditaire différent de la coutume salique avait porté à d'autres couronnes. La guerre de Cent ans, par exemple, ne constitue pas une lutte contre la féodalité,

mais contre une puissance que le droit féodal avait légitimement investie d'une partie de nos futures provinces.

Quand les grands fiefs, ceux des pairs du royaume de France, eurent été absorbés dans celui-ci, ils reparurent en partie sous la forme d'apanages dont furent dotés les princes de la maison de France. Maison qui devait en effet, comme il arriva, absorber toutes celles qui ne se perpétuaient pas en vertu du même droit, grâce auquel le royaume, ne pouvant tomber en quenouille, était indissolublement lié à la famille royale.

L'ère des apanages fut-elle à son tour une ère de luttes entre le roi et les princes apanagés ? Pas davantage dans les conditions normales.

Mais on peut encore mettre ces deux catégories historiques, les grands fiefs et les apanages, en dehors de la question de la noblesse proprement dite, de ce qui fut d'abord la Noblesse chevaleresque.

La noblesse chevaleresque du royaume servit et périt presque tout entière dans la guerre de Cent ans ; à tel point qu'il subsiste très peu de familles fondées à y rattacher leurs origines, et que ce rattachement est le plus souvent problématique pour celles qui peuvent y prétendre à la faveur d'une conformité de nom. Ce n'est assurément pas à ses chevaliers que le monarque français fit la guerre, mais ce ne fut pas davantage chez eux qu'il recruta les premiers serviteurs civils de l'État en formation. Ce fut pour le plus grand nombre chez les clercs, c'est-à-dire dans le tiers état. Non pas, encore une fois, qu'il eût à se tenir en garde contre sa loyale noblesse, mais parce que ce n'était pas de la condition de celle-ci de servir autrement que dans les armes.

Le rôle de la noblesse chevaleresque dans les armées fut continué, lorsque celle-ci fut épuisée, par la noblesse militaire, qui se forma de ses débris et soutint l'effort des guerres d'Italie, de religion, de Louis XIV, de Sept ans, etc... Voici comment Colbert parle au roi de cette noblesse dans son testament politique ; cela se passe de commentaires, mais ne saurait jamais être assez remis sous les yeux :

« La noblesse autrefois était fort considérable en France, et
« sa valeur a toujours été si redoutable à vos ennemis que,

« quand ils la savaient dans vos armées, ils avaient peine à se
« résoudre à donner combat. Mais depuis quelque temps elle a
« beaucoup perdu de son lustre, et est tombée dans une si grande
« pauvreté qu'elle n'est pas reconnaissable... Je remarque
« divers sujets de plaintes dans les gentilshommes. La première
« qu'on les fait épuiser à la guerre et que leurs services sont
« malrécompensés ; la seconde que les Intendants arment leurs
« vassaux contre eux par la protection qu'ils leur donnent bien
« souvent au préjudice de la justice ; la troisième qu'on les
« soumet à l'avarice des Partisans sous des prétextes spécieux,
« mais qui n'ont que leur ruine pour objet ; la quatrième qu'on
« n'a plus d'égard au rang qu'ils ont toujours tenu dans la
« monarchie, et qu'enfin Votre Majesté même ne les distingue
« pas plus que s'ils étaient nés de la lie du peuple. »

Entre temps était née une nouvelle couche de noblesse : celle qui s'acquerrait dans les emplois civils, de magistrature, d'administration, de finance. Elle se recrutait dans les familles bourgeoises parvenues à une certaine aisance, qui tenaient à honneur d'acheter de petites charges et de pouvoir s'y perpétuer. Les anoblissements ainsi obtenus par la voie des services publics sont la source de la plupart des distinctions nobiliaires qui subsistent aujourd'hui. Il est aussi inconsideré de croire que ces emplois publics étaient ainsi le privilège de la noblesse qu'il serait ridicule de dire qu'ils sont aujourd'hui le privilège de la Légion d'honneur, parce qu'ils amènent à en être titulaire. Cette nouvelle Noblesse hérita peut-être un peu indûment du privilège de l'ancienne, à savoir d'être exempté de la taille (impôt foncier destiné aux dépenses de la guerre), parce qu'elle ne se tint pas pour également astreinte au service militaire ; ses familles fournissent pourtant bientôt les cadres de l'armée à une époque où l'on n'eût pu les recruter autrement.

On arrive ainsi à l'époque de la Révolution — alors que les députés de la noblesse viennent de renoncer spontanément à ce qui lui restait de privilèges — sans avoir rencontré l'époque où la royauté aurait conduit la lutte contre cette classe où elle puisait ses serviteurs, pas plus que celle où cette classe aurait été une caste fermée, à qui les emplois publics auraient été réservés,

au mépris d'un droit égal chez tous les citoyens à les briguer.

Non, la noblesse ne fut, sous l'ancien régime, ni combattue ni exaltée ; elle fut plutôt délaissée, et l'une des principales formes de ce délaissement fut la facilité des anoblissements à caractère fiscal et la tolérance des usurpations de qualité ou du moins de signes extérieurs de la qualité. Il n'était pas aussi facile à un propriétaire campagnard de se faire rayer du rôle de la taille que de prendre dans ses contrats telles qualifications qui lui plaisaient ; à plus forte raison à un homme de loi — on dirait aujourd'hui « d'affaires » — ou à moins encore. Ce fut principalement cette intrusion, très facile à constater aujourd'hui, qui jeta le discrédit sur la noblesse, parce que les éléments qui s'y étaient faufiletés ainsi n'en avaient ni les traditions ni le respect, comme on le voit bien à ceux qui se retournèrent contre elle pendant la Révolution.

Mais si l'on veut bien considérer la véritable noblesse, celle qui continue de vivre sur les terres qu'elle cultivait elle-même comme unique moyen de subsistance, on n'aperçoit pas qu'elle ait été gagnée par la corruption de ces éléments interlopes ; elle reste une classe saine, et rien moins que parasite. Elle se fit représenter dignement aux États généraux, s'honora par sa fidélité au roi même défaillant, et la dignité de sa vie ne se démentit pas devant la mort cruelle qui l'attendait aussi bien au sortir des combats que sur les échafauds de la Révolution.

Il faut donc réformer le jugement sommaire qu'on a prêté à de Maistre, et remarquer plutôt ici, encore avec Bonald, que « la noblesse française, la moins opulente de l'Europe, était celle qui avait le mieux retenu l'esprit de sa profession ».

Ceci d'ailleurs ne tenait pas seulement à sa pauvreté, mais aussi et surtout à son caractère rural. L'institution féodale avait fixé en terre ses racines, et la noblesse acquise avait hâte de s'assimiler à la noblesse historique en s'enracinant comme elle. On acquérait un domaine même avant d'être noble, et on payait le droit de franc fief jusqu'à ce que l'anoblissement vous en eût affranchi. On vivait sur ce fief ; on en prenait le nom à tel point que le nom patronymique disparaissait, et l'on croyait pouvoir seulement alors faire souche de gentilshommes.

C'est là un caractère très particulier, je ne dirai pas seulement à la noblesse française, mais à toute la société occidentale. Dans les centres de civilisation, la noblesse est un patriciat ; elle en a l'éclat, les vertus et les vices ; chez nous elle reste vraiment, comme le servage et bien au delà, attachée à la glèbe. On sait le mot de Louis XV à un courtisan -- un déraciné probablement -- qui qualifiait devant lui quelque'un de gentilhomme de province : « Je ne connaissais pas de gentilshommes de Paris. »

C'est cette gentilhommerie terrienne, attachée au sol autant qu'aux traditions et aux mœurs ancestrales, que vient de décrire si bien M. Pierre de Vaissières dans son excellente étude sociale. Elle correspond assez, comme classe, à celle qui constitue en Angleterre la *gentry*.

Considérons-la, maintenant, dans son dernier état, à la veille de la Révolution. Elle n'a guère conservé que l'ombre de ses anciennes prérogatives, et elle est toute prête à renoncer au peu qui lui en reste, comme on le verra bientôt dans ses *cahiers* de 1789 et dans les votes de ses députés à la nuit du 4 Août. Mais elle a conservé ses attaches au sol, son caractère rural, et elle le manifeste en même temps que ce qui est dans son essence — servir l'État — par l'intérêt qu'elle porte au relèvement de l'agriculture, ruinée par les guerres, et par la part prépondérante qu'elle prend dans l'éclosion des sociétés qui s'attachent à ce relèvement.

L'Assemblée des Notables du royaume, les Assemblées provinciales qui précèdent la convocation et préparent le travail des états généraux, nous donnent sur les membres de la noblesse qui y siègent l'impression d'hommes éclairés, dévoués au bien général beaucoup plus qu'à des intérêts de classe, et nullement discrédités dans l'esprit public. L'étranger même en est frappé et en rend témoignage.

Qu'on le remarque bien, la noblesse n'y apparaît non seulement plus comme une hiérarchie détentrice d'une partie des pouvoirs politiques, non pas même comme un corps autonome ayant sa place propre dans l'organisation de l'État, mais simplement comme une classe sociale, qui n'est même plus appelée à désigner ses représentants dans les conseils dont il plaît au roi

de s'entourer, et dont les individualités, appelées dans ces conseils, n'y ont pas un rang particulier. Les conseils ont encore été constitués par Ordre, mais on y vote par tête.

L'évolution historique est accomplie. La Révolution, quand elle viendra, ne trouvera plus à s'en prendre qu'à des droits de garenne ou de colombier. C'est pourtant ce que ses historiens appelleront « avoir abattu la féodalité », alors qu'elle avait disparu depuis des siècles comme institution politique.

II

Le fait actuel le plus caractéristique dans la noblesse de France, c'est sa persistance. C'est qu'une Révolution effroyable déchainée contre elle et accompagnée de violences furieuses précédant l'œuvre de la suppression légale, et la poursuivant avec acharnement, non seulement n'ait pas opéré sa destruction, mais n'ait même presque pas modifié la condition sociale des familles qui y ont survécu, ni entravé le recrutement de cette classe.

Assurément beaucoup ont péri sur les échafauds, dans les massacres ou dans les prisons ; la mortalité causée chez les émigrés par les privations n'a pas été moins grande. Enfin l'épreuve a été telle que bien des familles ont disparu plutôt que de ne pouvoir rentrer dans leurs foyers détruits : dix ans ont fait l'effet destructif de deux siècles. Mais celles des familles nobles qui ont survécu et ont pu rentrer dans leurs domaines héréditaires n'y font pas moindre figure qu'auparavant, n'y vivant pas d'une manière différente, et n'y ont finalement rien perdu des biens et des avantages sociaux essentiels et caractéristiques de leur condition. Ainsi un coup d'œil jeté sur les listes d'admission à l'École militaire y rencontre les mêmes noms au cours du siècle qui vient de finir que sous l'ancien régime, alors qu'il fallait faire preuve de quartiers suffisants pour y être admis, le plus souvent gratuitement, car la noblesse militaire était pauvre et l'est restée. Cela non plus n'a pas changé.

L'influence née de l'action publique et s'y exerçant s'est

de plus en plus restreinte, par suite de l'avènement au pouvoir de ce qu'on appelle les nouvelles couches ; mais la considération est demeurée aux anciennes couches, celle qui fournit les arrivistes n'ayant pas su l'acquérir : en sorte qu'à chaque agitation violente, comme en 1848 et en 1871, c'est vers leurs anciens seigneurs que se porte le suffrage des populations dans les campagnes où on les a connus. Il est rare que, là où il y a une ancienne famille noble résidente, la mairie n'y devienne pas héréditaire, ce qui n'avait pas lieu avant la Révolution.

Si les violences populaires excitées contre la noblesse ne l'ont pas plus abattue que cela, les lois dirigées contre elle n'y ont pas fait davantage. Que de fois, depuis le décret du 19 juin 1790, les distinctions nobiliaires ont été abolies, interdites, et quel foisonnement après chaque condamnation, montrant que les mœurs étaient plus fortes que les lois dans ce qui est vraiment de leur domaine propre !

En effet, la loi peut en apparence attribuer et garantir en droit certains avantages sociaux, héréditairement, à certaines familles qui les ont acquis par des services publics, mais elle ne peut en cela que reconnaître une situation acquise ; elle ne la produit pas, surtout depuis que ces avantages n'ont plus le caractère d'un privilège exclusif. Aussi, sans aucune consécration légale, le même fait d'anoblissement, c'est-à-dire d'avènement d'une famille à un certain rang social, ne cesse-t-il de se produire, et on ne saurait distinguer, dans les mœurs, cette nouvelle noblesse de l'ancienne, dont il ne lui manque que l'appellation. Chose à remarquer, lorsqu'elle veut emprunter cette appellation à quelque circonstance extrinsèque au milieu, à une qualification tirée de l'étranger par exemple, ou à quelque autre artifice, immédiatement il se produit un recul dans la considération publique ; il semble que ce soit un manque de dignité pour lequel l'opinion n'a plus d'indulgence, tandis qu'elle s'inclinait devant le mérite. Je ne crains pas de dire ce mot de mérite, car si ce n'en est pas toujours un de parvenir à la fortune, c'en est un de savoir la conserver, en vivre noblement, comme on disait jadis, et la transmettre avec l'éducation qui fixe le rang social. Au résumé, quand on a voulu supprimer

la noblesse, on n'a fait que la rendre plus exclusive en la transformant en caste, et c'est seulement en la respectant qu'on la laisse ouverte à tous les mérites et comme la consécration naturelle et légitime de leur perpétuation à un foyer familial.

Ici se présente une difficulté soulevée par l'expression de « vivre noblement », qui avait sous l'ancien régime un sens précis : vivre noblement signifiait vivre de son bien, à l'exclusion de tout trafic ou de toute profession salariée par le public et qui eût mis dans sa dépendance. La famille noble ne pouvait être qu'au service de l'État ou attachée à la culture de son propre domaine. Elle ne pouvait l'étendre en prenant à ferme quelque terre voisine, or bien elle perdait ses privilèges : celui de l'exemption d'impôt foncier et de corvée, celui d'entrée aux écoles militaires.

Cette distinction entre les diverses sources de revenus est-elle possible à faire aussi complètement maintenant ? Nous ne le croyons pas, mais il faut pour tenir encore son rang en conserver l'esprit, qui ne se concilie pas avec l'esprit et la recherche du lucre. La loi serait impuissante à établir ou à maintenir des distinctions entre les diverses sources de revenus, tant ces sources sont multiples maintenant ; mais les mœurs demeurent, et font qu'un homme qui est dans les affaires, selon l'expression courante, peut être un gentleman, mais ne fait pas l'effet d'un gentilhomme, et n'en a, en effet, pas le point d'honneur.

Ce n'est pas le talent, ce n'est pas la fortune, pas même la notoriété, qui suffisent à produire l'anoblissement spontané d'une famille. Il faut, pour prendre rang parmi ses aînées, qu'elle ait à leur instar fixé sa tige en terre, qu'elle y pousse des racines, et que la possession d'une terre héréditaire consacre son assimilation à celles qui tenaient la terre en fief. Au résumé nous sommes, de par les mœurs et malgré les lois, en présence d'un phénomène de sélection sociale, ayant la famille pour objet et la terre pour base, qui redevient aussi marqué au ^{xx}^e siècle qu'il a pu l'être jusqu'au ^{xviii}^e.

La persistance, on pourrait même dire la recrudescence de ce phénomène de classification spontanée, le fait qu'il se perpétue,

et qu'il ne cesse dès lors pas de se former une classe noble, est d'autant plus à considérer qu'il est en opposition avec l'état légal et même avec toute la théorie sur laquelle reposent les institutions politiques. Le « faux dogme de l'égalité », comme disait Le Play, règne en maître dans ce dernier domaine, et bien peu, même parmi ceux dont je viens de parler, oseraient lui rompre en visière et dire qu'en effet toutes les familles ne sont pas du même ordre. Je me rappelle encore l'exclamation de pitié avec laquelle un homme pourtant de mérite, Claudio Jannet, s'écriait : « Parler de classes cent ans après 1789 !... »

Qui donc a tort ? La nature ou bien le législateur ?... La société civile qui ne repose que sur la diversification de ses éléments en même temps que sur leur fixité, — ou bien la société politique qui n'est conçue que d'après leur indétermination ? Le cœur du père de famille qui s'attache à léguer à ses enfants la considération qu'il s'est acquise, ou bien l'esprit de ce même individu lorsqu'il s'adonne à l'envie contre tout ce qui s'élève ou se perpétue autour de lui ?

La sélection sociale est un fait constant, absolument normal ; elle se produit entre les familles comme entre les individus, nonobstant tous les obstacles, et il est temps de la faire rentrer, après qu'elle a fait ainsi ses preuves de vitalité, dans les mœurs publiques et dans les institutions, pour autant qu'elle se montre dans les faits — parce que les institutions ne sont pas faites pour contrarier la nature et châtrer le corps social, mais pour protéger l'édification de la cité selon les lois mises en relief par l'histoire et confirmées par l'observation.

Qu'il n'y ait pas de malentendu : je ne parle pas d'une caste de familles privilégiées ou désignées d'une manière particulière à l'heure qu'il est ; je ne songe nullement à cette quantité de gens plus ou moins qualifiés qui peuvent se rencontrer dans des salons ou ailleurs : foule composée d'intrus, de déracinés et de déchus. Et ce ne sont pas des familles tombées dans la pauvreté que je qualifie de déchues, bien qu'en réalité elles n'appartiennent plus à la condition propre à la noblesse et soient à la veille de disparaître. Les vrais déchus, ce sont les rejetons qui n'ont conservé de l'héritage familial que le décor, mais pas les

traditions ; *sépulcres blanchis* que rien de ce qui fait la dignité morale ne distingue du déchet des autres classes, qu'un peu plus de frivolité et de besoin de paraître sans être.

Non : me plaçant uniquement au point de vue social, j'aperçois un ensemble de familles demeurées ou devenues *terriennes*, comme on dit aujourd'hui, qui se reconstitue à mesure de ses perles et même au delà de cette mesure, et qui forme certainement une élite sociale.

Ses attaches ne sont pas à la ville, où la continuation d'un patriciat devient de plus en plus difficile, mais dans les campagnes, où elle réalise l'apologue de la lutte d'Hercule, le Grec rusé, contre les géants, — c'est-à-dire contre les fils de la terre, qu'il ne pouvait vaincre qu'en les soulevant, en les détachant du sein de leur mère. Il n'est pas si humble arbrisseau, ayant ses racines en terre, dont la vie ne dépasse celle des plus coûteuses fleurs de serre destinées à orner les demeures somptueuses et souvent éphémères comme ces fleurs.

Quelques exemples feront encore mieux toucher mon sentiment.

Un riche Américain, M. L., fait un don magnifique au Denier de Saint-Pierre. C'est fort bien assurément, et le Pape le reconnaît par un titre de duc. Cela n'en fait pas un gentilhomme.

Un de ceux-ci, déraciné, bien près d'être déclassé, reçoit du Souverain une qualification attachée à de grands souvenirs historiques : — l'étiquette restera comme une ironie écrasante pour l'informé titulaire.

Par contre une famille qui n'a pas rendu de services à l'État, mais bien à la petite population au milieu de laquelle elle s'est fixée, y continue ses exemples et ses bienfaits. Elle acquiert ainsi un rang social que nul ne songerait à lui contester.

Enfin une famille modeste se découvre, grâce à une officine héraldique, de grandes origines. On le dit, on s'en fait breveter, et on fait sourire à ses dépens, parce que la continuité historique fait défaut.

Il n'y a d'autorités sociales à titre héréditaire que celles chez qui ce titre s'appuie sur la transmission d'un domaine patrimonial formé autour d'un foyer, c'est-à-dire d'une tradition

familiale. Ces familles-là ne réclament communément pour assurer leur continuation d'autres privilèges — si toutefois c'en peut être un — qu'une liberté testamentaire suffisante pour la transmission intégrale du domaine. Cette transmission, facilitée par la proportion de biens meubles qui constitue l'aisance, est très difficile pour les familles peu aisées. Aussi disparaissent-elles plus vite que les autres, et avec elles un excellent élément de la nation.

III

La continuation des familles dans les mêmes charges entraîne celles des mêmes mœurs, des mêmes traditions, et constitue ce que Le Play nommait si bien les autorités sociales, c'est-à-dire l'ossature même de la société. Cela s'aperçoit surtout quand ces charges sont des charges domaniales, c'est-dire attachées à l'occupation d'un domaine et faisant pour ainsi dire corps avec ce domaine.

Ce sont les familles ainsi conditionnées qui, constituant la noblesse dans le passé, en font encore fonction, et tiendront cette place dans la société tant que durera leur établissement héréditaire.

Le Play, dont nous nous réclamons à chaque moment de cette étude, ne demandait pour le maintien de ces familles qu'une plus grande liberté testamentaire. Mais comme un jour on lui faisait remarquer que c'était au contraire le régime de la conservation forcée, c'est-à-dire de l'indivisibilité d'une partie de l'héritage, qui avait préservé les familles souches, comme il les appelait, il répondit : Sans doute, mais je ne demande que ce qui est acceptable dans l'état actuel des esprits et compatible avec celui des mœurs et des institutions.

Il y a en effet une remarque qui s'impose : c'est que l'on n'use pas même de la faculté de disposer, si restreinte, que laisse le Code civil, parce que les institutions favorables à l'établissement des héritiers non privilégiés ont disparu, et que dès lors l'égalité du partage entre les enfants devient presque de règle,

parce que rien ne resterait en fait de ressources à ceux dont la légitime actuelle serait sacrifiée en vue de la conservation du domaine patrimonial aux mains d'un seul.

Aussi n'est-ce pas à l'accroissement de la quotité disponible par testament que je proposerais de recourir pour faciliter la transmission intégrale des domaines patrimoniaux, mais à l'extension de la faculté de substitution, de manière qu'un possesseur quelconque, qui n'a pas d'héritiers réservataires, pût créer un fidéi-commis perpétuel, comme l'était approximativement le fief, et comme le sont encore les terres seigneuriales dans bien des contrées et des États de l'Europe.

Seulement pour correspondre à l'état actuel de la société, il faudrait que cette faculté fût ce qu'on appellerait volontiers démocratisée, c'est-à-dire appliquée le plus possible aux petits domaines, contre lesquels sévit surtout le partage forcé. Pour les plus grands, je l'ai déjà dit, il suffirait la plupart du temps de modifier la disposition du Code relative à l'égalité des lots. Mais n'est-ce pas une chose absurde, bien que voulue, qu'un oncle, un parent quelconque, en possession d'une partie d'un bien patrimonial, puisse en disposer sans aucune réserve familiale, mais ne puisse le rétrocéder en quelque sorte à la famille dans des conditions qui sauvegarderaient cette intention ?

Moyennant la simple abrogation d'un article, assez confus d'ailleurs, du Code civil, on verrait se reconstituer peu à peu et se perpétuer des familles souches qui rendraient à notre race sa fécondité naturelle, entravée aujourd'hui par le régime successoral et par tout ce qui naît de la désorganisation sociale.

Nous voici loin, semble-t-il, de la noblesse : pas tant que cela car il suffirait que l'ensemble des possesseurs de fidéi-commis et des appelés à cette possession fût constitué localement en corps ou collège électoral et investi de certains privilèges en retour de certaines charges, pour que la reconstitution en question fût aussi complète que possible.

Entrons dans quelques détails : d'abord, comme rien ne facilite ces classifications autant qu'un signe distinctif, les investis de ces fidéi-commis pourraient en ajouter le nom au leur, comme le faisait la noblesse fiefnée ; ils acquitteraient un impôt

spécial pour compenser la perte qui résulterait pour le fisc de leur inaccessibilité. Ce serait là un privilège à rebours, dont le produit formerait un fonds d'assistance publique, qui serait employé en fondations dont les syndics de la corporation fourniraient les administrateurs.

Pour compenser cet impôt de surérrogation, ceux des taxes qui exploitent directement leur domaine pourraient être déchargés du principal de l'impôt foncier, comme on le demande depuis longtemps pour les cultivateurs.

La base de cette organisation serait le pays (1) et pourrait s'étendre jusqu'à la province, jamais au delà, parce qu'il ne s'agit pas de former un corps dans l'État, ce que d'ailleurs la noblesse n'a jamais été en France, mais des corps dans la société civile, que nous supposons organisée elle-même dans tous ses éléments en corporations professionnelles. Celle dont il s'agit ici aurait, comme toutes les autres, ses règles particulières d'admission et de fonctionnement autonome sous le contrôle des pouvoirs publics. Ainsi, pour l'admissibilité, la loi pourrait fixer un maximum et un minimum, pour éviter d'une part la formation de *latifundia* et d'autre part la cristallisation de parcelles insuffisantes à une exploitation normale.

Pour se rendre compte du bienfait que la société éprouverait de cette consolidation d'un certain nombre de patrimoines ruraux, il faut opposer à cette conception le spectacle des contrées où il n'existe plus rien de pareil, soit par le fait de la conquête, soit par celui de mauvaises institutions qui asservissent, dégradent et détruisent un peuple plus sûrement que ne le fait la pire domination étrangère. Veut-on regarder par exemple ce que les deux causes réunies, la dénaturalisation et le Code Napoléon, ont fait d'une des plus heureuses contrées du monde, l'Istrie ? Une terre paradisiaque partagée entre des propriétaires étrangers, et un prolétariat autochtone misérable, la cultivant à la façon des bêtes de somme. — Un peuple ne vaut par aucun de ses éléments autant que par sa noblesse

(1) Désignation encore aussi usuelle qu'ancienne qui correspond le plus souvent à l'arrondissement.

rurale. Elle disparue, les classes riches se corrompent, les classes pauvres se détruisent. Là au contraire où des souches familiales sont fortement enracinées par les mœurs et par les institutions, la natalité est comme une frondaison luxuriante.

Ce n'est pas à dire d'ailleurs que peupler et labourer soient les seules tâches d'une noblesse rurale : elle se doit généreusement aux magistratures locales, auxquelles rien ne forme mieux que les traditions ; les administrations publiques verraient leurs agents remplacés aux trois quarts dans leur besogne par ces hommes de bonne volonté, dont l'autre quart se recruterait dans les mêmes rangs. Jadis c'étaient les armées permanentes dont les cadres en officiers se recrutaient ainsi. Maintenant ce sont les carrières publiques qui trouveraient leurs sujets les meilleurs dans cette classe cultivée, laborieuse et sobre qui serait, à l'état corporatif, la plus solide des colonnes de l'État.

Est-ce à dire que cette noblesse rurale y tiendrait une place excessive ou privilégiée ? Loin de là, il ne lui faut fournir qu'aux magistratures locales et laisser les emplois de l'administration aux familles déracinées, comme les carrières libérales à celles qui peuvent y préparer leurs enfants dans les villes mieux qu'ailleurs. Je ne comprends pas dans celles-ci l'armée, qui ne saurait se recruter qu'aux foyers où la simplicité des champs prépare à celle des camps, et la discipline de la famille au commandement de la troupe. Je ne comprends pas non plus dans les carrières plus ouvertes aux citadins qu'aux ruraux celle qu'on peut faire aux colonies. Il est constant, au contraire, que les domaines où les familles se perpétuent le plus sûrement sont aussi ceux dont les foyers sont les plus peuplés et fournissent de véritables essaims de robustes et vaillants émigrants. C'est là un phénomène plus consolant quant aux circonstances où il se produit, mais de même nature que celui qui éclate dans les crises soudaines, comme celle que la France a traversée par suite de l'invasion et au lendemain. Ce fut la noblesse rurale qui fournit les cadres les plus solides de la garde mobile, comme aussi ces volontaires de l'Ouest, combattants de Patay et de Loigny, de glorieuse mémoire, enfin les meilleurs éléments de l'Assemblée nationale,

qui rétablit la situation matérielle et morale pendant les années difficiles de 1871 à 1875. Les élections qui les avaient portés au pouvoir n'avaient été inspirées, quoi qu'en dise l'esprit de parti, ni par l'idée monarchique ni par aucune autre idée définie : la population des campagnes avait d'instinct fait appel aux autorités sociales, comme elle le ferait encore à celles dont la stabilité, et le désintéressement qui y correspond, lui seraient garantis par l'institution.

La mesure de cette garantie serait en effet fournie par celles dont s'entourerait l'institution, et sur lesquelles il faut revenir ici après que le principe en a été posé. Ces garanties s'attacheraient non seulement à son recrutement mais à son maintien, c'est-à-dire qu'elle devrait être pourvue comme tout organisme de moyens d'élimination. Pour cela il faut que les titulaires de ces biens de famille forment, comme je l'ai dit, par *pays*, un corps social dont le consentement soit nécessaire à l'introduction d'éléments nouveaux, et dont le contrôle s'exerce sur ses membres autant qu'il est nécessaire pour que l'institution ne dévie pas de ses fins et ne perde pas ainsi son caractère d'utilité sociale.

Pour l'admission, il va de soi qu'elle ne peut être que conditionnée par des questions d'honorabilité du postulant et de sa famille, d'ancienneté de la possession dans cette famille, de bon état du domaine. Il ne faut pas que l'inscription à un contrôle analogue à celui des *Höfrolle*, des *Rittergüter*, des *Heimstätten*, etc., soit un refuge pour le propriétaire endetté ou négligent. Par la même raison d'intérêt social, il doit y avoir possibilité de retour au droit commun, tant facultativement, sur la demande du Conseil de famille, que nécessairement si l'appelé est incapable ou renonçant, et n'a pas d'héritier légal. Quant à la mauvaise administration du bien de famille, elle ne saurait entraîner que la déchéance du titulaire, mais non un retour au droit commun, autrement ce serait une prime à mal gérer. C'est en ce double jeu de l'assimilation et de l'élimination que consiste la différence entre l'organisme vivant d'une classe sociale et le mécanisme inerte d'une caste, ce que l'on confond trop souvent par esprit de parti.

Il se produit au reste des revirements dans l'opinion, et parmi les esprits revenus de l'utopie égalitaire on trouvera insuffisante cette reconstitution d'une noblesse rurale par voie de sélection naturelle, et sans attributions politiques autres que celles de tout corps social dans un régime réellement représentatif.

Ce n'est pas en effet un article de constitution que nous voulons introduire, mais un article du Code civil que nous désirons voir aboli : celui qui interdit à peu près totalement les substitutions. Il suffirait alors, pour atteindre en cela notre but de réfection sociale, de combiner l'usage de cette faculté enfin restituée avec celui de la liberté d'association telle qu'elle est reconnue par la loi syndicale ; les possesseurs de biens de famille se grouperaient d'eux-mêmes sous l'incitation de l'intérêt commun naissant de l'identité de condition. Plus tard le concept social ainsi retrouvé rentrerait dans le concept politique par la voie de la représentation des droits et des intérêts, qui est la grande réforme de l'avenir et la forme des libertés publiques dans un régime monarchique.

Ce qui conviendrait, en outre, à celui-ci, en fait d'institution reposant sur la reconstitution de biens de famille, ce serait d'opérer un second degré de sélection parmi les familles qui seraient ainsi dotées, et au nom desquelles serait restée attachée, à la suite des services rendus à l'État, une notoriété historique. Le rang qui en résulte légitimement serait consacré par une institution analogue à celle de la pairie, mais qui en différerait en ceci que les chefs de ces familles seraient simplement les électeurs d'un conseil spécial de la couronne, qui lui tiendrait lieu de conseil de famille et auquel ressortirait la reconnaissance de l'héritier du trône et la désignation de la régence lorsqu'il y aurait lieu. Cette institution rendrait son lustre ancien à la Noblesse, par le seul fait qu'il se rattacherait à ses origines, tout en ne portant préjudice au droit d'aucune autre classe ni aux attributions propres d'aucun corps dans un État bien organisé, c'est-à-dire dans un État dont la constitution s'est développée normalement sans rompre avec la continuité historique.



La continuité historique, c'est le dernier mot de cette étude comme c'en a été le premier et le fil conducteur.

Ce fil, lorsqu'il est rompu, il faut le rattacher : sinon, comme il en faut toujours un, on le demande à quelque système qui, n'étant pas dans la nature des choses, ne peut qu'égarer et mener à l'opposé de ce que promettait son point de départ.

Nos pères de 1789 s'étaient passionnés pour la liberté, et la plupart payèrent de leur vie cet engouement au cours des épouvantables discordes civiles qu'il engendra. On a dit à cela que tout enfantement était douloureux, et que la force était l'accoucheuse des sociétés sur la route du progrès. Mais cette route ne nous a même pas encore amenés, après plus d'un siècle de révolution, à la possession de la première de toutes les libertés, la liberté de conscience.

Bientôt on se passionna d'égalité : les lois l'imposèrent, les mœurs la consacrèrent, mais des inégalités si formidables naquirent du capitalisme, qui resta le seul ressort de la vie sociale, qu'un siècle juste après l'abolition des dernières organisations de l'ancien régime, en 1891, un Pape a pu proclamer que la multitude des prolétaires était courbée « sous un joug presque servile ».

Si la société n'est pas, dans le plan de la Providence, une cohue, et si elle veut sortir, en France, de cet état chaotique où l'ont mise les diverses expériences de la Révolution, il faut que ceux qui conduisent l'opinion se prêtent à un retour, non pas à tel ou tel ordre de choses qui a fait son temps, mais à la sélection qui s'opère naturellement entre les familles lorsqu'elle n'est pas contrariée par les lois. La continuité dans les modes de leur existence n'est que favorable à l'amélioration de leur état, en permettant aux corps sociaux qui doivent les protéger de se réformer, et à l'État d'y retrouver ses appuis et les conditions de sa propre pérennité.

VI

LA REPRÉSENTATION PROFESSIONNELLE (1).

La représentation professionnelle est la représentation des droits et des intérêts communs correspondant à l'exercice d'une profession.

Beaucoup de questions surgissent à l'occasion de ce peu de mots, et tout d'abord celle-ci : peut-on représenter un droit, un intérêt ? Oui, tout aussi bien et même mieux qu'une opinion peut être représentée : un droit, un intérêt, c'est plus tangible, plus précis qu'une opinion. Or c'est sur la représentation des opinions que porte principalement le système représentatif dans la conception moderne de l'État : le régime parlementaire, pour l'appeler par son nom courant.

La représentation d'un droit ou d'un intérêt consiste dans l'expression publique de ce droit ou de cet intérêt. Par expression publique on entend expression dévolue à l'un des corps de l'État doté spécialement de cette attribution. Ce corps peut être consultatif seulement ou pleinement législatif, c'est-à-dire qu'il émet des vœux ou des plaintes qu'il porte aux pouvoirs publics, ou bien qu'il prend des délibérations ayant force exécutive directe et immédiate.

Sous le bénéfice de ces définitions qui précisent ce dont on

(1) *Action française*, 1^{er} août 1905.

veut parler, il faut aborder la question suivante : Y a-t-il des droits et des intérêts communs correspondant à l'exercice de chaque profession ?

Autrement dit, l'exercice d'une profession peut-il être la source d'un droit commun à ceux qui l'exercent ? Peut-il créer ou rencontrer un intérêt commun aux membres de cette profession ?

La réponse paraît certaine tant pour le philosophe que pour le simple observateur : l'un comme l'autre ne peuvent manquer de reconnaître dans l'exercice d'une profession l'accomplissement de la loi du travail, dont la première conséquence est le droit au fruit du travail, c'est-à-dire le droit de propriété. Mais de même que le travail ne s'exerce guère dans des conditions purement individuelles, le droit de propriété qui en résulte immédiatement est presque toujours un droit partagé entre plusieurs facteurs, un droit compliqué par les conditions du travail, et nécessairement commun à tous les éléments de même nature exerçant une action égale dans des conditions identiques. C'est le droit commun de la profession.

Ce droit intérieur à la profession, si l'on peut s'exprimer ainsi, n'est d'ailleurs pas le seul qui lui soit propre. Une profession ne s'exerce pas uniquement pour ses membres ; elle exerce une action sur la vie sociale, sur la cité ; elle y joue un rôle, et ce rôle ne peut manquer, lui non plus, d'être subordonné dans l'intérêt public à certaines règles, dont l'ensemble constitue une autre partie du droit commun de la profession. Jadis ce droit était codifié ; il ne l'est plus aujourd'hui, mais il n'existe pas moins. On a dit depuis qu'il était suranné, qu'il ne se prêtait pas à la rapidité des transformations économiques ; mais on pourrait en dire autant de tout code, si des modifications n'y étaient pas apportées par le législateur à mesure que l'état social se modifie. On a pu en abuser, mais n'abuse-t-on pas aussi de son absence dans la concurrence effrénée sur le terrain des intérêts économiques ? Et cette concurrence ne fait-elle pas des victimes qu'épargnerait une coordination et au besoin une codification, tenue à jour, des bonnes coutumes de la profession ?

Il faut se bien rendre compte de ce que jadis l'exercice d'une

profession ressortissait au droit public, et comportait non seulement le droit du travail, mais aussi le droit au travail. Cette conception d'un droit au travail, qui fleure aujourd'hui le socialisme le plus avancé, était pourtant la base même de l'organisation des métiers, et est demeurée telle pour certaines professions libérales, surtout chez les gens de loi. Non seulement l'accès à certains emplois y est réservé à des catégories déterminées, mais la quantité de ces emplois est souvent limitée ; le nombre des charges, comme on appelle ces emplois, est fixé, et leur transmission ne peut se faire qu'à titre onéreux. Les soi-disant vices de l'ancien régime qu'on a le plus décriés se sont perpétués précisément dans le milieu qui lui a fourni le plus de détracteurs.

Il reste donc constant qu'à chaque mode d'activité professionnelle correspond un droit propre à la profession ; droit tantôt écrit, tantôt simplement coutumier ; tantôt, dans le premier cas, ressortissant aux tribunaux ordinaires, aux juges de droit commun, tantôt à des juridictions spéciales, comme les conseils de l'ordre des avocats, les chambres de commerce, à titre consultatif seulement, les conseils de prud'hommes, etc., sans parler des officialités diocésaines et des conseils de guerre, qui sont bien aussi des tribunaux professionnels, jugeant d'après un droit propre, le droit de la profession.

Nous croyons avoir répondu à la question : y a-t-il un droit commun de la profession ? Examinons maintenant s'il y a un intérêt commun aux membres d'une même profession.

L'intérêt commun à tous ceux qui exercent une même profession est que cette profession rapporte à chacun d'eux les avantages matériels et moraux en vue desquels il l'exerce, c'est-à-dire la subsistance et la considération. Mais ici une difficulté vient tout de suite à l'esprit : n'y a-t-il pas antagonisme d'intérêts, lutte pour la vie, tant par suite de la concurrence entre les membres de la même profession établis en un même lieu qu'entre les entrepreneurs et leurs salariés dans les professions qui s'exercent collectivement ?

Assurément il y a souvent des intérêts tantôt distincts tantôt opposés au sein d'une même profession, mais il y a toujours un

intérêt commun, celui de la prospérité de la profession, qui doit rejaillir sur tous les éléments de la profession.

Nous disons qui doit rejaillir, parce qu'il n'en est pas toujours ainsi dans l'état anarchique actuel du monde du travail. Mais cet état lui-même n'est pas l'état normal. L'état normal, c'est l'état organique, où le corps professionnel organisé fait régner dans son sein la justice distributive.

Cette organisation est tellement dans la nature des choses que les périodes même troublées y acheminent les périodes paisibles. Ainsi les grèves, fâcheuses en elles-mêmes, concourent pourtant à mettre en relief l'intérêt commun. Elles n'éclatent le plus souvent que dans des industries prospères, alors que cette prospérité tend à ne profiter qu'à un seul des deux facteurs, travail et capital, et que celui-ci se fait la part de lion. Les grèves, même fomentées par des politiciens, sont moins souvent motivées par la poursuite d'un avantage économique que par la réaction de l'esprit de solidarité contre une injustice, un renvoi immérité ou que l'on regarde comme tel. C'est encore là une manifestation de la communauté d'intérêt sinon complètement professionnel, du moins de classe professionnelle.

Ainsi même les perturbations de l'ordre, même les désordres, sont une manifestation, une conséquence de la communauté d'intérêts inhérente à l'exercice d'une même profession.

Il ne s'agit pas seulement ici des professions manuelles : naguère le barreau tout entier se sentait atteint par un procès en réduction d'honoraires intenté à l'un de ses membres.

Les médecins établissent des tarifications régionales pour leurs visites et même pour certains de leurs soins. Ceux des hommes de loi sont tarifés d'office, et ainsi de suite, partout on trouve l'intérêt commun chez les gens de la même profession.

Il se manifeste même chez certaines catégories au point d'aboutir à des ententes qui apportent de véritables entraves à la concurrence, que l'on proclamait jadis l'âme du commerce, et qu'on a depuis qualifiée de meurtrière. Ces ententes, appelées en Allemagne *cartel*, en Amérique *trust*, sont l'expression

d'un intérêt commun à lutter non pas seulement contre l'avilissement des prix, contre la dépréciation résultant de mauvaise qualité ou de malfaçon, mais contre toute concurrence.

Il serait superflu d'insister, et l'on ne peut que rester confondu de l'audace ou de l'imbécillité avec laquelle le législateur français de 1791 employa dans le décret d'abolissement du régime corporatif l'expression de « prétendus » intérêts communs entre gens de la même profession.

Ce législateur estimait sans doute alors que les intérêts professionnels étaient tellement patents qu'il avait une compétence suffisante pour les accorder entre eux et avec l'ensemble de la société. Il n'avait pas prévu l'éclosion de la grande industrie, avec le formidable outillage qu'elle allait jeter au travers des métiers, qui, désorganisés par son décret, ne sauraient le mettre à leur usage. Il avait encore moins prévu le phénomène subséquent, à savoir que les forces de l'industrie ne seraient bientôt plus aux mains des industriels, mais de capitalistes, pour qui les intérêts professionnels ne seraient qu'une pièce de l'échiquier, toujours près d'être sacrifiée pour livrer carrière à une autre.

Le système ne s'inquiète pas plus des intérêts professionnels que des droits professionnels. Il court au rendement, voilà tout, rejetant l'instrument du gain de la veille pour s'emparer de celui du lendemain. — Qui donc l'en détournerait ? Qui donc empêcherait le capitalisme d'exporter, selon l'énergique expression d'un sociologue allemand, d'exporter, disait-il, dans les produits de ses fabriques les ossements des ouvriers qui succombent à la peine ? Qui donc l'empêcherait ? puisque personne n'a mandat pour parler au nom du droit de la profession, personne ne représente ses intérêts. Il n'y a pas dans l'ordre social et politique actuel, dont la France offre le type le plus avancé, plus extraordinaire, plus mortelle lacune que celle de toute représentation des droits et des intérêts professionnels.



La représentation des droits et des intérêts professionnels n'existant à aucun degré dans la constitution politique du pays, il s'ensuit naturellement que les pouvoirs publics subordonnent ces droits et ces intérêts aux intérêts de parti, alors même qu'ils les aperçoivent plus ou moins superficiellement. Il n'en saurait être autrement alors que ces droits et ces intérêts ne sont formulés nulle part avec une autorité suffisante, et que les voix qui s'en inspireraient n'auraient pas mandat, partant pas de crédit autre que celui que peut leur attribuer l'opinion.

On s'est ému de cette lacune ; on a reconnu qu'il pouvait y avoir dans la société des intérêts collectifs distincts de celui de l'État, et on s'est demandé quelle pourrait être l'expression officielle de ces intérêts ?

Alors, l'esprit plein de la façon dont est organisée la représentation politique, c'est-à-dire celle des partis dans le régime de la souveraineté populaire, on a songé à l'employer en juxtaposant des collèges électoraux à base professionnelle aux collèges à base purement de domicile qui fonctionnent aujourd'hui à l'origine des pouvoirs publics. On a même songé à ouvrir l'accès du parlement à la représentation issue de ces collèges professionnels : le Sénat, par exemple, perdrait sa qualification de grand conseil des communes pour devenir le grand conseil des professions. L'idée était facile à trouver ; elle commence à se produire ; elle s'incarnera quelque jour dans un projet de loi. Si ce projet vient à passer, c'en sera fini de la représentation professionnelle, bientôt et pour longtemps.

Une Chambre unique pour toutes les professions serait une tour de Babel lorsque leurs représentants voudraient s'entendre, et dégénérerait tout de suite en un champ clos, où n'apparaîtrait aucun intérêt commun et où les intérêts particuliers seraient en conflit perpétuel. L'établissement même des collèges électoraux sur la base du suffrage universel serait

d'une difficulté inouïe, parce qu'il poserait à chaque instant des problèmes insolubles par le principe numérique adopté.

On peut, en effet, supposer, ou du moins on le fait, que tous les hommes sont égaux ; dans cette hypothèse on fait justice à chacun en les armant tous également d'un même bulletin de vote, pour instituer des mandataires qui auront à disposer *de omni re scibili ac inscibili*. — Mais lorsqu'il s'agit de représenter une profession, il faut la connaître ; ce n'est pas comme pour représenter une opinion, où il ne s'agit que de la partager.

Quel *criterium* aura-t-on, si l'on ne peut faire représenter toutes les professions, pour grouper dans un même collège électoral les membres de professions diverses, qui peuvent nous paraître connexes par leur objet, mais n'en sont que plus facilement rivales ? Et pour fixer dans un scrutin de liste, et à la Chambre même, le nombre des représentants de chaque groupe professionnel, alors que les moins nombreuses sont souvent celles qui rendent le plus de services à la société et ne peuvent être exercées que par une élite ?

Il y a une antinomie telle entre l'organisation sociale des professions et le régime politique régnant qu'il est impossible de réunir les produits de l'une et de l'autre origine dans un organisme unique. L'état social est le fait du développement historique de la société, non pas en vertu d'un système, mais en vertu de la nature des choses, tandis que l'organisation politique est l'expression d'un système préconçu, qui ne correspond en rien à cette nature mais à un principe abstrait.

Ce principe, c'est celui de la souveraineté du peuple : principe dont les applications se diversifient à l'infini, selon qu'on entend par le mot peuple l'ensemble organisé de tous les éléments historiques de la société nationale, ou bien le nombre de têtes mâles et adultes qui s'y chiffrent à un moment donné.

En présence de cette dernière conception, à laquelle se rapportent toutes les institutions politiques actuelles, il faut laisser aux socialistes la recherche du problème de l'organisation professionnelle par l'État, et, nous contentant du rôle qu'elle pourrait jouer aujourd'hui dans l'État, reconnaître que ce rôle est essentiellement consultatif.

Le caractère consultatif a toujours été celui de la représentation professionnelle, dont le dernier vestige dans notre histoire est le rôle qu'y jouaient les Ordres. Les Ordres étaient essentiellement à l'origine des cadres professionnels, et le rôle de leur représentation, soit dans les états provinciaux, soit aux états généraux, est toujours resté consultatif, puisqu'il ne s'exerçait à l'égard du pouvoir royal que par l'expression de vœux ou de doléances. Les états n'ont jamais prétendu au pouvoir législatif ; le vote de certains impôts, dits extraordinaires, n'est pas un acte législatif, mais la contribution volontaire des corps professionnels, dont les élus étaient les représentants, à un besoin anormal de l'État.

Voilà, ramené à son principe et à sa condition historique, le rôle de la représentation professionnelle dans l'organisme de l'État français. Elle se suicida lorsque les états passèrent du mode de votation par Ordre au vote par tête, et perdirent ainsi leur mandat représentatif en même temps que leur caractère consultatif. Sans doute cette représentation était bien inadéquate, bien déformée ; il fallait réorganiser, reconstituer les corps professionnels : l'Assemblée dite constituante les ignore, et l'Assemblée législative les supprima *sous peine de mort*.

L'œuvre est à reprendre aujourd'hui, puisqu'on s'aperçoit qu'elle fait défaut ; il faut réorganiser les corps professionnels afin que les droits et les intérêts de chaque profession puissent être représentés. Mais cette reconnaissance ne saurait être l'œuvre de la loi. La loi ne crée pas des êtres, même moraux, bien qu'on le dise souvent à tort ; elle reconnaît, elle protège des êtres qui apparaissent à la vie, et le pouvoir les guide vers leur fin en les harmonisant avec l'ordre social. C'est du moins ainsi que l'ont compris les premiers auteurs de la réaction contre l'individualisme systématique de nos institutions...

« La reconstitution des corporations, disaient-ils (1), ne saurait être l'œuvre de décrets *a priori* ; mais dès que cette renaissance, indispensable à la paix dans le monde du travail,

(1) Avis n° VIII du Conseil des Études de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers (mars 1882). *Questions sociales et ouvrières*, Lecoffre, 1883.

« après avoir été préparée par l'initiative des patrons chrétiens,
« se sera manifestée par un commencement d'existence et aura
« ainsi reparu en fait, ce sera à la loi de la reconnaître en droit,
« de la fortifier par des privilèges, de la diriger par certaines
« règles vers son développement politique, selon un plan con-
« forme à la nature des intérêts privés, en même temps qu'aux
« fins sociales dernières auxquelles elles doivent conduire. »

Deux ans seulement après que le groupe d'hommes formé autour de M. de Mun s'était exprimé ainsi, il obtenait du Parlement l'abolition des barrières opposées par le Code pénal à la constitution d'associations professionnelles. Ces associations, désignées sous le nouveau nom de syndicats, se voyaient non seulement autorisées, mais comme désignées « pour l'étude et la défense des intérêts de la profession ». C'était dire implicitement la représentation.

Cette conséquence immédiate, on aura peine à croire que les zélateurs même du mouvement syndical ne l'aperçurent pas tout d'abord.

Ainsi pendant longtemps la question de représentation des intérêts agricoles resta à l'ordre du jour de la Société des agriculteurs de France, au sein de laquelle l'action syndicale recrutait pourtant de chauds et dévoués partisans. On réclamait une représentation à base individuelle, comme celle des chambres de commerce, et l'on n'y renonça finalement que par la crainte de voir la politique corrompre ces élections. Aujourd'hui les unions syndicales agricoles et leur union centrale fournissent la véritable et la meilleure représentation de l'agriculture.

Dans le monde de l'industrie les patrons n'eurent, à quelques exceptions près, pas la même perception de leur intérêt comme de leur devoir. Ils virent de mauvais œil l'idée syndicale, et laissèrent ses applications se former en dehors d'eux et le plus souvent contre eux. Néanmoins de plus avisés favorisèrent l'éclosion de syndicats mieux disposés à s'entendre avec eux que ne l'étaient les premiers nés. Ces syndicats « jaunes », que le monde socialiste, indigné de leurs dispositions conciliantes, ne craignit pas de déclarer traîtres aux intérêts de la classe ouvrière, ne lui rendent pas moins un grand service en faisant

reconnaître en fait l'existence d'un droit du travail, et contribuant à l'établir et à le faire régner.

Le mouvement syndical n'a jamais produit de plus mauvais fruits que dans l'institution des Bourses du travail, qui furent mises à la disposition des artisans syndiqués dans les grandes villes. Mais aussi quelle est à l'égard de ces groupements l'attitude du pouvoir ? Est-elle cette action tutélaire sagement émancipatrice qu'ont tracée nos amis ? Non ! les gouvernants n'ont vu là que des états-majors à leur discrétion pour lancer des bandes révolutionnaires à la conquête des urnes politiques, et ils restent confus et impuissants aujourd'hui devant les manifestations honteuses d'un état d'esprit anarchique qui est leur œuvre.

Si rapide que soit ce coup d'œil sur l'évolution qui ramène le monde du travail vers la forme corporative, il serait trop insuffisant s'il ne signalait trois faits.

D'abord sa tendance à déborder les professions nouvelles et à gagner celles des professions libérales qui n'ont pas conservé de l'ancien temps leurs formes corporatives : ainsi les médecins, les professeurs, etc.

Ensuite la création par l'initiative gouvernementale, bien orientée pour une fois, de *conseils du travail*, organes d'études et de renseignements professionnels, à la nomination des chambres syndicales exclusivement. Les conservateurs libéraux — deux mots qui jurent d'être accouplés parce qu'il n'y a pas pires révolutionnaires que ceux qui font inconsciemment ou hypocritement le jeu de la Révolution — les conservateurs libéraux, dis-je, déclarèrent inconstitutionnelle cette intelligente initiative du ministre, qui donnait ainsi le meilleur des stimulants à l'éclosion d'associations professionnelles.

Analogue et plus frappante encore a été l'inspiration de M. de Gaillard-Bancel lorsqu'il a obtenu de la Chambre des députés qu'elle sursit à la confection d'une loi sur les retraites ouvrières pour obtenir une consultation préalable des associations syndicales.

La Chambre émit ce vote sans bien se rendre compte du pas qu'elle marquait ainsi dans une voie opposée à celle du régime,

puisque'elle faisait entrer le principe de la compétence en conflit avec celui de l'omnipotence. Le questionnaire dont la confection était imposée au ministre fut aussi mal fait que possible, et les réponses s'en ressentirent : l'instrument consultatif n'était d'ailleurs pas encore en état de bien fonctionner. Mais le principe d'un régime représentatif sincère fut posé ce jour-là en regard de son escamotage parlementaire. Ce principe, c'est celui de la représentation des droits et des intérêts professionnels par des chambres corporatives.



L'orientation nouvelle des esprits vers le régime corporatif se traduira bientôt par une manifestation que les pouvoirs publics seront obligés tout au moins d'enregistrer, puisque'elle se produira chez l'un d'eux. Une proposition tendant à l'organisation corporative des professions sera déposée à la Chambre des députés à l'occasion de l'un des projets qui y sont à l'ordre, soit celui des retraites ouvrières, soit celui de la codification des lois dites sociales. Aucune des questions ouvrières ne saurait en effet être résolue que moyennant ce régime ou par l'intronisation du socialisme d'État.

Ces deux régimes ont d'ailleurs un point de départ commun : l'établissement d'une reconnaissance statistique des professions, relevée sur la déclaration des intéressés eux-mêmes, et d'office seulement quand ils ne s'y prêteront pas. Ce serait une extension du rôle des patentes, qui, s'étendant à toutes les classes et aux diverses catégories dans chaque classe, ferait d'abord ressortir quatre ordres de fonctions sociales : la culture, c'est-à-dire l'état de ceux qui possèdent ou exploitent le sol ; l'industrie, dont vivent ceux qui possèdent ou actionnent les autres instruments de travail ; le négoce et la banque, comprenant les professions qui font circuler les produits ou le capital mobile ; enfin les professions libérales. Ces dernières, auxquelles sont échus pour le plus, dans l'État moderne, les mandats politiques,

n'auraient que la part qui correspond à leur importance dans un système réellement représentatif.

Il va de soi qu'il y a dans chacun de ces ordres bien des diversités de profession, et dans chaque profession des différences de condition à faire ressortir. Ce serait comme une carte des professions qui permettrait de régulariser le mouvement syndical, en le catégorisant par l'établissement de cadres tant professionnels que territoriaux au sein desquels il se développerait librement. Au fur et à mesure de ces développements il serait tenu un rôle des syndicats dans chaque cadre, et la réalité de leur existence, de leur extension et de leur fonctionnement serait l'objet d'un contrôle public.

L'esprit public est réfractaire à ces constatations ; on les qualifie volontiers d'ingérence de l'État dans le domaine privé, mais le meilleur moyen de contenir les pouvoirs publics est précisément de les obliger à compter avec des corps ayant eux aussi une existence publique et une action à exercer sur la vie publique.

Moyennant cette constatation, le principe électoral déjà admis pour la formation des « conseils du travail » serait appliqué à l'organisation des *Corps d'état*, c'est-à-dire à leur constitution non pas seulement sur le papier, mais vivante et réelle, par des organes dont le premier serait un bureau qui les représenterait en toute circonstance. Ce ne serait pas ici le lieu d'entrer dans l'étude d'une constitution intérieure qui sera diverse non seulement selon l'ordre des professions à organiser, mais même selon les diversités qu'elles présentent dans leur composition, leur esprit, leur milieu.

Tenons-nous-en à l'idée générale, sans tomber dans l'erreur des idéocrates qui ont organisé l'humble commune rurale de la même façon que la cité.

Pourquoi, dira-t-on, n'appeler à l'élection du bureau qui constituera le corps d'état que les délégués des associations qui se seront formées dans son sein, et pas tous ses membres ? Parce que ceux-là seuls qui ont fait acte d'association ont montré qu'ils avaient la conscience d'un intérêt commun, d'une certaine solidarité.

Sans doute, pour l'organisation communale, on appelle tous les habitants au scrutin, bien qu'en réalité on ne devrait y appeler que les chefs de famille. Mais c'est qu'ils s'agit, à la commune, d'une institution à maintenir et pas à promouvoir, tandis que l'association professionnelle, qui n'est pas moins dans la nature des choses que l'association de voisinage, a été tellement traquée, tellement honnie, qu'il lui faut l'appât d'un privilège pour se rétablir. Plus tard tous les bons éléments se seront syndiqués, et l'élection au bureau de la corporation sera devenue une élection à base de suffrage universel, mais à deux degrés, tout comme l'est aujourd'hui celle du Sénat. S'il reste alors des éléments non syndiqués, ce sera ou bien qu'ils se seront mis d'eux-mêmes en dehors de l'organisation sociale, ou qu'aucune société n'aura voulu d'eux. Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est un déchet dont il n'y a pas à tenir compte dans une société bien ordonnée.

Toutefois, dans la période d'organisation, les non-syndiqués sont les plus nombreux; il pourra être statué que les règlements professionnels, déterminés par le bureau du corps d'état, n'y seront mis en vigueur qu'après la sanction d'un *referendum*, auquel seraient appelés tous les inscrits sur le contrôle de la profession. Il va d'ailleurs de soi que le nombre des syndics élus au conseil corporatif devra être proportionné à l'importance du syndicat désignateur. — Tel est, du moins dans ses grandes lignes, le programme des promoteurs du retour à un régime corporatif.

On demande aussi si le bureau suffit à représenter le corps d'état dans toutes les circonstances où les droits et les intérêts de la profession sont en jeu, et s'il ne faut pas tenir dans son sein des assemblées plénières pour en délibérer. Nous ne le pensons pas : les syndics auront été élus dans le sein des associations respectives comme des hommes de confiance. Lorsqu'une question de leur compétence se posera, ils en aborderont l'étude et en établiront la solution ensemble. Leurs délibérations mûries, assagies par l'habitude de la collaboration et le sentiment de la responsabilité, seront infiniment plus sûres que ne le seraient celles bâclées en hâte dans une assemblée générale, ou même

que celles de délégués de circonstance, nommés sous l'influence des passions du moment.

Dans l'ordre politique il est admis aujourd'hui qu'un homme en vaut un autre, que chacun apporte un droit inné à la souveraineté, et que cette souveraineté absolue, il peut la déléguer à qui il veut pour l'exercer à sa place, en vertu d'un mandat indéterminé. Mais, pour l'ordre professionnel, ce qu'il faut rechercher dans l'intérêt commun, c'est la compétence et la maturité dans les conseils : on les rencontrera plus sûrement de la façon que nous préconisons ici. L'étude des problèmes sociaux n'y doit pas aboutir à une décision prise à la majorité des suffrages, mais à l'établissement d'un *cahier* qui fixe les résultats d'une étude, afin d'éclairer le législateur étranger à la profession. Il ne faut pas le perdre de vue, le rôle de la représentation professionnelle est essentiellement consultatif ; il n'est pas l'expression d'une volonté souveraine, mais d'un appel à qui de droit ; autrement ce serait le conflit organisé.

Le prince, c'est-à-dire le dépositaire du pouvoir suprême incarné dans un parlement ou dans une dynastie, *n'est souverain que parce qu'il n'est pas particulier, que rien ne lui est particulier comme le seraient les intérêts de classe ou de parti*. Dès que le pouvoir suprême paraît, par son origine ou par sa pente, inféodé à un élément particulier, il est virtuellement déchu. Si l'on y insiste ici, c'est que de bons esprits voudraient trouver dans l'organisation professionnelle le point d'appui de l'organisation politique actuelle ; elle ne saurait en être que le contre-poids, et c'est ainsi, croyons-nous, qu'il faut entendre la parole par laquelle nous terminerons ces généralités (1) : « Qui ne voit
« d'ailleurs que la constitution volontaire et réglée des corporations libres deviendrait un des éléments les plus puissants
« de l'ordre et de l'harmonie sociale, et que ces corporations
« pourraient entrer dans l'organisation de la commune et dans
« les bases de l'électorat et du suffrage ? considération qui
« touche un des points les plus graves de la politique de l'avenir. »

(1) *Lettre du comte de Chambord aux ouvriers français, mars 1865.*

VII

DE L'ORGANISATION TERRITORIALE ET DE LA REPRÉSENTATION.

I

L'organisation territoriale des services administratifs n'a presque pas subi de changements en France depuis un siècle passé, alors que pourtant bien des changements se sont accomplis dans l'état des populations. Celles-ci ont d'une manière générale émigré des régions montagneuses, où elles étaient forcé-ment à l'état disséminé, vers les centres peuplés qui ont doublé ; si bien qu'il s'est produit entre les chiffres fournis par le recensement sur les départements un écart qu'on ne peut préciser, parce que les résultats du recensement de cette année ne sont pas encore connus, mais qui les fait varier entre 100.000 et 1 million.

Non moins notoire que ce phénomène, qui a créé une assiette des populations toute différente de celle de 1790, est celui de l'accroissement, on peut dire incommensurable, des facilités de communication, non seulement par les chemins de fer, mais surtout par le télégraphe et le téléphone. Avec ces facilités ont sans doute crû les besoins auxquels l'administration doit satisfaire, les recours qu'on y adresse ; mais cet accroissement d'exi-gences à satisfaire est encore bien au-dessous des facilités nou-

(1) *Action française*, 15 septembre 1906.

velles que rencontre son exercice. Pourtant les cadres et les procédés administratifs créés par le Premier Consul sont restés comme cristallisés, tandis que tout se transformait au-dessus comme au-dessous : les constitutions comme les mœurs.

Il y a certainement un bienfait dans cette fixité au point de vue du classement des archives, mais il y a en même temps un archaïsme, dont le coût, le poids mort et la singularité ne peuvent se comparer qu'à la machine de Marly, dont il paraît contemporain.

Il serait plus que temps d'y apporter des retouches, qui, sans modifier les principes, le rapprocheraient, au contraire, de ceux de l'institution, en faisant disparaître ou tout au moins en atténuant l'anomalie énorme d'un même calibre d'appareil administratif, appliqué à des départements de quelque 100.000 âmes, comme ceux des Alpes et des Cévennes, et à d'autres qui approchent d'un million d'âmes, comme certains départements maritimes, sans parler de celui du Nord qui atteint 2 millions.

C'est ce que faisait ressortir récemment, dans *l'Economiste français*, la plume autorisée de son directeur, M. Paul Leroy-Beaulieu.

Le remède est simple selon nous : dédoubler quelques départements, en accoler davantage. Il faudrait étendre la même opération aux arrondissements et aux cantons, de manière que, sans bouleversement et même sans grands remaniements, ces unités administratives fussent ramenées entre des limites qui correspondissent à la pensée du législateur de l'an VIII. On tiendrait compte, dans ce remaniement, non seulement du chiffre de la population, mais encore de son assiette territoriale et de son plus ou moins d'homogénéité. L'étendue d'un canton ne doit pas dépasser celle qui permet à un piéton d'en visiter le chef-lieu dans la journée ; deux circonscriptions ne sauraient être accolées si elles sont séparées par des obstacles naturels difficilement surmontables, ou si les groupes respectifs d'habitants n'ont aucun rapport entre eux.

Une réforme ainsi comprise et exécutée progressivement s'impose pour diminuer le fardeau des impôts en réduisant le nombre des emplois administratifs à pourvoir. « L'organisation

de l'an VIII, dit excellemment M. Leroy-Beaulieu, toujours artificielle, est devenue caduque. »

Ce n'est pourtant pas d'un remaniement de ce genre, par la réduction du nombre des unités administratives, que se contente l'éminent économiste. Il voudrait que, sauf la préfecture qui demeurerait au département, tous les autres services administratifs, financiers et judiciaires, vissent leurs états-majors — leur direction — transportés à des unités supérieures à déterminer, qu'il se défend de qualifier de provinces, mais qui y ressemblent bien. « Chaque département aurait son conseil général, comme aujourd'hui son préfet, mais non tous un secrétaire général ; puis il faudrait un groupement d'un million d'âmes pour avoir un conseil de préfecture, un receveur général des finances, un directeur du service des contributions directes, et également un directeur des contributions indirectes, de l'enregistrement, des postes, un ingénieur en chef, un inspecteur d'académie. »

Ces hautsagents se déplaceraient pour visiter les préfectures, les agents départementaux, et d'une manière générale se mettre ainsi davantage à la portée des administrés. — Sans doute les choses se pratiquaient ainsi aux temps reculés où elles se traitaient verbalement. Mais ce ne serait vraiment pas profiter des facilités de correspondance moderne que de revenir à ce moyen primitif, qui ne serait commode pour personne, ce semble, et il est intéressant de constater que cette clientèle d'un million attribuée à chacun de ces groupes départementaux les ramènerait — l'agglomération parisienne restant en dehors — précisément au nombre des trente-six provinces qui correspondaient sous l'ancien régime au territoire actuel de la France. Et cela sous la plume d'un économiste classique, et non des moindres !



Quoi qu'il en soit des réformes purement administratives, c'est-à-dire de celles qui ne portent que sur l'étendue des circonscriptions préfectorales ou autres, elles laisseraient subsis-

ter le vice fondamental de l'organisation territoriale actuelle, qui gît dans l'identité de ces circonscriptions avec les collèges électoraux.

Dans un arrondissement, sous la loi électorale actuelle, dans un département, si l'on revient au scrutin de liste, vous placez des fonctionnaires révocables ou interchangeableables *ad nutum* en présence d'élus du peuple souverain investis d'une durée de mandat fixe, sinon assurée. Forcément les premiers sont subordonnés aux seconds, et il en résulte ce que les auteurs de nos constitutions eussent qualifié de confusion des pouvoirs : les administrations faisant surtout, dans ces conditions, de la politique, et les membres des corps élus ne pouvant manquer d'intervenir dans l'administration au profit de leurs candidatures. La liberté comme la responsabilité n'existent plus pour personne dans ce débordement d'une fonction sur l'autre.

Mais en même temps que la représentation paraît avoir tout envahi, elle est nulle au point de vue de ce qui devrait en être l'objet, les droits et les intérêts professionnels. Leur représentation n'existe pas, et l'on ne voit pas le moyen de l'établir dans les circonscriptions politiques et administratives aujourd'hui confondues.

Si l'on veut bien considérer que ces circonscriptions sont essentiellement factices, « artificielles », selon la parole si juste que nous avons rapportée, on reconnaîtra qu'en effet ce sont d'autres groupements territoriaux qu'il faut prendre pour base de l'organisation représentative du pays ; et que, laissant à celle que nous possédons tant le contrôle de l'administration par ses élus que son exercice par ses fonctionnaires, il faut instaurer autrement les conseils de la province — soit dit dans le sens générique du mot — et de l'État.

Pour faire toucher la différence des objets qui peuvent ressortir à un corps élu, nous prendrons l'exemple des Conseils généraux, qui émettent actuellement des votes sur les questions administratives et des vœux sur les questions législatives. Ils conserveraient la première de ces attributions pour tous les établissements et intérêts purement départementaux, et leur compétence cesserait naturellement pour des intérêts plus généraux.

raux, dont la représentation serait, avons-nous dit, instaurée à la province.

Nous disons instaurée et non pas restaurée, d'abord parce qu'il ne s'agit pas dans notre pensée de toutes les anciennes provinces, ensuite parce que toutes n'étaient pas dotées d'une représentation. Les pays d'élection, pures divisions administratives, étaient aussi nombreux que les pays d'états, qui nous fournissent le type représentatif.

Ce type lui-même devrait être modifié, et la formation des états en trois Ordres deviendrait, par application du même principe aux conditions actuelles de la société, une formation en quatre ordres de professions : les professions agricoles, industrielles, commerciales, libérales. Les représentants de ces professions tiendraient annuellement leurs États dans la capitale ou dans l'une des capitales de la province, dont l'étendue territoriale reste à déterminer d'après des données expérimentales.

L'une de ces données est la persistance à travers les siècles, parce qu'elle est fondée sur la nature aussi bien que sur l'histoire locale de ce qui s'appelait jadis le « pays », auquel correspond encore aujourd'hui d'une manière générale l'arrondissement. Ceci a été mis en lumière de la façon la plus intéressante par la plume autorisée de M. Foncin, et doit rester acquis, comme doit le rester aussi, dans un autre ordre d'idées, que c'est l'organisation syndicale qui doit fournir la représentation professionnelle. En combinant ces données et serrant la question, nous montrons le point de départ de cette représentation qui s'épanouira dans les États provinciaux, comme cela a été esquissé par les Assemblées provinciales tenues en 1889.

Il reste à déterminer l'étendue des régions que nous continuerions à qualifier de provinces, parce que ce terme est consacré par l'usage, si chacune de ces régions ne devait à notre sens comprendre plusieurs de nos anciennes provinces, et correspondre plutôt aux anciens Gouvernements.

Cette détermination ne saurait être arbitraire, puisqu'il s'agit d'une représentation d'intérêts sociaux ; elle doit avoir pour principe la réunion d'intérêts homogènes, et ces intérêts doivent être principalement ceux qui correspondent à l'explo-

tation des richesses naturelles du sol, puisqu'il s'agit d'une division territoriale. Il faut tenir compte avant tout de la configuration du sol et de ses produits, puis de leur commercialisation ; de la densité des populations, de leurs besoins, de leurs facilités de communication, de leurs mœurs enfin et de leur esprit, — toutes choses qui ne ressortent nullement dans la division départementale et imparfaitement dans l'ancienne division provinciale.

Celle-ci nous servira toutefois à désigner la composition des gouvernements, dans un tableau où figureront également pour plus de précision les départements correspondants, qui ne doivent, en principe, pas être fractionnés. Les gouvernements, n'étant pas comme ceux-ci des circonscriptions artificielles, ne seraient pas nécessairement d'égale importance. Pour déterminer cette importance, il faut partir des groupements historiques et économiques les plus saillants et les plus certains, comme la Bretagne, la Normandie, le Lyonnais, et les prendre pour types des autres agglomérations d'un caractère moins marqué. On arrive ainsi à déterminer une quinzaine de groupes, qui, avec le gouvernement de Paris, comprendraient toute la population de la France, à raison moyenne de 2.500.000 âmes par gouvernement. Les dénominations provinciales seraient conservées autant que possible par voie d'accollement, et les anciennes capitales, lorsqu'elles seraient plusieurs dans le même gouvernement, seraient alternativement le siège des États provinciaux.

*
* *

Le recensement de la population auquel il vient d'être procédé, mais dont les résultats ne sont pas encore établis, fournira une base statistique des plus complètes aux études sur le remaniement de l'organisation territoriale comme sur l'établissement d'une organisation professionnelle et représentative, parce que les professions y ont été relevées et notées avec soin.

En comparant ces données sur le chiffre de la population par canton, arrondissement et département, avec les chiffres correspondants en 1901 et en 1896, on se rendra compte des courants de déplacement qui devront guider dans la modification des circonscriptions anciennes et l'établissement des nouvelles. C'est même cette dernière date, la plus éloignée, dont les chiffres ont été adoptés pour l'établissement du tableau joint ici à titre d'exemple et d'illustration plutôt que de projet.

Celui-ci devrait être mûrement étudié, sur place d'abord, en même temps que les remaniements à apporter à la division départementale, tels que ceux-ci, donnés aussi pour exemple seulement : le département du Nord pourrait être dédoublé en département de l'Escaut et département de la Sambre ; celui-ci pourrait recevoir les arrondissements de Saint-Quentin et Vervins (Vermandois et Thiérache) du département de l'Aisne, tandis que ceux de Laon et de Soissons reviendraient à l'Ile-de-France, et celui de Château-Thierry (Brie champenoise) à la Champagne, faisant ainsi disparaître ce département qui est une des créations les plus bicornues du législateur de la Révolution. Et ainsi de suite, en se conformant moins encore aux legs du passé qu'aux aspirations de l'avenir.

Deux principes d'organisation doivent nous guider dans tout ce que l'observation ou la poussée du moment suggérerait : le premier est que l'ordre politique doit toujours reposer sur l'ordre social ; le second, qui n'est que la conséquence du premier, nous impose de ne rien improviser en matière d'organisation, et de n'admettre que des institutions assez souples pour suivre l'évolution sociale qui est la vie des peuples.

Nous voici bien loin de l'an 1790, où l'on mit en miettes les vieux moules pour édifier des portiques à la Révolution. Mais on les fit trop bas pour que la vie pût y passer.

TABLEAU DES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX

I. ILE-DE-FRANCE..	2.215.000 hab.
Seine (moins Paris)..	956.000
Seine-et-Oise.	670.000
Seine-et-Marne.	589.000

II. ARTOIS ET PICARDIE.	2,396.000 hab.
Pas-de-Calais.	906.000
Somme.	543.000
Oise.	405.000
Aisne.	542.000
III. FLANDRE, HAINAUT, CAMBRÉSIS.	1.812.000 —
Nord (1).	1.812.000
IV. CHAMPAGNE ET LORRAINE.	2.419.000 —
Ardennes.	319.000
Marne.	440.000
Aube.	251.000
Haute-Marne.	232.000
Meuse.	290.000
Meurthe-et-Moselle.	466.000
Vosges.	421.000
V. BOURGOGNE ET FRANCHE-COMTÉ.	1.178.000 —
Haute-Saône.	273.000
Territoire de Belfort.	88.000
Doubs.	302.000
Jura.	266.000
Côte-d'Or.	368.000
Saône-et-Loire.	621.000
VI. LYONNAIS, SAVOIE, DAUPHINÉ.	3.217.000 —
Rhône.	840.000
Loire.	625.000
Ain.	352.000
Savoie.	260.000
Haute-Savoie.	266.000
Isère.	570.000
Drôme.	304.000
VII. PROVENCE, COMTAT, CORSE.	2.014.000 —
Vaucluse.	236.000
Hautes-Alpes.	113.000
Basses-Alpes.	118.000
Bouches-du-Rhône	674.000
Var.	310.000
Alpes-Maritimes.	265.000
Corse.	290.000

(1) A décomposer en département de l'Escaut et département de la Sambre.

VIII. LANGUEDOC ET ROUSSILLON.	2.920.000 hab.
Ardèche.	364.000
Lozère.	132.000
Gard.	416.000
Hérault.	470.000
Aude.	310.000
Pyrénées-Orientales.	208.000
Ariège.	220.000
Haute-Garonne.	460.000
Tarn.	340.000
IX. GASCOGNE, GUYENNE ET BÉARN.	3.577.000 —
Hautes-Pyrénées.	219.000
Basses-Pyrénées.. . . .	424.000
Gers.	250.000
Landes.	293.000
Tarn-et-Garonne.	200 000
Lot-et-Garonne.	286 000
Lot.	240.000
Aveyron.	390.000
Dordogne.	465.000
Gironde.	810.000
X. AUVERGNE, MARCHE, LIMOUSIN, BOURBONNAIS.	2.507.000 —
Cantal.	234.000
Haute-Loire.	317.000
Corrèze.	322.000
Puy-de-Dôme.	555.000
Creuse.	279 000
Haute-Vienne.	376.000
Allier.	425.000
XI. POITOU, AUNIS, SAINTONGE, ANGOUMOIS.	1.937.000 —
Charente-Inférieure.. . . .	454.000
Charente.	356.000
Vienne.	338 000
Deux-Sèvres.	347.000
Vendée.	442.000
XII. ANJOU, MAINE, TOURAINE.	1.876,000 —
Mayenne.	321.000
Maine-et-Loire.	515.000
Sarthe.	425.000
Indre-et-Loire.	337.000
Loir-et-Cher.	278.000

XIII. ORLÉANAIS, BERRY, NIVERNAY.	1.955.000 hab.
Loiret.	371.000
Eure-et-Loir.	281.000
Indre.	290.000
Cher.	318.000
Nièvre.	340.000
Yonne.	333.000
XIV. BRETAGNE.	3.176.000 —
Loire-Inférieure	616.000
Ille-et-Vilaine.	622.000
Morbihan.	552.000
Côtes-du-Nord.	616.000
Finistère.	740.000
XV. NORMANDIE.	2.435.000 —
Seine-Inférieure.	838.000
Eure.	311.000
Orne.	310.000
Calvados.	417.000
Manche.	500.000
XVI. PARIS (<i>intra muros</i>).	2.711.000 —
38	38.985.000 hab.

II

L'échec du régime soi-disant représentatif en France est le fait saillant de l'histoire contemporaine depuis sa restauration, il y a bientôt cent ans, jusqu'à nos jours. Il n'a pas épargné au pays une seule révolution, pas rendu ni conservé une seule des libertés publiques, pas arrêté ni seulement retardé, comme en d'autres pays, les problèmes de la révolution par excellence, la révolution sociale. Cela tient à ce que ce régime n'a pas trouvé de bases dans notre état social non plus que dans nos institutions, parce que le pays, a dit excellemment le comte de Chambord, ne s'est trouvé organisé que pour être administré mais pas pour être gouverné.

Gouverner, c'est en effet coordonner des forces sociales à une action collective dans un intérêt commun, l'intérêt national. Or. de même que le discernement de l'intérêt national suppose la connaissance des intérêts distincts qui en forment le faisceau, de même la représentation nationale, en telle manière que l'on

entende l'associer au gouvernement du pays, ne saurait émaner rationnellement que de la représentation de chacun de ces intérêts distincts. Celle-ci, à son tour, ne saurait provenir que de groupements distincts des intéressés, formés selon la profession et selon la région. Dans la première partie de l'étude précédente, l'on a indiqué la formation régionale qui semble le mieux convenir à ces groupements. En celle-ci on indiquera comment en organiser la représentation au sein de la région, c'est-à-dire comment pratiquer sincèrement le régime représentatif.

Une première question se pose : la représentation des droits et des intérêts doit-elle être à base individuelle ou à base corporative ? Le premier système est celui sur lequel reposent toutes les institutions politiques actuelles, le régime démocratique par excellence de la souveraineté du peuple s'exerçant par le suffrage universel, individuel et direct. Si l'on accepte le principe, le mode d'application est logique ; lors même qu'on ne l'admettrait pas complètement on ne saurait le condamner, si on ne lui demande que de désigner, dans la masse, des hommes de confiance pour exercer ses droits dans l'ordre administratif, c'est-à-dire pour fournir ou pour contrôler les agents de l'administration. En n'étendant pas l'action publique au delà de ce domaine, il y aurait peu de chose à changer au mode électoral actuel, auquel le peuple est habitué et tient sans doute.

Mais si l'on administre un pays par des règlements, on le gouverne par des lois, et rien ne donne moins de garantie à une sage élaboration des lois que l'improvisation du législateur, c'est-à-dire que sa désignation livrée aux aventures du suffrage populaire.

Lorsqu'il s'agit d'élaborer les lois, ou, si elles émanent d'un pouvoir distinct, de les consentir, c'est à des corps organisés qu'il faut demander les garanties de compétence, d'indépendance et de prudence indispensables dans les conseils de l'État. C'est ainsi que les corps d'état, tels qu'ils vont sortir du projet de loi enfin déposé sur l'organisation professionnelle, deviennent nécessairement les collèges électoraux pour la

représentation des droits et des intérêts, dont les « cahiers », comme on disait jadis, s'élaborent dans leur sein et conformément à leur organisation.

Il suffit de rappeler sommairement ici cette organisation par ses traits caractéristiques :

A la base le recensement de tous les individus appartenant à une même profession et l'exerçant dans une même condition, patronale ou subordonnée, donne, pour une résidence déterminée, le peuplement du *corps d'état*.

Au sein de ce peuplement recensé du corps d'état se forment librement, mais publiquement, des associations professionnelles, syndicats ou unions syndicales, qui sont appelées à fournir, proportionnellement à leur nombre réel de membres, des délégués à une *chambre syndicale*.

Si la chambre syndicale réunit en nombre égal des patrons et des ouvriers, artisans ou employés, elle prend rang et nom de *chambre corporative*. Sinon il faut un degré d'élection de plus pour constituer, avec ce caractère complet, la chambre corporative, celle qui gouverne le corps d'état ; pour les professions libérales, on dit la corporation.

Sauf cas particulier, l'arrondissement est la circonscription normale pour l'établissement des corps d'état et des corporations, avec son chef-lieu pour siège de leurs chambres corporatives.

Il n'y a pas à chercher ailleurs, ni à réunir différemment les éléments du régime représentatif.

Mais, dira-t-on, toutes les professions ne pourront constituer à l'arrondissement une chambre corporative. D'accord : elles s'y constitueront par groupes similaires. — Tous les gens de la profession ne feront pas partie d'un syndicat. Sans doute ; mais rien ne les empêche, à moins qu'aucun syndicat ne veuille les réunir et que ces dissidents ne puissent s'entendre pour en former un ; il n'y aurait alors pas lieu d'en tenir compte au point de vue représentatif, puisqu'ils seraient en marge du métier. — Nombre de citoyens exercent plusieurs professions. Rien n'empêche qu'ils appartiennent à plusieurs syndicats. Enfin, nombre d'autres n'exercent aucune profession. Ils n'ont dès lors ni droits

ni intérêts professionnels à faire valoir ; la ruche n'est pas faite pour ces frelons.

Nous ne sommes d'ailleurs pas en présence ici d'un postulat, mais d'un projet de loi déposé et qui sera nécessairement adopté, parce qu'il fournit seul une solution à toutes les questions ouvrières et tout d'abord à celles que soulève le flot montant du mouvement syndical.



Dans la première partie de cette étude, nous avons exposé un groupement naturel, et non plus factice, des unités territoriales correspondant à l'arrondissement en régions provinciales que nous avons appelées Gouvernements.

Dans la seconde partie, nous venons de montrer que les unités professionnelles ont aussi, au chef-lieu d'arrondissement, un centre rationnel : l'analogie dans le groupement des unes et des autres de ces unités veut être poursuivie, et aboutit naturellement à établir au siège des Gouvernements les organes représentatifs des droits et des intérêts professionnels : intérêts des producteurs agricoles ou industriels ; intérêts des négociants et des détaillants ; intérêts des professions libérales, doivent trouver leur expression, non plus spéciale à chaque profession organisée, mais par groupes similaires, dans ces grandes catégories professionnelles dont chacune possédera sa *chambre provinciale*, constituée par les délégués des *Chambres corporatives* correspondantes.

Les arrondissements ou groupements de cantons correspondants aux anciens pays se comptent pour une dizaine au moins, une vingtaine au plus, dans l'étendue de nos groupements provinciaux ; les unions syndicales qui s'y sont formées enverront chacune trois ou quatre délégués à la chambre provinciale. Les autres groupements professionnels en feront autant à leurs chambres respectives, et on peut être assuré que les chambres ainsi composées n'auront pas besoin que leur caractère soit plus que consultatif pour être très écoutées des pouvoirs publics,

parce qu'elles auront l'autorité que donne la compétence et la puissance qui naît de l'association.

Ces chambres sont d'ailleurs *trop distinctes entre elles pour pouvoir travailler ensemble*. Mais elles peuvent se réunir en certaines circonstances d'intérêt commun. Et cette réunion correspondra alors d'une manière frappante aux anciens États provinciaux et pourra en faire revivre le nom aussi bien que l'idée.

Chaque chambre provinciale doit se constituer un bureau permanent, élu dans son sein pour se tenir en rapports constants avec les chambres du premier degré et préparer en conséquence les travaux dans l'intervalle des sessions.

Quant aux États, c'est-à-dire aux assemblées des quatre chambres provinciales réunies, ils auraient pour fonction de consacrer les travaux de chacune de ces chambres par un consentement des trois autres sans pour cela pouvoir les modifier, mais simplement d'en faire ou d'en ajourner l'adoption publique sauf homologation du législateur. Il est essentiel que la présidence des États ne soit pas livrée aux compétitions électorales, mais appartienne à ce qu'on appelait jadis un président-né, qui porterait le titre de gouverneur, convoquerait, dirigerait et clôturerait les États, au sein desquels il représenterait le pouvoir souverain, venant étudier les besoins et écouter les vœux des organes représentatifs de la vie régionale.

En dehors de cette présidence, qui conserverait nécessairement la fixation et la disposition de l'ordre du jour, les attributions du gouverneur seraient un pouvoir de contrôle sur le fonctionnement de tous les services publics, dont les préposés lui devraient des rapports, pour la sauvegarde des droits et des intérêts dont la représentation devrait toujours être entendue de lui.

Il est naturel de se demander si la représentation des droits et des intérêts, ainsi organisée au centre de ces grands gouvernements par le fait des États provinciaux, ne doit pas fonctionner également au centre de l'État ; si les États provinciaux ne doivent pas se réunir périodiquement en États généraux, comme cela figurait sur beaucoup de *cahiers* des bailliages en 1789. Nous ne le pensons pas.

La convocation périodique des États généraux n'a jamais été dans la constitution nationale, et n'aurait pu y être que s'ils avaient été considérés comme un pouvoir à côté de celui de la royauté. Or, en telles mains que soit la souveraineté, il n'est pas dans son essence d'être partagée, mais limitée. Le partage, c'est le conflit organisé ; la limitation, c'est l'ordre.

Si l'on veut bien admettre que la formule de cette antique constitution nationale, qui n'était pas professée mais pratiquée, soit « le prince en ses conseils, le peuple en ses États », on en trouve une application bien suffisante autant qu'historique dans l'établissement et le jeu des États provinciaux. Lorsque ceux-ci auront parlé, auront saisi l'opinion, auront fait parvenir régulièrement au souverain l'expression de leur sentiment, la cause aura été entendue, et une assemblée plénière n'y ajouterait rien que des causes de trouble.

C'est seulement quand le trouble s'était produit par suite de crises extérieures, que nos rois faisaient appel aux États généraux, et ce ne sont ni les souvenirs de leur dernière tenue en 1789, ni l'expérience qui se fait aujourd'hui en Russie d'une assemblée unique pour toutes les provinces de l'empire, qui peuvent encourager à introduire ce rouage d'une puissance excessive dans la constitution d'un grand État, lorsqu'un vent de révolution y souffle.



Parvenu au terme de cette esquisse d'une organisation territoriale rationnelle et d'une organisation politique correspondante, nous voudrions rappeler que nous n'avons pas fait là œuvre de pure imagination. Il y a dix-huit ans, au moment où les tenants de la Révolution — ce qu'on appelle aujourd'hui le « bloc » — s'apprêtaient à en faire fêter bruyamment le centenaire par les pouvoirs publics, une poignée d'hommes, élevés dans d'autres principes ou revenus de ceux-là, tenta de reprendre, par une action sur l'opinion publique, le mouvement de réformes de 1789, comme s'était exprimé le comte de Chambord, lorsqu'il se déclarait prêts à le faire avec une représenta-

tion sincère du pays. (*Lettre sur la décentralisation*, du 14 novembre 1862.) Le Dauphiné d'abord, reprenant la tête du mouvement, puis la moitié des autres provinces, correspondirent à l'appel des promoteurs en établissant, dans des assemblées provinciales formées par chambres professionnelles, des cahiers distincts, qui furent réunis par une assemblée générale tenue à Paris, et laissèrent un véritable monument de ce qu'il y a encore de ressource en France dans le bon sens, quand on y fait appel à une représentation des intérêts professionnels plutôt qu'à des passions politiques.

L'expérience est faite : elle n'a, par circonstances, pas eu de lendemain ; elle reste à reprendre, non plus à titre de démonstration et d'encouragement, mais à celui d'insurrection contre la tyrannie d'une puissance occulte qui tient asservis les pouvoirs publics. Pour rouvrir cette campagne et la poursuivre jusqu'au succès, deux choses sont nécessaires : une force organisée et une opinion préparée. C'est du second point seulement que nous traitons ici.

Préparer l'opinion, c'est appeler l'attention des quelques gens qui pensent à quelque chose sur cette anomalie, que le pays où le peuple prétend exercer la souveraineté, n'est organisé qu'en pays conquis, c'est-à-dire en divisions administratives qui sont sans aucun rapport avec son histoire, avec sa configuration, avec ses intérêts divers et multiples, avec tout ce qui constitue la vie de la cité. En un mot, il n'a pas conservé d'organisation politique : les élus du suffrage universel se font une gloire de ne représenter personne ni rien ; ils sont, au Parlement, les députés de la France, disent-ils. Ce n'est pourtant pas la France qui les a choisis. Ils n'ont pas de mandat, parce qu'ils n'ont pas de mandants ; le collège électoral qui les a investis a disparu comme les éphémères en les mettant au jour.

En regard de ce procédé d'émiettement appliqué brutalement aux populations par le système administratif, qu'on veuille bien se reporter au système représentatif : il consiste, au lieu de diviser à l'infini, à grouper tous les éléments sociaux, chacun selon sa nature et son caractère ; grouper les voisinages, grouper les professions, et faire en sorte que ces deux groupements

coïncident et n'en fassent qu'un ; de même que dans un individu spécifié par son domicile et par son état, ces deux qualifications fournissent la déterminante de cet élément social. Or, si c'est le foyer d'un homme et son métier qui constituent son individualité politique, il ne peut être représenté par quiconque ne tient pas à lui par les mêmes conditions.

Ainsi ce n'est pas avant 1789, comme on l'a dit alors, que la France n'avait pas de constitution ; c'est depuis qu'elle n'a plus d'éléments constituants organisés politiquement. Il faut donc rasseoir la représentation à la fois sur le domicile et sur la profession, en un mot, faire le contraire de ce qu'a fait la Révolution. La Révolution a systématiquement divisé, séparé, dissocié les éléments de la cité. Rapprochons, réunissons, reconstituons-les amoureusement, et nous aurons rendu sa vigueur à la nation. L'œuvre est assez belle pour qu'on s'y attache lorsqu'on l'a aperçue.

(*L'Action française*, septembre 1906.)

V

La Restauration française

Le Prince en ses conseils,
le Peuple en ses États.

- I. — Principes d'organisation politique.
- II. — L'Évolution historique.
- III. — La constitution nationale.
- IV. -- La réfection sociale.
- V. — Novissima verba.

I

PRINCIPES D'ORGANISATION POLITIQUE (1)

I

De l'accord nécessaire entre les institutions politiques et l'état social.

Les peuples ont probablement le gouvernement qu'ils méritent, et certainement celui qu'ils peuvent. Autrement dit, il y a une relation certaine entre la constitution de la société civile et celle du pouvoir. Les transformations de l'une s'imposent à l'autre; et lorsqu'il y résiste, une révolution vient faire l'œuvre de l'évolution retardée. Sans même évoquer les exemples historiques qui s'offrent en foule à la pensée, celle-ci se figure difficilement la société du Moyen Age sans un pouvoir féodal, la République oligarchique de Venise sans un patriciat, une société désorganisée sans une démagogie césarienne.

Lorsqu'on touche, comme la France actuelle, à ce dernier stade, on est porté à le croire fatal, tant il correspond au nivellement, à l'émiettement actuel de la société; à moins que de se demander si cet état social est lui-même aussi fatal qu'il le paraît, ou s'il n'est pas heureusement modifiable jusqu'au point d'être capable de se prêter à un autre principe de gouvernement et même d'en favoriser l'établissement.

(1) Rapport présenté au congrès de Reims, tenu à l'occasion du xiv^e centenaire du baptême de Clovis. Décembre 1893.

C'est là ce qu'ont pensé les promoteurs de cette réunion d'études sociales en même temps que politiques, et c'est ainsi qu'ils en ont consacré les premières séances à l'étude de celles des réorganisations sociales qui ont le plus de rapports avec la politique.

Ils ont voulu montrer dans le développement du mouvement syndical et dans son extension à toutes les conditions comme à toutes les professions le point de départ des organisations corporatives de l'avenir ; — modernes en leur formation, car la classe ouvrière, devenue plus nombreuse en même temps que le patronat lui devenait moins accessible, y doit avoir, à l'égal de toute autre, son droit propre et y trouver ses garanties ; — antiques en leur principe d'association, car c'est celui même de la Société chrétienne auquel s'attaqua tout d'abord la Révolution.

Ils ont ensuite voulu montrer dans ces collectivités les organismes naturels du corps social d'où peuvent sortir les Conseils de la nation, alors que les citoyens s'y forment d'abord à la gestion des intérêts de leur corporation, puis à la représentation de ses droits propres dans l'administration de la chose publique, enfin à la pratique des libertés publiques dans l'État organisé pour en relier le faisceau.

Ils ont encore voulu montrer, dans cet organisme si souple, si varié, si complexe, la reconstitution de centres divers selon les professions, selon aussi les lieux et les régions où la vie nationale se reflète et se multiplie en quelque sorte par la vie provinciale, au lieu de se concentrer en une seule capitale qui attire et absorbe toutes les forces vives de la nation, et en une seule administration qui atrophie et annihile tout ce qui reste en dehors d'elle.

Ils veulent enfin montrer ici comment cette revivification du corps social et cette renaissance des institutions politiques correspondantes se prêtent et même conduisent à la reconnaissance d'un droit politique national, également traditionnel en son principe et moderne dans les formes du gouvernement, qui associe Prince et Peuple à l'œuvre commune, — la prospérité publique et la grandeur de la nation.

II

Du principe de l'accord entre les institutions politiques et l'état social dans la nation française.

La tradition nationale, — avons-nous besoin de la chercher ailleurs qu'ici ? — Trois faits la jalonnent à travers l'histoire, et ces trois faits se sont passés à Reims : le baptême de Clovis, l'élection de Hugues Capet, le sacre de Charles VII.

Le baptême de Clovis, c'est la christianisation du pouvoir suprême, qui est le droit d'un peuple chrétien : l'on a pu voir ici cette année, à l'inauguration de la statue de Jeanne d'Arc, le chef de l'État d'aujourd'hui venir renier le baptême en refusant d'entrer dans l'église où le Prince d'il y a quatorze siècles était venu le chercher. On a fait de vains efforts pour l'y faire entrer, afin de « baptiser la Révolution ». Mais la Révolution, c'est l'émancipation religieuse du Pouvoir suprême, — ce qu'on appelle improprement aujourd'hui sa laïcisation, — tandis que la tradition, le droit national, c'est sa christianisation.

L'élection de Hugues Capet, c'est une autre face du droit national : c'est le droit historique naissant de l'accomplissement de l'acte souverain par excellence — la défense et le maintien de l'existence nationale. Il n'est pas nouveau, à proprement parler, mais, pour la seconde fois depuis Clovis, le sceptre est remis aux mains auxquelles Dieu a placé l'épée, par le consentement de tout ce qui représentait alors la nation : les évêques, les grands et le peuple ; un droit dynastique nouveau, doutant d'abord de lui-même, cherche de règne en règne sa confirmation dans le maintien de ses deux caractères primitifs : le consentement populaire, la consécration religieuse ; il s'affirme dans toute sa splendeur avec le règne de saint Louis. Puis un moment vient où il s'obscurcit : le principe de sa transmission est mis en doute, et bien que les États se prononcent dans le sens de l'antique coutume des Francs — la loi salique — le sort des armes semble prêt à en décider autrement au cours d'une guerre effroyable, la guerre de Cent ans. Par la

méconnaissance du droit national, la France semble près de devenir une province anglaise, quand Dieu intervient en suscitant Jeanne d'Arc.

La mission de Jeanne d'Arc, c'est de faire reconnaître le roi légitime et de le faire sacrer à Reims. Elle le dit, il faut l'en croire, et reconnaître là le troisième caractère du droit monarchique national, celui d'être héréditaire, mais à des conditions déterminées, celles qui éclatent dans le baptême de Clovis, dans l'élection de Hugues Capet, dans l'onction du Sacre.

Ecoutez le rituel : c'est l'archevêque de Reims, Légat né du Saint-Siège, qui avant que de donner cette onction sainte, invoque solennellement le témoignage des douze pairs du royaume, porteurs des attributs de la couronne et gardiens des lois de sa transmission, pour qu'ils attestent que l'héritier de ses droits n'en est pas déchu : qu'il est un fidèle observateur de la foi catholique, qu'il n'a jamais porté l'épée qu'au service de la religion et de la nation ; qu'il s'engage à faire justice à tous les droits, à être secourable à toutes les faiblesses, à être le « Roi très chrétien ».

Alors et seulement alors, l'archevêque le présente au peuple et lui demande s'il veut reconnaître ce chevalier, *hunc militem*, pour son roi légitime. Et le roi se fait ainsi, par droit, par sacre et par acclamation.

Une seule fois, avant la Révolution, cette dernière partie intégrante de l'investiture du droit royal fut omise à dessein dans le cérémonial, comme étant superflue en présence de l'amour du peuple pour la Maison de France. Ce fut au sacre de Louis XVI.

Sans doute la proclamation du consentement du peuple au droit héréditaire du prince était devenue superflue après que la longue série des États généraux l'avait affirmé en circonstances si solennelles, appelant au trône, après les Valois, les Bourbons ; et que la sentence des juges avait été ratifiée par de si héroïques fidélités, repoussant, après l'Anglais, l'Espagnol. Mais la formule consacrée rappelait que c'était au peuple français, et non à quelque arbitrage étranger qu'il revenait d'appliquer l'antique loi du Royaume.

Le droit populaire national ne consiste pas seulement dans le consentement du peuple à la désignation du Roi de droit, depuis le temps où les Leudes l'élevaient sur le pavois jusqu'à celui où, à chaque extinction de la lignée royale, les États en décidaient souverainement. Non, le droit du peuple consiste dans cet ensemble de libertés publiques maintenues et développées par des générations qui, en reconnaissant le Roi, n'entendaient pas se donner un maître de leurs personnes et de leurs biens, mais un protecteur de leurs droits. Elles croissent, en effet, ces libertés, à mesure que le pouvoir royal se substitue aux pouvoirs féodaux, et elles trouvent leur expression constante, en dehors des privilèges spéciaux ou locaux, dans ces deux applications primordiales du principe de la liberté : le consentement des impôts et l'acceptation des lois.

Ce sont les États provinciaux ou les députations des bailliages qui sont les gardiens de la première de ces libertés, quand ce ne sont pas les États généraux eux-mêmes convoqués dans les crises nationales qui réclament l'octroi de subsides extraordinaires. — Ce sont les Parlements qui deviennent les gardiens de la seconde par leur acceptation ou par leur refus d'enregistrer les édits royaux : les luttes qu'ils soutenaient pour cela n'étaient pas considérées comme une rébellion : la dernière fut celle du Parlement du Dauphiné, où l'on veut voir le prélude de la Révolution, tandis qu'elle fut le dernier éclair des libertés que cette Révolution allait contisquer.

Les mœurs, les institutions, varient et se transforment ensemble au cours de ces longs siècles sur lesquels nous jetons un si rapide coup d'œil, par suite de cette loi ethnique qui met dans leur accord la mesure de leur durée ; mais rien n'interrompt la continuité historique qui fait de l'association du droit royal et du droit populaire le droit national — droit chrétien par excellence, se traduisant par l'adage ancien : *lex fit consensu populi ac constitutione regis*, et dont on a pu dire de nos jours : « En France, c'est la liberté qui est ancienne et la tyrannie nouvelle. »

On n'a pas redit tout cela ici cette année, lorsque, dans un louable désir de faire sortir le clergé de la sacristie, on a cru

devoir y enfermer l'histoire. Mais ce n'est pas en la mutilant qu'on la rend féconde, et il ne faut pas hésiter à dénoncer dans ces derniers siècles une altération du droit national par l'introduction de cet absolutisme royal qu'on a appelé l'ancien régime et sous lequel la Révolution a voulu ensevelir en bloc le passé. Alors l'état politique de la France cessa de correspondre à son état social; les forces sociales délaissées s'atrophiaient et le trône sans étais s'effondra.

III

De la forme de l'accord entre les institutions politiques et l'état social pour l'époque actuelle.

La recherche de l'accord entre les institutions politiques et l'état social, sous la forme d'une monarchie héréditaire tempérée d'aristocratie et de démocratie, inspira la Charte de 1814 et parut réalisée par le régime parlementaire. Mais ce fut une erreur, parce que la Chambre des députés élus au suffrage censitaire ne représentait pas plus la démocratie réelle que la Pairie héréditaire ne constituait une aristocratie vivante. Seulement sous cette contrefaçon d'institutions représentatives dont une nation étrangère possédait la réalité, le monarque croyait encore assez au prestige de son ancien droit pour ne trouver que des Conseils dans le Parlement. On s'aperçut peu à peu qu'il s'était donné des maîtres, absolus malgré leur libéralisme, incompetents malgré leur talent, irresponsables malgré leur patriotisme .. Rien n'y manquait, et n'y manque surtout aujourd'hui pour créer le plus détestable simulacre du gouvernement représentatif qui soit au monde. Des mandataires sans mandat, des législateurs qui n'appliquent d'autre droit que celui du nombre, c'est-à-dire de la force, des gouvernants qui ne font au pouvoir qu'une pirouette, voilà en quelle dérision l'esprit de la Révolution a traduit le droit national, qui consiste dans l'accord entre les gouvernés et les gouver-

nants s'exprimant à la faveur du rapport entre l'état social et les institutions politiques (1).

Notre état social ne peut-il donc plus fournir d'éléments à d'autres institutions politiques que celles de la décadence ? Voilà ce qu'il faut examiner.

D'abord, quant à ce qui est de la constitution d'une autorité suprême, il est certain que le pays n'en possède pas d'autres éléments que ceux qu'il a rejetés, mais qui sont encore à sa disposition. Aucune classe de la société, aucun corps, aucun personnage — pour le moment du moins — n'y peut aspirer à incarner l'autorité par sa seule vertu. Une dynastie seule y possède un droit propre. Elle est la plus ancienne, la plus illustre, la plus nationale des dynasties régnantes ; elle continue à contracter avec les autres les mêmes alliances que si elle-même était encore régnante. Qu'on le veuille ou non, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il y a là un élément de principat. Une loi même, loi d'exception, le constate, et cela a été mis en un violent relief par l'acte hardi qui marque l'entrée de M. le Duc d'Orléans dans la vie politique.

Le Prince trouverait-il dans le pays les éléments nécessaires pour former ses conseils ? Incontestablement : la nation ne manque pas d'hommes de savoir, d'expérience, de valeur, en même temps que de gens de bien, à quelque parti qu'ils appartiennent. Et l'histoire montre combien facilement tous ces éléments, si divers qu'ils soient d'origine, peuvent se rallier autour d'un Prince, pourvu qu'il sache prendre leurs conseils sans les subir, — comme le plus bel exemple en est dans le glorieux roi saint Louis. Dans le droit national, le Roi *règne et gouverne* ; il choisit librement ses ministres, mais ne les substitue pas à l'exercice de son propre droit, car, de sa nature, le

(1) « L'essai qui a été fait du régime représentatif, à l'époque où la France « avait voulu de nouveau confier ses destinées à la famille de ses anciens rois, « a échoué pour une raison très simple : c'est que le pays qu'on cherchait à « faire représenter n'était organisé que pour être administré. Comment des « assemblées formées en quelque sorte au hasard et par des combinaisons « arbitraires autant qu'artificielles auraient-elles pu être la véritable et sincère « représentation de la France ? »

(M. LE COMTE DE CHAMBORD, *Lettre sur la décentralisation.*)

droit royal n'admet pas de partage, mais seulement des limites dans les lois du royaume et dans le droit du peuple représenté par ses États.

Sans doute le Prince peut s'entourer, comme dans l'ancien temps, d'une Cour des Pairs, haut tribunal qui juge des causes de l'État, et dont il doit respecter lui-même les arrêts. Mais ce n'est encore là qu'une émanation de son droit ou plutôt de son devoir royal marqué par le troisième attribut de la couronne, la main de justice, venant après l'épée de commandement et le sceptre des lois.



La France possède donc dans son sein, dans sa race, les éléments de la première, de la plus essentielle des institutions politiques, — la monarchie, — que tant d'autres peuples sont obligés de chercher en dehors d'eux. Mais il semble qu'elle ne possède plus le second élément essentiel de cette constitution nationale que Le Play résumait par la formule : « La démocratie dans la Commune, l'aristocratie dans la Province, la monarchie dans l'État. »

Sans doute l'aristocratie féodale a disparu depuis des siècles, et la noblesse militaire, qui n'a jamais formé un corps politique, a été payée de ses services par des marques d'honneur au delà desquelles ses descendants n'ont rien à prétendre. C'est donc ailleurs ou du moins à un autre titre qu'il faut chercher les éléments d'une formation qui joue à l'égard du pouvoir royal le rôle modérateur qu'exerçaient les Parlements ou les États provinciaux. Ces éléments d'une aristocratie moderne existent certainement, car toute société civilisée est en possession ou en travail d'une aristocratie de fait ; c'est même celle poussée vers l'ascension sociale qui est le principal ressort de la civilisation. Or il n'y a pas d'ascension sociale plus légitime ni plus utile au bien commun que celle qui se produit sans déclasser les individus, c'est-à-dire en les élevant au rang de sommités dans leur profession même. Seulement, il faut que la profession soit organisée, pour que ce rang y soit consacré publiquement

par le suffrage des associés, et y constitue une magistrature. C'est donc au régime corporatif, étendu à toutes les professions et comprenant tous les corps constitués, que nous demanderons l'élément éminent de la représentation nationale.

Cet élément fonctionnera dans l'État à des degrés divers : d'abord plus ou moins localement dans la forme syndicale, mais surtout régionalement par la constitution de **Chambres provinciales**. Cette reconstitution provinciale est essentielle. Sans elle pas de décentralisation réelle, pas de représentation sincère des collectivités sociales : le département est trop faible pour bien fournir cette représentation et le pays trop vaste. Au reste nous plaçons la cause gagnée, car le Gouvernement lui-même vient d'entrer dans cette voie en proposant de substituer aux Conseils de préfecture dix-huit Conseils régionaux, dont les ressorts correspondent sensiblement à ceux des cours d'appel, des académies, des commandements militaires, des provinces ecclésiastiques ; en un mot, à tout ce qui nous reste d'indications pour former les départements en groupes naturels.

Chambres de l'agriculture, chambres de l'industrie et du commerce, chambres des professions libérales, émanant des unions syndicales respectives ; chambres des corps constitués, des sociétés ou établissements d'intérêt public qui ne rentrent pas dans l'un de ces trois cadres, voilà la représentation fondamentale des droits et des intérêts sociaux. Pour mettre ces intérêts sociaux en harmonie avec l'intérêt général, les chambres peuvent être réunies, sans être jamais pour cela confondues, en sessions communes ou tenues d'**États provinciaux** qui joueraient vis-à-vis du pouvoir le rôle des anciens Parlements. Mais comme aujourd'hui la France est suffisamment unifiée en fait pour que la plupart des lois y puissent être d'une application générale, ces lois pourraient être portées devant une chambre haute, ce qu'on nomme dans les nations latines un Sénat, et qui s'appellerait mieux **Chambre nationale des États**, devant émaner des États provinciaux.



Il a fallu donner ici quelques développements par un exemple d'application à cette idée mère, d'un appel fait à la représentation des corporations pour la représentation nationale ; idée fondamentale, qui appartient à M. le Comte de Chambord, dans ses lettres sur la Décentralisation (1865) et aux ouvriers (1867). Le Prince s'exprimait comme suit :

« J'en ai la ferme conviction, même sur le terrain social et
 « politique, la décentralisation ne produirait pas de moins pré-
 « cieux avantages. En effet, quel moyen plus puissant et plus
 « en harmonie avec nos mœurs et les faits contemporains, pour
 « établir à la longue au milieu de nous une hiérarchie naturelle,
 « mobile, conforme par conséquent à l'esprit d'égalité, c'est-à-
 « dire de justice distributive, qui est aussi nécessaire au main-
 « tien de la liberté qu'à la direction des affaires publiques ?
 « Multiplier et mettre à la portée de chacun les occasions d'être
 « utile en se consacrant selon ses capacités à l'administration
 « des intérêts communs, faire que les rangs dans la société
 « soient distribués selon les capacités et les mérites... c'est ce
 « que l'on peut légitimement se promettre de la décentralisation.
 « Un tel résultat ne s'obtiendra sans doute qu'à l'aide du
 « temps... Plus la démocratie gagne du terrain, plus il est
 « urgent de la régler et de l'organiser, pour préserver l'ordre
 « social des périls auxquels elle pourrait l'exposer. »

(M. LE COMTE DE CHAMBORD, *Lettre sur la décentralisation.*)

« Qui ne voit que la constitution volontaire et réglée des cor-
 « porations libres deviendrait un des éléments les plus puissants
 « de l'ordre et de l'harmonie sociale, et que ces corporations pour-
 « raient entrer dans l'organisation de la commune et dans les bases
 « de l'électorat et du suffrage ? Considération qui touche un des
 « points les plus graves de la politique de l'avenir. »

(M. LE COMTE DE CHAMBORD, *Lettre sur les ouvriers.*)

M. le Comte de Paris ne s'est pas exprimé avec moins de clarté, mais dans un langage plus abondant, sous la forme d'une publication spéciale, qui précéda de peu son testament politique, et porte ce titre : *UNE LIBERTÉ NÉCESSAIRE*. Cette liberté, c'est la *liberté d'association*, ou plutôt le droit d'association, qui est pour lui, comme pour M. le comte de Chambord, la base nécessaire de toute réorganisation sociale et politique, et particulièrement de tout régime représentatif.

Mais ni l'un ni l'autre de ces Princes, plus libéraux que leur parti, ne condamnaient pour cela le principe du suffrage universel direct, ni son incarnation dans une seconde chambre appelée à voter les impôts et à contrôler leur emploi. — Cette chambre, qu'une réorganisation sociale plus complète pourrait rendre superflue, elle existe aujourd'hui : c'est la **Chambre des députés**, et tout ce qu'on en peut dire, dès l'abord, c'est que l'électorat qui en fait la base devrait rationnellement résulter de la qualité de chef de famille ou homme établi, constatée par le rôle des patentes ou par celui des contributions directes. La part faite ainsi aux contribuables dans l'administration des intérêts publics serait toujours prépondérante dans les Conseils de la commune et du département, et tiendrait encore une place suffisante dans ceux de l'État. A ceux qui trouveraient cette part excessive, nous répondrons que, n'élaborant pas ici un projet de constitution, nous n'avons pas à entrer dans le détail des attributions respectives de ces Conseils non plus que dans l'indication du rôle qu'auraient encore à jouer dans les crises nationales des **États généraux**.

Mais nous ne saurions terminer sans rappeler, au sujet du rôle des Chambres, les indications suivantes contenues dans les dernières *Instructions de Mgr le Comte de Paris* en 1887 :

« Sous la République, la Chambre gouverne sans contrôle,
« sous la monarchie le *roi gouverne* avec le concours des Cham-
« bres...

« Les ministres qui serviront la monarchie dans cette grande
« entreprise ne sauraient en poursuivre la réalisation avec per-
« sévérance s'ils ont la crainte de voir leurs efforts interrompus
« par un simple accident parlementaire... Ainsi les députés, ne

« pouvant plus élever ou renverser les ministères, n'exerceront
 « plus cette influence abusive qui est aussi funeste pour l'as-
 « semblée que pour l'administration. »

« ... Le budget, au lieu d'être voté annuellement, sera désormais
 « une loi ordinaire... Chaque année la loi de finances ne com-
 « prendra que les modifications proposées par le gouvernement
 « au budget antérieur. Si ces propositions sont rejetées, tous
 « les services publics ne seront pas suspendus et les intérêts
 « privés compromis comme par le refus du budget. Et cependant
 « les vrais principes constitutionnels seront scrupuleusement
 « respectés, car aucun nouvel impôt ne pourra être établi, aucune
 « dépense nouvelle ne sera décidée sans le consentement des élus
 « de la nation. » (Instructions de Mgr le Comte de Paris en 1887.)

CONCLUSIONS

Nous bornant aux principes généraux de l'ordre politique et de l'action correspondante, nous pourrions formuler comme suit les conclusions du rapport :

I. *L'action politique et l'action sociale doivent marcher de pair, celle-ci tendant au régime corporatif, celle-là au régime représentatif et à la décentralisation provinciale.*

II *L'action politique doit s'inspirer des principes de l'antique constitution nationale : le droit historique de la dynastie comme loi fondamentale du royaume, et le consentement du peuple à l'établissement des lois nouvelles et à la fixation des impôts.*

III. *La forme de cette constitution nationale correspondant aux besoins actuels serait la Monarchie représentative, c'est-à-dire le gouvernement direct du Roi en ses Conseils, tempéré par la représentation du Peuple en ses États.*

L'ÉVOLUTION HISTORIQUE (1)

I

Il y a peu d'esprits spéculatifs, chez lesquels se fournissent les autres, qui, ne raisonnant que pour avoir raison, ne cherchent pas par eux-mêmes ; ce qui fait qu'il n'y a pas grand intérêt à ratiociner pour eux.

Pourtant, parmi les arguments tout confectionnés que les premiers tiennent à la disposition du gros public facile à contenter, il en est qu'un tour plus philosophique ou scientifique peut rendre captieux ou embarrassants pour des hommes de bonne volonté.

L'un des plus spécieux, qui a cours forcé dans la République des Ralliés, est celui-ci :

« L'évolution historique a fait disparaître successivement toutes les formes héréditaires du pouvoir politique ; la forme monarchique, qui est restée la dernière de celles-ci, ne saurait échapper à cette loi des civilisations en progrès. »

D'abord qu'est-ce bien que l'évolution historique prise ainsi dans le sens de force déterminante ? Ce ne saurait être que le développement de l'action exercée sur une société par le principe générateur de sa constitution.

En France, pour aller droit au feu, c'est-à-dire au point où la question est brûlante, en France c'est l'idée monarchique qui a été le principe générateur de la Constitution ; et c'est le déve-

(1) Extrait du *Réveil français* (novembre 1899).

loppement continu de l'action monarchique qui a créé la nation en même temps qu'elle affaiblissait, absorbait et faisait finalement disparaître les Pouvoirs héréditaires locaux, qu'elle avait jadis rencontrés ou investis. Voilà l'évolution historique, dont l'harmonie avec les besoins du temps est bien apparente : aux temps où la civilisation était primitive, où les communications étaient difficiles et peu recherchées, chaque région, chaque vallée même, chaque fief suzerain était un microcosme, dont l'unité politique résultait de la stabilité d'un pouvoir quasi-souverain natif ou délégué héréditairement. Lorsque les conditions sociales se transformèrent, les formes politiques de la Souveraineté tendirent, comme les sociétés locales, à l'unification, à la concentration en un pouvoir national suprême. L'évolution ne se fit donc pas du tout dans le sens républicain, mais au contraire dans le sens monarchique, nous dirions volontiers ultra monarchique ; elle emporta en effet avec les libertés locales toutes les libertés publiques.

La Révolution ne fut donc pas la continuation de l'évolution historique de l'Ancien Régime, mais l'entrée en scène et bientôt la mise en action d'un principe, celui de la Souveraineté du peuple directement opposé au principe monarchique qui avait guidé l'évolution.

Loin d'être le restaurateur des libertés publiques, le nouveau régime en poursuivit et aggrava la confiscation. Nous n'en ouvrons pas ici le procès, mais faisons seulement observer que rien ne ressemble moins que cela à une évolution historique dans le sens républicain ; comme elle eût pu se produire et parut par instants se dessiner au Moyen Age, où le développement des autonomies locales, auquel le régime féodal était favorable, pouvait conduire à leur fédération, comme cela s'est fait en Suisse. Mais l'histoire de France n'est pas l'histoire de la Suisse, et il n'est pas très scientifique de les confondre pour en tirer la formule d'une prétendue loi historique.

II

La Révolution, qui emporta l'antique Constitution de la France en transférant à la multitude la Souveraineté, sous les

formes diverses de la République parlementaire ou plébiscitaire, ne fut donc pas amenée par l'évolution historique du principe générateur de cette Constitution, qui était la solidarité de tous les éléments permanents de la Nation incarnée dans le Roi héréditaire.

Cette Révolution, dont l'esprit persistant au cours entier de ce siècle a ramené trois fois en France la République, sans pouvoir y faire régner la concorde et la paix, n'est pourtant pas un accident fortuit, mais le fruit certain d'une autre évolution, qui de philosophique devint à son tour historique, et dont le principe générateur est le principe opposé à celui de la solidarité : celui de l'*individualisme*, c'est-à-dire de l'affranchissement complet de l'individu par l'abolition de tous les liens sociaux : aussi bien liens religieux ou familiaux que liens corporatifs ou politiques créés ou consentis jusque-là par le développement historique de la Nation.

C'est ce qu'on a appelé la Liberté, bien que la toute-puissance de l'État n'y connaisse pas de limites. Le principe en fut ainsi formulé : « Les hommes ne tiennent pas leurs droits de leur histoire mais de leur nature. » D'où il suit que comme ils ont tous la même nature, ils n'ont tous que les mêmes droits, ce qu'on formule à son tour ainsi : « Tous les hommes se valent. » C'est ce qu'on a appelé l'Égalité.

Cet axiome, transporté de l'ordre abstrait de la philosophie dans l'ordre concret des sociétés, est visiblement le principe générateur de toutes les Constitutions modernes. Celles-ci subissent dès lors une même loi d'évolution historique dans le sens de son application intégrale, évolution dont le dernier terme est le *socialisme*.

On se plaît à considérer le Socialisme comme une utopie ; c'est une erreur : ce qu'on peut considérer comme une utopie, c'est le bonheur qu'il procurerait à l'humanité.

Mais quant à son avènement au terme de l'évolution historique dont est née, en France, la République, c'est une fatalité inéluctable, dont les Socialistes ont pleine conscience. C'est même pour cela qu'ils s'intitulent « révolutionnaires ».

Qu'on remarque, en effet, qu'ils n'abandonnent rien des appli-

cations du principe de la Révolution : les liens religieux, les liens familiaux, tous les liens sociaux, alors même qu'ils paraissent n'avoir rien d'essentiellement incompatible avec le Collectivisme, leur sont en égale aversion, parce que ces liens ne sauraient être rattachés aux doctrines sur la liberté, sur l'égalité, sur l'autorité d'où est née la Révolution.

Imitons-les : nous qui mettons dans la restauration de la Monarchie chrétienne l'espoir de notre patriotisme, rétablissons en les fondements en bannissant de notre cœur comme de l'esprit public toute trace de ce qui en fut le dissolvant, et faisant de la sorte qu'au siècle de l'Individualisme ou de la Révolution — c'est tout un — succède celui de l'Association.

III

Il est un principe dominant en matière de droit politique : c'est que le droit du Prince naît du besoin du Peuple. C'est en vertu de cet axiome qu'ont régné et que se sont succédé les dynasties de nos Rois, et que nous appelons « nationale et traditionnelle » la Monarchie dont la couronne serait portée aujourd'hui par Mgr le Duc d'Orléans. Cette appellation convient en effet essentiellement à cette restauration et ne saurait s'appliquer chez nous à aucune autre.

Ceci soit dit, non seulement pour l'élévation au Pouvoir d'un César, qui ne serait qu'une application renouvelée du principe opposé à la tradition, du principe de la Révolution ; mais encore pour répondre à la conception que l'on se ferait d'une monarchie dite « de Droit divin », c'est-à-dire indépendante des vicissitudes historiques, et déterminée uniquement par l'ordre de primogéniture dans une Maison royale.

Les Maisons royales ne sont pas soustraites plus que les autres à l'évolution historique du droit national, et la condition que leur droit propre y persiste est qu'il trouve à y reposer sur la tête d'un Prince habile à la mettre au service du Peuple — le mot « habile » étant pris ici, cela va de soi, dans son sens juridique.

Tel est du moins l'enseignement constant de notre histoire,

par conséquent le droit traditionnel de la Monarchie nationale. L'héritier de ce droit le tient sans doute de sa naissance, pour autant que sa naissance l'a fait Français, demeurer Prince français et devenir le chef de la Maison de France. — Voilà pour le droit dynastique. Voyons maintenant s'il est en harmonie avec le droit du Peuple, c'est-à-dire avec son besoin.

La nation française, depuis qu'elle a été décapitée par la Révolution, est en proie à des agitations intestines qui y allument sans cesse la guerre civile, en même temps qu'elle n'a plus qu'une politique extérieure incohérente, qui l'a fait tomber du premier rang des puissances chrétiennes dans une situation humiliée où elle finirait par ne plus compter. En perdant sa Monarchie, elle a perdu l'unité politique, comme, au souffle de la Révolution, l'unité religieuse : elle n'a plus même la notion, dès lors plus l'amour des libertés publiques ; elle est tombée fatalement ainsi sous la domination morale en même temps que sous l'exploitation d'une nation étrangère, la nation juive, qui ruine l'âme française en même temps que le peuple français. La France n'a conservé de sa formation historique qu'un seul trait national, le patriotisme, qui n'avait eu à se montrer en ce siècle que contre l'invasion armée, et s'éveille aujourd'hui contre l'invasion légale des Cosmopolites. La France s'aperçoit enfin qu'elle est trahie par un gouvernement tombé au pouvoir de l'envahisseur ; elle réclame, elle veut une politique nationale qui, en lui rendant son honneur, rétablisse son unité.

Il y a, dès lors, jonction forcée, certaine, entre la politique nationale et le droit national : chacune des répudiations de ce droit qu'a vues le siècle a été accompagnée d'une politique antifranaise et a abouti à l'invasion armée pour faire le jeu de l'invasion juive. Pour reconstituer la nation française, il faut donc au peuple français un Prince français, et il n'y a pas à le chercher ailleurs qu'il n'est indiqué dans le manifeste du comte de Chambord, de grande mémoire : « La maison de France est sincèrement, loyalement réconciliée. Ralliez-vous, confiants, derrière elle. »

IV

On fait remonter, non sans cause, les origines du droit historique de la Monarchie française à la Loi salique ; mais tandis que certains y voient une source de droit divin, les autres n'y voudraient voir, pour parler le langage du philosophe, qu'une catégorie historique. Pour les premiers, le principe de l'hérédité monarchique est absolu, sans conditions d'application ; pour les autres il est caduc, c'est-à-dire sans application nécessaire désormais.

Qu'y avait-il donc dans cette source d'où découla le fleuve majestueux qui fut, pendant quatorze siècles, celui des destinées non seulement de la France, mais encore, par l'influence qu'elle exerçait sur le monde, celui de la civilisation chrétienne ?

Il y avait un principe propre à la Nation qui marchait à la tête de cette civilisation, à savoir qu'elle devrait toujours être gouvernée par des Princes de son sang. Sans doute la Loi salique, c'est-à-dire la loi de la transmission de la terre salique, de l'« Alleu », ne traite que de la main qui doit tenir l'épée de soldat, afin que cette main soit toujours virile, et ne vise pas celle qui doit tenir le sceptre.

Aussi ce ne fut pas sa lettre, mais son esprit qui présida à la transmission du sceptre et créa pour lui un droit successoral propre, qui, après l'avoir porté deux fois d'une dynastie dans une autre, le fixa dans celle des Ducs de France. — Le droit ainsi créé par l'histoire, c'est le DROIT NATIONAL, qui porte ce nom, non seulement parce qu'il est propre à notre nation, mais encore parce qu'il procède surtout du principe national, et que si celui-ci entre en conflit avec le droit familial, c'est lui qui l'emporte.

Je m'explique : le droit féodal, qui régnait universellement à l'époque dont je veux parler, n'excluait pas complètement les femmes de l'héritage du fief ; elles y succédaient à défaut de mâle ; seulement le suzerain tenait la main à ce que le fief tombé en quenouille fût rapidement transporté par mariage à un autre possesseur mâle, qui en recevait de lui l'investiture. Or le droit féodal devint naturellement le droit monarchique dans

l'ensemble des États chrétiens ; il en résulte que la plupart d'entre eux sont aujourd'hui en possession de dynasties d'origine étrangère.

En France seulement ce ne fut pas ; à chaque défaillance du sang royal les États généraux de la Nation invoquèrent un droit supérieur de celle-ci à trouver ses chefs dans son sein, dans la race royale qui l'avait créée et agrandie avec l'aide de Dieu. Les Parlements qui avaient besoin d'un texte invoquèrent celui de la Loi salique ; sans doute l'argument n'était pas sans réplique, mais il trouva sa sanction dans le droit de l'épée, qui soutint pendant cent ans d'une lutte effroyable ce que l'esprit de la Nation avait dicté à ses Représentants, et ce que l'apparition merveilleuse d'une Jeanne d'Arc fit revêtir à Reims de la consécration divine.

Voilà comment se forma notre droit national ; voilà comment il se fixa. Voilà comment il reste le droit traditionnel de la Nation, seul en présence du prétendu droit de la Révolution. — Nous examinerons une autre fois si celui-ci est également national.

Nous ne sommes donc pas seulement, nous autres Royalistes, ce qu'on veut bien nous accorder, les héritiers de traditions de famille respectables dans leur attachement à une famille princière, — gens de sentiment de qui l'on tolère qu'ils s'ensevelissent dans leur drapeau à condition qu'ils ne le déploient plus. Non, nous sommes les tenants du Droit national, fidèles descendants de ceux qui s'y sacrifièrent à Crécy, à Poitiers, à Azincourt et qui sauvèrent finalement la France de devenir une province anglaise. Nous combattons comme eux une nouvelle « guerre de Cent ans », pour que la France, après s'être relevée de tant d'invasions, grâce à la persistance de sa race royale, ne succombe pas sous un autre régime à la plus lamentable des invasions, — celle des cosmopolites, juifs ou judaïsants.

V

La Révolution française est un phénomène antinational dans son esprit et ses origines, dans ses manifestations et son action, dans ses conséquences et ses résultats.

La Révolution française naquit d'un esprit philosophique qui s'était formé surtout dans le monde protestant : en Angleterre, où il inspirait la franc-maçonnerie, à Genève et en Prusse ; cet esprit était à facettes, comme le plus souvent l'esprit d'erreur : il allait de l'illuminisme, continuation de la Cabale juive, à l'athéisme et au matérialisme, qui sont le propre d'autres sectes également juives. C'est un Bolingbroke, un Spinoza, juif hollandais, un Hobbes, qui en posent les principes, un Jean-Jacques, Rousseau, citoyen de Genève, qui les vulgarise en France. Voltaire, qui est un impie, a été un auxiliaire de la Révolution ; il n'en a pas été un apôtre, et pourtant il n'avait gardé de Français que le ton, mais pas le cœur. Comme tout ce monde vous représente bien le *Syndicat dreyfusard* !

Les premières séances des États généraux présentent, par leur incohérence, le tableau bien frappant de la lutte entre l'esprit français, ardemment monarchique parce qu'il était ardemment patriotique, et les maximes d'importation étrangère qui en sont le contre-pied. Celles-ci prévalent rapidement grâce à l'action des sociétés secrètes qui ont leur siège à Londres, surtout, et dans les autres capitales étrangères ; à mesure qu'elles prévalent, il n'est plus question de la France et de son antique constitution, que les députés n'avaient pourtant reçu mandat que de rajeunir par des réformes, mais du « genre humain qui a retrouvé ses titres » dans la mesure où les Français ont perdu leur droit, et mérité cette sanglante apostrophe d'un véritable philosophe (1) : « Vous avez préféré d'agir comme si vous n'aviez jamais été civilisés. »

Ils donnent alors ce spectacle que le même témoin peut qualifier de « chaos étrange de légèreté et de férocité, mélange de toutes sortes de crimes à toutes sortes de folies », par lequel il leur en coûte mille fois plus pour s'attirer les plus évidentes calamités que pour faire les plus bienfaisantes réformes. Cela — je laisse toujours la parole au témoin — « depuis qu'ils ne sont plus dirigés par ce principe d'esprit public que c'était leur patrie qu'ils adoraient dans la personne de leur Roi », mais

(1) Burke, *Réflexions sur la Révolution de France*, Londres, 1792.

que « les droits de l'homme leur ont enseigné à exercer toutes sortes de cruautés les uns sur les autres »... « Sans doute ils avaient déjà eu les guerres civiles les plus cruelles et les plus longues, mais dans tous leurs massacres ils n'avaient pas compris alors celui de l'esprit de leur pays. »

Cet esprit n'était pas mort pourtant ; il vivait aux armées, mais affolé ou plutôt isolé de tout ce qui l'avait incarné dans l'œuvre des siècles sur la vieille nation, il crut retrouver sa voie en acclamant un soldat glorieux. Celui-ci n'était pas de souche française, c'était le génie romain, faisant de la France une province romaine et prétendant faire de l'Europe un Empire romain. La nation échappe de ses mains encore une fois pantelante, et de plus écrasée, pour retomber dans celles de ses Rois. Mais leur héritier lui-même n'ose reprendre toute la tradition nationale, rétablir l'antique institution en l'appropriant aux conditions nouvelles ; en place de celle-ci il « octroie » une Charte... anglaise. Et la France va, tout le reste du siècle, de révolution en révolution, de République en Empire et d'Empire en République, sans retrouver nulle part sa tradition, son génie, son droit national. Elle est engagée dans des guerres encore heureuses pour ses armes, mais désastreuses par leurs résultats, parce que ses gouvernants éphémères ne portent pas plus au dehors qu'au dedans la tradition, l'inspiration nationale.

Aussi les désastres reviennent, et à leur suite la guerre civile.

Il a semblé pourtant encore une fois que les leçons de l'histoire avaient porté, que la nation allait se ressaisir, se reconstituer ; mais les puissances rivales sont là, ayant pour complice à l'intérieur l'esprit de la Révolution. Elles lui livrent de nouveau la France. Alors l'invasion juive ne connaît plus de limites ; les avenues du pouvoir tombent entre ses mains ; la décadence s'accroît en hommes comme en honneur, et l'état du pays est près de se retrouver celui qu'il était au moment où le même écrivain déjà évoqué, après avoir décrit, comme ci-dessus, les commencements de la Révolution, peignait ainsi son cours :

« Je ne sais quel nom donner à l'autorité qui gouverne

« actuellement en France : elle voudrait ne paraître qu'une « démocratie pure, mais je pense qu'elle précipite sa marche « vers une ignoble et funeste oligarchie (1). »

Non, des sources empoisonnées de la Révolution, ne pouvait émerger une constitution nationale, et la République, fût-elle consentie par tous aujourd'hui, n'est pas un gouvernement national, car elle ne peut pas dire cette fière et profonde parole que nous entendions hier :

« Tout ce qui est national est nôtre. »

VI

Par la série des articles précédents j'ai eu la pensée de mettre en lumière, à l'encontre de la légende devenue classique, les points suivants de l'histoire de notre France :

1° Que l'abolition de la Royauté n'y fut nullement un produit normal de l'évolution historique ;

2° Que cet événement fut le produit d'une révolution philosophique ;

3° Que le caractère de la Monarchie française est éminemment national ;

4° Que le caractère de la Révolution, qui introduisit en France l'esprit républicain, est essentiellement antinational.

Si je me suis attaché à ces points, pourtant bien rebattus, c'est qu'ils m'ont paru essentiels à prendre en considération, avant d'entrer plus avant dans les études politiques, auxquelles l'état des esprits convie à ce moment. C'est une sorte d'introduction à ces études, dont le terme propre serait constitutionnelles, puisque tous les partis se rencontrent en ce point, d'être de nouveau en travail d'une constitution.

Sous cette réserve toutefois que, gens de tradition, et d'une tradition nationale, nous ne rechercherons pas autre chose que les principes de l'antique constitution de la Nation, en y dégageant suffisamment des contingences historiques ce qui est essentiel, c'est-à-dire constant, et par conséquent applicable, non seulement aux contingences actuelles, mais encore à celles

(1) Burke, *Réflexions sur la Révolution de France*, Londres, 1792.

de demain, pour lesquelles les considérations historiques doivent former en nous un certain sens divinatoire.

La nation n'est-elle pas d'hier, d'aujourd'hui et de demain, sans cesser pour cela d'être une et indivisible, dans une acception bien plus haute que celle qu'on a habillée de ces mots ?

C'est précisément cette unité de la Nation, dans le temps comme dans l'espace, qui nous fait un devoir d'en prendre l'état actuel comme base et point de départ de toute réforme progressive qui nous paraîtrait désirable, et de ne pas songer à procéder, sous ce rapport, à la façon d'une Contre-Révolution. Dans ses *Considérations sur la France*, de Maistre a exposé cette idée en pages trop connues pour qu'il y ait autre chose à faire qu'à y reporter la pensée.

Mais si je suis ainsi d'accord avec l'École qui considère l'état présent comme un résultat acquis, je ne le suis nullement avec sa disposition à ne pas s'inquiéter de la manière dont ce résultat a été acquis. L'histoire, en montrant le lendemain si différent de la veille, oblige à discerner la composition des forces qui ont amené le résultat du jour et continueront à agir pour le modifier en un sens ou en l'autre.

Que dirait-on d'un médecin qui, mis en présence des symptômes morbides d'un mal aussi chronique que le sont les révolutions de la France, ne s'enquerrait pas de l'origine de ce mal, et n'y opposerait que les prescriptions d'un régime tout fait, expérimenté, je le veux, sur d'autres malades, mais sur des malades d'un tout autre tempérament ? Je lisais naguère que ce régime sauveur était bien simple : qu'il suffirait d'emprunter à la Constitution des États-Unis le rouage présidentiel, et à celle de la Suisse, pour l'appliquer audit rouage, le sabot du *referendum*. D'autres fois j'ai entendu renvoyer comme modèle aux républiques espagnoles de l'Amérique... Tout cela pour remplacer une Monarchie qui, jusqu'à son dernier jour, avait porté et maintenu la France au rang de première puissance du Monde !

Je parle d'un médecin au chevet d'un malade. Pourtant la vie d'une nation n'est-elle pas un phénomène encore bien plus complexe et délicat que le jeu de l'organisme dans un corps humain ?

Que fait donc ce médecin, s'il n'est pas un vétérinaire, ou du moins si son patient ne rentre pas à ses yeux dans la clientèle du vétérinaire ? Il interroge le malade, il scrute son passé, son *curriculum vitæ*, et si ce *curriculum vitæ* s'était poursuivi pendant quatorze siècles, il faudrait être bien âne pour ne pas découvrir chez le client observé la loi de sa vie.

Dieu nous garde donc des inventeurs de Constitutions, comme aussi des imitateurs, le fussent-ils de la Charte ou de l'Ancien régime, des institutions féodales ou de celles de l'an mille — pour peu qu'il y en eût ! Je dis avec la jeune École, dont j'espère beaucoup, parce qu'elle est sincère et dévouée, qu'il faut mettre la voile selon le vent ; mais j'ajoute avec Bugeaud, que pour cela il faut savoir quelle voile convient à tel vent.

Nous nous pencherons donc pieusement sur le lit de douleur de notre mère patrie ; nous interrogerons ses souvenirs et pas seulement le cri de sa souffrance présente ; nous ne lui ferons pas l'injure d'en agir avec elle — selon l'expression saisissante d'un ami qui pourtant n'est pas Français — « comme si la France n'avait pas d'histoire et comme si elle avait perdu ses archives », ou comme si ses fils étaient, selon un mot plus vif encore, « des enfants trouvés ».

III

LA CONSTITUTION NATIONALE (1)

PREMIÈRE PARTIE

I. — Idée générale.

La Constitution nationale est un terme à double sens, qui est employé ici pour signifier ce qu'il y a de traditionnel, de permanent, d'essentiel dans l'esprit et dans les principes des institutions politiques dont l'évolution s'est déroulée au cours de l'histoire de France. On distingue foncièrement cette Constitution nationale des Chartes multiples qui ont usurpé ce nom depuis la Révolution française, en ce qu'elle est un produit historique où l'on ne rencontre pas la main du fabricant, mais une suite ininterrompue de rapports de cause à effet, nés des circonstances sans doute, mais sanctionnés par le temps ; cela à l'opposé des Constitutions écrites, dont aucune n'a supporté l'épreuve du temps, mais a disparu, faussée puis rejetée, du vivant même de ses auteurs et le plus souvent par ceux-ci même.

La Constitution nationale, comprise comme nous le faisons, correspond, pour les siècles passés, à ce qu'on y appelait les lois fondamentales du Royaume, — lois qui n'étaient codifiées nulle part, mais se trouvaient vivantes, — selon un mot bien connu, -- « *ès cœurs de tous les Français* ».

C'est, si l'on veut dire plus prosaïquement, l'ensemble des solutions données, avec une suite certaine et une cohésion

(1) Extrait du *Réveil français* (mars 1900).

évidente, dans notre pays, au problème éternel pour toutes les sociétés politiques de la conciliation du besoin d'autorité avec la soif de liberté.

Pour bien distinguer des contingences le principe de ces solutions, il est nécessaire, mais il ne suffit pas de connaître par l'histoire la succession des faits ; il faut encore et surtout discerner l'enchaînement des idées ; savoir comment pensaient les gens pour comprendre comment ils ont agi, afin de dégager de la série des phénomènes apparents les lois historiques qui les relient. Ces considérations n'ayant, dès lors, pas seulement un intérêt rétrospectif, mais fournissant l'acquis nécessaire pour apercevoir et seconder l'œuvre miséricordieuse de la Providence sur notre nation, si celle-ci revient sincèrement à Elle.

Mais, pour comprendre comment nos pères s'attachaient à résoudre le problème politique de la conciliation entre la liberté et l'autorité, afin d'en conclure au moment présent, il faut tout d'abord considérer la façon dont ils entendaient la liberté et l'autorité dans le domaine politique.



Nos pères, dont je voudrais ici faire revivre la pensée pour apprécier l'esprit de leurs institutions, nos pères avaient de la liberté politique une conception différente de la nôtre. La nôtre est individualiste, c'est-à-dire qu'elle se rapporte à l'individu et consiste pour lui à ne pas connaître de contraintes. La leur était sociale, c'est-à-dire qu'elle consistait, à leurs yeux, dans le libre jeu des institutions sociales. Cela s'explique : nos pères étaient foncièrement chrétiens, c'est-à-dire que la formation de leur esprit était chrétienne ; cette formation ne leur permettait pas de comprendre la liberté politique différemment de la liberté religieuse. De même donc qu'un chrétien fait consister sa liberté, non pas dans l'absence de tout frein pour lui-même, mais dans la liberté de l'Église à laquelle il appartient, de même, dans la nation française, c'était aux libertés publiques que s'attachaient le nom et l'idée de liberté : on ne parlait pas

de la liberté, mais des libertés. En place d'une abstraction dont on peut tirer tout ce qu'on veut, rien si l'on veut, c'était une idée concrète qui se formulait par des droits et des coutumes. Le Prince jurait de les conserver et maintenir; le Peuple lui prêtait en retour serment d'allégeance, et chacun ainsi était ou se croyait suffisamment libre, — le Monarque sur son trône, le magistrat sur son siège, le seigneur en son manoir, le marchand en son comptoir, l'artisan en son atelier, le paysan en sa manse, de la même façon que l'évêque en sa charge pastorale, le religieux en sa maison conventuelle, le chanoine en son chapitre, le prêtre en sa chaire paroissiale.

Chacun se sentait protégé en même temps que tenu par les règles de son état, — règles nées de la coutume, c'est-à-dire de la forme la plus libre et la plus certaine du consentement. Chacun se mouvait ainsi librement dans le corps social auquel il appartenait, — non pas, il est vrai, à tort et à travers de la société comme s'il y était tombé de la lune ; — et ces divers corps sociaux se mouvaient eux-mêmes, chacun selon son orbite, aussi librement les uns que les autres. Tel était, du moins, la formation normale du corps social, et c'est dans le libre jeu de son fonctionnement que l'on plaçait la liberté, plutôt que dans la faculté d'y jeter le trouble en y fomentant le désordre.

*
* *

Nos pères avaient, de même que la notion sociale de la liberté, la notion sociale de l'autorité. Ils ne la considéraient ni dans son action comme un mal nécessaire, ainsi qu'il s'est dit de nos jours, ni dans son principe comme une délégation de la souveraineté populaire résidant dans les individus. Le Prince, le Magistrat, alors même qu'il eût été élu, ne représentait pas à leurs yeux un mandataire de ceux qu'il était appelé à gouverner, mais un titulaire parfois désigné par eux-mêmes, mais toujours investi par Dieu du pouvoir qu'il devait exercer sur eux.

C'est la théorie du droit divin, dira-t-on ; sans doute, si par ce mot on entend correspondre à l'enseignement chrétien, à la

parole de l'apôtre des nations : *omnis potestas a Deo*. Mais rien de pareil au sens étroit et antihistorique par lequel on a imaginé depuis de conduire une famille royale de l'apothéose aux gémonies. Non, nos pères reconnaissaient l'action divine dans le droit historique, c'est-à-dire qu'ils ne croyaient pas avoir à créer le droit, mais à le discerner, puis à le reconnaître.

C'est ce que nous voyons encore aujourd'hui au sein des ordres religieux, et il n'est pas étonnant que ceux-ci aient inculqué leur conception de l'autorité à une société sur laquelle ils en exerçaient, au moins moralement, une si grande. Le droit canonique, en matière d'élection, ne dit pas à l'électeur : Vous prendrez pour chef qui bon vous plaira, mais bien : Vous élirez, c'est-à-dire vous choisirez pour gouverner le plus digne, et cela sous peine d'excommunication !

Ces jours derniers un évêque (1), le Dupanloup de l'Italie, donnait pour caractéristique aux temps actuels le renversement du principe ancien de toute autorité, selon lequel elle était toujours considérée comme une délégation d'une autorité plus haute, alors qu'il ne faudrait y voir aujourd'hui qu'un mandat essentiellement révocable donné par « la multitude » qui doit la subir.

Il prononçait ainsi le divorce entre l'esprit moderne et la conscience non seulement de nos pères, mais de la quasi universalité du genre humain, qui a puisé sa conception de l'autorité dans la nature de celle qui règne au foyer domestique. Le premier des poètes dont les chants sont venus jusqu'à nous ne dit jamais autrement que les « les rois pasteurs des peuples », et le plus beau surnom qu'aient ambitionné nos rois est celui de « père du peuple ».

Avant donc que le divorce qui vient d'être signalé n'eût été prononcé, le problème politique de l'accord entre la liberté et l'autorité était très simplifié par la conception que nos pères, nous venons de le voir, se formaient de ces choses ; ou plutôt il ne se posait même pas, parce qu'on n'apercevait non seulement aucune opposition entre elles, mais même qu'on ne pouvait les

(1) Mgr Bonomelli, évêque de Crémone.

comprendre l'une sans l'autre : ni l'autorité sans qu'elle fût libre ni la liberté sans qu'elle fût garantie par l'autorité. C'est dans cette conception que réside le principe de l'antique constitution, et c'est pour l'avoir perdue de vue que nous ne comprenons plus rien à nos institutions traditionnelles, et que nous semblons chercher dans les institutions nouvelles la quadrature du cercle, alors que nous ne parvenons à nous fixer à aucune, et que nous nous épuisons en subtilités pour doser, en vue d'un équilibre sitôt rompu, des quantités impondérables.

S'il était permis de tirer comparaison du monde moral au monde physique, on dirait de la liberté et de l'autorité comme de deux électricités : accouplez-les, vous avez un aimant ; dissjoignez-les, vous jouez avec la foudre.

Ne craignons pas de nous appesantir sur ce fait de l'union intime des deux principes constitutifs de la société dans l'esprit de nos pères. Il est fondamental. C'est la pierre angulaire de tout l'édifice politique du Moyen Âge.

L'époque précédente, la barbarie, lui avait laissé « l'homme libre », — c'était déjà un grand progrès sur la société païenne qui avait créé l'esclave ; mais ce fut un plus grand progrès social encore que de voir « l'homme libre » disparaître de lui-même par la « recommandation » dans la société médiévale, c'est-à-dire mettre de lui-même sa liberté sous la protection d'une autorité ; cela en vertu d'un pacte quasi tacite, tant il était dans l'ordre des conceptions régnantes, et sans que la charte sur laquelle il reposait fût ni imposée ni octroyée, mais communément consentie comme une expression commune de l'autorité et de la liberté. Qu'on parcoure la gamme de tous les monuments séculaires de la vie publique, depuis le préambule de la loi salique jusqu'à la loi de Beaumont, nulle part on ne saurait parler plus librement de l'autorité ni avec plus d'autorité de la liberté, parce que pour nos pères, ce sont deux actes connexes et solidaires d'une seule et même fonction vitale, comme le sont pour la vie animale les deux phases de la respiration.

Cette idée générale n'était d'ailleurs pas propre à notre nation ; elle y était seulement plus marquée qu'ailleurs ; le prince y était plus aimé, mieux servi ; le citoyen plus fier, plus libre. Une

autre fois nous dirons en quoi, c'est-à-dire quelles idées spéciales s'étaient formées sur cette idée générale, que le respect de la liberté et le respect de l'autorité, c'était tout un.

II. — La Justice.

Le lien si fort qui unissait dans la pensée de nos pères l'idée d'autorité à l'idée de liberté était l'idée de justice, la justice qui est la sauvegarde de la liberté.

La charge de la justice n'était pas considérée de leur temps comme une fonction administrative spéciale et séparée, mais comme partie intégrante de la souveraineté. A tous les degrés aussi il pouvait en être appelé à la juridiction du degré supérieur, et quand de degré en degré on était arrivé jusqu'au roi et que celui-ci avait dit la justice, elle ne restait pas pour cela sans recours; si les lois de Dieu et de son Église étaient publiquement enfreintes, le pape jugeait du péché, et fulminait la sentence terrible de l'excommunication contre le prévaricateur.

La Réforme, qui brava ces foudres et fut considérée pour cela comme une émancipation d'où devait naître la liberté moderne, fut en réalité le tombeau des libertés anciennes en même temps que le berceau du césarisme. Il ne resta de recours contre une sentence inique qu'à l'une ou à l'autre de deux cours composées de fonctionnaires, les uns de l'ordre judiciaire, les autres de l'ordre administratif, les uns comme les autres créatures du pouvoir.

La justice, cette clef de voûte de l'édifice social dont les colonnes étaient la liberté unie à l'autorité, la justice ne pouvait être rendue que par des juges indépendants : le sceptre de justice était aux mains du roi; c'était un attribut essentiel de la couronne, qui ne s'inclinait elle-même que devant la tiare. Le roi jugeait assisté de ses pairs; le comte, de ses barons; les uns et les autres, héréditaires.

Plus tard, lorsque la multiplicité des cas royaux et des appels eût rendu la cour des Pairs insuffisante, ils furent portés au parlement, dont les charges suivaient en fait la même loi de

dévolution. Au degré inférieur les justices communales des échevins et des jurés étaient investies par voie d'élection populaire, et devenaient également l'apanage d'un patriciat urbain, qui tenait dans la société publique une place analogue à celle de la seigneurie dans les campagnes. C'est dans ce patriciat riche et croissant en considération que se recruta la noblesse, à mesure que s'affaiblissait l'autorité féodale et que s'éteignaient les lignées chevaleresques, fauchées par les croisades et surtout par la guerre de Cent ans. Le titre de secrétaire du roi fut le premier pas vers l'élévation sociale d'une famille ; une charge de conseiller du roi en fut le couronnement. On devait acheter ces charges, sans doute, ou du moins payer un droit élevé pour les revêtir, c'est-à-dire payer des fruits d'un travail antérieur moins relevé l'honneur de se dévouer au service de l'État. — Lequel est le plus choquant d'acheter une charge ou de vendre des services, — si l'on veut tout ramener à ce point de vue assez bas ?

Non, à tous les degrés de la judicature, le magistrat était indépendant, et la magistrature française qui se perpétuait elle-même dans les corps autonomes, les compagnies judiciaires, comme on disait alors, fit grande figure, durant des siècles, par ses mœurs, son savoir et sa dignité.

En même temps qu'elle rendait à tous égale justice, même au sujet plaidant contre le roi, elle n'appliquait les édits royaux qu'après s'être prononcée sur leur conformité aux lois du royaume et au bien du peuple. On se plaint à dire qu'en dehors de la convocation des États généraux, la monarchie était absolue. Que fait-on donc de l'histoire des parlements, depuis celui de Paris, qui possédait les sceaux de France, jusqu'à celui de Grenoble, où se livrèrent les dernières luttes contre les ministres novateurs qui préparaient inconsciemment la ruine de la monarchie ?

On le voit, — et on me pardonnera d'y revenir ici pour rendre la chose bien frappante, — on le voit : l'indépendance du juge est, avec celle du monarque qui est le grand juge, la tradition la plus chère et la plus constante de l'ancienne constitution. Non, certes, qu'elle y fût constamment respectée, mais bien

constamment revendiquée : le mouvement communal et ses violences même n'ont guère de cause plus marquée.

Deuxième constatation importante : c'est tantôt à la dévolution héréditaire, tantôt à l'élection populaire, et le plus souvent à la compénétration de ces deux systèmes, qu'est demandée la première garantie de l'indépendance du juge.

Troisième constatation : ce sont les grands corps judiciaires qui complètent cette garantie et sauvegardent la dignité de cette magistrature par leur contrôle, en même temps que sa liberté par leur solidarité. Quand un officier du roi se présente au parlement de Paris pour y arrêter MM. d'Eprémesnil et de Maussabré, on lui répond : « Nous sommes tous d'Eprémesnil et Maussabré. »

Voilà les traits caractéristiques que présente au cours de huit siècles le tableau, changeant assurément, de la manière dont la nation française entendait et possédait la justice.

III. — L'Administration.

Si la justice, qui émanait du roi, était rendue par les parlements en son nom et sauf son recours, l'administration à laquelle il présidait s'élaborait dans une autre branche de ses conseils qui avait conservé plus spécialement le titre de CONSEIL DU ROI, — on l'appellerait aujourd'hui conseil d'État ; mais il est à remarquer que celui-ci réunit les deux attributions — judiciaire et administrative — qui étaient exercées par des corps distincts depuis les premiers siècles de la monarchie.

Le roi ne faisait rien sans son conseil, et tous les actes royaux en portent la mention. La constitution nationale était, de cette façon, aussi éloignée du césarisme, où *quidquid Cæsari placuit legis habet vigorem*, que du système parlementaire, où « le roi règne mais ne gouverne pas ». Le roi gouvernait avec l'assistance de son conseil, conseil dont la composition ne lui était pas imposée et n'était pas non plus toute à son arbitraire. C'est ce qu'on appelle la monarchie tempérée ; l'autorité n'y est pas pour cela partagée, mais éclairée et contenue.

Ce type se retrouve d'ailleurs dans toutes les institutions primitives et s'est conservé dans celle de l'Église, où le pape ne paraît agir qu'après avoir consulté les congrégations romaines, et l'évêque qu'après avoir pris l'avis de son chapitre.

Sans doute ce sont là souvent des formules, restées comme la trace d'un droit disparu. Mais il n'en était pas ainsi sous nos rois : aucun ne travaillait davantage avec son conseil et ne tint plus compte de son sentiment que celui d'entre eux qui passe pour le plus absolu, Louis XIV. Il ne faisait d'ailleurs en cela que suivre les exemples de saint Louis, qui nous sont conservés par ses chroniqueurs comme les noms de ses conseillers et les témoignages de la liberté de leur langage.

On prend communément pour une trace de l'absolutisme dans l'ancien régime la formule : « C'est mon bon plaisir. » Elle signifiait simplement que le roi agissait en l'espèce « à titre gracieux », comme nous dirions aujourd'hui, c'est-à-dire concédait, abandonnait, relaxait. Et c'est de cela qu'on lui ferait aujourd'hui un crime !

Nous disions tout à l'heure que le roi appelait dans ses conseils qui lui plaisait, et notamment ses secrétaires d'État ; ces emplois nombreux étaient beaucoup moins recrutés dans la noblesse qu'ils ne la procuraient ; mais le fils y succédait facilement au père s'il avait hérité de ses connaissances et de ses vertus.

L'on trouve ainsi des familles de conseillers du roi en son conseil ou en sa chambre des comptes, non moins illustres par la continuité de leurs services que les familles parlementaires. C'est dans les conseils du roi que se recrutaient ces agents de son action administrative que furent dans l'origine les *missi dominici*, et dans les derniers temps les *intendants*. Les uns et les autres paraissent avoir joui d'une liberté d'action beaucoup plus étendue que les agents actuels. L'administration des intendants, tout en entrant dans autant de détails que celle des préfets modernes, a laissé dans les provinces des traces véritablement historiques, et avait amené la France à un haut degré de prospérité, comme en témoignent les récits

de voyageurs et d'auteurs étrangers, dans la période qui précéda immédiatement la Révolution.

Ne quittons donc pas de la pensée ce coup d'œil sur l'administration publique par les conseils du roi, ou plutôt par le ROI EN SON CONSEIL, sans y avoir reconnu cette alliance intime de l'autorité et de la liberté caractéristique de l'ancienne constitution.

Et remarquons une fois de plus que rien de cette place qu'y tenaient les conseils n'était plus défini pour eux que pour les parlements. Tout était coutume et jurisprudence, c'est-à-dire flexible dans ses formes et persistant dans son esprit, comme tout ce qui naît de la vie et qui la continue.

IV. — Le Prince.

Plus il y avait de souplesse en la constitution nationale, plus il devait s'y rencontrer un axe qui ne se déplaçât pas. En effet il ne faillit pas, pendant huit siècles, cet axe qui était sans doute monarchique, dynastique, mais qui n'était pas que cela. Du moins il était consolidé, s'il est permis de s'exprimer ainsi, par des arcs-boutants de même nature, c'est-à-dire de même essence : je veux parler de la *pairie*.

Elle avait eu sa place la première dans les conseils du roi, dans les parlements ; elle l'avait dans les États, mais elle était pourtant d'autre essence que les uns ou les autres de ces corps, dont les membres, étant le produit d'une élection personnelle, étaient des mandataires. La pairie était, à l'égal de la dynastie, une production historique représentée par des familles qui avaient participé elles-mêmes à la souveraineté. C'étaient les aînés de la nation qui formaient autour de la dynastie comme une sorte de conseil de famille, dont le rôle apparaissait lorsque l'existence de celle-ci était mise en question, soit au point de vue de la dévolution du trône, soit à celui de la constitution du royaume.

Les pairs de France étaient les gardiens nés du pacte fondamental de la monarchie française. Pacte dont on ne voit pas

qu'il ait été écrit, mais qui éclate au cours de chaque règne et, tout d'abord, dans l'acte qui consacre la dignité royale dans la cérémonie du sacre de nos rois : les pairs y figurent, non seulement comme témoins, mais comme acteurs de l'investiture ; leurs mains soutiennent la couronne que le premier d'entre les pairs ecclésiastiques, l'archevêque de Reims, légat né du Saint-Siège, pose sur la tête de l'élu, du roi de droit, qui va seulement devenir ainsi le successeur de Clovis, le « roy très chrétien ».

Il est à remarquer que, conséquemment à l'origine de la pairie, lorsqu'elle vient à diminuer par l'extinction des races féodales, le roi n'y appelle pas un personnage nouveau, mais il crée une pairie nouvelle qui investit son possesseur. Les pairs sont comme la continuation des princes du sang ; ils participent à leur devoir comme à leur rang de l'État. Leur nom même rappelle l'origine et le principe de la monarchie, lorsque les grands feudataires, le trône étant vacant, durent élire *ex paribus unum* qui devint ainsi le *primus inter pares* pour conserver l'unité nationale.

Le trône devient-il vacillant, soit par quelque incertitude sur le droit de l'héritier, soit par quelque difficulté sur sa personne, ce n'est pas au parlement, ce n'est pas aux États généraux qu'il revient d'en décider, mais aux pairs du royaume : états et parlements ne font que corroborer leur jugement en se prononçant à leur suite.

En veut-on un exemple ? Quand pour la dernière fois (1) ce

(1) Par la dernière fois que la question de succession au trône de France fut ouverte, il faut entendre ici fut ouverte régulièrement et solennellement. Mais la dernière fois qu'elle se posa en droit fut à la mort de M. le comte de Chambord le 24 août 1883. Aux obsèques, d'un caractère purement familial, qui lui furent faites à Goritz, étaient accourus des hommes de tradition appartenant à toutes les conditions et représentant tous les groupes fidèles à la royauté ; les uns investis de la confiance du prince défunt, les autres de celle des populations qui lui étaient demeurées dévouées : les premiers ayant la qualité de représentants investis par le prince, les seconds de représentants élus par le peuple, avaient respectivement des situations correspondant à celle des conseils du roi et à celle des États généraux. D'un accord tacite, ce ne furent pourtant ni les uns ni les autres qui prirent l'initiative de la déclaration publique qui salua dans Mgr le comte de Paris l'héritier du droit monar-

trouble se produit, à l'avènement d'Henri III, c'est aux pairs que Henri IV en appelle dans sa protestation contre la sentence de déchéance fulminée contre lui par Sixte-Quint, comme aux arbitres nés de la loi fondamentale du royaume.

Cette loi fondamentale, le statut propre du principat dans la monarchie française que les pairs maintenaient, on va voir comment le parlement la formula en cette circonstance, à la voix d'un Molé revendiquant la loi salique comme principe de l'antique constitution « confirmé par tant de jugements ». C'est par une simple citation de cet arrêt célèbre que je remplacerai toutes autres considérations sur le principat, car chaque mot y apporte une lumière claire et précise :

« Sur la remontrance cy devant faicte par le procureur du
 « roy et la matière mise en délibération, la Cour, toutes les
 « chambres assemblées, n'ayant, comme elle n'a jamais eu,
 « autre intention que de maintenir la religion catholique,
 « apostolique et romaine en l'Estat et couronne de France, sous
 « la protection d'un roy très chrétien, catholique et françois,
 « a ordonné et ordonne que remontrances seront faictes cette
 « après-disnée par M. le président Lemaistre, assisté d'un
 « bon nombre de la dicte Cour, à M. de Mayenne, lieutenant de
 « l'Estat et couronne de France, en la présence des princes et
 « grands officiers restant de présent à Paris, afin que aucun
 « traité ne se fasse pour transférer la couronne en la main de
 « princes ou princesses étrangers ; que les lois fondamentales
 « de ce royaume soient gardées et les arrêts donnés par la dicte
 « cour pour la déclaration du roi catholique et françois soient
 « exécutés, et qu'il ait à employer l'auctorité qui lui est
 « commise pour empescher que, sous le prétexte de la religion,
 « le throsne ne soit transféré en mains étrangères contre les
 « lois du royaume et pour venir le plus promptement que faire
 « se pourra au repos du peuple, dans l'extresme nécessité
 « duquel il est rendu ; et néanmoins, dès à présent, a déclaré

chique ; conformément à la saine tradition nationale et au droit historique, ils laissèrent cet honneur au représentant de la patrie le plus en vue en l'absence des princes du sang, à M. le duc de La Rochefoucauld-Doudeauville.

« et desclare tous faits accomplis et qui se feront cy-après
« pour l'establissement d'un prince ou princesse étrangères nul
« et de nul effet et valeur, comme faicts au préjudice de la
« loy salique et autres loys fondamentales du royaume de
« France. »

V. — Les États généraux.

Les États généraux sont la forme que prit la représentation politique dans notre antique constitution. Leur composition émane d'une conception toute sociale, comme elle régnait jadis dans les esprits et inspira toutes les institutions. Pour nos pères, ce qu'il s'agissait de représenter par un corps politique, c'était le corps social. Non pas les individus qui le composaient, mais les éléments organiques dont il était l'assemblage : à savoir les grandes forces sociales que constituaient dans l'établissement de l'Église les évêchés, les chapitres, les abbayes ; dans l'état de la noblesse les apanages, les grands fiefs, les baronnies ; dans celui du tiers les cités, les communes, les corporations. C'était, en un mot, une représentation de droits et d'intérêts corporatifs.

Autre remarque importante : ceux qui représentaient ces corps, soit de plein droit, soit par élection, n'étaient pas investis de pouvoirs illimités ; ils apportaient des cahiers de doléances, de remontrances, des adresses au roi, des vœux, dont ils réunissaient l'expression d'abord par Ordre, ensuite en séance générale, pour que l'accord se formant entre cette expression et le sentiment des conseils du roi fût bien vraiment celui de la nation tout entière, comme la réunion de ces personnages, dans la diversité même de leur origine, en était la représentation exacte.

Pour s'en bien rendre compte il n'y a qu'à feuilleter le procès-verbal de la vérification des pouvoirs à l'ouverture de telle ou telle assemblée de ces états, et à le comparer à la pièce analogue dans l'une ou l'autre des chambres actuelles : dans le premier cas, c'est un tableau d'histoire sociale qui se

déroule devant vous ; tout vous parle et vous retient. Dans le second, c'est une liste monotone de noms pour la plupart inconnus aujourd'hui même et dont aucun ne parlera plus à la pensée d'ici quelques années. C'est d'ailleurs, précisément parce qu'ils ne représentent rien qu'ils jouissent d'un mandat illimité : ils ignorent même qui le leur a conféré et n'ont pas à s'en inquiéter.

Quant au rôle politique de ces assemblées quasi souveraines, il ne diffère pas moins que leur composition de celui que joue la pseudo-représentation actuelle. Ce rôle, en effet, n'empiète pas sur celui de la souveraineté, mais il la contient et la fortifie selon la manière dont il traduit le vœu national. Il n'est ni législatif, ni administratif, mais il apporte le consentement du peuple aux lois nouvelles que certaines circonstances conduisent le prince à édicter, et aux impôts extraordinaires que d'autres circonstances obligent à lui accorder pour faire face aux nécessités de la défense nationale.

Les peuples régis par la coutume n'ont, en effet, besoin d'être consultés que dans des circonstances anormales. C'est ainsi que les États n'étaient convoqués par le roi que dans les crises de la patrie, et qu'ils tombèrent en désuétude dans les siècles plus récents, où la monarchie fut portée à l'apogée de sa puissance comme la nation à celle de sa grandeur.

Il faut dire, enfin, que les réunions des États furent souvent elles-mêmes aussi agitées et d'autres fois aussi stériles que les temps troublés qui réclamaient leur convocation. On a pu en inférer que cette convocation n'avait le plus souvent pour but de la part du roi que de solliciter des subsides et ne provoquait en retour que des réclamations de réformes.

Mais, telle quelle, cette grande institution, qui apparaît au cours de six siècles de l'histoire de France et en forme comme un trait propre, montre en principe la place que tenait dans la constitution nationale la liberté politique pour le peuple. Elle montre que cette liberté consistait en ce que ni une loi nouvelle ni une charge anormale ne pût lui être imposée sans son consentement.

L'on trouve là un nouveau trait de ce que nous avons dit

plus haut sur le caractère social des libertés publiques telles que nos pères les concevaient et les possédaient.

VI. — La Loi de vie.

Il ressort d'un premier coup d'œil sur les institutions nationales nées au cours des siècles de notre histoire, que le trait essentiel de leur ensemble est l'accord nécessaire entre le prince en ses Conseils d'une part et le peuple en ses États d'autre part. C'est là vraiment pour la nation sa loi de vie. Lorsque cet accord, qu'on peut se représenter comme un équilibre, est rompu, l'État périclité. Ainsi le siècle qui exagéra le pouvoir de la monarchie en prépara la ruine ; le jour qui vit proclamer le droit unilatéral du peuple et réduire la monarchie au rôle de pouvoir exécutif ouvrit l'ère de nos révolutions.

Quant aux traits propres de chacun des éléments organiques de la vie nationale, ils nous apparaissent comme suit :

Pour la couronne, sa fixité dans une dynastie essentiellement nationale ; ceci de par son droit historique sauvegardé par un conseil de même origine qu'elle, sous la réserve que l'héritier désigné par l'ordre de primogéniture masculine n'ait pas cessé d'appartenir à la nation et à la religion nationale, c'est-à-dire n'ait pas cessé d'être en communion avec le peuple.

Pour le roi, le libre exercice de son autorité propre contenu par les lois du royaume et par la participation des conseils du gouvernement à l'action royale ; en sorte que tout acte de la souveraineté émane réellement du prince et ait été arrêté par lui en l'un de ses conseils.

Pour la constitution de ses conseils, le libre choix du roi s'exerçant dans des conditions déterminées, leur fonctionnement entouré de toutes les garanties de l'indépendance dans les cours judiciaires et de toutes celles de la capacité dans les corps administratifs.

Enfin, pour la représentation politique, l'expression des droits et des intérêts de chacune des classes de la nation établie en forme de cahiers dans des corps professionnels permanents, et

produite par leurs mandataires en des chambres professionnelles.

Tels nous paraissent être les traits essentiels de la constitution nationale constituant *la loi de vie* de la nation.

La nation, c'est un être vivant pendant des siècles; l'observateur qui ne la saisit qu'au moment actuel n'en a qu'un aperçu fugitif, une image bientôt infidèle; elle vit, donc elle est en mouvement, et l'histoire est le cinématographe qui reconstitue la série de ses mouvements, donc la loi de sa vie. Le moment de chacun d'eux n'est semblable ni au précédent ni au suivant, mais ils procèdent les uns des autres, et c'est une grande puérité dans laquelle sont tombés les soi-disant « constituants » que de prétendre fixer pour la postérité, — comme une figure invariable où la forme nationale serait cristallisée dans la constitution, modèle de telle année, — l'aspect que présente un de ces moments successifs. Renversant donc la maxime célèbre, je dirais volontiers que la nation n'a plus de constitution nationale depuis qu'elle a eu des constitutions, ou du moins que sa constitution nationale est absolument méconnue en principe et faussée dans ces essais. Mais elle a toujours une loi de vie, ou d'évolution comme on dit aujourd'hui; loi que nous croyons avoir fait ressortir par la permanence d'un certain esprit, d'une constante visée sociale, dans l'ensemble de ce qu'on appelait les lois du royaume, ensemble qui n'était pas codifié parce qu'il ne pouvait pas l'être pour la postérité.

Qu'on ne s'y trompe pas, notre critique de ces prétendues constitutions éphémères ne porte pas seulement sur leur inspiration patemment révolutionnaire, mais même sur celle de la Restauration, qui ne rétablit que la loi de succession au trône, mais nullement ce trône lui-même sur ses antiques bases, les lois du royaume. On parut croire alors que ces bases consistaient en certaines catégories historiques qui n'avaient au contraire plus lieu d'être, et l'on substitua aux vieilles libertés publiques de la nation une conception anglaise, comme on le fait aujourd'hui d'idées suisses et comme on s'apprête à le faire demain d'idées américaines.

Attachons-nous donc à remettre en honneur les idées fran-

çaises, la loi de vie de la nation, son droit historique, et soyons persuadés qu'au moment favorable les vieilles semences ainsi déposées dans le sol national y germeraient de nouveau et produiraient l'éclosion spontanée d'une « monarchie traditionnelle en ses principes, moderne en ses institutions », selon la parole du comte de Paris.

Fata viam invenient.



M. l'abbé Naudet, dans *la Justice sociale* du 5 mai, écrit ce qui suit :

« ... Pour que la monarchie pût se rétablir en France, au moment où parurent les directions pontificales, il eût fallu deux choses : d'abord que le droit du prince fût incontestable, ensuite que dans le peuple un véritable loyalisme se fût conservé. Or le droit de la famille royale à remonter sur le trône n'était ni incontestable ni incontesté. Nous sommes de ceux qui admettent la légitimité du contrat conclu entre un peuple et une famille pour assurer le bon gouvernement d'un pays, et nous croyons que jadis nos pères avaient conclu un contrat de cette sorte avec la famille de leurs rois. Mais nous sommes aussi de ceux qui croient que, depuis longtemps, ce contrat n'existe plus, les rois l'ayant déchiré, l'antique union étant devenue la soumission, et le régime de l'alliance ayant fait place à celui de l'absolutisme; que, par suite, le peuple a repris sa liberté. »

Il ne faudrait pas que ce que j'ai dit ici et ailleurs de l'altération du droit national, c'est-à-dire du droit traditionnel de la monarchie française sous l'ancien régime, pût être interprété de cette façon, c'est-à-dire comme une rupture de contrat.

D'abord le droit monarchique national ne repose pas sur un contrat, mais sur un consentement, ce qui n'est pas la même chose ; pour faire toucher cette distinction, il suffit de rappeler que la société en général n'est pas née d'un « contrat social », mais de l'action des lois providentielles qui a produit le consentement du genre humain et ses modalités historiques.

Que si l'on veut trouver dans le droit national l'esprit d'un pacte entre la maison de France et le peuple français, c'est dans les paroles du sacre qu'il faut le chercher : or il n'y est pas question des limites du pouvoir royal, mais de ses devoirs, devoirs dont Louis XIV ne parlait pas autrement que le saint roi Louis IX.

L'absolutisme royal n'est pas le fait de la rupture d'un contrat, mais la conséquence nécessaire, en même temps que fatale, du trouble jeté dans l'État par les guerres de religion et dans les esprits par la Réforme ; cela à telles enseignes qu'il s'établit partout, sans protestation des peuples et pour leur nécessité présente. En France son établissement ne fut en rien la modification d'un pacte historique, mais l'altération de la constitution, dont les organes essentiels avaient été détruits ou faussés pendant les troubles de la période précédente.

C'était leur restauration qui s'imposait après que l'État eût été reconsolidé par la monarchie. Louis XVI l'avait compris, lorsque la Révolution, qui ne fut qu'une revanche de la Réforme, jeta ses ferments sataniques au travers des intentions généreuses du roi et des manifestations de l'amour du peuple, qui éclataient ensemble dans le mouvement de 1789. Là est la responsabilité de la rupture, et ce serait un comble que de la faire porter à la royauté, si l'on avait appris l'histoire ailleurs qu'à ces sources empoisonnées. On n'y serait à coup sûr pas autorisé par le langage du pape à la mort de Louis XVI ni par celui d'aucun de ses successeurs.

C'est ainsi que la constatation simultanée d'un même fait — celui de la déformation de l'établissement monarchique — peut conduire, lorsqu'on ne remonte pas également à ses causes, à des conclusions opposées : la nôtre n'a pas cessé d'être celle des appels solennels adressés par le comte de Chambord à tous les Français, et qui peuvent se résumer pratiquement dans cette ligne :

Nous reprendrons ensemble, quand vous le voudrez, le mouvement de 1789 qui a été faussé par la violence.

VII. — Les fausses solutions monarchiques.

La forme républicaine n'est pas la seule en dehors de la constitution nationale ; il y a aussi les formes monarchiques inspirées du principe républicain de la souveraineté du peuple : le césarisme et la monarchie dite constitutionnelle.

Le césarisme procède au premier chef de ce principe républicain qui est celui même de la Révolution ; aussi s'en dit-il avec raison le continuateur : tandis que des naïfs modernes ont cru pouvoir baptiser la Révolution, il s'est contenté de la codifier, et il s'est trouvé pour cela servi par un homme d'un incomparable génio ; puis il a voulu s'incarner dans une dynastie, bien que ce fût contraire à son principe électif, et il a inauguré pour cela une politique étrangère tellement antinationale qu'elle a failli, à chaque essai, amener la destruction même de la nation, et qu'elle l'a fait finalement déchoir peut-être irrémédiablement du premier rang qu'elle tenait dans la famille des États chrétiens. A l'intérieur le césarisme a exploité heureusement le répit qu'il donnait au pays après les bouleversements révolutionnaires ; mais il n'en a pas moins continué l'œuvre dissolvante de la Révolution en étouffant tous les germes de reconstitution sociale sous l'action d'une bureaucratie centralisatrice, et n'accordant à l'émancipation individuelle, qui est la liberté du désordre, que ce qu'il interdisait ainsi à la réorganisation nationale qui devait assurer la liberté de l'ordre.

Pour faire toucher l'opposition qui se produit entre les libertés publiques lorsqu'elles ne sont pas liées les unes aux autres dans l'organisme politique, que l'on considère ce que l'empereur Napoléon III, qui était animé de bonnes intentions desservies par une tradition fausse, a fait pour la solution de la question ouvrière qui grossissait de son temps : il a proclamé le droit de grève pour les ouvriers et celui de coalition pour les patrons, c'est-à-dire qu'il a équilibré les conditions du duel à mort entre ces deux classes ; mais il n'a pas songé à en prévenir l'explosion par une organisation corporative des ateliers, si bien

qu'il a livré le terrain de l'industrie à la seule action du nombre, et ouvert ainsi à toutes les violences la porte qui, dans un état bien constitué, doit toujours leur être fermée.

Il n'en pouvait être autrement, parce qu'un pouvoir issu du seul droit du nombre ne peut en invoquer ni en appliquer d'autre ; tandis que toute organisation sociale a un caractère hiérarchique et suppose la diversité de droits acquis, dont elle doit tenir un égal compte.

Tenant la couronne du plébiscite, c'est-à-dire de la volonté d'un jour du peuple souverain, l'empereur se reconnaît responsable devant ce souverain comme un agent envers le maître qui l'emploie, et pour donner à cette responsabilité de principe une sanction efficace, de temps à autre il demande au peuple s'il n'a pas cessé de lui plaire. Question embarrassante pour l'un comme pour l'autre, et au-devant de laquelle le peuple va le plus souvent par d'autres moyens que ceux prévus dans la constitution.

Qu'on y fasse bien attention, la souveraineté du peuple, dont le César est l'émanation, n'est pas le droit historique d'une nation organisée pour tirer incessamment de son sein tous les agents de sa souveraineté : elle est une pure délégation d'un droit souverain prétendu inné dans chaque individu, en dehors de toute organisation sociale. Elle confère dès lors à celui qu'elle investit d'un pouvoir sans limites une autorité non seulement absolue mais arbitraire, parce qu'elle n'est contenue par aucune loi.

Le monarque absolu a pu dire : « L'État, c'est moi », mais il n'a jamais pu dire : « La loi, c'est moi », car c'est de la loi du royaume qu'il tenait son droit, et l'essence même de ce droit ne pouvait lui permettre de l'exercer contre la loi.

Pour le César il n'y a de loi que celle qu'il édicte : *quidquid principi placuit legis habet vigorem*. Ceux qui, au moment actuel, où tous les droits sont à rétablir dans la société, veulent en charger un souverain qui personnifie la négation de tout droit, sont bien inconsiderés. Mais bien davantage encore le sont ceux qui voudraient attribuer ce rôle à l'héritier du droit national, au prince qui doit en être le restaurateur. Il faut

laisser à la race funeste des Napoléons tout ce qui est dans leur fatalité historique : — l' « Empire libéral » n'y entre pas plus, malgré les instincts élevés que l'on assure avoir été ceux de l'infortuné prince impérial, que le pouvoir césarien ne se trouve dans les traditions de la maison de France. Et ce serait une étrange perversion du sens de prétendre d'un arbre un autre fruit que celui dont la Providence a mis, de tout temps, le germe dans sa sève.

Pour faire toucher que le césarisme n'est pas le droit national, il n'y a, d'ailleurs, pas besoin de rappeler qu'on n'en trouve le principe invoqué à aucun moment de l'histoire avant la Révolution. Il suffit de montrer que celle-ci eut besoin, pour l'introduire, non seulement de faire table rase de toutes les institutions nationales, mais encore d'emprunter à une nation disparue jusqu'au nom de toutes les institutions nouvelles. Ce fut la conquête romaine renouvelée ; cela non plus du fait de César, mais pour imposer César au faite d'un édifice consulaire et prétorien, sans fondements aucuns dans l'état social.

Il fallut apprendre une langue politique nouvelle, tailler des unités administratives de fantaisie, en même temps que se plier à un code nouveau.

Je ne saurais dire qu'il fallut se faire un esprit nouveau, car cet esprit avait fait du chemin depuis la Renaissance, grâce à la Réforme. Mais cet esprit, le même par delà toutes les frontières, n'avait rien de national, rien qui fût proprement français.

Je ne sais si le réveil du patriotisme, qu'on appelle aujourd'hui le mouvement nationaliste, doit aboutir au césarisme. Mais je sais que rien n'est moins national que le césarisme ; si peu national qu'il ne sait trouver, sous telle forme qu'il se présente, pour se qualifier, un mot français.

*
* *

Le principe républicain proprement dit, et révolutionnaire justement dit, de la souveraineté du peuple ne s'accommode pas seulement de la monarchie plébiscitaire, mais encore et surtout

de la monarchie parlementaire. Si, dans la première, le peuple n'abdique que temporairement ses droits, dans la seconde, le monarque les abdique tous les jours : ce sont les sujets qui commandent et le prince qui obéit. — S'il résiste, ce qui est anticonstitutionnel, ce sont les ministres qui lui ont obéi qui sont traduits devant la justice du peuple qui a refusé d'obéir. Et le dernier mot reste toujours à celui-ci, parce que c'est à lui seul que le prince peut en appeler en dernier recours.

Est-ce à dire que telle ou telle monarchie constitutionnelle n'est pas de droit historique? Assurément si, lorsque dans l'origine la souveraineté était partagée par des pairs dont les successeurs s'en transmettent encore aujourd'hui la tradition. Mais rien de pareil ne se trouve dans les origines de la France, où les pairs ont bien pu assister le roi de leurs conseils, mais n'ont jamais prétendu partager avec lui la souveraineté en participant à sa toute-puissance, alors même qu'ils en maintenaient les limites.

Puis quel rapport l'état social, qui a engendré la constitution historique de l'Angleterre et d'autres encore dans des conditions analogues, a-t-il avec le nôtre, depuis qu'un « quatrième État » est entré en possession définitive des avenues de la vie publique?

Dira-t-on que le rôle de la pairie, formée en Chambre haute, comme il se voit dans toutes les monarchies constitutionnelles, peut être tenu par une émanation quelconque du suffrage universel? Non, car la considération ne se décrète pas; elle ne s'est pas attachée aux élus du peuple de telle manière qu'ils le soient, parce que l'homme est ainsi fait, qu'il n'éprouve pas le respect d'une autorité dont il est lui-même l'auteur. Il y a des lois providentielles de cette sorte, contre lesquelles on se révolte, mais auxquelles on n'échappe pas.

La formule suivant laquelle le roi règne et ne gouverne pas ne sert qu'à rendre la monarchie méprisable, et la république acceptable; c'est grâce à elle que l'on a pu dire de l'évolution historique qu'elle conduisait partout à ce dernier mode de gouvernement. Si c'était aussi vrai que cela le paraît, grâce à une fausse conception monarchique, à quoi bon revenir en arrière, ou même retenir sur la pente, qui ne mène pas seule-

ment à la république, mais encore bien sûrement à l'anarchie ? Le régime parlementaire en pays de nivellement légal en est la vivante image et la mortelle préparation.

Ces mots nouveaux ou d'une acception nouvelle dans notre histoire — le cabinet, le ministère, la constitution, la responsabilité ministérielle — sont autant de non-sens en regard de la monarchie traditionnelle, du droit national. Et pourtant, depuis la première restauration jusqu'à celle que l'on crut toucher en 1873, ils semblaient être devenus le cortège désormais inséparable du drapeau qui les avait vus naître.

Il y a dans la vie d'un parti des moments historiques dont il faut l'éloignement pour apercevoir toute la portée. La réunion royaliste tenue à Reims en association aux fêtes religieuses pour le quatorzième centenaire du baptême de Clovis, marque un de ces points de rebroussement que Dieu met dans l'histoire des causes dont Il ne s'est pas détourné.

Ceux qui ne croient pas à ces grâces de lumière venues d'en haut, le plus souvent par le canal des plus humbles instruments, ceux des esprits opportunistes engoués de leur propre sagesse, malgré le peu qu'elle leur a profité, ne sauraient pourtant rester tellement aveuglés que l'impopularité du régime parlementaire ne les frappe pas. Il a fait son temps ; la jeunesse s'en détourne dans tous les camps entre lesquels elle est malheureusement partagée. Ce n'est plus le cas de lui présenter ce leurre d'un régime exotique et contrefait que La Fayette appelait en 1830 la meilleure des républiques et qui n'a été, malgré les talents incontestables de Louis-Philippe, que la plus fragile des monarchies.

Il faut, au contraire, se rappeler qu'il n'y a pas de choix à faire entre la monarchie plébiscitaire et la monarchie parlementaire, parce que, comme l'a dit le comte de Chambord, sans être, hélas ! écouté alors : « On ne revient pas à la vérité en changeant d'erreur. » Et moins encore en conservant le même principe d'erreur, et lui fournissant seulement une forme d'application rajeunie, qui n'ayant pas ses fondements dans le droit national est devenue caduque au cours de la génération même qui l'avait importée de l'étranger.

DEUXIÈME PARTIE

LES LOIS FONDAMENTALES MISES AU POINT ACTUEL

I. -- Idée générale.

La Révolution, faussant le mouvement de 1789 qui devait être non pas « constituant » mais « reconstituant », en a fait un dissolvant, et son œuvre peut se résumer en ces deux points : elle a individualisé la liberté sans décentraliser l'autorité. En refoulant ainsi ces forces aux pôles contraires, alors qu'il est dans leur nature d'être unies, elle les a mises en antagonisme, et créé un état social essentiellement révolutionnaire, où l'autorité, devenant collective, est irresponsable, et par là même sans frein, et où la liberté, cessant d'être corporative, est sans force et sans garanties.

La tâche des hommes de tradition est donc aussi éloignée du maintien de cet état de choses que d'un retour au régime qui l'a précédé et amené. Elle est de faire l'inverse de ce qu'a fait la Révolution, c'est-à-dire de revenir au principe de l'ancienne constitution, où l'autorité et la liberté se rencontraient unies à tous les degrés de l'organisation sociale et politique.

Ces degrés sont : 1° La famille, à laquelle il faut rendre l'autorité et la liberté ; 2° la communauté, c'est-à-dire l'association de droits et d'intérêts sous toutes ses formes municipales ou corporatives ; 3° au degré supérieur le « pays », puis la province ; 4° enfin les grands corps de l'État et ses Conseils, tant ceux du prince que ceux du peuple. L'Église aussi, qui ne rentre dans aucune de ces catégories par là même qu'elle les possède toutes dans son sein, étant une société complète, d'un ordre à part. L'Église, ou plutôt son établissement, doit être comprise dans l'ensemble de ces réformes pour y retrouver l'autorité comme la liberté qui lui sont propres.

Pour remettre toutes ces choses à leur place, il faut d'abord, comme nous l'avons fait, demander à l'histoire, c'est-à-dire à

l'observation du passé, quelle est leur place; puis encore chercher, comme nous nous proposons de le faire, dans l'observation du présent, des tendances et des faits actuels, quels sont les moyens de remettre les choses en place. Il n'y a plus marge aucune ni pour l'invention, qu'il faut laisser à l'étude des sciences naturelles, ni pour l'imitation, qui a toujours, dans le domaine politique, le caractère d'une contrefaçon. Il faut regarder, écouter, discerner ce que Dieu, dans ses desseins miséricordieux, peut avoir préparé pour le salut de la Nation si elle revient à lui, et s'attacher à le faire profiter au rétablissement du droit national, tel que nous croyons l'avoir reconnu au cours de l'histoire.

On voit se dessiner aujourd'hui, dans l'esprit public, deux courants en sens opposé des courants révolutionnaires : la liberté, au lieu de s'éparpiller dans les individus, tend à se reconnaître sous la forme corporative, et l'idée du pouvoir se détache de la forme collective pour revenir au pouvoir personnel.

Voilà les deux faits avec lesquels il faut compter et dont il faut savoir profiter.

Arrêtons-nous-y un instant, puisque ce doit être là notre point de départ à la recherche d'une jonction entre la tradition et le progrès, — ce mot étant pris dans le sens d'adaptation aux besoins actuels.

Voyez, d'une part, le chemin que fait l'idée d'association professionnelle, et comme elle s'incarne dans un mouvement syndical, qui n'a rien, assurément, de l'ancien régime, mais bien le caractère corporatif de l'ancien temps. Ne lui fermez donc pas son point d'arrivée naturel, la représentation des droits et des intérêts; c'est de là que renaîtront les futurs états, pour correspondre à la formule : « Le peuple en ses États. »

Et d'autre part « le prince en ses conseils » ou « le prince libre dans l'État libre », n'est-ce pas ce que réclame l'opinion, qui ne veut plus ni refaire l'expérience du pouvoir absolu ni celle du régime parlementaire ? Sans doute elle n'est pas encore prête à appeler la chose par son nom. — Mais qu'importe le nom des choses quand on ne vise pas seulement à en dis-

serter mais surtout à en approcher ? Ce qui importe, c'est « d'opposer les principes d'une restauration française à ceux de la révolution française. »

II. — Structure actuelle du corps social.

Le mouvement syndical, qui, renaissant sous nos yeux, rend au corps social sa structure naturelle, sa loi propre de vie.

Le profond philosophe et sociologue chrétien déjà cité, Blanc de Saint-Bonnet, formule ainsi cette loi : « Les hommes ne doivent pas s'associer pour produire en vue de plus consommer, mais en vue de plus s'aimer. »

Cela paraît excessif, et pourtant rien n'est mieux établi par l'expérience. Sans parler des corporations du Moyen Age, qui ont fleuri tant qu'elles ont été surtout des « fraternités », et ont décliné dans la mesure où elles tournèrent à un monopole de classe, l'observation journalière nous montre la vitalité de ceux des syndicats qui ont surtout l'esprit de corps, et le relâchement des liens de ceux dont l'on ne recherche que les avantages lucratifs. Dans le monde rural, tous le savent maintenant, bien que tous ne sauraient le prouver avec autant d'éclat que vient de le faire un des promoteurs du mouvement. — M. de Gaillard-Bancel — dans son vivant récit de *Quinze ans d'histoire syndicale*. Quant aux syndicats ouvriers ou patronaux, comme ils sont généralement en guerre, on est porté à n'y voir que des formations de combat, tandis que beaucoup d'entre eux, et des plus vivaces, tiennent leurs membres dans un lien d'union très étroit.

Si tel est leur esprit, leur rôle s'en ressent ; il vise essentiellement la défense des intérêts communs.

Dans les chambres syndicales comme dans les bourses du travail on n'a guère d'autre préoccupation. Aussi l'action représentative de ces associations est-elle à l'ordre du jour dans le monde du travail, comme celle des chambres de commerce dans celui des affaires. Leur consultation, d'abord seulement facultative, tend de plus en plus à devenir obligatoire en matière de législation ouvrière et même commerciale ;

tandis que les hommes de cabinet disputent sur la manière dont la chose doit se faire, elle se fait, elle est faite.

Sans doute cette organisation des associations professionnelles est très inégalement répartie sur le territoire dans les populations agricoles, qui ont attendu la loi de 1884 pour s'y adonner. Elle est, en outre, infiniment variable, comme les professions, dans la grande et dans la petite industrie, où elle s'était conservée ou reformée sporadiquement depuis son interdiction légale par la Convention.

On trouve cependant partout les traits généraux suivants : le syndicat local formé entre gens de même profession qui ont ensemble, en plus des intérêts communs, des rapports journaliers ; puis, moyennant un groupement intermédiaire ou une affiliation directe, des unions régionales, où les syndicats locaux sont représentés par leur bureau ; enfin des chambres nationales et de profession. Une de celles-ci, la Chambre syndicale des typographes, est une véritable puissance, qui a non seulement ses cadres constitués, ses règles obéies, sa caisse bien alimentée, mais encore des relations internationales et qui fait véritablement la loi du métier. Elle a mis à sa tête des hommes d'une grande valeur et d'un grand dévouement, simples et modestes ouvriers dont approchent peu les hommes politiques mis au jour par nos institutions publiques.

D'autres de ces sociétés ouvrières, sans posséder le caractère syndical proprement dit ni une organisation aussi puissante, n'en comptent pas moins bien des milliers d'adhérents et des millions en caisse, comme par exemple l'Association fraternelle des ouvriers et employés de chemins de fer, qui possède 60.000 adhérents et 25 millions de capital qu'elle emploie en secours et en pensions de retraite. On voit que les créateurs et les administrateurs de ces sociétés ne peuvent pas être, comme l'on dit, les premiers venus, quand on pense à la difficulté des débuts et à l'énormité, ce n'est pas trop dire, des développements actuels, qui n'ont pas encore atteint leur plénitude.

A côté de ces associations ouvrières il y a les associations patronales, moins connues, moins au grand jour, et le plus souvent même sans constitution écrite, mais qui disposent en

réalité de tout le mouvement industriel ou commercial. Nous parlions tout à l'heure des employés de chemins de fer. Croit-on que leurs patrons, les administrateurs des grandes compagnies, n'aient pas aussi leur entente dans ce qu'on appelle « le syndicat de la Ceinture » ? et qu'à la réunion périodique de leurs bureaux cette entente ne porte pas sur les conditions d'exploitation du capital des quinze milliards et sur celles du travail des trois cent mille employés de cette industrie ? Nous ne parlons pas ici, bien entendu, des syndicats de capitalistes en tant que tels, c'est-à-dire de la haute banque et des jeux de la bourse, ni de ce qu'on appelle l'Internationale jaune, cette pieuvre gigantesque, dont les suçoirs tiennent tous les océans, et qui rend tous les peuples tributaires de la nation juive.

On se perd dans l'immensité et la complexité de ce problème du gouvernement d'une telle société, que la société officielle semble ignorer, tandis qu'en réalité elle en est absolument dominée. Mais, pour ne parler que de ses éléments populaires, ne voit-on pas là l'organisation existante, l'irruption toute prête d'un « quatrième État » dont le socialisme seul s'est préoccupé jusqu'ici, et auquel il a seul offert des formules de gouvernement, qui sont d'ailleurs celles d'une abominable tyrannie ?

Il semble que les juifs en aient eu conscience, puisqu'ils se sont empressés partout de contracter alliance avec le socialisme en vue de la liquidation sociale, afin de lui faire tirer les marrons du feu. Il n'y a guère qu'eux encore qui s'en soient avisés, dans les rangs des hommes politiques. — Voilà pourtant l'état de la question sociale et du problème politique qu'elle engendre.

III. — La Représentation organique.

L'observation nous a révélé le problème à résoudre : transporter dans l'ordre politique le bloc des éléments organiques actuels du corps social.

La tradition nous en fournit la solution : « prendre pour « représentation politique l'expression des droits et des intérêts de chacune des classes de la nation établie en forme de

« cahiers, dans des corps professionnels permanents, et produite par leurs mandataires en des chambres professionnelles. » (V. VI : *Traits essentiels*.) — J'aborde la discussion. La représentation des droits et des intérêts professionnels est-elle une représentation politique suffisante, c'est-à-dire constitue-t-elle une participation suffisante du peuple au gouvernement de l'État ? Non, si par cette participation vous entendez un partage du pouvoir ; oui, si vous ne lui demandez pas autre chose que ne le faisait l'antique constitution, à savoir le consentement aux actes législatifs du pouvoir. Jamais, dans aucun temps, chez nous, les États, qui étaient la forme historique de la représentation, n'ont été admis d'une autre manière à participer à l'exercice du pouvoir, pas plus du pouvoir législatif que du pouvoir exécutif, pas davantage non plus qu'ils n'ont été investis de l'autorité judiciaire.

Si donc vous réclamez autre chose pour la représentation du peuple, vous n'êtes plus dans la tradition du droit national français, mais pour l'introduction d'un droit anglais ; vous confinez à la doctrine républicaine de la souveraineté du peuple, puisque vous revendiquez pour lui une participation à la souveraineté. Or il faut faire bien attention que le droit anglais est un droit historique, c'est-à-dire qui a ses fondements dans des contingences historiques et qui s'incarne dans des institutions historiques, tandis que pour nous il faudrait tout improviser, le droit et les institutions.

Autre point de discussion : les droits que la loi doit respecter et les intérêts qu'elle doit protéger trouvent-ils une meilleure représentation dans les mandataires de corps permanents, ou dans les délégués, sans mandat défini, de collèges électoraux professionnels, ainsi que cela a été réclamé dans les articles remarquables de la *Revue des Deux Mondes* ? et souvent répété depuis dans d'autres milieux ? Cette question rentre dans la précédente ; car s'il ne s'agit que de compétence, le cahier des vœux et des « remontrances » (vieux mot français qu'on traduirait aujourd'hui par « représentations »), établi par des corps permanents, présente d'autres garanties que les élucubrations personnelles d'individus, ceux-ci incapables, faute

d'entente préalable, d'investir leurs élus d'un mandat défini.

Enfin cette représentation corporative des droits et des intérêts professionnels a-t-elle une compétence suffisante pour consentir toutes les lois, sans parler de tous les impôts, c'est-à-dire pour être l'expression unique du sentiment national ?

Ici il faut distinguer : le caractère même de cette représentation, qui est le gage de sa sincérité, est celui de fournir l'expression adéquate de tous les intérêts particuliers, dont le jeu, harmonisé en connaissance de cause par le pouvoir souverain, forme l'intérêt national. Leur compétence essentielle ne va pas au delà et n'est plus manifeste en présence des questions d'ordre absolument général, soit au point de vue moral, comme les lois concernant l'organisation de la famille, celle du culte, celle de l'assistance publique, ou celle de certains services spéciaux de l'État, qui ne touchent directement à aucun intérêt professionnel.

Ces questions-là, en effet, ne peuvent être traitées avec compétence que dans les conseils du roi, comme on se propose de le développer prochainement.

Enfin la représentation corporative des droits et des intérêts professionnels n'est pas non plus essentiellement indiquée pour examiner et consentir le budget de l'État destiné à subvenir à ces services généraux qui échappent à sa compétence.

Jamais ces deux dernières sortes d'attributions, les lois générales et les contributions générales, n'ont été soumises aux États du Royaume.

*
* *

Si la représentation du peuple se trouve pour nous dans la représentation corporative des droits et des intérêts professionnels, elle n'est déjà plus à organiser, mais à reconnaître et à régulariser pour l'investir du mandat politique.

Afin de voir clair dans cette opération, on peut rapprocher le tableau infiniment varié des sociétés professionnelles de celui des divisions administratives actuelles ; cela, en coordonnant ces sociétés par groupes professionnels en même temps qu'on par

groupes géographiques. Les groupes professionnels primordiaux étant celui des professions libérales, celui des professions industrielles ou commerciales, celui des professions agricoles ou autres rurales, les groupements géographiques correspondants seront ceux des circonscriptions administratives : à savoir le département pour les professions libérales ; l'arrondissement pour les professions industrielles ; le canton pour les professions agricoles. Cette carte ayant été dressée par les soins de l'Administration, toutes les sociétés professionnelles comprises dans ces cadres seront invitées à y constituer une Chambre syndicale, composée d'autant de membres que la société en cause contiendra de fois un tantième de la population professionnelle.

Pour réaliser cette condition du tantième de la population du même groupe professionnel donnant droit à une voix dans le conseil, des sociétés pourront s'entendre soit dans la même profession soit dans des professions similaires ou classées dans le même groupe.

En suivant la même loi de proportionnalité dans le groupement, les diverses *chambres syndicales* sus énumérées pourront constituer, par délégation, des *chambres provinciales* correspondantes, dont la réunion, lorsqu'elles seront appelées à délibérer ensemble de quelque intérêt commun, deviendra les *états de la province*. Enfin les *chambres provinciales* délègueront à des *chambres nationales*, dont la réunion formera les *états généraux*, moyennant que part égale à chacune des trois autres catégories susdites y sera réservée à la représentation hiérarchique des grands corps de l'État.

Prenons un exemple : Au premier degré, c'est-à-dire au canton pour les professions agricoles ou rurales, se sont formés trois syndicats ; l'un comprenant les propriétaires ou exploitants à ferme ; l'autre, les métayers ; le troisième, les ouvriers agricoles attachés au domaine d'une manière permanente. Chacun de ces syndicats sera représenté dans la chambre cantonale par un nombre de délégués proportionné au tantième de membres de la profession désignée. S'est-il formé, au lieu de cela, deux ou plusieurs syndicats d'essence identique, ils s'entendront, sur la même base du tantième respectif, pour se faire représenter

à la chambre au moyen d'une application des procédés du scrutin de liste et de la représentation proportionnelle, — procédés que l'on emploie aujourd'hui en Belgique et en Suisse pour des opérations électorales qui sont beaucoup moins simples, ayant pour point de départ la formation arbitraire des partis en place de celle légale des professions. — Prenons un autre exemple dans des professions libérales : dans l'étendue du département, le barreau, une chambre des notaires, un syndicat des médecins, un ou plusieurs publicistes appliquent la même loi pour se faire représenter à la chambre provinciale des corporations libérales. Le nombre des membres de cette chambre est suffisant pour que chacune de ces professions essentiellement distinctes y soit représentée, et ce nombre est le même pour les trois Chambres dont la réunion constitue les états, en sorte qu'elles peuvent délibérer ensemble ou séparément selon le cas, sans que l'équilibre des intérêts soit rompu.

On objectera à ce système tout simple qu'il n'est pas mathématique, c'est-à-dire que le nombre des représentants n'est pas proportionnel pour chaque catégorie, ni même dans le sein de celle-ci à l'importance numérique des groupes professionnels. Sans doute on peut relever ce défaut si l'on se place au point de vue de l'individu, mais si l'on reste avec nous placé à celui de la société — qui est le seul admissible pour un esprit politique — on verra que les intérêts sociaux n'y sont pas sacrifiés, et que d'ailleurs il n'y a rien de nouveau ni d'arbitraire dans cette constitution. Elle est celle qui a inspiré l'établissement actuel du Sénat ; seulement ce « grand conseil des communes », selon l'expression heureuse de l'un des auteurs de la constitution, se transformerait en grand conseil des corporations, c'est-à-dire en une représentation beaucoup plus réelle du corps social.

Il n'y a donc pas ici d'innovation, mais la généralisation d'une forme représentative à la fois très ancienne et on ne peut plus moderne. Elle est à base organique au lieu d'être à base atomique, comme celle qui conduit aujourd'hui par le chaos à l'anarchie.

IV. — Le Gouvernement.

Le gouvernement, c'est le roi en ses conseils, avons-nous dit et disons-nous encore.

Le prince, — on l'a toujours vu et on ne saurait le concevoir autrement, — le prince doit être assisté de quelques conseillers sûrs pour éclairer sa décision et en assurer les effets avec la suite que comportent les affaires du royaume. Ces conseillers ne sauraient être désignés arbitrairement et encore moins être imposés : ce sont naturellement, avec les hauts personnages qui formeraient le conseil de régence, si le roi venait à manquer, les principaux des ministres sur lesquels s'est portée sa confiance.

Je dis les principaux des ministres, car si, de nos jours, la multiplicité croissante des charges de l'État a dû se répartir entre un grand nombre de ministères, — on en compte habituellement jusqu'à douze, — les facultés de direction dont un homme peut être doué n'ont pas augmenté : il ne peut exercer réellement d'action directe suivie que sur un beaucoup moindre nombre de collaborateurs : Napoléon en donnait le nombre de sept comme un maximum, et César se contentait de travailler avec quatre secrétaires ; les douze ministères actuels se grouperaient naturellement en quatre secrétaireries d'État, cela comme dans l'ancien temps et comme dans plusieurs empires actuels, — à savoir : l'intérieur, l'extérieur, les armes et les finances. Les départements ministériels actuels seraient autant de sous-secrétaireries, dont les titulaires seraient responsables de l'exécution des dispositions arrêtées par le roi en son conseil privé et communiquées par les secrétaires d'État à leurs départements respectifs avec leurs propres instructions.

*
* *

La souveraineté du prince exclut l'idée de partage, mais non celle d'assistance dans son exercice, comme on vient de le dire ; elle n'exclut pas non plus l'idée de la délégation permanente de

quelqu'une des attributions de la souveraineté à des corps spéciaux, tels que le *Conseil d'état* pour les attributions législatives, la *Cour des comptes* pour les attributions administratives, la *Cour de cassation*, pour les attributions judiciaires. Ces corps existent, et leurs attributions étaient celles que nous indiquons avant que l'omnipotence ministérielle ne les eût réduites plus sensiblement encore en fait qu'en droit.

Il faut leur en rendre toute l'ampleur aussi rationnelle que traditionnelle dans les grandes lignes suivantes :

Le Conseil d'État doit être chargé de la préparation des lois, et pas seulement de leurs règles d'application ou des incidents contentieux qui en naissent.

La Cour des comptes doit connaître non seulement de l'emploi des deniers de l'État, mais encore de l'établissement du budget ordinaire, pour assurer la marche normale des services publics.

La Cour de cassation doit être une haute cour de justice, à laquelle ressortissent ce qu'on appelait les cas royaux, c'est-à-dire ceux qui intéressent les lois fondamentales du royaume sans préjudice des recours actuels.

Il est de l'essence de ces Conseils d'être, comme l'on disait jadis, des cours souveraines, et pour cela d'être entourés dans leur formation comme dans leur fonctionnement de toute l'autorité morale qui s'attache à la compétence des conseillers et à l'indépendance de leur carrière. Le choix doit en être fait par le roi, sur la présentation des corps eux-mêmes, parce qu'il n'est pas de meilleure garantie. Ce sont autant d'oligarchies puissantes qui se constitueront ainsi, sans doute ; mais pourvu que leur action ne s'exerce pas en dehors de leurs attributions, ce seraient encore les colonnes de la monarchie en étant les boulevards des libertés publiques.



Tandis que le corps social est un organisme vivant aux cellules infiniment variées, — d'où vient la difficulté d'en concevoir la représentation autrement que par une sorte de réduction, le gouvernement de la société ressemble davantage à un mécanisme,

bien qu'il ait aussi une vie propre, mais parce que le jeu respectif de ses organes doit avoir quelque chose de la régularité d'un mécanisme.

Je me sers ici de cette comparaison pour montrer comment, après l'axe de ce mécanisme, qui est le roi en son conseil privé, et en plus de ses rouages essentiels, qui sont les trois conseils de gouvernement sus-énumérés, il faut encore que l'appareil possède un volant pour en être à la fois le magasin et le régulateur d'énergie, cela du fait d'un *grand conseil* qui réunirait les plus éminents personnages de l'État et les plus hautes notabilités de la nation. Ce sont là, en effet, des éléments à la fois représentatifs et doués d'une valeur propre, dont le concours est aussi nécessaire à l'exercice du pouvoir par l'autorité qui s'y attache que par les lumières qu'on en peut tirer.

Le Grand Conseil ainsi constitué par la désignation du roi dans des catégories déterminées formerait comme une chambre haute, qui serait la première consultée sur les lois avant qu'elles fussent apportées aux chambres corporatives, et qui formerait comme la première des Chambres, lorsqu'elles devraient être réunies et constituées en États généraux.

Il paraît inutile de s'étendre davantage sur le principe de cette institution, parce qu'il faudrait être bien enfoncé dans l'individualisme pour ne pas apercevoir la place que doivent tenir, dans les conseils d'une nation, les hommes qui s'y sont distingués, pourvu que le titre auquel chacun d'eux doit son élévation soit réellement social, c'est-à-dire soit celui d'un service rendu à la société. C'est le fait de la sélection naturelle pris en la même considération que celui de l'élection par les pairs au sein des corporations, et cette réunion des élites sociales, c'est vraiment la nation.



On n'entend pas dire ici que l'ensemble de ces conseils et de ces chambres soit exclusif de toute autre institution d'État, mais seulement qu'il en présente les organes essentiels. Ainsi le maintien de l'administration départementale et de ses conseils

paraît nécessaire à de bons esprits, parce qu'elle est entrée depuis longtemps dans les mécanismes de la vie publique ; comme aussi celle d'une chambre des députés, nommée, de même qu'aujourd'hui, au suffrage des individus pris indistinctement. D'autres prônent le *referendum*, comme expression plus exacte du sentiment des masses populaires. Ces diverses institutions correspondent à la diversité des moments historiques par lesquels une nation a pu et peut encore passer. Elles ne sont pas bonnes ou mauvaises par essence, mais seulement par le jeu qui leur est assigné. Ainsi une chambre nommée par tous les contribuables, sans distinction, ou sectionnée en plusieurs catégories, peut être investie légitimement par eux d'un mandat limité aux questions de l'établissement des impôts et du contrôle de leur emploi. Mais ce mandat ne saurait aller au delà en principe faute de compétence du mandant, ni en pratique faute de responsabilité chez le mandataire quand il en veut profiter pour dominer les pouvoirs publics.

On a indiqué simplement ici ce qu'il y avait à la fois de traditionnel et d'applicable aux conditions actuelles dans la constitution nationale, afin de correspondre à cette formule aussi éloignée du césarisme que du parlementarisme :

« Le prince libre dans l'État libre. »

Forme que d'aucuns de nos amis, et des plus autorisés, ont transposée en cette variante : « La commune libre dans l'État libre » et qui convient bien à la monarchie « traditionnelle par son principe, moderne par ses institutions ».

TROISIÈME PARTIE

I. — Instauration. — Idées générales.

On a essayé ici, d'abord, de dégager des traits propres à l'histoire de France ceux de la constitution nationale, puis de montrer de quelle application serait encore susceptible aujourd'hui ce qu'il y a d'essentiel et de constant dans ces traits : en un mot

de mettre au clair la loi de vie de la nation française en montrant son règne normal.

On voudrait parler maintenant de la manière dont cette constitution pourrait être instaurée de nouveau : non pas, entendons-nous bien, de l'action politique qui précéderait son rétablissement, mais de celle qui y présiderait. Car si le pouvoir peut être ressaisi en un jour par qui de droit, il ne lui serait pas donné pour cela de rétablir, par simple promulgation d'un texte, la constitution nationale. Produit historique, celle-ci ne saurait renaître à la vie qu'à mesure que ses organes se reconstitueraient et auraient repris racine dans le sol natal déchiré par tant de convulsions et appauvri par tant d'essais.

On suppose donc ici l'autorité du prince rétablie en principe, et on examine comment elle pourrait s'employer à restaurer la constitution nationale, c'est-à-dire, on le répète, à rendre à la nation son existence historique, sa vie propre. — Tel le médecin appelé à prendre possession du chevet d'un malade ne se contente pas d'un premier triomphe, de la conjuration d'un accès de fièvre, mais ferme peu à peu les avenues à son retour, en rétablissant successivement le jeu altéré des organes, et ne croit son rôle rempli que lorsqu'il a rendu son client à la vie normale.

Arrêtons notre pensée sur ce lendemain anxieux qui succède au triomphe du principe d'autorité et à celui du prince qu'il met au pouvoir : l'acclamation populaire de la veille s'est tue, et la population, inquiète et probablement hésitante, attend les actes de ce pouvoir nouveau dont elle ne sait encore rien.

Le prince, assisté de ses quatre ministres d'Etat — ceux que nous avons indiqués — a lancé un manifeste qui est reproduit par la presse et affiché dans les communes par les soins du ministre de l'intérieur ; il a fait une proclamation à l'armée qui doit mettre la force au service du droit ; il a notifié son avènement aux puissances, et mis la main sur les caisses de l'État, qu'il aura probablement trouvées vides et que son ministre des finances s'ingénie à remplir.

Enfin nous supposerons qu'il a accordé l'amnistie pour tous les faits relatifs à la substitution de son pouvoir au précédent, qui ne tomberaient pas sous le coup du droit commun. Enfin il

a confirmé tous les fonctionnaires de l'administration dans leur poste, en les invitant à y continuer l'expédition des affaires, afin que rien ne ressemble moins à une journée révolutionnaire que celle qui s'ouvre sur la restauration de la constitution nationale.

Mais il a en même temps établi L'ÉTAT DE SIÈGE, c'est-à-dire la suspension des libertés publiques dans la mesure nécessaire à son œuvre de pacification, la concentration de toutes les responsabilités en chaque lieu dans une seule main, celle dans laquelle est la troupe, et l'extension de la juridiction militaire à tout ce qui est du ressort de la vie publique.

Par cela même qu'il fait finalement remonter jusqu'à lui toutes ces responsabilités, le prince ne s'appartient plus, mais à la nation, et il doit tout d'abord lui montrer qu'il n'a suspendu l'action des lois organiques que pour s'en faire plus sûrement le gardien dans la crise et le restaurateur au lendemain de celle-ci.

Cette restauration *mutatis mutandis* est l'œuvre nécessaire ; elle ne se fera pas en un jour, mais se poursuivra de jour en jour avec une méthode visible, qui donnera confiance par l'esprit de suite qu'elle révélera chez son auteur.

Ainsi cette poursuite méthodique se décomposera tout d'abord comme il suit : d'abord l'établissement des organes propres à l'action immédiate du pouvoir par la prise de possession de tous les ressorts de l'État ; ensuite reconstitution de ses conseils et de ceux qui doivent représenter le peuple et l'associer à l'œuvre de la restauration nationale ; enfin la mise en action simultanée de ces organes et de ces conseils pour procéder à cette œuvre.

II. — L'établissement du pouvoir.

Avant d'agir et au moment même d'entrer en scène, il semble que le prince y doive paraître entouré de son CONSEIL PRIVÉ, c'est-à-dire des quelques hommes les plus notables parmi ceux qui l'auront fait acclamer ou reconnaître aussitôt,

et les plus propres à former un conseil de régence, si, pour tout prévoir, lui-même venait à disparaître subitement dans la tourmente.

Puis pour passer à l'action, il est nécessaire d'en avoir les instruments. Le premier organe du pouvoir à constituer, c'est le gouvernement proprement dit, c'est-à-dire l'ensemble des chefs des départements ministériels groupés comme on l'a dit; soit un petit nombre d'hommes dévoués au prince, alors même qu'ils ne seraient pas autant que ses premiers conseillers connus du pays; celui-ci va pouvoir les juger à l'œuvre.

Cette œuvre, nous l'avons dit, c'est la pacification des esprits, puis l'organisation des cadres. À peine a-t-on songé à celle-ci qu'une lacune apparaît dans ceux qui existent actuellement. Quatre-vingt-dix et quelques préfets ne peuvent être à la main du pouvoir, dont ils sont l'émiettement, que comme ces instruments d'une centralisation bureaucratique qui n'a rien d'un véritable gouvernement. Ils échappent par leur nombre même à toute action personnelle, et ne peuvent à leur tour en exercer qu'une très faible dans la petite portion de territoire qu'ils administrent.

Ce n'est pas à eux que sauraient être délégués les pouvoirs de l'état de siège, mais aux vingt généraux commandant les corps d'armée dans l'étendue des régions correspondantes. Il serait désirable que ces régions prennent, à cette occasion, leur ancien nom de « gouvernements » et les titulaires seraient alors des GOUVERNEURS.

Les gouverneurs — qui plus tard ne seraient pas nécessairement des chefs militaires — resteraient toujours les représentants du roi, membres de ses conseils et relevant de lui seul : ils ne s'immisceraient pas, en temps normal s'entend, dans la vie intérieure des divers services établis sur leur territoire, mais ils en suivraient et contrôlèrent l'action, au nom du prince dont ils seraient les représentants immédiats. Sorte de *missi dominici* — on dirait aujourd'hui d'inspecteurs généraux permanents — ils seraient les yeux, et au besoin le bras du Souverain, dont ils réuniraient, par délégation personnelle, tous les pouvoirs qui sont exercés séparément par ces diverses

administrations. Ils n'appartiendraient ainsi à aucune de ces hiérarchies particulières, mais le fait même de leur création montrerait dans la *restauration française* une affirmation d'autorité qui obtiendrait l'assentiment général.

II

Le morcellement du territoire correspondait bien, dans l'idée révolutionnaire, à l'émiettement du pouvoir. La constitution des gouvernements, l'instauration des gouverneurs, ouvrent la voie opposée : celle qui rend aux provinces ou du moins à de grandes régions provinciales leur autonomie naturelle et historique, et celle qui rend au roi l'exercice effectif de sa prérogative la plus saillante, le commandement de l'armée, dont les ministres de la guerre et de la marine ne sauraient être que les *administrateurs* et le chef d'état-major général *l'organisateur*.

L'institution n'est d'ailleurs pas nouvelle, pas plus qu'aucune de celles qui nous paraissent des pièces nécessaires de l'établissement monarchique : on pourrait même objecter contre son rétablissement les conflits qui s'élevaient jadis entre les gouverneurs et les intendants ; mais ils ne se présenteraient plus de la même façon, puisque l'on ne propose pas le rétablissement des intendants dans la même circonscription provinciale, qui est d'ailleurs encore à peu de chose près celle du ressort des cours d'appel, des académies, des archevêchés, en même temps que des hauts commandements militaires. Les conflits toujours possibles entre ces autorités trouveraient, au contraire, un arbitre dans la délégation de celle du souverain dont devrait être investi le gouverneur, pour que le pouvoir royal soit non seulement représenté, mais encore exercé effectivement dans sa plénitude bienfaisante — *opus justitiæ pax*.

III. — Les Cours souveraines, les Conseils et les Chambres.

Le premier acte du pouvoir a été de s'installer, puis de s'organiser en gouvernement ; son second souci paraît devoir être

de se pourvoir des conseils nécessaires à son bon fonctionnement, et tout d'abord de réinstaller les trois Cours souveraines précédemment rappelées : le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, la Cour de cassation, en leur restituant la plénitude de leurs fonctions normales, comme cela a été exposé. C'est œuvre aisée, puisque ces corps n'ont pas cessé de fonctionner et sont à peine à réformer en ce qui est de quelques intrusions.

Il est moins aisé et aussi moins urgent de constituer le grand conseil du royaume. Il est bon que l'ordre y soit assez rétabli pour que les sommités sociales y apparaissent facilement à leur place et se proposent en quelque sorte au choix du prince, outre les titulaires des grandes charges et hauts emplois. Il va de soi que les gouverneurs précités comptent parmi ces derniers.

Enfin, ces dignitaires eux-mêmes doivent être assistés d'un conseil de gouvernement composé d'un ou de plusieurs membres de chacune des cours souveraines détachés en service près d'eux.

On ne parle ici que pour mémoire des conseils techniques de chaque ministère, qui ne sont pas, à proprement parler, des conseils de gouvernement, mais d'administration.

Pareillement à ces conseils du gouvernement, doivent se développer ceux du pays, c'est-à-dire les organes représentatifs de ses corporations. Il serait prématuré d'apporter une loi organique de cette représentation, car cette loi deviendrait insuffisante à mesure que se développerait le mouvement corporatif sollicité par le réveil de l'esprit d'association et l'appel à la rédaction des cahiers. L'administration se bornerait d'abord à établir les rôles des professions d'après les déclarations et les patentes, puis ceux des sociétés régulièrement déclarées sous l'empire des lois qui règlent la matière, en attendant que ces lois soient remaniées. Puis elle acheminerait de la même façon, plus officieuse qu'impérative, la formation des chambres provinciales.

Ces chambres nommeraient leurs présidents respectifs, constitueraient librement leurs bureaux et seraient maîtresses de leurs travaux, mais elles ne pourraient se réunir en États

provinciaux que sur convocation du gouverneur de la province et sous sa présidence, lorsque le moment en serait venu.

On ne parle pas, en ce moment, ici, des États généraux, dont la place est évidemment marquée dans cet ensemble d'institutions traditionnelles, mais dont la réunion est loin de convenir dans une période de réorganisation et ne saurait apparaître qu'à sa suite pour sanctionner des institutions qui auraient suffisamment fait leurs preuves ; ou bien pour se prononcer sur une question d'intérêt national dans une circonstance particulièrement grave et anormale. Leur réunion périodique, souvent réclamée et toujours refusée avec raison par nos rois, ne ferait que jeter le trouble dans l'État beaucoup plutôt que le consolider. Et l'idée de leur attribuer un rôle constituant, qui peut séduire au premier abord, est aussi anti-historique et antiphilosophique que possible. Si le peuple était capable de créer de toutes pièces son gouvernement, il se croirait avec raison capable de l'exercer, et toute l'œuvre des siècles lui serait redevenue inutile au moment même où il s'agit pour lui de sortir du chaos par un rajeunissement des institutions qu'il n'a pas créées, mais dont il a vécu à mesure qu'elles se créaient pour lui.

IV. — La mise en œuvre.

Une fois le pouvoir fortement établi, ses conseils et ceux du pays formés, le moment paraîtra revenu d'actionner cet organisme politique pour en faire sortir des lois qui doivent achever l'œuvre réparatrice : lois organiques, lois financières et lois répressives.

Des lois répressives, afin de protéger cette œuvre contre les menées révolutionnaires, l'action des sociétés secrètes, les coalitions de la presse vénale et de la spéculation dolosive, la licence des rues et des lieux publics, les scandales, les usurpations de toute sorte, en un mot toutes les corruptions.

Des lois organiques, afin de protéger la liberté des consciences, la famille, l'association professionnelle ; de compléter

l'organisation de la commune, celle de la corporation, celle de la province et toutes les institutions de droit naturel et historique utiles au bien public.

Des lois financières, afin de rétablir l'équilibre du budget, l'amortissement de la dette publique, la constitution de réserves du trésor public, comme aussi, pour atteindre les fraudes commises à ses dépens, améliorer l'assiette de l'impôt, doter l'État de ressources nouvelles et lui fermer par contre toutes les sources qui sont immorales ou nuisibles au développement de la richesse publique.

Cette œuvre, qui s'impose immédiatement à un pouvoir réparateur, est considérable autant qu'anormale, parce que toutes ces lois devraient de tout temps régner sous un gouvernement digne de ce nom, ou bien n'avoir pas un même besoin d'être invoquées.

Il ne faut pas les confondre avec l'action législative normale, qui naîtrait moins de l'initiative du pouvoir que du vœu des États. Si l'on voulait se faire une idée de ce champ d'action par une nomenclature, même abrégée, semblable à un programme, on la trouverait dans le recueil des cahiers établis en 1889 par une série d'assemblées provinciales et coordonnés par une assemblée générale de leurs délégués.

C'est par l'expression de ces vœux que se manifeste la vie journalière des divers éléments de la nation ; ils ne sauraient être accueillis et coordonnés par le pouvoir chargé de les traduire en lois ou en institutions qu'à la lumière de principes certains, qu'il ne serait peut-être pas superflu de rappeler dans une étude semblable à celle que je clos ici. On pourrait l'intituler l'« œuvre sociale de la monarchie » ou plus brièvement « la restauration sociale », pour la distinguer de la « restauration politique » qui a fait l'objet de ces pages.

Elles-mêmes auraient besoin de bien des commentaires pour être justifiées et de bien des exemples pour être précisées. Mais la patience du lecteur n'y saurait résister. Je termine donc ici par l'esquisse du plan d'ensemble de cette œuvre grandiose, que Blanc de Saint-Bonnet qualifiait de « restauration française » par opposition à celle de la « révolution française ».

Rien que de remplir les chapitres de ce plan pour en faire ressortir un programme serait une œuvre considérable. Pour en dire d'un mot toute ma pensée, je l'emprunte à l'une des dernières lettres publiques du comte de Chambord, écrivant à Lucien Brun, au sujet des études sociales et politiques que celui-ci dirigeait :

« La restauration des idées et des doctrines peut seule préparer la restauration de la monarchie chrétienne. »

Le prince ajoutait, en parlant des quelques amis dévoués que ce grand homme de bien avait groupés autour de lui pour la préparation d'un programme de la monarchie : *« la phalange d'aujourd'hui ne tardera pas à devenir une armée à qui appartiendra la dernière victoire, si elle n'hésite pas à vous suivre, comme vous avez promis de l'y conduire, jusqu'au bout de la vérité. »*

Ce bout de la vérité, je n'ai pas reçu mandat ni ne me crois en état d'y conduire personne. Je n'ai eu d'autre prétention que celle d'amorcer les voies qui paraissent aux hommes de tradition devoir y conduire sur le terrain politique, sans s'attarder en route à des systèmes incohérents, en songeant auxquels Montalembert écrivait à Blanc de Saint-Bonnet : *« Tant qu'on n'aura pas réussi à confondre dans une réprobation commune la révolution et la démocratie, tant qu'on n'aura pas reconnu que le dogme de l'égalité n'est autre chose que la consécration immorale et monstrueuse de l'orgueil, le salut social sera impossible. »*

Avant les maîtres que je viens de nommer, et d'une manière plus sûre que le second, Bonald et de Maistre avaient créé l'école qui détermine le sens de la tradition pour les esprits philosophiques. Le Play, mettant au service de cette école l'esprit d'observation, a achevé de déblayer le terrain des plus grosses erreurs de la Révolution. Ni les uns ni les autres n'ont voulu tracer le plan de la reconstitution dans ses détails ; ils étaient, au contraire, très opposés à une pareille présomption, parce que c'est affaire de moment, c'est-à-dire de circonstances et de temps. Mais Le Play en a donné la formule dans son dernier écrit : — *la Constitution essentielle de l'humanité* — comme il

suit : « La démocratie dans la commune, l'aristocratie dans la province, la monarchie dans la famille et dans l'État. » Toute son œuvre est pourtant bien plus sociale encore que politique, et c'est ce qui en fait la portée, car la politique n'est pas un but, mais l'art de parvenir au noble but de « rendre les nations prospères et les peuples heureux », et l'œuvre de restauration politique que l'on a esquissée ici serait bien vaine si elle ne se rattachait intimement à celle de la Restauration sociale.

P. S. — Ces pages, comme celles qui les ont précédées, étaient tracées quand a paru dans la *Gazette de France* une enquête sur les vues personnelles de deux des serviteurs les plus éprouvés de la monarchie traditionnelle. Le lecteur jugera dans quelle large mesure elles procèdent de la même tradition. Elles n'ont été, pour cela, ni retirées ni modifiées, la parole étant à tous les hommes de bonne volonté. Le dernier mot sera dit par qui de droit quand, les barrières étant tombées, le peuple et le roi se retrouveront face à face, unis par un même amour de la patrie.

Quand, en effet, Dieu veut sauver une nation, il donne au prince qui en a reçu mission l'inspiration des actes et le discernement des hommes. Nous en avons aujourd'hui dans la lettre de Monseigneur le Duc d'Orléans à M. Maurras un témoignage fortifiant.

LA RÉFECTION SOCIALE (1)

I. — Un faux départ.

La « Déclaration des Droits de l'homme » a fait son œuvre. Après les libéraux, les catholiques qui en ont tiré leur évangile politique sont non seulement traqués, mais conspués par les cohortes du bloc de la Révolution, tout comme le seraient des ilotes en tentative avortée d'évasion. La nation, à la générosité de laquelle ils ont fait appel dans les élections, n'a répondu que par un vagissement confus, tel celui des vieillards retombés en enfance.

Et c'est fatal ! Lorsqu'on a pris le drapeau, les maximes, les cris de la Révolution, on est traité en déserteur si l'on ne suit pas sa marche triomphale. Car il n'y a pas à dire, nous assistons à son triomphe, au triomphe de son église, la franc-maçonnerie, de son pouvoir, la république, de son code, le socialisme.

La Déclaration des Droits de l'homme — pour en revenir à ce point de départ de l'erreur moderne — est l'expression la plus pure de l'individualisme. On a voulu en faire le préambule d'une institution politique, mais il n'y est même pas question

(1) *Le Réveil français* (novembre 1904).

du corps social ! Celui-ci a pourtant une structure conforme à certaines lois biologiques, une vie conforme à certaines lois morales, une forme extérieure déterminée par l'histoire. Rien de cela n'apparaît dans ce morceau aussi vide qu'ampoulé, qui n'est qu'un règlement de prison humanitaire.

Mais l'homme n'est pas un prisonnier d'État ; il est membre actif en même temps que passif de la société, et celle-ci n'est pas un agrégat informe d'individus maintenu par un mécanisme artificiel, mais un organisme vivant dans toutes ses parties, parties infiniment variées, et toutes agissantes les unes sur les autres en des modes de vitalité qui sont plus et autre chose que de l'interdépendance.

Sans doute le jeu de chaque organe est influencé par les volontés qui l'actionnent, et c'est en cela que consiste la liberté humaine. Mais l'homme n'est pas plus libre de supprimer ces organes que le sociologue de les ignorer ou de confondre leurs fonctions normales.

Pour les apercevoir, il n'a qu'à observer ce qui se passe sous ses yeux et ce que l'histoire lui fournit, je ne dirai pas de documents, mais d'abord de monuments. Les lois sociales s'en dégagent avec une évidence que le premier des rénovateurs contemporains, Le Play, a mise en un tel relief qu'après lui il semble qu'il n'y ait plus rien à dire. Mais c'est encore lui rendre hommage que de le répéter.

II. — L'axe social.

La vie sociale de l'homme se meut autour d'un axe dont les deux pôles sont le foyer et l'atelier. Pas de foyers, pas de naissances ; pas d'ateliers, pas de subsistances. On ne les conçoit pas l'un sans l'autre : le foyer sans qu'il y ait un organisme qui serve à l'entretenir, sans l'atelier ; l'atelier, sans qu'il y ait un organisme qui serve à le peupler, sans le foyer. Qu'on me pardonne de redire sous des formes diverses la même idée : elle est fondamentale autant que simple. On aperçoit du premier coup d'œil, dans cette corrélation, la loi fondamentale de l'hu-

manité ; loi proclamée au premier chapitre de son histoire, et qui se vérifie dans chacun d'eux, jusqu'à celui qui s'écrit au moment où nous vivons.

Il semble donc que l'étude de la réfection sociale doive commencer par celle de chacun de ces deux organes. Nous disons la réfection sociale, par opposition à la défection sociale que l'on peut reprocher aux classes dirigeantes.

Mais le problème n'est pas aussi simple que son énoncé : il se complique de ce fait qu'une organisation aussi rudimentaire est bien le fait le plus apparent des sociétés naissantes, mais qu'elle prend nécessairement des développements, organiques eux-mêmes, à mesure que ces sociétés se développent en se perfectionnant : le foyer, disons la famille, n'est plus isolé ; les familles se groupent et s'organisent en communautés locales, en communes ; l'atelier de même devient, par le groupement et l'organisation, le corps d'état. — En sorte que si le foyer et l'atelier, confondus d'abord dans la même alvéole, celui de la famille, nous sont apparus plus tard comme les premières cellules distinctes du corps social, la commune et la corporation nous apparaissent ensuite comme les premières formations de la vie politique dans ce qu'on a appelé d'un terme générique la cité.

Ceci même est la clef de la réfection sociale : à savoir que les éléments de l'ordre économique, ceux de l'ordre social et ceux de l'ordre politique sont les mêmes. Partant de ce principe, les lois essentielles de la cité tendront toutes à la conservation de ses deux éléments primordiaux, le foyer et l'atelier, et à la coordination des formations subséquentes, la commune et la corporation. Les lois conservatrices du foyer et organiques de la commune sont celles qui déterminent et conservent la propriété ; les lois régulatrices du travail sont celles qui protègent l'atelier et organisent la corporation. Elles sont distinctes en leur objet, mais nécessairement harmoniques en leur inspiration, tout autant que le travail est le fondement de la propriété, et que la propriété doit fournir au travail. Les premières ont été réunies dans le code civil ; les secondes attendent encore d'être réunies et complétées dans un code du travail,

depuis que les conditions de la vie économique se sont transformées.

Les lois condensées en un code civil pour définir et maintenir la propriété ne sont pas les mêmes dans tous les États ni pour toutes les conditions dans un même État. Les lois protectrices ou organiques du travail étaient tombées, au siècle dernier, en désuétude à peu près dans tous les États : elles sont en passe de revivre et d'être renouvelées à peu près partout. C'est là le phénomène saillant du nouveau siècle, de celui qu'on appelle d'avance « le siècle de l'association ». Mais ces prétendues lois sociales sont, les unes comme les autres, conçues dans un esprit d'individualisme qui, non seulement les détourne de leur but, la protection des foyers et des ateliers, mais encore les rend antisociales et funestes, les unes par leurs dispositions, les autres par leurs lacunes. On le verra dans le détail.

III. — Le Foyer.

On se récrie sur l'arrêt des naissances, alors qu'on a détruit les nids et les couverts !

Le foyer est inséparable de la propriété en droit naturel comme en fait historique, car elle est indispensable à sa stabilité par sa sécurité. L'homme et surtout la femme ne fondent pas un foyer et n'élèvent pas une famille sans aspirer à ces biens.

Cette aspiration était satisfaite jadis lorsque tout foyer avait ses attaches soit à un bien patrimonial distinct, soit à un bien commun mis à la disposition d'un certain groupe de familles. Les campagnes se peuplaient alors rapidement, en dépit des fléaux naturels ou humains contre lesquels elles étaient âprement en lutte, et même les populations urbaines se maintenaient sans leur afflux, comme on le voit à l'ancienneté des familles dont on y retrouve la trace.

Survint la Révolution et par elle l'avènement de la démocratie : sa première œuvre fut de dépouiller les foyers populaires en confisquant, au profit de l'État et surtout des spéculateurs,

tous les biens dont jouissaient en commun les familles qui n'avaient pas de bien propre. Aucun gouvernement ne fit autant de mal aux classes populaires que celui qui s'en donnait comme l'émanation. Plus tard, lorsqu'il passa aux mains des classes libérales, une partie des spoliations fut palliée : l'Église fut indemnisée par des traitements concordataires qui ne pouvaient plus profiter aux pauvres, comme le faisaient auparavant ses grands biens ; les acquéreurs de biens nationaux furent acquiés par le milliard des émigrés, mais le peuple ne revit rien des biens communaux partagés ni des biens corporatifs dissipés. Le prolétariat, c'est-à-dire la condition de la famille détachée de tout bien, apparut comme une chose normale au lieu d'une monstruosité sociale. L'idéal de la conservation rattaché à la stabilité et à la sécurité que donne la propriété y fit naturellement place à celui d'une révolution sociale qui rendrait ces biens en une autre manière. La natalité subit un arrêt correspondant. Voilà l'état actuel.

En présence de cet état, la tâche de la réfection sociale est donc de faire l'inverse de ce qu'a fait la Révolution, c'est-à-dire de procurer au foyer stabilité et sécurité en lui rendant ses attaches avec la propriété ; cela par la réforme du code civil, en augmentant la liberté testamentaire du père de famille, et en facilitant la constitution de biens de famille transmissibles intégralement par substitution, comme aussi par la réforme du régime fiscal, qui doit favoriser les donations à des corps sociaux ou à des œuvres d'utilité publique en affranchissant de tout tribut à l'État l'héritage qui le paie ainsi à la société. Ce sont là des réformes connexes, car faute du bienfait des deux dernières la première resterait stérile ; la liberté du testament ne jouerait pas. On peut dire ainsi de ces réformes non seulement qu'elles se complètent, mais qu'elles se conditionnent ; c'est faute de l'avoir aperçue jusqu'ici que l'idée a fait si peu son chemin.

Mais ce n'est pas tout que de faciliter le bien de la famille dans l'ordre économique, si l'on n'en inspire pas le respect et si l'on n'en protège pas les mœurs ; si la dignité du mariage n'est pas rétablie par l'indissolubilité de son lien ; si la faiblesse de

la femme n'est pas protégée contre le libertinage; si l'éducation de l'enfant ne prépare pas les générations futures.

Enfin la famille doit reprendre sa place dans l'ordre politique, dont elle est l'unité primordiale, aussi bien quelle l'est dans l'ordre économique et dans l'ordre social. Ce n'est pas le féminisme, conception artificielle, trop excusée par le désordre de la société contre lequel elle paraît un refuge tandis qu'elle en est un fruit, mais bien le recours aux institutions du degré supérieur, la commune et la corporation, qui est nécessaire à la protection et au développement des sociétés primordiales, la famille et l'atelier; autrement elles restent à l'état de *desiderata* et paraissent des utopies.

Les gens sensés mais à courte vue hochent la tête en disant : « Comment pourrait-on croire que cela reviendra ? » Et nous, nous disons : « Comment peut-on croire que l'on puisse s'en passer ? » Vous voyez détruits les nids et les couverts, et vous ne vous demandez pas ce que peut devenir la couvée !

IV. — L'Atelier.

De même que le foyer est le lieu de la famille organisée, l'atelier est le lieu du travail organisé pour nourrir la famille. Autant que le foyer il a besoin d'ordre, de sécurité, de stabilité d'adaptation à sa fonction.

Cette fonction est sociale et non individuelle, comme on ne le voit que dans l'atelier désorganisé ; elle est sociale, c'est-à-dire qu'elle doit correspondre aux exigences de la vie sociale et tout d'abord de la vie familiale. Elle doit, pour cela, non seulement fournir le pain quotidien, mais aussi celui des vieux jours et l'aliment des générations nouvelles. Ceci dans toutes les conditions du travail : aussi bien aux champs, à l'usine et au bureau que dans les métiers auxquels s'applique en propre le terme d'atelier. Seuls, les modes d'organisation de l'atelier varient, mais non ses charges ni par conséquent ses exigences. Celles-ci forment ce que l'on a trop contesté, le droit du travail, qui n'est pas moins légitime ni d'une autre essence que le droit de la propriété.

Le droit du travail, qui attend encore non seulement d'être codifié mais même d'être formulé, l'avait été pourtant de la manière la plus complète par ce qu'on appelait « les bonnes coutumes » du métier. Il faut s'y reporter pour en adapter les applications aux conditions nouvelles. On objecte que ces conditions diffèrent du tout au tout. Sans doute, mais pas plus qu'à l'armée l'armement nouveau du soldat ne diffère de son armement au temps de César ou de Turenne ou même de Napoléon. Pourtant ceux-ci seraient de grands capitaines encore aujourd'hui et leurs méthodes s'étudient dans nos écoles militaires pour la formation des chefs futurs de nos armées.

De même celui qui posséderait l'esprit et la lettre du *Livre des métiers*, du *Bauern Recht* et des règlements de Colbert, serait beaucoup mieux préparé à traiter de l'organisation future du travail, et de la législation qui doit y correspondre, que tous les économistes de l'école classique, qui a pitoyablement échoué devant les problèmes de la crise actuelle. Le socialisme révolutionnaire n'est entré à l'atelier qu'après qu'ils y ont proclamé comme un dogme et pratiqué comme un droit la prétendue « liberté du travail » qui est un crime contre la société. Crime qui conduit tout droit aux galères du socialisme, comme le démontrent les théoriciens les plus avancés de la démocratie révolutionnaire.

La désorganisation de l'atelier a marché de pair avec celle de la famille : elle procédait du même individualisme, et c'est ce qui les rendait fatales l'une comme l'autre. En vain est-ce à des causes matérielles que l'on a voulu rattacher la fatalité d'une évolution désastreuse pour la famille autant que pour l'atelier, comme si les progrès de la science pouvaient être un piège tendu par la Providence sur les voies de l'humanité.

Pour se maintenir socialement au niveau de la transformation économique, ce qui a fait défaut à l'atelier et ce qu'il faut y restaurer tout d'abord, ce sont les notions essentielles sur les devoirs du patronat, sur le juste salaire, sur la dignité de l'ouvrier. Qu'on ne dise pas que ce sont là des idées empruntées au socialisme ; il n'était pas question de celui-ci quand le prédicateur de la cour de Louis XIV prononçait son sermon sur

l'éminente dignité du pauvre. Ce n'est d'ailleurs pas au patron seul que nous faisons reproche de son incurie morale trop fréquente, d'autant plus qu'en aucun pays il ne mérite ce reproche moins qu'en France. C'est surtout à la déformation qu'il a contractée dans une éducation incomplète, qui ne lui a montré, dans la charge d'âmes et d'existences qu'il tient de sa condition, que des devoirs de charité en place de devoirs d'état, c'est-à-dire de justice sociale. Quant à l'ouvrier, s'est-on montré envers lui suffisamment pénétré de ce sentiment que l'atelier devait être pour lui le prolongement du foyer, avec ses droits et ses devoirs, comme aussi avec sa sécurité ?

V. — La Commune.

Les foyers d'un même voisinage forment une société naturelle et nécessaire qui est la commune : naturelle, ou si l'on veut historique, parce que la naissance de cette société coïncide avec la formation de leur agglomération ; nécessaire, parce qu'ils ne sauraient s'en passer pour leur commodité et leur sécurité : l'église, l'école, la mairie, sont les premières institutions locales de toute civilisation.

Il n'est pas moins général que ces institutions soient à la garde des chefs de famille, autrement dit que la paroisse et la communauté civile soient organisées par feux plutôt que par individus. La constitution politique qui dépossède de leur droit les chefs de famille sans pour cela assumer leurs charges, pour les remettre aux individus, quelle que soit leur place au foyer ou sans même qu'ils en aient une, est en contradiction avec le bon sens. Elle est l'introduction virulente dans les premières assises de la cité d'un principe philosophique abstrait, arbitraire et faux, celui de la souveraineté du peuple prise dans le sens inorganique et anarchique de l'individualisme.

Le principe d'une organisation communale naturelle et nécessaire, comme nous l'avons dit, est celui de la représentation des droits et des intérêts divers qui doivent trouver leur compte à cette organisation : intérêts religieux, intérêts familiaux, inté-

rêts économiques, soit que leur représentation soit exercée par des conseils divers, comme cela s'est vu, moyennant un départ entre les attributions de ces conseils, soit qu'elle fournisse des éléments divers à la formation d'un conseil communal unique, comme cela se voit aussi. Il y a sous ce rapport des convenances bien diverses selon qu'il s'agit d'une communauté villageoise exclusivement rurale et uniforme en sa composition ou de celle d'une bourgade, à plus forte raison d'une ville dont la population présente les éléments les plus variés et doit donner satisfaction aux intérêts les plus divers.

Après l'électorat par tête au lieu de l'électorat par feux, l'identité d'organisation entre la commune rurale et la commune urbaine est une des erreurs les plus capitales du régime actuel. Ces deux erreurs se tiennent d'ailleurs, car, du moment où l'individu est pris pour l'unité du système social et politique, la loi du nombre doit s'y appliquer du petit au grand sans distinction.

On parle de décentralisation administrative et de liberté communale ; mais ce serait désastreux pour la commune telle qu'elle est actuellement constituée. La décentralisation, c'est-à-dire l'échappement, dans une certaine limite, à l'action d'un centre unique, ne peut reposer que sur l'existence préalable d'un centre de moindre rayon, mais d'aussi suffisante constitution. Une démocratie inorganisée ne peut pas être décentralisée.

Parmi les libertés communales, la plus fondamentale est celle de posséder, non pas seulement en droit, mais en fait. La reconstitution de la propriété communale s'impose en faveur de la partie indigente ou seulement peu aisée de la population. Dans les campagnes, elle se constitue en biens fonds à usage commun, en bien allotis, et se complète par des usages ou servitudes sur des biens appropriés ; dans les villes elle se constitue en établissements publics tels qu'hospices, écoles, refuges, caisses diverses suffisamment dotées.

La Révolution, qui de nouveau fait rage, s'est reprise à détruire tout ce que la charité avait reconstitué dans cet ordre de bienfaits populaires, et le peuple imbécile y a applaudi. Un pouvoir réparateur s'appliquerait, au contraire, à susciter, favoriser et

dans une mesure correspondante à coordonner au bien public ce patrimoine des pauvres, qui renaît des entrailles de la société chrétienne et ne demande qu'à reprendre la forme paroissiale, communale et corporative.

Les administrateurs de ces biens ont naturellement voix au chapitre de l'administration communale, et la commune trouve ainsi la représentation complète et légitime de tous ses droits et de ses intérêts dans les magistrats élus par ses chefs de famille ou investis d'un mandat d'ordre communal par la nature même de leurs fonctions.

VI. — Le Corps d'état.

Les ateliers d'un même corps d'état se forment naturellement en sociétés corporatives. Il peut, dans un même corps d'état, se former plusieurs groupes corporatifs; d'autres ateliers rester en dehors; mais il n'en est pas moins vrai que la formation corporative est naturelle aux ateliers, et même qu'elle est aussi nécessaire à la protection de leurs intérêts professionnels que la formation communale l'est aux foyers d'un même voisinage.

Pour la clarté du langage, nous appelons association professionnelle ou *syndicat* la société formée dans un but de défense des intérêts professionnels entre gens de même état et de même condition; — *corporation*, la société qui réunit les divers éléments d'une même profession, c'est-à-dire ses patrons, ses employés, ses ouvriers en une société parfaite au point de vue professionnel; enfin *corps d'état*, l'ensemble de tous les ateliers où s'exerce une même profession.

Cette précision de langage est indispensable pour éviter la confusion des idées qui naît du sens vague des mots, et qui se dissipe au contraire lorsque nous pouvons définir notre système celui de la corporation libre dans le corps d'état organisé.

Ainsi, qu'un recensement public établisse les rôles d'inscription de tous les adultes exerçant une même profession en un lieu, et celui des ateliers, c'est-à-dire des entreprises particulières au service desquelles ils l'exercent, voilà ce qui donne les

bases de toute reconstitution du monde du travail. Mais il n'y aurait rien de fait pour cette reconstitution, malgré tous les règlements qu'on imposerait d'office à ces ateliers, si l'on étouffait par cette réglementation même le germe de réorganisation qui git dans l'association spontanée des ouvriers ou des patrons en syndicats distincts, et dans la formation libre de ces syndicats en corporations telles qu'elles sont définies plus haut. La vie est là et n'est que là, à ce premier degré de l'ordre social, parce que rien ne vit que ce qui a été fondé par la volonté et peut-être fécondé par le sacrifice ; enfin que ce qui peut former et manifester son sentiment sur les conditions de sa vie.

C'est le propre de la corporation d'incarner cette spontanéité, cet esprit de corps, et tout l'ensemble d'institutions économiques nécessaires aux classes qui n'ont guère d'autre accès à la propriété. Enfin la corporation est le collège électoral par excellence, dont les délégués, en nombre proportionnel à son importance, forment le Conseil, ou, si l'on préfère ce terme, la Chambre du corps d'état, c'est-à-dire l'organe de son autonomie pour l'établissement des bonnes coutumes du métier et de sa représentation en face des pouvoirs sociaux, auxquels il appartient d'homologuer ces règles pour les contenir dans les limites nécessaires au bien public.

Que si les associations syndicales ou corporatives ne contiennent pas une fraction suffisante des gens de la profession, la Chambre des corps d'état qu'elles auront constituée n'en sera pas moins habile à définir ses droits et ses intérêts ; mais l'expression qu'elle leur aura donnée aura besoin d'être corroborée par un *referendum* étendu à tous les inscrits de la profession, chacun suivant sa catégorie.

Le corps d'état est alors seulement organisé d'une manière complète et selon la formule que nous posions il y a vingt ans : « La corporation libre dans le corps d'état organisé. » Depuis on s'en est rapproché, notamment dans l'institution des *conseils du travail*, et par tout le mouvement syndical, si désordonné qu'il soit dans certaines catégories. Dans d'autres, au contraire, comme notamment dans certaines régions où florit la petite propriété, le mouvement syndical prend les développements les

plus heureux, et dote les droits et les intérêts de la population d'une représentation bien plus fidèle, plus éclairée et plus autorisée que celle d'un suffrage universel direct, où le mandat défini par le cahier, comme disaient nos pères, est remplacé par l'arbitraire, l'incompétence et l'irresponsabilité.

VII. — La Cité

L'organisation communale des foyers et l'organisation corporative des ateliers sont bien les organismes essentiels de la société civile; mais d'autres organismes viennent s'y ajouter par le développement naturel et historique de cette société. L'ensemble de ces organismes forme le corps social, et leur mise en jeu d'une certaine manière constitue et détermine la cité, c'est-à-dire une société moins parfaite que la nation constituée en État, mais déjà suffisamment autonome et complète pour pouvoir être une partie intégrante de cette nation. Ce n'est pas, en effet, celle-ci qui est invisible, comme on s'est plu à le proclamer, mais comme on n'a pu le maintenir; c'est la cité: les vicissitudes de l'histoire peuvent la transporter d'une nation à l'autre, mais elles n'en peuvent dissoudre les liens sociaux, parce que ces liens sont de son essence même.

Le Play faisait ressortir dans l'organisation de la cité, qu'il appelait la province, un caractère aristocratique, tandis que celle de la commune ou du corps d'état emprunte nécessairement davantage à la démocratie, ou du moins ne peut guère s'élever au-dessus. Il faut, en effet, à l'organisme plus complexe de la cité une somme de traditions plus complète, et pour s'y maintenir des axes de mouvement plus fixes que cela n'appartient au degré inférieur de l'organisme. De même dans le corps humain la molécule évolue sans cesse, mais non l'organe plus complet.

Ces axes fixes du mouvement social sont les institutions qui correspondent aux besoins variés de la société civile et de sa culture; non plus seulement à ses besoins locaux et primordiaux qui sont affaire de la commune et du corps d'état, mais à

ses besoins plus divers, comme à ses droits plus généraux, qui seraient représentés dans la cité par une Chambre des Communes et par une Chambre des États avec leurs attributions respectives.

A la Chambre provinciale des communes ressortissent les questions administratives ou d'intérêt commun, les services publics dans la mesure où ils sont décentralisés, en un mot ce qui appartient aujourd'hui à la commission départementale des conseils généraux. Ceux-ci pourraient même être maintenus en fonction, à condition toutefois d'être une émanation des communes, comme le Sénat actuel est censé l'être, et non du suffrage universel inorganique, comme l'est la Chambre actuelle des députés.

A la Chambre provinciale des États ressortissent l'étude, la manifestation et la représentation des intérêts de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des professions libérales près des pouvoirs publics : ce qu'on appelle encore aujourd'hui les vœux, et, comme on disait jadis, les remontrances sur la direction générale des affaires. C'est là que se formera et qu'apparaîtra vraiment une aristocratie provinciale, à défaut de laquelle il n'y a pas de décentralisation possible, et la bureaucratie devient une nécessité, partant un bienfait.

La cité, disons la province, doit présenter en plus de ces deux Chambres, qui en sont l'ossature politique, tous les organes de sélection qui peuvent la doter d'une vie complète, corps juridiques, administratifs, académiques. Tous ces corps doivent être pourvus de leur représentation, constituée, selon leur nature, soit par voie d'élection, soit par voie de sélection hiérarchique. A la différence de ce qui se voit aujourd'hui, ces corps ne sont plus des organes de l'État, mais de la province, soumis seulement au contrôle de l'État mais pas à la direction de ses pouvoirs, dont il reste maintenant à définir la sphère, en se rapportant à cette parole du comte de Chambord sur l'échec des bonnes volontés de la Restauration : « Le pays n'était organisé que pour être administré et pas pour être gouverné.

VIII. — L'État.

L'État, c'est l'ensemble des pouvoirs et des forces d'une nation organisé en vue d'un bien commun qui s'appelle l'intérêt national. Ces pouvoirs sont ceux du Prince en ses Conseils, contenus par les lois fondamentales consenties par le Peuple en ses États.

La France est la nation la moins préparée au gouvernement populaire, parce qu'elle est celle dont la Révolution a le plus désorganisé les éléments sociaux, si bien que la représentation des droits et des intérêts n'y existe nullement et n'y est même pas conçue ; les opinions seules y sont représentées, et en l'état actuel le nombre seul y fait loi.

C'est sur des bases distinctes de celles de la cité qu'il faut reconstruire l'État, avec des organes de gouvernement propres. La France n'étant pas une fédération, mais une nation, les organes de gouvernement ne constituent pas trois pouvoirs, mais trois organismes distincts du pouvoir : l'organisme législatif, l'organisme judiciaire et l'organisme administratif, s'exerçant chacun dans leur sphère, mais en vertu d'un même principe, celui du droit historique qui a présidé à leur dévolution et qui coordonne leur action au bien commun.

L'État français est monarchique. L'institution monarchique y a toujours été secondée par des Conseils et tempérée par des États. Mais ces États ne sont pas forcément des États généraux, la permanence et même la périodicité de ceux-ci entraînant toujours des troubles et n'étant nullement nécessaire à l'établissement du contact entre les conseils du prince et les corps représentatifs du peuple. Il était déjà sorti bien des idées fécondes et des réformes utiles des tenues d'États dans les Pays qui les avaient conservés, et des Assemblées provinciales dans les autres, quand la Révolution sortit des États généraux. La France n'a pas besoin de semblables secousses pour se réorganiser, mais d'une action continue comme l'est celle d'une dynastie nationale dans une monarchie tempérée par le jeu de

ses Conseils et la représentation des droits et des intérêts sociaux dans ses États.

Ainsi le pouvoir législatif s'exerce par le prince en son conseil d'État ; le pouvoir judiciaire s'exerce par le prince en sa haute cour ; le pouvoir administratif par le prince en son conseil des ministres ; de plus, le prince est assisté d'un conseil privé ou conseil de gouvernement qui fait au besoin fonction de conseil de régence. Enfin les grands corps de l'État, c'est-à-dire la magistrature et l'armée, ne relèvent que du prince ; les ambassadeurs parlent en son nom. Tels sont les grands traits de la constitution nationale.

Quant au consentement des lois nouvelles et à celui des impôts extraordinaires, il suffit de le demander à des délégations formées à cet effet, lorsqu'il y a lieu, et selon l'objet soit par les Chambres des communes, soit par celles des États.

Dieu me garde de paraître avoir esquissé là un nouveau modèle de constitution ! Non ! Les choses se passaient ainsi, en réalité, dans tout le cours de notre histoire, où l'esprit d'unité avait son siège dans la royauté placée à la tête de la nation, et où certaine diversité était conservée entre ses parties constitutives, du moins pendant la période qui suivait leur entrée dans la monarchie nationale.

Y a-t-il lieu d'introduire dans cette antique constitution le *referendum* pour la moderniser, comme certains le proposent ? Cela ne paraît guère possible qu'à titre subsidiaire, tant que la formation des premiers éléments représentatifs est encore trop embryonnaire pour que leur suffrage puisse être considéré comme l'expression adéquate du sentiment des intéressés. Il s'est pratiqué jadis ainsi à la paroisse, et a pu reparaitre dans le mouvement syndical, mais cela seulement dans des cas bien déterminés, et non comme expression de la volonté et moins encore de la souveraineté nationales.

La nation, corps perpétuel, ne se compose que d'éléments durables qui incarnent le passé et sont en gestation de l'avenir : rien d'éphémère comme l'individu ne saurait y compter dans l'État que comme objet de sa sollicitude voué à son service.

IX. — La Dynastie.

L'État français est monarchique. Il devient, en effet, anarchique dès qu'il cesse d'être monarchique. C'est là une constatation de fait, qui s'explique d'ailleurs très bien, parce qu'il a absorbé la cité, tandis que celle-ci a persisté en d'autres États, sous forme de confédération, comme dans les républiques helvétiques et du Nouveau-Monde, et sous forme de province autonome dans les pays d'empire. Chez nous plus rien de semblable, si bien qu'il a fallu que l'État, œuvre de la monarchie, demeurât d'essence plus ou moins monarchique sous tous les régimes qui lui ont succédé. Mais cette essence monarchique propre à la France est-elle simplement le principe de constitution commun à toutes les monarchies ? ou bien la réfection sociale ne peut-elle s'obtenir en France que de la monarchie de droit historique ? C'est là le dernier point que l'on croit ici devoir rattacher aux aperçus précédents comme leur couronnement nécessaire.

La France est l'œuvre d'une famille régnant en vertu d'un droit de succession qui lui est propre et la distingue de toutes les autres dynasties. Faites en pensée abstraction de ce droit par quelque uchronisme, et voyez si le champ qui s'ouvre à l'hypothèse peut encore être celui d'une histoire de France. Le fait de l'unité française, unité composite, aux éléments les plus hétérogènes, est uniquement le fait de la Maison de France. On a dit que les évêques avaient fait la France. Non ! ils ont fait les cités dont les rois ont fait la France.

Comment maintenant la dynastie caractérisée par ce droit, sans lequel elle fût tant de fois tombée en quenouille et la nation en dissolution, comment, dis-je, ce droit de la Maison de France a-t-il suffi à accomplir l'œuvre nationale ? — C'est parce qu'il incarne parfaitement les deux principes de l'organisme social : le foyer et l'atelier ; la Maison de France est une famille professionnelle : elle fait sa profession de gouverner, c'est-à-dire de servir souverainement l'État français, si bien

que ses membres cessent de lui appartenir lorsqu'ils cessent d'être régnicoles, et que, par contre, nul étranger ne peut devenir prince français.

Ceci n'est le fait d'aucune autre dynastie, et la force de pérennité qui réside dans cette constitution est telle qu'elle suffirait à expliquer l'acharnement particulier de la Révolution contre la Maison de France et contre les essaims qui, s'en étant détachés pour occuper d'autres trônes, prétendirent y porter leur même droit héréditaire.

La lutte éternelle que Le Play montrait se poursuivant dans la pratique entre les hommes férus de tradition et les hommes épris de nouveauté se montre aujourd'hui plus profonde encore que de son temps : elle apparaît clairement en toutes choses comme la lutte entre l'esprit de pérennité incarné dans les organismes sociaux et l'esprit de destruction qui arme l'individu de la souveraineté pour que tout périsse avec lui.

En substituant ainsi l'individu au corps permanent, le mécanisme constitutionnel à l'organisation historique, la Révolution a mis le désordre partout : dans la famille en détraquant les foyers ; dans l'atelier en détruisant les corporations ; dans la nation en supprimant, après la cité, la province ; dans l'État en confisquant la souveraineté. Il n'y a donc de réfection sociale possible qu'à la condition d'être totale, c'est-à-dire de s'exercer dans tous les ordres de relations et à tous les degrés de la société. Cela non pas dans un sens arbitraire et précipité, en faisant une Révolution en sens contraire de l'évolution démocratique, mais en exerçant sur les esprits une action coordinatrice en sens inverse de l'action révolutionnaire.

L'axiome *res eodem modo conservantur quo generantur* peut nous servir de guide en un double sens : si l'on conserve les principes de la Révolution — tels que ceux dits des droits de l'homme — on continuera d'en ressentir les effets antisociaux dans tout ce qu'on entreprendra pour en endiguer les conséquences. Si, au contraire, on pense mieux en toutes choses, et pas en quelques-unes seulement, l'instinct de conservation, dont Dieu a pourvu les sociétés humaines non moins que chaque homme en particulier, prendra le dessus sur l'esprit

de destruction qui vient de l'ennemi du genre humain, et suggérera les moyens non pas de retourner à tel ou tel régime d'un autre moment historique, mais d'adapter au mieux les principes éprouvés aux conditions contemporaines.

V

NOVISSIMA VERBA (1)

Un académicien, qui a partagé entre l'économie sociale et l'histoire les nobles loisirs que lui a faits la politique, exerçait naguère sa verve aimable aux dépens de nos jeunes amis qui, opposant au courant démocratique l'idée monarchique, la desserviraient ainsi, selon l'éminent et expert critique (2).

Cependant pourquoi reviendrait-on à la monarchie si ce n'était pour sortir de la démocratie ?

Celle-ci n'a pas encore tenu toutes les promesses résumées dans ce joli langage qui paraît plutôt être d'un idéal que d'un plan :

« Il faut accueillir la démocratie sans arrière-pensée et sans crainte ; il faut l'aimer et la saluer avec joie, parce que c'est elle qui, dans un état de haute civilisation, multiplie le mieux les valeurs individuelles et réalise la plus grande somme de bonheur pour le plus grand nombre (3). »

Ce n'est pas que la démocratie manque de plan, elle en a même deux : celui de la démocratie révolutionnaire, qui consiste dans l'absorption de tous les pouvoirs et de tous les devoirs de la société par le jeu d'un mécanisme d'État, actionné par le suffrage universel s'exerçant à jet continu, uniquement selon la loi du nombre :

Et celui de la démocratie chrétienne (4), qui proclame qu'il y

(1) *Réveil français*, novembre 1906.

(2) M. le comte d'Haussonville, *Gaulois*, du 28 octobre.

(3) M. Bourguin, *les Systèmes socialistes*.

(4) V. compte rendu de la *Semaine sociale* de Dijon.

a trois sociétés nécessaires : la famille, la corporation professionnelle, et la cité.

La première de ces conceptions, qui règne en maîtresse aujourd'hui, n'a pourtant pas d'avenir : c'est un lieu commun de dire qu'elle ne peut manquer d'aboutir à l'anarchie ou au césarisme.

C'est l'enfance de l'art, l'art redevenu grossier des nations retombées en enfance avant que de disparaître.

La seconde conception, au contraire, mûrit ; elle n'en est qu'à sa première étape lorsqu'elle distingue les trois sociétés nécessaires ; elle reconnaîtra ensuite que la loi de vie de ces trois sociétés est dans leur compénétration, à savoir que la corporation est un groupement de familles professionnelles et la cité un groupement de corporations. Or cette structure du corps social correspond bien à la parole divinatoire du promoteur des *Semaines sociales* : « Jusqu'ici, dans notre pays, l'organisation politique ne tient compte que d'où sont les gens, l'organisation économique que de ce qu'ils ont : le temps doit venir où celle-ci aura pour base et celle-là pour ressort important ce qu'ils font (1). »

La constitution qui réaliserait cet idéal, reposant sur le jeu des éléments sociaux précités, est si peu éloignée d'être monarchique, qu'elle trouve chez nous ses précédents historiques dans des siècles d'état monarchique. De là à dire qu'elle le sera nécessairement encore, il y a sans doute un pas à franchir, mais il n'est déjà plus permis de dire qu'elle ne saurait l'être. La monarchie, ainsi présentée comme le fait d'un édifice formé par les « républiques françaises » (2), n'apparaît plus aux penseurs comme une antiquaille, si ce n'est encore comme une solution.

Tout se tient : tant que l'unité politique sera l'homme *asocial*, l'individu dépouillé de tout ce qui le place dans la société, l'ordre politique sera *uniquement* démocratique, c'est-à-dire sans rapport avec l'ordre social, donc absurde en prin-

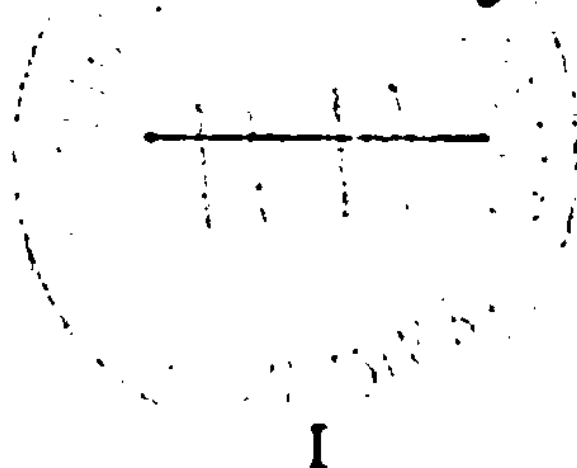
(1) M. Henri Lorin, *Essai sur le Salaire*.

(2) M. Charles Maurras.

cipe et tyrannique en fait. Mais lorsque la conception sociale enseignée à Dijon se sera traduite dans l'ordre politique selon l'heureuse formule qui en pose le principe, une dynastie nationale incarnant à la fois la famille et la profession ne paraîtra plus une anomalie dans l'ordre social, et donnera facilement à l'ordre politique le couronnement historique d'une monarchie vraiment sociale.



Table Analytique



I

LES ORIGINES D'UN PROGRAMME

(Extrait de « l'Association catholique ».)

Les événements de 1871. — La tradition familiale. — La fréquentation de l'étranger. — Le Play et le comte de Chambord. 3

II

ÉCONOMIE SOCIALE. — *(Extraits de « l'Association catholique ».)*

1. — *Note sur le contrat de travail* (1882) apportée au Conseil des études de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers. 11

2. — *Du régime corporatif* (1883). — Il s'incarne en trois droits : celui de l'individu, celui de la corporation et celui de la société ; -- en trois pratiques : le chef-d'œuvre, le patrimoine et le suffrage ; — en trois ordres d'avantages : moraux, économiques et politiques. 16

3. — *Crise agricole ou question agraire* (1886). — Un congrès international attache le grelot. — Le champ de la spéculation est à restreindre. — L'économie rurale à en affranchir. — La société rurale doit incarner trois droits : celui de la propriété, celui de la pauvreté et le sien propre. 48

4. — *Du capitalisme* (1889). — Le siècle de l'usure. — L'usure est un parasitisme. — Elle peut être extirpée par des moyens législatifs et bannie par des moyens organiques. 71
5. — *De l'esprit d'une législation chrétienne du travail* (1891). — Il peut y avoir une législation chrétienne du travail. — L'esprit s'en reconnaît à trois caractères : la charité, la solidarité, la liberté ; — son établissement nécessite le concours de trois agents : l'Église, le pouvoir et l'initiative professionnelle. . 103
6. — *De l'essence des droits et de l'organisation des intérêts économiques* (1891). — De l'apport respectif de chacun des facteurs de la production. — Un accord peut s'établir sur cette base. — L'organisation corporative gardienne de cet accord. — Principes et structure de cette organisation. 129
7. — *Le glas d'un régime* (1892). — Le régime patronal a fait place au régime capitaliste. — Celui-ci, n'ayant pas su procurer la paix sociale, va faire place à un régime corporatif nouveau. 149

III

POLITIQUE SOCIALE. — (*Extraits de l'« Association catholique ».*)

1. — *Politique sociale* (1887). — L'action publique en présence du socialisme. — Rôle de l'Église. — Rôle de l'État. — Rôle de l'association, forme nécessaire de l'initiative privée. — Le régime corporatif. 161
2. — *Introduction aux études sociales.* — Y a-t-il une science sociale ? — La morale sociale. — L'histoire sociale. — L'économie sociale. — Conclusion : il faut résoudre la question sociale. 199
3. — *Démocratie contre ploutocratie.* — L'œuvre de la ploutocratie. — La rébellion de la démocratie. 218
4. — *Conservateurs et renovateurs.* — Erreur et impuissance des conservateurs. — Nécessité d'une réforme sociale chrétienne. 234

TABLE ANALYTIQUE

513

5. — *Des institutions représentatives.* — Le régime parlementaire actuel est la négation de l'idée représentative. — Des corps constitués peuvent seuls être représentés. 249
6. — *Du mouvement syndical dans ses rapports avec l'ordre politique.* — Les divers groupements sociaux. — Leur rôle dans la commune. — Leur représentation dans l'organisation du canton et de la région. 267
7. — *L'évolution agricole.* — La dépopulation des campagnes et leur démoralisation dénotent le malaise de l'agriculture. — L'introduction de pratiques industrielles, puis commerciales, doit être accompagnée de pratiques sociales. 281
8. — *La société selon la science et selon la foi.* — Accord des constatations de la science et des enseignements de la foi dans le domaine de la morale, dans celui de l'économie sociale, dans celui de la politique. 296

IV

APPLICATIONS ACTUELLES

AU CONTRE-PIED DE LA RÉVOLUTION

(Extraits de publications diverses.)

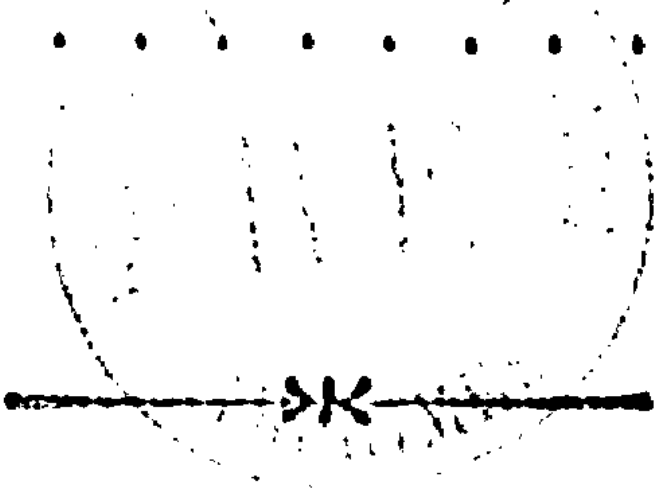
1. — *Au centenaire de 1789.* — Introduction à une enquête générale sur l'état actuel des esprits et des mœurs ; — l'état et le fonctionnement des institutions politiques ; — l'état de la prospérité générale dans toutes les branches de la production et du commerce. 311
2. — *La question juive et la révolution sociale.* — La cité juive. — La cité chrétienne. — L'invasion juive. — Pays conquis. — L'émancipation 330
3. — *Les retraites ouvrières.* — Dans l'ancien temps. — Dans l'ère moderne. — Le principe à maintenir. 353
4. — *Le bien de famille.* — La suppression révolutionnaire. — Facilité d'une reconstitution. 362

5. — *La noblesse en France.* — Son caractère particulier et son histoire. — Les conditions de sa persistance. — Leur régularisation 370
6. — *La représentation professionnelle.* — En quoi elle consiste. — Comment elle devrait être établie. — Son fonctionnement. 388
7. — *De l'organisation territoriale et de la représentation.* — La réforme nécessaire. — Tableau des groupements provinciaux. — La décentralisation. 402

V

LA RESTAURATION FRANÇAISE. — (Extraits du « Réveil français ».)

1. — *Principes d'organisation politique.* — De l'accord nécessaire entre les institutions politiques et l'état social. — Du principe de cet accord dans la nation française. — De sa forme pour l'époque actuelle. — Conclusions. 421
2. — *L'évolution historique.* — Sa rupture par la Révolution. — Nécessité de la reprendre. 433
3. — *La Constitution nationale.* — Idée générale. — Les lois fondamentales mises au point actuel. — Instauration ; ses phases : — le rétablissement du pouvoir ; — celui des organes représentatifs ; — celui de leur jeu normal. 445
4. — *La réfection sociale.* — Un faux départ. — Les pôles de l'axe social. — Réfection des foyers. — Réfection des ateliers. 490
5. — *Novissima verba.* 508



NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
41, RUE DE MOULIN, PARIS

CHARLES MAURRAS

ENQUÊTE SUR LA MONARCHIE

L. I : Conversations de MM. André Buffet et de Lur-Saluces. Lettre du Duc d'Orléans à l'auteur de l'Enquête. — L. II : Lettres de Paul Bourget, Maurice Barrès, Henri Vaugois, Lucien Moreau, Ch. Le Goffic, Henry Bordeaux, Jacques Bainville, Louis Dimier, Léon de Montesquiou, Copin-Albancelli, Arnavielle, Amouretti, etc. — L. III : Jules Lemaître et son ami. — Appendices. — Documents divers. — Lettre de ralliement de Octave Tauxier. — Dictateur et Roi, etc.

Un volume in-16 double-couronne de LVI 559 pages (12^e mille). . . 3.50

HENRY CELLERIER

LA POLITIQUE FÉDÉRALISTE

L'ancien régime et la Révolution. — Histoire de cent ans : 1814-1914. — L'Encliquetage. — Que la République a centralisé. — Paroles de socialiste. — A l'étranger. — Notre système : les Républiques. — Appendices : Le régionalisme et les électeurs. Spiritisme politique et réorganisation française. La centralisation dans la législation suisse. Les républiques intermédiaires. Sous-préfectures et départements. Déclaration des félibres fédéralistes. Enquête près les conseils généraux. La réforme électorale.

Un volume in-16 double-couronne de 272 pages. 3 fr.

GEORGES VALOIS

LA MONARCHIE ET LA CLASSE OUVRIÈRE

I : LA RÉVOLUTION SOCIALE OU LE ROI. — II : LES RÉSULTATS D'UNE ENQUÊTE : Réponses de MM. Georges Sorel, Robert Louzon, G. Deherme, E. Deniau-Morat, Jean Grave, A. Morel, I. Bonin, M. Darguenat, Paul Ader, Raoul Lenoir, Emile Janvion, Emile Guillaumin, Michel Bernard, Georges Guy-Grand, militants et théoriciens syndicalistes. — Discussion et conclusion.

Nouvelle édition, augmentée d'une préface : LES ENSEIGNEMENTS DE CINQ ANS (1909-1914) : Une métaphysique criminelle. Avis aux Bourgeois. La paix du Roi. Concordances de pensées. Le régime de la libre discussion. Au temps du renégat. L'affaire de Villeneuve-Saint-Georges. La Bataille syndicaliste. La nouvelle orientation de la C. G. T. L'issue.

Un volume in-16 double-couronne de CLX-400 pages (4^e mille) . . . 3 50